Etude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP d'Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

Bilan de la consultation complémentaire réalisée en 2024 et définition des dispositions applicables dans les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais

Rapport de phase 2 – V4

Mai 2026

32 rue Thomassin 69002 Lyon (siège social) - 04 72 10 18 00 / 8 rue de l'Isly, 75008 Paris
Iddest est une marque commerciale de ides consultants / s.a.s au capital de 400 000 €
siret 402 558 068 00068

SOMMAIRE

1- Contexte 5

1-1. La révision du SAGE 5

1-2. La définition de zones de sauvegarde 6

1-3. Dispositions : les 4 sujets à retravailler 8

2- Les acteurs concernés 8

3- Stratégie de consultation et modalités de dialogue mises en œuvre 9

3-1. Stratégie de consultation 9

3-2. Les entretiens individuels préalables 10

3-3. Des réunions thématiques « resserrées » 12

3-4. Des réunions thématiques « élargies » 13

3-5. Le COPIL 3 (12/04/2024) 14

3-6. Le COPIL 4 (18/06/2024) 14

4- Taux de participation aux réunions 14

5- Bilan qualitatif 15

5-1. Dispositions leviers de prévention : interdictions et autorisations sous conditions 15

i. Interdiction des activités « à risques » en ZSE1 et ZSNEA1 15

ii. Interdiction de rejets de STEP au milieu naturel en ZS1 19

iii. Interdiction de nouveaux pipelines en ZS1, et ZS2 19

iv. Interdiction de nouvelles infrastructures ferroviaires et routes en PPR de captages établis et « futurs » 20

v. Autorisation sous conditions des extractions de granulats en ZS1 20

vi. Autorisation sous conditions des remblaiements de carrières en ZS1 et ZS2 21

vii. Autorisation sous conditions des nouvelles infrastructures linéaires en ZS1 et ZS2 24

viii. Autorisation sous conditions des projets de développement économique en ZS1 et ZS2 25

ix. Gestion des eaux pluviales en ZS1, ZS2 et ZS3 25

5-2. Dispositions facilitant la détection et la gestion de crise 26

i. Suivis de la nappe renforcés 26

ii. Procédures d'alerte en ZS1 et ZS2 26

5-3. Recommandations, dispositions ou bonnes pratiques 27

6- Conclusion et perspectives 28

TABLE DES FIGURES

FIGURE 1 : ZONES DE SAUVEGARDE DÉFINIES EN 2018-2019 (SOURCE GINGER BURGEAP) 6
FIGURE 2 : CALENDRIER GLOBAL DE LA DÉMARCHE DE CONSULTATION 9
FIGURE 3 : LOCALISATION DES ICPE SUR LE TERRITOIRE DU SAGE EST LYONNAIS 16
FIGURE 4 : OCCUPATION DES SOLS SUR L'AMONT DU COULOIR FLUVIO-GLACIAIRE DE HEYRIEUX 21

TABLE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : EXEMPLES DE DISPOSITIONS EN ZONES DE SAUVEGARDE APPROUVÉES VIA LA STRATÉGIE DE 2021 7
TABLEAU 2 : RENDEZ-VOUS INDIVIDUELS PRÉALABLES 11
TABLEAU 3 : RÉUNIONS THÉMATIQUES « RESSERRÉES » 12
TABLEAU 4 : RÉUNIONS THÉMATIQUES ÉLARGIES 13
TABLEAU 5 : VALEURS SEUILS ISSUES DU GUIDE DE VALORISATION HORS SITE DES TERRES EXCAVÉES DANS DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT 23

ANNEXES 1 À 6 **29**

VERSIONS

Version	Date	Etabli par	Vérifié par	Observations
V1	19/04/2024	AG / AN	JL	
V2	06/06/2024	AG / AN	JL	Intégration des argumentaires par disposition et des fiches proposées pour le COPIL 3
V3	09/09/25	AG / AN	JL	Corrections et compléments suite à la relecture du SAGE

ANNEXES

ANNEXE 1 – Composition de la CLE du SAGE Est lyonnais
ANNEXE 2 – Supports et comptes-rendus des 3 réunions thématiques resserrées
ANNEXE 3 – Supports et comptes-rendus des 4 réunions thématiques élargies
ANNEXE 4 – Support et compte-rendu du COPIL 3 du 12/04/2024
ANNEXE 5 – Tableau de synthèse de l'état d'adhésion aux dispositions présentées en COPIL 3 (12/04/2024) : dispositions proposées et niveau de consensus atteint
ANNEXE 6 – Fiches dispositions proposées pour le COPIL 4 (juin 2024)

ANNEXE 1 – Composition de la CLE du SAGE Est lyonnais

COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU

La Commission locale de l'eau (CLE), renouvelée par arrêté préfectoral du 15 février 2021, et modifiée le 24 juillet 2023, est composée de 63 membres :

Collège 1 - Collectivités territoriales et établissements publics locaux	33 membres
Collège 2 - Usagers, propriétaires riverains, organisations professionnelles, associations	20 membres
Collège 3 - État et ses établissements publics	10 membres

En bleu : membres du bureau de la CLE

Collège 1 - Collectivités territoriales et établissements publics locaux		
Conseil régional Rhône-Alpes	M. Paul VIDAL	conseiller régional
Conseil départemental du Rhône	M. Jean-Jacques BRUN	conseiller départemental du canton de Saint Symphorien d'Ozon
	Mme. Christine HERNANDEZ	conseillère départementale du canton de Genas
	M. Daniel JULLIEN	conseiller départemental du canton de Vaugneray
Conseil départemental de l'Isère	M. Gérard DEZEMPTE	conseiller général du canton de Charvieu-Chavagneux
Métropole de Lyon	M. Pierre ATHANAZE	vice-président de la Métropole de Lyon
	M. Lucien BARGE	conseiller de la Métropole de Lyon
	Mme. Anne GROSPERRIN	vice-présidente de la Métropole de Lyon
	Mme. Muriel LECERF	conseiller de la Métropole de Lyon
	M. Florestan GROULT	conseiller de la Métropole de Lyon
Commune de Mions	M. Claude COHEN	maire de Mions
Commune de St-Symphorien-d'Ozon	M. Pierre BALLÉSIO	maire de Saint-Symphorien-d'Ozon
Commune de Marennes	M. Jean-Luc SAUZE	adjoint, mairie de Marennes
Commune de Communay	M. Patrice BERTRAND	adjoint, mairie de Communay
Commune de Chassieu	Mme. Nicole SIBEUD	ajointe, mairie de Chassieu
Commune de Colombier-Saugnieu	M. Christian CONTREAU	conseiller, mairie de Colombier-Saugnieu

Commune de St-Laurent-de-Mure	M. Jean-David ATHENOL	adjoint, mairie de St-Laurent-de-Mure
Commune de St-Pierre-de-Chandieu	M. Raphaël IBANEZ	maire de Saint-Pierre-de-Chandieu
Commune de Sérézin-du-Rhône	M. Jean-Luc ROCA-VIVES	adjoint, mairie de Sérézin-du-Rhône
Commune de Toussieu	Mme. Laure CHAREYRE	adjointe, mairie de Toussieu
Commune de Chaponnay	M. Marc NUGUES	adjoint, maire de Chaponnay
Commune de Pusignan	M. Hervé SPARZA	adjoint, mairie de Pusignan
Commune de Villeurbanne	M. Laura GANDOLFI	adjointe, mairie de Villeurbanne
Commune de Décines	M. Jean-Emmanuel ALLOIN	adjoint, mairie de Décines
Commune de Vaulx-en-Velin	M. Matthieu FISCHER	adjoint, mairie de Vaulx-en-Velin
Commune de St-Priest	Mme. Sophie VERGNON	adjointe, mairie de St-Priest
Commune de Valencin	M. Bernard JULLIEN	maire de Valencin
SEPAL	Mme. Claire BROSSAUD	vice-présidente du SEPAL
SYMALIM	Mme. Catherine CREUZE	présidente du SYMALIM
SMAAVO	M. Michel BOULUD	président du SMAAVO
Heyrieux (compétence AEP)	M. Albert GIRERD-POTIN	adjoint, mairie de Heyrieux
SIEPEL	M. Claude HUMBERT	vice-président du SIEPEL
SIVU Marennes-Chaponnay	M. Timotéo ABELLAN	délégué au SIVU Marennes-Chaponnay

Collège 2 - Usagers, propriétaires riverains, organisations professionnelles, associations (représentation non nominative)	
Syndicat Mixte d'Hydraulique Agricole du Rhône (SMHAR)	1 représentant
Chambre d'agriculture du Rhône	1 représentant
Chambre d'agriculture de l'Isère	1 représentant
OUGC 69 - Chambre d'Agriculture du Rhône	1 représentant
Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Lyon	1 représentant
Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Nord Isère	1 représentant
Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)	1 représentant
Association des entreprises de Rhône-Alpes pour l'environnement industriel (APORA)	1 représentant
Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) du Rhône	1 représentant
Sociétés fermières pour l'eau potable (SUEZ / VEOLIA)	1 représentant
Régie Eau publique du Grand Lyon	1 représentant
Association des consommateurs d'eau du Rhône (ACER)	1 représentant
France Nature Environnement (FNE) du Rhône	1 représentant
Collectif d'Associations de l'Est Lyonnais (CAEL)	1 représentant
Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques (FDAAPPMA) du Rhône	1 représentant

Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)	1 représentant
EDF	1 représentant
Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Rhône Alpes	1 représentant
Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Rhône	1 représentant
Association des agriculteurs biologiques du Rhône et de la Loire (Agribio Rhône et Loire)	1 représentant

Collège 3 - État et ses établissements publics (représentation non nominative)	
le préfet de la région Rhône-Alpes, coordonnateur de bassin	ou son représentant
le préfet du Rhône	ou son représentant
le directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée & Corse (AERMC)	ou son représentant
le délégué territorial du Rhône de l'agence régionale de santé (ARS)	ou son représentant
le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)	ou son représentant
le directeur départemental des territoires du Rhône (DDT 69)	ou son représentant
le directeur départemental des territoires de l'Isère (DDT 38)	ou son représentant
Le directeur départemental de la protection des populations (DDPP 69)	ou son représentant
le délégué régional de l'Office Français de la Biodiversité (OFB)	ou son représentant
le directeur du BRGM - service géologique régional Rhône-Alpes	ou son représentant

ANNEXE 2 – Supports et comptes-rendus des 3 réunions thématiques resserrées

Étude Heyrieux amont – Phase 2

COMPTE-RENDU
Réunion de travail concertation
Activités à risques
du 1er février 2024 14h-17h

Étude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP future de Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

ORDRE DU JOUR :

14h-14h15 : Introduction et tour de table
14h15-14h30 : État des lieux hydrogéologique : qualité, vulnérabilité de la nappe, zonages ZSE et ZSNEA retenus (quantité : PGRE)
14h30-14h45 : Risques potentiels ou avérés du fait de la vulnérabilité de la nappe
14h45-15h : Activités potentiellement concernées par ces risques : méthode ou liste de travail retenue
15h-15h15 : Pause
15h15-16h : Retours d'expérience des participants sur ces activités : écoute croisée sur leur pertinence, les points d'amélioration, les bonnes pratiques
16h-16h40 : Travail sur un listing, des prescriptions à retenir et travailler pour la suite
16h40-17h : Clôture et perspectives

PRÉSENTS

Valéry MERCIER	Président AIRM
Marie BUFFIN	Directrice AIRM
Carine VAVRE	Directrice ASLI-ZACM
Benoit BOUCHER	Représentant APORA
Denis CHAZALLET (en visio)	CCI Lyon Saint Etienne
Mathieu CHAMPAULT (en visio)	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Mélanie CAPÉRAN	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Adrien GARIOUD	GINGER BURGEAP
Aurélia NOUVEL	IDDEST

PIÈCES JOINTES :
- Présentation support de la réunion
- Annexe extraite du rapport de suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines du SAGE de l'Est lyonnais (campagnes 2021 à 2022)

Ce document présente un compte-rendu des discussions de la réunion du 1er février 2024 et des échanges mail ayant fait suite à cette réunion.
Dans ce compte rendu, le terme « les participants » désigne les présents hors représentants du SAGE et prestataires (Ginger Burgeap et IDDEST).

1. Déroulement de la réunion

Après un tour de table, la réunion s'est déroulée selon l'ordre du jour proposé.
La présentation jointe a servi de support aux discussions.

2. Remarques formulées concernant les activités industrielles sur le territoire du SAGE Est lyonnais

Points d'attention des participants :

- Les impacts sur la nappe ne sont pas uniquement liés aux activités des industriels mais aux activités anthropiques en général.
- Dans les mesures proposées il faut bien distinguer la situation historique de la situation actuelle (des améliorations constantes sont réalisées par les industriels sur la gestion des risques sur les ressources en eau).
- Il ne faut pas se tromper de cible, les ICPE sont des installations qui sont très contrôlées.
- Certaines rubriques ICPE sont très connectées : Une installation ICPE peut être soumise à plusieurs rubriques (cas fréquent) et l'interdiction d'une rubrique peut entrainer l'interdiction d'un panel large de sites et d'activités.
- Bien différencier les risques chroniques des risques accidentels. Les risques chroniques n'existent normalement pas chez les industriels. Les rejets d'un site industriel sont autorisés lors de son installation. S'ils dépassent les seuils autorisés, il s'agit d'un accident. Il existe deux sortes de rejets d'un site industriel : les rejets dans le milieu naturel (à priori absent sur les zones concernées) et les rejets dans les réseaux d'eaux usées. Les rejets dans les réseaux d'eaux usées n'ont aucun impact sur la pollution de la nappe au regard du site industriel concerné. Si accident il y a sur les rejets, cela n'entraine pas d'impact sur la nappe au regard du site.
- Il faut préciser ce qui est entendu et donc envisagé pour le risque incendie, qui concerne toutes les activités.
- Proposition d'abaissement des seuils ICPE (déclaration, enregistrement, autorisation) : Par exemple sur le stockage de matériaux/produits, se méfier car si les capacités de stockages sur site sont abaissées, les camions de distribution iront se garer temporairement sur des parkings, bords de voiries, … non prévus pour de tels usages en attendant de pouvoir accéder aux sites des industriels. Ceci pourrait générer des situations plus risquées.
- Obligation de suivi des eaux souterraines par une structure de gestion à l'échelle de la zone industrielle : Ces réseaux coutent cher en analyses pour les industriels, pour des molécules qu'ils n'ont pas forcément l'obligation réglementaire de suivre et qui ne sont pas forcément utilisées sur leurs sites. Sur la zone de Feyzin citée en exemple, les industriels sont gros et ont les moyens, ce qui n'est pas le cas de tous les industriels. Les industriels ne devraient pas avoir à payer pour suivre des molécules qui ne les concernent pas. En revanche, un accès aux ouvrages pour la réalisation de contrôles par une autre entité est tout à fait envisageable. Et une synchronisation des campagnes de suivi peut aussi être mise en place via des demandes dans les arrêtés préfectoraux.

Autres remarques des participants :

- Dans le cas d'un abaissement des seuils ICPE en zones de sauvegarde de priorité 1, les industriels soumis à ces abaissements ne viendront s'implanter dans ces zones que s'ils ne peuvent pas s'implanter ailleurs (car situation peu bénéfique pour eux dans ces zones). La mesure aurait un impact réel.
- Qu'est-il prévu dans les zones de sauvegarde de priorité 2 ?
- La mise en place d'articles complémentaires dans les règlements des zones industrielles peut être une piste.

Suggestion de mesures par les participants :

- Imposer une obligation de réalisation d'analyse des risques « spéciale eau » par les entreprises s'implantant sur les zones de sauvegarde visées, en préalable de leur installation. Ceci permettrait a minima de les sensibiliser au sujet de la gestion des risques générés par leurs activités sur les ressources en eau et les forcerait à y réfléchir. Un guide de réalisation de ces analyses de risques pourrait être proposé par le SAGE, à l'intention de ces industriels.
- Est-ce que limiter la taille des tènements dans les zones de sauvegarde pourrait être une mesure de prévention ?

Remarques formulées en fin de réunion par les participants :

- Il est difficile d'estimer l'impact concret que de telles mesures pourraient avoir sur les industriels et l'impact économique à l'échelle du territoire.
- Il y a une crainte des industriels que ces mesures s'étendent ensuite aux activités déjà implantées dans les zones de sauvegarde, et aux zones de sauvegarde ou périmètre de protection des captages exploitant la nappe des alluvions du Rhône (exemple de la ZI de Meyzieu située dans le périmètre de protection éloigné du captage de la Garenne).
- Le maintien de la bonne qualité des eaux souterraines représente un enjeu majeur pour les industriels également, qui est dans leur intérêt.
- Une interdiction d'activités ne paraît pas être la bonne solution. Il faudrait plutôt travailler sur le risque minimum à atteindre.
- Il y aurait un premier tri à faire dans la liste d'activités proposée, en précisant l'aléa craint pour chaque rubrique vis-à-vis de la ressource en eau.
- Pour les zones de sauvegarde de priorité 1, il serait souhaitable que les mesures à mettre en place dans ces zones soient celles s'appliquant sur les périmètres de protection éloignés des zones de captage et non celles appliquées sur les périmètres de protection rapprochés.
- Les participants ne souscrivent pas aux principes de gestion de crise proposés en page 27 de la présentation (jointe au présent compte-rendu), à savoir d'interdiction des activités à risques en zone de sauvegarde de priorité 1. Une approche basée sur l'analyse des risques pour ensuite travailler sur les mesures de prévention permettant de les éviter serait à privilégier.

3. Dates des différentes échéances

Réunion COTECH phase 2 étude Heyrieux amont : Mardi 20 février.

Réunion de concertation activités à risques : Mardi 12 mars de 9h à 12h -> A décaler possiblement aux mercredi 20 ou jeudi 21 mars.

Réunion COPIL phase 2 étude Heyrieux amont : Vendredi 12 avril de 14h à 17h.

4. Demandes de précisions complémentaires formulées durant ou après la réunion concernant les mesures proposées et l'état des lieux

Zones de sauvegarde concernées par les mesures proposées :

Ces mesures s'intéressent aux zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais, et non aux zones de sauvegarde des alluvions du Rhône. Le périmètre de protection éloigné du captage de la Garenne à Meyzieu ne fait pas partie des zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais, celui-ci exploitant la nappe des alluvions du Rhône. Ces zones de sauvegarde figurent sur la carte en fin de compte-rendu.
Pour rappel, les zones de sauvegarde exploitées actuellement de priorité 1 ont été calées sur les périmètres de protection éloignés des captages de l'Est lyonnais.

Zoom sur les zones de sauvegarde de Meyzieu et ZI Meyzieu :

Un zoom cartographique des zones de sauvegarde et périmètres de protection de captages sur le secteur de la ZI de Meyzieu figure en fin de compte-rendu.

Définition des périmètres de protection de captages (PPC) et des zones de sauvegarde :

On distingue 2 types de périmètres de protection concernant l'eau potable (cf. pour exemple carte en page 7 du compte-rendu) :

- Les périmètres de protection de captage (PPC) :

Ces périmètres (on parle de PPC immédiat, rapproché, éloigné) visent à assurer la protection de la ressource en eau, vis-à-vis des pollutions de nature à rendre l'eau impropre à la consommation. Depuis la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, l'instauration des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau pour l'alimentation est rendue obligatoire. Il appartient à la collectivité, maître d'ouvrage, d'engager cette procédure qui doit conduire à un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP). Plusieurs étapes composent la procédure d'établissement des périmètres de protection d'un captage, instruite par l'ARS :

- Délibération de la collectivité ;
- Rapport hydrogéologique préalable et notice d'incidence éventuelle, rédigés par des spécialistes en hydrogéologie ;
- Avis sur le projet d'un hydrogéologue agréé nommé par l'ARS ;
- Enquête publique et administrative ;
- Rapport du commissaire-enquêteur ;
- Présentation d'un projet d'arrêté au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) par l'ARS ;
- Arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les périmètres de protection (périmètre immédiat/rapproché/ éloigné), autorisant la dérivation des eaux, autorisant la distribution de l'eau au titre de la consommation humaine.

Les procédures à suivre par la collectivité pour la mise en place de ces périmètres de protection de captage sont très encadrées. Les SAGE ne participent pas à l'instruction de ces procédures.
Les périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable font partie des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols. À ce titre, elles ont vocation à être annexées aux plans locaux d'urbanisme (PLU, PLUi) et aux cartes communales. Ils s'imposent par ce biais aux autorisations d'occupation du sol.

- Les zones de sauvegarde :

La définition de zones de sauvegarde pour la nappe de l'Est lyonnais résulte des demandes du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin Rhône-Méditerranée. En effet, le SDAGE demande aux services de l'État, ainsi qu'aux collectivités concernées, d'identifier et de caractériser des ressources stratégiques pour l'eau potable et de délimiter des zones nécessaires à leur sauvegarde (les zones de sauvegarde). Le SDAGE demande ensuite de définir, en concertation avec les acteurs concernés, les modalités de préservation de ces ressources avec un usage prioritaire pour l'AEP et d'engager les actions de protection ou de restauration nécessaire dans ces zones de sauvegarde.
Sur le territoire du SAGE Est lyonnais, la délimitation de ces zones de sauvegarde a été confiée à la CLE du SAGE Est lyonnais. Une étude intitulée « Étude des ressources stratégiques pour l'eau potable sur le territoire de l'Est lyonnais » a été menée en 3 phases en 2018 et 2019. Celle-ci a permis d'aboutir à la délimitation des zones de sauvegarde présentée en page 5 du compte-rendu. Vous trouverez les rapports de cette étude sur le site de l'Agence de l'Eau sous les liens suivants : Phase 1, Phase 2 et Phase 3, ainsi qu'une plaquette de présentation de l'étude sur le site du SAGE Est lyonnais (lien plaquette).

Surfaces concernées par les mesures proposées en zones de sauvegarde de priorité 1 (occupation des sols) :

Une carte en fin de compte-rendu indique l'occupation des sols selon le Corine Land Cover de 2018 sur les zones de sauvegarde de priorité 1 de la nappe de l'Est lyonnais.
Pour les zones de sauvegarde actuellement exploitées (ZSE) de priorité 1, la répartition approximative des surfaces selon les données du Corine Land Cover de 2018 est la suivante :

Occupation des sols en ZSE de priorité 1	Surface en ha	% surface totale ZSE1
Tissu urbain discontinu	279	13.2%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	**160**	**7.6%**
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	27	1.3%
Aéroports	20	1.0%
Extraction de matériaux	80	3.8%
Équipements sportifs et de loisirs	33	1.5%
Surfaces agricoles	1519	71.7%
Total	2119	

Pour les zones de sauvegarde non exploitées actuellement (ZSNEA) de priorité 1, la répartition approximative des surfaces selon les données du Corine Land Cover de 2018 est la suivante :

Occupation des sols en ZSNEA de priorité 1	Surface en ha	% surface totale ZSNEA1
Tissu urbain discontinu	21	0.7%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	**16**	**0.5%**
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	16	0.5%
Extraction de matériaux	235	7.6%
Équipements sportifs et de loisirs	44	1.4%
Surfaces agricoles	2743	89.2%
Total	3076	

Occupation des sols dans les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais :

L'occupation des sols selon les données du Corine Land Cover de 2018 dans les différents types de zones de sauvegarde est détaillée dans les tableaux suivants :

Zones de sauvegarde exploitées (ZSE)	**ZSE 1**		**ZSE 2**		**ZSE 3**	
Occupation des sols	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale
Tissu urbain discontinu	279	13.2%	589	15.0%	581	13.7%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	**160**	**7.6%**	**649**	**16.5%**	**60**	**1.4%**
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	27	1.3%	121	3.1%	20	0.5%
Aéroports	20	1.0%	487	12.4%	97	2.3%
Extraction de matériaux	80	3.8%	156	4.0%	0	0.0%
Équipements sportifs et de loisirs	33	1.5%	47	1.2%	0	0.0%
Surfaces agricoles	1 519	71.7%	1 884	47.9%	3 073	72.3%
Espaces naturels	0	0.0%	4	0.1%	423	9.9%
Total	2 119		3 937		4 253	

Zones de sauvegarde non exploitées actuellement (ZSNEA)	**ZSNEA 1**		**ZSNEA 2**		**ZSNEA 3**	
Occupation des sols	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale
Tissu urbain discontinu	21	0.7%	924	19.4%	1 118	29.5%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	**16**	**0.5%**	**1 522**	**31.9%**	**178**	**4.7%**
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	16	0.5%	13	0.3%	96	2.5%
Aéroports	0	0.0%	365	7.6%	33	0.9%
Extraction de matériaux	235	7.6%	0	0.0%	0	0.0%
Équipements sportifs et de loisirs	44	1.4%	113	2.4%	31	0.8%
Surfaces agricoles	2 743	89.2%	1 830	38.4%	1 990	52.5%
Espaces naturels	0	0.0%	3	0.1%	347	9.2%
Total	3 075		4 769		3 793	

Une carte en fin de rapport permet d'avoir un aperçu des surfaces concernées.

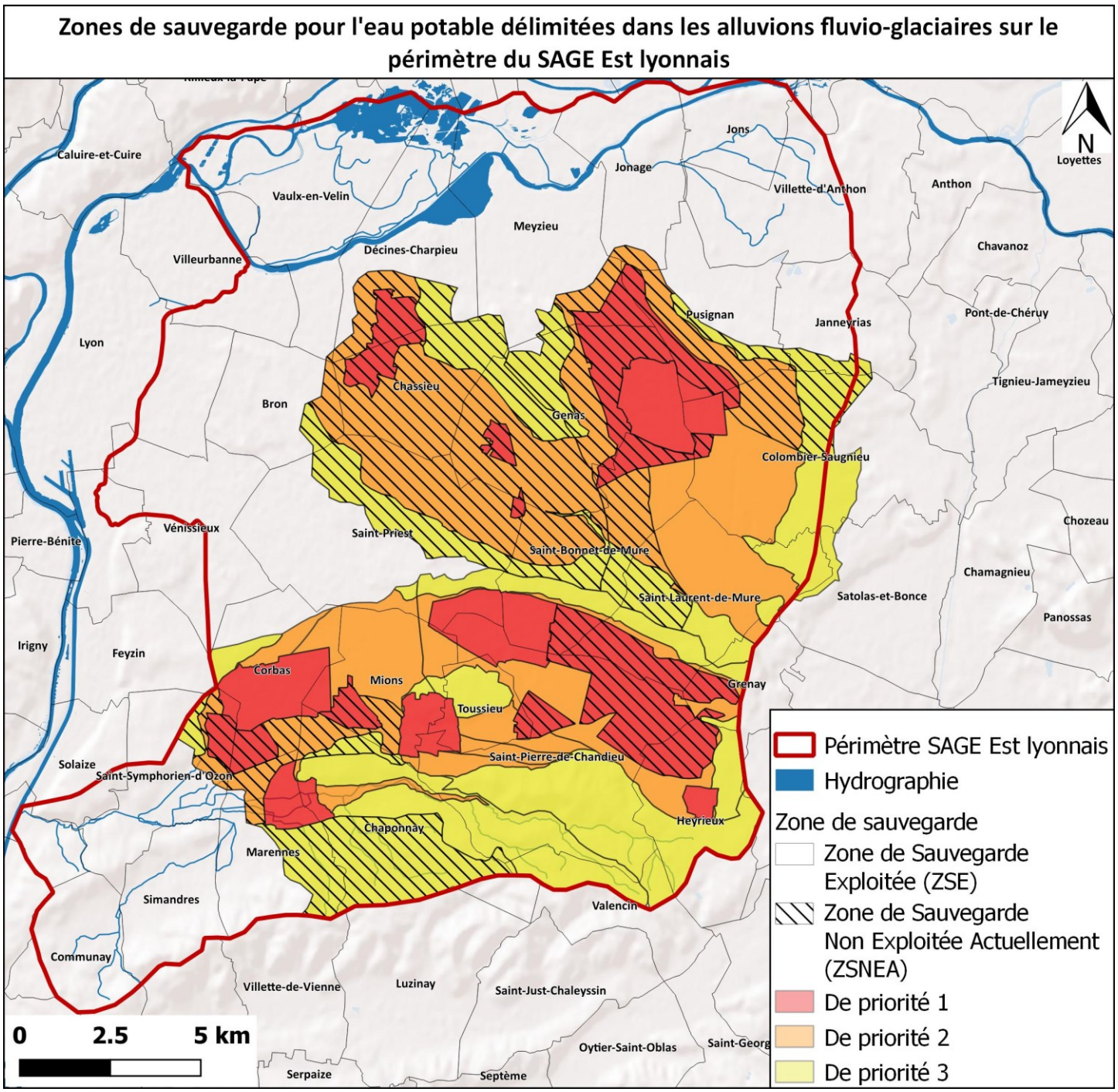
Évolution de certains micropolluants dans la nappe :

En annexe du compte-rendu se trouve un extrait du rapport de suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines du SAGE de l'Est lyonnais (campagnes 2021 à 2022) montrant l'évolution des teneurs en certains micropolluants dans la nappe de l'Est lyonnais et les alluvions du Rhône. La localisation des points de suivi est indiquée sur la carte en fin de compte-rendu.

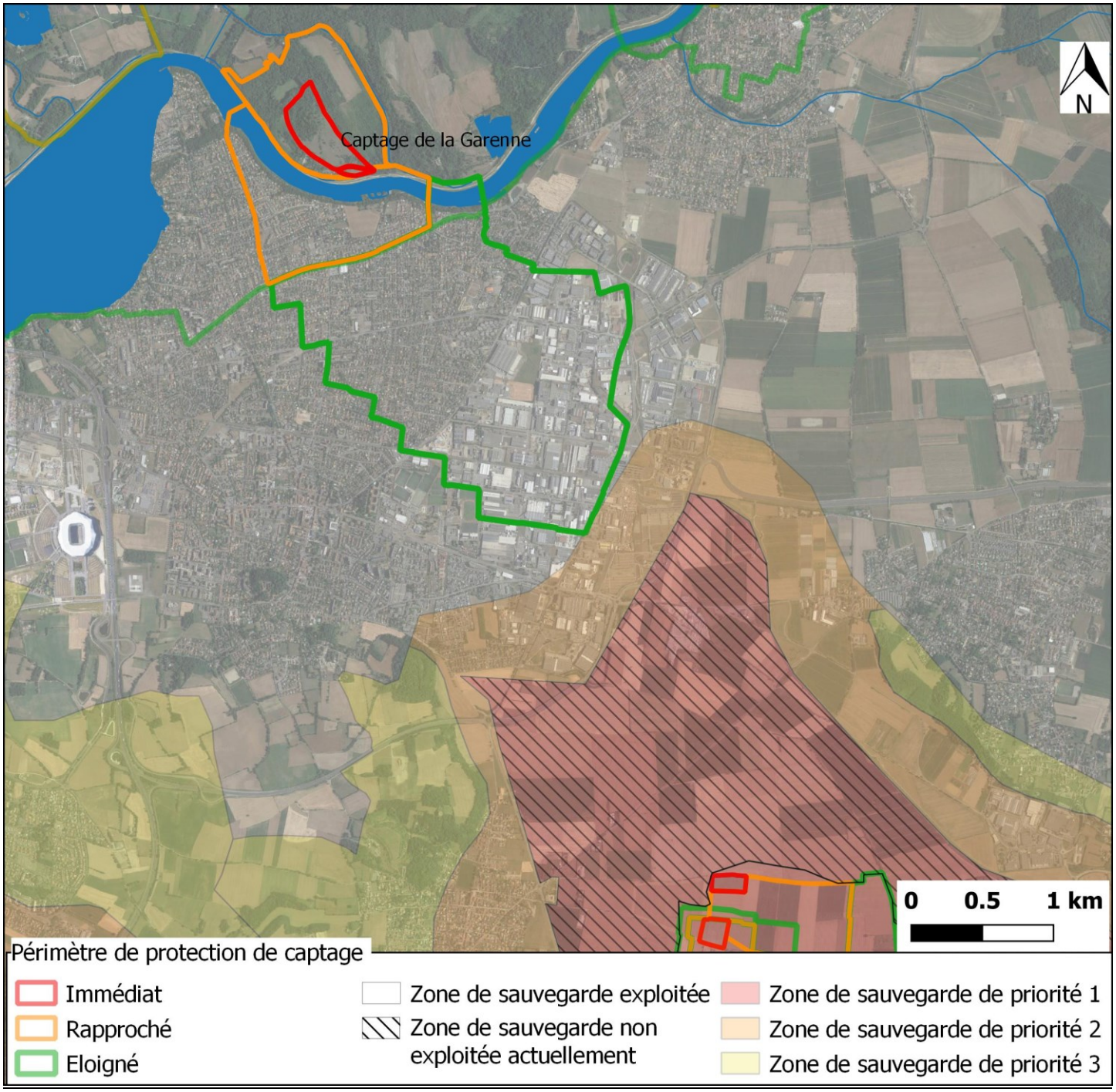
5. Points à retravailler (liste non exhaustive)

- Demande d'exclusion des ICPE non concernées par les produits toxiques dans la liste des activités à risques, par exemple les rubriques 1511 (Entrepôts couverts), 1531 (Stockage par voie humide de bois non traités chimiquement), 2230 (Lait (réception, stockage, transformation)).
- Traitement de l'aléa incendie.
- Amélioration de la maîtrise du risque représenté par les rejets accidentels d'industriels au-delà des limites de rejet dans les réseaux d'assainissement publics fixées dans les arrêtés préfectoraux (le risque sur la nappe étant lié à l'état des réseaux qui n'est pas de la responsabilité des industriels).

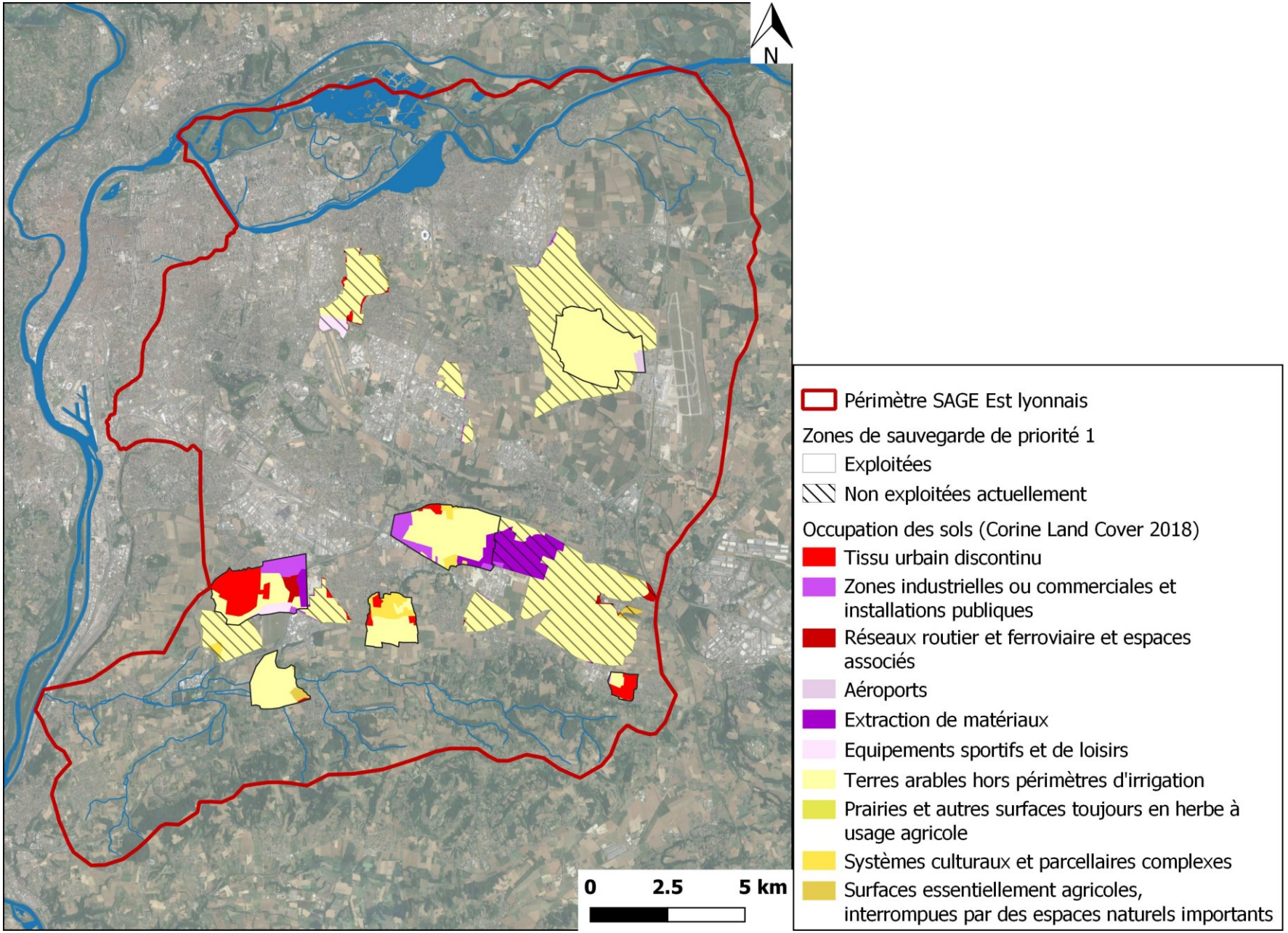
Zones de sauvegarde concernées par les mesures proposées :



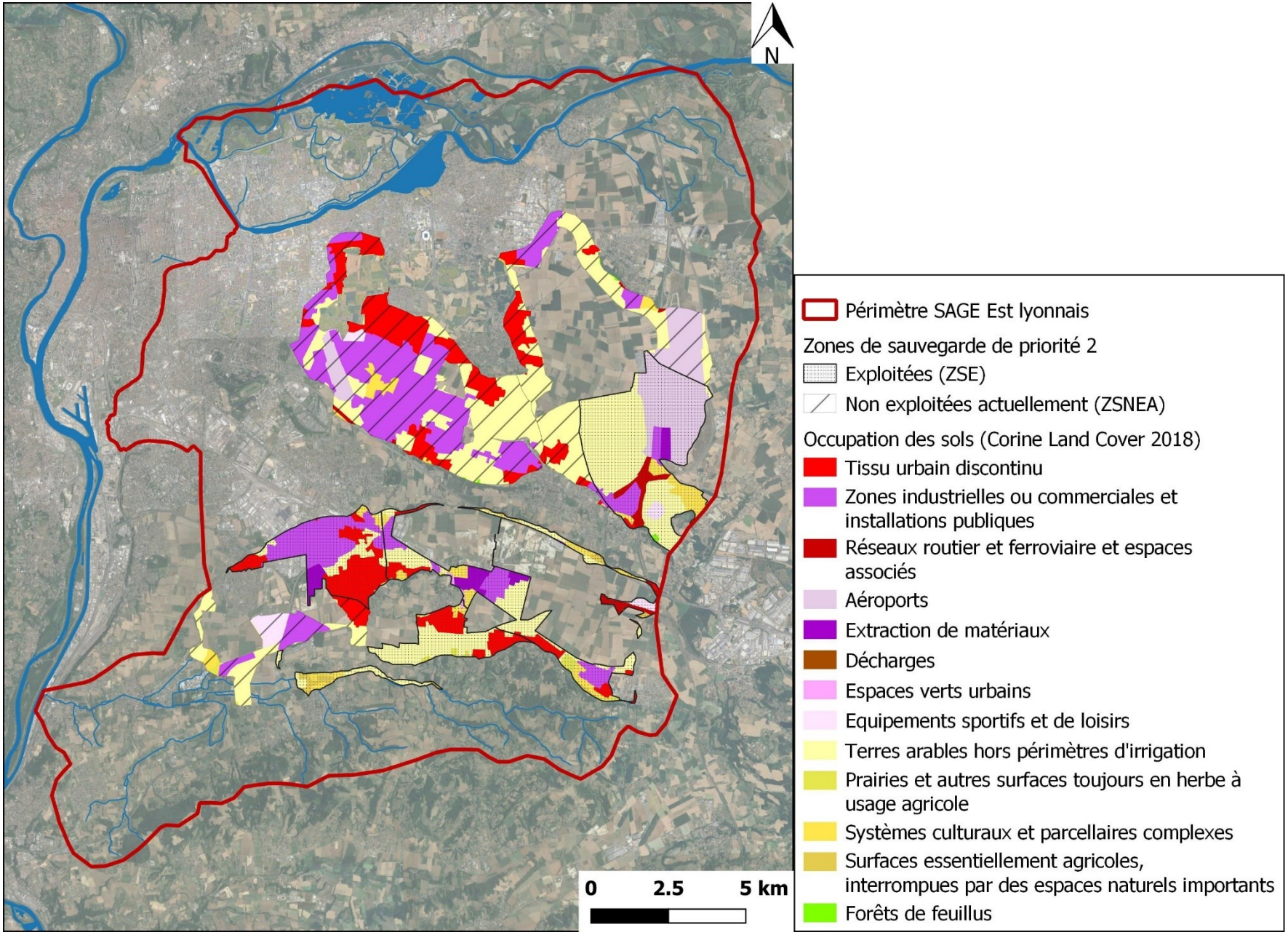
Zoom sur zones de sauvegarde de Meyzieu et ZI Meyzieu :



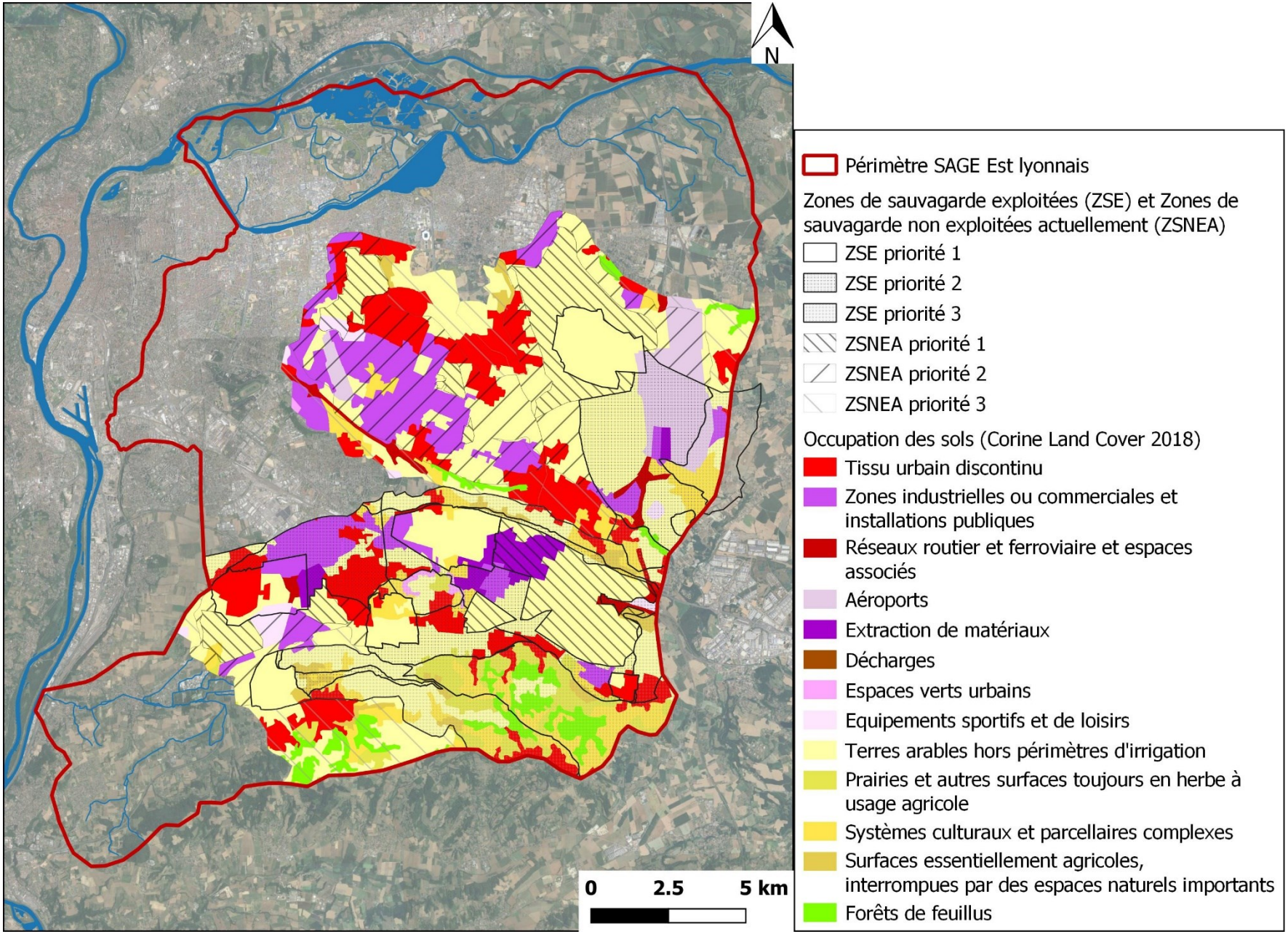
Surfaces concernées par les mesures en zones de sauvegarde de priorité 1 de la nappe de l'Est lyonnais (occupation des sols) :



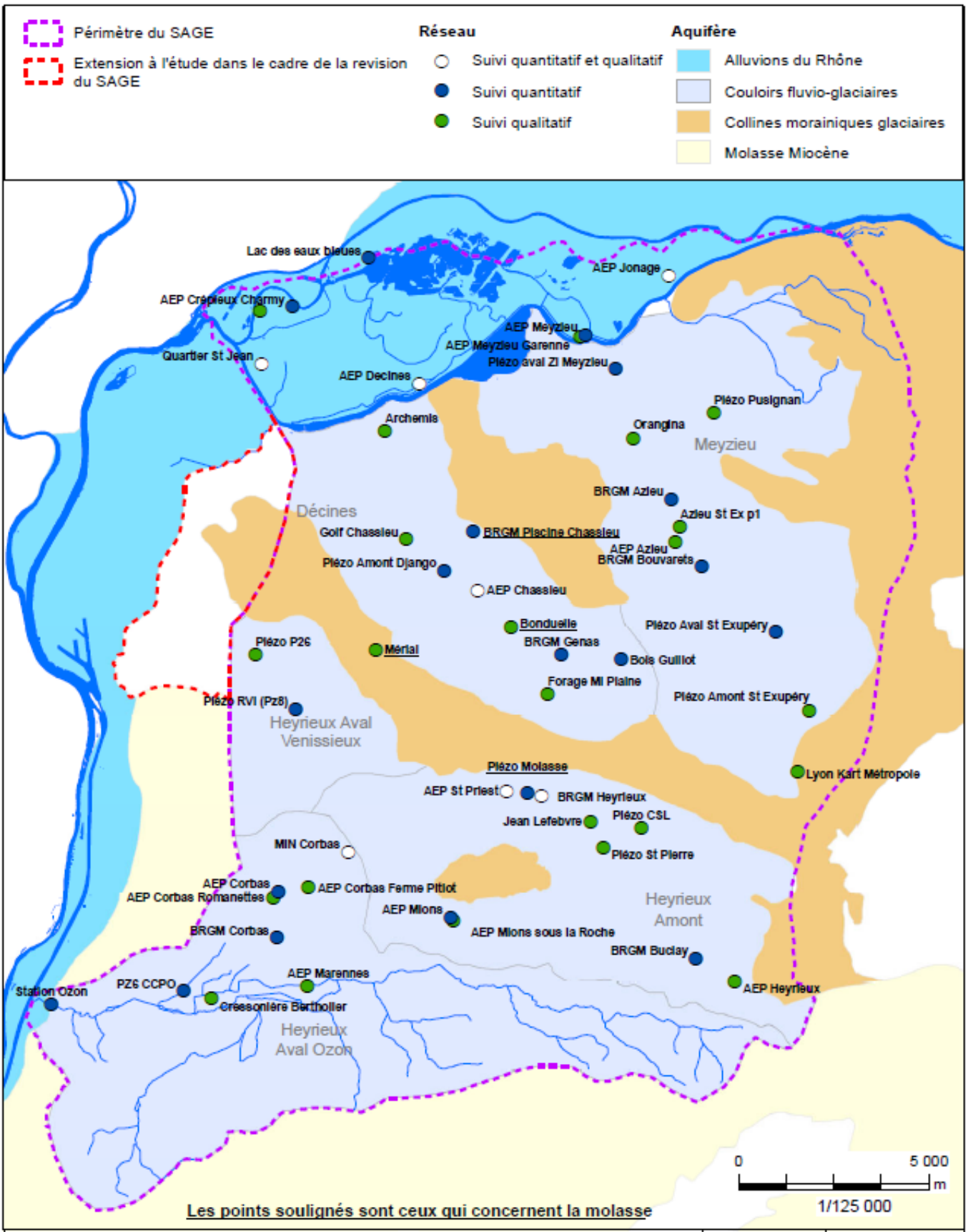
Surfaces concernées par les mesures en zones de sauvegarde de priorité 2 de la nappe de l'Est lyonnais (occupation des sols) :



Occupation des sols dans les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais :



Localisation des points de suivi des eaux souterraines du SAGE Est lyonnais :



Les points soulignés sont ceux qui concernent la molasse

Titre :

Figure 1 : Réseau de suivi qualitatif et quantitatif

Projet :

Exploitation de suivi qualitatif et quantitatif des eaux du SAGE de l'Est lyonnais - Eaux souterraines - 2021 à 2022

Rev.	Date	Auteur	Vérif.	Valid.
0	03/11/2022	HoA	BoR	BoR



Provisoire

Provisoire

Étude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP future de Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

Phase 2 – Réunion de travail n°1 – Activités à risques
01/02/2024

G.ROUSSEAU – A.GARIOUD – GINGER BURGEAP / A.NOUVEL - IDDEST

Objectifs de la réunion

- *Partager le diagnostic et l'état des lieux*
- *Echanger sur les prescriptions associées aux zones de sauvegarde, sur la base du cadre posé par les services de l'état*
- *Formuler, si besoin, des demandes de clarifications au Cotech de l'étude*
- *Identifier, si besoin, des parties prenantes complémentaires à associer à la réunion de concertation de mars*

Déroulé de la réunion

- *14h-14h15* : Introduction et tour de table
- *14h15-15h* : Partage de la problématique :
  - » 14h15-14h30 : Etat des lieux hydrogéologique : qualité, vulnérabilité de la nappe, zonages ZSE et ZSNEA retenus (quantité : PGRE)
  - » 14h30-14h45 : Risques potentiels ou avérés du fait de la vulnérabilité de la nappe
  - » *14h45-15h* : Activités potentiellement concernées par ces risques : méthode ou liste de travail retenue
- *15h-15h15* : Pause
- *15h15-15h35* : Retours d'expérience des participants sur ces activités : écoute croisée sur leur pertinence, les points d'amélioration, les bonnes pratiques
- *15h35-16h45* : Travail sur les prescriptions à retenir et travailler pour la suite
  - » Concernant l'existant
  - » Concernant les nouveaux projets
- *16h45-17h* : Clôture et perspectives

Tour de table des participants

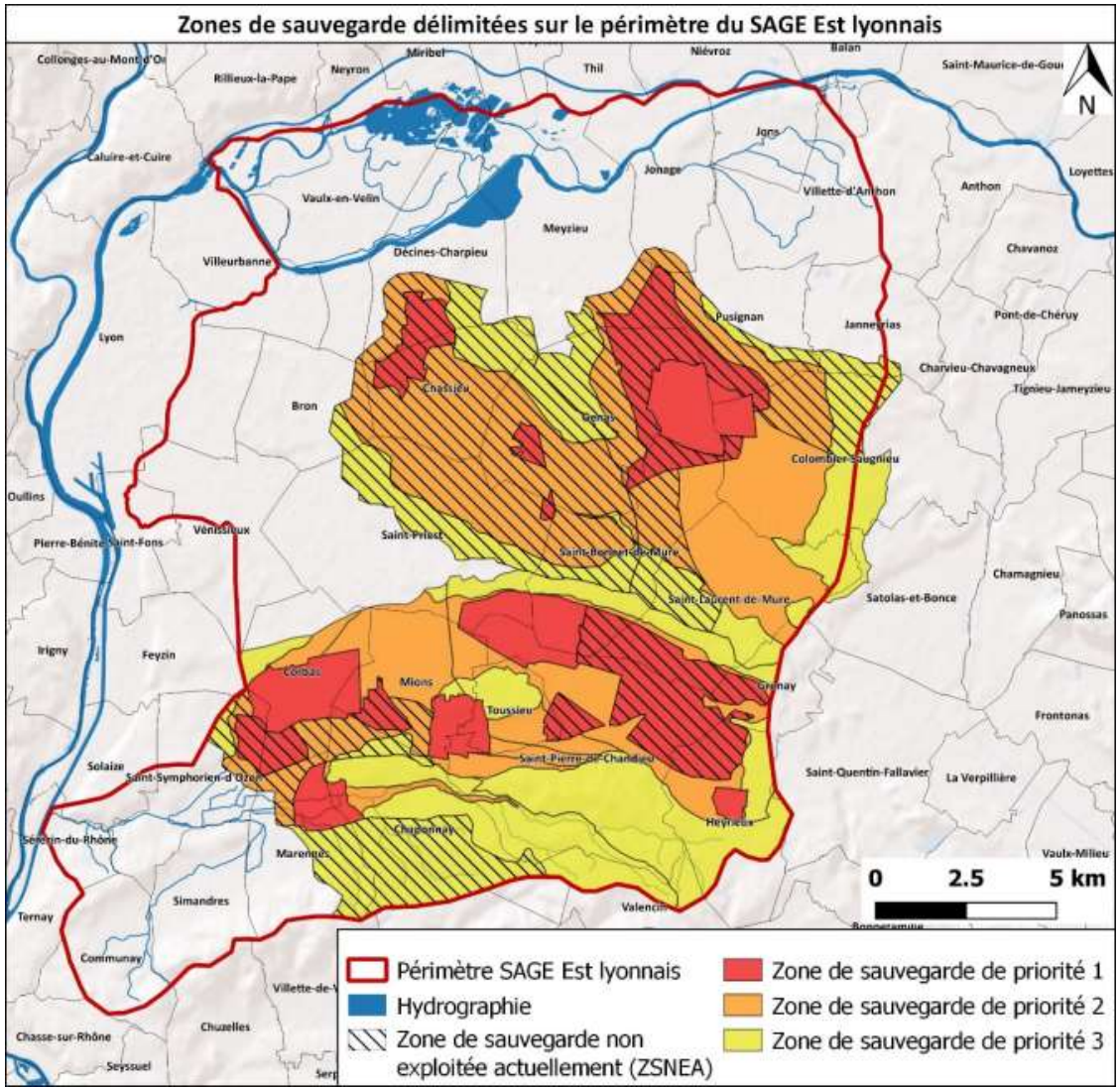




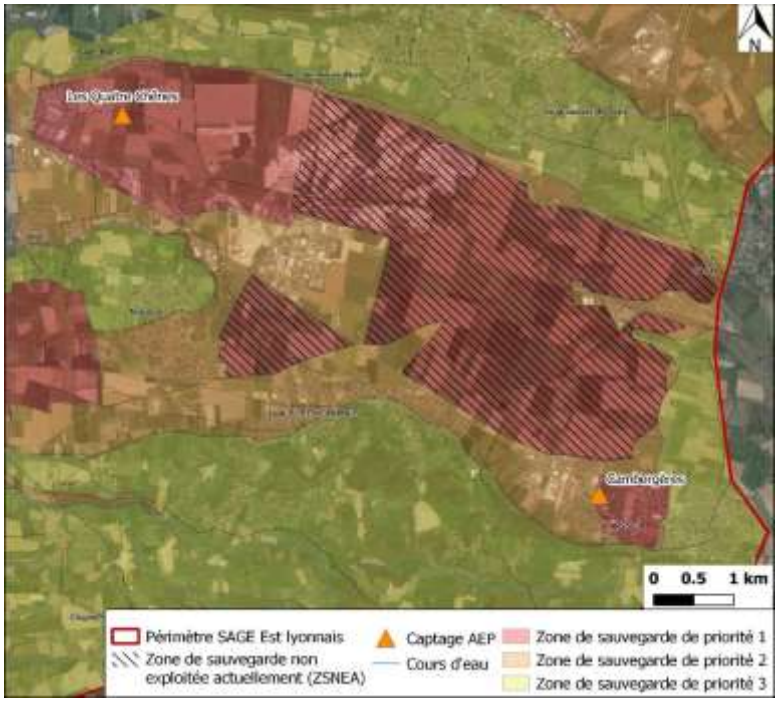
Rappels sur l'étude en cours

Rappel de l'historique et des enjeux

2018-2019 : Étude ressources stratégiques dans les couloirs fluvio-glaciaires réalisée sur tout le territoire du SAGE



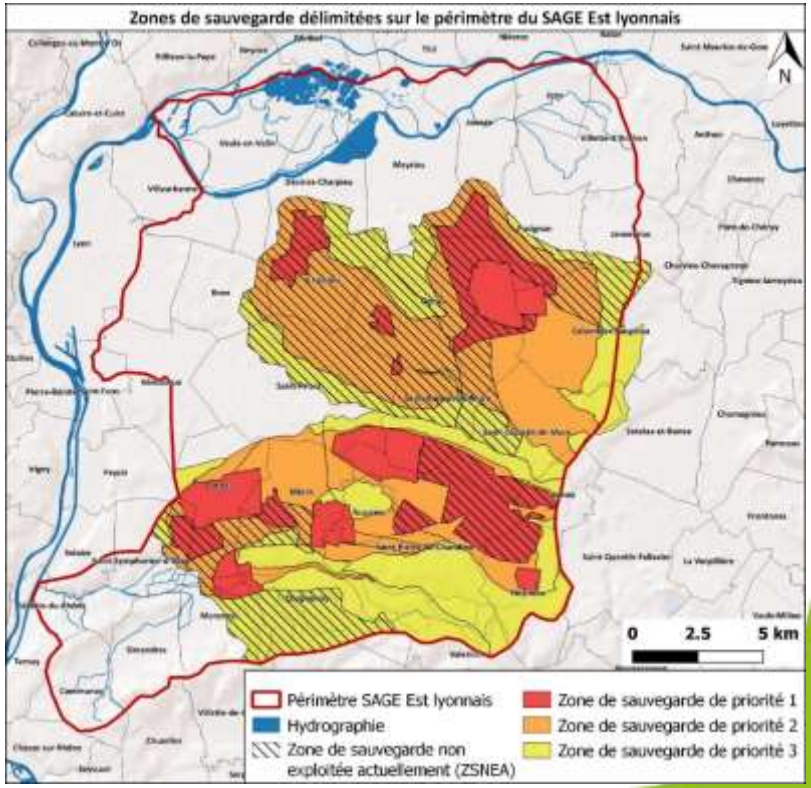
Rappel de l'historique et des enjeux



Travail à affiner sur la ZSNEA de priorité 1 de Heyrieux amont
Phases 1 & 3

La réunion s'inscrit au sein de cette phase

Travail sur les prescriptions pour l'ensemble de la nappe de l'Est lyonnais
Phase 2



Méthodologie de l'étude

Travail sur la **cartographie** des zones de sauvegarde **(Heyrieux Amont)**	Travail sur les **prescriptions** des zones de sauvegarde **(tout le territoire)**

La réunion s'inscrit au sein de cette phase

- **Phase 1 : synthèse des données disponibles sur la zone d'étude et pré-sélection des secteurs présentant les meilleures potentialités**

- **Phase 3 : préparation et suivi des investigations de terrain et proposition de nouvelles ZSNEA pour Heyrieux amont**

- **Phase 2 : définition des dispositions de protection applicables et des actions à engager sur les zones de sauvegarde pour préserver les ressources**

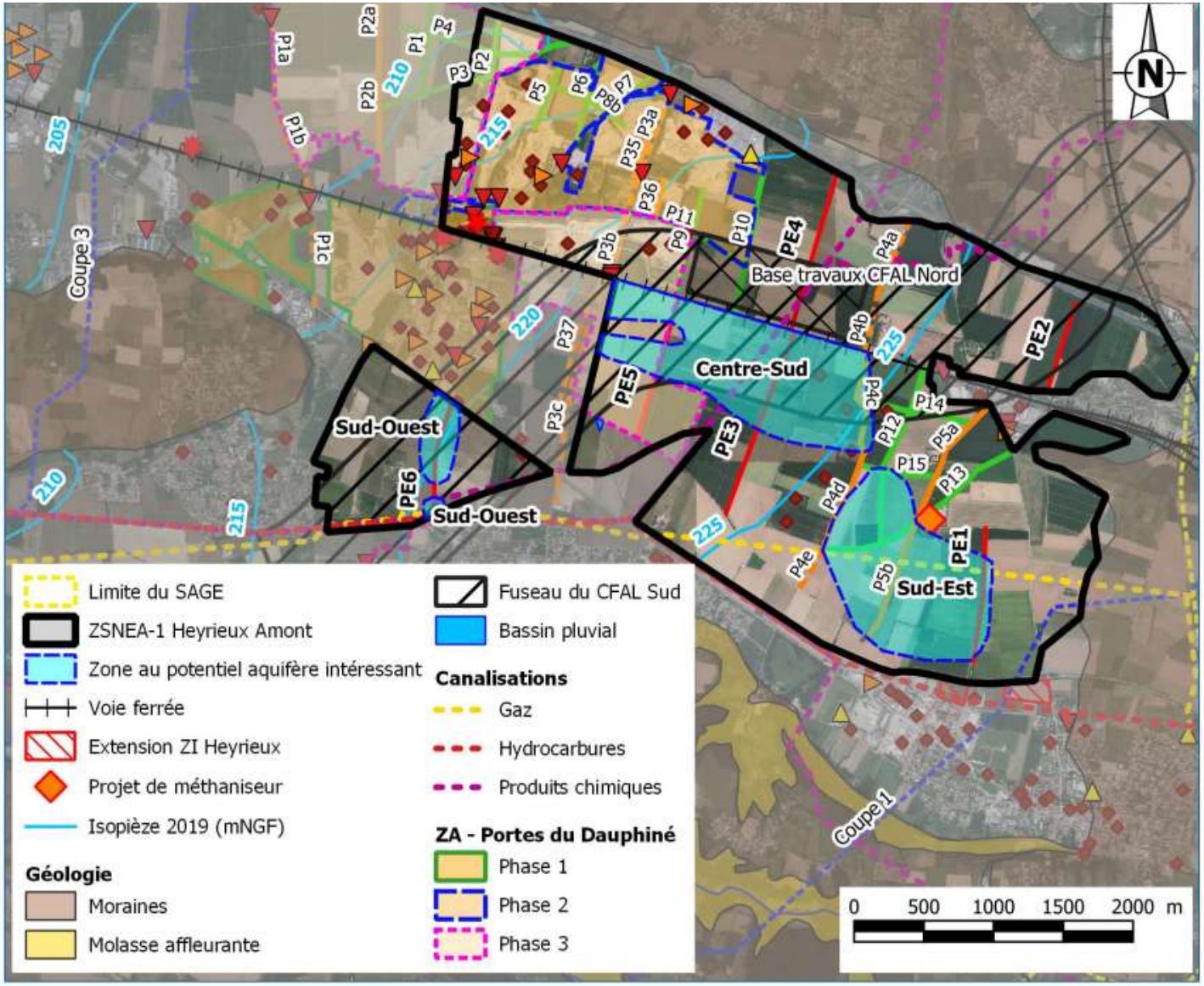


Objectif : Intégration dans le SAGE révisé

GINGER BURGEAP

Phase 1 – état d'avancement

Provisoire



Phase 2 – état d'avancement

- Plusieurs entretiens ont eu lieu
  - SEPAL, EPGL, Heyrieux, CCEL, APORA, UNICEM, SNCF, ARS
- 4 sujets sont à étudier :

Objet de la réunion

  - **Définition des activités et infrastructures compatibles avec la préservation de la qualité de l'eau et la recharge de la nappe**

Réunions à venir

  - Définition des modalités d'encadrement des nouveaux projets d'aménagement et de développement économique ;
  - Définition des modalités d'encadrement des infrastructures linéaires et du transport de matières dangereuses ;
  - Définition des modalités de remblaiement et réaménagement des carrières après exploitation, des activités compatibles avec la préservation et l'exploitation des futurs captages ainsi que l'encadrement nécessaire pour les activités nouvellement installées jugées compatibles.

- Programme de concertation :
  - 3 réunions bilatérales (en cours)
  - 1 COTECH (mi-février)
  - 4 réunions concertation (début mars)
  - 1 COPIL (début avril)
  - Objectif d'intégration au SAGE révisé fin 2024

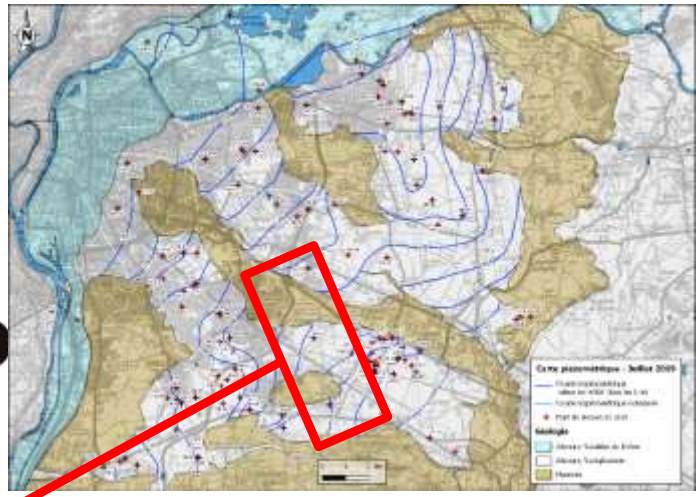


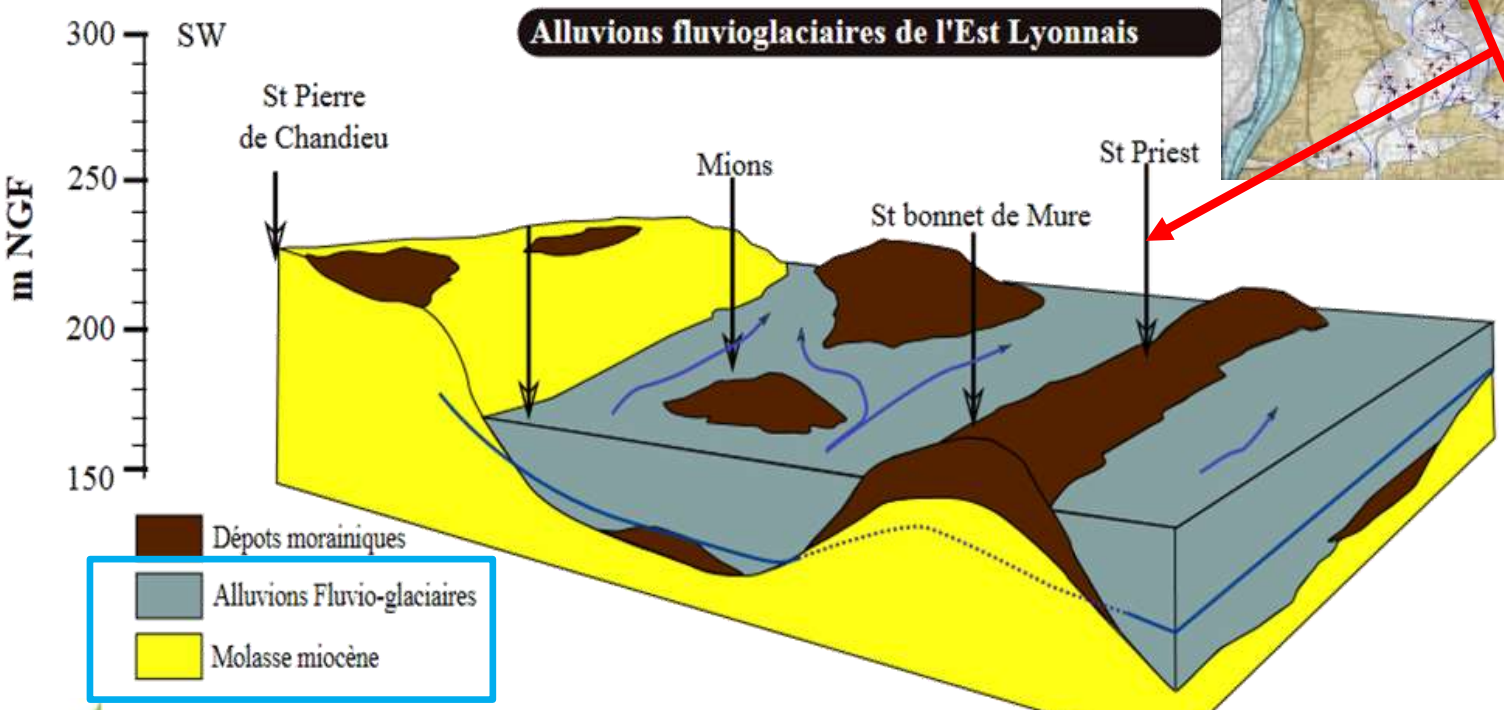
Etat des lieux hydrogéologique : rappels

Contexte géologique

3 aquifères sur le territoire du SAGE :

- Nappe alluviale du Rhône à Miribel → non concernée
- Alluvions fluvioglaciaires → zone étude
- Molasse miocène → non concernée



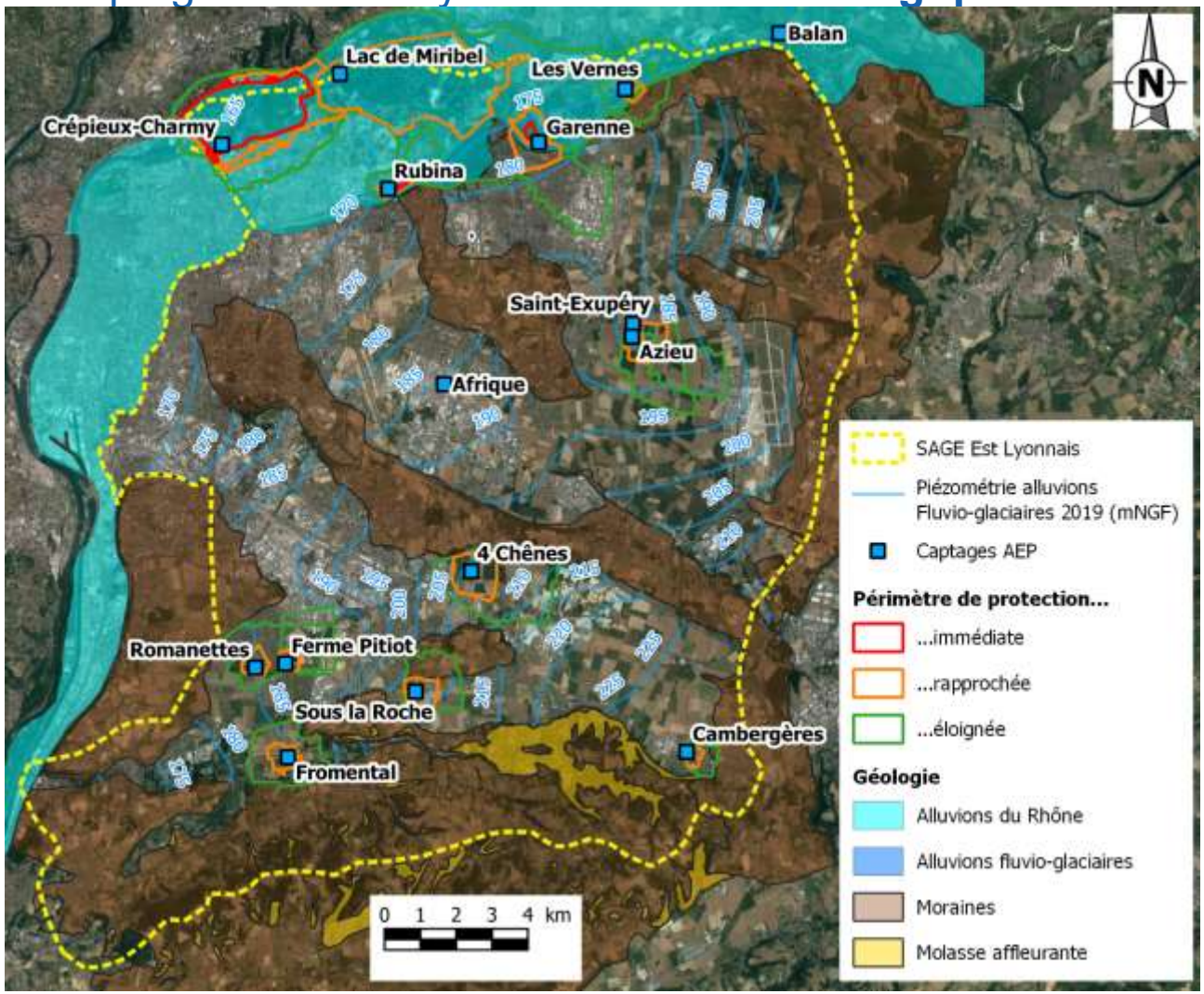


Formations aquifères

Enjeu patrimonial important

Ressource en eau exploitée pour l'eau potable :

- Métropole de Lyon, Commune d'Heyrieux, Marennes-Chaponnay, SIEPEL, Aéroport, ASLI. Les 9 captages de l'Est Lyonnais **classés stratégiques en 2018.**



Etat des lieux qualitatif

Les micropolluants organiques (MPOR) :

- Les principaux micropolluants quantifiés sur l'ensemble du territoire du SAGE Est Lyonnais sont :
  - 1,1,1-trichloroéthane, Bromoforme, Chloroforme, Cis-1,2-dichloroéthylène ; Dibromochlorométhane, Dichlorométhane, Trichloroéthylène et Tétrachloroéthylène.
  - A ces polluants s'ajoutent dans une moindre mesure des PFAS, des dérivés du benzènes (ETBE, MTBE, xylènes) et d'autres polluants (Tolyltriazole, Bisphenol A, benzotriazole, DEHP).
- Cas des PFAS :
  - 6 PFAS sur les 20 réglementaires (AEP) sont analysés. Des PFAS ont été quantifiés sur l'ensemble des points à l'exception de AEP Meyzieu Garenne, Lyon Kart Métropole, AEP Marennes et Merial. Le principal PFAS identifié est l'acide perfluoro-octanoïque (PFOA), il s'agit du seul PFAS dépassant en certains points 2 ng/l, pour atteindre au maximum 28,5 ng/L

- Les aquifères suivants sont **localement concernés par une altération non négligeable aux micropolluants organiques :**

  − Quartier Saint Jean, AEP Décines et AEP Jonage dans les **alluvions du Rhône,**

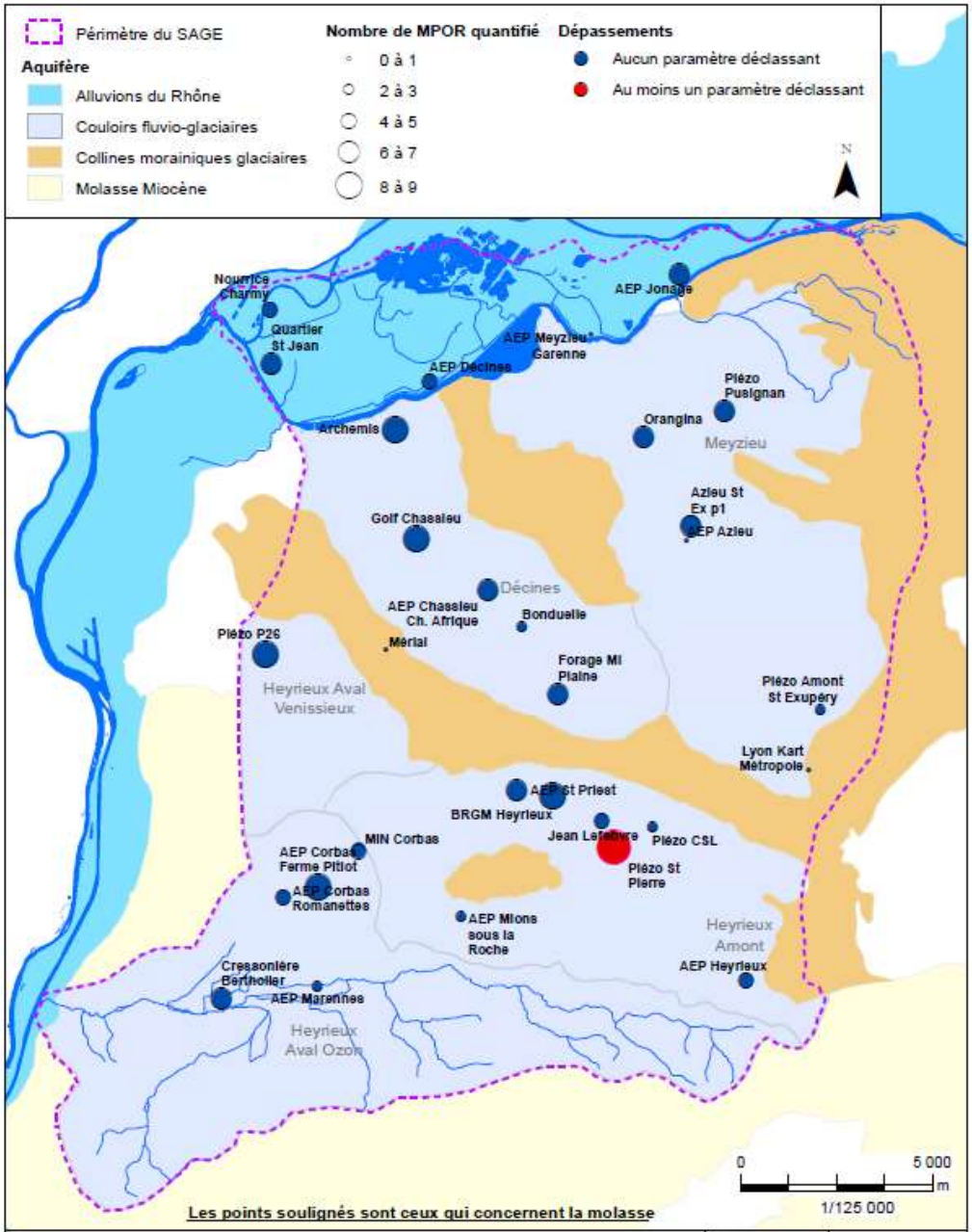
  − Archemis et Golf Chassieu dans le **couloir de Décines,**

  − AEP Marennes, AEP Corbas Ferme Pitiot, AEP Saint-Priest, Piézo Saint Pierre, Piézo CSL, BRGM Heyrieux et Piézo P26 dans le **couloir d'Heyrieux.**

  - **Concernant le couloir de Meyzieu,** des polluants sont retrouvés mais en teneurs plus faibles.

  Le seul point en état médiocre vis-à-vis des solvants chlorés est Piézo Saint Pierre mais il est le siège d'une pollution ancienne et sa représentativité est sujet à discussion. Les autres points présentent globalement des teneurs en micropolluants faibles voire négligeables.

Etat des lieux qualitatif



Titre :

Figure 30 : MPOR quantifiés et en dépassement (2021 - 2022)

Projet :

Exploitation de suivi qualitatif et quantitatif des eaux du SAGE de l'Est lyonnais - Eaux souterraines - 2021 à 2022

Rev.	Date	Auteur	Vérif.	Valid.
0	13/01/2023	HoA	CrA	BoJu

Lombardi

Omniprésence de MPOR sur l'ensemble du territoire (3 couloirs + alluvions du Rhône), avec souvent plusieurs polluants détectés dont certains en concentrations non négligeables.

Gradation des concentrations et détections entre amont et aval.

GINGER BURGEAP



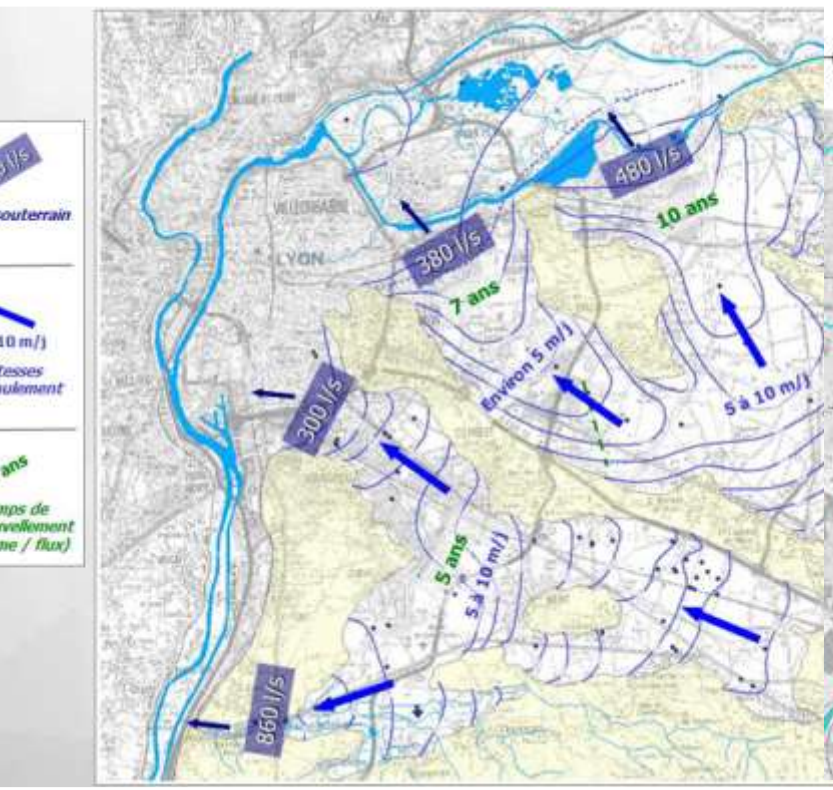
Vulnérabilité de la nappe

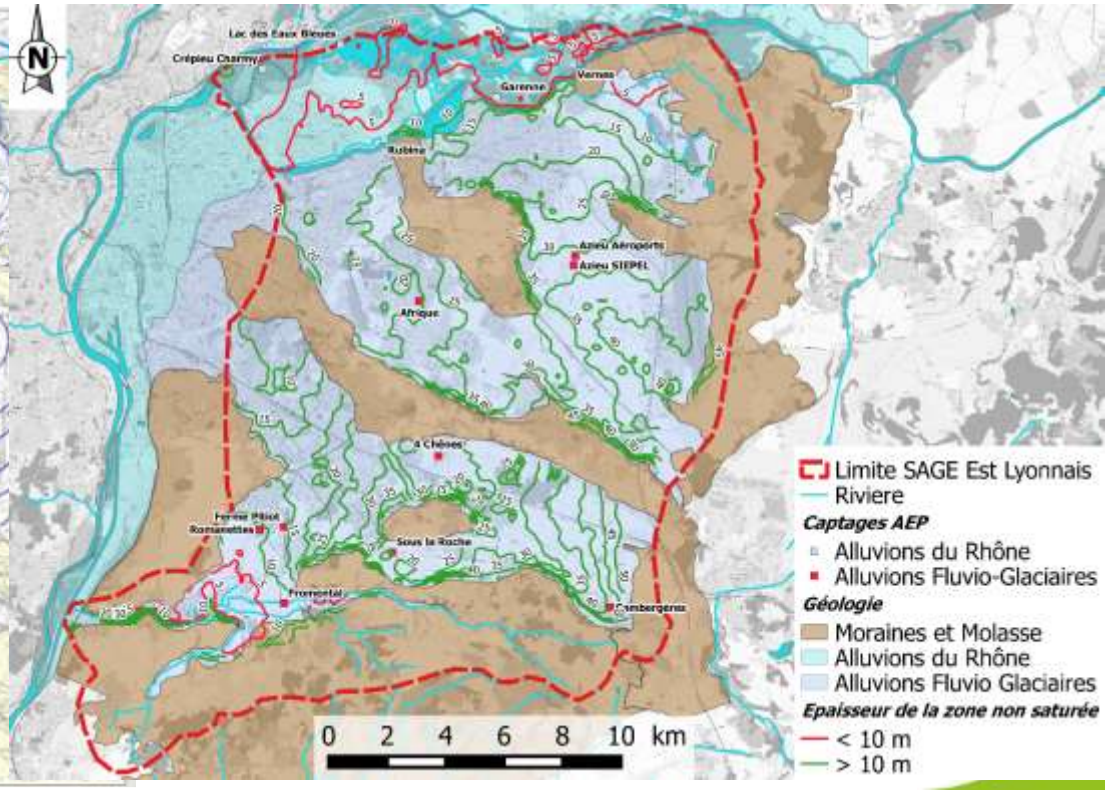
Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Des terrains peu protégés et très perméables :

- Une zone non saturée d'épaisseur moyenne à forte (de 5 à 50 m, en moyenne autour de 15-25 m) MAIS très perméable, peu à pas argileuse en surface, pouvant laisser s'infiltrer rapidement les écoulements de surface ;
- Une zone saturée très perméable, avec une vitesse d'écoulement de l'ordre de 5-10 m/j :
  - Isochrone 50 j à 10m/j = 500 m autour du captage, sans prendre en compte l'influence de ce dernier

→ Lorsqu'une pollution atteint la nappe, elle met 50 j à parcourir 500 m → vulnérabilité forte de la nappe

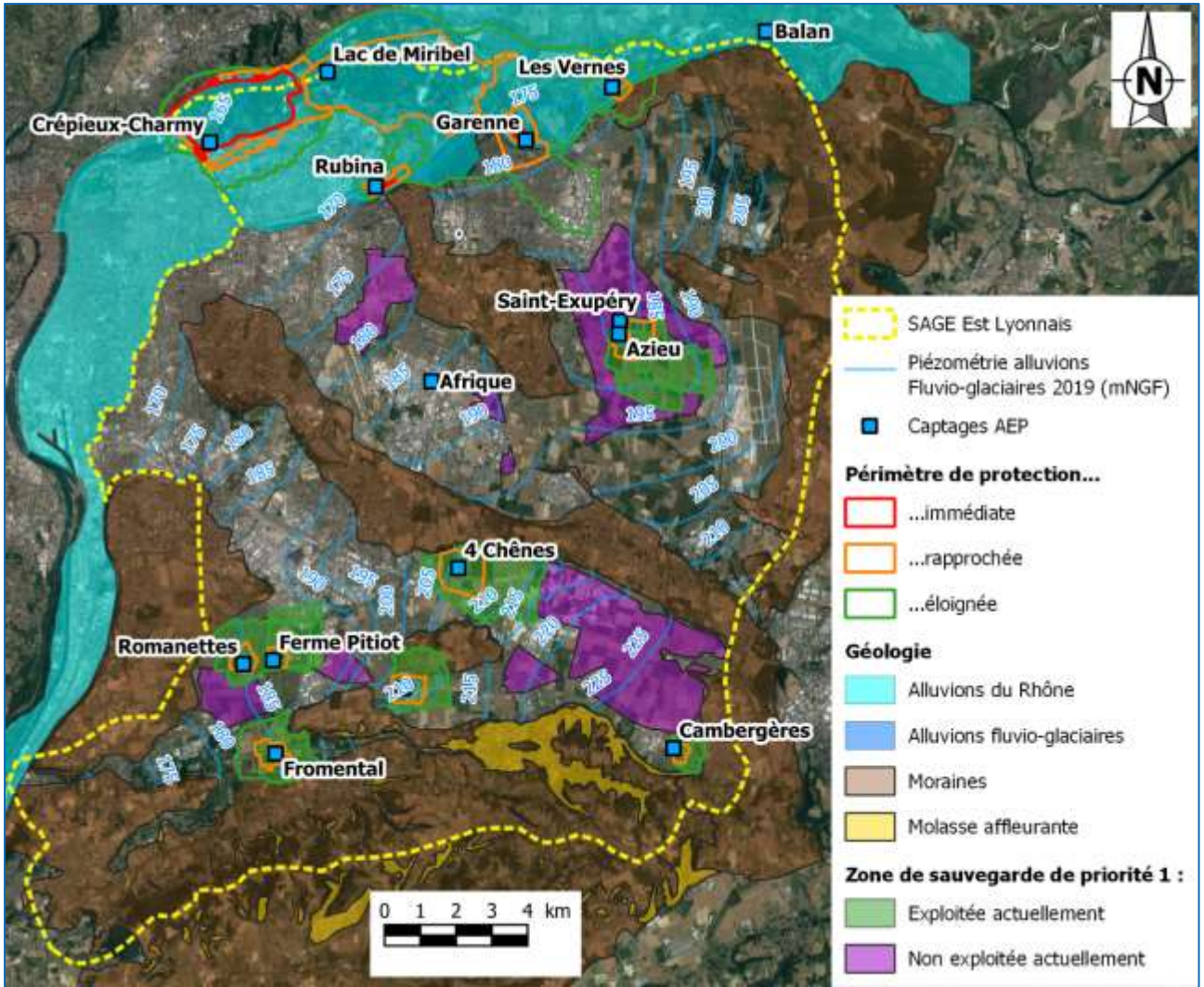




Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Cas des zones de sauvegarde priorité 1:

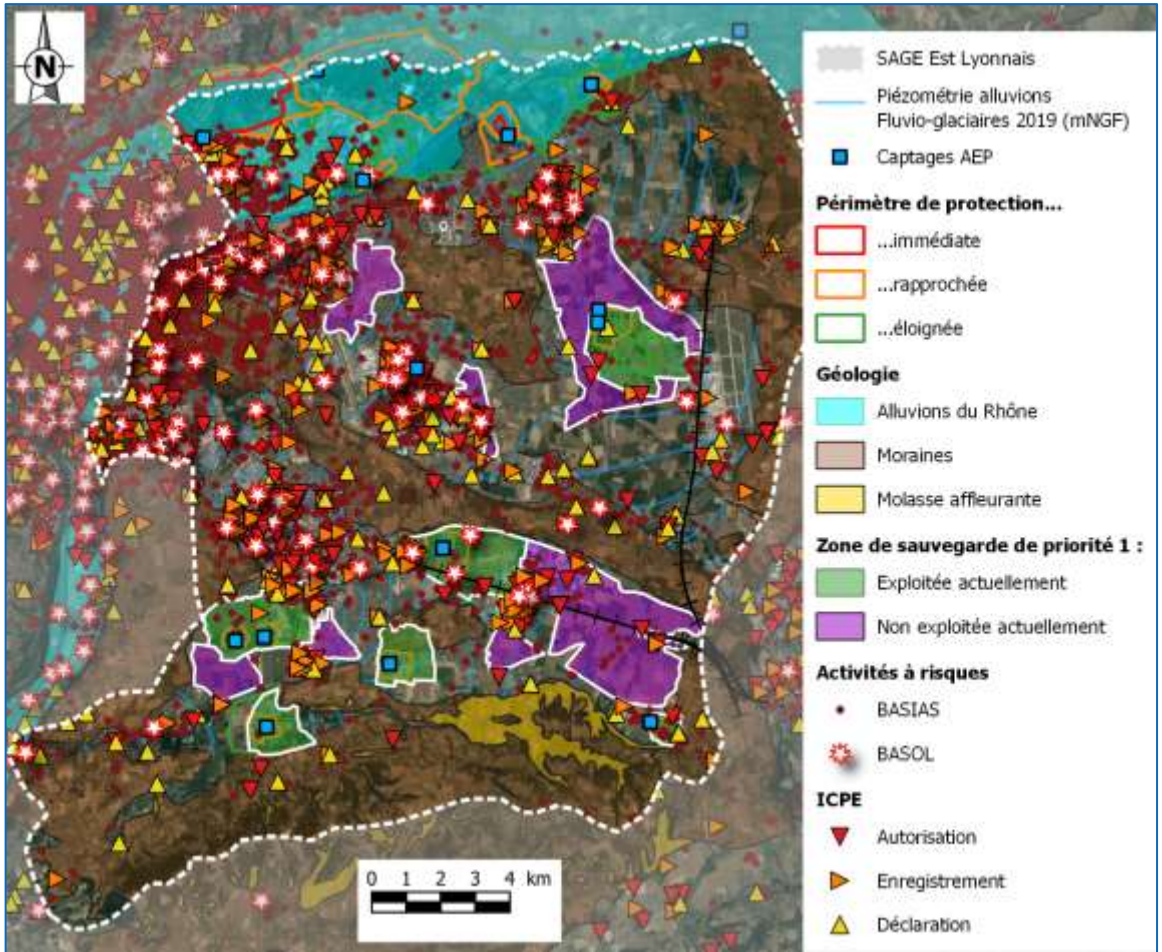
- ZSE 1 = PPE des captages stratégiques
- ZSNEA 1 = secteurs où un captage pourrait être implanté (hors zone d'alimentation)



Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Pressions du territoire :

- Plusieurs « hotspots » ressortent, dont certains **en amont de ZS-1** : ZI Meyzieu, Pusignan, Saint-Jean, Décines, **Chassieu**, **Aéroport**, **Grenay**, **Heyrieux**, **Portes du Dauphiné**, **Saint-Priest**, **ASLI**, **Mions**, Saint-Symphorien, Vénissieux.
- ZSE et ZSNEA 1 = secteurs actuellement plutôt préservés, pas forcément leur amont.



Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Bilan : nécessité de protection

- Alluvions du fluvio-glaciaire abritent une nappe d'ampleur régionale, et une ressource stratégique pour l'eau potable (**9 captages stratégiques**) ;
- Nappe en **amont** de celle des **alluvions du Rhône**, ressource principale du territoire (**6 captages**) ;
- Alluvions fluvio-glaciaires très vulnérables, avec des **temps de migration très rapides ;**
- Une pression du territoire qui se fait déjà sentir sur la qualité de l'eau : **micropolluants détectés** sur la quasi-totalité de la nappe, plusieurs molécules et en concentrations non-négligeables ;

- **Plusieurs zones de sauvegarde de priorité 1** ont été **identifiées** : les PPE des captages et des zones du territoire où un captage pourrait être implanté ;
- Ces secteurs sont aujourd'hui relativement épargnés par **l'emprise foncière** (mais pas forcément pour la qualité de l'eau), cependant leurs amonts ne sont pas tous épargnés ;
- Plusieurs **secteurs en amont avec des activités potentiellement à risques** (ou avérés : BASOL, BASIAS) de ZS-1.

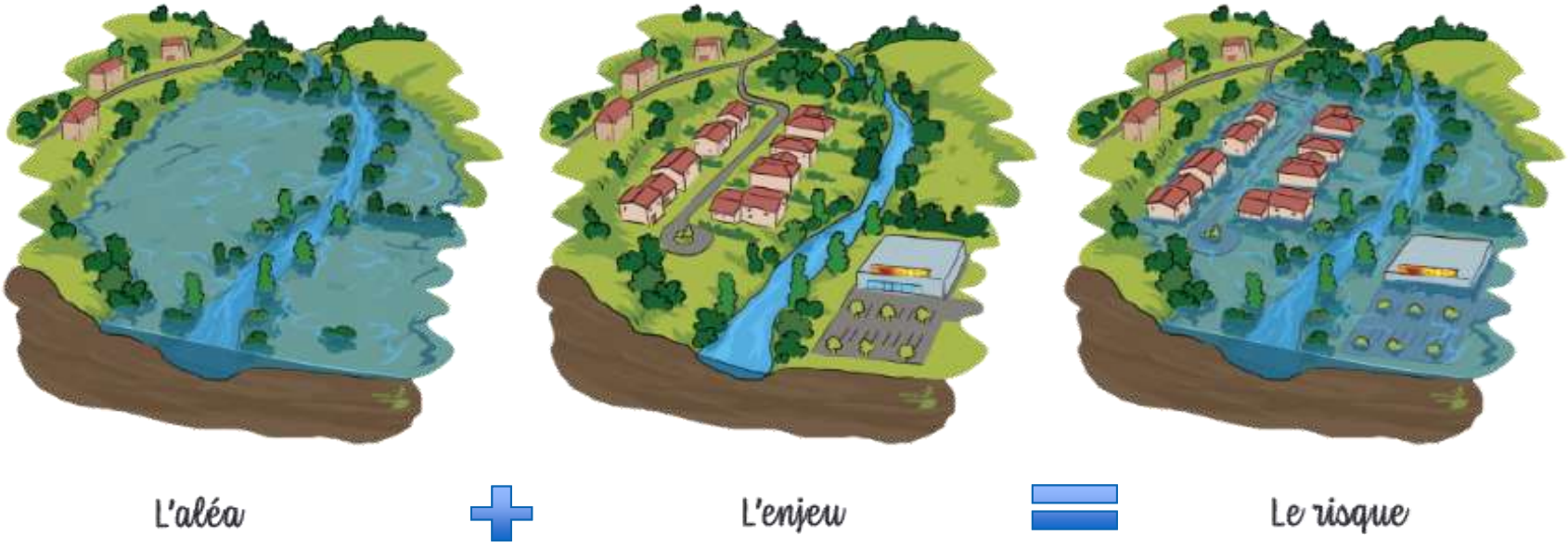
→ Nécessité de préserver la qualité de l'eau au droit des ZS-1, par la préservation de l'occupation des sols en leur sein et la préservation de la qualité des eaux en leur amont.

Objectif de la CLE à traduire dans le nouveau SAGE



Quels risques et quelles activités potentiellement concernées ?

La notion de risque



En l'occurrence :

L'aléa		L'enjeu		Le risque
Dégradation de la qualité de l'eau de la nappe suite à l'arrivée de micropolluants organiques dans l'eau souterraine		La bonne qualité de l'eau au droit : • des 9 captages stratégiques de l'Est Lyonnais, • des 6 captages des alluvions du Rhône, • des ZSNEA-1.		De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des enjeux : • les 9 captages stratégiques Est Lyonnais, • les 6 captages des alluvions du Rhône, • les ZSNEA-1.

Risques à prévenir

L'aléa + L'enjeu = Le risque

Dégradation de la qualité de l'eau de la nappe suite à l'arrivée de micropolluants organiques dans l'eau souterraine

La bonne qualité de l'eau au droit :
- **des 9 captages stratégiques de l'Est Lyonnais,**
- **des 6 des alluvions du Rhône,**
- **des ZSNEA-1.**

De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des enjeux :
- **9 captages stratégiques Est Lyonnais,**
- **Au droit des captages des alluvions du Rhône,**
- **Au droit des ZSNEA-1.**

Seul levier sur lequel on peut agir

Défini par les études 2018 : réalité hydrogéologique et occupation du territoire

Ce qu'on souhaite éviter

Provisoire

Eviter, réduire, compenser l'aléa ?

Demande politique : protection garantie dans les ZS-1

-> **éviter l'aléa** : sa suppression

Réduire l'aléa serait : Réduire la probabilité | Réduire la gravité

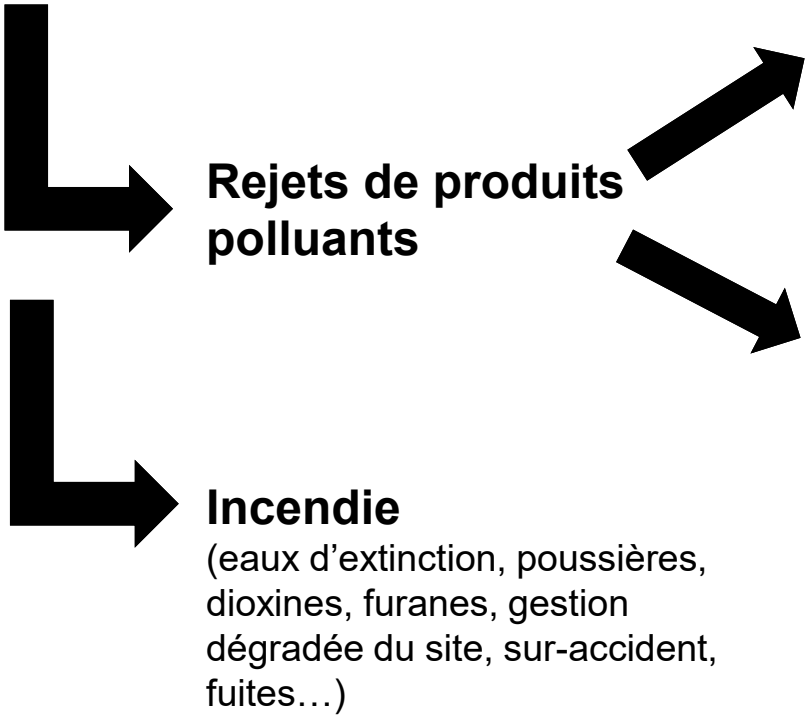
Compenser n'a pas de sens ici car justement pas de ressource de substitution possible

Provisoire

Définition de l'aléa

L'aléa

Dégradation de la qualité de l'eau de la nappe suite à l'arrivée de micropolluants organiques dans l'eau souterraine



→ Ces 3 aléas concernent toutes les activités utilisant des produits à risques pour la qualité de l'eau de la nappe (et/ou pouvant être le siège d'incendie).

Principes de gestion du risque

Au sein des ZSE-1 et ZSNEA-1 = environnement immédiat de captages ou captages potentiels, on considère **:**

- qu'en cas d'événement la gravité est maximale donc **le risque est inacceptable,** malgré les potentielles mesures de réduction de probabilité et de gravité ;
- que la modification de l'occupation des sols peut remettre en cause la future implantation d'un captage voire l'exploitation d'un captage actuel (cf Afrique) ;

→ **suppression de l'aléa au sein des ZS-1 : interdiction des activités à risques en ZS-1**

Au sein des ZSE-2 et ZSNEA-2 = zone d'alimentation des captages ou captages potentiel, on considère **:**

- Qu'il faut limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

→ mise en place de bonnes pratiques

→ mise en place d'une procédure d'alerte en lien avec le SAGE

→ exigence d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux souterraines

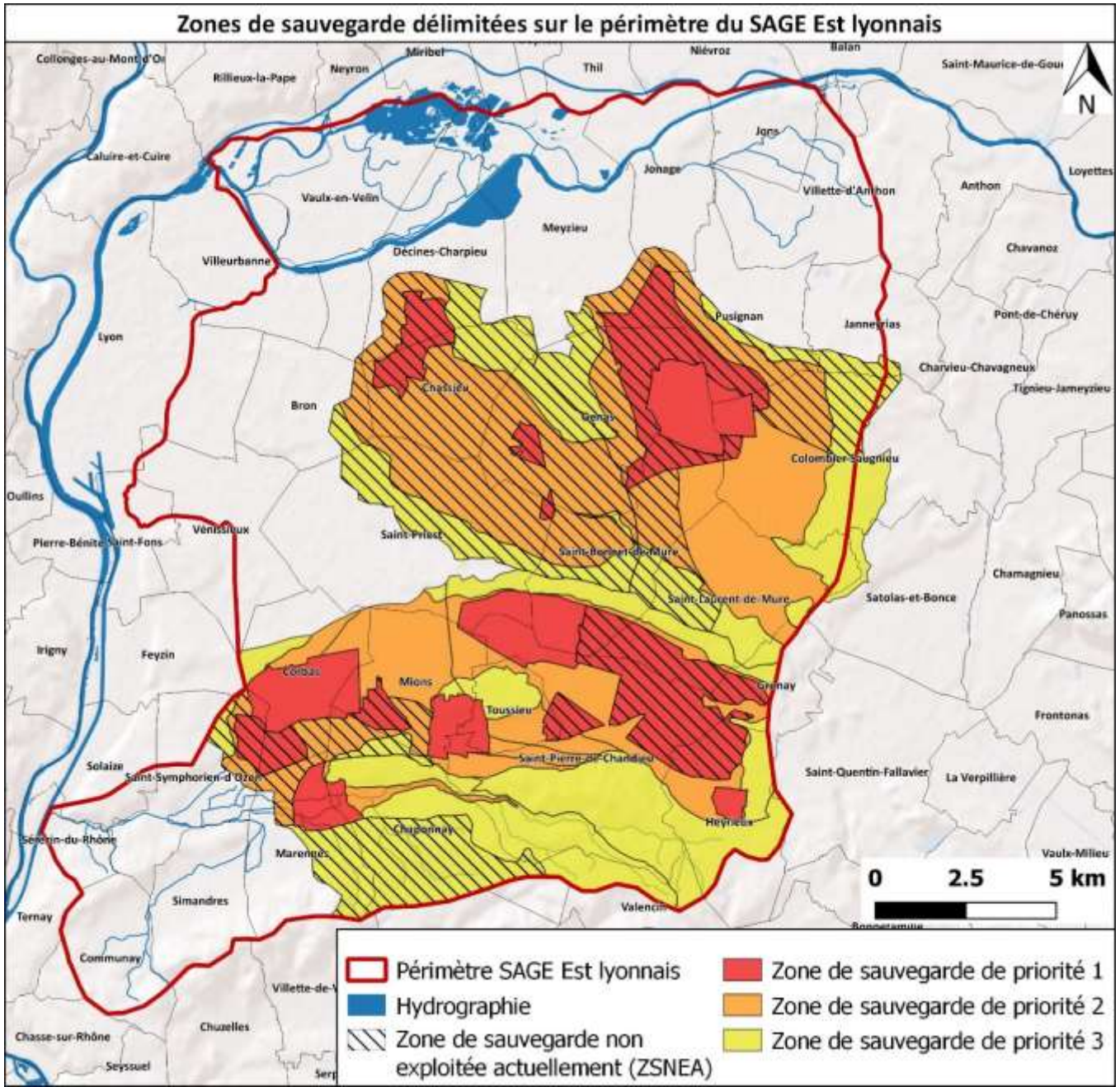
→ gestion des risques cumulés au sein des « hotspots » : études d'impacts cumulés + surveillance commune

- Qu'il faut limiter au maximum l'aléa incendie (probabilité et gravité)

→ mise en place de bonnes pratiques

→ confinement incendie exigé pour les activités à risques

Secteurs concernés





Des questions ?

Quelles activités à risques ?

Les « activités à risques » sont définies à partir des rubriques ICPE, avec des seuils abaissés d'un facteur 2. La liste des rubriques concernées : 1/3

Provisoire

Rubrique ICPE	Nomenclature ICPE
1185-1	Gaz a effet de serre fluorés vises par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi
1434	Remplissage, distribution de liquides inflammables (a l'exception des stations-service)
1435	Stations-service
1436	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de)
1511	Entrepôts couverts
1531	Stockage par voie humide de bois non traités chimiquement
1532	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse
1716	Substances radioactives
1735	Dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives sous forme de résidus solides de minerai d'uranium, de radium ou de thorium…
1978	Solvants organique (utilisation)

Quelles activités à risques ?

Les « activités à risques » sont définies à partir des rubriques ICPE, avec des seuils abaissés d'un facteur 2. La liste des rubriques concernées : 2/3

2101	Bovins (élevage, vente, transit)
2102	Porcs (élevage, vente, transit)
2110	Lapins (élevage, vente, transit)
2111	Volailles, gibiers à plumes (élevage, vente, transit)
2112	Couvoirs
2113	Carnassiers à fourrure (élevage, vente, transit)
2120	Chiens (élevage, vente, transit, pension, fourrière…)
2130	Pisciculture
2140	Animaux d'espèces non domestiques (présentation au public)
2150	Verminière
2170	Engrais et supports de culture (fabrication d')
2171	Dépôts de fumier, engrais et supports de culture
2180	Tabac (fabrication et dépôt de)
2210	Abattage d'animaux
2220	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale
2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale
2230	Lait (réception, stockage, transformation)
2240	Huiles végétales et animales (extraction ou traitement)
2251	Vins (préparation et conditionnement de)
2260	Broyage, concassage, criblage….. de substances végétales et de matière organique
2265	Fermentation acétique en milieu liquide
2275	Fabrication de levures
2355	Dépôt de peaux
2311	Traitement des fibres textiles
2330	Teinture, impression, appret, enduction, blanchiment et delavage de matieres textiles
2345	Nettoyage a sec, …
2350	Tanneries, megisseries
2351	Teintureries et pigmentation de peaux
2410	Travaux du bois et matériaux combustibles analogues
2415	Mise en oeuvre de produits de preservation de bois
2420	Fabrication de charbon de bois
2430	Preparation de la pate a papier
2440	Fabrication de papier carton
2450	Imprimerie ou atelier de reproduction graphique …
2520	Fabrication de ciments, chaux, platres
2521	Enrobage de materiaux routiers
2530	Fabrication et travail du verre
2531	Travail chimique du verre ou du cristal
2540	Lavoirs a houille, minerais, mineraux …
2542	Fabrication de coke
2545	Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliage
2546	Traitement des minerais non ferreux, elaboration des metaux et alliages non ferreux
2550	Fonderie de produits moules … contenant du plomb
2551	Fonderie de metaux et alliages ne contenant pas de plomb
2552	Fonderie de metaux et alliages non-ferreux
2564	Nettoyage, degraissage, decapage des metaux et matieres plastiques
2565	Traitement des metaux et matieres plastiques
2566	Decapage des metaux par traitement thermique
2567	Galvanisation, etamage de metaux
2630	Fabrication de detergents et de savons
2640	Fabrication de matieres colorantes
2660	Fabrication ou regeneration de polymeres
2670	Accumulateurs et piles (Pb, Cd, Hg)
2680	Organismes génétiquement modifiés (lorsque la fabrication concerne les produits agricoles ou agroalimentaire
2681	Micro organismes naturels pathogènes (production industrielle à des fins d'usage vétérinaire)
2690	Produits opothérapiques (préparation à des fins d'usage vétérinaire)
2711	Transit, regroupement, tri, desassemblage, remise en etat d'equipements electriques et electroniques mis au rebut
2712	Installation d'entreposage, depollution, demontage ou decoupage ou broyage de vehicules hors d'usage
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses
2719	Installation temporaire de transit de dechets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de dechets issus de catastrophes naturelles
2730	Sous-produits d'origine animale
2731	Sous-produits animaux
2740	Incinération de cadavres d'animaux
2751	Station d'épuration collective de déjections animales
2760	Installation de stockage de déchets non dangereux autres qu'inertes
2770	Installation de traitement thermique de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses
2771	Installation de traitement thermique de dechets non dangereux.
2780	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matières végétales, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation
2781	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production
2790	Installation de traitement de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses
2791	Installation de traitement de dechets non dangereux
2792	Installations de transit, tri, regroupement de dechets contenant des PCB/ PCT
2793	Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de dechets de produits explosifs
2795	Installation de lavage de futs, conteneurs et citernes de transport de matieres alimentaires, de matieres dangereuses (sauf aires de remplissage et lavage des pulvérisateurs)
2797	Gestion des dechets radioactifs
2798	Installation temporaire de transit de dechets radioactifs issus d'un accident nucleaire ou radiologique
2930-2	Ateliers de reparation et d'entretien de vehicules a moteurs 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur
2940	Application de vernis et peintures

Quelles activités à risques ?

Les « activités à risques » sont définies à partir des rubriques ICPE, avec des seuils abaissés d'un facteur 2. La liste des rubriques concernées : 3/3

3120	Raffinage de petrole et de gaz
3130	Production de coke
3140	Gazeification ou liquefaction de charbon et autres combustibles
3220	Production de fonte ou d'acier
3230-c	Transformation de metaux ferreux
3240	Fonderie de metaux ferreux
3250	Transformation de metaux non ferreux
3260	Traitement de surface
3310	Production de ciment, chaux et oxyde de magnesium
3330	Fabrication du verre
3410	Fabrication de produits chimiques organiques
3420	Fabrication de produits chimiques inorganiques
3430	Fabrication d'engrais
3440	Fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides
3460	Fabrication d'explosifs
3510	Elimination ou valorisation de dechets dangereux
3520	Elimination ou valorisation de dechets par incineration
3531	Elimination de dechets non dangereux non inertes
3532	Valorisation de dechets non dangereux non inertes
3540	Installation de stockage de déchets (ordures ménagères et déchets urbains)
3550	Stockage temporaire de dechets dangereux
3560	Stockage souterrain de dechets dangereux
3610-a et b	Fabrication de papier, carton, pate a papier
3620	Pretraitement et teinture de textiles
3630	Tannage des peaux
3641	Exploitation d'abattoir
3642	Traitement et transformation de produits alimentaires
3643	Traitement et transformation du lait
3650	Elimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux
3660	Elevage intensif de porcs ou de volailles
3670	Traitement de surface a l'aide de solvants
3700	Preservation du bois
41XX	Toxiques
45XX	Dangereux pour l'environnement
4710	Chlore
4734	Produits petroliers specifiques et carburants de substitution

Provisoire

GINGER BURGEAP



Pause

(15min)



Retours d’expérience en lien avec ces activités et les risques liés à la nappe

45 min

Retours d’expérience

Retours d’expérience sur les activités à risques :

Pertinence de la liste ?
Procédures existantes ?
Efficacité de l’existant ?
Points d’amélioration ?
Les bonnes pratiques, les choses qui marchent bien aujourd’hui ?



Travail sur les prescriptions

Rappel de l'existant

	ASLI	Mions Sous la Roche	Romanettes	4 chênes	AZIEU SIEPEL	Aéroports St Exupéry	Cambergères	SIVU Marenne Chaponnay
Date de la DUP	oct-72	juin-76	juin-76	janvier 1998 modifié par l'arrêté du 20/11/14	fev 2009	oct-09	août-13	janv-15
INTERDICTIONS DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE								
Aménagements / occupation du sol								
Création de voies nouvelles routières, autoroutières et ferroviaires					X	X	X (F+det)	X (Fdif)
Création de nouvelles aires de stationnement				X (F+det)	X	X	X (F+det)	X (Fdif)
Toute nouvelle construction à l'origine d'un rejet, même traité, dans le sol	X (Fdif)				X	X	X (F+det)	
Bâtiments d'élevage ainsi que les silos de substances fermentes cibles				X (F+det)	X	X		X (Fdif)
Création d'installations et d'activités, y compris temporaires, utilisant, transportant et stockant des produits dangereux ainsi que la création d'activités ou installations soumises à la législation sur les installations classées					X	X	X (F+det)	X
Création d'aires de camping et d'accueil des gens du voyage				X (F+det)	X	X	X (F+det)	X
Création de cimetières, l'inhumation sur fonds privés ou l'enfouissement d'animaux				X	X	X	X (F+det)	X
Toute nouvelle construction pourvue de sous-sol							X (F+det)	X
Activités, installations et travaux								
Création de nouvelles exploitations de matériaux relevant du régime des carrières, des affouillements ou des exploitations minières	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)	X (F+det)	X	X	X (F+det)	X
Tranchées d'une profondeur supérieure à 2 mètres et plus généralement les terrassements dont les fonds de fouile sont supérieurs à 2 mètres et qui sont susceptibles de modifier même de façon temporaire la vulnérabilité de la nappe					X	X		X (Fdif)
Mise en place de nouvelles canalisations de transport de produits chimiques ou d'hydrocarbures ou plus généralement de tout produit susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau de la nappe				X (Fdif)	X	X	X (F+det)	X (Fdif)
Aires de lavage de véhicules et engins					X			X (Fdif)
Transport de produits dangereux sur les routes D57 et D152, sauf pour desserte locale à l'intérieur des périmètres								X
Le traitement des voies routières présentes dans le périmètre avec des produits phytosanitaires							X	
Les compétitions et passages d'engins à moteur tout terrain de loisirs sur des voies non revêtues							X	
Implantation d'éoliennes							X	
Doublets géothermiques							X	

F+det : sujet retrouvé mais formulation plus détaillée

Fdif : sujet retrouvé mais formulation différente

X : sujet retrouvé avec la même formulation

F-det : sujet retrouvé mais formulation moins détaillée

GINGER BURGEAP

Rappel de l'existant

	ASLI	Mions Sous la Roche	Romanettes	4 chênes	AZIEU SIEPEL	Aéroports St Exupéry	Cambergères	SIVU Marenne Chaponnay
Date de la DUP	oct-72	juin-76	juin-76	janvier 1998 modifié par l'arrêté du 20/11/14	fev 2009	oct-09	août-13	janv-15
INTERDICTIONS DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE								
Dépôts, stockages et rejets								
Dépôts, quel qu'en soit l'auteur, de déchets de tous types (organiques, chimiques, radioactifs,...) susceptibles d'altérer la qualité de l'eau de la nappe, y compris les déchets inertes	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)	X	X	X (F+det)	X (Fdif)
Dépôts permanents ou temporaires de produits chimiques, hydrocarbures et liquides inflammables	X (Fdif)			X (Fdif)	X	X	X (F+det)	
Stockage, l'utilisation, l'épandage ou l'enfouissement et le rejet de lisiers, purins, eaux usées, matières de vidange, boues de station d'épuration, fumiers, litières, cendres, mâchefers de toutes origines	X (Fdif)		X (Fdif)	X (Fdif)	X	X	X (F+det)	X
installations de traitement de déchets								X
A l'exception des rejets déjà autorisés au titre de la police de l'eau ou existants et faisant l'objet d'une réfularisation administrative à la date de signature du présent arrêté, le rejet au milieu naturel - sol ou sous-sol - par l'intermédiaire de puits perdus ou d'infiltration : - eaux provenant des aires de lavage automobile - eaux usés non traitées - huiles, lubrifiants - résidus de produits phytosanitaires - matières dangereuses, cendres machefers et plus généralement tout produit polluant pouvant porter atteinte à la qualité de la nappe.	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)			X (F+det)	X
Les réservoirs enterrés d'hydrocarbures et de produits chimiques, à l'exception des installations de stockage de fioul et hydrocarbures existantes à la date de publication de cet arrêté								X
Les remblais d'une épaisseur supérieure à 1,5m				X				
Stockage de véhicules ou de ferraille				X				

F+det : sujet retrouvé mais formulation plus détaillée

Fdif : sujet retrouvé mais formulation différente

X : sujet retrouvé avec la même formulation

F-det : sujet retrouvé mais formulation moins détaillée

GINGER BURGEAP

Dispositions qualité du SAGE en lien avec les activités industrielles, artisanales et commerciales

Provisoire

Réduire le risque de contamination lié aux activités industrielles, artisanales et commerciales	*Orientation sensibilisation*	*Relancer la communication auprès des activités utilisant des substances dangereuses*
	Orientation sensibilisation	*Sensibiliser les activités industrielles, artisanales et commerciales NON ICPE et les Aéroports*
	Orientation sensibilisation	*Produire une note pédagogique pour les collectivités instructrices de permis de construire et les accompagner afin d'anticiper les risques de pollution par les activités non ICPE ou ICPE soumises à déclaration*
	Orientation sensibilisation	*Accompagnement des services de l'état pour la mise en place de règlement des futures activités avec l'appui d'une note/plaquette d'information*
	4_4_R-1	En zone de sauvegarde de priorité 2 & 3 de la nappe de l'Est lyonnais : Mise en place de pratiques vertueuses pour les professionnels, aménageurs et collectivités
	4_4_R-2	Encourager à la mise en place de règlements pour les futures activités lors de l'instruction de projets d'aménagement par les services de l'Etat
	4_4_R-3	Etablir des conventions de rejet pour les eaux de process et réaliser des contrôles de conformité en informant le SAGE.
	4_4_P-1	Interdiction des activités à risque au sein des zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1
	4_4_P-2	Interdiction de tout nouvel ouvrage souterrain/forage à vocation industrielle ou de leur augmentation capacitaire au sein des zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1

Provisoire

Propositions soumises ce jour

Nouvelles activités en ZS-1 ou ZSNEA-1 : interdire les activités à risques

Anciennes activités en ZS-1 ou ZSNEA-1 : mise en place d'un suivi de la qualité des eaux souterraines

Gestion du risque incendie en ZS-1 et ZSNEA-1

Bonnes pratiques en ZS-1 et ZS-2

Procédure d'alerte du SAGE en ZS-1 et ZS-2

Procédure gestion du risque spécifique nappe en ZS-1 + ZS-2

Gestion des risques cumulés en ZS-2

Gestion des eaux incendie en ZS-2

Nouvelles activités en ZS-1 : éviter le risque

Interdiction des activités à risques dans les ZSE-1 et ZSNEA-1

Liste des activités à risque définie à partir des rubriques ICPE précédentes, avec **des seuils /2.**

Provisoire

NB :

- **Ne concerne QUE les nouvelles activités** ;
- **Ne concerne QUE les ZSE-1 et ZSNEA-1 ;**
- **Quid du suivi des évolutions de la nomenclature ICPE ?**
- **Pas de possibilité de création de nouvelles activités à risque pour l'existant.**

Enjeux en présence : préservation d'une occupation des sols compatible avec l'exploitation actuelle ou future AEP (cf. Afrique). Suppression de nouveaux risques au sein des ZS-1 (temps de transfert rendant toute pollution inacceptable).

Anciennes activités en ZS-1 : réduire le risque

Provisoire

Mise en place d'un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit des activités à risques déjà existantes dans les ZSE-1 et ZSNEA-1

- Ce suivi devra être homogène en termes de synchronicité, de paramètres analysés à l'échelle de chaque ZS-1 ;
- Ce suivi devra être à minima trimestriel ;
- Les résultats de ce suivi devront être transmis au SAGE et à la police de l'environnement au sein d'un rapport de synthèse annuel. En cas de détection d'anomalie inhabituelle, le SAGE et la police de l'environnement devront être contactés dès la réception des résultats de la campagne ;
- La constitution du réseau de suivi et sa gestion devront être portées par une structure (syndicale ou associative)

Enjeux en présence : surveillance de la qualité de la nappe au sein des ZS-1 vis-à-vis des activités à risques déjà existantes.

Gestion du risque incendie en ZS-1 : réduire le risque

Provisoire

Gestion des eaux incendies au droit des activités à risques existantes :

- Toute activité à risque déjà existante au sein d'une ZS-1 devra avoir une gestion de ses eaux incendies, soit par :
  - Gestion interne avec confinement ;
  - Gestion au sein d'un réseau de plus grande ampleur, au sein d'une ZI par exemple.

Réalisation d'un dossier prouvant l'innocuité de l'activité pour toute demande d'extension auprès du SAGE.

Enjeux en présence : infiltration des eaux incendie dans les sols et vers la nappe. En plus des polluants potentiellement présents sur sites et ceux liés à l'incendie (dioxines ,furane), les eaux d'incendie contiennent beaucoup de PFAS

Bonnes pratiques en ZS-1 + ZS-2

Mise en place de bonnes pratiques sur les sites d'activités à risques :

- Rédaction d'un guide pédagogique des bonnes pratiques à appliquer sur l'Est Lyonnais par le SAGE ? A signer par chaque activité ?
  + permet à toute activité de pouvoir prendre connaissance facilement des enjeux
  - Restera forcément très large et non spécifique à chaque activité

- Demande à chaque activité de rédiger son propre guide de bonnes pratiques et le transmettre au SAGE
  + Sera spécifique et adapté à chaque activité
  - difficile pour les petites activités et petites structures de s'approprier ce type de document

- Ce guide devra inclure également les enjeux incendie.

Enjeux en présence : faire prendre conscience à tous les gestionnaires d'activités à risques des enjeux présents sur le territoire et les inciter à se poser les bonnes questions.

Procédure d'alerte du SAGE en ZS-1 + ZS-2

Mise en place d'une procédure d'alerte en lien avec le SAGE

- Chaque activité devra avoir une procédure d'alerte du SAGE en cas d'accident et/ou d'incendie, avec définition des contacts à prendre, des délais sous lesquels le faire…
- Une réunion de rencontre avec le SAGE peut être recommandée ou exigée au stade de la rédaction de la procédure ;
- Le SAGE pourra éditer un document-type avec contacts génériques (adresse mail, numéro de téléphone) et rappel de principes généraux pour quand alerter et qui alerter. Ce document peut être spécifique à chaque secteur (amont d'un captage actuel ou futur…)

Provisoire

Enjeux en présence : réduire le temps d'action des autorités en cas d'accidents

Procédure gestion du risque spécifique nappe en ZS-1 + ZS-2

Provisoire

Exigence d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux souterraines

- Chaque activité devra présenter la façon dont elle prend en considération les enjeux de la nappe en lien avec son activité (risques chroniques, accidentels et incendie). Elle y présentera notamment ses mesures d'évitement du risque, de réduction du risque et d'alerte et de gestion de crise ;
- Pour les ICPE : ce document pourra être une pièce complémentaire exigée au sein du dossier ICPE ;
- Pour les non-ICPE : ce document devra être transmis directement au SAGE ;
- Tous les nouveaux sites ICPE devront transmettre leur dossier au SAGE.

Enjeux en présence : que la gestion de chaque site soit pensée en lien avec la protection de la ressource en eau.

Gestion des risques cumulés en ZS-2

Gestion des risques cumulés au sein des « hotspots » : Provisoire

- Zones d'activités existantes :
  - Etude globale portée par le SAGE concernant les « hotspots » situés sur les ZS-2 et en amont des captages aux alluvions du Rhône, visant à établir les enjeux en présence, les structures porteuses, les moyens de prévention, protection et surveillance existant, cibler les « hotspots à risques » ;
  - Chaque « hotspot à risque » devra se constituer une structure porteuse (type association, syndicat…) qui mènera :
    - Une étude de vulnérabilité hydrogéologique spécifique au droit de la zone identifiée, tenant compte des risques internes à chacune de ses activités, des enjeux hydrogéologiques en présence et des moyens de prévention, protection et surveillance existant ;
    - Constituer un réseau de suivi piézométrique et y mener des campagnes à minima trimestrielles sur l'ensemble des polluants potentiellement concernés par les activités et à risques pour la nappe. Les résultats de ce suivi devront être transmis au SAGE et à la police de l'environnement au sein d'un rapport de synthèse annuel. En cas de détection d'anomalie inhabituelle, le SAGE et la police de l'environnement devront être contactés dès la réception des résultats de la campagne (cf exemple du suivi de la nappe du Rhône au sud de Lyon).
- Nouvelles zones d'activités :
  - Toute nouvelle zone construite accueillant plus de 5 activités devra réaliser une étude d'impacts cumulés concernant les enjeux sur les eaux souterraines et devra soit s'intégrer, soit constituer une structure porteuse (cf ci-dessus).

Enjeux en présence : pollution diffuse présente sur tout le territoire, gestion à l'échelle des « hotspots »

Gestion des eaux incendie en ZS-2

Provisoire

Gestion des eaux incendies au droit des activités à risques :

- Toute nouvelle activité à risque au sein d'une ZS-2 devra avoir une gestion de ses eaux incendies, soit par :
  - Gestion interne ;
  - Gestion au sein d'un réseau de plus grande ampleur, au sein d'une ZI par exemple.

Enjeux en présence : infiltration des eaux incendie dans les sols et vers la nappe. En plus des polluants potentiellement présents sur sites et ceux liés à l'incendie (dioxines ,furane), les eaux d'incendie contiennent beaucoup de PFAS

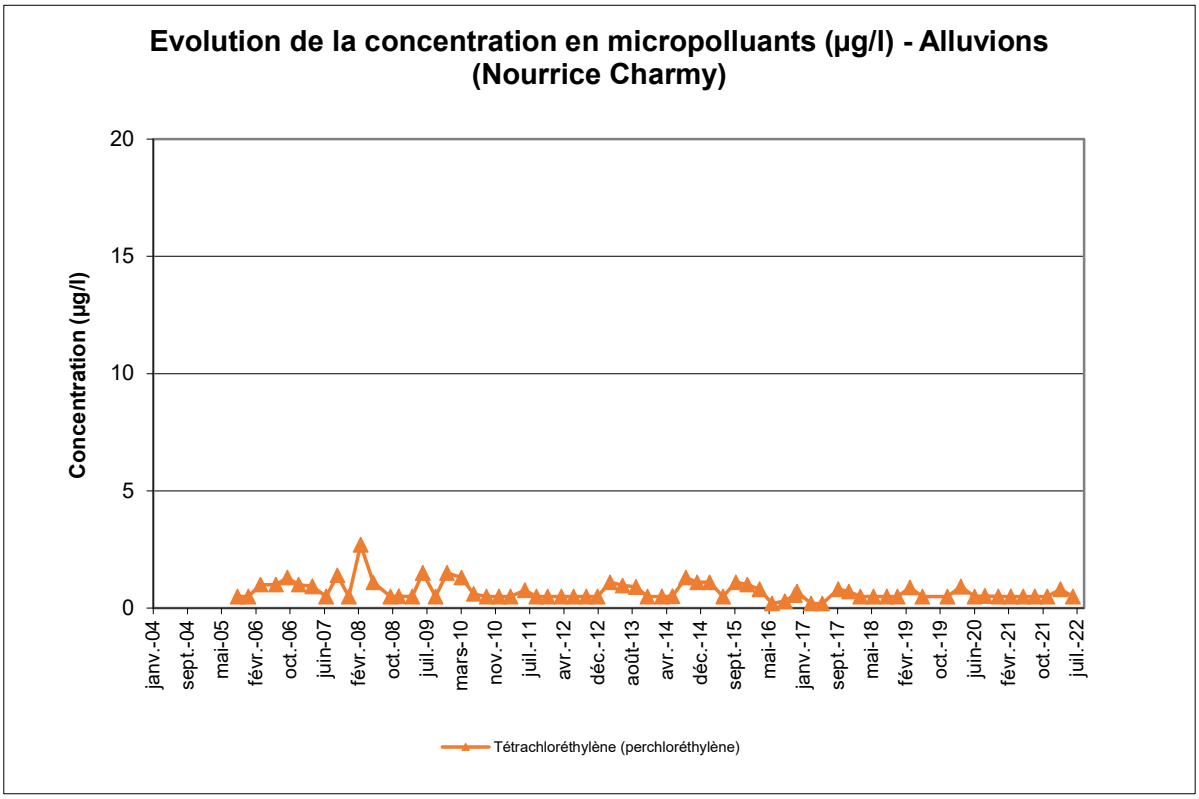


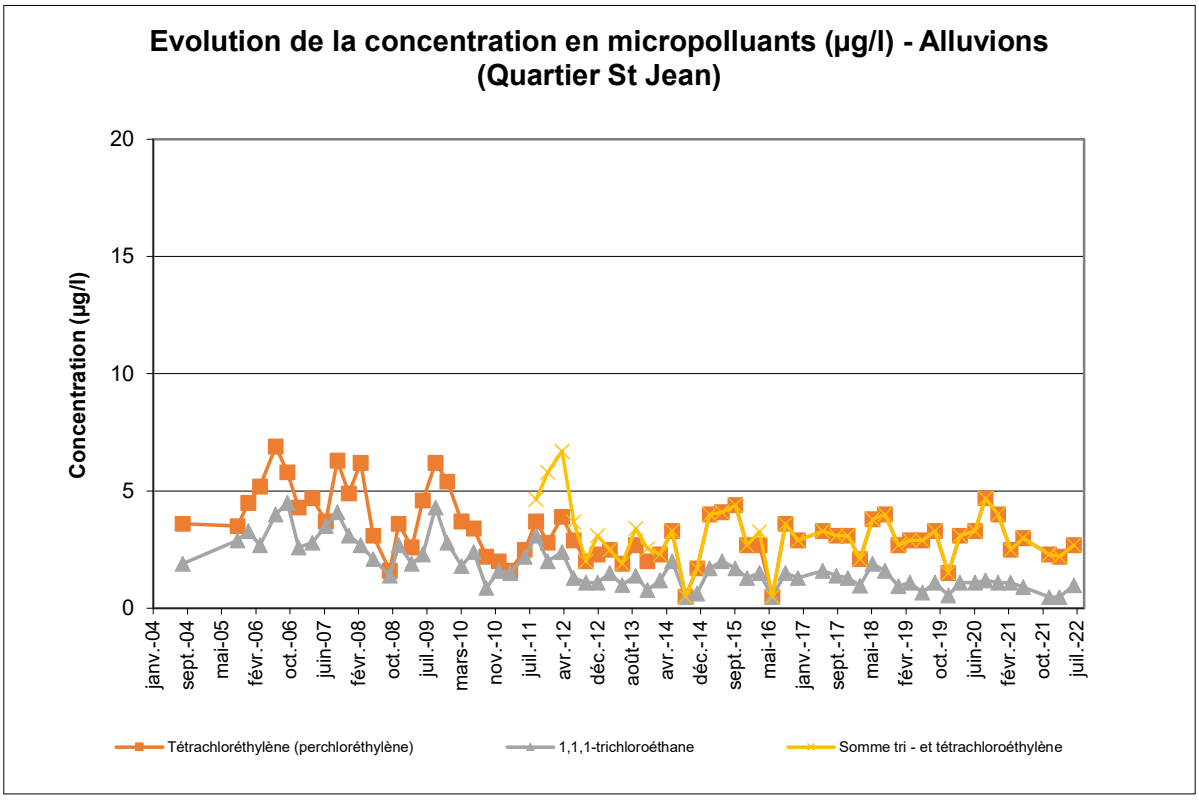
Clôture et perspectives

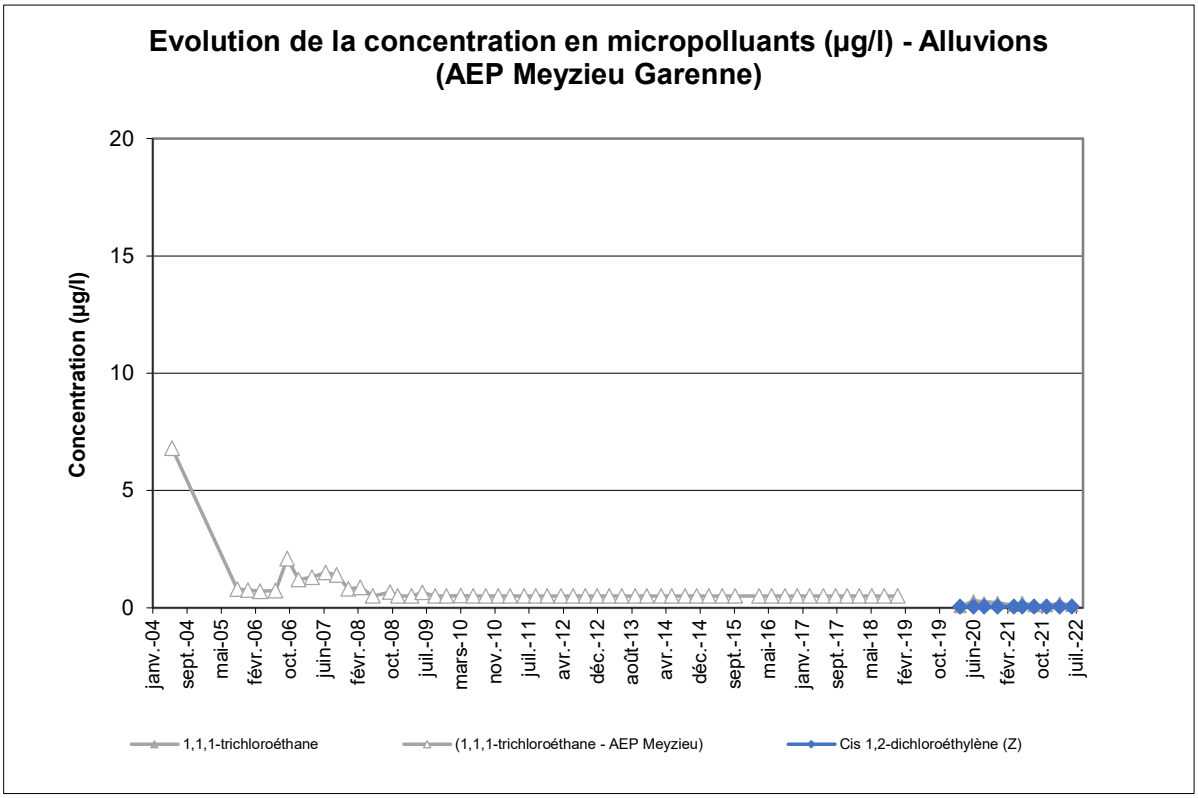
ANNEXE K

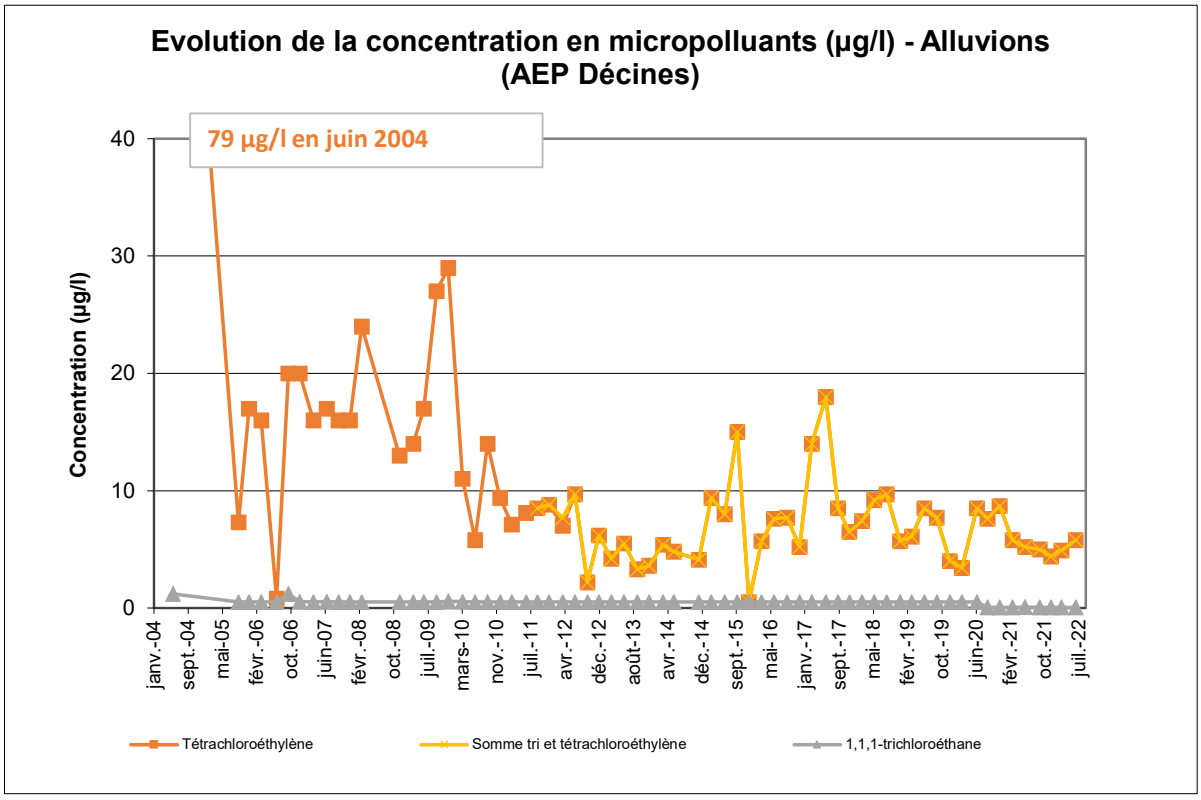
Évolution des teneurs en micropolluants entre 2007 et 2022

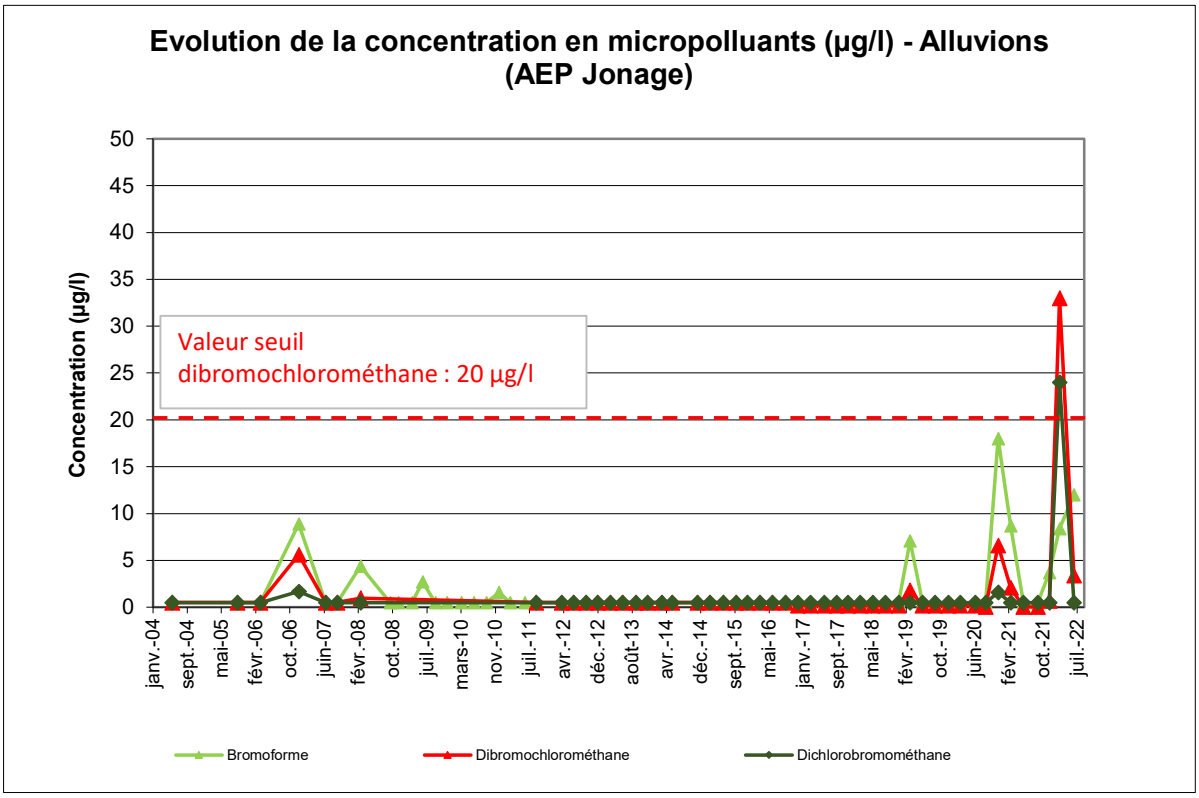
MICROPOLLUANTS (SOLVANTS CHLORES)

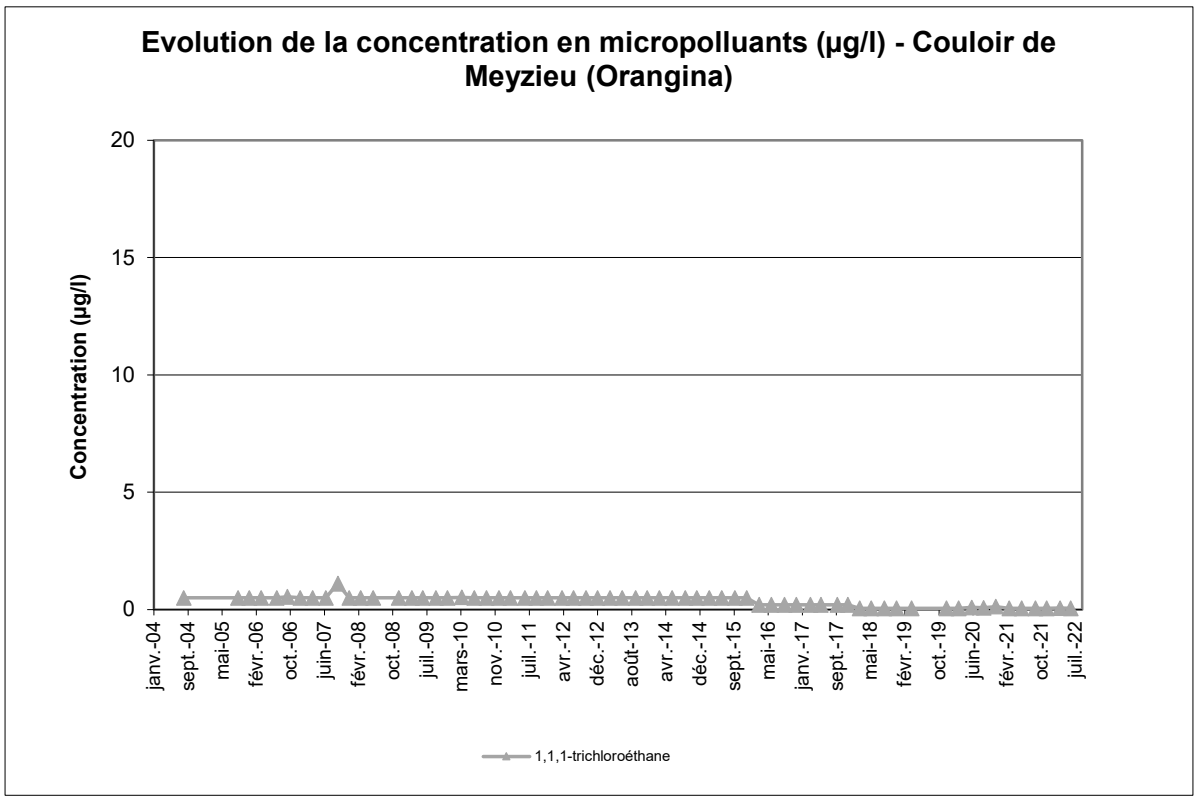


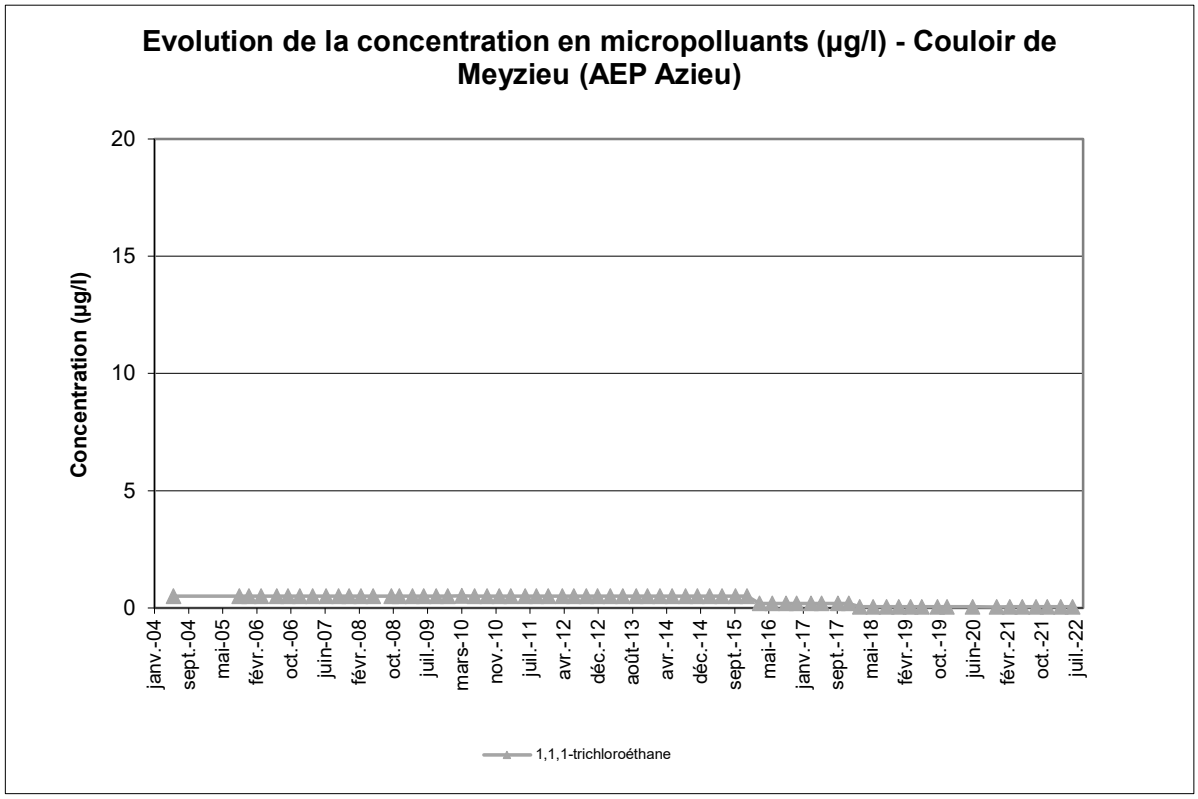


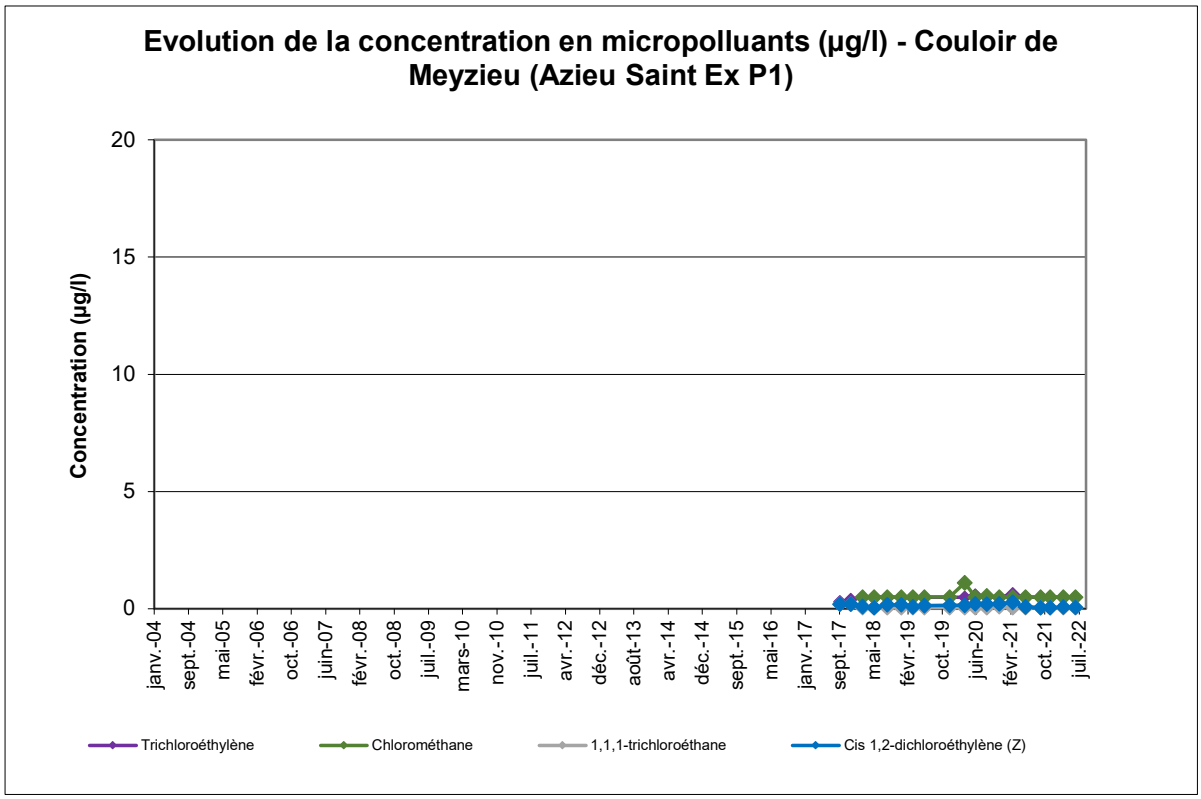

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Alluvions (AEP Meyzieu Garenne)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
(1,1,1-trichloroéthane - AEP Meyzieu)
Cis 1,2-dichloroéthylène (Z)

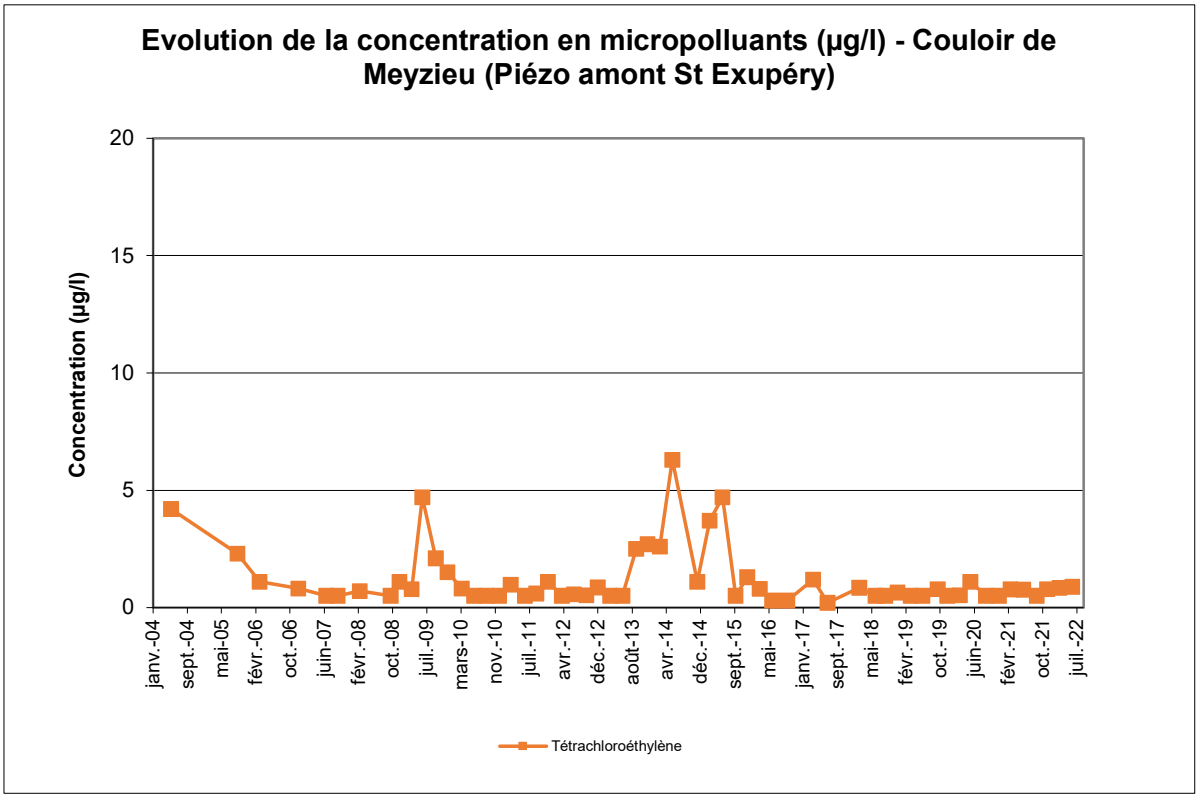

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Alluvions (AEP Décines)
79 µg/l en juin 2004
Concentration (µg/l)
40
30
20
10
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
Tétrachloroéthylène
Somme tri et tétrachloroéthylène
1,1,1-trichloroéthane

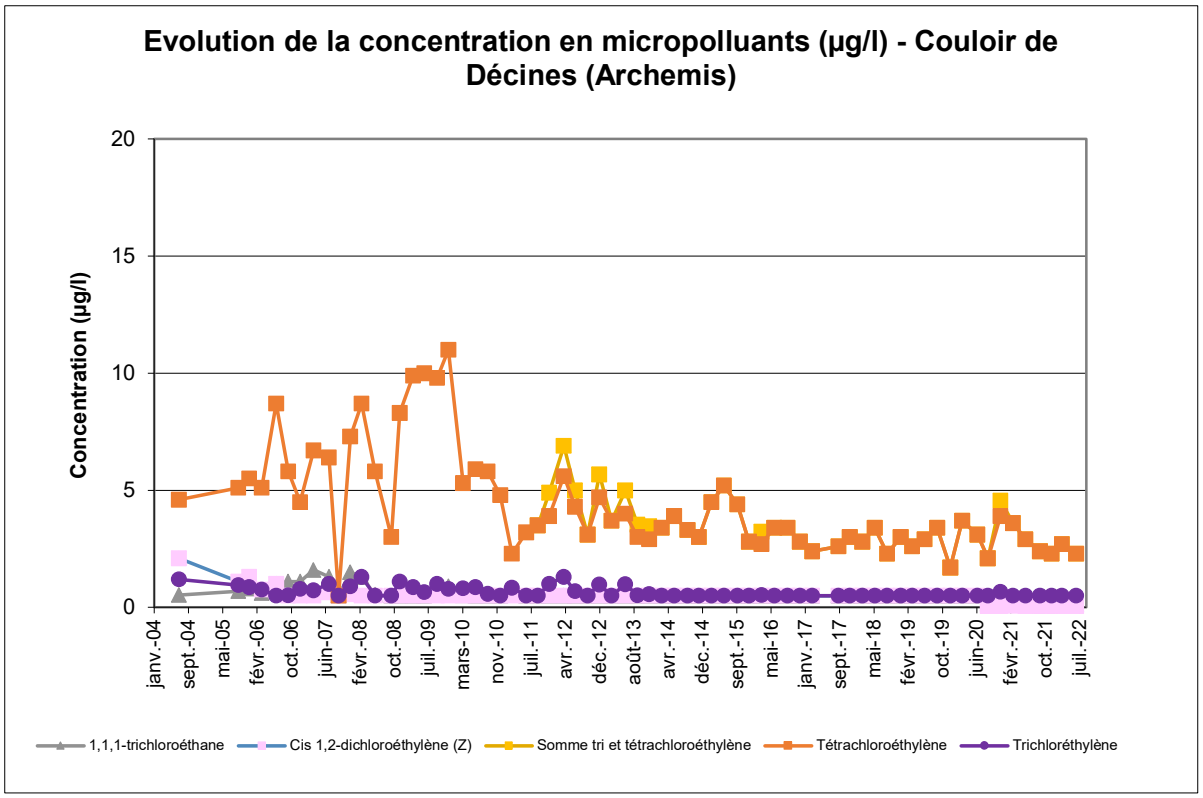

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Alluvions (AEP Jonage)
Concentration (µg/l)
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
Valeur seuil dibromochlorométhane : 20 µg/l
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
Bromoforme
Dibromochlorométhane
Dichlorobromométhane

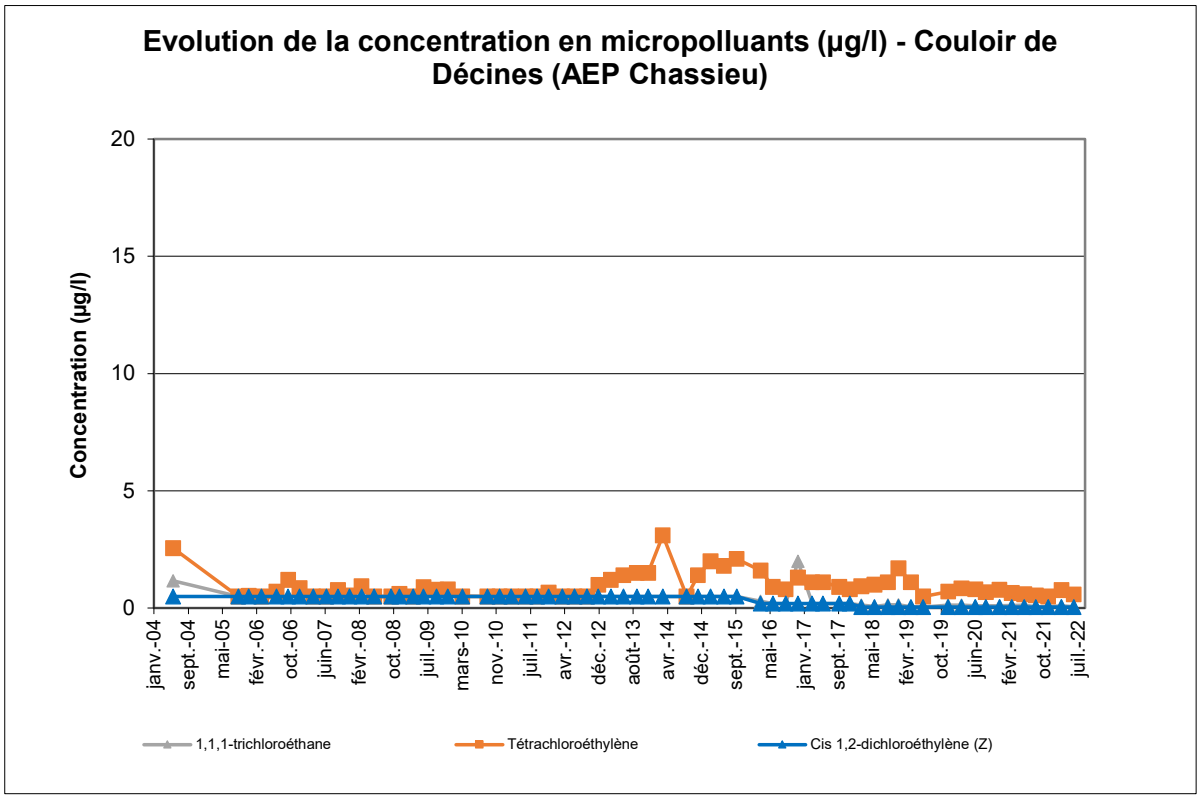

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir de Meyzieu (Orangina)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane

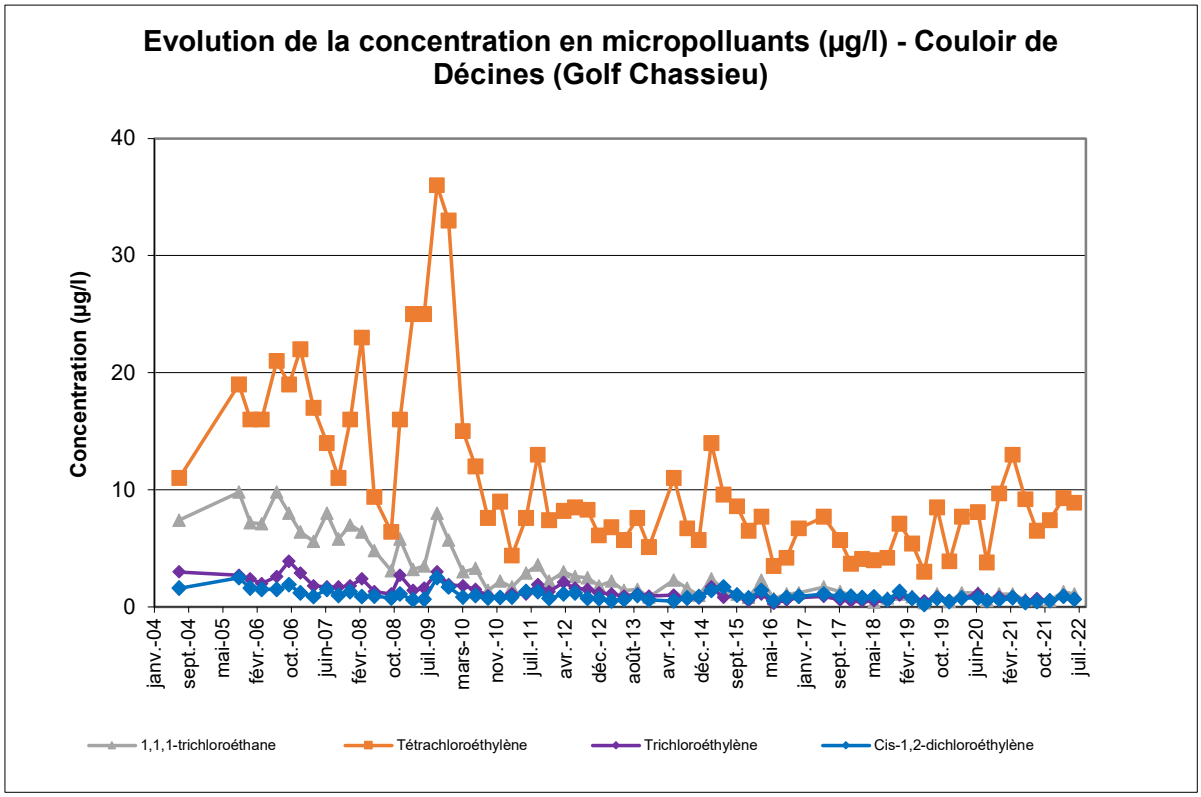

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir de Meyzieu (AEP Azieu)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane

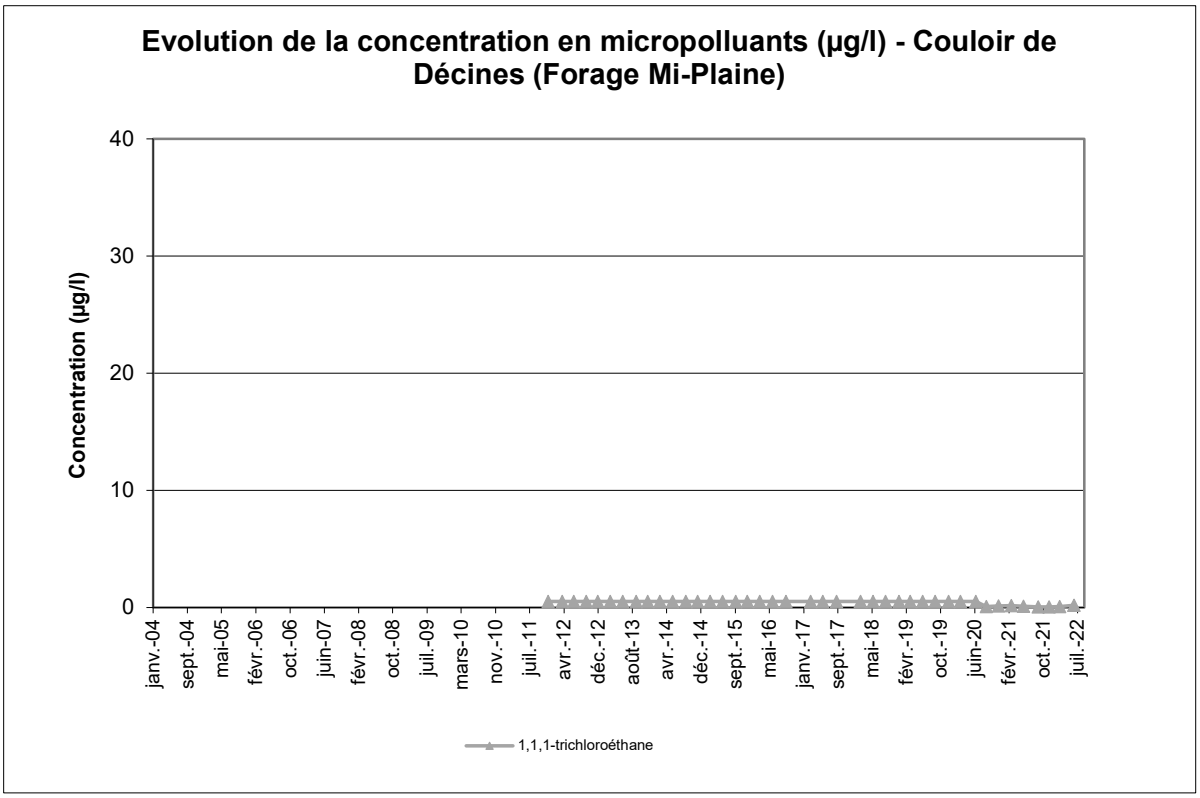

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir de Meyzieu (Azieu Saint Ex P1)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
Trichloroéthylène
Chlorométhane
1,1,1-trichloroéthane
Cis 1,2-dichloroéthylène (Z)

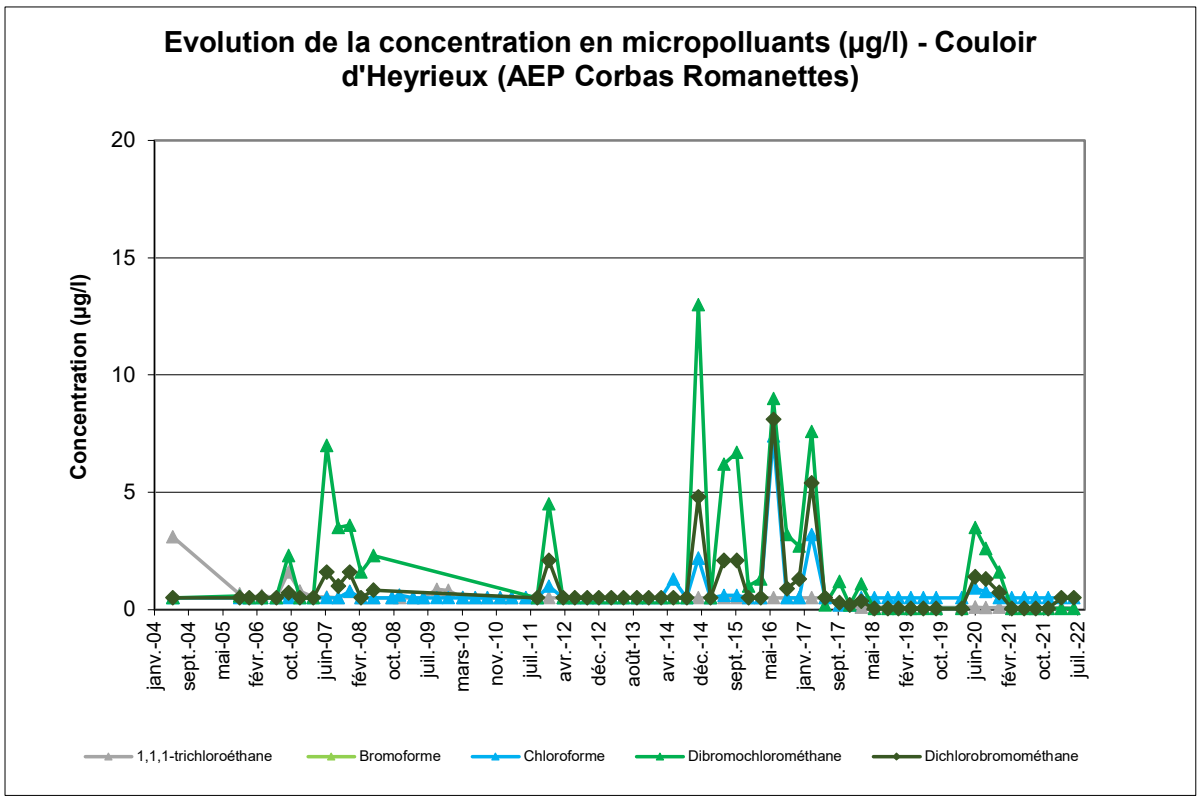

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir de Meyzieu (Piézo amont St Exupéry)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
Tétrachloroéthylène

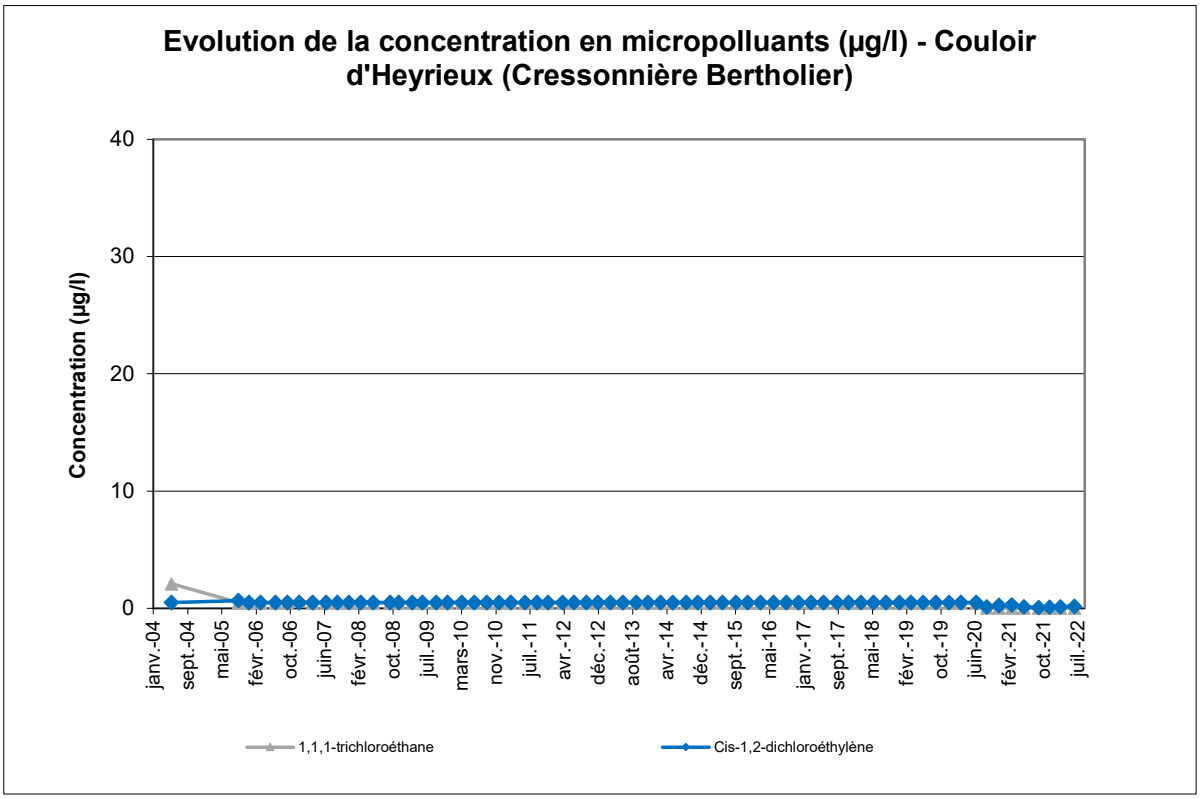

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir de Décines (Archemis)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Cis 1,2-dichloroéthylène (Z)
Somme tri et tétrachloroéthylène
Tétrachloroéthylène
Trichloréthylène

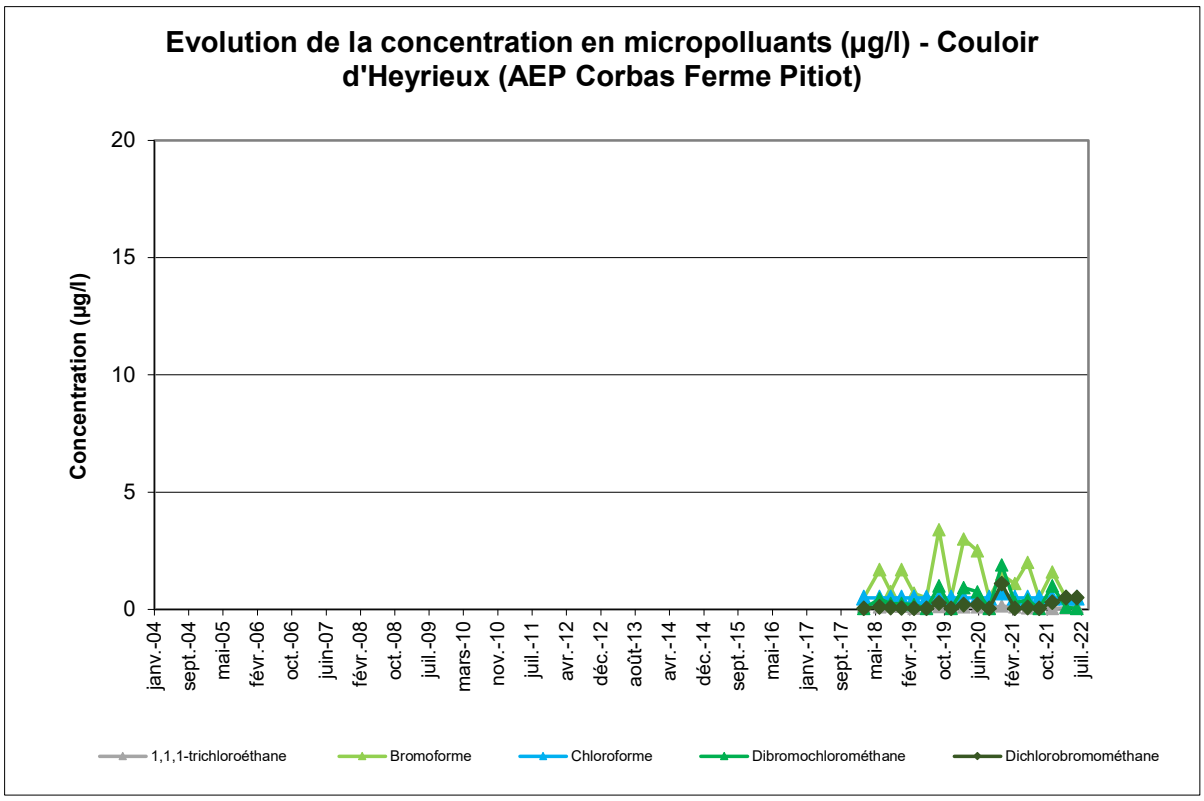

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir de Décines (AEP Chassieu)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Tétrachloroéthylène
Cis 1,2-dichloroéthylène (Z)

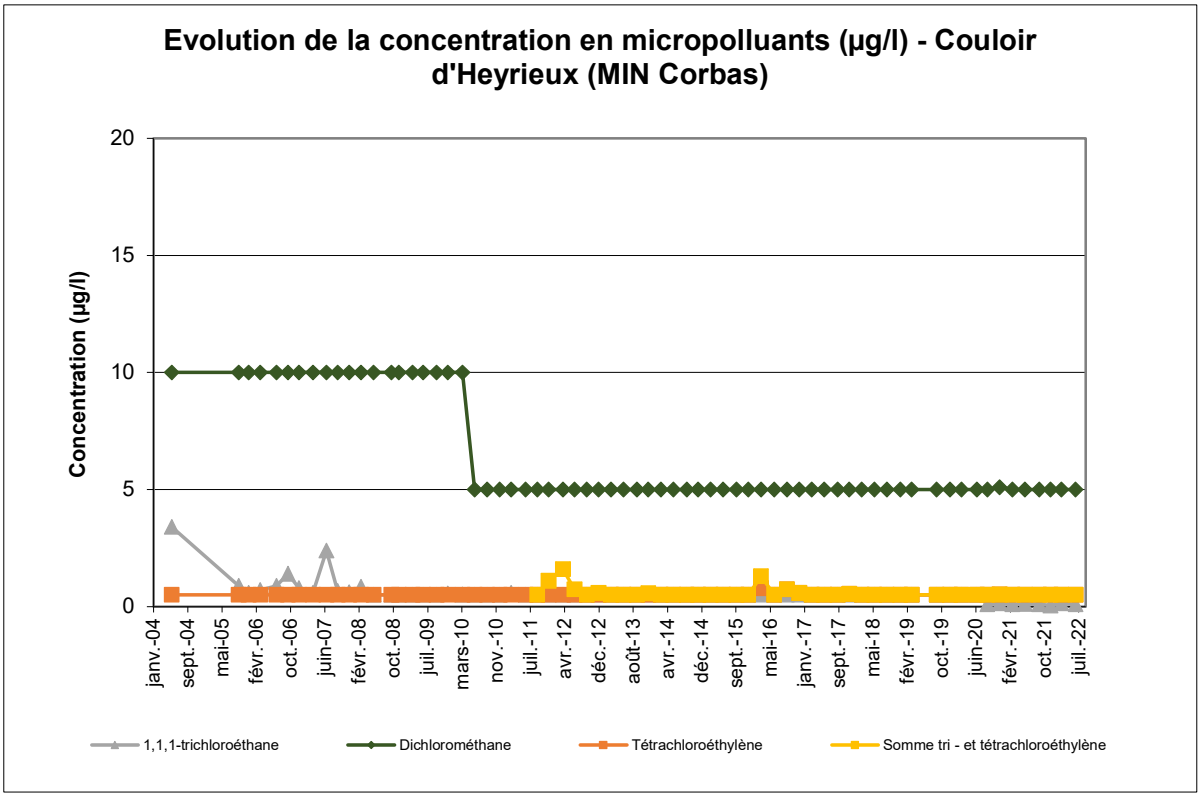

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir de Décines (Golf Chassieu)
Concentration (µg/l)
0
10
20
30
40
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Tétrachloroéthylène
Trichloroéthylène
Cis-1,2-dichloroéthylène

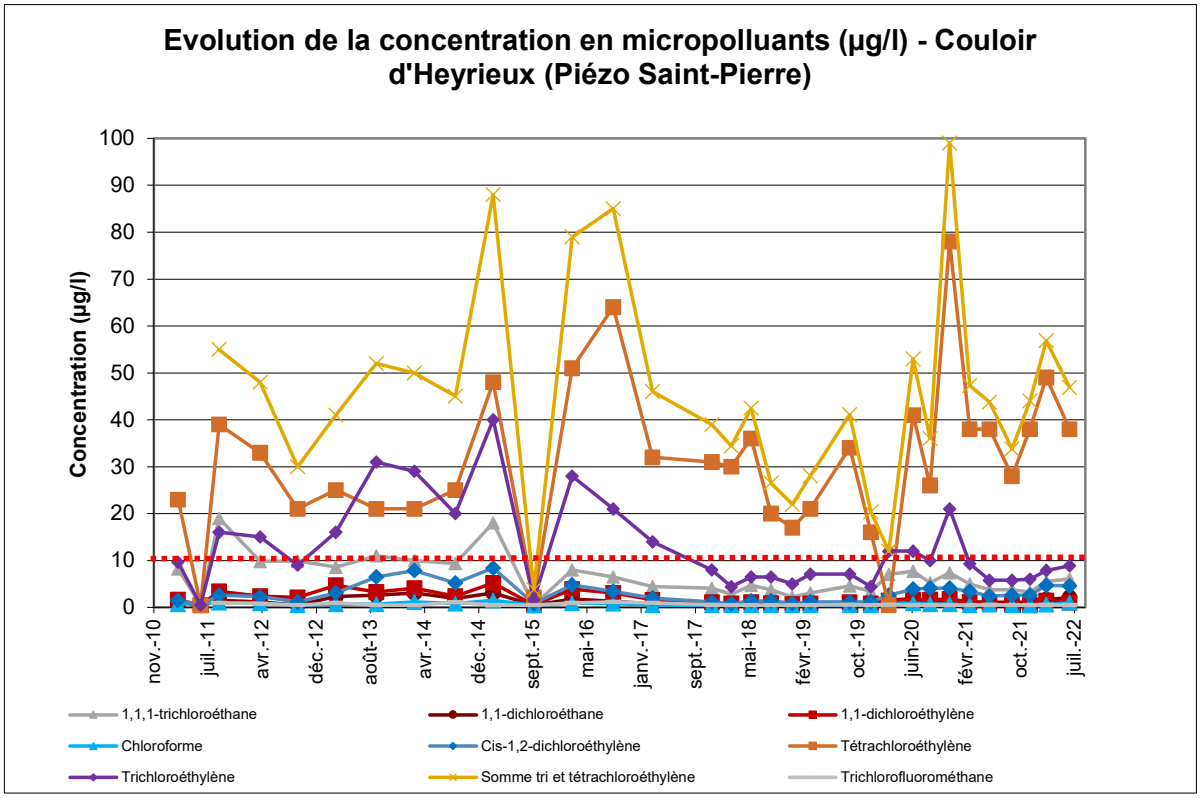

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir de Décines (Forage Mi-Plaine)
Concentration (µg/l)
0
10
20
30
40
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane

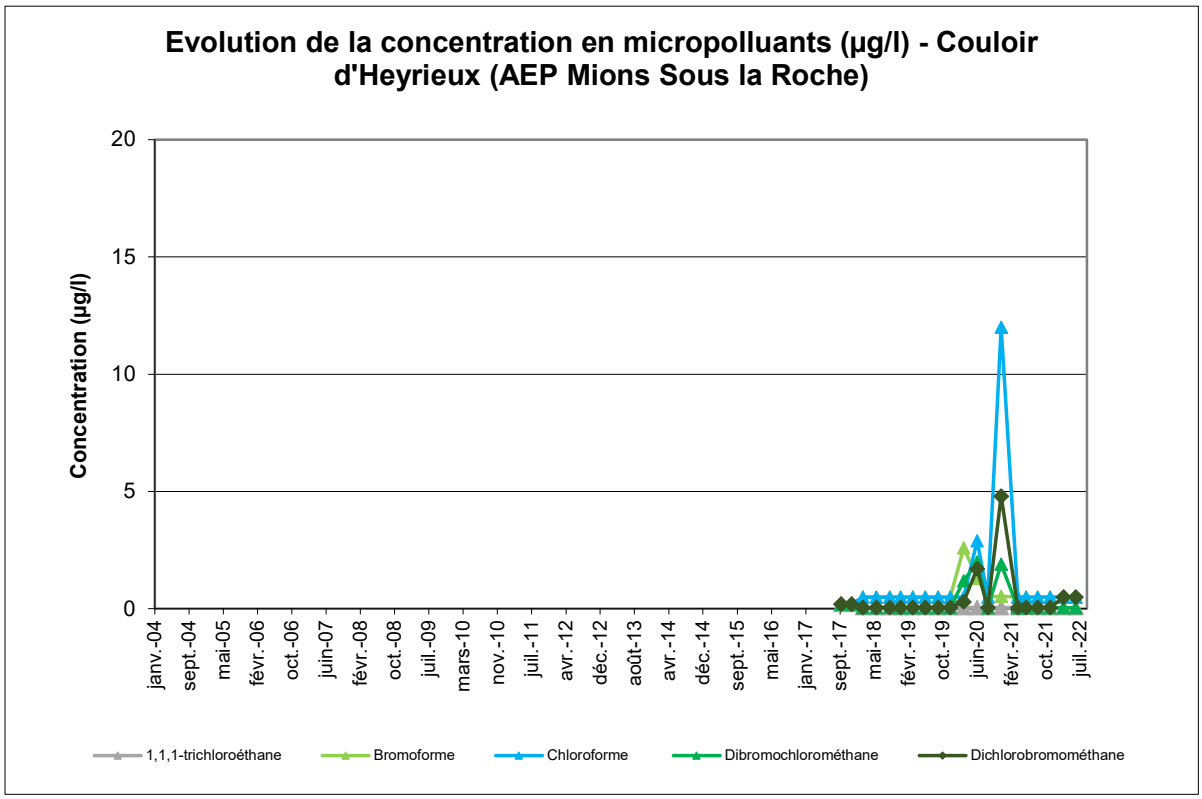

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (AEP Corbas Romanettes)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Bromoforme
Chloroforme
Dibromochlorométhane
Dichlorobromométhane

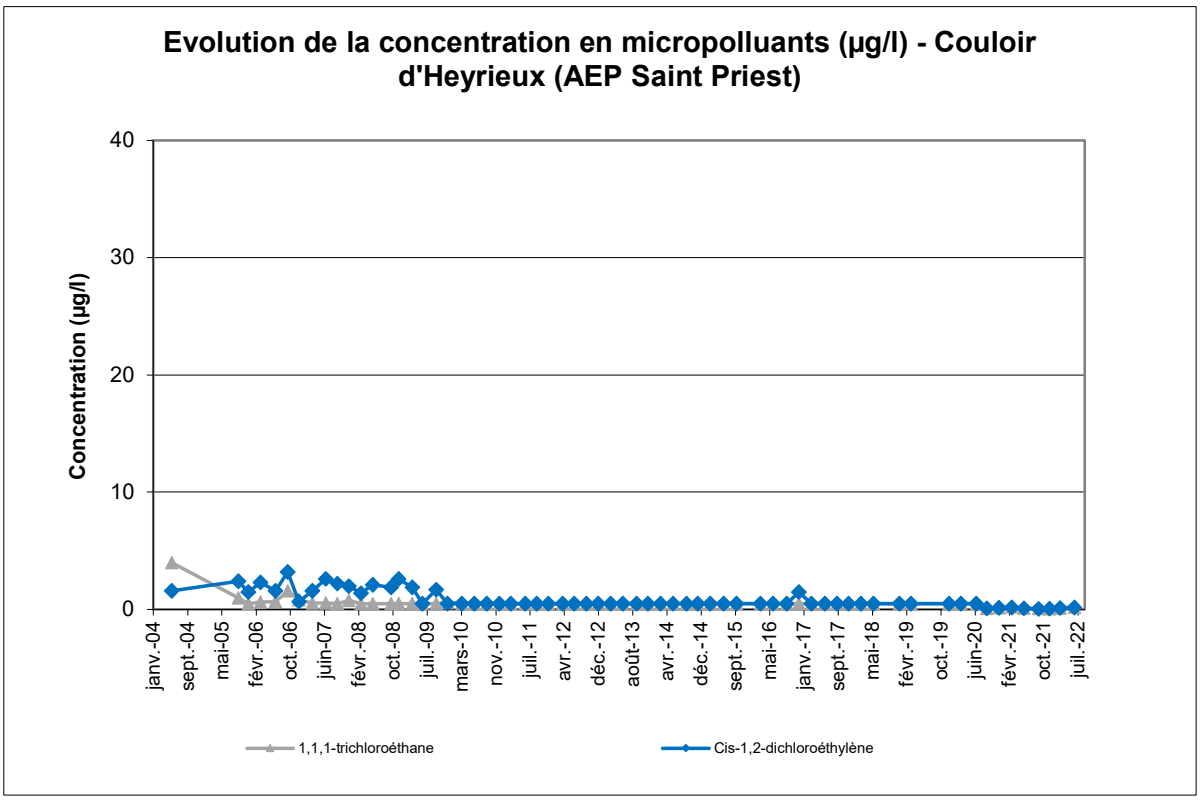

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (Cressonnière Bertholier)
Concentration (µg/l)
40
30
20
10
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Cis-1,2-dichloroéthylène

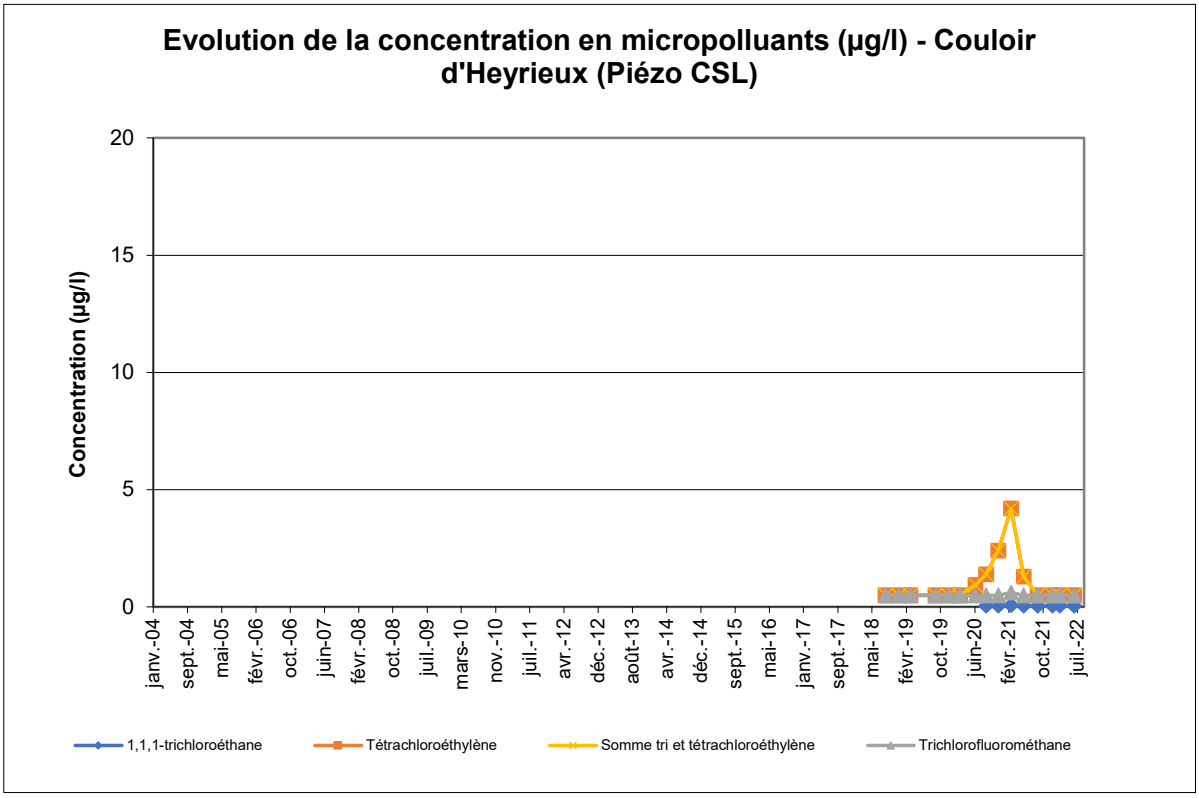

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (AEP Corbas Ferme Pitiot)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Bromoforme
Chloroforme
Dibromochlorométhane
Dichlorobromométhane

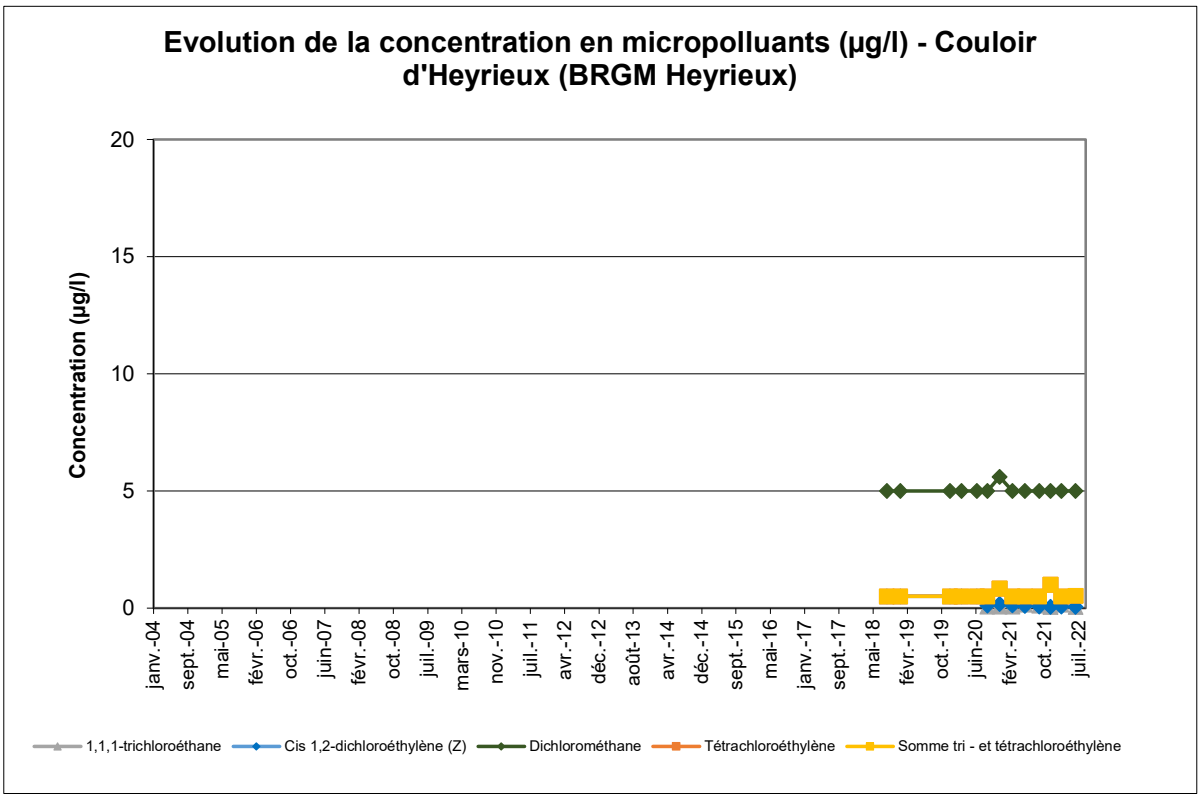

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (MIN Corbas)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Dichlorométhane
Tétrachloroéthylène
Somme tri - et tétrachloroéthylène

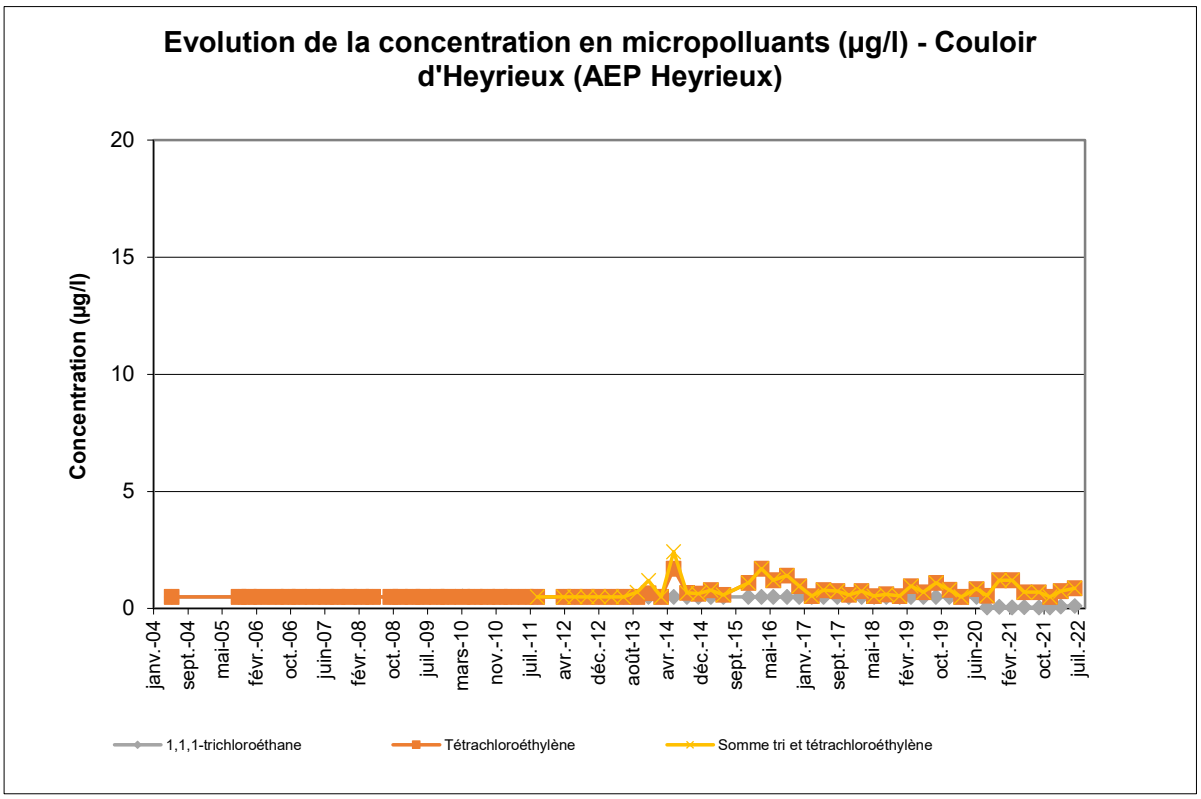

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (Piézo Saint-Pierre)
Concentration (µg/l)
100
90
80
70
60
50
40
30
20
10
0
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
1,1-dichloroéthane
1,1-dichloroéthylène
Chloroforme
Cis-1,2-dichloroéthylène
Tétrachloroéthylène
Trichloroéthylène
Somme tri et tétrachloroéthylène
Trichlorofluorométhane

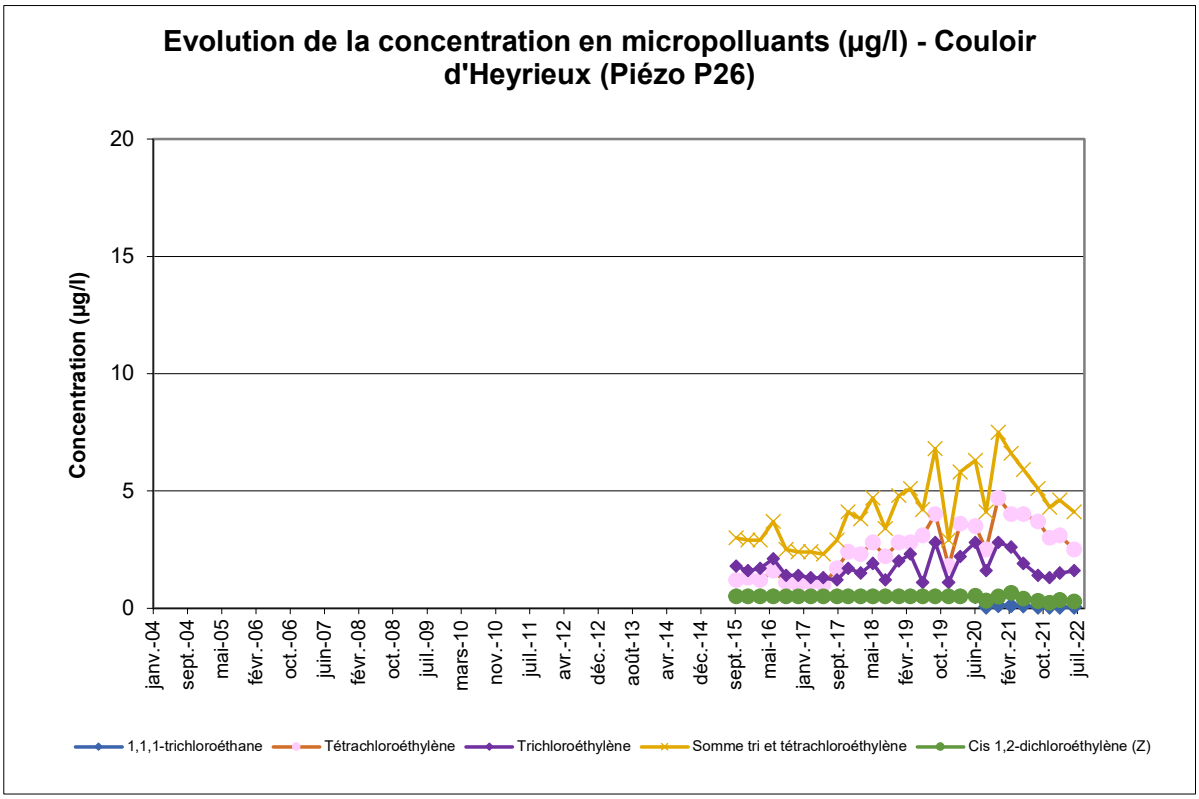

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (AEP Mions Sous la Roche)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Bromoforme
Chloroforme
Dibromochlorométhane
Dichlorobromométhane


Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (AEP Saint Priest)
Concentration (µg/l)
40
30
20
10
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Cis-1,2-dichloroéthylène

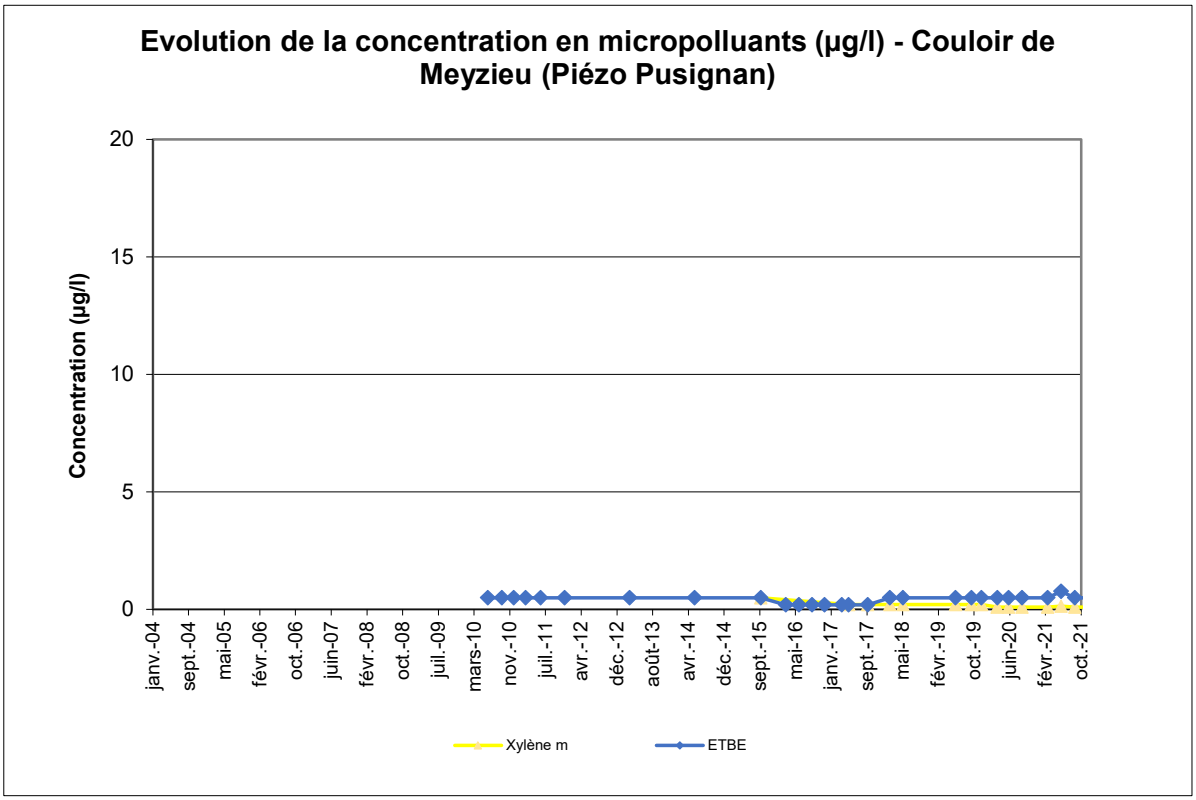

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (Piézo CSL)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Tétrachloroéthylène
Somme tri et tétrachloroéthylène
Trichlorofluorométhane

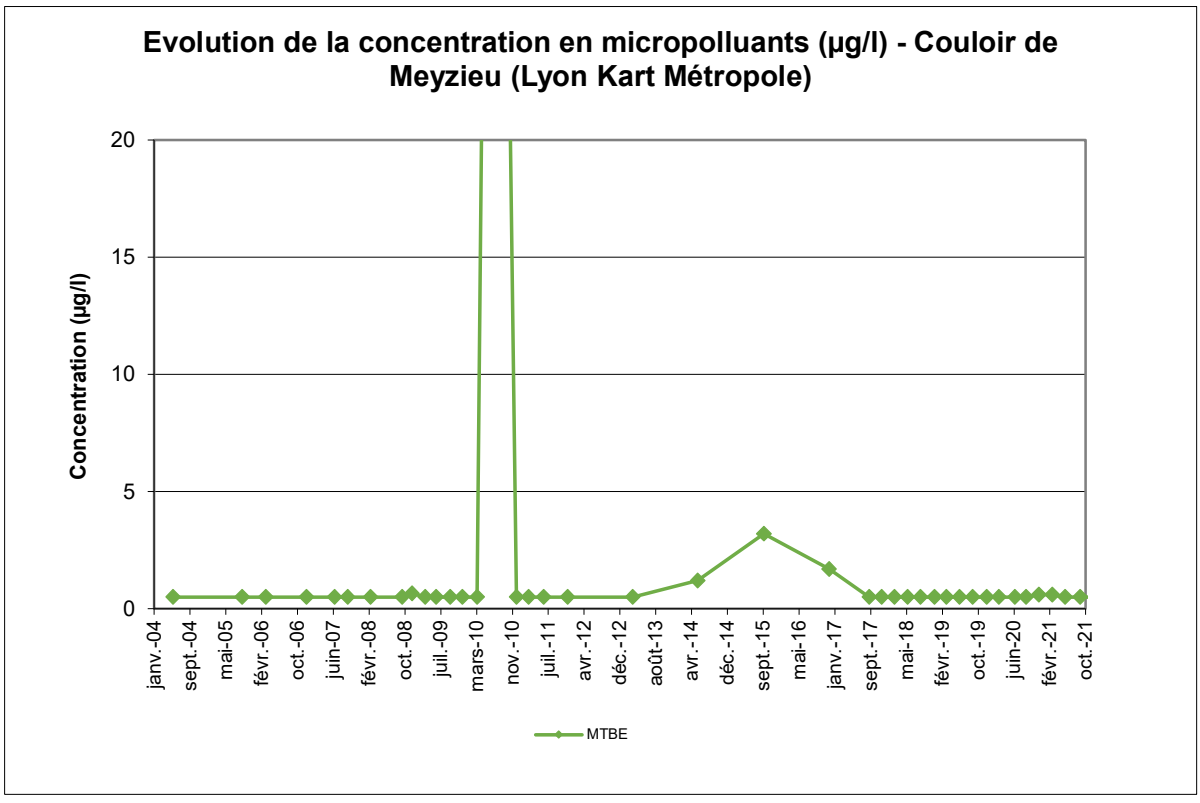

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (BRGM Heyrieux)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Cis 1,2-dichloroéthylène (Z)
Dichlorométhane
Tétrachloroéthylène
Somme tri - et tétrachloroéthylène

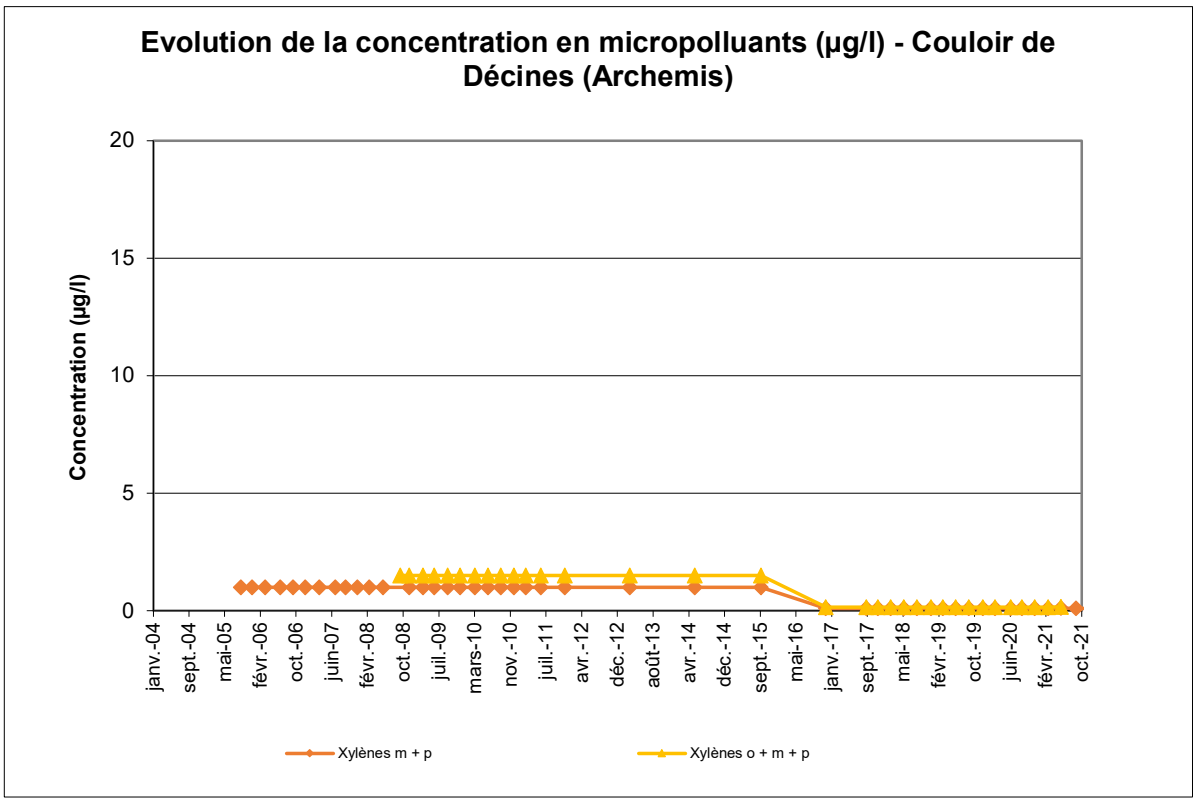

Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (AEP Heyrieux)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Tétrachloroéthylène
Somme tri et tétrachloroéthylène


Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir d'Heyrieux (Piézo P26)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
juil.-22
1,1,1-trichloroéthane
Tétrachloroéthylène
Trichloroéthylène
Somme tri et tétrachloroéthylène
Cis 1,2-dichloroéthylène (Z)

MICROPOLLUANTS (DERIVES DU BENZENE)






Evolution de la concentration en micropolluants (µg/l) - Couloir de Décines (Archemis)
Concentration (µg/l)
20
15
10
5
0
janv.-04
sept.-04
mai-05
févr.-06
oct.-06
juin-07
févr.-08
oct.-08
juil.-09
mars-10
nov.-10
juil.-11
avr.-12
déc.-12
août-13
avr.-14
déc.-14
sept.-15
mai-16
janv.-17
sept.-17
mai-18
févr.-19
oct.-19
juin-20
févr.-21
oct.-21
Xylènes m + p
Xylènes o + m + p

MICROPOLLUANTS (QUANTIFICATION)

	Alluvions du Rhône					Couloir Meyzieu						Couloir Décines				Couloir Heyrieux												Molasse		
	06987F0130/P1	06987J0105/PZ	06988B0223/N.2	06988X0217/P	06995X0274/P	06988X0218/F	06995C0266/F	06995X0137/P2	06995X0314/PZ	07231X0264/F	07231X0265/P	06987X0273/P	06988X0047/S	06988X0215/P	07224X0226/F	07223C0089/S	07223C0107/F5	07223X0044/S	07223X0069/S	07223X0132/P	07224D0167/F	07224X0015/F3	07224X0141/F	07224X0142/P	07231X0017/P	BSS003SQHM/X	07224X0106/S	07224X0173/P3	07223X0134/P	07224A0145/S1	
Molécules	Nourrice Charmy	Quartier St Jean	AEP Meyzieu Garenne	AEP Décines	AEP Jonage	Orangina	AEP Azieu	Azieu Saint Ex P1	Piézo Pusignan	Lyon Kart Métropole	Piézo amont Saint Exupéry	Archemis	AEP Chassieu (Ch. Afrique)	Golf Chassieu	Forage Mi-Plaine	AEP Corbas Romanettes	Cressonnière Bertholier	AEP Marennes	AEP Corbas (Ferme Pitiot)	MIN Corbas	Piézo Saint-Pierre	AEP Mions Sous la Roche	Jean Lefebvre	AEP Saint-Priest	AEP Heyrieux	Piézo P26	BRGM Heyrieux	Piézo CSL	Mérial	Bonduelle	Total
Trichloréthane-1,1,1	0	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	4	4	4	2	3	2	0	3	3	4	0	0	4	2	1	2	0	0	0	15
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Dichloroéthène-1,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Acide perfluoro-octanoïque (PFOA)	4	3	0	4	4	4	4	4	4	0	4	4	4	4	4	4	4	0	4	4	4	4	4	4	3	4	4	0	0	4	25
Acide perfluoro-n-heptanoïque (PFHpA)	1	3	0	3	0	4	0	4	4	0	1	4	4	4	3	4	4	0	4	4	4	0	4	3	0	4	4	0	0	0	20
Perfluorohexanesulfonic acid (PFHS)	2	3	0	0	0	4	0	4	4	0	0	4	4	4	3	4	3	0	4	4	4	0	4	0	4	3	4	0	0	0	18
Acide perfluoro-n-hexanoïque (PFHxA)	2	3	0	0	0	4	0	4	4	0	3	4	4	4	3	4	4	0	4	4	4	4	4	1	0	4	4	0	0	0	20
Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS)	2	3	0	3	3	2	0	2	4	0	0	3	3	4	3	2	3	0	2	3	3	2	3	3	0	3	3	2	0	0	22
Benzotriazole	0	0	0	0	0	2	0	2	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	3	0	0	0	7
Bisphenol A	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Bromoforme	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	4
Chloroforme	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Dibromochlorométhane	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	5
Dichlorobromométhane	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	4	0	0	4	0	0	0	4	0	0	3	0	4	2	0	0	0	7
Dichlorométhane	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Di(2-ethylhexyl)phtalate (DEHP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	4
Ethyl tert-butyl ether	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Perfluorohexanesulfonic acid (PFHS)	2	3	0	0	0	4	0	4	4	0	0	4	4	4	3	4	3	0	4	4	4	0	4	0	4	3	4	0	0	0	18
Sec-butylbenzène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Somme des trihalomethanes	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	4
Somme du tetrachloroéthylène et du trichloroéthylène	0	3	0	4	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1	0	3	4	2	0	0	0	8
Tétrachloréthylène (perchloréthylène)	1	3	0	4	0	0	0	0	0	0	3	4	3	4	0	0	0	0	0	0	4	0	1	0	3	4	2	0	0	0	12
Tolyltriazole	3	0	0	1	0	4	0	4	2	0	0	4	2	4	2	4	3	0	4	4	4	0	0	0	0	4	3	0	0	0	16
Trichloréthylène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	4	0	0	0	0	3
Trichlorofluorométhane	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Xylène-méta	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Total	8	9	0	6	7	10	1	9	9	1	4	12	10	14	9	8	9	5	12	8	18	3	8	9	6	12	13	3	0	3	

MICROPOLLUANTS (DEPASSEMENTS)

	Alluvions du Rhône					Couloir Meyzieu						Couloir Décines				Couloir Heyrieux											Molasse		
	06987F0130/P1	06987J0105/PZ	06988B0223/N.2	06988X0217/P	06995X0274/P	06988X0218/F	06995C0266/F	06995X0137/P2	06995X0314/PZ	07231X0264/F	07231X0265/P	06987X0273/P	06988X0047/S	06988X0215/P	07224X0226/F	07223C0089/S	07223C0107/F5	07223X0044/S	07223X0069/S	07223X0132/P	07224D0167/F	07224X0015/F3	07224X0141/F	07224X0142/P	07231X0017/P	BSS003SQHM/X	07224X0106/S	07224X0173/P3	07223X0134/P	07224A0145/S1	
Molécules	Nourrice Charmy	Quartier St Jean	AEP Meyzieu Garenne	AEP Décines	AEP Jonage	Orangina	AEP Azieu	Azieu Saint Ex P1	Piézo Pusignan	Lyon Kart Métropole	Piézo amont Saint Exupéry	Archemis	AEP Chassieu (Ch. Afrique)	Golf Chassieu	Forage Mi-Plaine	AEP Corbas Romanettes	Cressonnière Bertholier	AEP Marennes	AEP Corbas (Ferme Pitiot)	MIN Corbas	Piézo Saint-Pierre	AEP Mions Sous la Roche	Jean Lefebvre	AEP Saint-Priest	AEP Heyrieux	Piézo P26	BRGM Heyrieux	Piézo CSL	Mérial	Bonduelle	Total
Dibromochlorométhane	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Somme du tetrachloroéthylène et du trichloroéthylène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Tétrachloréthylène (perchloréthylène)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

Étude Heyrieux amont – Phase 2

COMPTE-RENDU
Réunion de travail concertation
Carrières et post-carrières
du 8 février 2024 15h-18h

Étude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP future de Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

ORDRE DU JOUR :

15h-15h15 : Introduction et tour de table
15h15-16h : Partage de la problématique :
- *Etude en cours : Zones de sauvegarde (ZSE / ZSNEA)*
- *Etat des lieux hydrogéologique, qualité, vulnérabilité de la nappe*
- *Occupation locale des sols*
- *Notion de risques*

16h-16h35 : Retours d'expérience des participants sur ces activités : écoute croisée sur leur pertinence, les points d'amélioration, les bonnes pratiques
16h35-17h45 : Travail sur les prescriptions à retenir et travailler pour la suite
- *(Exploitation)*
- *Remblaiement*
- *Activités post-carrières*

17h45-18h : Clôture et perspectives

PRÉSENTS

Emmanuel GIRAUD	CCEL, Directeur aménagement et développement
Perrine DEMOULE BARIAL	CCEL, Chargée de mission foncier, aménagement et planification
Christophe FEINT	Représentant UNICEM
Dominique DELORME	Représentant UNICEM
Tiphaine GOMBAULT	Chambre d'agriculture du Rhône, Conseillère foncier urbanisme
Mathieu CHAMPAULT	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Mélanie CAPÉRAN	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Adrien GARIOUD	GINGER BURGEAP
Aurélia NOUVEL	IDDEST

PIÈCES JOINTES :

- Présentation support de la réunion
- Annexe extraite du rapport de suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines du SAGE de l'Est lyonnais (campagnes 2021 à 2022)

Dans ce compte rendu, le terme « les participants » désigne les présents hors représentants du SAGE et prestataires (Ginger Burgeap et IDDEST).

1. Déroulement de la réunion

Après un tour de table, la réunion s'est déroulée selon l'ordre du jour proposé.
La présentation jointe a servi de support aux discussions.

2. Remarques formulées concernant le remblaiement et les activités post-carrières sur le territoire du SAGE Est lyonnais

Points d'attention des participants :

Impact des carrières sur la nappe :

- Règlementairement il n'est pas possible d'implanter un captage au droit d'une ancienne carrière.
- Les carrières sont en place depuis 1992, on dispose donc d'un bon recul sur leur impact réel sur la nappe et les captages.

Remblaiement des carrières :

- La Métropole a besoin de matériaux mais aussi de sites d'accueil de déblais. Les sites d'accueil sont les derniers maillons de la chaine. Si l'exigence de qualité augmente en bout de chaine, il faut répercuter les contrôles tout au long de la filière amont. Il faut rajouter des règles au niveau des PLUIH notamment, pour que ceux qui conçoivent puis réalisent des aménagements prennent en compte les contraintes in fine.
- Augmenter le niveau d'exigence, et donc le nombre de contrôles, a un coût : qui paierait ?
- Aujourd'hui ne sont autorisés en remblaiement que des matériaux inertes.
- Les pratiques et les niveaux d'exigence ont évolué depuis les premiers sites de stockage.
- Pour une année d'extraction, il faut compter 3 années de remblaiement. N'arrive sur ces sites que ce qui ne peut pas être recyclé. Arrivent surtout des matériaux argilo-graveleux. Les bétons par exemple sont concassés et revalorisés de façon systématique. Les matériaux de remblaiement ont tendance à diminuer les temps de transfert à la nappe (diminution de la perméabilité) ce qui est plutôt favorable à sa protection.
- Le niveau de remblaiement correspond à la volonté de l'ensemble des parties prenantes : propriétaire, exploitant et territoire.
- Quand l'exploitation carrières est finie, le carrier n'est plus présent, sauf si dans son arrêté préfectoral il a un devoir de suivi, écologique notamment. Le suivi de la nappe par les exploitants s'arrête normalement avec l'exploitation. Les ouvrages de suivi doivent être démantelés à la cessation d'activité.
- La CCEL a identifié un enjeu concernant une qualité non conforme des remblais sur certains sites situés plutôt hors zones de sauvegarde.

Retour des parcelles à l'agriculture :

- Les agriculteurs font leurs choix de pratiques individuellement. Aujourd'hui, la filière bio est en difficulté avec peu de débouchés possibles. Les prescriptions doivent permettre une agriculture viable économiquement.

Autres remarques des participants :

Installation de zones d'activités en post-carrières :

- Les règles de remblaiement sont liées historiquement au fait que le secteur des Portes du Dauphiné avait été ciblé comme future zone d'activités par le SCOT et la Directive territoriale d'aménagement (DTA). Il avait donc été demandé de remblayer sur la totalité de la zone, ce qui n'était pas prévu initialement par les carriers.

- Il était prévu à la Directive territoriale d'aménagement une zone d'aménagement de 300 ha au Nord de Saint Pierre de Chandieu mais ce n'est plus ce qui est envisagé aujourd'hui et cette directive n'est plus opposable. Aujourd'hui, d'autres éléments sont pris en compte comme la loi Climat et Résilience ainsi que le SCOT (corridor vert). Trois phases d'aménagement s'envisageraient, à des échéances différentes. La première concernerait une zone de 40 ha, située juste en amont du captage de Saint-Priest (secteur « Romero », cf. carte en fin de compte-rendu). Le projet et les vocations pour cette zone se précisent pour entrer prochainement en phase opérationnelle. Cette zone serait notamment dynamisée par la réouverture de la gare au trafic voyageurs avec une vocation plutôt tertiaire. L'idée de créer une plateforme logistique a été abandonnée par les élus car générant potentiellement trop de trafic routier supplémentaire. Les réflexions actuelles tournent autour de l'articulation de ce projet avec la ZAN, les réflexions portent sur : ce projet concernerait-il l'enveloppe locale ou régionale ? A noter que ces 40 ha sont actuellement classés en zone agricole au PLU mais qu'une révision est en cours. Des discussions sont actuellement en cours pour trancher sur le classement de ce site.
- En lien avec des ambitions de sobriété foncière et une augmentation de la densité du bâti, une réflexion est menée pour créer des zones comprenant des bâtiments à étage.

Retour des parcelles à l'agriculture :

- L'attente de la chambre d'agriculture est qu'il n'y ait pas de perte de surface agricole entre l'avant carrière et l'après carrière.
- Aujourd'hui, dans les conventions entre carriers et agriculteurs, il est prévu une reprise en exploitation selon les critères HVE-3 (pour des raisons de compensation environnementale) mais ces conventions n'ont pas de portée juridique incontournable.
- Le critère HVE 2 et 3 pour les parcelles retournées à l'agriculture avait été demandé principalement en lien avec l'enjeu biodiversité, et non la protection de la ressource. Si le HVE 3 est mis en place, l'exigence sur la compensation environnementale est abaissée.
- Pour l'instant il y a eu très peu de parcelles remises en agricole. La restitution se fera de manière exponentielle, sans doute à partir de 2030, car aujourd'hui il existe des ilots restituables mais au milieu de zones encore en exploitation.
- C'est souvent l'exploitant agricole initial qui reprend l'exploitation post-carrière.

Suggestion de mesures par les participants :

Remblaiement des carrières :

- Du point de vue des aménageurs, le remblaiement systématique pourrait être réinterrogé. Des aménagements peuvent s'envisager aussi en fond de fouille ou sur terrains partiellement remblayés. Cela permettrait de raccourcir les délais de réaménagement.
- Associer le SAGE aux réunions annuelles entre UNICEM, CA, SMHAR, LPO… où il est question de l'avancement du plan de phasage des carriers permettrait sans doute plus d'anticipation et de se positionner si besoin d'échanger avec les futurs exploitants agricoles.
- Les règles mises en place dans les périmètres de protection de captages ont fait leurs preuves, il faut s'en inspirer.
- Mettre les acteurs du BTP autour de la table, élargir le groupe de travail et les parties prenantes associées semblerait utile. A noter un enjeu à ne pas freiner encore les flux.
- Une étude d'impact du remblaiement est déjà obligatoire dans les périmètres de protection de captage. C'est assez poussé. Quid de réaliser des études globales ?
- Les sites actuels ne sont pas ISDI, ce ne serait donc pas pertinent de proposer un suivi comme pour ces sites ISDI. Mais il pourrait se créer un « kit de suivi SAGE / protection de la ressource en eau » qui reprenne les paramètres à suivre plus précisément dans les secteurs à enjeux pour la nappe.
- Côté carriers, il est exprimé un besoin de plus de soutien de la part des services de l'état pour lutter contre les pratiques illégales.
- Intégrer une exigence de traçabilité des déblais dans les appels d'offres des aménageurs de la Métropole.

Retour des parcelles à l'agriculture :

- Pour encadrer les pratiques agricoles, il existe peu de leviers à part les baux réels environnementaux (BRE) mais il faut acheter les parcelles ou que les propriétaires soient moteurs. Un autre outil existe : les obligations réelles environnementales (ORE). Il pourrait être envisagé de mettre propriétaires et exploitants autour de la table avec le SAGE ou les EPCI. Des négociations pourraient s'engager.

Sujets/questions à réaborder collectivement lors des prochains échanges (non exhaustifs) :

- Actions qui pourraient permettre de limiter les concentrations en sulfate ?
- Positionnement de la chambre d'agriculture sur les BRE et/ou ORE et les prescriptions liées aux pratiques à venir sur ces terrains.

3. Dates des prochaines échéances

Réunion COTECH phase 2 étude Heyrieux amont : Mardi 20 février.

Réunion de concertation thématique post-carrières : lundi 4 mars de 9h30 à 12h30.

Réunion COPIL phase 2 étude Heyrieux amont : Vendredi 12 avril de 14h à 17h.

4. Demandes de précisions complémentaires formulées durant la réunion

1) Zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais :

Les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais figurent sur la carte en fin de compte-rendu.

2) Zone de 40 ha concernée par la 1ère phase d'aménagement des Portes du Dauphiné :

Cette zone est indiquée sur la carte en fin de compte-rendu.

3) Occupations des sols en zones de sauvegarde de priorité 1 :

Une carte en fin de compte-rendu indique l'occupation des sols selon le Corine Land Cover de 2018 sur les zones de sauvegarde de priorité 1 de la nappe de l'Est lyonnais.

Pour les zones de sauvegarde actuellement exploitées (ZSE) de priorité 1, la répartition approximative des surfaces selon les données du Corine Land Cover de 2018 est la suivante :

Occupation des sols en ZSE de priorité 1	Surface en ha	% surface totale ZSE1
Tissu urbain discontinu	279	13.2%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	160	7.6%
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	27	1.3%
Aéroports	20	1.0%
Extraction de matériaux	**80**	**3.8%**
Équipements sportifs et de loisirs	33	1.5%
Surfaces agricoles	1519	71.7%
Total	2119	

Pour les zones de sauvegarde non exploitées actuellement (ZSNEA) de priorité 1, la répartition approximative des surfaces selon les données du Corine Land Cover de 2018 est la suivante :

Occupation des sols en ZSNEA de priorité 1	Surface en ha	% surface totale ZSNEA1
Tissu urbain discontinu	21	0.7%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	16	0.5%
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	16	0.5%
Extraction de matériaux	**235**	**7.6%**
Équipements sportifs et de loisirs	44	1.4%
Surfaces agricoles	2743	89.2%
Total	3076	

4) Occupation des sols dans les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais :

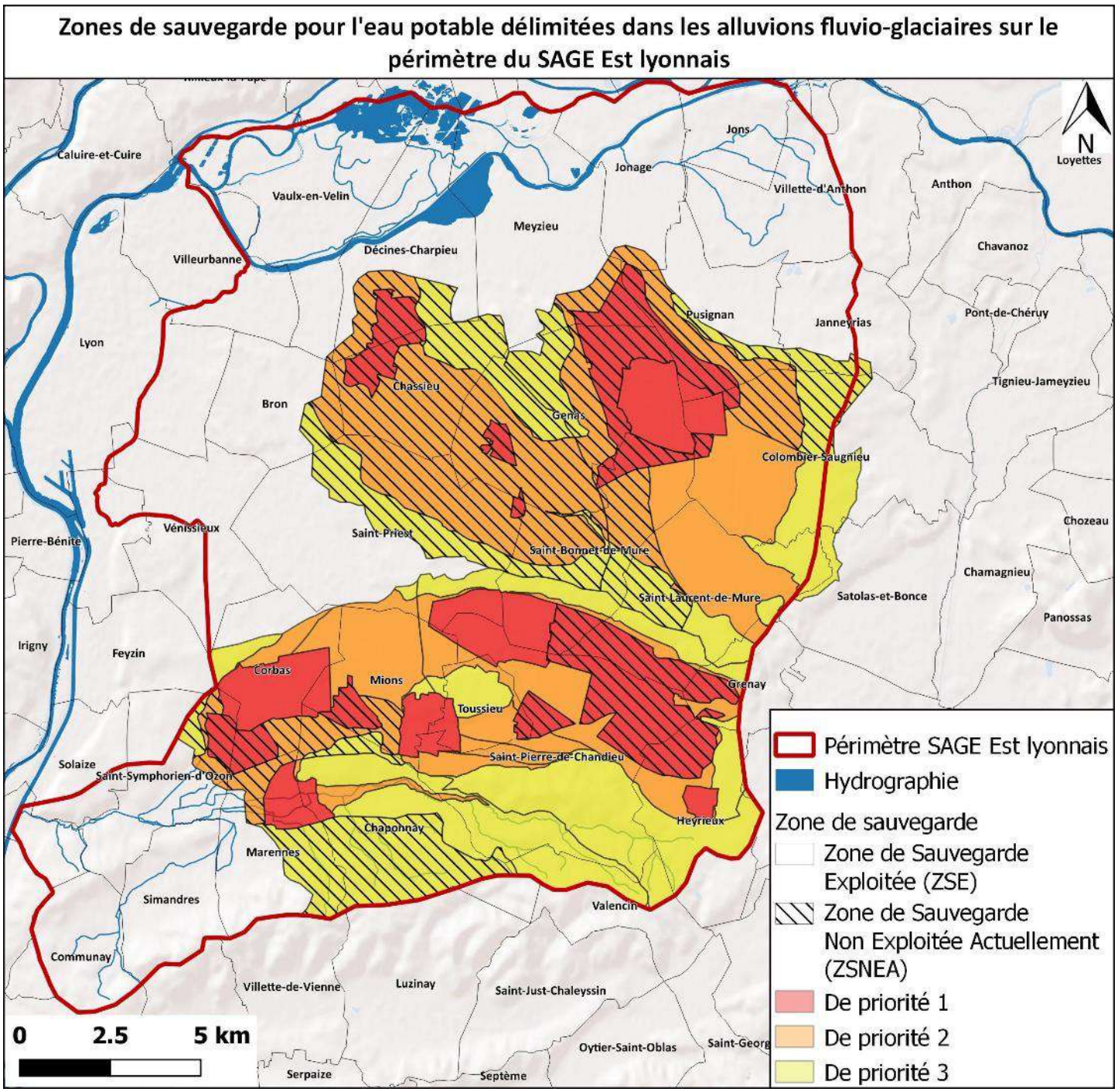
L'occupation des sols selon les données du Corine Land Cover de 2018 dans les différents types de zones de sauvegarde est détaillée dans les tableaux suivants :

Zones de sauvegarde exploitées (ZSE)	ZSE 1		ZSE 2		ZSE 3	
Occupation des sols	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale
Tissu urbain discontinu	279	13.2%	589	15.0%	581	13.7%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	160	7.6%	649	16.5%	60	1.4%
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	27	1.3%	121	3.1%	20	0.5%
Aéroports	20	1.0%	487	12.4%	97	2.3%
Extraction de matériaux	**80**	**3.8%**	**156**	**4.0%**	**0**	**0.0%**
Équipements sportifs et de loisirs	33	1.5%	47	1.2%	0	0.0%
Surfaces agricoles	1 519	71.7%	1 884	47.9%	3 073	72.3%
Espaces naturels	0	0.0%	4	0.1%	423	9.9%
Total	2 119		3 937		4 253	

Zones de sauvegarde non exploitées actuellement (ZSNEA)	ZSNEA 1		ZSNEA 2		ZSNEA 3	
Occupation des sols	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale
Tissu urbain discontinu	21	0.7%	924	19.4%	1 118	29.5%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	16	0.5%	1 522	31.9%	178	4.7%
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	16	0.5%	13	0.3%	96	2.5%
Aéroports	0	0.0%	365	7.6%	33	0.9%
Extraction de matériaux	**235**	**7.6%**	**0**	**0.0%**	**0**	**0.0%**
Équipements sportifs et de loisirs	44	1.4%	113	2.4%	31	0.8%
Surfaces agricoles	2 743	89.2%	1 830	38.4%	1 990	52.5%
Espaces naturels	0	0.0%	3	0.1%	347	9.2%
Total	3 075		4 769		3 793	

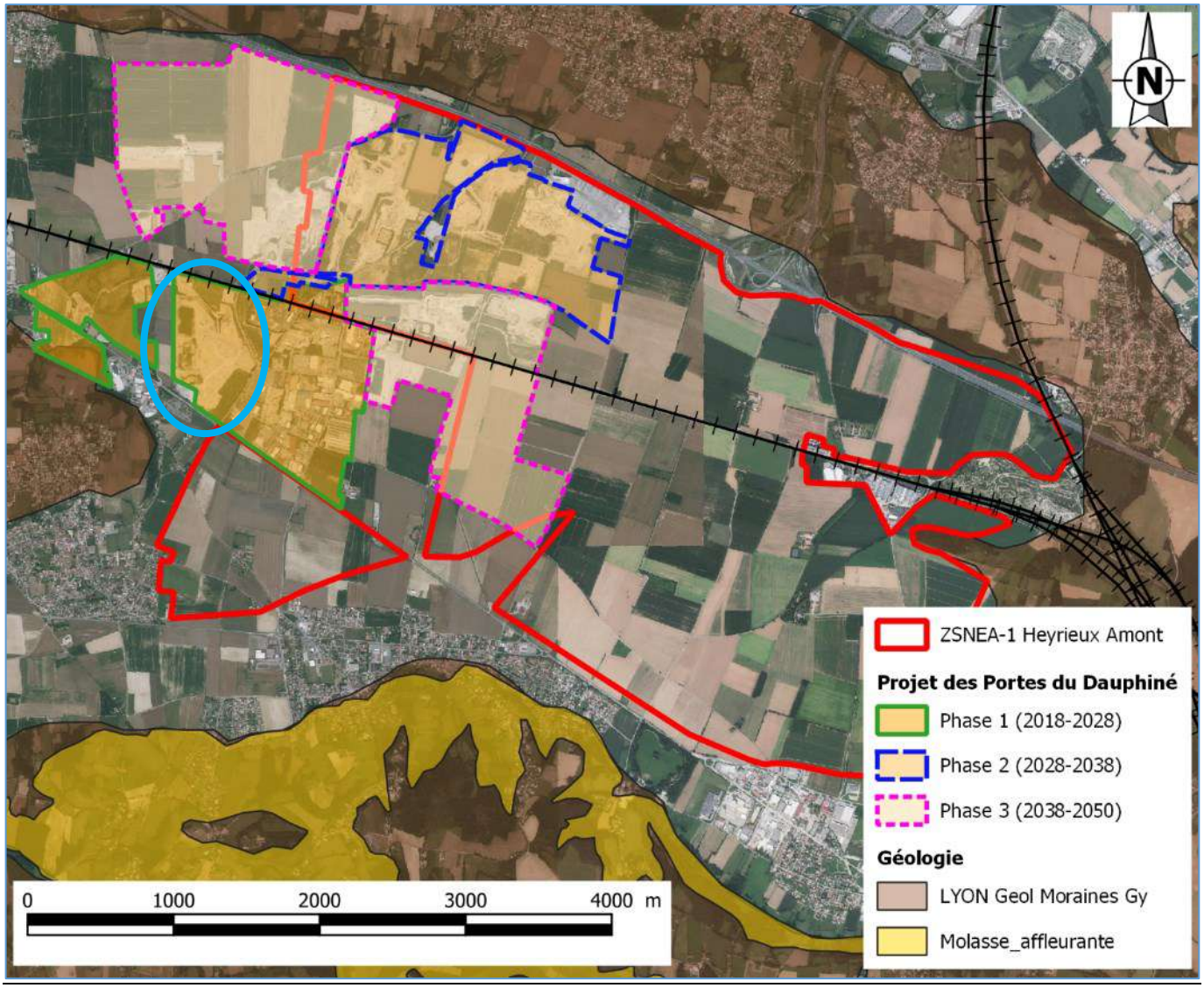
Une carte en fin de rapport permet d'avoir un aperçu de l'occupation des sols sur les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais.

1) **Zones de sauvegarde concernées par les mesures proposées :**

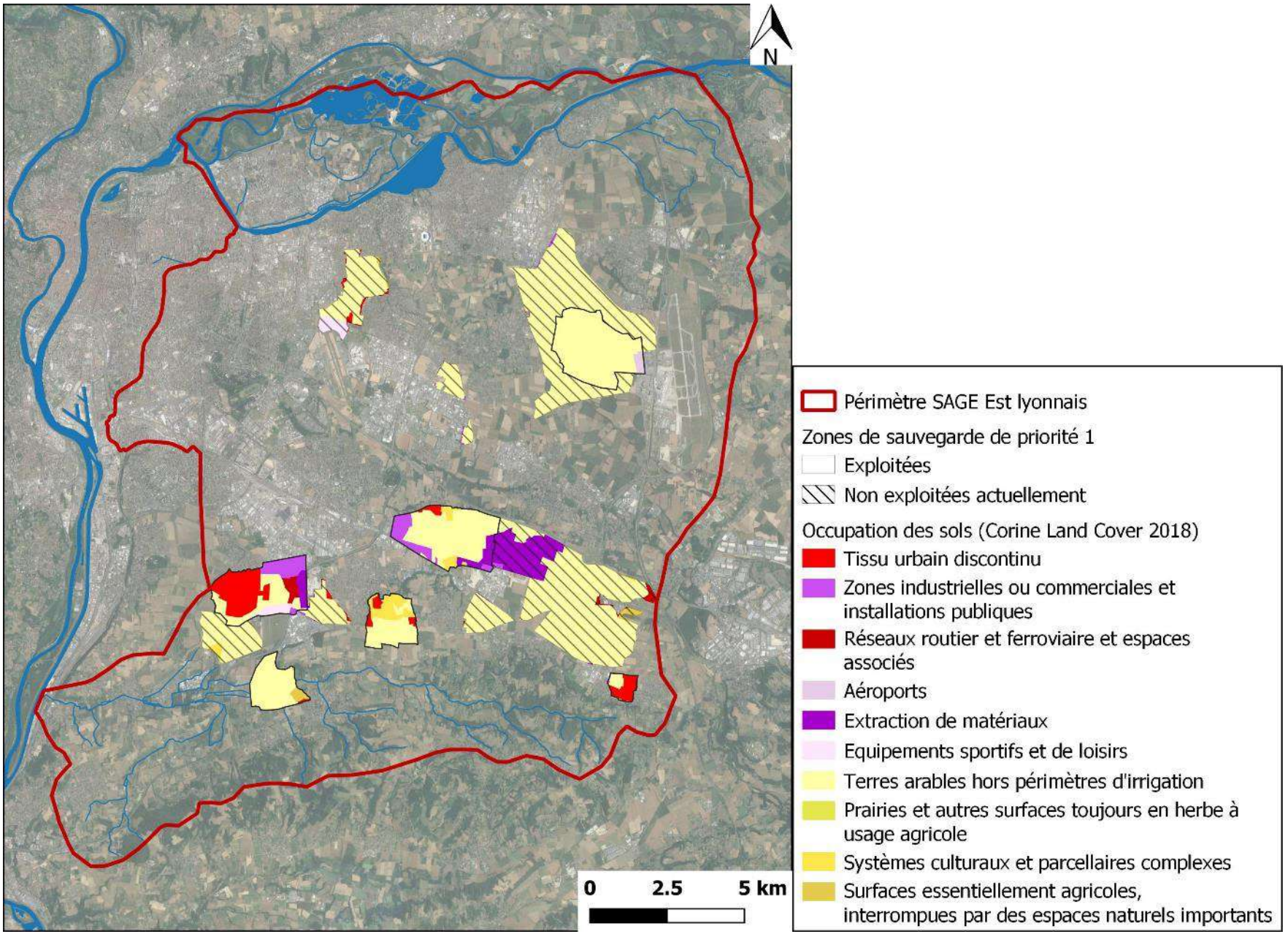


2) Zone de 40 ha concernée par la 1ère phase d'aménagement des Portes du Dauphiné :

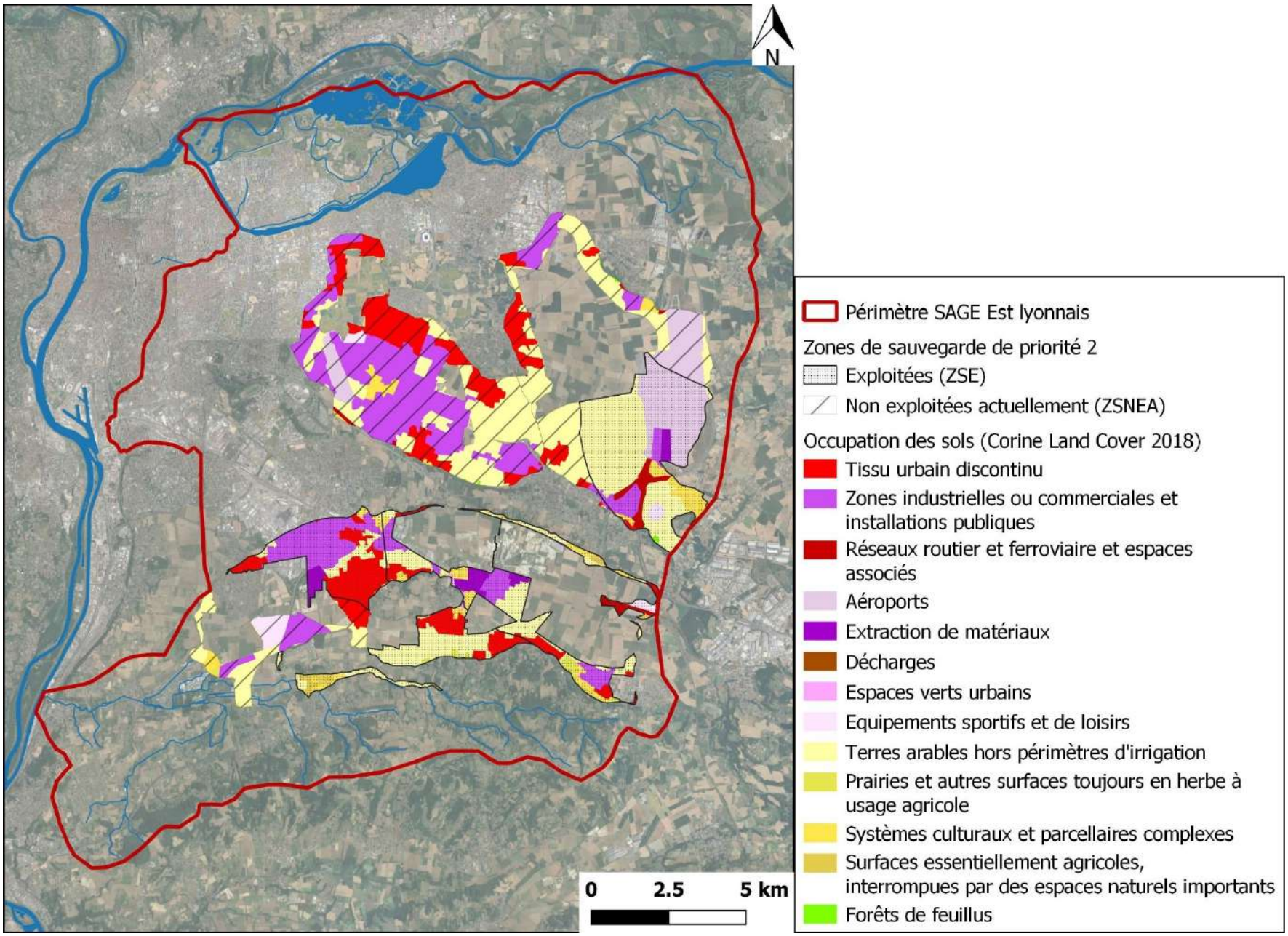
La zone de 40 ha concernée par la 1ère phase d'aménagement des Portes du Dauphiné est entourée en bleu clair.



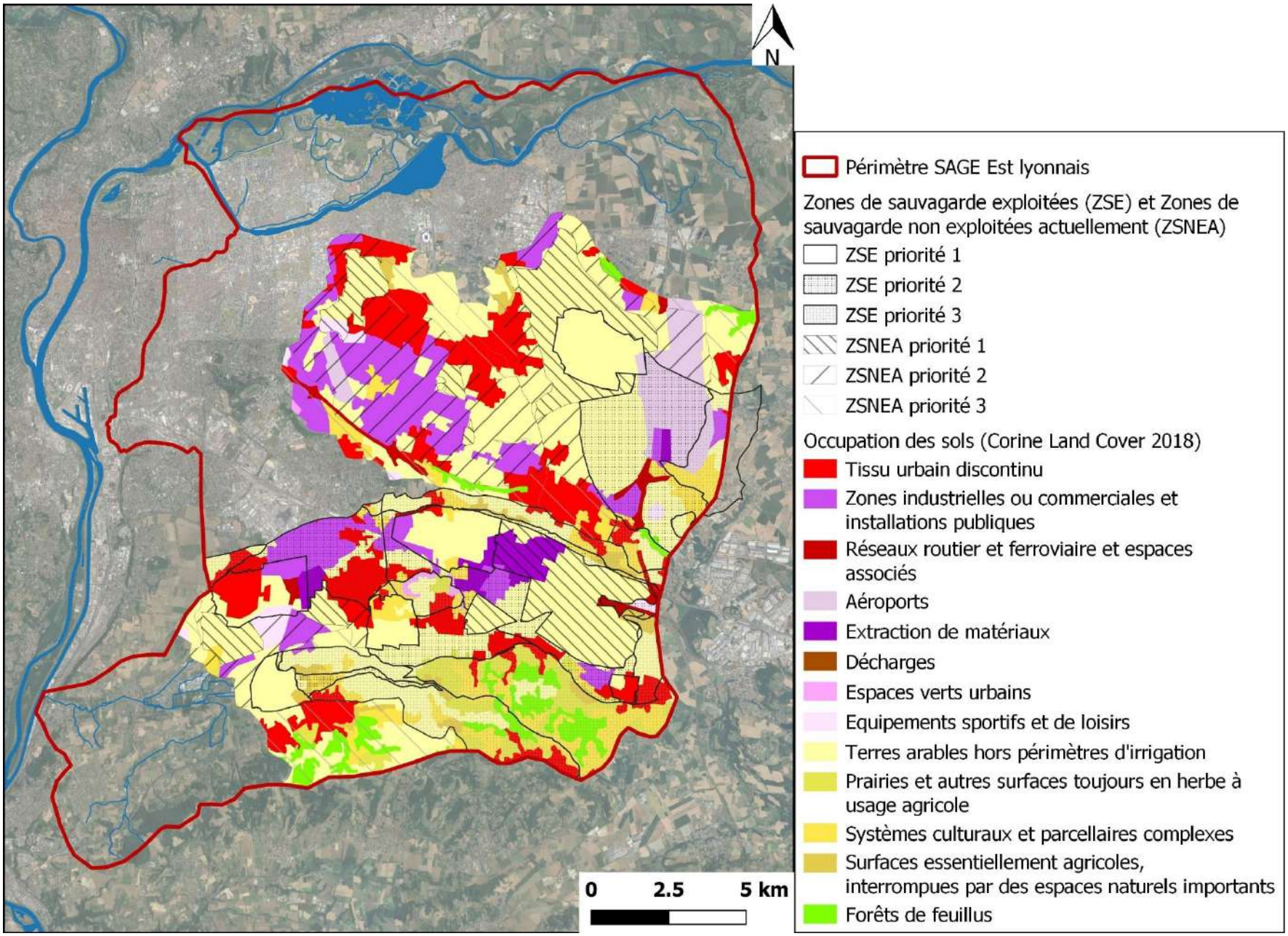
Surfaces concernées par les mesures en zones de sauvegarde de priorité 1 de la nappe de l'Est lyonnais (occupation des sols) :



Surfaces concernées par les mesures en zones de sauvegarde de priorité 2 de la nappe de l'Est lyonnais (occupation des sols) :



Occupation des sols dans les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais :





Provisoire

Provisoire

Étude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP future de Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

Phase 2 – Réunion de travail n°1 – Aménagement post-carrières
08/02/2024

G.ROUSSEAU – A.GARIOUD – GINGER BURGEAP / A.NOUVEL - IDDEST

Objectifs de la réunion

- *Partager le diagnostic et l'état des lieux*
- *Echanger sur les prescriptions associées aux zones de sauvegarde, sur la base du cadre posé par les services de l'état*
- *Formuler, si besoin, des demandes de clarifications au Cotech de l'étude*
- *Identifier, si besoin, des parties prenantes complémentaires à associer à la réunion de concertation de mars*

Déroulé de la réunion

- *15h-15h15* : Introduction et tour de table
- *15h15-16h* : Partage de la problématique :
  - » Etude en cours : Zones de sauvegarde (ZSE / ZSNEA)
  - » Etat des lieux hydrogéologique, qualité, vulnérabilité de la nappe
  - » Occupation locale des sols
  - » Notion de risques
- *16h-16h15* : Pause
- *16h15-16h35* : Retours d'expérience des participants sur ces activités : écoute croisée sur leur pertinence, les points d'amélioration, les bonnes pratiques
- *16h35-17h45* : Travail sur les prescriptions à retenir et travailler pour la suite
  - » (Exploitation)
  - » Remblaiement
  - » Activités post-carrières
- *17h45-18h* : Clôture et perspectives

Tour de table des participants

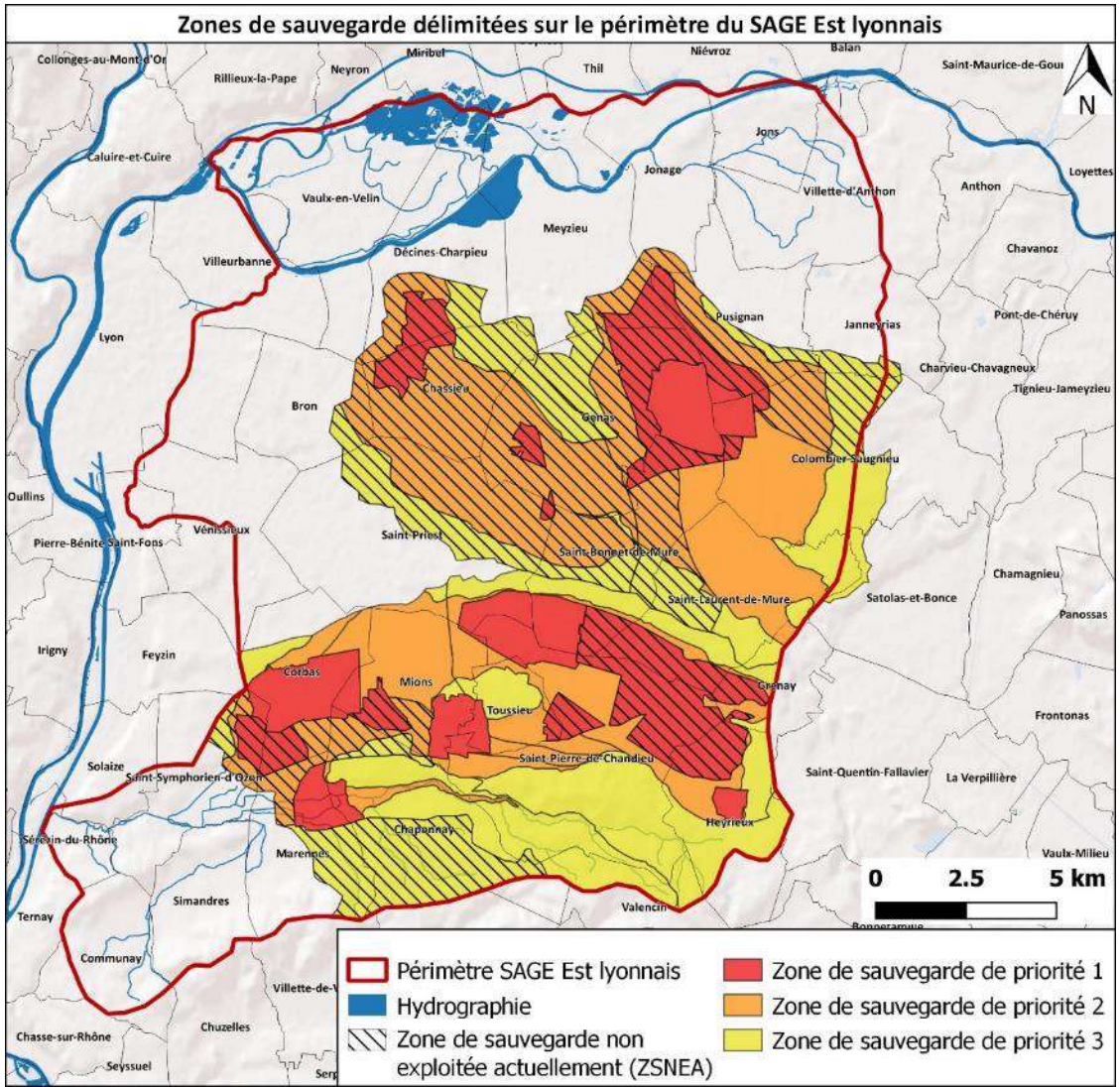




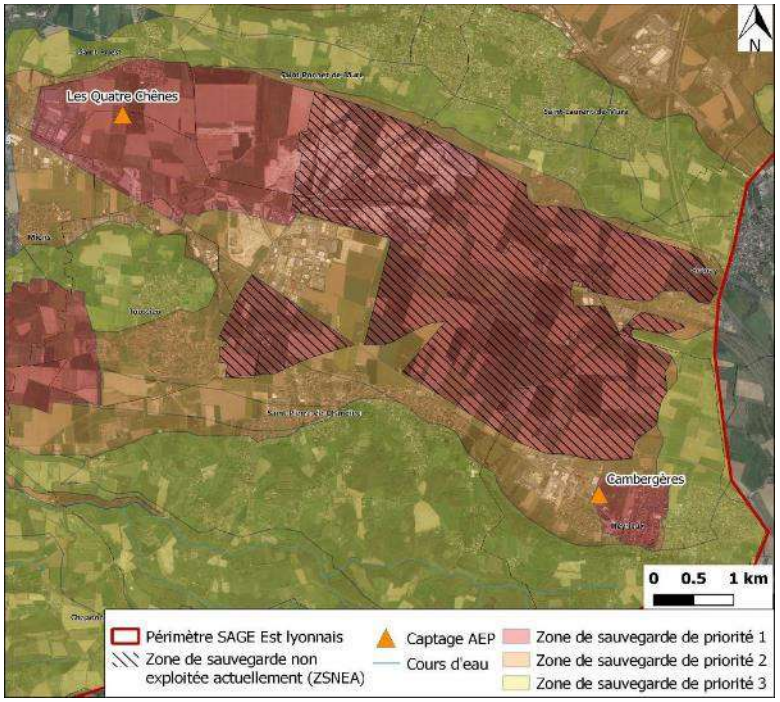
Rappels sur l'étude en cours

Rappel de l'historique et des enjeux

2018-2019 : Étude ressources stratégiques dans les couloirs fluvio-glaciaires réalisée sur tout le territoire du SAGE



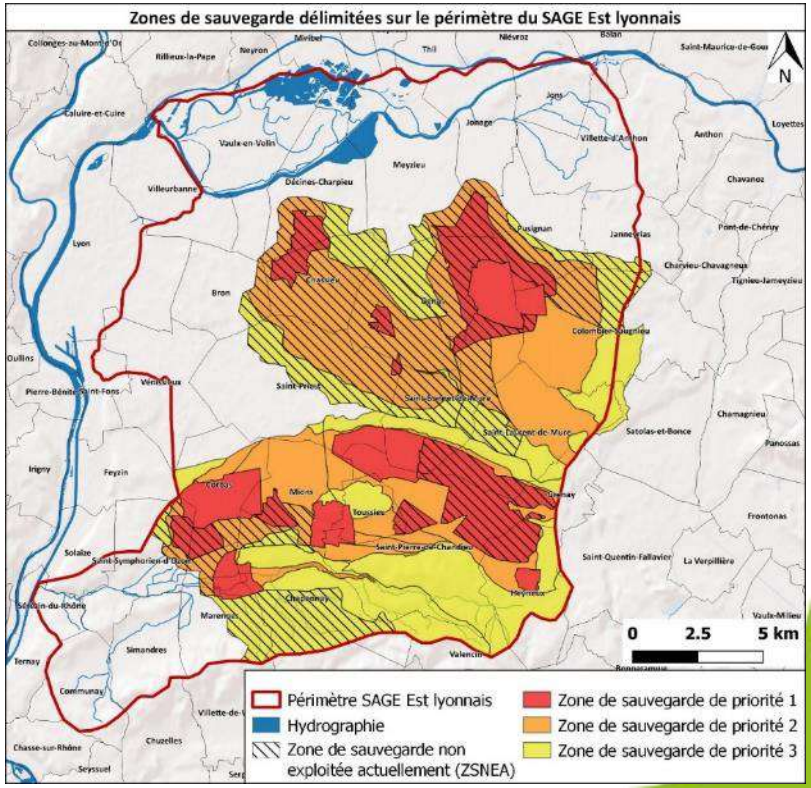
Rappel de l'historique et des enjeux



Travail à affiner sur la ZSNEA de priorité 1 de Heyrieux amont
Phases 1 & 3

La réunion s'inscrit au sein de cette phase

Travail sur les prescriptions pour l'ensemble de la nappe de l'Est lyonnais
Phase 2



Méthodologie de l'étude

Travail sur la **cartographie** des zones de sauvegarde **(Heyrieux Amont)**	Travail sur les **prescriptions** des zones de sauvegarde **(tout le territoire)**

La réunion s'inscrit au sein de cette phase

- **Phase 1 : synthèse des données disponibles sur la zone d'étude et pré-sélection des secteurs présentant les meilleures potentialités**

- **Phase 3 : préparation et suivi des investigations de terrain et proposition de nouvelles ZSNEA pour Heyrieux amont**

- **Phase 2 : définition des dispositions de protection applicables et des actions à engager sur les zones de sauvegarde pour préserver les ressources**

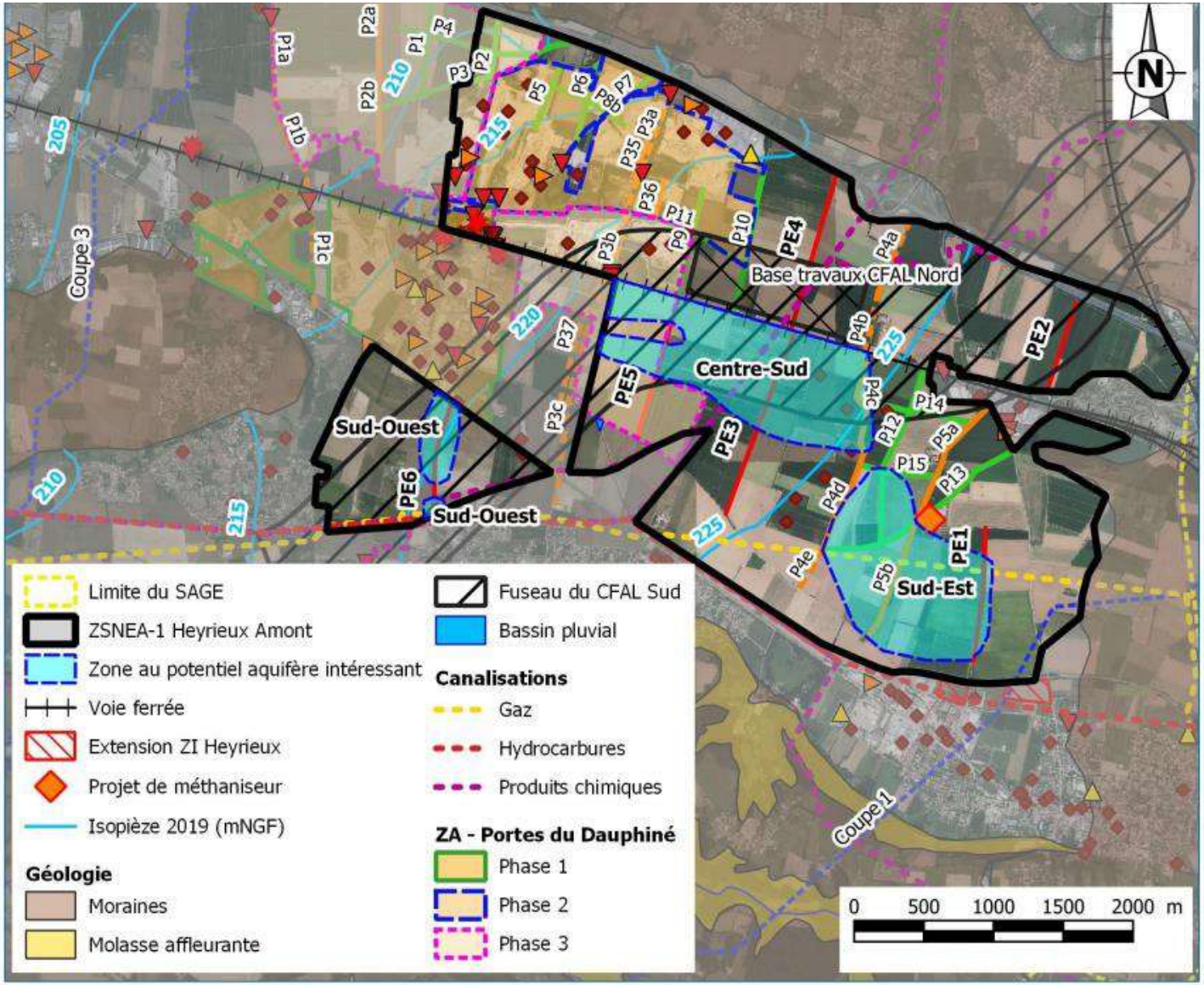


Objectif : Intégration dans le SAGE révisé

GINGER BURGEAP

Phase 1 – état d'avancement

Provisoire



Phase 2 – état d'avancement

- Plusieurs entretiens ont eu lieu
  - SEPAL, EPGL, Heyrieux, CCEL, APORA, UNICEM, SNCF, ARS
- 4 sujets sont à étudier :

Objet de la réunion

  - **Définition des activités et infrastructures compatibles avec la préservation de la qualité de l'eau et la recharge de la nappe**

Réunions à venir

  - Définition des modalités d'encadrement des nouveaux projets d'aménagement et de développement économique ;
  - Définition des modalités d'encadrement des infrastructures linéaires et du transport de matières dangereuses ;
  - Définition des modalités de remblaiement et réaménagement des carrières après exploitation, des activités compatibles avec la préservation et l'exploitation des futurs captages ainsi que l'encadrement nécessaire pour les activités nouvellement installées jugées compatibles.

- Programme de concertation :
  - 3 réunions bilatérales (en cours)
  - 1 COTECH (mi-février)
  - 4 réunions concertation (début mars)
  - 1 COPIL (début avril)
  - Objectif d'intégration au SAGE révisé fin 2024

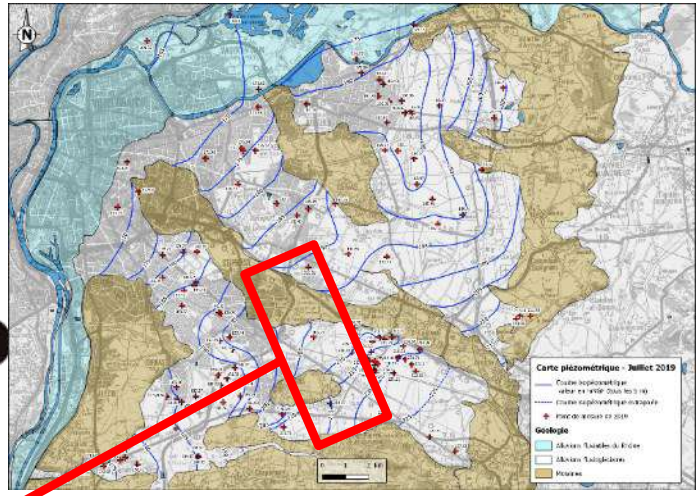


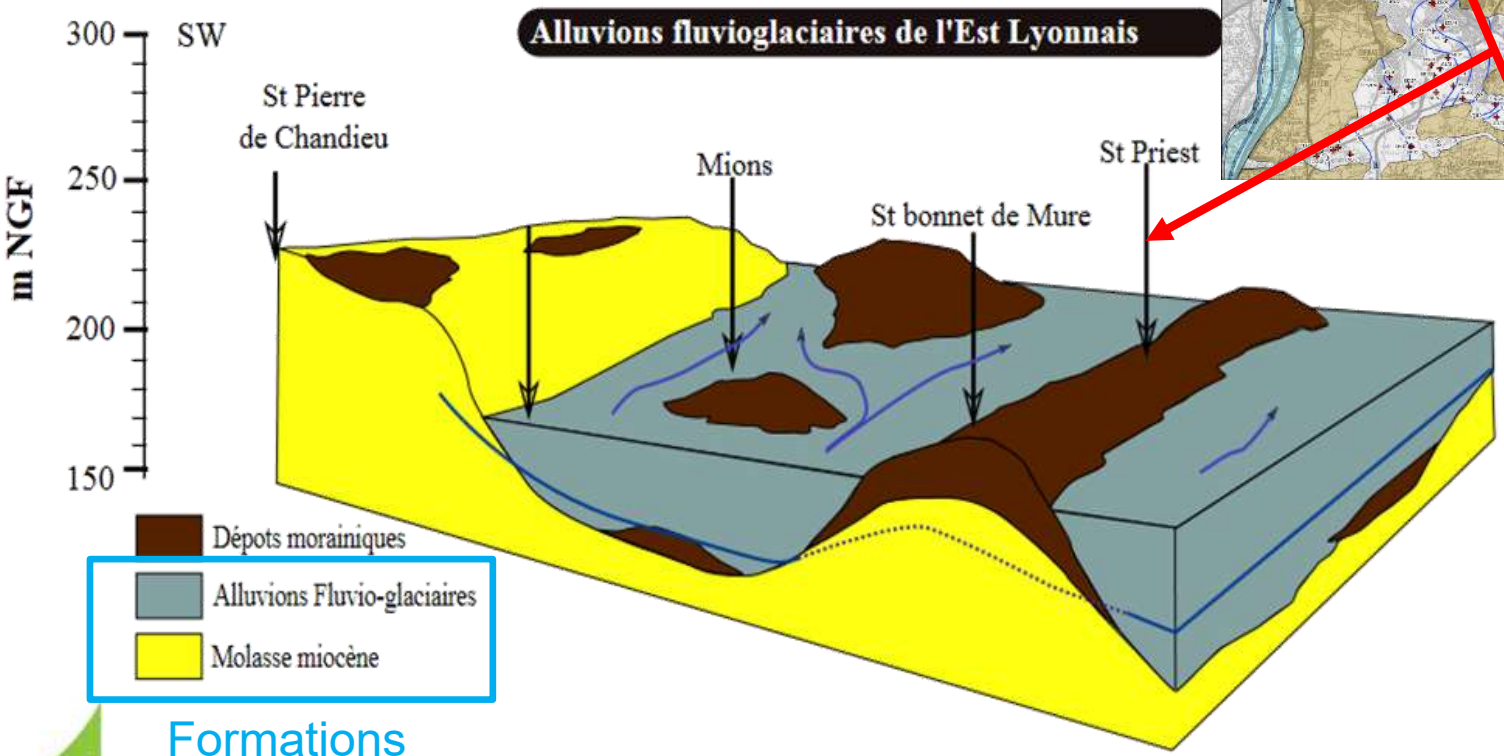
Etat des lieux hydrogéologique : rappels

Contexte géologique

3 aquifères sur le territoire du SAGE :

- Nappe alluviale du Rhône à Miribel → non concernée
- Alluvions fluvioglaciaires → zone étude
- Molasse miocène → non concernée





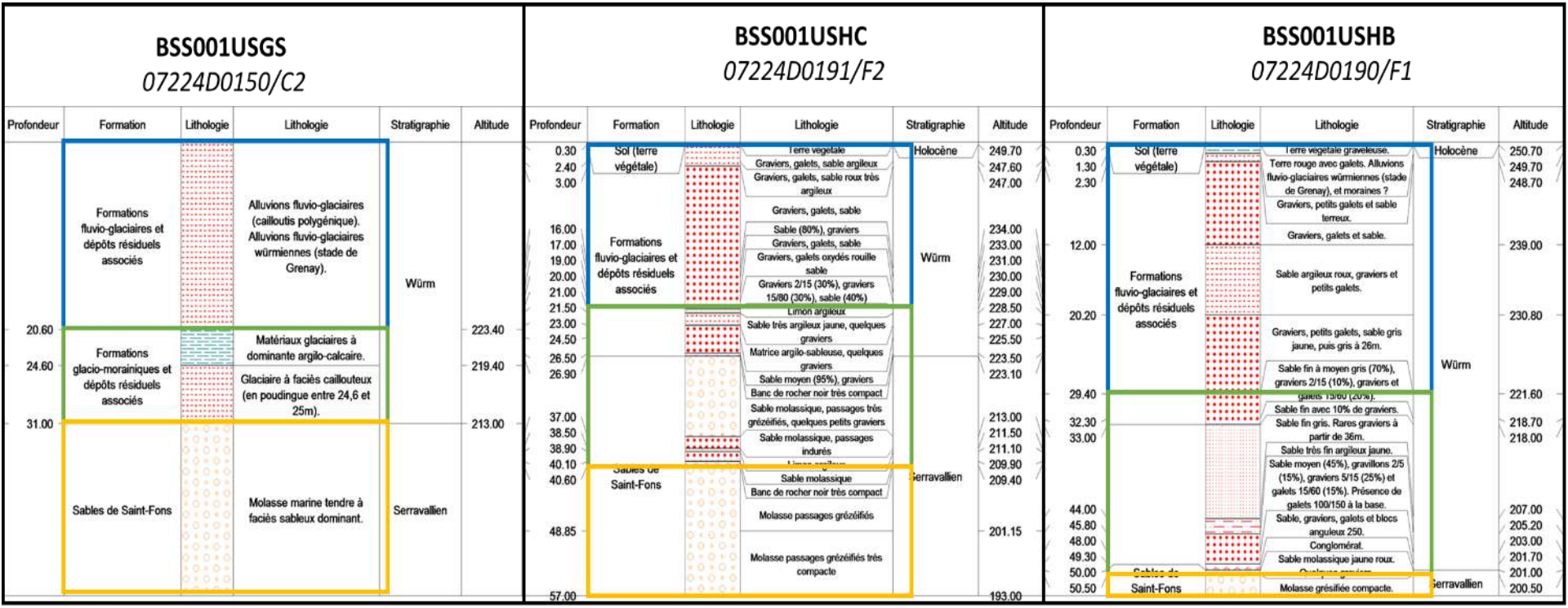
Formations aquifères

Contexte géologique

– Présentation de la stratigraphie locale

- 3 Unités en présence – Unité 2 traitée à part

horizon plus complexe observé, alternant, tant verticalement qu'horizontalement, entre des sables fins jaunes à dalles de grès, des graves argileuses à éléments molassiques ou altérés et des graves limoneuses à galets de quartzite blanc-ivoire.



Unité 1 : fluvio-glaciaire sablo-graveleux

Unité 2 : matériaux glaciaires argileux, ici attribuée à des moraines

Molasse miocène

Unité 1 : fluvio-glaciaire sablo-graveleux

Unité 2 : sable jaune avec argile et graviers, passes grézéifiées, ici attribuée en partie au fluvio-glaciaire et en partie à la molasse

Molasse miocène

Unité 1 : fluvio-glaciaire sablo-graveleux

Unité 2 : sable fins parfois jaune et argileux, avec bancs conglomératique, ici entièrement attribuée au fluvio-glaciaire

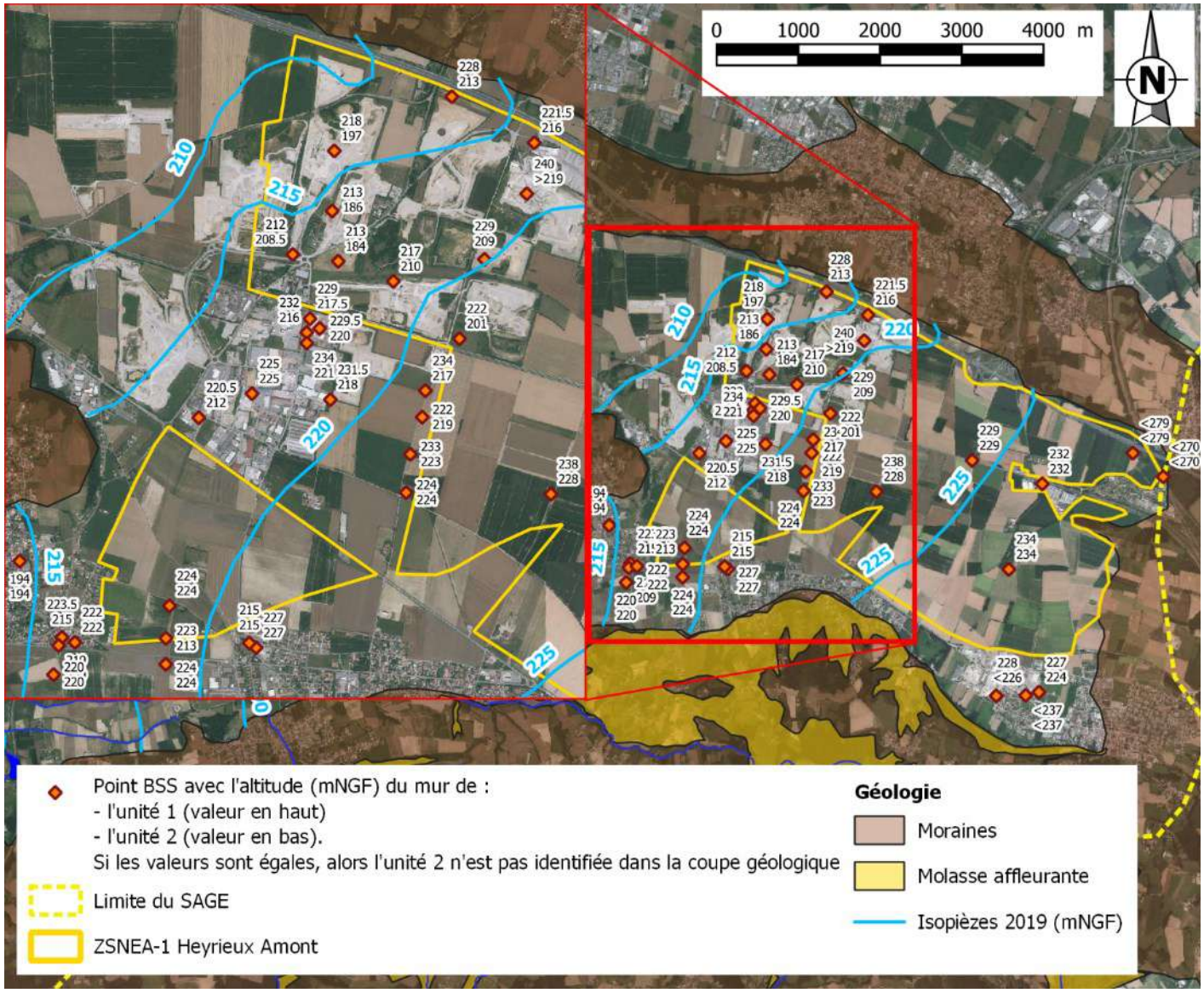
Molasse miocène

GINGER BURGEAP

Contexte géologique

– Géométrie des formations géologiques

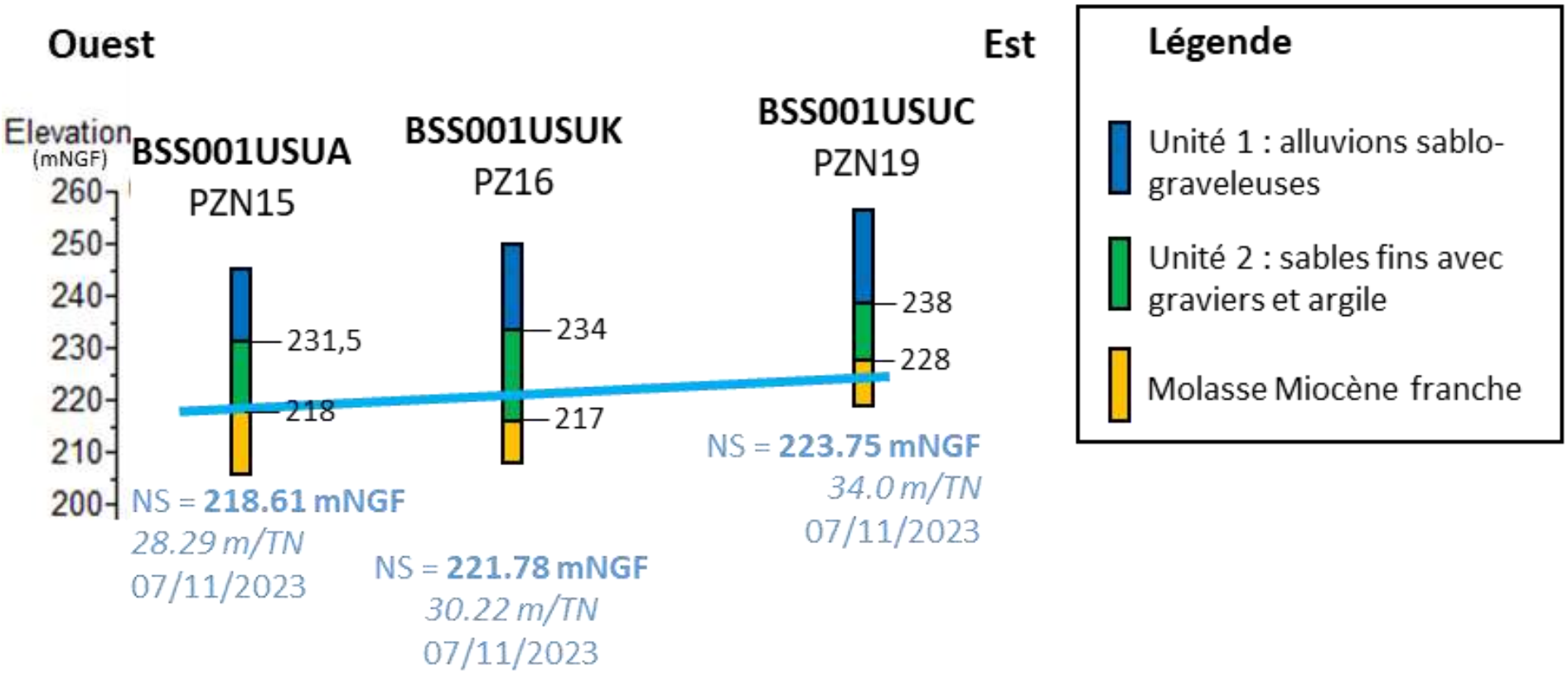
- → niveau phréatique est dans l'unité 2 ou la Molasse, rarement dans l'unité 1



Contexte géologique

– Géométrie des formations géologiques

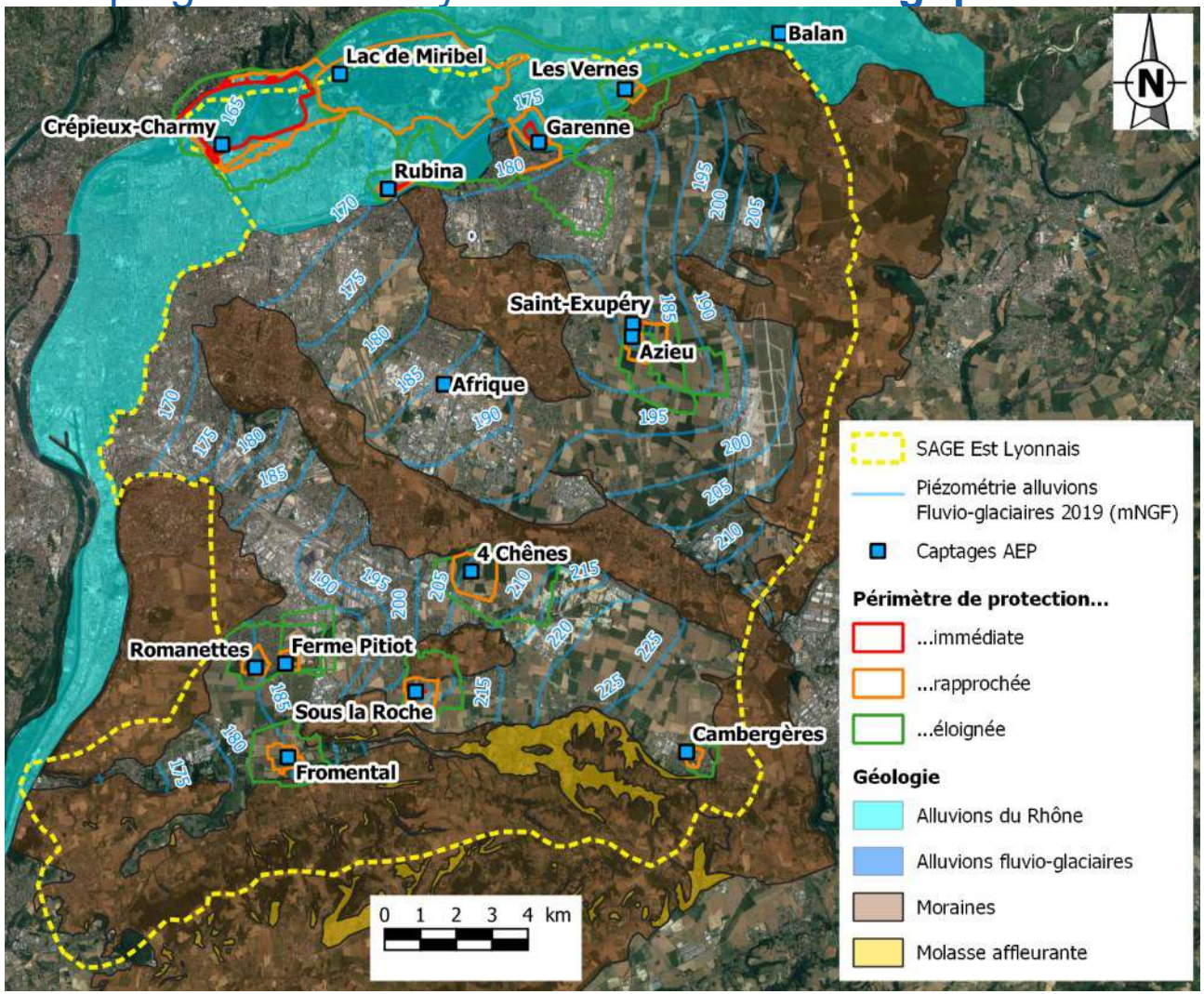
- Constat confirmé par une campagne piézométrique le 07/11/2023



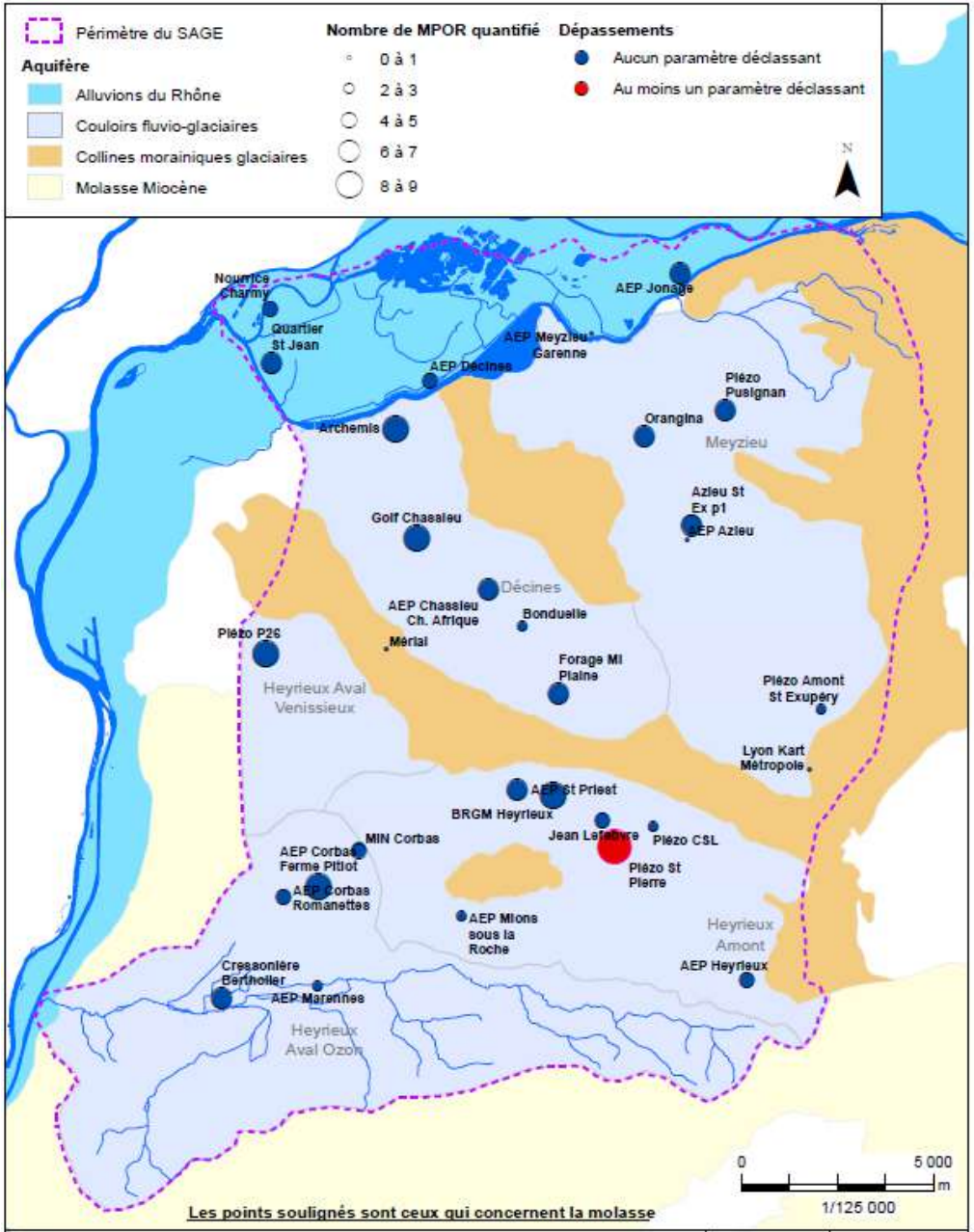
Enjeu patrimonial important

Ressource en eau exploitée pour l'eau potable :

- Métropole de Lyon, Commune d'Heyrieux, Marennes-Chaponnay, SIEPEL, Aéroport, ASLI. Les 9 captages de l'Est Lyonnais **classés stratégiques en 2018.**



Etat des lieux qualitatif



Titre :

Figure 30 : MPOR quantifiés et en dépassement (2021 - 2022)

Projet :

Exploitation de suivi qualitatif et quantitatif des eaux du SAGE de l'Est lyonnais - Eaux souterraines - 2021 à 2022

Rev.	Date	Auteur	Vérif.	Valid.
0	13/01/2023	HoA	CrA	BoJu

Lombardi

<u>Omniprésence</u> de MPOR sur <u>l'ensemble du territoire</u> (3 couloirs + alluvions du Rhône), avec souvent plusieurs polluants détectés dont certains en concentrations non négligeables.

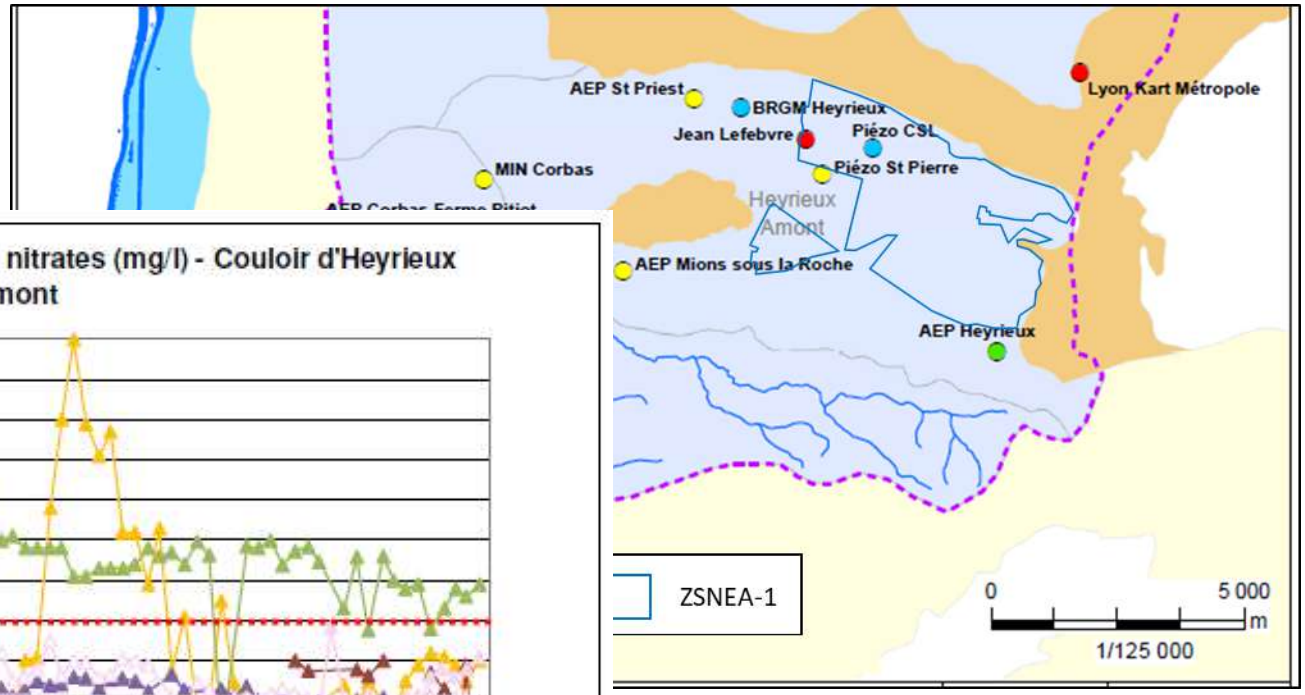
<u>Gradation des concentrations</u> et détections entre amont et aval.

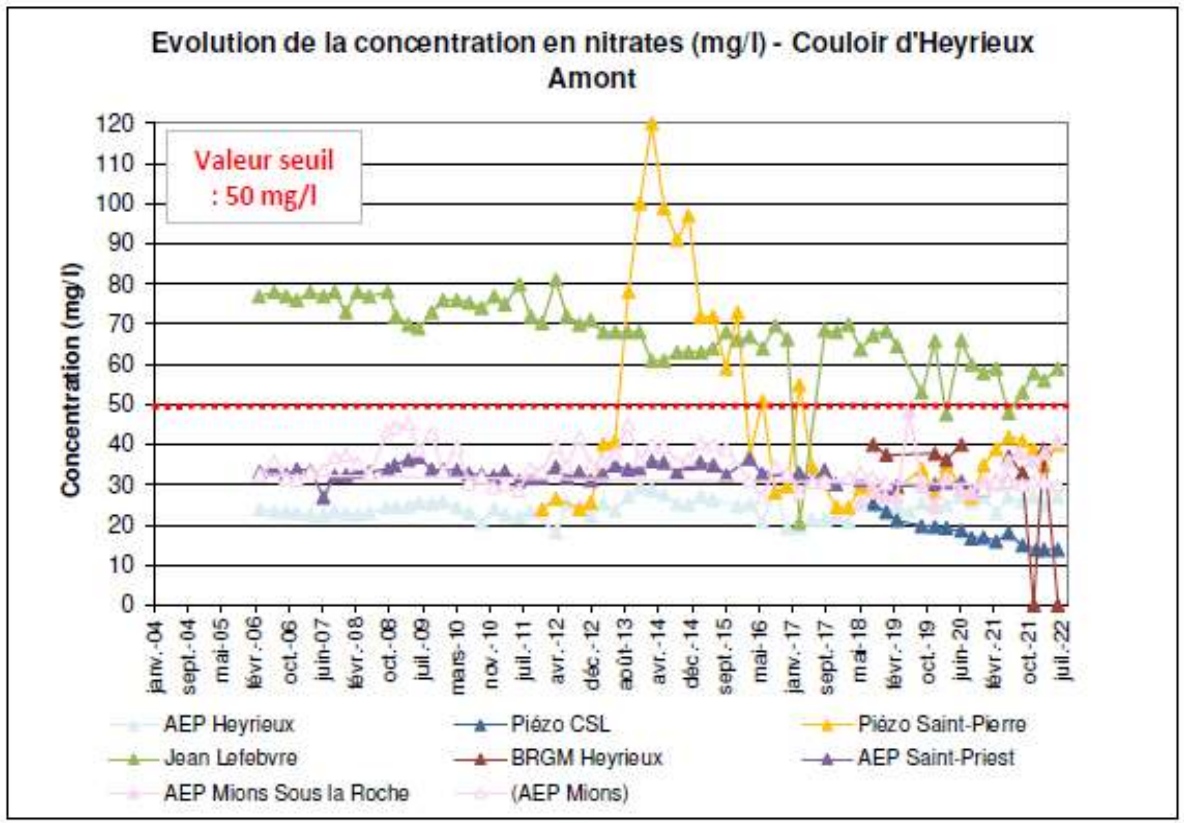
GINGER BURGEAP

Qualité des eaux

– Qualité des eaux étudiée à partir :
  - **Suivi du SAGE 2021-2022**
  - Bilan quindécennal de l'UNICEM

Les nitrates





– Qualité des eaux étudiée à partir :

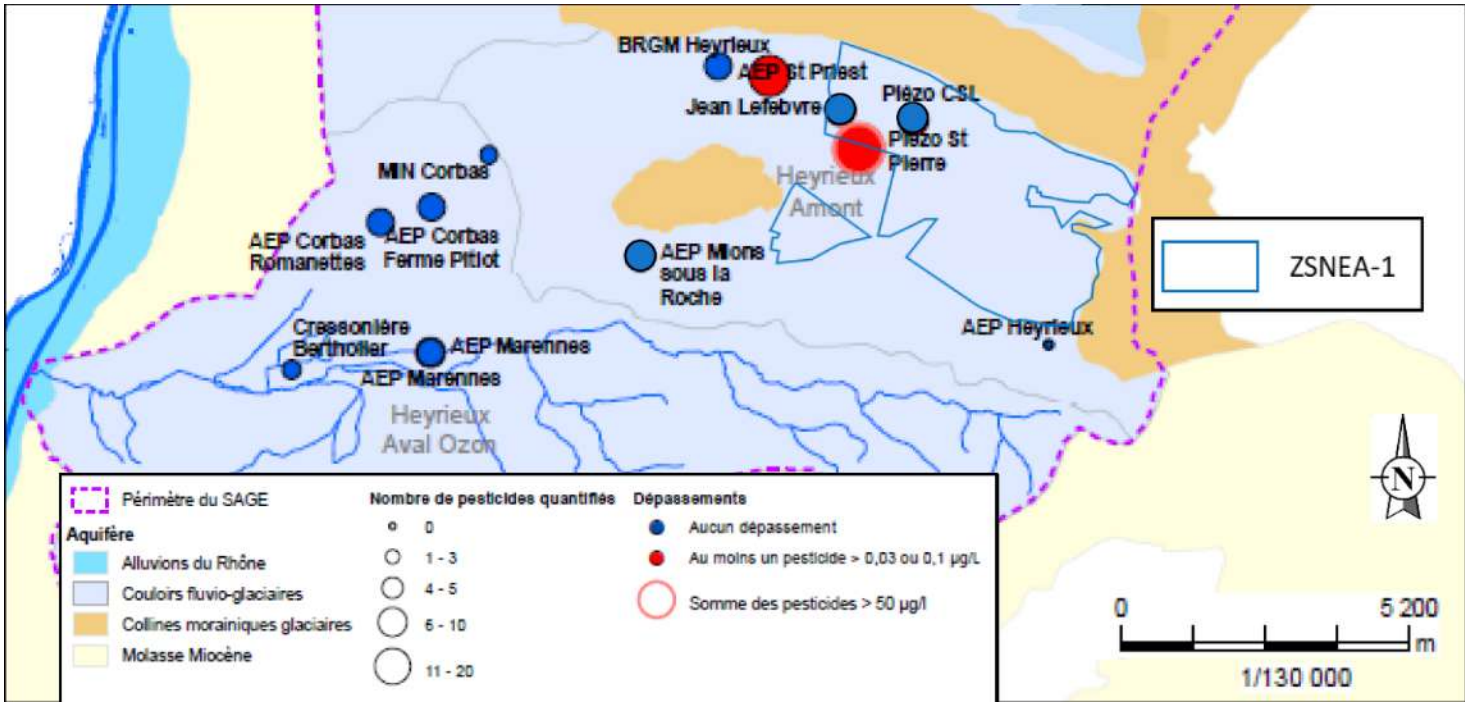
- **Suivi du SAGE 2021-2022**
- Bilan quindécennal de l'UNICEM

Les Pesticides

Principalement :

- 2,6-Dichlorobenzamide ;
- Alachlor ESA ;
- Atrazine et ses métabolites ;
- Metolachlor et ses métabolites ;
- et/ou Simazine.
- + Piclorame > 0.1µg/L sur AEP Saint-Priest depuis 2021 et en 2022.

Depuis 2023, Piclorame est suivi par SAGE et non détecté sur les points en mars et juin. Probable pollution locale



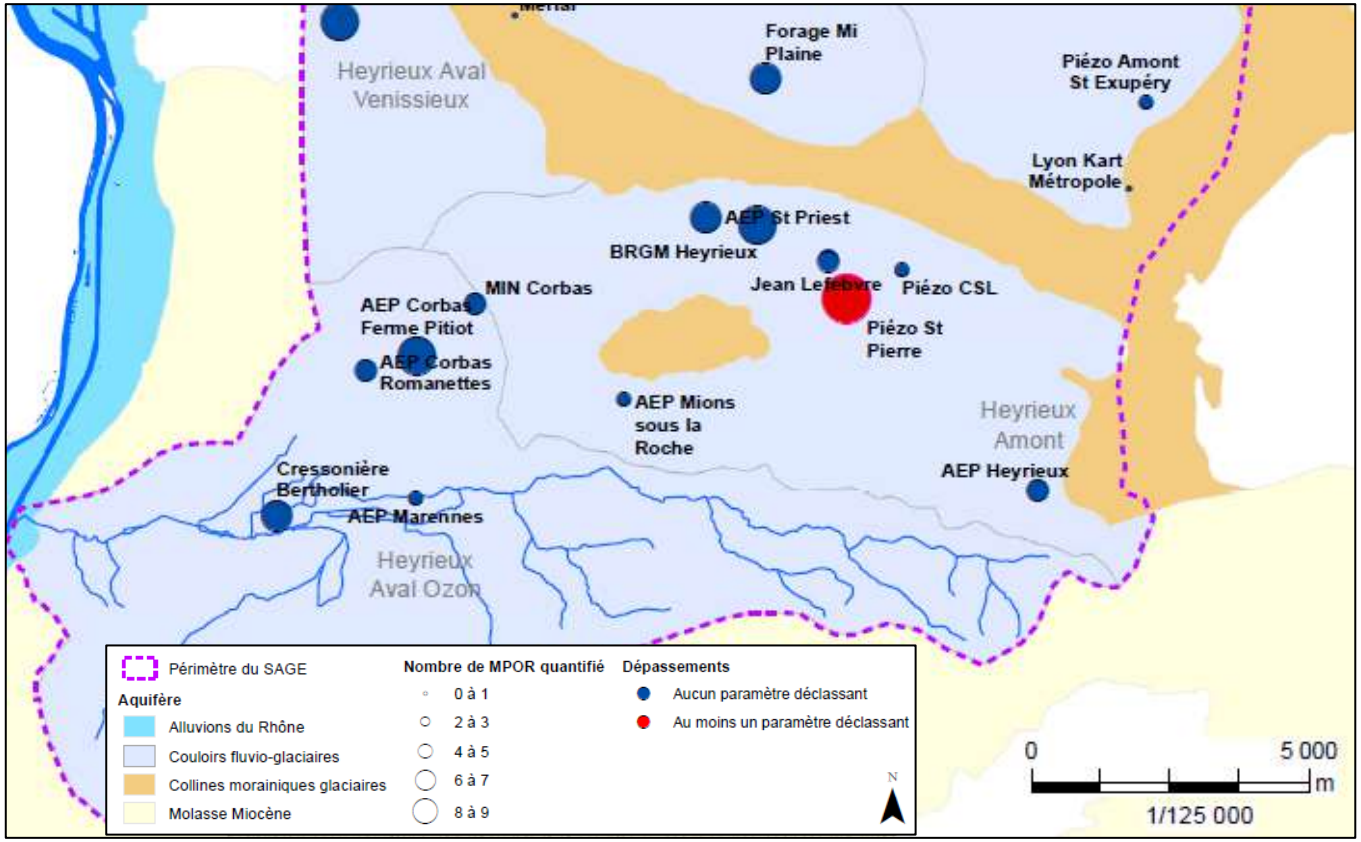
Le **métolachlore ESA** était le principal pesticide dégradant de la qualité des eaux. Avec son classement en non-pertinent, selon l'avis de l'Anses du 30 janvier 2019, la valeur seuil de dépassement de ce paramètre est passée de 0.1 à 0.9 µg/l.

– Qualité des eaux étudiée à partir :
  - **Suivi du SAGE 2021-2022**
  - Bilan quindécennal de l'UNICEM

Les MPOR

Principalement quantifié :

- 1,1,1-trichloroéthane,
- cis-1,2-dichloroéthylène,
- bromoforme,
- chloroforme,
- dibromochlorométhane,
- dichlorobromométhane,
- Tétrachloroéthylène (dépassement sur St Pierre) et trichloroéthylène



Des PFAS ont été quantifiés sur l'ensemble des points d'Heyrieux Amont (seulement 6 sur les 20 de l'arrêté du 30/12/2022). Le principal PFAS identifié est le PFOA, il s'agit du seul PFAS dépassant en certains points 2 ng/l. Sur le secteur d'Heyrieux le PFOA ne dépasse pas 2 ng/L. Aucun dépassement de la limite de qualité n'a été détecté sur les ouvrages de Heyrieux amont.



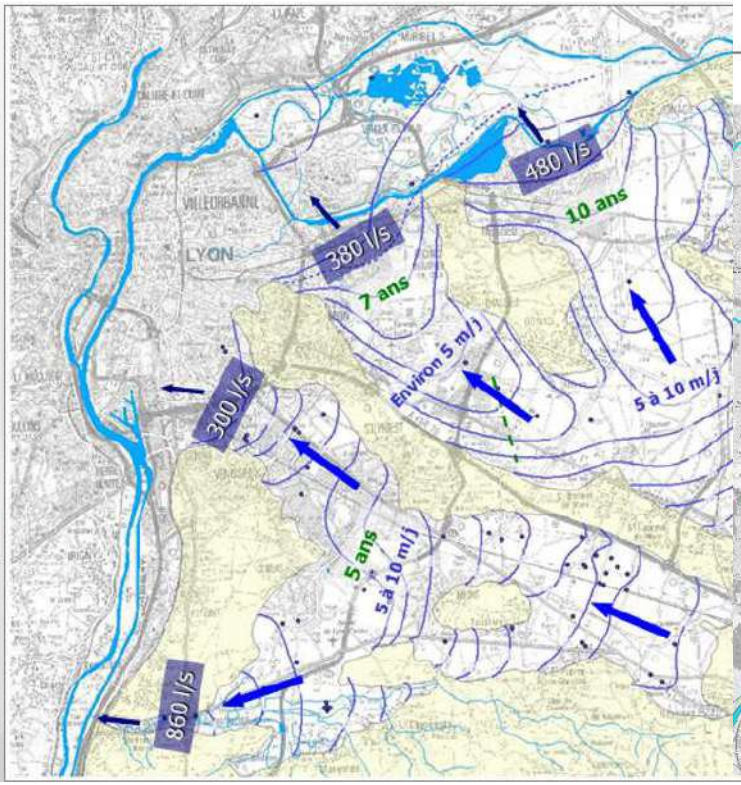
Vulnérabilité de la nappe

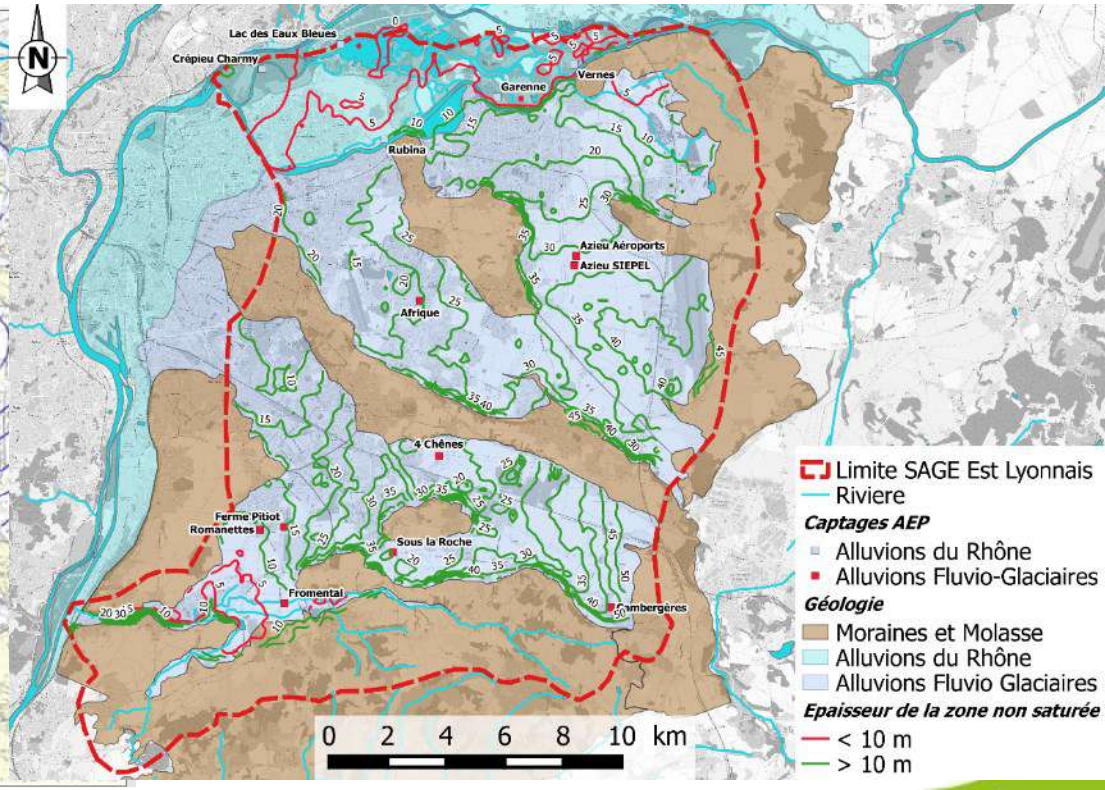
Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Des terrains peu protégés et très perméables :

- Une zone non saturée d'épaisseur moyenne à forte (de 5 à 50 m, en moyenne autour de 15-25 m) MAIS très perméable, peu à pas argileuse en surface, pouvant laisser s'infiltrer rapidement les écoulements de surface ;
- Une zone saturée très perméable, avec une vitesse d'écoulement de l'ordre de 5-10 m/j :
  - Isochrone 50 j à 10m/j = 500 m autour du captage, sans prendre en compte l'influence de ce dernier

→ Lorsqu'une pollution atteint la nappe, elle met 50 j à parcourir 500 m → vulnérabilité forte de la nappe

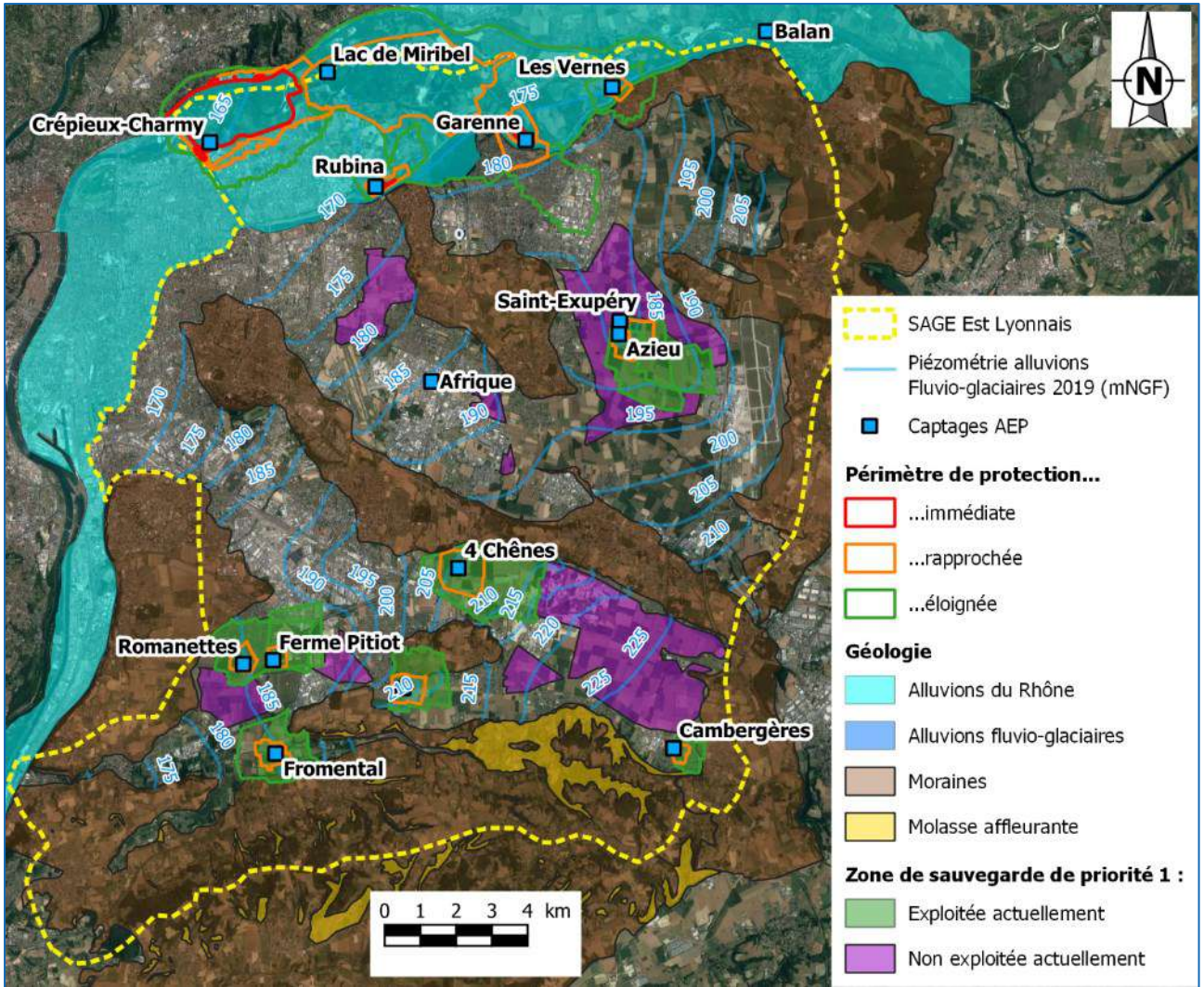




Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Cas des zones de sauvegarde priorité 1:

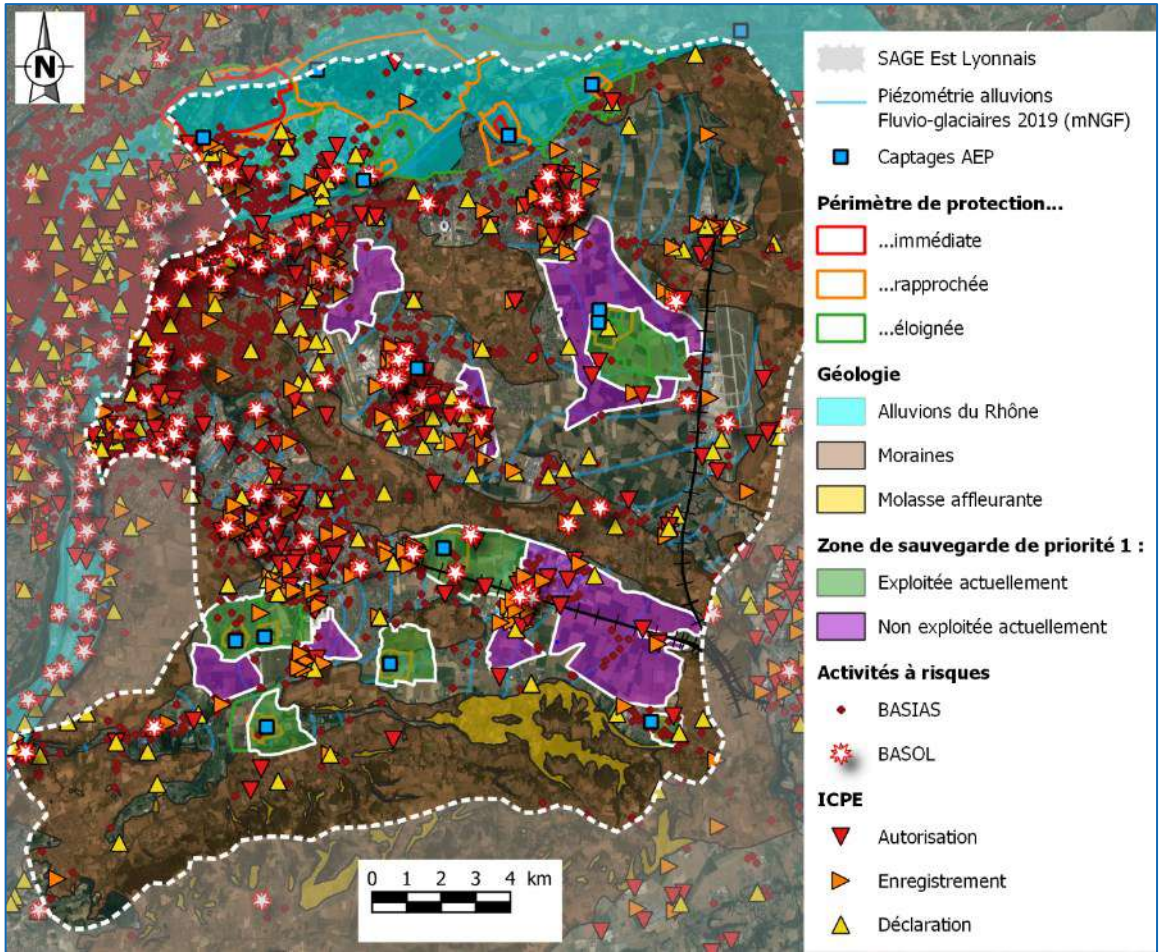
- ZSE 1 = PPE des captages stratégiques
- ZSNEA 1 = secteurs où un captage pourrait être implanté (hors zone d'alimentation)



Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Pressions du territoire :

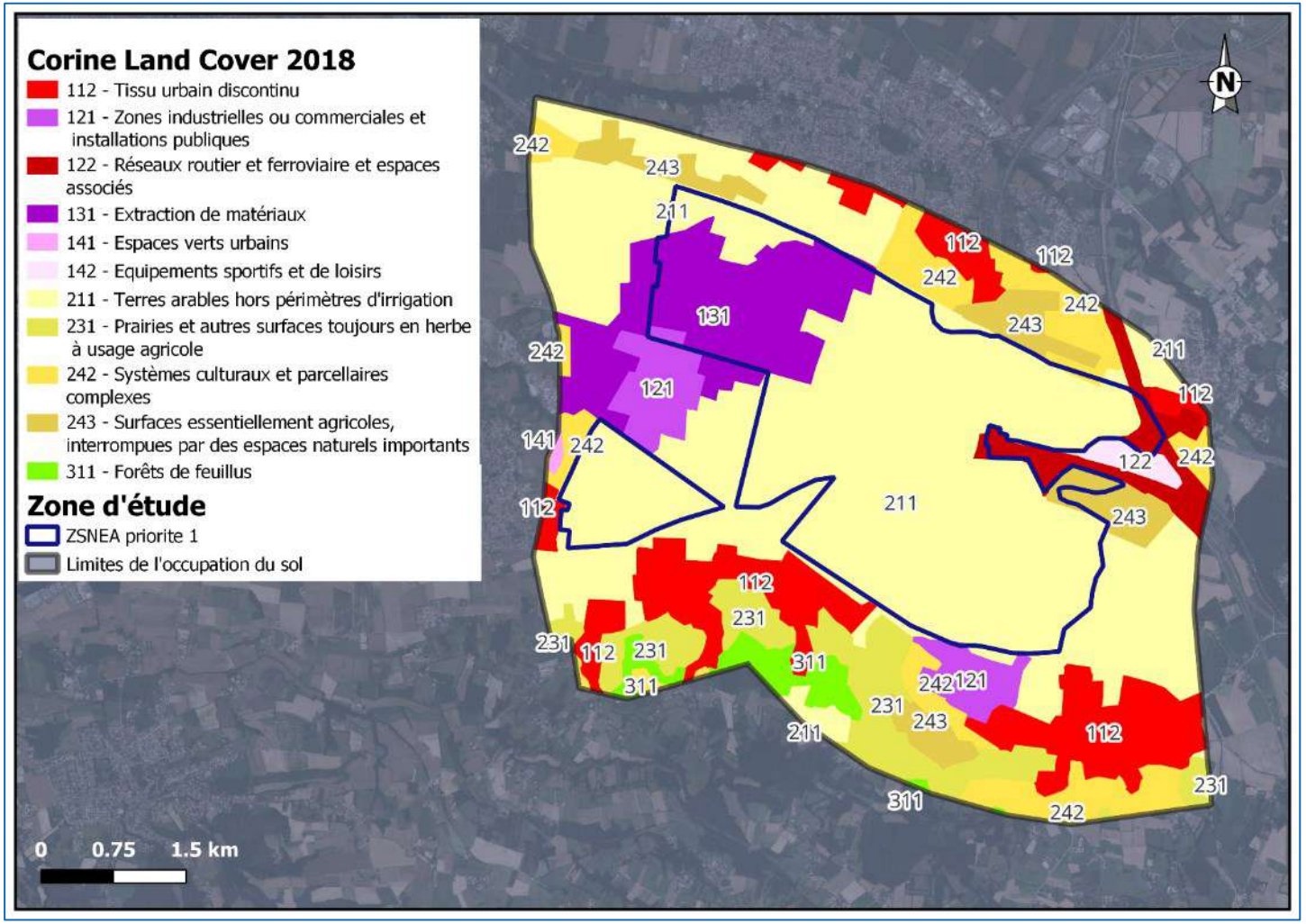
- Plusieurs « hotspots » ressortent, dont certains **en amont de ZS-1** : ZI Meyzieu, Pusignan, Saint-Jean, Décines, **Chassieu**, **Aéroport**, **Grenay**, **Heyrieux**, **Portes du Dauphiné**, **Saint-Priest**, **ASLI**, **Mions**, Saint-Symphorien, Vénissieux.
- ZSE et ZSNEA 1 = secteurs actuellement plutôt préservés, pas forcément leur amont.



– Usage des sols (CLC18):

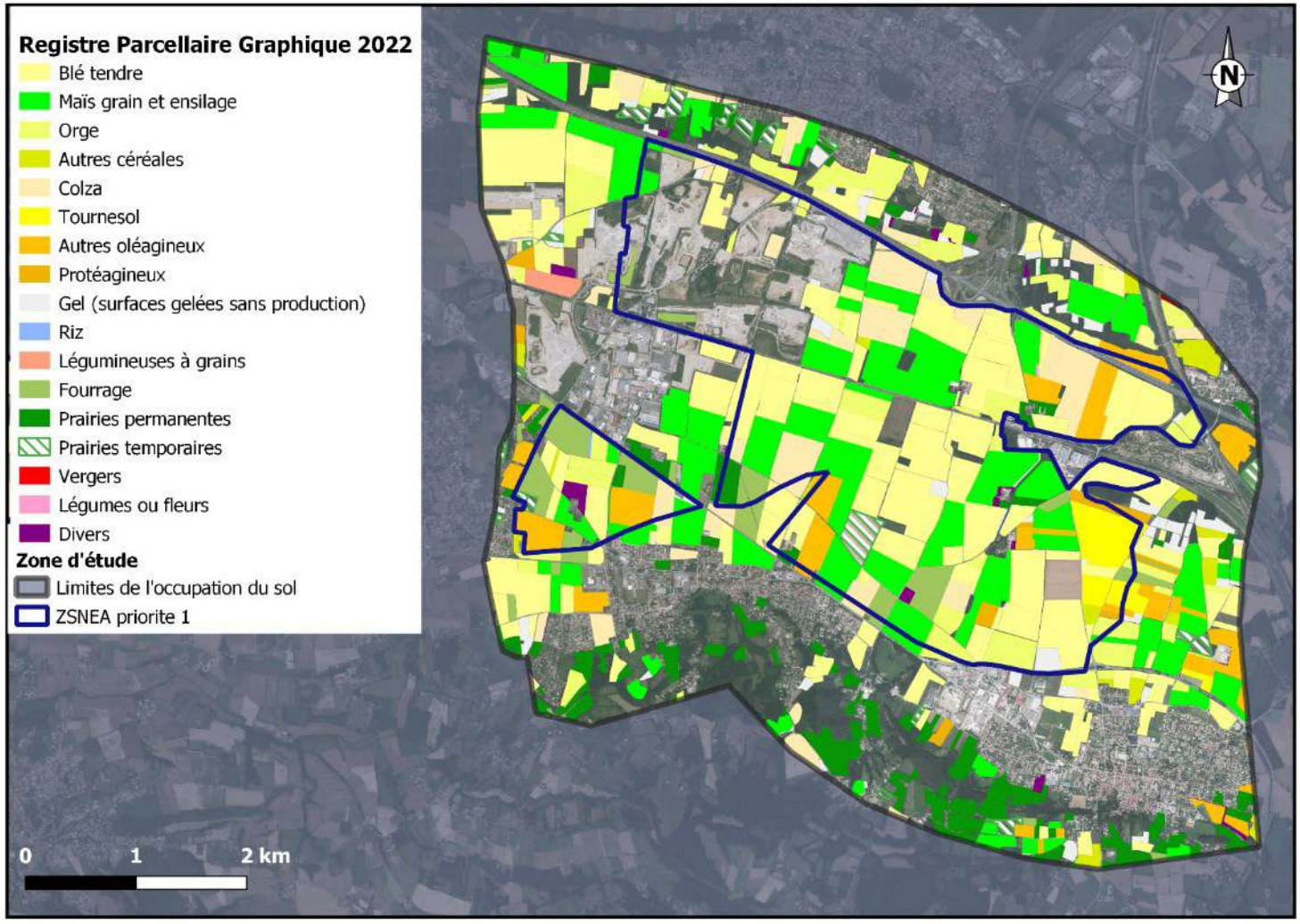
Principalement :

- Agricole
- Carrières
- Les ZI avaient déjà été exclues lors du zonage 2018



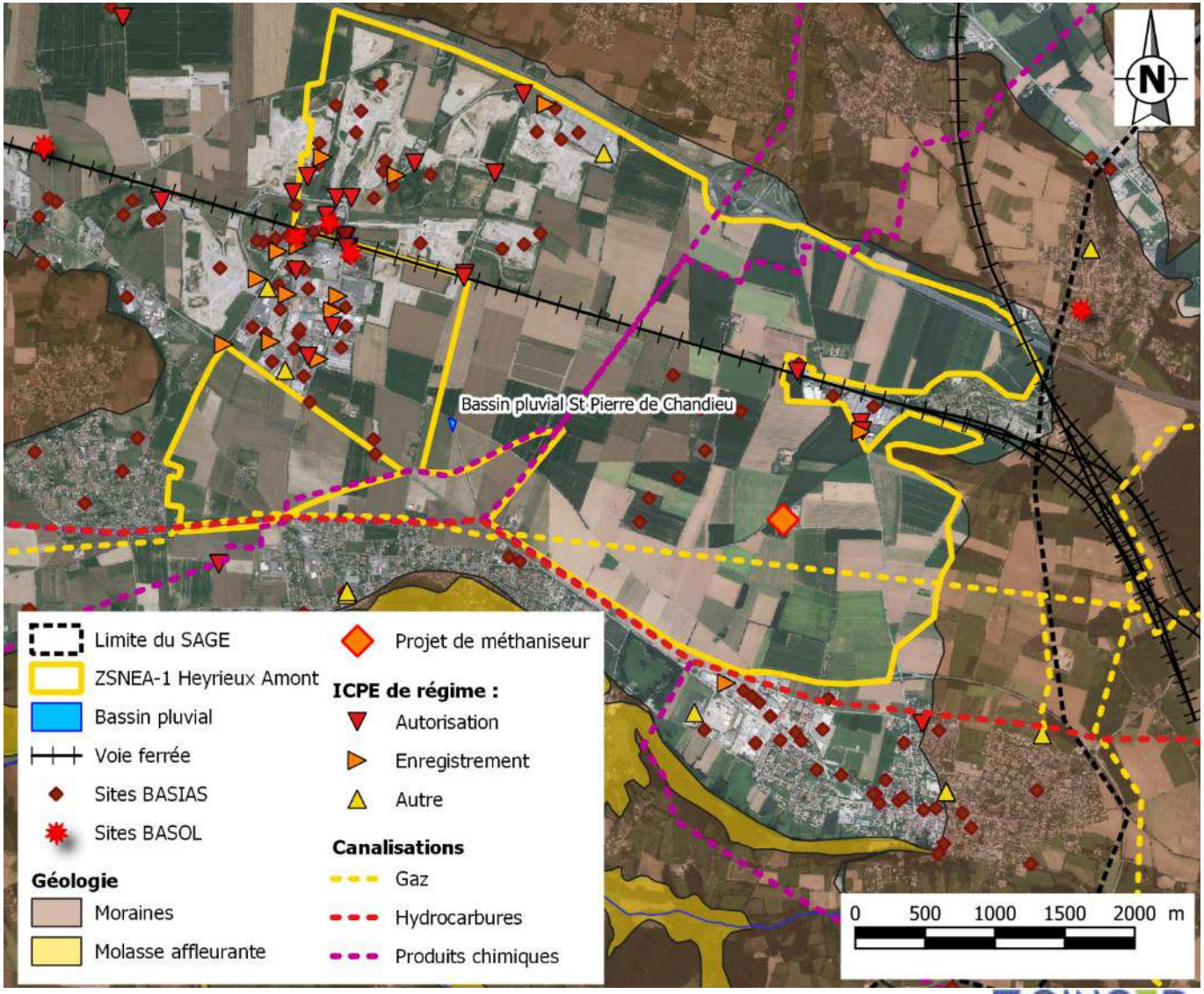
– Usage des terres agricoles (RPG-2022):

Principalement grandes cultures intensives



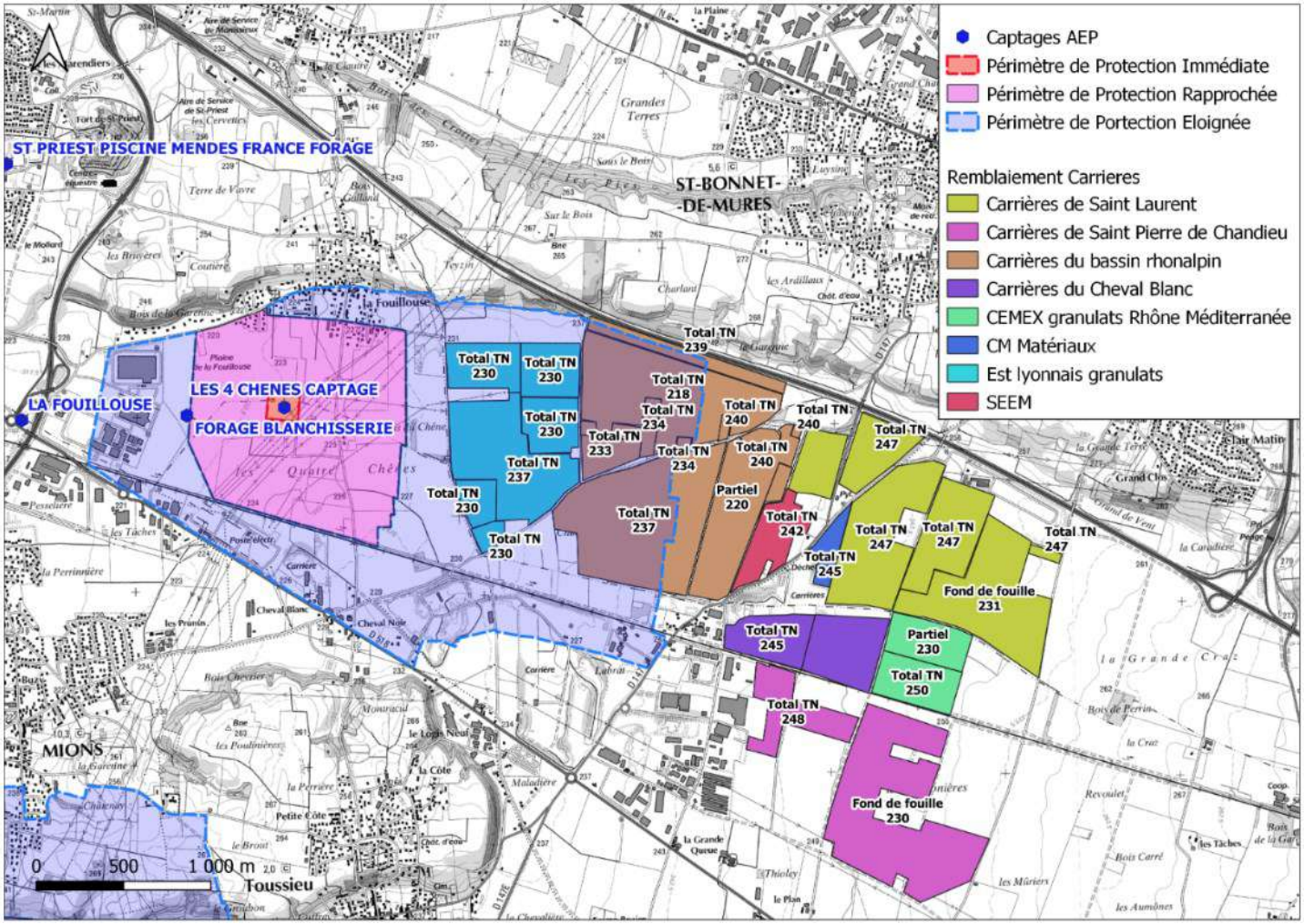
– Activités à risques sur la zone d'étude

Activités à risques concentrées sur ZI, mais présence aussi des canalisations de transport de matières dangereuses et bassin pluvial



Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Présence des carrières:



Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Bilan : nécessité de protection

- Alluvions du fluvio-glaciaire abritent une nappe d'ampleur régionale, et une ressource stratégique pour l'eau potable (**9 captages stratégiques, dont un ici celui de 4 chênes**) ;
- Nappe en **amont** de celle des **alluvions du Rhône**, ressource principale du territoire (**6 captages**) ;
- Alluvions fluvio-glaciaires très vulnérables, avec des **temps de migration très rapides ;**
- Une pression du territoire qui se fait déjà sentir sur la qualité de l'eau : **micropolluants détectés** sur la quasi-totalité de la nappe, plusieurs molécules et en concentrations non-négligeables ;

- **Plusieurs zones de sauvegarde de priorité 1** ont été **identifiées** : les PPE des captages et des zones du territoire où un captage pourrait être implanté ;
- Ces secteurs sont aujourd'hui relativement épargnés par **l'emprise foncière** (mais pas forcément pour la qualité de l'eau), cependant leurs amonts ne sont pas tous épargnés ;

→ Nécessité de préserver la qualité de l'eau au droit des ZS-1 et 2, par la préservation de l'occupation des sols en leur sein et la préservation de la qualité des eaux en leur amont.

Objectif de la CLE à traduire dans le nouveau SAGE



Quels risques liés aux carrières ?

La notion de risque



L'aléa



L'enjeu



Le risque

En l'occurrence :

L'aléa		L'enjeu		Le risque
Dégradation de la qualité de l'eau de la nappe suite à l'arrivée de micropolluants organiques dans l'eau souterraine		La bonne qualité de l'eau au droit : • des 9 captages stratégiques de l'Est lyonnais, • des 6 captages des alluvions du Rhône, • des ZSNEA-1.		De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des enjeux : • les 9 captages stratégiques Est lyonnais, • les 6 captages des alluvions du Rhône, • les ZSNEA-1.

Risques à prévenir

L'aléa + L'enjeu = Le risque

Dégradation de la qualité de l'eau de la nappe suite à l'arrivée de micropolluants organiques dans l'eau souterraine

La bonne qualité de l'eau au droit :
- **des 9 captages stratégiques de l'Est lyonnais,**
- **des 6 des alluvions du Rhône,**
- **des ZSNEA-1.**

De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des enjeux :
- **9 captages stratégiques Est lyonnais,**
- **Au droit des captages des alluvions du Rhône,**
- **Au droit des ZSNEA-1.**

Seul levier sur lequel on peut agir

-> Éviter ou réduire cet aléa

Défini par les études 2018 : réalité hydrogéologique et occupation du territoire

Ce qu'on souhaite éviter

Provisoire

Dégradation de la qualité de la nappe ?

Eviter ou réduire l'aléa :

Source polluante

En exploitation :

- déversement accidentel

En remblaiement :

- apports accidentels polluants

Post carrière agricole :

- intrants – chronique

- déversement accidentel

Autres ? Incendie ?

Voie de transfert

L'activité carrière modifie les voies de transfert :

- diminution de l'épaisseur de la zone non saturée

- modification des perméabilités

Cibles

Captages : pas de marge de manœuvre



Pause

(15min)



Retours d’expérience en lien avec ces activités et les risques liés à la nappe

45 min



Travail sur les prescriptions

Rappel de l'existant

	ASLI	Mions Sous la Roche	Romanettes	4 chênes	AZIEU SIEPEL	Aéroports St Exupéry	Cambergères	SIVU Marenne Chaponnay
Date de la DUP	oct-72	juin-76	juin-76	janvier 1998 modifié par l'arrêté du 20/11/14	fev 2009	oct-09	août-13	janv-15
INTERDICTIONS DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE								
Aménagements / occupation du sol								
Création de voies nouvelles routières, autoroutières et ferroviaires					X	X	X (F+det)	X (Fdif)
Création de nouvelles aires de stationnement				X (F+det)	X	X	X (F+det)	X (Fdif)
Toute nouvelle construction à l'origine d'un rejet, même traité, dans le sol	X (Fdif)				X	X	X (F+det)	
Bâtiments d'élevage ainsi que les silos de substances fermentes cibles				X (F+det)	X	X		X (Fdif)
Création d'installations et d'activités, y compris temporaires, utilisant, transportant et stockant des produits dangereux ainsi que la création d'activités ou installations soumises à la législation sur les installations classées					X	X	X (F+det)	X
Création d'aires de camping et d'accueil des gens du voyage				X (F+det)	X	X	X (F+det)	X
Création de cimetières, l'inhumation sur fonds privés ou l'enfouissement d'animaux				X	X	X	X (F+det)	X
Toute nouvelle construction pourvue de sous-sol							X (F+det)	X
Activités, installations et travaux								
Création de nouvelles exploitations de matériaux relevant du régime des carrières, des affouillements ou des exploitations minières	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)	X (F+det)	X	X	X (F+det)	X
Tranchées d'une profondeur supérieure à 2 mètres et plus généralement les terrassements dont les fonds de fouile sont supérieurs à 2 mètres et qui sont susceptibles de modifier même de façon temporaire la vulnérabilité de la nappe					X	X		X (Fdif)
Mise en place de nouvelles canalisations de transport de produits chimiques ou d'hydrocarbures ou plus généralement de tout produit susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau de la nappe				X (Fdif)	X	X	X (F+det)	X (Fdif)
Aires de lavage de véhicules et engins					X			X (Fdif)
Transport de produits dangereux sur les routes D57 et D152, sauf pour desserte locale à l'intérieur des périmètres								X
Le traitement des voies routières présentes dans le périmètre avec des produits phytosanitaires							X	
Les compétitions et passages d'engins à moteur tout terrain de loisirs sur des voies non revêtues							X	
Implantation d'éoliennes							X	
Doublets géothermiques							X	

F+det : sujet retrouvé mais formulation plus détaillée

Fdif : sujet retrouvé mais formulation différente

X : sujet retrouvé avec la même formulation

F-det : sujet retrouvé mais formulation moins détaillée

GINGER BURGEAP

Rappel de l'existant

	ASLI	Mions Sous la Roche	Romanettes	4 chênes	AZIEU SIEPEL	Aéroports St Exupéry	Cambergères	SIVU Marenne Chaponnay
Date de la DUP	oct-72	juin-76	juin-76	janvier 1998 modifié par l'arrêté du 20/11/14	fev 2009	oct-09	août-13	janv-15
INTERDICTIONS DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE								
Dépôts, stockages et rejets								
Dépôts, quel qu'en soit l'auteur, de déchets de tous types (organiques, chimiques, radioactifs,...) susceptibles d'altérer la qualité de l'eau de la nappe, y compris les déchets inertes	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)	X	X	X (F+det)	X (Fdif)
Dépôts permanents ou temporaires de produits chimiques, hydrocarbures et liquides inflammables	X (Fdif)			X (Fdif)	X	X	X (F+det)	
Stockage, l'utilisation, l'épandage ou l'enfouissement et le rejet de lisiers, purins, eaux usées, matières de vidange, boues de station d'épuration, fumiers, litières, cendres, mâchefers de toutes origines	X (Fdif)		X (Fdif)	X (Fdif)	X	X	X (F+det)	X
installations de traitement de déchets								X
A l'exception des rejets déjà autorisés au titre de la police de l'eau ou existants et faisant l'objet d'une réfularisation administrative à la date de signature du présent arrêté, le rejet au milieu naturel - sol ou sous-sol - par l'intermédiaire de puits perdus ou d'infiltration : - eaux provenant des aires de lavage automobile - eaux usés non traitées - huiles, lubrifiants - résidus de produits phytosanitaires - matières dangereuses, cendres machefers et plus généralement tout produit polluant pouvant porter atteinte à la qualité de la nappe.	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)	X (Fdif)			X (F+det)	X
Les réservoirs enterrés d'hydrocarbures et de produits chimiques, à l'exception des installations de stockage de fioul et hydrocarbures existantes à la date de publication de cet arrêté								X
Les remblais d'une épaisseur supérieure à 1,5m				X				
Stockage de véhicules ou de ferraille				X				

F+det : sujet retrouvé mais formulation plus détaillée

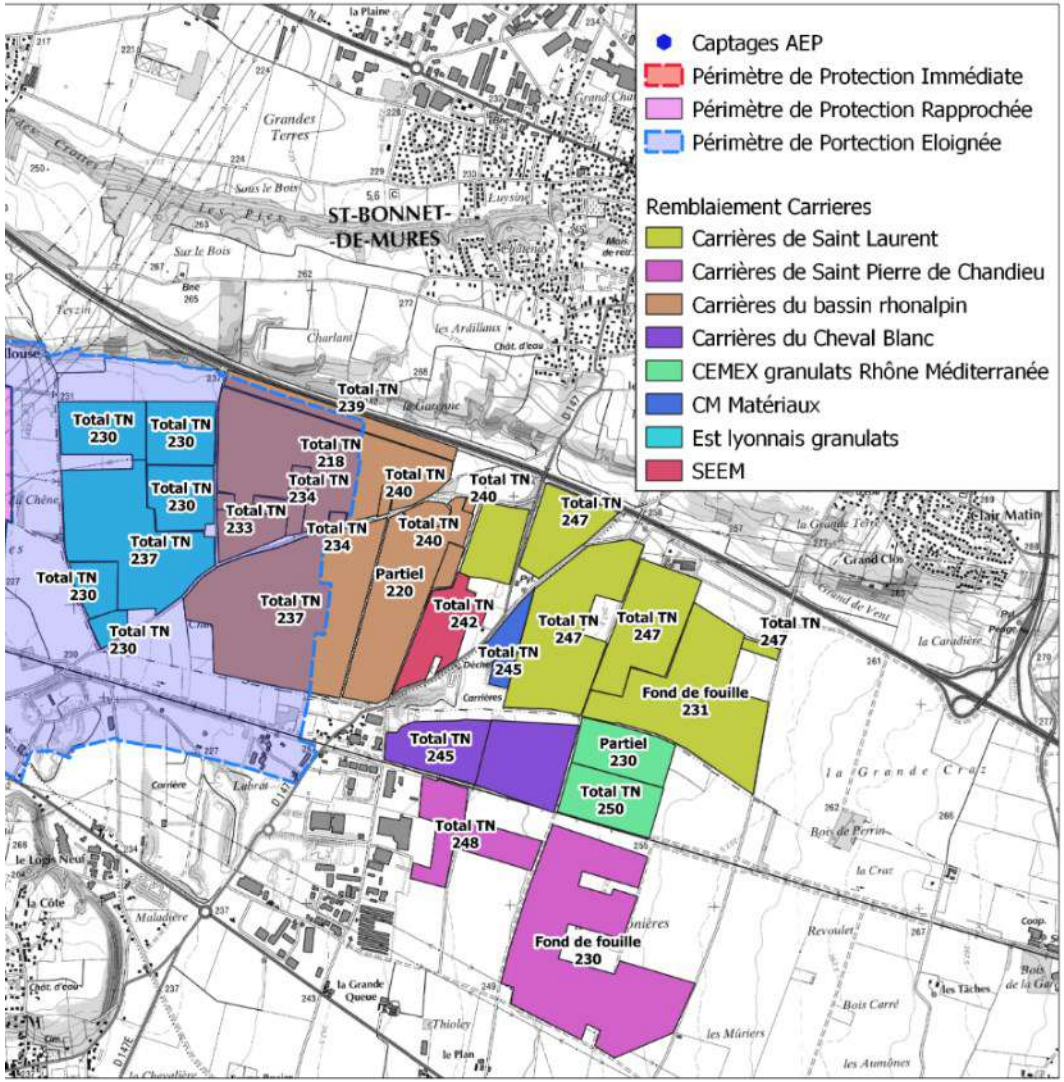
Fdif : sujet retrouvé mais formulation différente

X : sujet retrouvé avec la même formulation

F-det : sujet retrouvé mais formulation moins détaillée

GINGER BURGEAP

Quid du remblaiement



Il existe diverses procédures dans les AP

Retour d'expérience des carriers ? Qualité des matériaux ?



Propositions soumises ce jour en ZSE-1/2 et ZSNEA-1/2

Propositions soumises ce jour

Au sein des ZSE-1/2 et ZSNEA-1/2 = environnement immédiat de captages ou captages potentiels et AAC, on considère **:**

- qu'en cas d'événement la gravité est maximale donc **le risque est très fort,** malgré les potentielles mesures de réduction de probabilité et de gravité.

En phase exploitation

- Qu'il faut limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)
    - exploitation des gisements en laissant 5 m au dessus de la cote de NPHE ;
    - mise en place d'un guide de bonnes pratiques ;
    - mise en place d'une procédure d'alerte en lien avec le SAGE ;
    - exigence d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux ;
    - suivi de la qualité des eaux renforcés large spectre.

En phase remblaiement

Au sein des ZSE-1/2 et ZSNEA-1/2 = environnement immédiat de captages ou captages potentiels et AAC, on considère **:**

- mise en place d'un guide de bonnes pratiques ;
- mise en place d'une procédure d'alerte en lien avec le SAGE ;
- exigence d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux ;
- suivi de la qualité des eaux renforcés large spectre.
- définition des matériaux de remblaiement…

Modalités du remblaiement

- Exemple de la DUP de 4 Chênes (Aval du secteur)

ARTICLE 2 : Activité de terrassement, d'extraction de matériaux
Le paragraphe de l"article 5.3.2.1 "aucun remblaiement n'est effectué … risque de dégradation de la nappe" est remplacé par le paragraphe suivant :

"Les remblaiements et exhaussements de sol doivent être réalisés avec des matériaux propres, inertes et naturels provenant de carrières ou du site sur lequel le remblai est mis en œuvre. Les seuls matériaux admissibles en sus de ceux cités précédemment sont ceux prévus dans l'annexe 1 de l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes à l'exception :

- Des mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés (code déchets : 17 03),
- De la fraction fine des matériaux de déconstruction,
- Des terres provenant de sites contaminés ou ayant pu être en contact avec des terres contaminées.

Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant refuse l'admission des déchets".

- Quid de la surveillance à mettre en place afin de respecter ces critères
  - Retour d'expérience des interlocuteurs ?
  - Problématique de la recharge

Modalités du suivi de la nappe

Provisoire

Mise en place d'un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit des activités en cours et remblaiement dans les ZSE-1/2 et ZSNEA-1/2

- Ce suivi devra être homogène en termes de synchronicité, de paramètres analysés à l'échelle de chaque ZS-1 ;
- Ce suivi devra être à minima trimestriel ;
- Les résultats de ce suivi devront être transmis au SAGE et à la police de l'environnement au sein d'un rapport de synthèse annuel. En cas de détection d'anomalie inhabituelle, le SAGE et la police de l'environnement devront être contactés dès la réception des résultats de la campagne ;
- La constitution du réseau de suivi et sa gestion devront être portés par une structure (syndicale ou associative comme l'UNICEM)

Provisoire

Activités pour l'après carrière dans les ZSE-1/2 et ZSNEA-1/2

- **Dans ce contexte les activités agricoles sont envisagées**

  - En ZSE 1 et ZSNEA 1 : Agriculture de type biologique
  - En ZSE 2 et ZSNEA 2 : Agriculture a minima selon le label HVE niveau 3

Enjeux en présence : infiltration des eaux dans les sols et vers **la nappe déjà fortement impactée par les intrants**

Le SAGE rappelle son ambition forte et sa volonté d'exemplarité en matière de pratiques agricoles sur son territoire (50% de la SAU certifiée en agriculture biologique d'ici 10 ans dans les zones de sauvegarde des alluvions fluvio-glaciaires ; 30 % de la SAU certifiée en agriculture biologique d'ici 10 ans dans le périmètre du SAGE en dehors des zones de sauvegarde
des alluvions fluvio-glaciaires) »



Clôture et perspectives

ANNEXE 3 – Supports et comptes-rendus des 4 réunions thématiques élargies

Étude Heyrieux amont – Phase 2

COMPTE-RENDU
Réunion de consultation
Activités de carrières et aménagement post-carrières
du 4 mars 2024 9h30-12h30

Étude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP future de Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

ORDRE DU JOUR :

9h30-9h45 : Introduction et tour de table

9h45-10h30 : Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?

- *Définitions*
- *Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais*
- *Occupation des sols dans les zones de sauvegarde*
- *Notion de risque*

10h30-10h40 : Présentation de l'UNICEM sur les évolutions réglementaires des extractions de granulats.

10h40-11h45 : Groupes de travail sur les prescriptions

- *Exploitation*
- *Extensions*
- *Remblaiement*
- *Activités post-carrières*

11h45-12h15 : Restitutions

12h15-12h30 : Perspectives et clôture

PRÉSENTS

Raphaël IBANEZ	Mairie Saint-Pierre-de-Chandieu et CCEL
Emmanuel GIRAUD	CCEL
Jean-David ATHENOL	Mairie Saint-Laurent-de-Mure
Claude HUMBERT	Mairie de Toussieu et SIEPEL
Paul COSTE	CAEL
Véronique HARTMANN	Métropole de Lyon
Micheline DESSEIGNE	ACER
François BATAILLE	Régie des Eaux EPGL
Martine PINTON	Mairie Saint-Bonnet-de-Mure
Christophe FEINT	UNICEM
Dominique DELORME	UNICEM

Jean-Louis LINOSSIER	ACER
Mathieu CHAMPAULT	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Mélanie CAPÉRAN	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Adrien GARIOUD	GINGER BURGEAP
Aurélia NOUVEL	IDDEST

PIÈCES JOINTES :

- Présentation support de la réunion du SAGE
- Présentation support de l'UNICEM

1. Questions de clarification en cours de présentation du SAGE

Raphaël IBANEZ : En tant que collectivité, nous avons des interrogations sur les contraintes qui seront posées sur les zones hachurées. Est-ce que les carriers vont pouvoir continuer à faire leur métier ?
Mélanie CAPERAN : C'est effectivement le sujet de cette réunion et plus globalement du cycle de 4 réunions proposées d'ici avril.

Paul COSTE : Entre les périmètres de protection de captage et les aires d'alimentation de captage, pouvez-vous préciser comme se dessinent les zones de sauvegarde ?
Adrien GARIOUD : Les périmètres de protection sont bien inclus dans l'aire d'alimentation puisqu'ils sont définis sur la base de temps d'arrivée de l'eau au captage mais ils ne concernent pas l'aire d'alimentation dans son entièreté. Les zones de sauvegarde ont justement pour rôle de protéger les aires d'alimentation de captage au-delà des périmètres de protection, avec des prescriptions à définir. Ici les zones de sauvegarde de priorité 2 correspondent presque à l'aire d'alimentation dans sa globalité. Les zones de sauvegarde de priorité 3 correspondent aux zones qui alimentent les aires d'alimentation via des ruissellements de surface.
Jean-Louis LINOSSIER : Dans les périmètres de protection, il y a trois niveaux : PPI, PPR, PPE, de plus en plus étendu. Est-ce que les zones de sauvegarde correspondent au PPE, le plus étendu ?
Adrien GARIOUD : Les zones de priorité 1 correspondent en effet à ce PPE pour les captages existants.
Jean-Louis LINOSSIER : A quel type de prescriptions correspond alors cette zone de priorité 1 ? Dans un PPI par exemple toute autre activité que le captage est interdite.
Adrien GARIOUD : C'est justement le sujet de la réunion d'aujourd'hui, sachant qu'il n'est pas dans l'esprit d'imposer dans les zones de sauvegarde des prescriptions aussi contraignantes que dans des PPI. Il s'agit plutôt de bien identifier ce qui pourrait avoir des impacts sur la ressource à long terme pour s'en prémunir.

Dominique DELORME : Attention à ne pas évoquer que les zones de sauvegarde exploitées. Il est aussi question de zones de sauvegarde non encore exploitées qui concernent des surfaces importantes.
Mathieu CHAMPAULT : En effet. D'ailleurs une partie de l'étude en cours vise à voir s'il est possible de réduire la ZSNEA de priorité 1 dans la zone de Heyrieux amont, pour vraiment hiérarchiser les secteurs et concentrer les prescriptions aux zones où un captage pourrait effectivement être implanté (conditions hydrogéologiques et qualité des eaux favorables).

Jean-David ATHENOL : Les zones remblayées présenteront une perméabilité bien moindre qu'à l'état initial.
Christophe FEINT : A noter que les temps de transfert annoncés dans la présentation correspondent aux temps de transfert en nappe. Ils ne prennent pas en compte le temps d'infiltration dans la zone non saturée.
Jean-Louis LINOSSIER : Ce temps de remobilisation ou transfert peut aller jusqu'à 30 ans. Il faudrait interdire certaines pratiques agricoles qui posent des problèmes.
Adrien GARIOUD : Certaines pratiques génèrent en effet aussi leur lot de pressions mais on ne peut pas tout interdire.
Jean-Louis LINOSSIER : On se plaint par exemple du polluant atrazine. Or il est interdit depuis 30 ans. Il faut être conscient que nos pratiques d'aujourd'hui pénaliseront les gens dans des dizaines d'années.
Micheline DESSEIGNE : Certaines pratiques agricoles polluent plus que d'autres.

2. Questions de clarification en cours de présentation de l'UNICEM

Dominique DELORME : Déroulé de la Présentation UNICEM. On voit qu'il y a une évolution de la réglementation et des pratiques. Les remblais arrivant de la Métropole de Lyon ne sont pas recyclables et il faut bien les stocker quelque part. Si demain il y a trop de contraintes, il faudra savoir où reporter le stockage et ainsi augmenter la circulation des camions vers les nouveaux centres d'acceptation des terres (si ceux-ci sont situés plus loin).

François BATAILLE : Il y a donc des suivis individuels et collectifs ?
Dominique DELORME : Le suivi collectif est coordonné par l'UNICEM, au frais des entreprises, et encadré par la DREAL.

Micheline DESSEIGNE : Comment évoluent les productions de déchets non recyclés ?
Dominique DELORME : Aujourd'hui normalement tout est trié en amont, nous n'acceptons par exemple plus ni les plastiques ni les ferrailles. Les bétons et enrobés sont en général recyclés à 100%. Le remblai se fait avec ce qui est impropre à la construction.

Jean-Louis LINOSSIER : Quels paramètres sont suivis dans vos piézomètres ? Les sulfates sont-ils suivis ?
Christophe FEINT : Donne la liste de tous les paramètres suivis (pH, température, conductivité, nitrates, nitrites,…) qui ne correspondent pas aux 250 paramètres suivis pour l'eau potable mais qui est longue.
Adrien GARIOUD : Par exemple les pesticides ou les PFAS ne sont pas suivis. Les résultats sont transmis à la DREAL.

Jean-David ATHENOL : Aujourd'hui on gère un passif, avec les temps de transfert, les pollutions aux captages sont celles des années 1970. Depuis l'arrêté de 2010, les sites sont beaucoup plus contraints, ils ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent et une carrière n'est pas une activité polluante.
Dominique DELORME : Cela a déjà été évoqué à la dernière réunion : nous sommes le dernier maillon de la chaine pour les matériaux inertes. Pour les autres matériaux, il existe d'autres filières dédiées. Pour arriver sur les sites de stockage, il faut des documents d'acceptation préalable (DAP). Si tout le monde joue le jeu et fait son travail correctement, il n'y a pas de problème.
Adrien GARIOUD : En effet, il y a un vrai travail qui a été mené au cours du temps. L'exemple des sulfates est donné surtout pour garder à l'esprit qu'il faut être vigilant. On peut payer les conséquences de certaines pratiques 30 ans plus tard.
François BATAILLE : Certes la chaine complète depuis l'aménageur doit être sensibilisée mais le carrier ne peut se dédouaner de sa responsabilité car c'est lui que au final accepte ou non les terres.

3. Ateliers en sous-groupe

Les participants se répartissent en deux groupes pour travailler sur les propositions de prescriptions et recommandations formulées par le SAGE.

Une synthèse des échanges est fournie via les tableaux suivants.

Concernant le retour des parcelles à l'agriculture, il semble y avoir un consensus pour dire que le remblaiement est préférable plutôt que la mise en culture en fond de fouille.

Pendant les ateliers Dominique DELORME évoque la possibilité de restituer partiellement et temporairement les parcelles déjà exploitées en attente de remblaiement à l'agriculture. Cette possibilité semble dangereuse pour la nappe du fait de la faible épaisseur de zone non saturée existant en fin d'exploitation.

Prescriptions proposées	**Secteur d'application**	**Cette mesure vous semble-t-elle pertinente pour la protection de la ressource ?**	**Selon vous quelles contraintes représente-elle pour les usages du secteur ?**
Interdiction des créations – extensions de carrières	ZS1 et ZSNEA1	Oui, cela permet d'éviter le risque. En ZS1 on est en relation directe avec le captage (équivalent du PPE), il faut être prudents. Actuellement dans les PPE il y a des interdictions d'extensions. Il faut rester cohérent mais réduire au nécessaire les ZSNEA. Qui prendrait en charge les coûts de traitement s'il y avait un accident et que la qualité de l'eau était dégradée ?	Quid des constructions dans la région si on n'autorise plus les carrières ? Attention à ne pas déstabiliser la filière et rester conforme au schéma régional des carrières. Et il faut maintenir les emplois associés. Les matériaux sont particulièrement intéressants dans ces secteurs. Ils le sont moins en ZS2. Il existe des exploitations en PPE actuellement et il n'est pas constaté de dégradations. Il n'y a donc pas de contre-indication à continuer.
Exploitation des gisements en laissant 5 m au-dessus de la cote de NPHE pour les carrières en cours d'exploitation	ZS1 et ZSNEA1	Oui mais déjà le cas en PPE -> ne changerait pas la donne. Semble être un bon compromis entre protection de la nappe et exploitation optimisée du gisement. Fixer arbitrairement une autre épaisseur aurait peu de sens.	
Mise en place d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui mais des procédures existent déjà. Les alertes passent par la DREAL. Les arrêtés préfectoraux actuels encadrent déjà les carrières. Il faudrait le mettre en valeur/le reprendre dans le SAGE. Il faudrait prévenir le SAGE en cas de pollution, et l'ajouter dans les AP des carriers. Appui du SAGE nécessaire pour relayer l'enjeu eau.	Ok pour travailler sur un guide et programmer des formations des opérateurs sur le terrain.
Suivi de la qualité des eaux renforcé large spectre	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Mitigé : quels paramètres seraient demandés en plus ? S'il y a un accident il peut être difficile d'identifier la source et donc le responsable / et c'est trop tard : la dégradation est là.	Le réseau de suivi existant peut être mis à disposition si besoin. Les activités d'extraction ne génèrent pas de rejets souillés. Les lavages concernent les matériaux extraits qui étaient en place. L'eau de rinçage est rejetée dans un fossé qui va à un bassin d'infiltration. Il y a des contrôles avant rejets.
Remblaiement avec des matériaux de types ISDI mais avec certains seuils abaissés	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Le remblaiement est le sujet qui préoccupe le plus mais les matériaux sont inertes, des modifications ont été apportées depuis 2007, des progrès sont faits et la terre végétale est réutilisée. Les composés comme les COHV ou les PFAS ne sont pas inclus dans les paramètres ISDI. Ne pourraient-ils pas être introduits dans les seuils et analyses des aménageurs ? Il semble que des études de sols soient faites en amont - toute une procédure est en place pour vérifier que les matériaux qui arrivent sont bien inertes : 2 cas de figure, en cas de gros chantiers des analyses de sol et un plan de phasage sont prévus en amont, en cas de petit chantier une analyse est faite sur les déblais par l'aménageur avant transport. Un DAP est émis par le producteur puis le carrier réalise un contrôle olfactif et visuel. Le producteur réalise une analyse documentaire des déchets. Le camion benne d'abord sur une zone de stockage, puis le remblai est transféré dans la zone définitive. La provenance du camion peut aiguiller le carrier sur la fiabilité du remblai. Une cartographie des remblais est réalisée, ce qui permet de localiser à posteriori un camion considéré comme suspect. On dispose de 30 ans de recul avec des exigences réglementaires qui ne font qu'augmenter. Le risque semble être le remblaiement sauvage -> seuils inopérants. Initialement, le remblai n'était pas prévu dans le PPE de 4 Chênes et il était prévu un réaménagement en zone naturelle. Pourrait-on imposer des conditions de fourchette de perméabilité à respecter sur les remblais, pour limiter les risques de pollution tout en continuant à permettre la recharge de la nappe ? Ceci serait très compliqué à mettre en place, voire impossible. Imposer une analyse tous les X camions ?	Abaisser les seuils semble compliqué car 1-ils sont déjà bas / 2-pour certains il semble que c'est aux aménageurs (producteurs de déchets) de faire des contrôles, pas aux carriers. Il faudrait trouver un moyen a minima de partager les contraintes avec les aménageurs. Les carriers souhaiteraient que s'il y a une modification des seuils, la communication soit portée par le SAGE car l'acceptation risque d'être compliquée pour les clients des carriers -> voir avec les fédérations etc. pour faire passer le message. Idem s'il s'agit de rajouter de nouveaux paramètres non présents dans les packs ISDI. Il faudrait faire un suivi / une étude du nombre de refus de camions qui seraient induits par ces abaissements de seuils pour se rendre compte de l'impact économique, de durée d'exploitation, de trafic et de filière locale. 1 million de tonnes de matériaux par an sont reçus sur la zone, qui ne sont pas des matériaux recyclables.
Interdiction de stockage de produits dangereux pour l'environnement	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui mais il existe déjà des limitations pour les carriers : 10 à 15 m^3 autorisés seulement.	
Poursuite du suivi de la qualité des eaux souterraines par les carrières sur 5 ans après leur cessation d'activité	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui - pertinent.	Cela nécessiterait des arrêtés préfectoraux complémentaires

Prescriptions supplémentaires proposées en séance	**Secteur d'application**	**Cette mesure vous semble-t-elle pertinente pour la protection de la ressource ?**	**Selon vous quelles contraintes représente-elle pour les usages du secteur ?**
Imposer des flottes de véhicules au gaz ou électriques sur ces secteurs		Éviter les risques de débordement en exploitation	Les véhicules stationnent sur des aires étanches dédiées. En fonctionnement si un accident se produit il est immédiatement constaté et l'intervention a lieu en urgence. Les matériaux pollués sont extraits et évacués. La pollution n'a pas le temps de se propager à la nappe. Les autres engins présentent un risque incendie donc pas forcément mieux pour la nappe si besoin d'extinction.
Évaluer l'impact cumulé des carrières sur la nappe		Il faut continuer ce qui a été fait en 2012 pour l'implantation de nouvelles carrières.	
Conditionner la réimplantation de l'agriculture au remblaiement des carrières		L'agriculture est à proscrire en fond de fouille si ce n'est pas de l'agriculture biologique.	
Pour les activités agricoles après remblaiement : imposer des ORE		Aujourd'hui il existe des conventions volontaires, ce serait bien de les élargir et renforcer. Pas de moyen de contraindre les pratiques agricoles, sauf si le propriétaire accepte de mettre en place des baux environnementaux.	Difficulté de mise en œuvre. Faisabilité de labelliser une agriculture biologique sur un sol remanié ?

Recommandations proposées	**Secteur d'application**	**Cette mesure vous semble-t-elle pertinente pour la protection de la ressource ?**	**Selon vous quelles contraintes représente-elle pour les usages du secteur ?**
Mise en place d'un guide de bonnes pratiques	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui	Animation à la charge du SAGE
Mise en place d'une procédure d'alerte en lien direct avec le SAGE	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui	Difficulté de mise en œuvre ?
Sensibilisation/responsabilisation des acteurs dès la source du déchet	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui - très pertinent	A la charge du SAGE
Favoriser l'agriculture biologique sur les parcelles	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui si possible	Faisabilité ?

4. Dates des prochaines échéances

Retours sur les prescriptions : Jeudi 4 avril.

Réunion COPIL phase 2 étude Heyrieux amont : Vendredi 12 avril de 14h à 17h.



Dispositions applicables dans les zones de sauvegarde AEP de la nappe de l'Est lyonnais

Réunion de consultation – Aménagement post-carrières
04/03/2024

Objectifs de la réunion

- *Expliquer ce que sont les zones de sauvegarde et partager (ou rediffuser) les raisons amenant à en définir dans l'Est lyonnais*
- *Partager les propositions de prescriptions prévues sur le sujet des carrières :*
  - » *exploitation,*
  - » *extension,*
  - » *remblaiement,*
  - » *activités post-carrières*
- *Recueillir les avis et réactions des participants pour les présenter au COPIL (instance décisionnaire) du 12 avril en même temps que ces propositions de prescriptions*
  - » *échanges en séance*
  - » *possibilité de transmettre des avis jusqu'au 4 avril*

Déroulé de la réunion

- *9h-9h15 : Introduction et tour de table*
- *9h15-10h : Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?*
  - » Définitions
  - » Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais
  - » Occupation des sols dans les zones de sauvegarde
  - » Notion de risque
- *10h-11h : Groupes de travail sur les prescriptions*
  - » Exploitation
  - » Extensions
  - » Remblaiement
  - » Activités post-carrières
- *11h-11h45 : Restitutions*
- *11h45-12h : Perspectives et clôture*

Tour de table des participants





Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?



Démarches de préservation de l'alimentation en eau potable

Définitions

Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection des **captages existants** : les DUP (régionales) et périmètres de protection associés

» Protection de la **ressource en eau souterraine** en amont des captages actuels ou futurs : les zones de sauvegarde (exploitées / non exploitées actuellement),

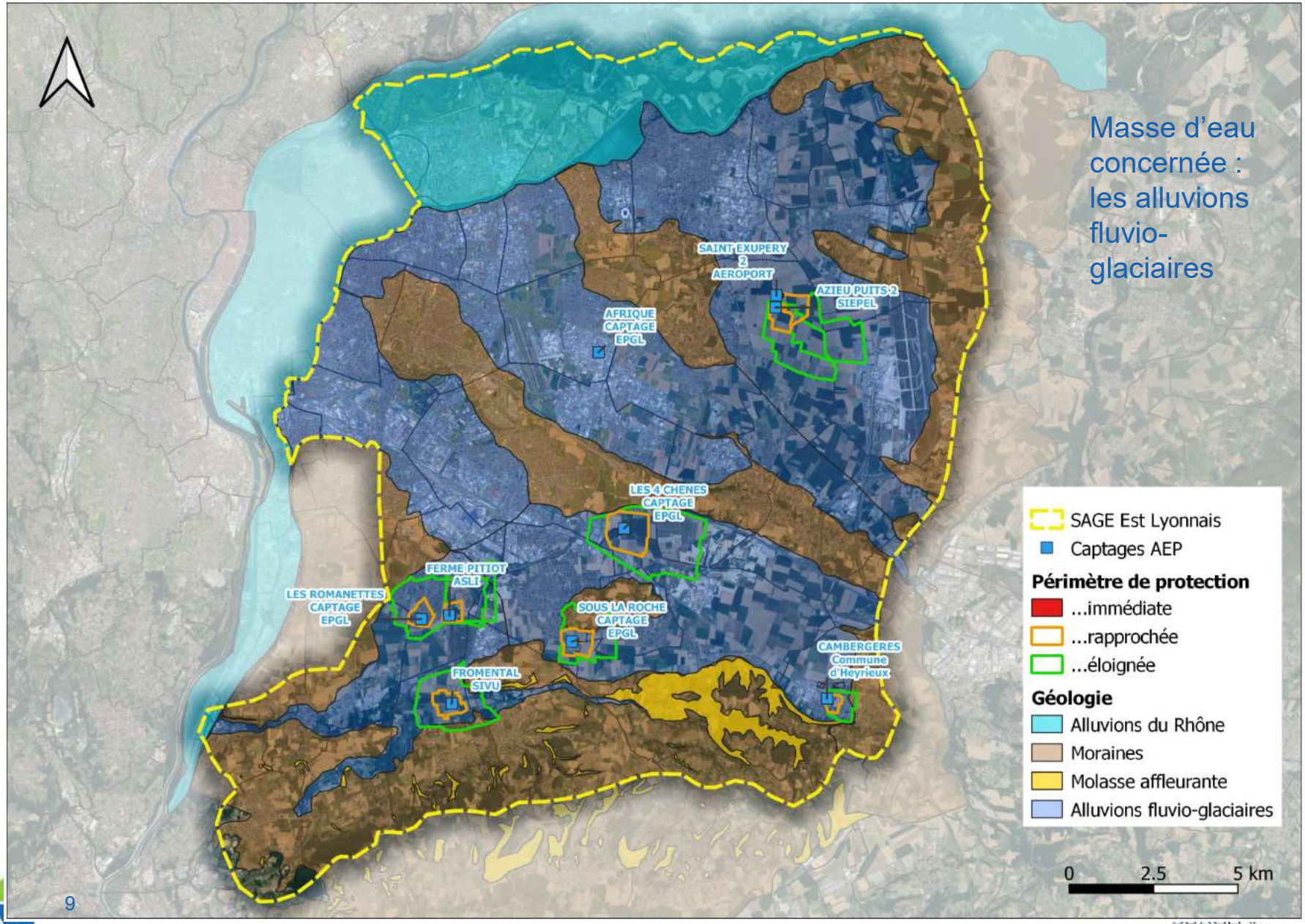
Définitions : DUP et périmètres de protection

Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection des **captages existants** : les DUP (régionales) et périmètres de protection associés
- existent depuis des dizaines d'années
- 3 périmètres avec des contraintes décroissantes
- définis en fonction du temps de transfert au puits en pompage
- portée réglementaire forte via une instruction ARS, les PLU, de la maitrise foncière sur les PPI
- portage par les exploitants

9 captages existants et stratégiques dans l'Est lyonnais

9 captages existants et stratégiques dans l'Est lyonnais



Masse d'eau concernée : les alluvions fluvio-glaciaires

Définitions : zones de sauvegarde

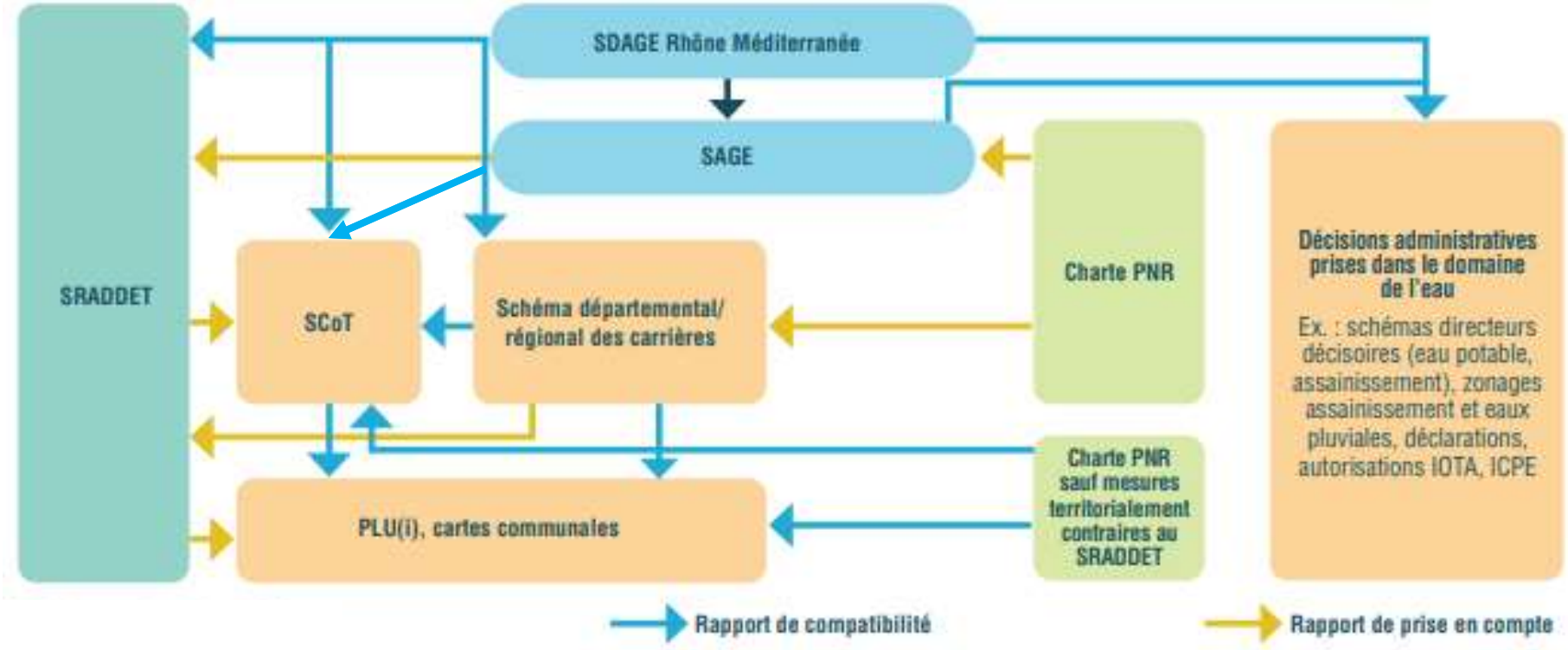
Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection de la **ressource en eau souterraine** en amont des captages actuels ou futurs : **les zones de sauvegarde**

- démarche créée il y a une dizaine d'année
- concerne des zones déjà exploitées ou non exploitées actuellement
- vise une hiérarchisation des ressources pour concentrer les efforts de préservation sur les secteurs stratégiques
- les secteurs stratégiques =
  - *ressource de qualité suffisamment bonne pour être distribuée sans traitements trop lourds*
  - *en quantité suffisante*
  - *à proximité des populations*
- zonages + prescriptions et/ou plan d'actions
  - *dans l'Est lyonnais : 3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes*
  - *prescriptions : sujet du jour*
- portée réglementaire : via la révision du SAGE
  - *règlement du SAGE*
  - *mise en compatibilité / conformité des documents d'urbanisme*

Portée réglementaire des zones de sauvegarde

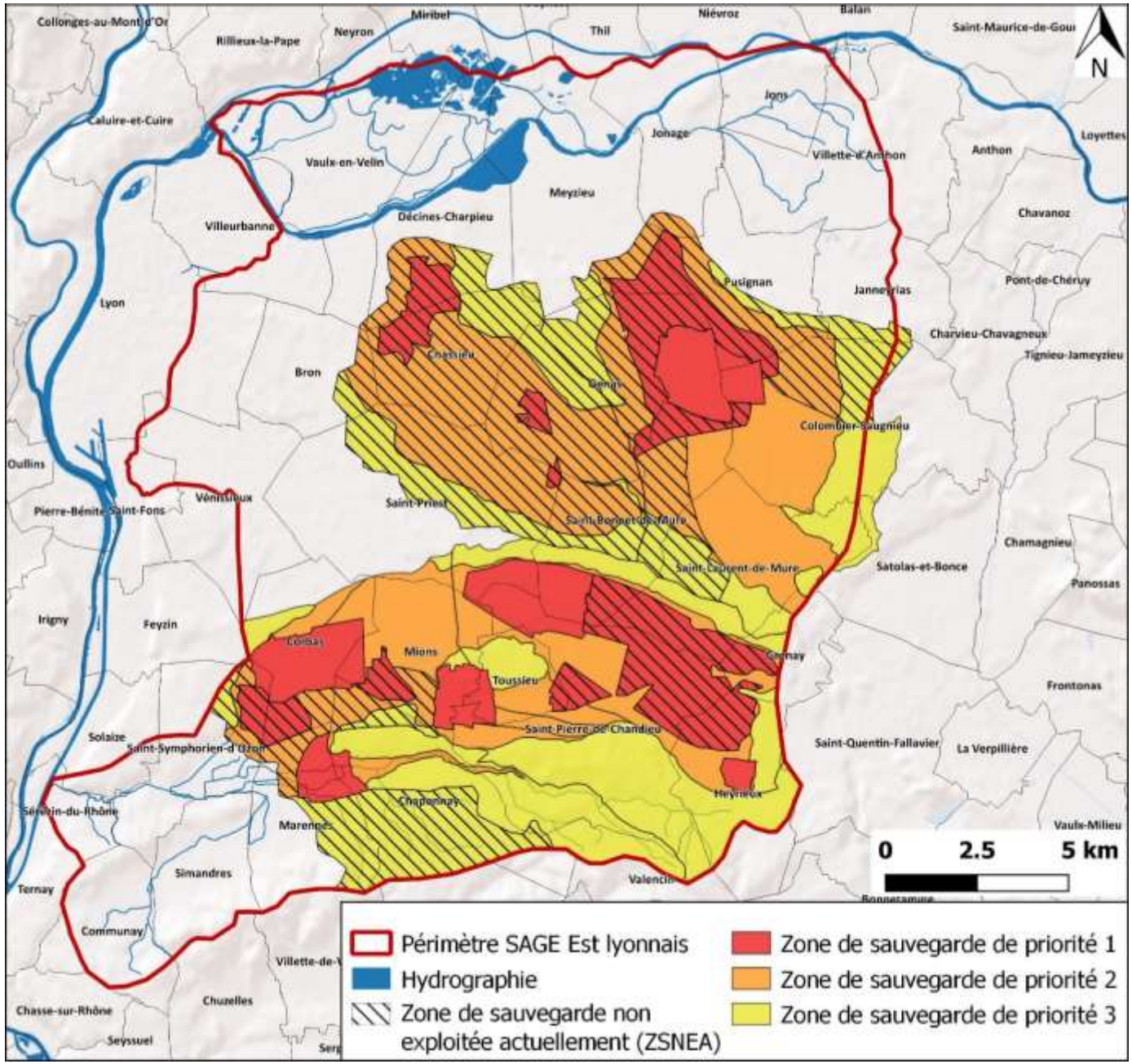
Des rapports de COMPATIBILITE ou PRISE EN COMPTE



Une « démarche SDAGE »

GINGER BURGEAP

Zones de sauvegarde définies en 2018-2019



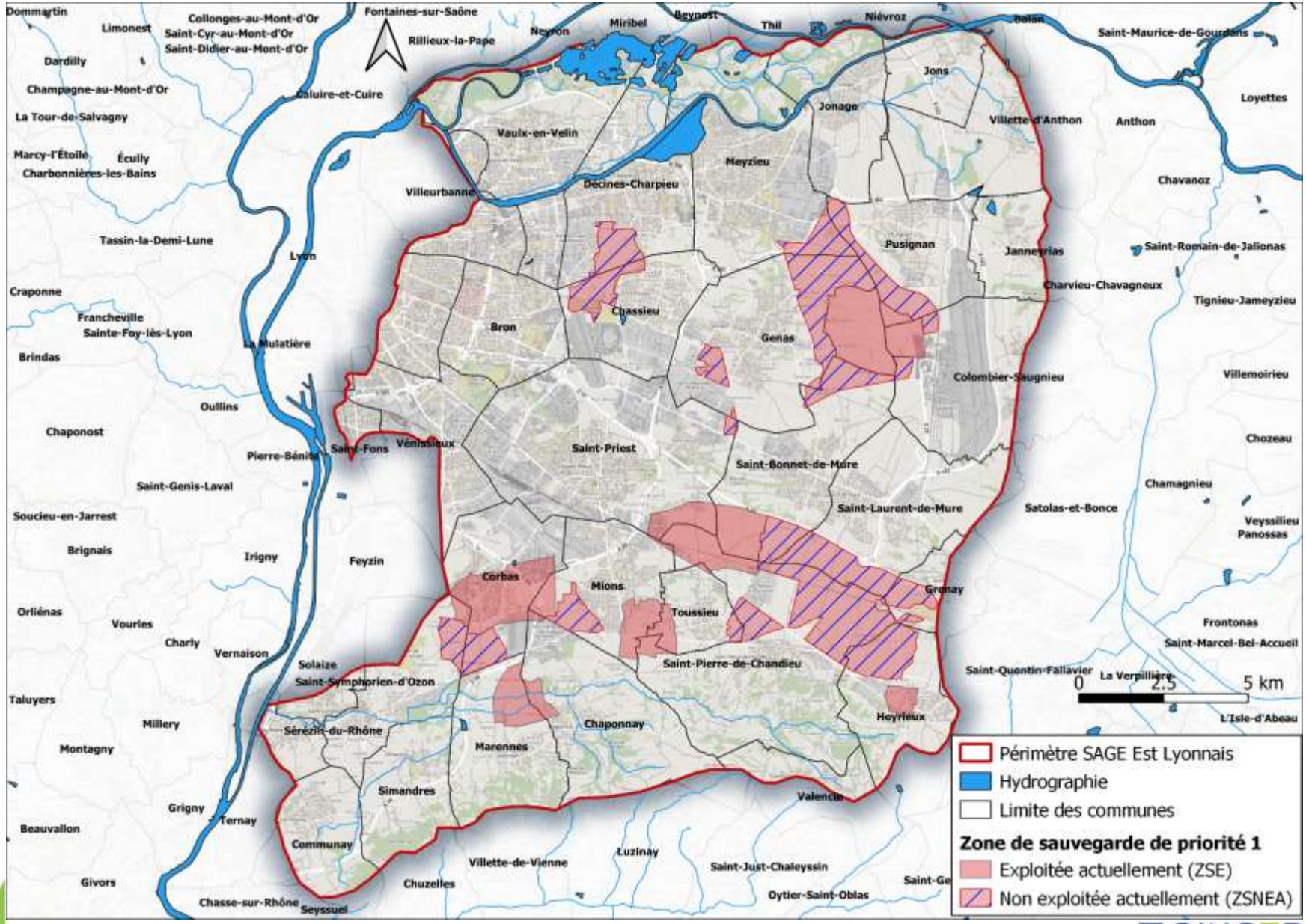
Dans l'Est lyonnais :

3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes

Une zone retravaillée cette année : ZSNEA1 - Heyrieux amont

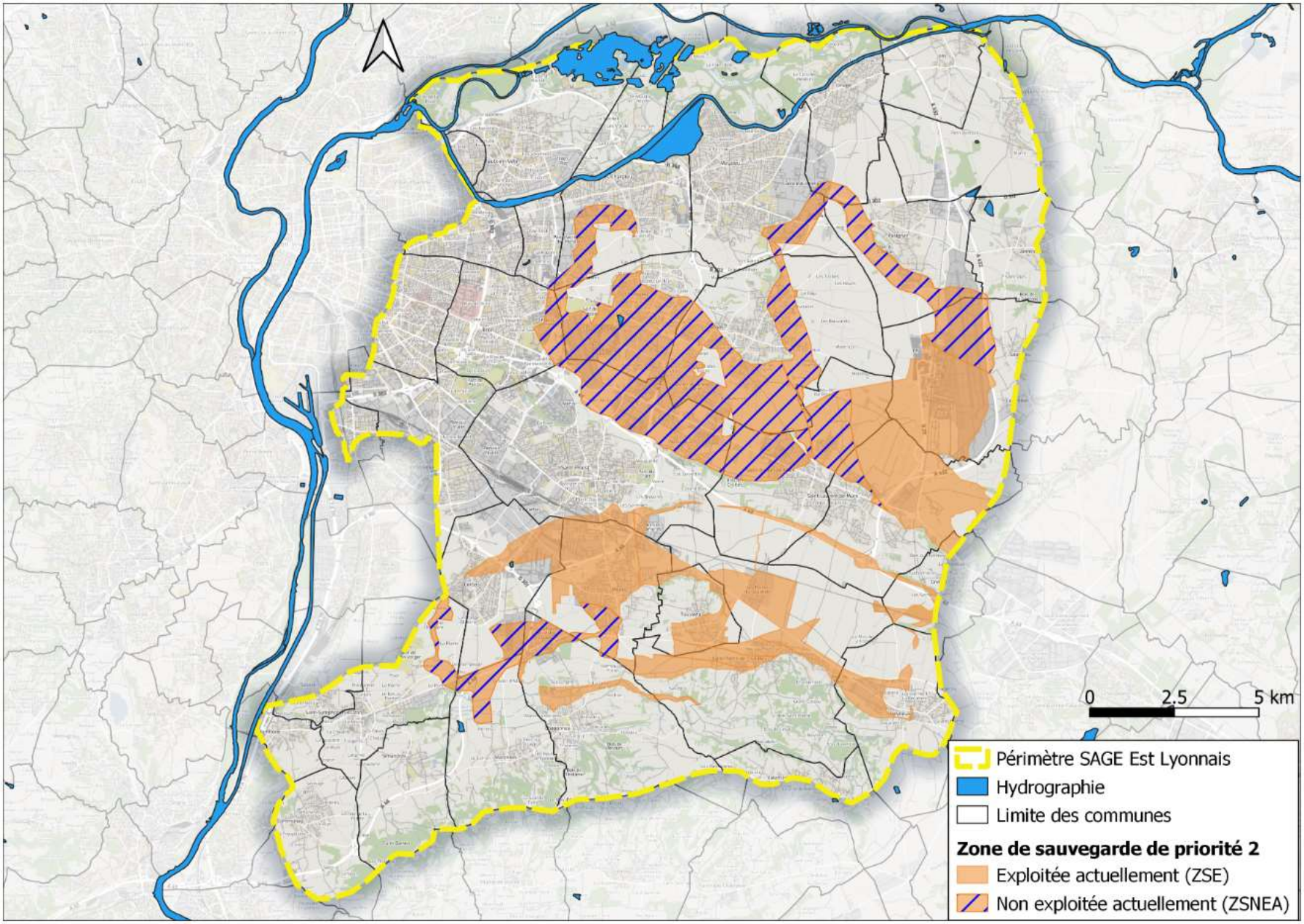
GINGER BURGEAP

Zones de sauvegarde de priorité 1

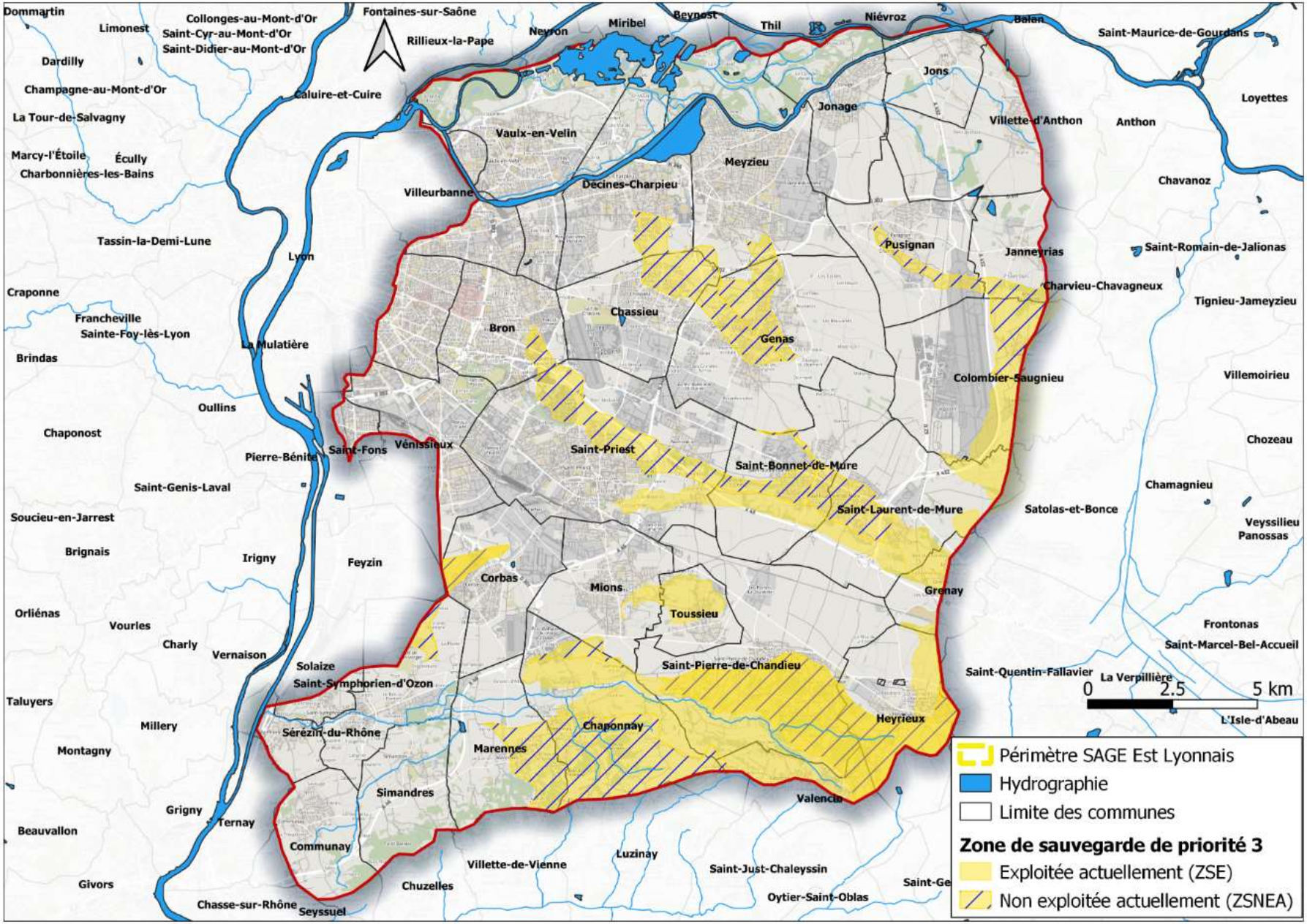


GINGER BURGEAP

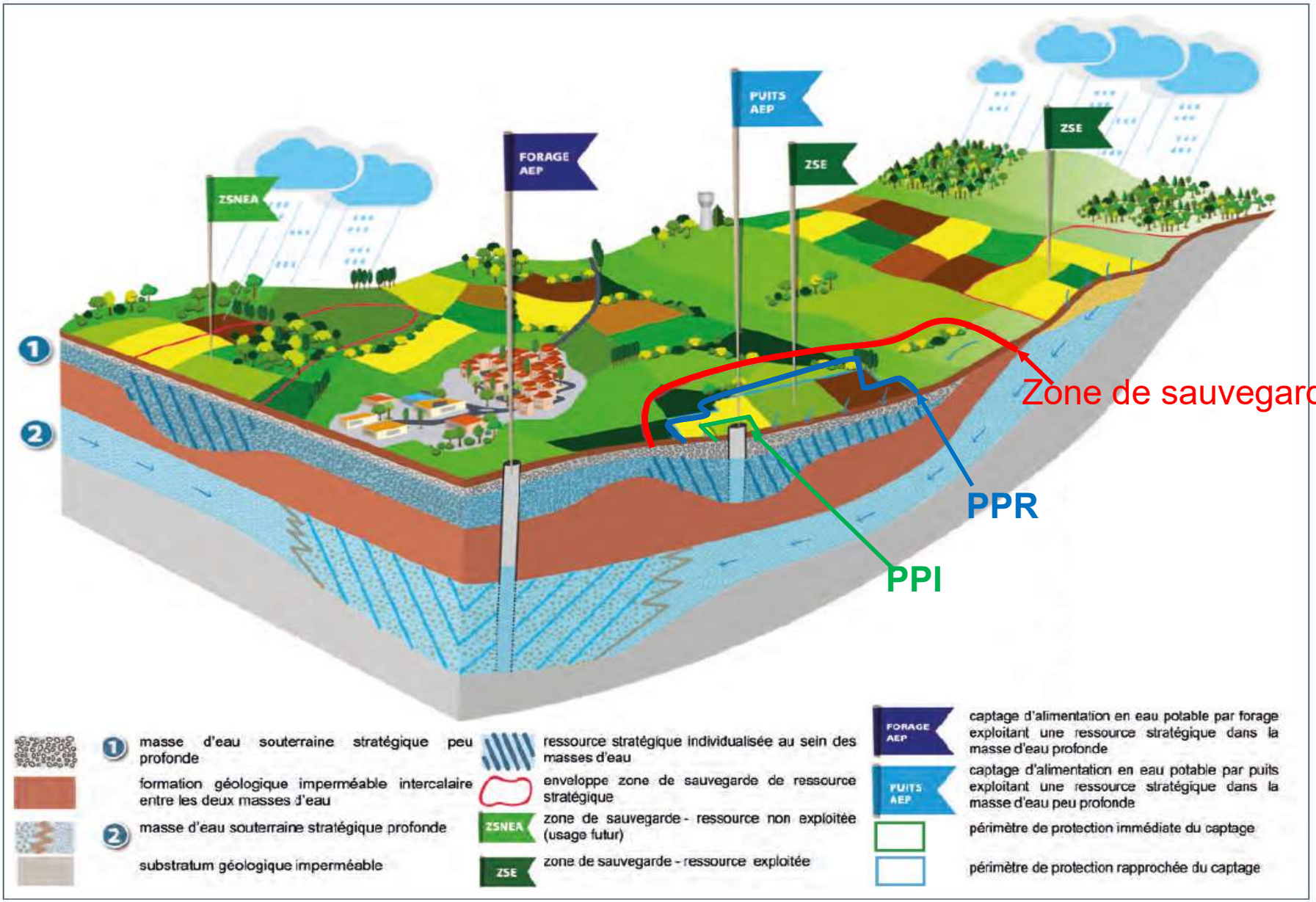
Zones de sauvegarde de priorité 2



Zones de sauvegarde de priorité 3



Deux démarches complémentaires

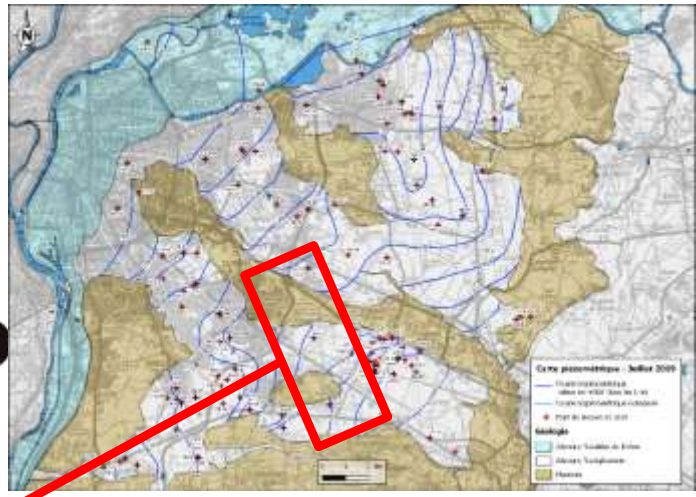


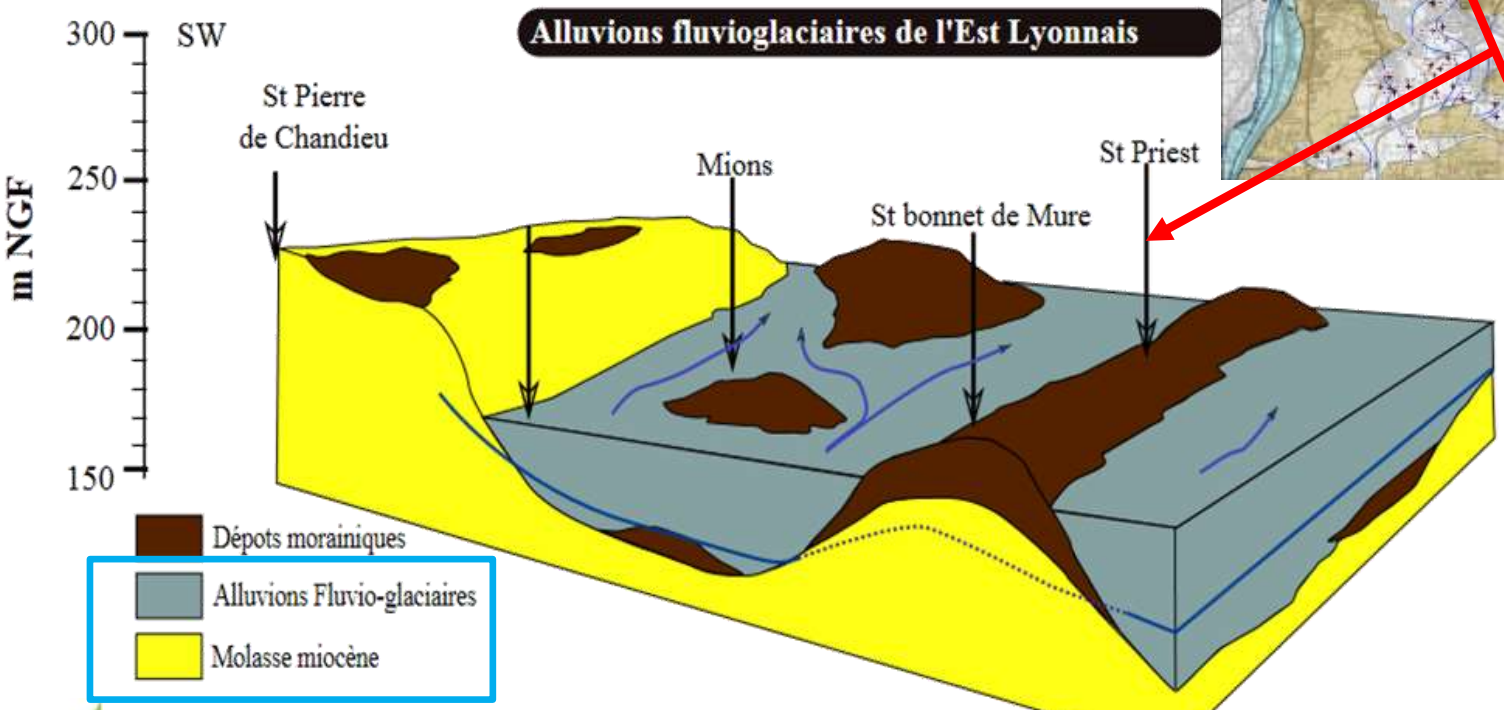


Hydrogéologie, qualité de l'eau et vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais

Hydrogéologie : 3 aquifères sur le territoire du SAGE

- Nappe alluviale du Rhône à Miribel → non concernée
- Alluvions fluvioglaciaires → zone étude
- Molasse miocène → non concernée





Formations aquifères

Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone non saturée d'épaisseur moyenne à forte :

– 5 à 50 m

– moyenne autour de 15 à 25 m

MAIS très perméable :

- peu à pas argileuse en surface,

-> pouvant laisser s'infiltrer rapidement les écoulements de surface

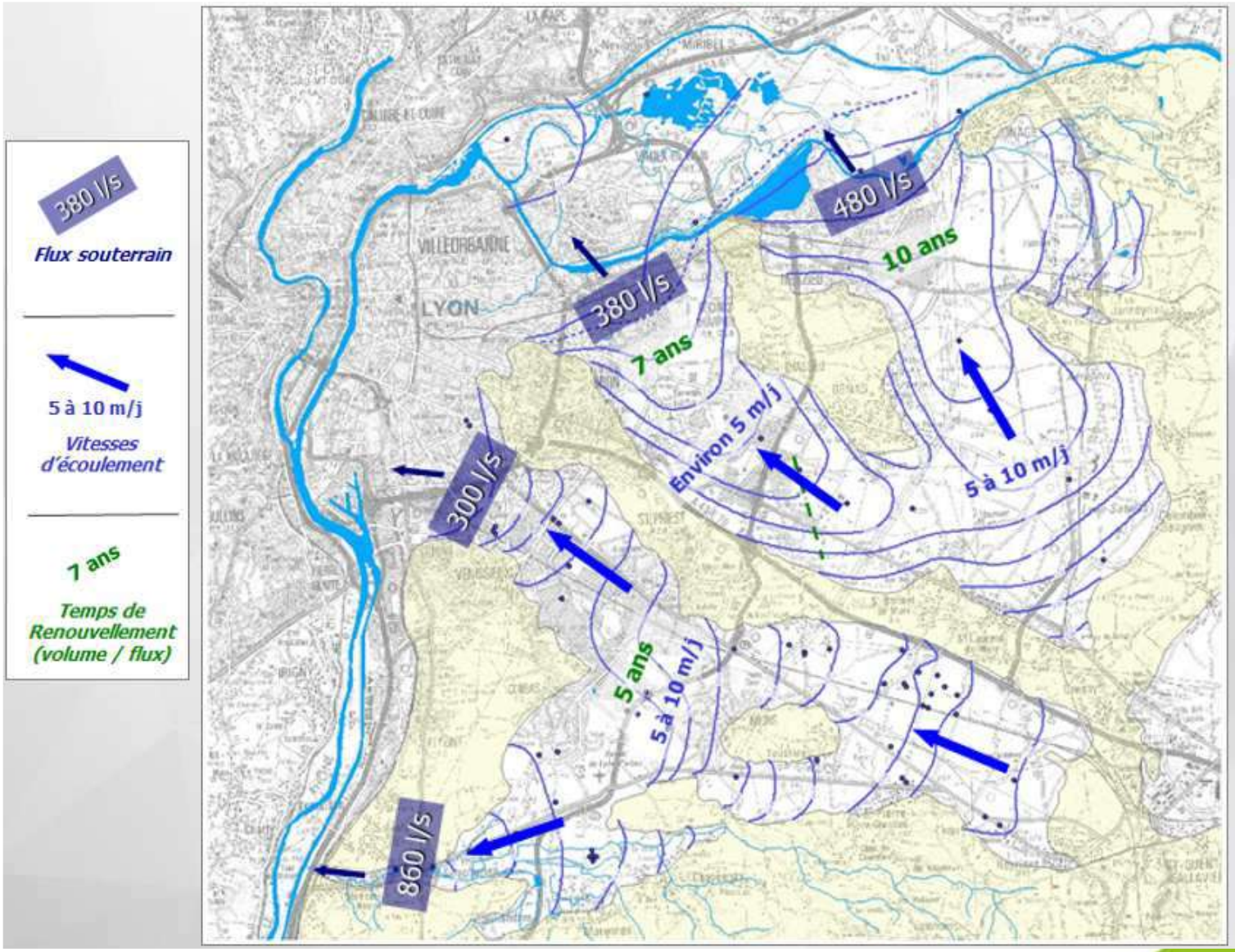
Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone saturée très perméable

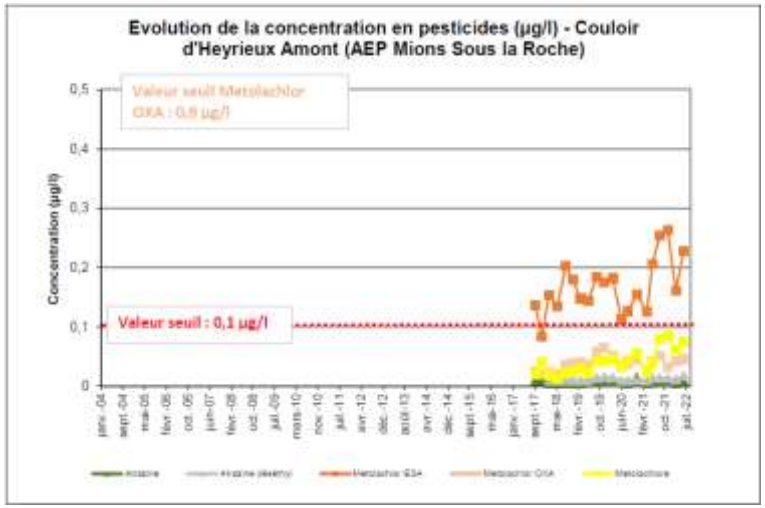
Vitesse d'écoulement de l'ordre de 5 à 10 m/j

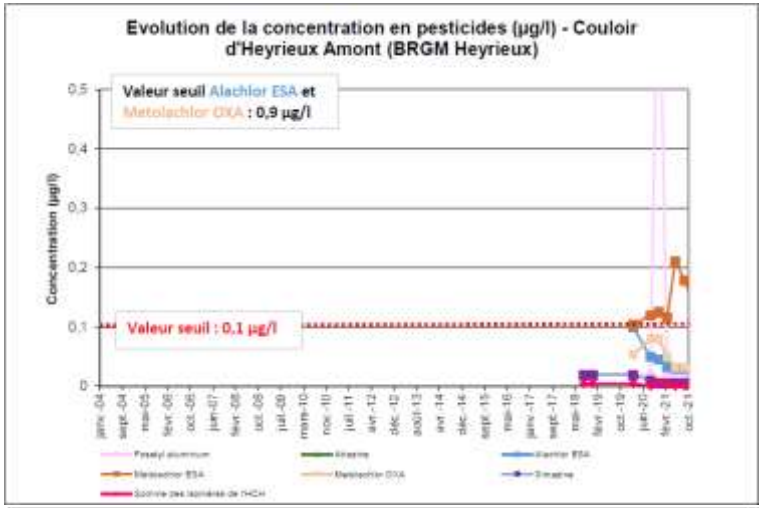
Soit 500 m en 50 j

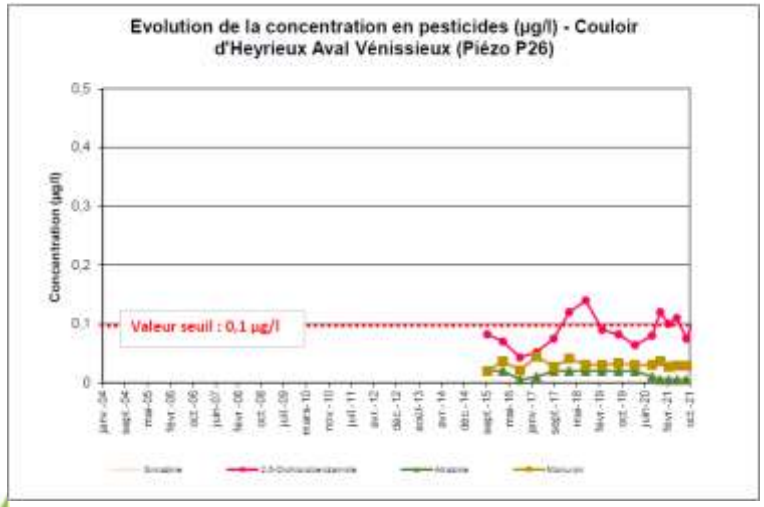


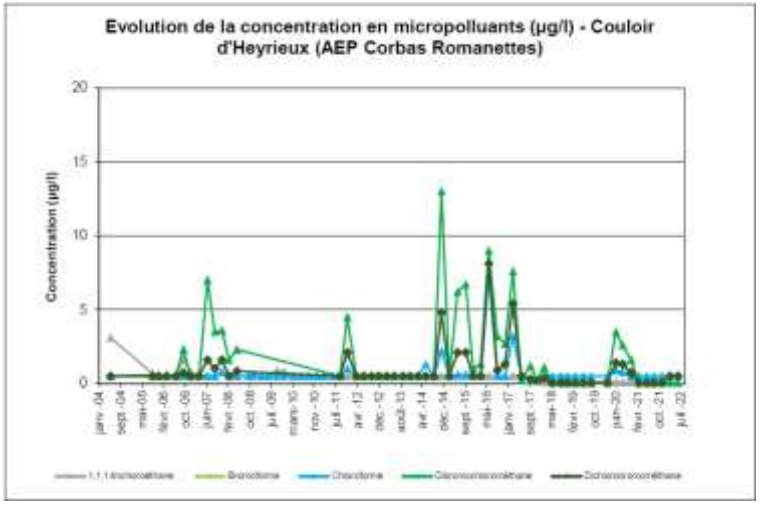
Etat des lieux qualitatif

Une bonne qualité globale mais les pressions anthropiques ont des incidences locales









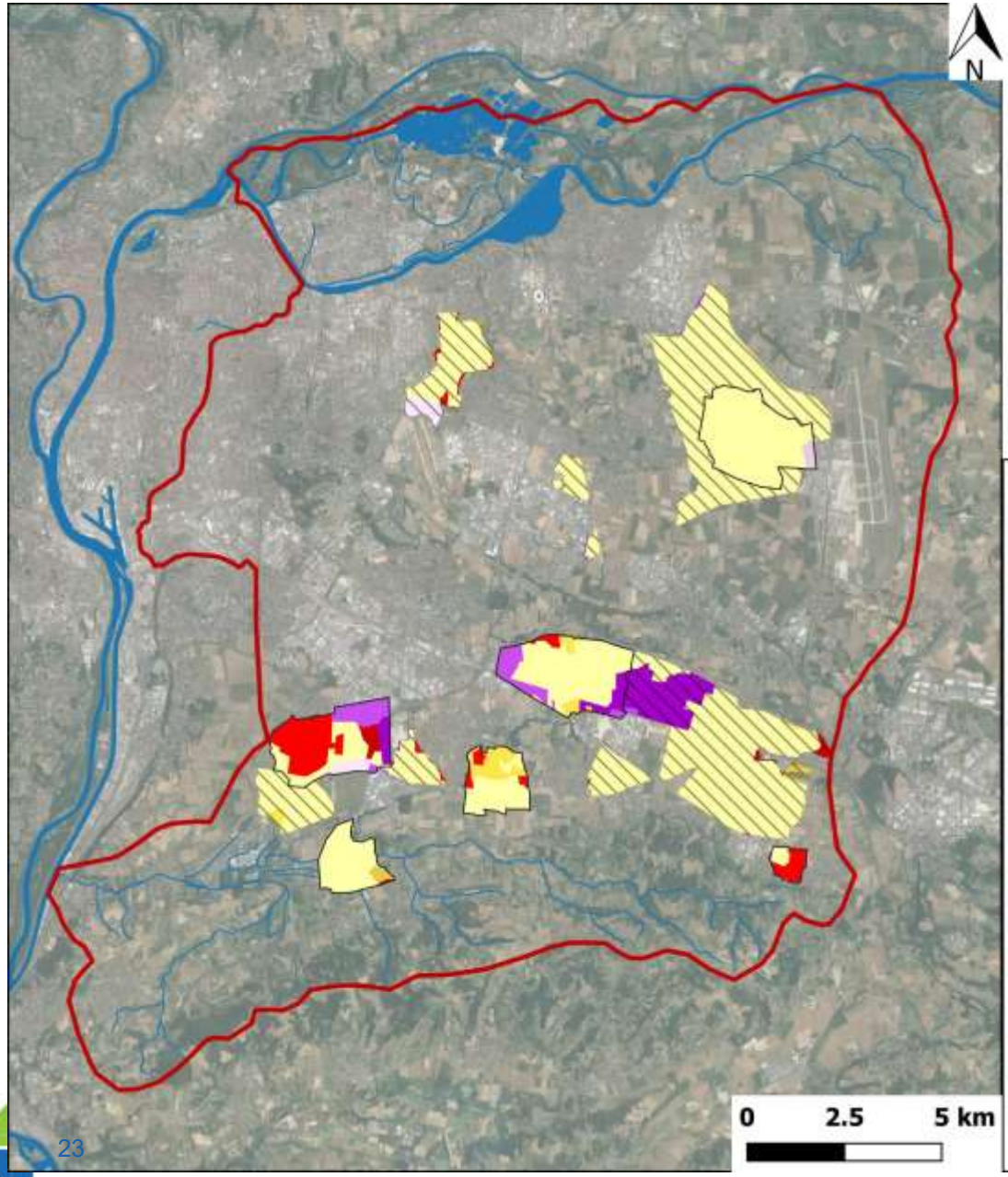
Ces incidences locales attestent de la nécessité de protéger les secteurs stratégiques.

GINGER BURGEAP



Occupation du sol au droit des zones de sauvegarde

Occupation du territoire au droit des ZS de priorité 1



Principalement :

- Agricole
- Carrières
- Les ZI avaient déjà été exclues lors du zonage 2018

Périmètre SAGE Est lyonnais

Zones de sauvegarde de priorité 1

Exploitées

Non exploitées actuellement

Occupation des sols (Corine Land Cover 2018)

Tissu urbain discontinu

Zones industrielles ou commerciales et installations publiques

Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés

Aéroports

Extraction de matériaux

Equipements sportifs et de loisirs

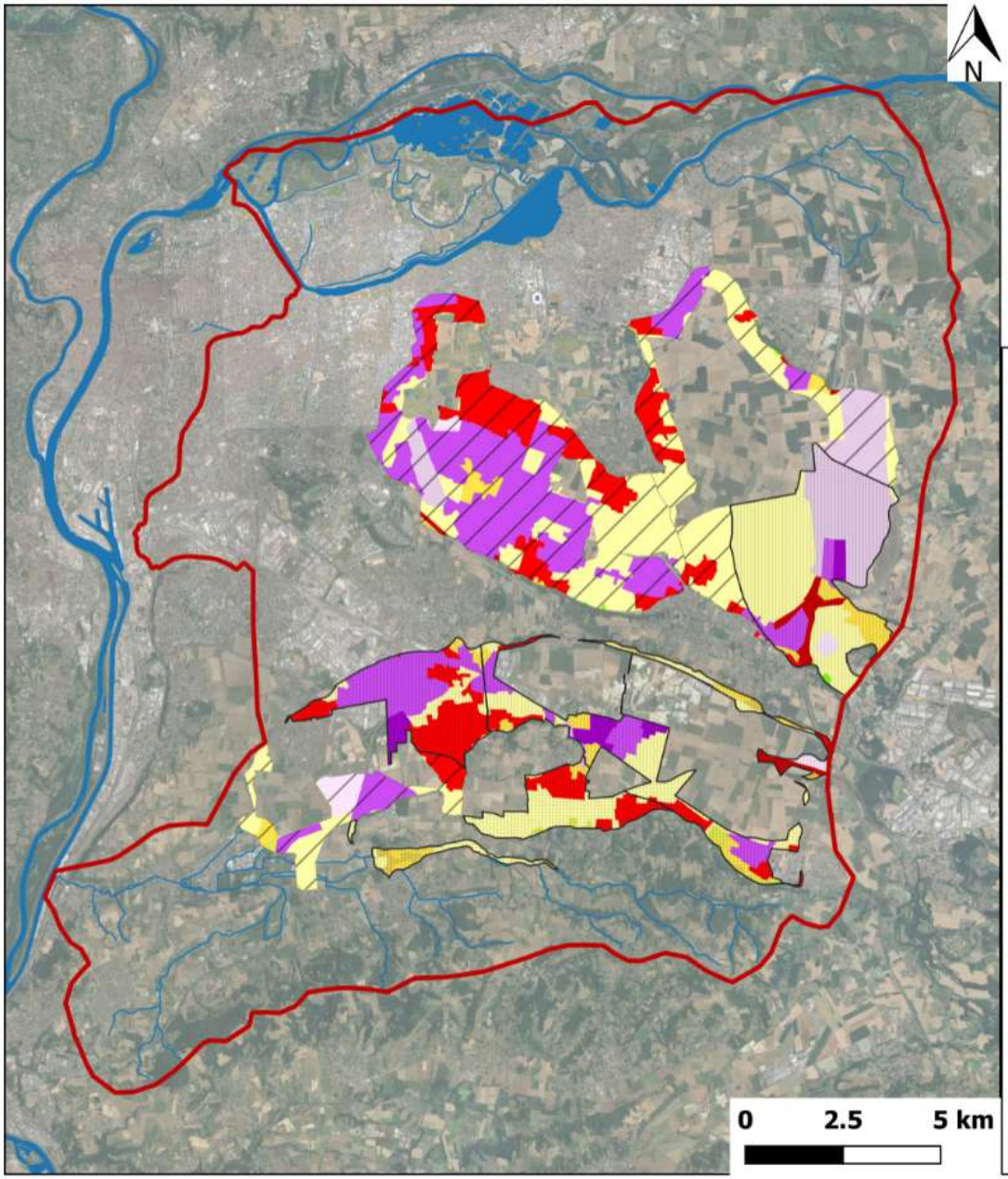
Terres arables hors périmètres d'irrigation

Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole

Systèmes culturaux et parcellaires complexes

Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Occupation du territoire au droit des ZS de priorité 2



Principalement :

- ZI et ZAC
- Agricole
- Tissu urbain

Périmètre SAGE Est lyonnais

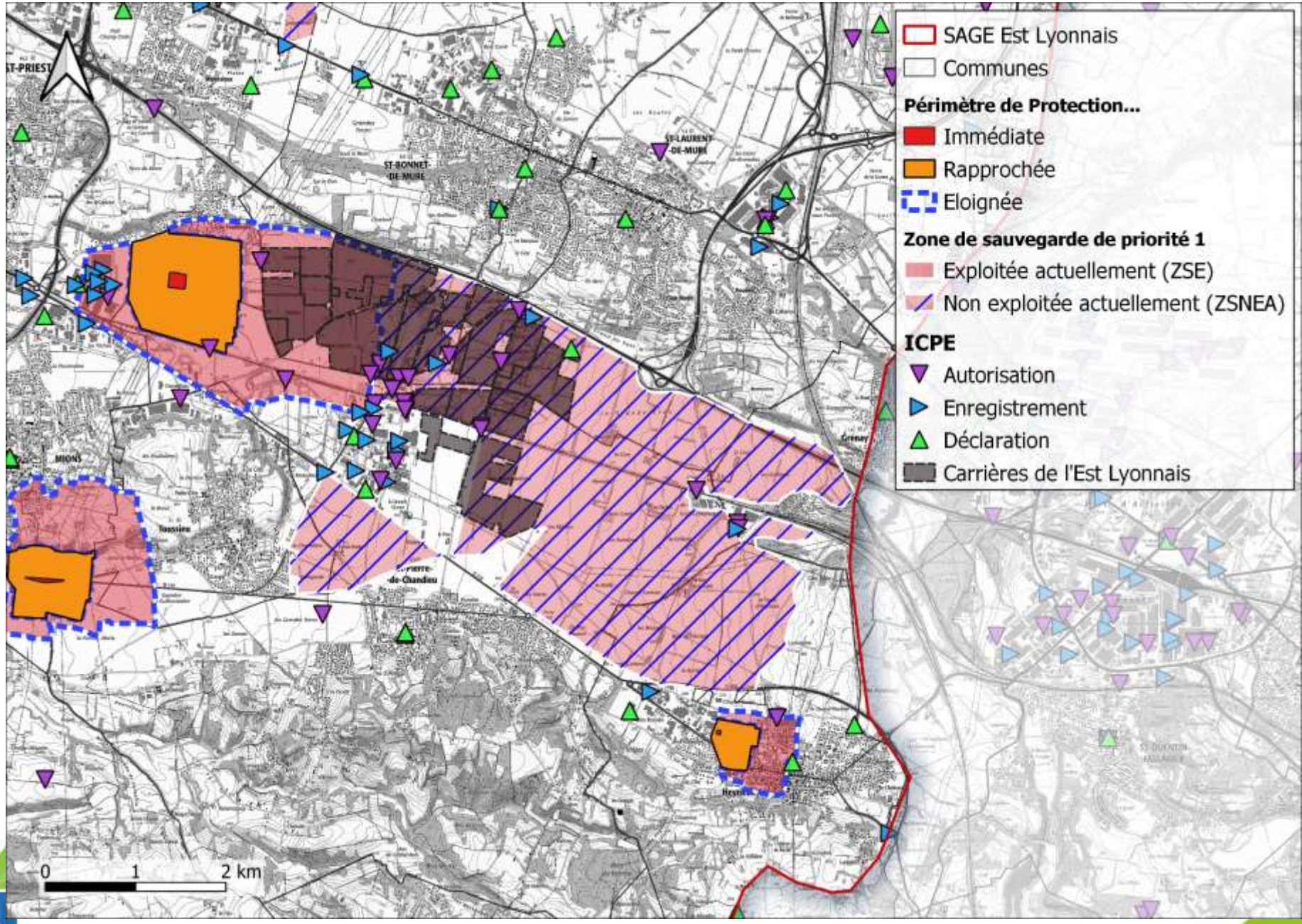
Zones de sauvegarde de priorité 2

- Exploitées (ZSE)
- Non exploitées actuellement (ZSNEA)

Occupation des sols (Corine Land Cover 2018)

- Tissu urbain discontinu
- Zones industrielles ou commerciales et installations publiques
- Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés
- Aéroports
- Extraction de matériaux
- Décharges
- Espaces verts urbains
- Equipements sportifs et de loisirs
- Terres arables hors périmètres d'irrigation
- Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole
- Systèmes culturaux et parcellaires complexes
- Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants
- Forêts de feuillus

Zoom sur la « zone des carriers » couloir d'Heyrieux





Présentation UNICEM



Quels risques liés aux carrières ?

La notion de risque



L'aléa



L'enjeu



Le risque

En l'occurrence

L'aléa + L'enjeu = Le risque

Dégradation de la qualité de la nappe par à l'arrivée de micropolluants dans l'eau souterraine

La bonne qualité de l'eau au droit des secteurs stratégiques

De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des :

- **9 captages stratégiques Est lyonnais,**
- **6 captages des alluvions du Rhône,**
- **ZSNEA-1.**

Eviter ou réduire l'aléa

L'aléa + L'enjeu = Le risque

Dégradation de la qualité de la nappe par à l'arrivée de micropolluants dans l'eau souterraine

La bonne qualité de l'eau au droit des secteurs stratégiques

De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des :

- **9 captages stratégiques Est lyonnais,**
- **6 captages des alluvions du Rhône,**
- **ZSNEA-1.**

Levier sur lequel on peut agir

-> Éviter ou réduire cet aléa

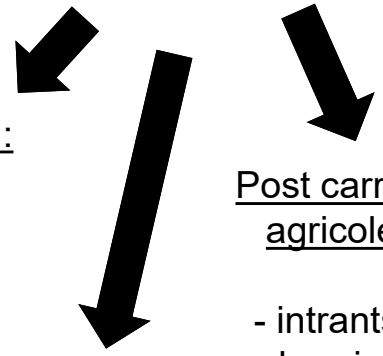
Défini par les études 2018 : réalité hydrogéologique et occupation du territoire

Ce que l'on souhaite éviter

Quels aléas pour les activités de carrières ?

Aléas à éviter ou réduire

Source polluante



En exploitation :

- déversement accidentel

En remblaiement :

- apports accidentels polluants

Post carrière agricole :

- intrants – chronique

- déversement accidentel

Voie de transfert

L'activité carrière modifie les voies de transfert :

- diminution de l'épaisseur de la zone non saturée

- modification des perméabilités

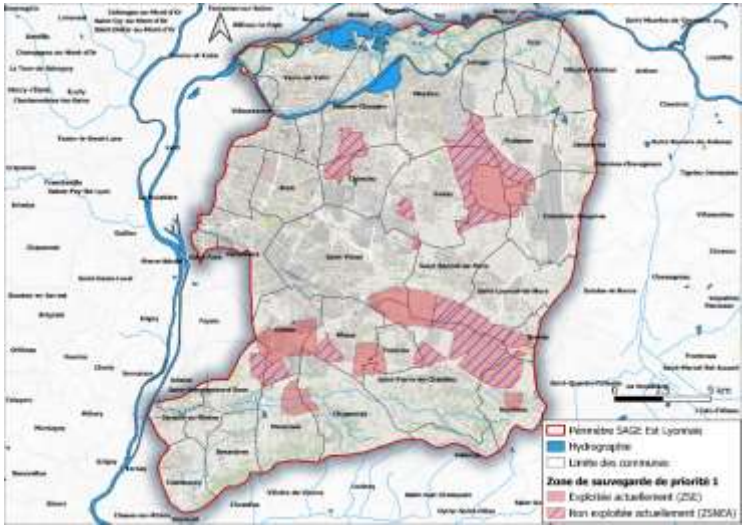
Cibles

Captages : pas de marge de manœuvre



Travail sur les prescriptions

Exploitation/Extension en ZS1 et ZSNEA1



Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

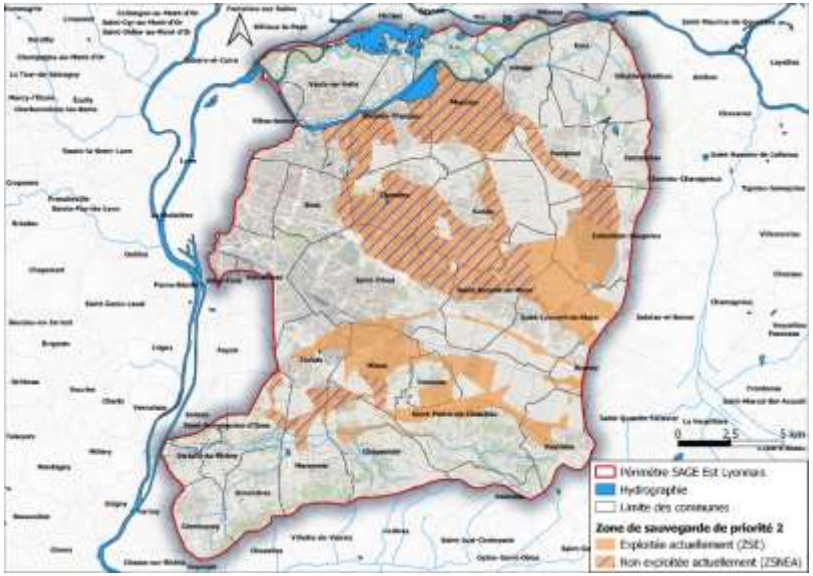
Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

- Interdiction des créations – extensions de carrières ;
- Exploitation des gisements en laissant 5 m au-dessus de la cote de NPHE (site en cours d'exploitation) ;
- Mise en place d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux ;
- Suivi de la qualité des eaux renforcés large spectre.

Recommandations à intégrer au PAGD du SAGE :

- Mise en place d'un guide de bonnes pratiques ;
- Mise en place d'une procédure d'alerte en lien avec le SAGE.

Exploitation/Extension en ZS2 et ZSNEA2



Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

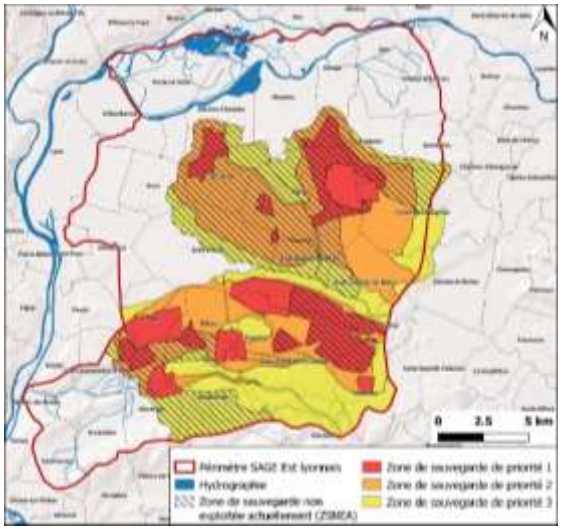
Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

- Exploitation des gisements en laissant 5 m au-dessus de la cote de NPHE (site en cours d'exploitation) ?
- Mise en place d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux ;
- Suivi de la qualité des eaux renforcés large spectre.

Recommandations à intégrer au PAGD du SAGE :

- mise en place d'un guide de bonnes pratiques ;
- mise en place d'une procédure d'alerte en lien avec le SAGE.

Remblaiement en ZS1/2 et ZSNEA1/2



Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

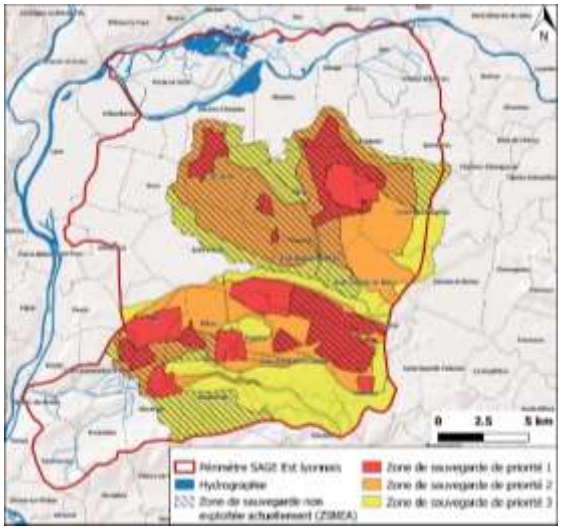
Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou au PLU :

- Remblaiement avec des matériaux de types ISDI mais avec certains seuils abaissés (en cours d'étude) ;
- Mise en place d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux ;
- Suivi de la qualité des eaux renforcés large spectre.

Recommandations à intégrer au PAGD du SAGE :

- Mise en place d'un guide de bonnes pratiques ;
- Mise en place d'une procédure d'alerte en lien avec le SAGE ;
- Sensibilisation/responsabilisation des acteurs dès la source du déchet.

Post-carrière
ZS1/2 et ZSNEA1/2



Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou au PLU :

- Interdiction de stockage de produits dangereux pour l'environnement
- Poursuite du suivi de la qualité des eaux souterraines par les carrières sur 5 ans

Recommandations à intégrer au PAGD du SAGE :

- Favoriser l'agriculture biologique sur les parcelles ;
- Mise en place d'une procédure d'alerte en lien avec le SAGE.



Suites et clôture

Echanges avec les parties prenantes

2023 : Entretiens bilatéraux

SEPAL, EPGL, Heyrieux, CCEL, APORA, UNICEM, SNCF, ARS

2024 : Consultation des parties prenantes

- Février : 3 Réunions thématiques resserrées
- Mars : 4 Réunions thématiques élargies
- Avril : COPIL
- Décembre : Objectif d'intégration au SAGE révisé

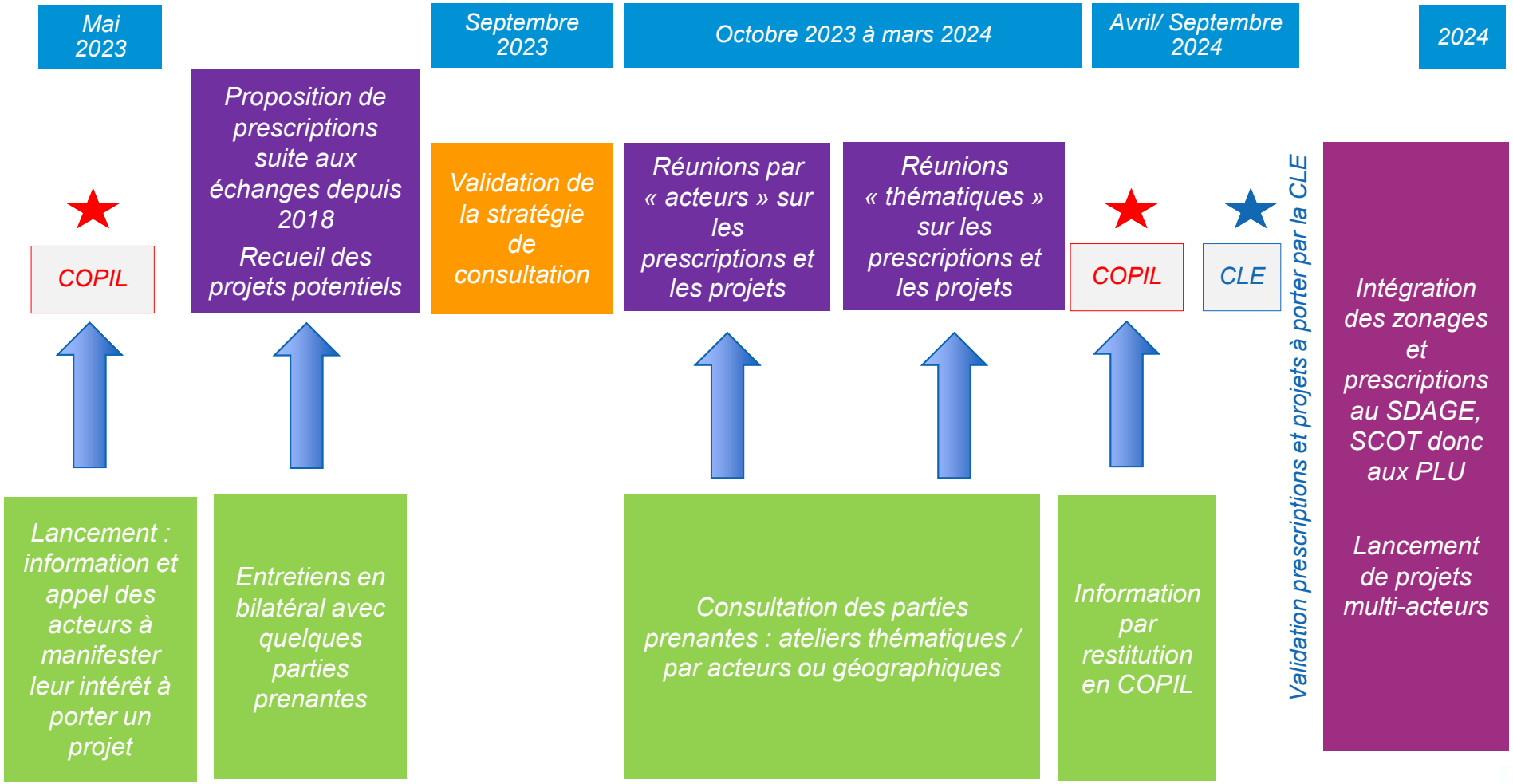
Thématiques abordées :

- Activités et infrastructures compatibles avec la préservation de la qualité de l'eau et la recharge de la nappe
- Modalités d'encadrement des nouveaux projets d'aménagement et de développement économique ;
- Modalités d'encadrement des infrastructures linéaires et du transport de matières dangereuses ;
- **Modalités de remblaiement et réaménagement des carrières après exploitation, des activités compatibles avec la préservation et l'exploitation des futurs captages ainsi que l'encadrement nécessaire pour les activités nouvellement installées jugées compatibles.**

Merci pour votre participation !

GINGER BURGEAP

Rappels sur l'étude zone de sauvegarde en cours



Gestion des matériaux inertes

UNICEM
AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

2024

Rappel des évolutions réglementaires

- Directive Européenne n° 2008/98/CE du 19/11/08 relative aux déchets
Fixe les premières règles en matière de gestion des déchets.

- Arrêté du 28/10/10 relatif aux installations de stockage de déchets inertes
Fixe les premiers seuils à respecter pour l'accueil des déchets inertes sur les carrières et les ISDI.

- Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Cet arrêté est repris dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 révisé à l'article **12.3. Remblayage de carrière.**

UNICEM
AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

Rappel des évolutions réglementaires

- décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

- Mise en place du Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments RNDTS accessible en ligne.

- La déclaration d'informations au registre national électronique des **terres excavées et sédiments** par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.

Rappel des évolutions réglementaires

- Depuis 1994 obligation pour les exploitants de carrières qui accueillent des matériaux inertes de tenir à la disposition des services de contrôle (DRIRE puis DREAL) **un registre** précisant la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais.

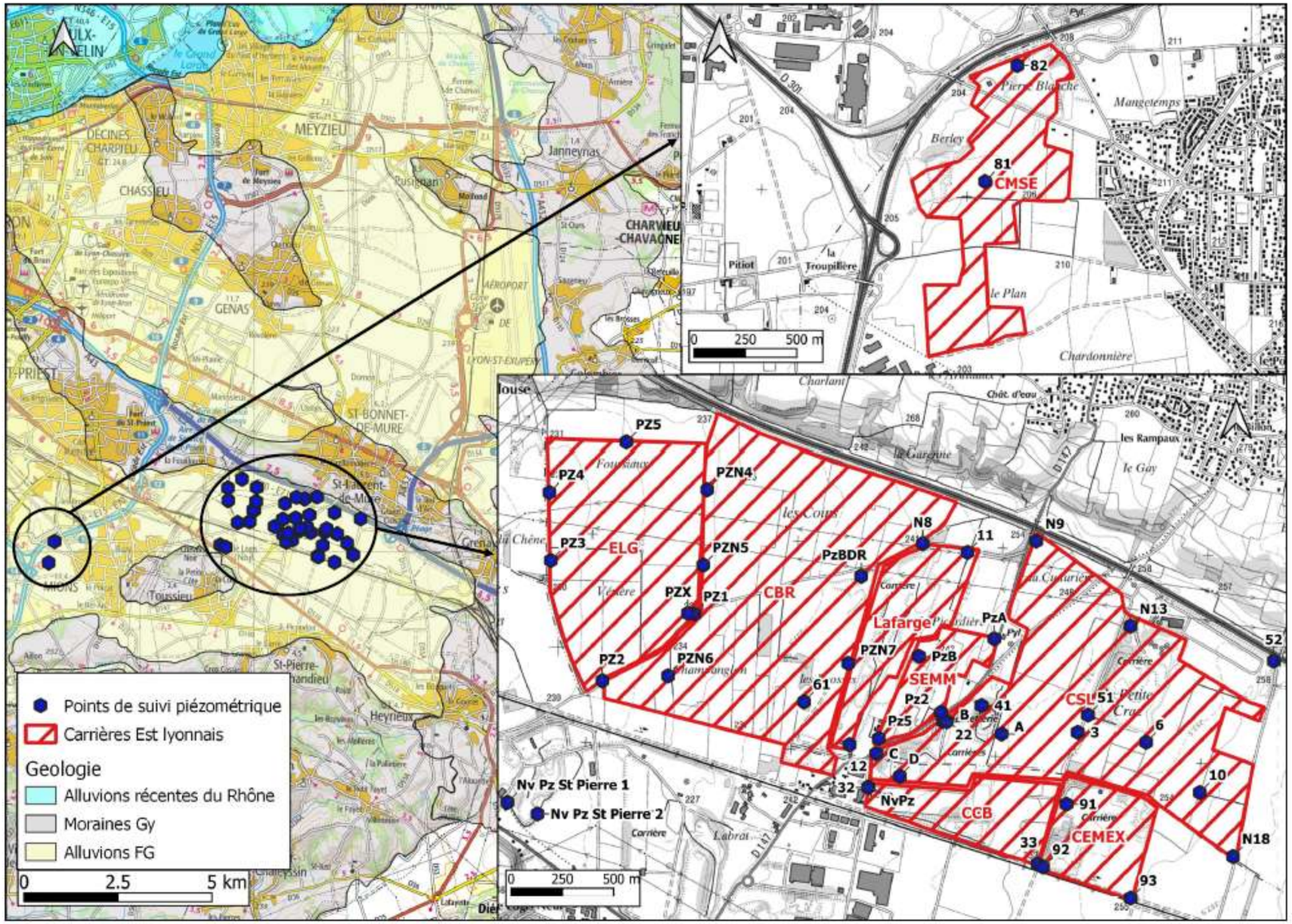
- L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des matériaux extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

- C’est le cas dans pour toutes les carrières de la plaine d’Heyrieux depuis 1992.

Suivi assuré sur la Plaine d'Heyrieux

- Carte des piézomètres de suivi.

Figure 5 : Carte de localisation du suivi piézométrique des carrières de l'Est Lyonnais



UNICEM
AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

Suivi assuré sur la Plaine d'Heyrieux

Modalités :

- Suivi individuel dans le cadre de chaque arrêté préfectoral.

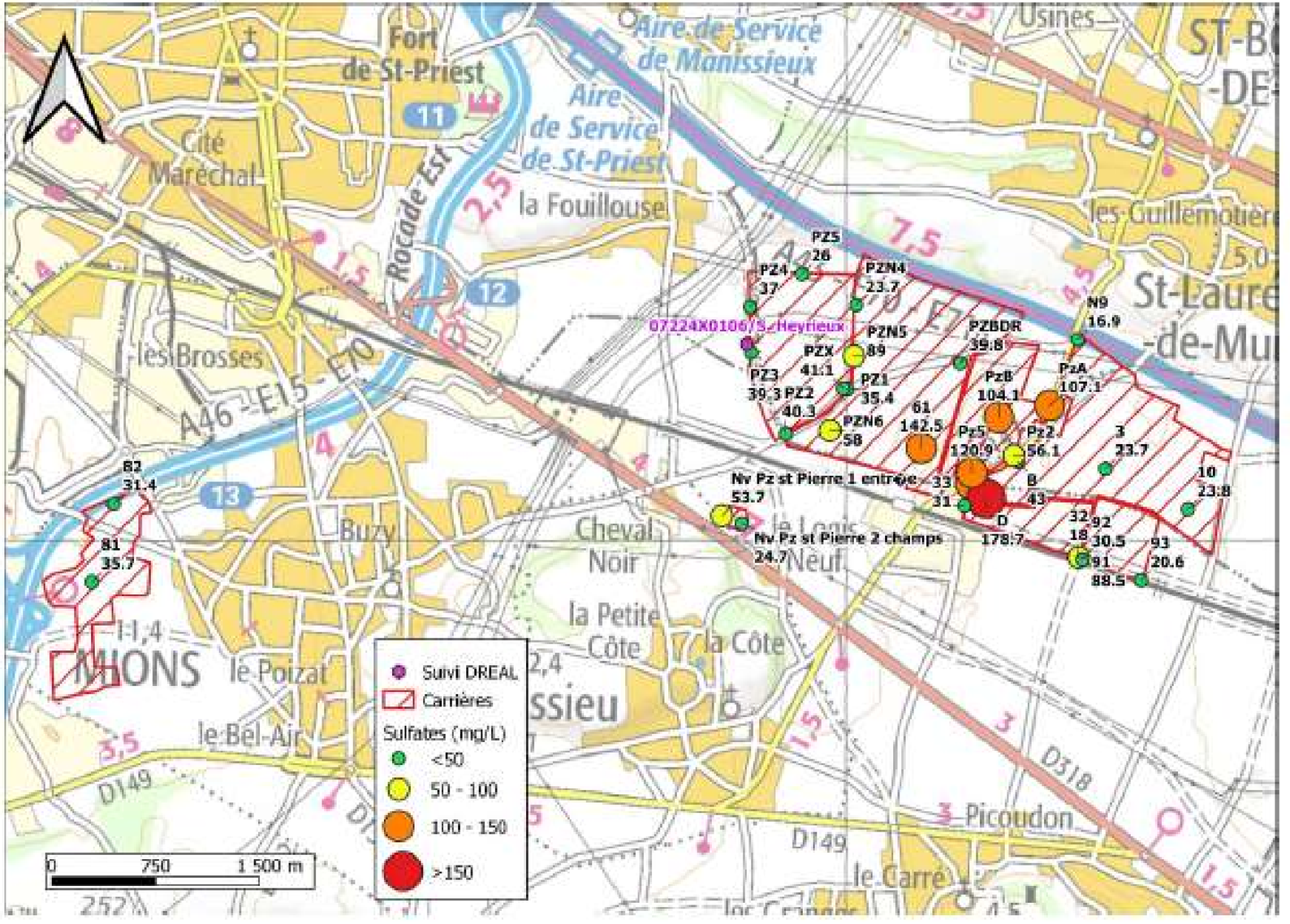
- Suivi collectif :
  - Un contrôle du niveau piézométrique tous les mois par les exploitants.
  - Un contrôle de la qualité fait deux fois par an par un prestataire externe.
  - Un bilan quinquennal fait par un prestataire externe transmis à la DREAL.

UNICEM
AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

Suivi assuré sur la Plaine d'Heyrieux

- Carte établie dans le cadre de ce suivi réalisé par GINGER BURGEAP.

Figure 52 : Répartition des sulfates (valeurs moyenne sur l'ensemble des analyses réalisées entre 2007 et 2022)



UNICEM AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Motif des niveaux plus élevés constatés

- Les secteurs correspondent à des zones remblayées dans les années 80 à 90. A cette période les exigences étaient très différentes de celles demandées actuellement.

- Les niveaux de sulfate constatés sur les piézomètres des zones remblayées depuis les années 2000 sont largement inférieurs aux 250 mg/litre – seuil de potabilité (sachant que les niveaux mesurés au captage des 4 chênes est compris entre 25 et 40 mg/litre).

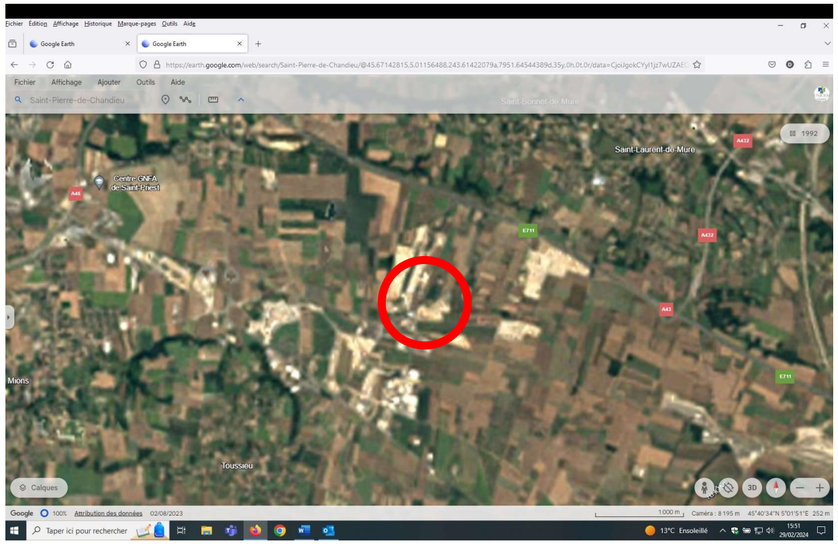


Photo aérienne situation 1992

UNICEM
AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

Motif des niveaux plus élevés constatés

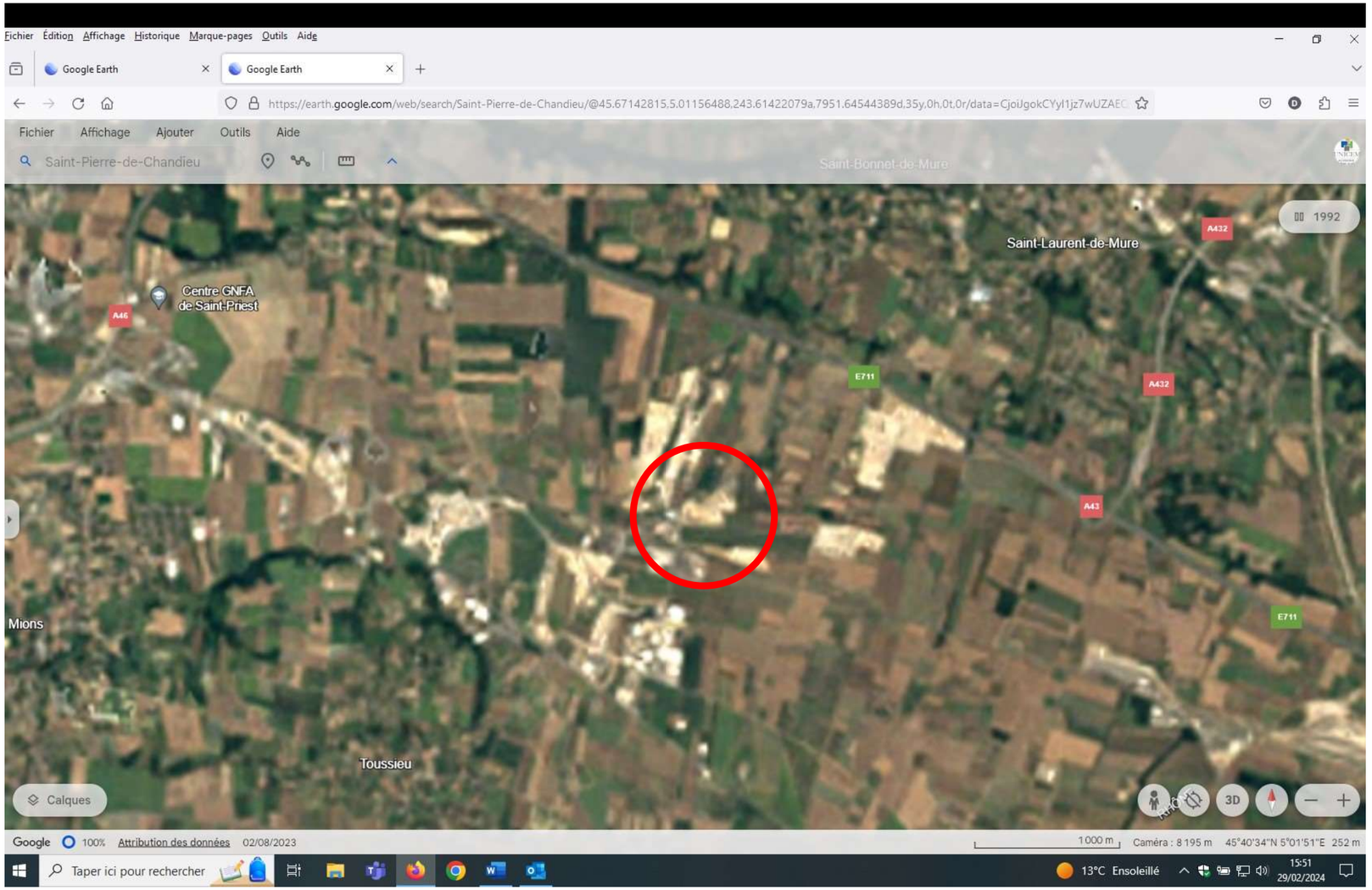
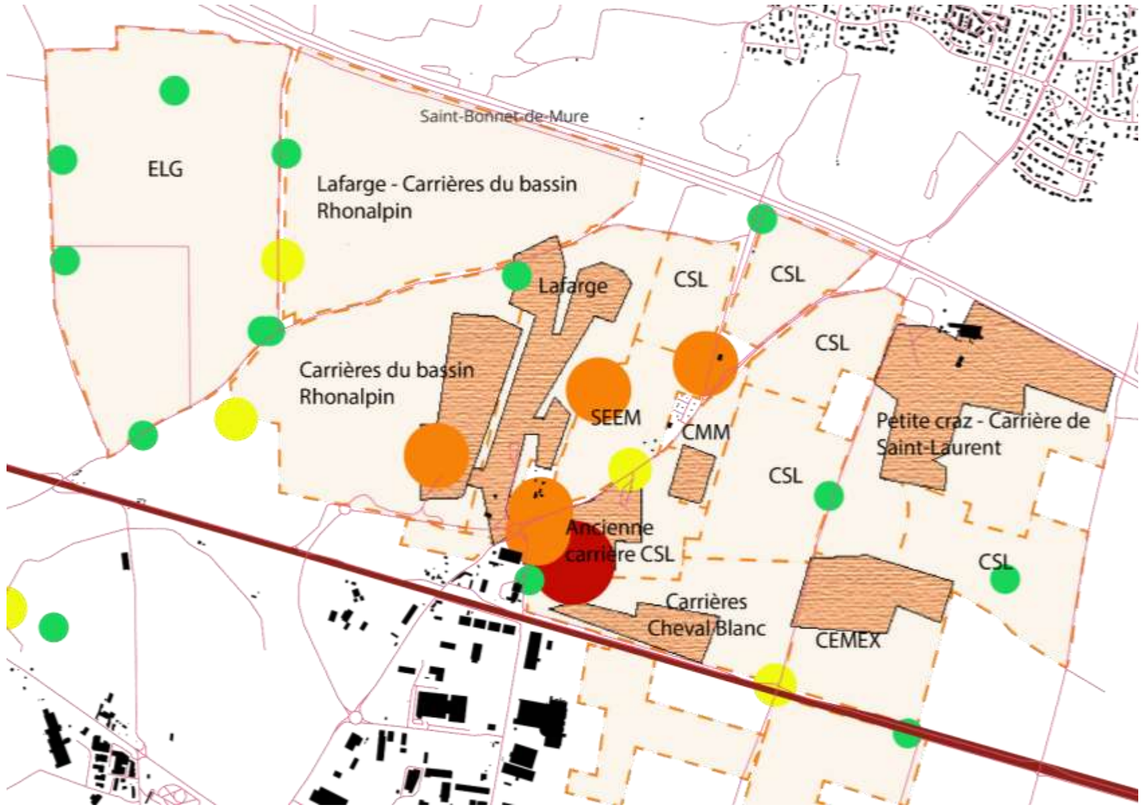


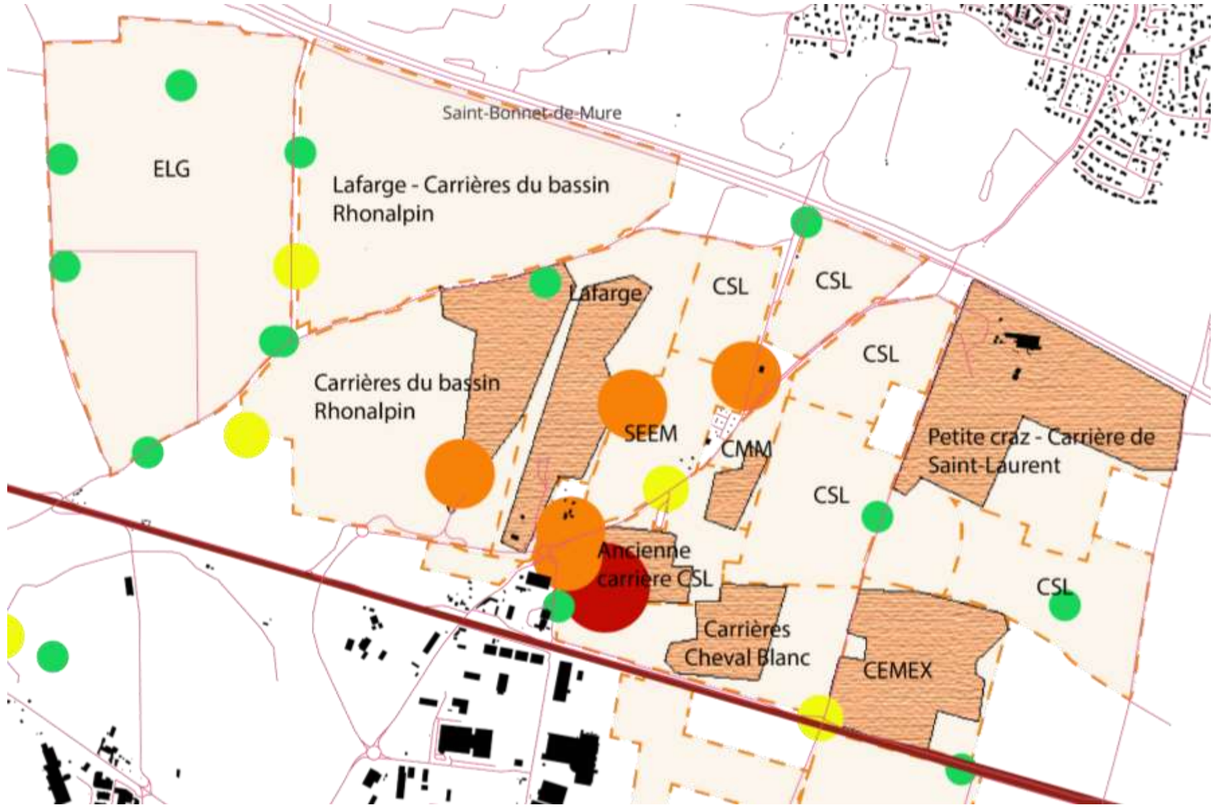
Photo aérienne situation 1992

UNICEM
AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

Mesures et historiques des surfaces remblayées



1992

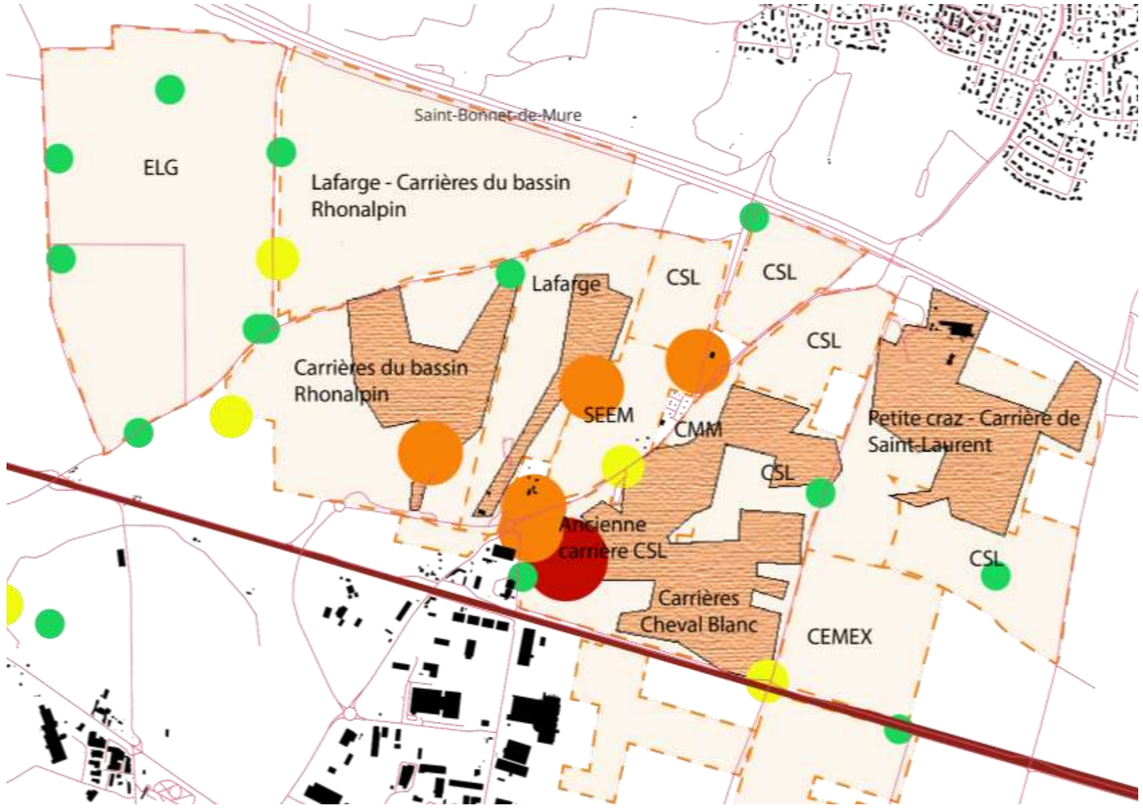


1999

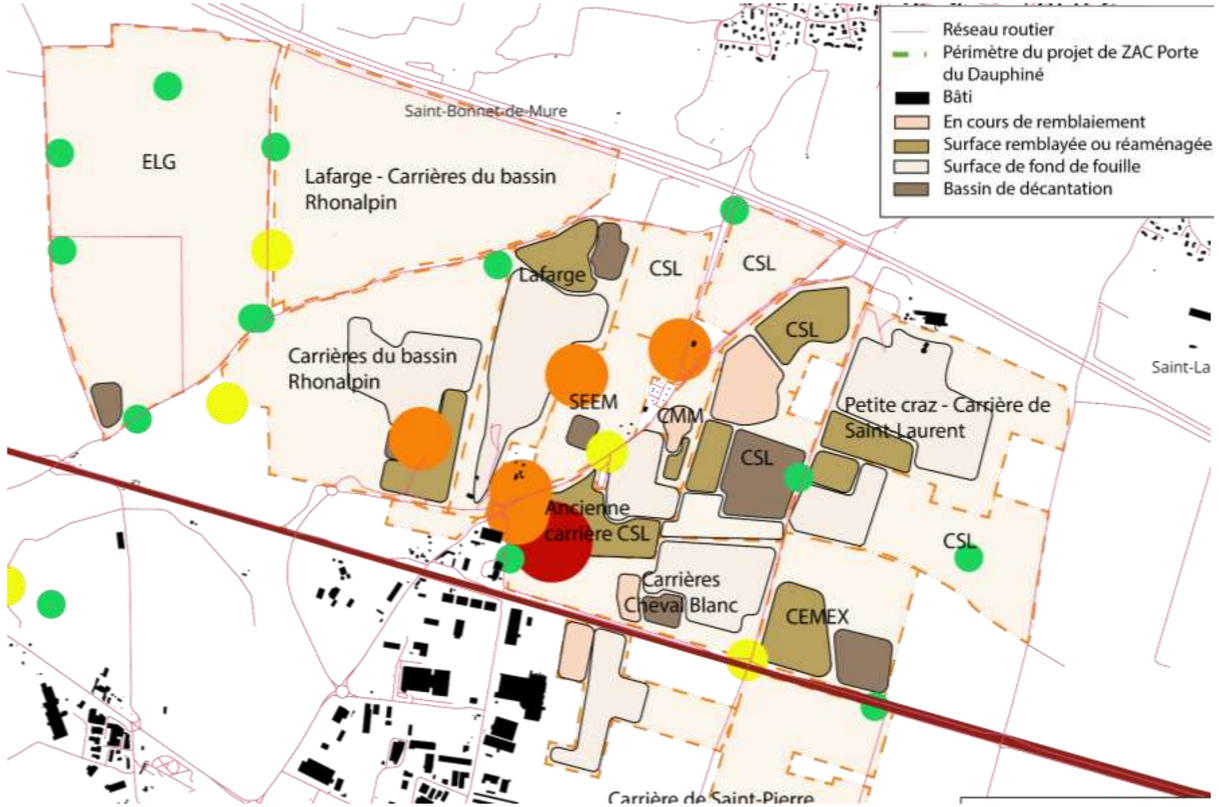
NB : les zones en orange correspondent aux zones exploitées à l'époque.

UNICEM
AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

Mesures et historiques des surfaces remblayées



2009

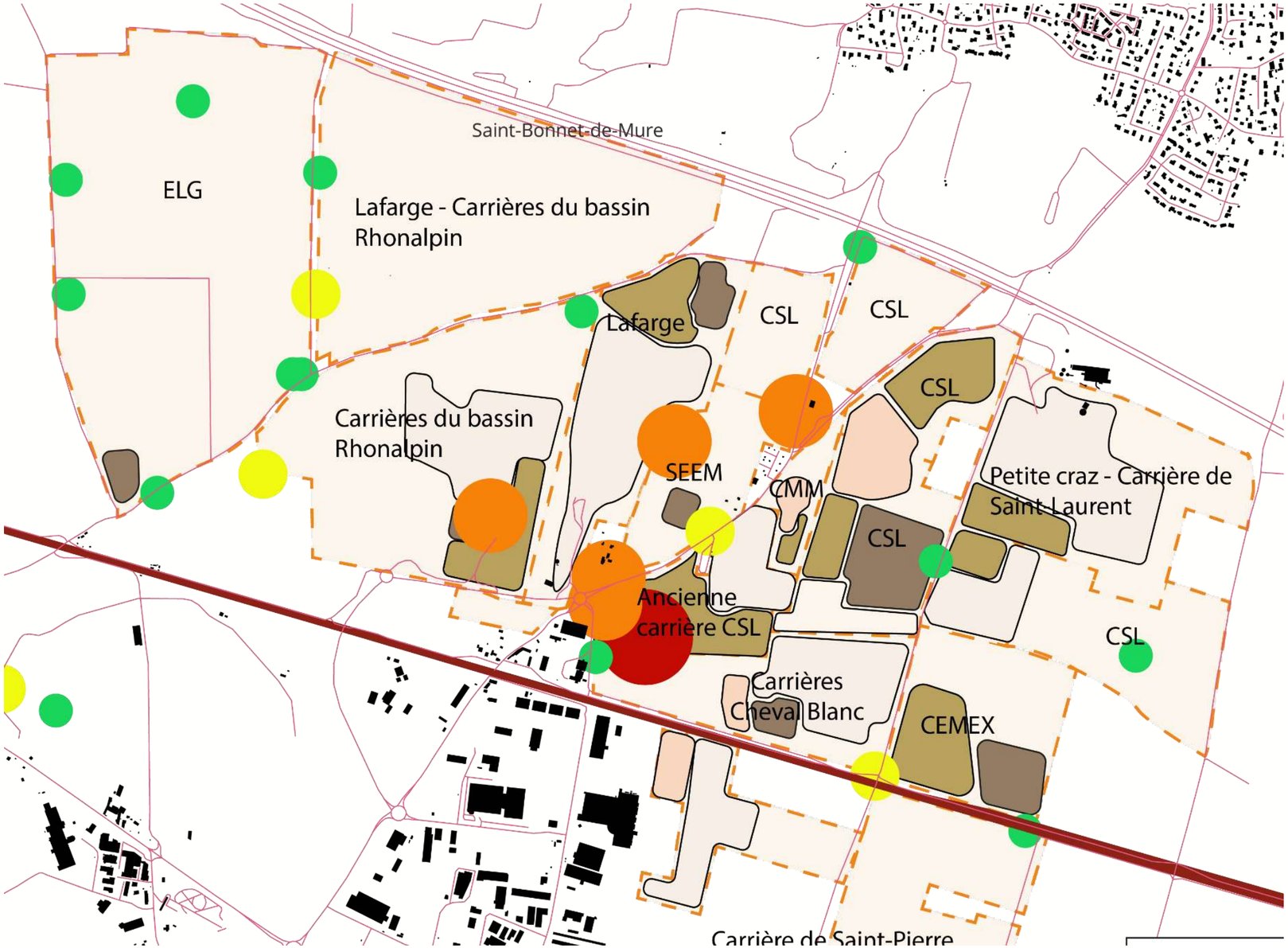


Fin 2022

NB : les zones en orange sur la carte de 2009 correspondent aux zones exploitées à l'époque.

UNICEM
AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

Situation des exploitations



Réseau routier
Périmètre du projet de ZAC Porte du Dauphiné
Bâti
En cours de remblaiement
Surface remblayée ou réaménagée
Surface de fond de fouille
Bassin de décantation

UNICEM
AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

Étude Heyrieux amont – Phase 2

COMPTE-RENDU
Réunion de consultation Infrastructures linéaires du 8 mars 2024 9h30-12h

Étude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP future de Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

ORDRE DU JOUR :

9h30-9h45 : Introduction et tour de table

9h45-10h15 : Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?

- *Définitions*
- *Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais*
- *Occupation des sols dans les zones de sauvegarde*
- *Notion de risque*

10h15-11h20 : Groupes de travail sur les prescriptions

- *Assainissement des infrastructures linéaires*
- *Transport matières dangereuses*

11h20-12h : Restitutions

12h-12h15 : Perspectives et clôture

PRÉSENTS

Marc NUGUES	Mairie Chaponnay
Jean-David ATHENOL	Mairie Saint-Laurent-de-Mure
Claude HUMBERT	Mairie de Toussieu et SIEPEL
Paul COSTE	CAEL
Jean-Louis LINOSSIER	ACER
Micheline DESSEIGNE	ACER
Véronique HARTMANN	Métropole de Lyon
Elodie RENOUF	Régie des Eaux EPGL
Oriane MELETTA	SNCF Réseaux
Mathieu CHAMPAULT	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Mélanie CAPÉRAN	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Adrien GARIOUD	GINGER BURGEAP
Aurélia NOUVEL	IDDEST

PIÈCES JOINTES :

- Présentation support de la réunion

1. Questions de clarification en cours de présentation

Paul COSTE : Quelle différence entre les zones de sauvegarde exploitées et non exploitées à Corbas ?
Adrien GARIOUD : les zones de sauvegarde exploitées correspondent aux périmètres de protection des captages Ferme Pitiot et Romanettes. Les autres secteurs, hachurés, correspondent à des zones non encore exploitées mais potentiellement intéressantes.

Jean-David ATHENOL : Pouvez-vous rappeler comment ces zonages ont été définis ?
Adrien GARIOUD : les zones de sauvegarde exploitées de priorité 1 correspondent aux périmètres de protection éloignés des captages actuels. Les zones de sauvegarde non exploitées actuellement de priorité 1 correspondent à des zones où la perméabilité et la qualité de la nappe permettraient d'implanter un captage tout en restant proche des populations. À part la zone des carrières sur Heyrieux amont, les zones industrielles actuelles n'ont pas été retenues dans ces zones de sauvegarde non exploitées actuellement puisqu'il ne serait pas possible d'y implanter un nouveau captage pour l'alimentation en eau potable.

Paul COSTE : Pourquoi le captage de Rubina à Décines n'apparait pas parmi les captages stratégiques ?
Mélanie CAPERAN : L'étude se concentre sur l'aquifère des alluvions fluvio-glaciaires de l'Est lyonnais (nappe de l'Est lyonnais). Le captage de Rubina est situé à Décines mais dans les alluvions du Rhône, donc hors de la zone d'étude.

Paul COSTE : A noter que pour le projet de raccordement ferroviaire à l'Ouest de Corbas, il a été renoncé de faire un passage en souterrain en raison du risque de barrage à la nappe. Celui-ci resterait en surface avec un merlon réalisé à partir des terres excavées.

Jean-David ATHENOL : Pour ce type de projet qui dispose d'une DUP nationale à quoi serviront les prescriptions à formuler ?
Adrien GARIOUD : Il ne sera en effet pas possible d'interdire ce type de projet. Mais les prescriptions doivent encourager à un maximum de précautions au droit des zones de sauvegarde.

Paul COSTE : Dans ces secteurs du SAGE passent des canalisations de chlorure de vinyle et hydrocarbures.
Jean-David ATHENOL : Le pipeline d'ARKEMA passe en plein milieu d'une zone de sauvegarde de priorité 1.

Jean-Louis LINOSSIER : Pour les projets en cours, des études d'impact ont-elles été faites ?
Adrien GARIOUD : Pour des projets d'infrastructures linéaires, les études d'impact sont obligatoires mais elles sont faites quand les tracés sont arrêtés. Pour le CFAL Sud, comme le tracé n'est pas encore arrêté, l'étude d'impact n'a pas encore été faite.

Oriane MELETTA : L'enjeu pour les études d'impact est en effet d'avoir un projet suffisamment abouti pour quantifier au mieux les impacts.

2. Ateliers en sous-groupe

Les participants se répartissent en deux groupes pour travailler sur les propositions de prescriptions et recommandations formulées par le SAGE.

Une synthèse des échanges est fournie via les tableaux suivants.

En plus des sujets mentionnés dans le tableau, le sujet de la limitation de la circulation sur les routes nationales et départementales revient, avec une interrogation sur les moyens et leviers potentiels sur ce sujet.

Des précisions sur la gestion de certaines infrastructures sont apportées :
Routes : La Rocade Est est équipée de dispositifs d'assainissement mais il y a des débordements réguliers. La RN6 est interdite aux poids lourds mais cette interdiction est peu respectée.
Ferroviaire : Les accidents se produisent soit en gare de triage soit au niveau des passages à niveaux. L'assainissement des voies SNCF peut se faire par un dispositif avec des cuves imperméables mais celui-ci est très couteux.
Canalisations de transport de matières dangereuses (TMD) : Sur les canalisations de TMD les gestionnaires font des contrôles réguliers par hélico et par des marcheurs (souvent des retraités).

La SNCF fera passer les plaquettes explicatives sur le traitement des voies par phytosanitaires. Oriane MELETTA explique qu'actuellement la SNCF applique une politique zéro phytosanitaire dans les PPE et PPR de captage (désherbage manuel). Pour les autres secteurs, le glyphosate a été banni en 2021 et remplacé par l'acide pélargonique et le flazasulfuron.

Concernant le sujet de l'assainissement, des schémas d'identification des canalisations sont/peuvent être réalisés par les communes et intercommunalités.

Prescriptions proposées	**Secteur d'application**	**Cette mesure vous semble-t-elle pertinente pour la protection de la ressource ?**	**Selon vous quelles contraintes représente-elle pour les usages du secteur ?**
Interdiction de création de toute nouvelle structure de transport de matières dangereuses (type pipeline…)	Zones de sauvegarde de priorité 1	Oui. Proposition d'élargir également aux zones de sauvegarde de priorité 2 vu la vulnérabilité de la nappe et le risque associé. Orienter les infrastructures vers les secteurs plus argileux (ZS3).	À noter toutefois : ces modalités de transport sont moins risquées que le transport par camions et la zone d'Heyrieux amont est déjà saturée par le transport camion. Pour information, sur les canalisations de TMD les gestionnaires font des contrôles réguliers par hélico et par des marcheurs.
Mise en place d'un système d'assainissement étanche le long des infrastructures de type routes et voies SNCF à construire	Zones de sauvegarde de priorités 1 et 2	Oui. Intéressant à envisager également pour les infrastructures existantes - cibler les zones accidentogènes en priorité. NB : il est plus simple de traiter une pollution concentrée en un point qu'une pollution diffuse donc la mise en place de collecte et bassins semble opportune -> collecte étanche en ZS1 et en fonction de l'accidentologie en ZS2. L'entretien et la surveillance du dispositif (collecte et stockage) est un enjeu pour assurer son efficacité. L'imperméabilisation engendrée serait à évaluer pour vérifier la cohérence avec la doctrine pluviale du SAGE.	Coûts de mise en place et d'entretien pour le gestionnaire. L'assainissement des voies SNCF peut se faire par un dispositif avec des cuves imperméables mais celui-ci est très couteux. Il est possible mais sa nécessité doit être bien justifiée. Système le long des voies ferrées avec des fossés étanches qui dirigent les eaux vers un bassin de rétention envisageable : attention car coût d'entretien très important. Pollution diffuse difficile à gérer. Certains gestionnaires font des analyses des bassins avant rejet au milieu naturel. En l'occurrence il s'agirait d'infiltration donc précautions particulières à avoir en ZS. Se renseigner sur le retour d'expérience du SYTRAL pour conjuguer la limitation du risque de pollution et l'imperméabilisation. Cf. également doctrine de la Métropole de Lyon.
Mise en place d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux	Zones de sauvegarde de priorités 1 et 2	Vérifier que les arrêtés et les procédures d'alerte soient bien à jour - solliciter une vérification de l'état ? Procédures pour l'exploitation, les accidents, les travaux... Faire vivre ces procédures d'alerte, maintenir de l'animation autour de ce sujet en ciblant les bons interlocuteurs. Travail de déclinaison du guide gestion de crise. Responsabiliser collectivement les différents acteurs pour y intégrer le SAGE et les gestionnaires de captages. Il est important de communiquer sur le risque chronique.	Concernerait à la fois la route, le rail et les pipelines. Concernant les contrôles sur les interdictions de poids lourds, les polices municipales ont la compétence mais manquent de moyens humains.
Réalisation d'un suivi de la qualité des eaux souterraines pendant la phase travaux et définitive	Zones de sauvegarde de priorités 1 et 2	Oui. A minima pour les dossiers d'autorisation. Demander la création d'ouvrages "échantillonnables", éviter les ouvrages pour géotechnique seule afin de disposer de réels ouvrages de suivi des eaux + imposer des ouvrages à la molasse. Envisager la rétrocession de ces ouvrages au SAGE selon la pertinence de leur positionnement et en l'absence d'AP imposant un suivi dans le temps ? Voir s'il serait possible d'imposer la pose de piézomètres en concertation avec un hydrogéologue agréé lors de la traversée de ZSE1 ?	Contrainte de coût (1 amont / 2 aval compliqué à appliquer pour les infra linéaires). Les paramètres imposés ne seront que ceux possiblement engendrés par le chantier - cohérent avec l'objectif de suivi du SAGE ? Trouver le bon dosage entre disposer d'un réseau de suivi pertinent et éviter les points d'accès préférentiels à la nappe qui peuvent présenter un risque (ne pas les multiplier inutilement). Points qui ne sont plus utilisés à reboucher correctement.
Validation de chaque nouveau projet par un BE compétent en environnement	Zones de sauvegarde de priorités 1 et 2	Déjà obligatoire pour les grands projets (définir ce qu'on appelle grands projets). Exclure les modes doux. Pour les sites soumis à déclaration est-ce obligatoire ? Y aurait-il des seuils ou clauses à rajouter (exemple type de projet avec exclusion modes doux) ? Préciser ce qu'on entend par environnement : hydrogéologie et bien intégrer le sujet des sites et sols pollués dans ces compétences pour qu'il soit bien pris en compte.	Une étude d'impact se déroule désormais généralement sur les 4 saisons et s'affine au fur et à mesure de la définition du projet.

Prescriptions supplémentaires proposées en séance	**Secteur d'application**	**Cette mesure vous semble-t-elle pertinente pour la protection de la ressource ?**	**Selon vous quelles contraintes représente-elle pour les usages du secteur ?**
Interdire les poids lourds sur certaines portions ?	Zones de sauvegarde de priorités 1 et 2	Risque actuellement augmenté par le fait que l'autoroute est payante sur ce tronçon.	Plus de contrôles pour faire respecter l'interdiction - nécessité de points où des demi-tours sont possibles.
Interdire l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des infrastructures linéaires en ZSE et ZSNEA 1 et 2, y compris pour les talus SNCF	Zones de sauvegarde de priorités 1 et 2	Les phytosanitaires ne sont déjà plus utilisés par la SNCF, à part sur les parties ballastées où un mélange d'acide pélargonique et de flazasulfuron est utilisé. Ils ne sont plus utilisés sur les talus où la gestion est manuelle. À noter que les traverses de bois, quand elles sont encore présentes, ne sont plus traitées avec des produits polluants.	La SNCF dispose de trains désherbants avec GPS capables de bloquer les apports d'intrants dans des zones définies. C'est déjà le cas dans les périmètres de captage. Cela entraine la nécessité d'interventions mécaniques dans ces zones mais c'est possible et déjà en place par endroits.

Recommandations proposées	**Secteur d'application**	**Cette mesure vous semble-t-elle pertinente pour la protection de la ressource ?**	**Selon vous quelles contraintes représente-elle pour les usages du secteur ?**
Faire réaliser un diagnostic de l'intégrité des TMD a minima tous les 5 ans	Zones de sauvegarde de priorités 1 et 2	Oui. À appliquer également sur les ZS3. Ces obligations existent déjà pour les pipelines - vérifier les fréquences imposées (10 ans ?)	Ces infrastructures disposent de moyens de surveillance très performants pour les travaux intempestifs.
Faire réaliser un diagnostic des systèmes d'assainissement a minima tous les 5 ans	Zones de sauvegarde de priorités 1 et 2	Oui. Un gros travail de diagnostic est en cours dans le cadre du transfert de compétences. Le schéma directeur d'assainissement est à réviser tous les 10 ans. Mais cela ne concerne que le domaine public. Quid du domaine privé (SNCF, autoroutes) ? SNCF : a priori pas de collecte, ni de fossé. État des lieux par les gestionnaires au sein des ZS ? Ou mise à jour de l'état des lieux de 2010 par le SAGE ? Bien de pouvoir disposer d'un état des lieux de l'existant. Diagnostic des voies posant problème.	Coûts et moyens humains pour les gestionnaires.
Limiter la circulation et le transit en général et développer les solutions alternatives (nouvelles gares, modes alternatifs) - routes départementales saturées car autoroutes payantes			

3. Dates des prochaines échéances

Retours sur les prescriptions : Jeudi 4 avril.

Réunion COPIL phase 2 étude Heyrieux amont : Vendredi 12 avril de 14h à 17h.



Dispositions applicables dans les zones de sauvegarde AEP de la nappe de l'Est lyonnais

Réunion de consultation – Infrastructures linéaires et transport de matières dangereuses
08/03/2024

Objectifs de la réunion

- *Expliquer ce que sont les zones de sauvegarde et partager (ou rediffuser) les raisons amenant à en définir dans l'Est lyonnais*

- *Partager les propositions de prescriptions prévues sur le sujet des infrastructures linéaires et transport de matières dangereuses*

- *Recueillir les avis et réactions des participants pour les présenter au COPIL (instance décisionnaire) du 12 avril en même temps que ces propositions de prescriptions*
  - » *échanges en séance*
  - » *possibilité de transmettre des avis jusqu'au 4 avril*

Déroulé de la réunion

- *9h30-9h45 : Introduction et tour de table*
- *9h45-10h30 : Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?*
  - » Définitions
  - » Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais
  - » Occupation des sols dans les zones de sauvegarde
  - » Notion de risque
- *10h30-11h30 : Groupes de travail sur les prescriptions*
  - » Assainissement des infrastructures linéaires
  - » Transport matières dangereuses
- *11h30-12h15 : Restitutions*
- *12h15-12h30 : Perspectives et clôture*

Tour de table des participants





Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?



Démarches de préservation de l'alimentation en eau potable

Définitions

Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection des **captages existants** : les DUP (régionales) et périmètres de protection associés

» Protection de la **ressource en eau souterraine** en amont des captages actuels ou futurs : les zones de sauvegarde (exploitées / non exploitées actuellement),

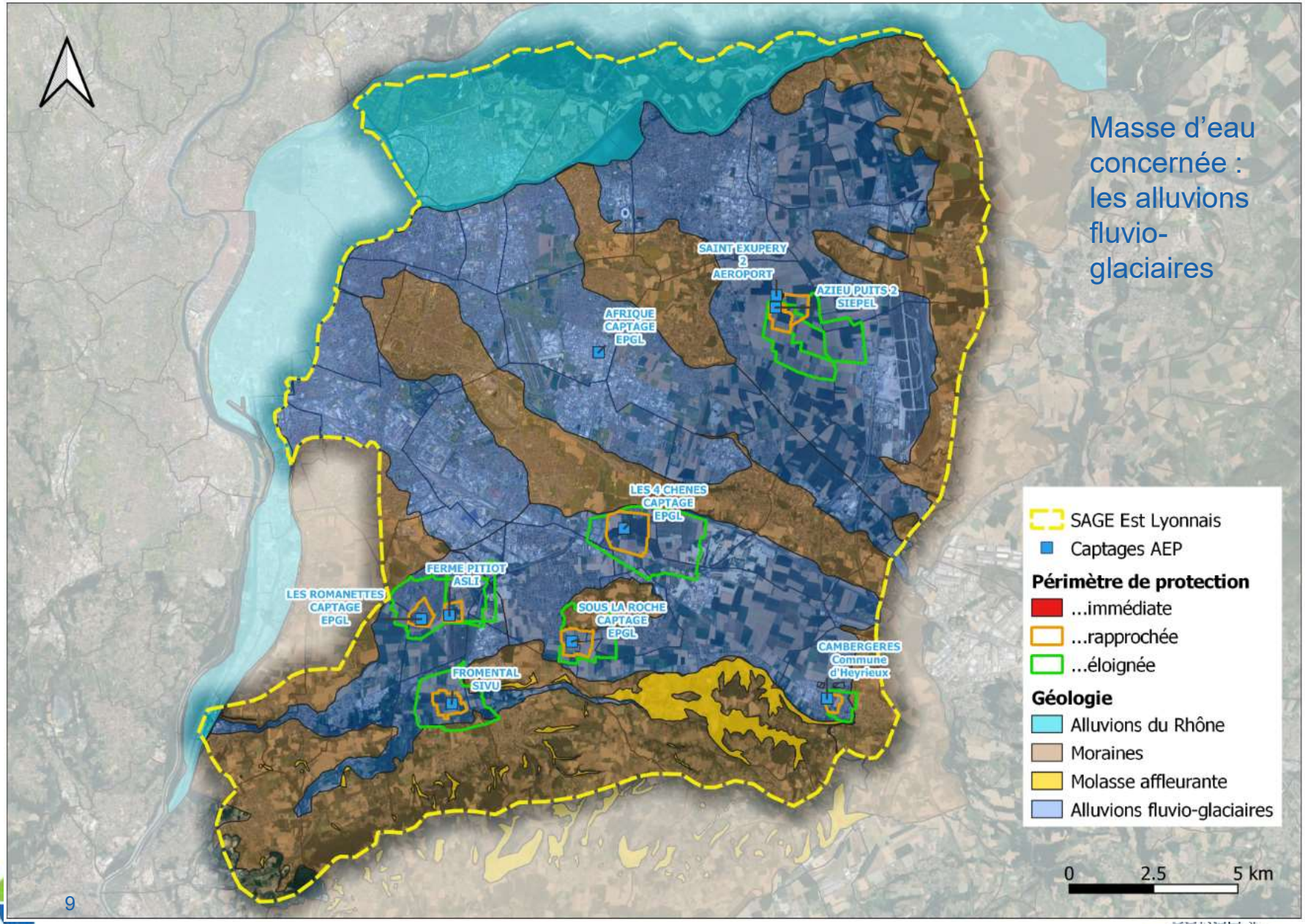
Définitions : DUP et périmètres de protection

Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection des **captages existants** : les DUP (régionales) et périmètres de protection associés
- existent depuis des dizaines d'années
- 3 périmètres avec des contraintes décroissantes
- définis en fonction du temps de transfert au puits en pompage
- portée réglementaire forte via une instruction ARS, les PLU, de la maitrise foncière sur les PPI
- portage par les exploitants

9 captages existants et stratégiques dans l'Est lyonnais

9 captages existants et stratégiques dans l'Est lyonnais



Masse d'eau concernée : les alluvions fluvio-glaciaires

Définitions : zones de sauvegarde

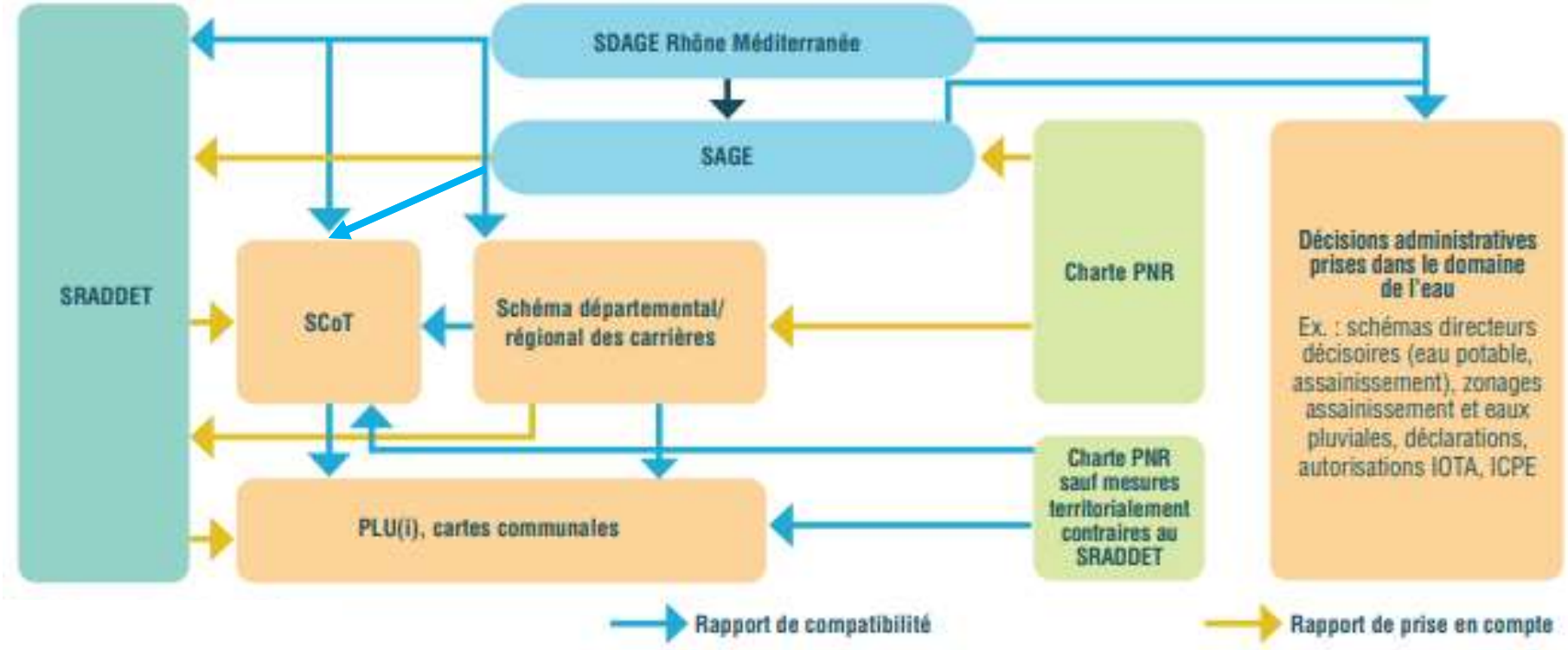
Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection de la **ressource en eau souterraine** en amont des captages actuels ou futurs : **les zones de sauvegarde**

- démarche créée il y a une dizaine d'année
- concerne des zones déjà exploitées ou non exploitées actuellement
- vise une hiérarchisation des ressources pour concentrer les efforts de préservation sur les secteurs stratégiques
- les secteurs stratégiques =
  - *ressource de qualité suffisamment bonne pour être distribuée sans traitements trop lourds*
  - *en quantité suffisante*
  - *à proximité des populations*
- zonages + prescriptions et/ou plan d'actions
  - *dans l'Est lyonnais : 3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes*
  - *prescriptions : sujet du jour*
- portée réglementaire : via la révision du SAGE
  - *règlement du SAGE*
  - *mise en compatibilité / conformité des documents d'urbanisme*

Portée réglementaire des zones de sauvegarde

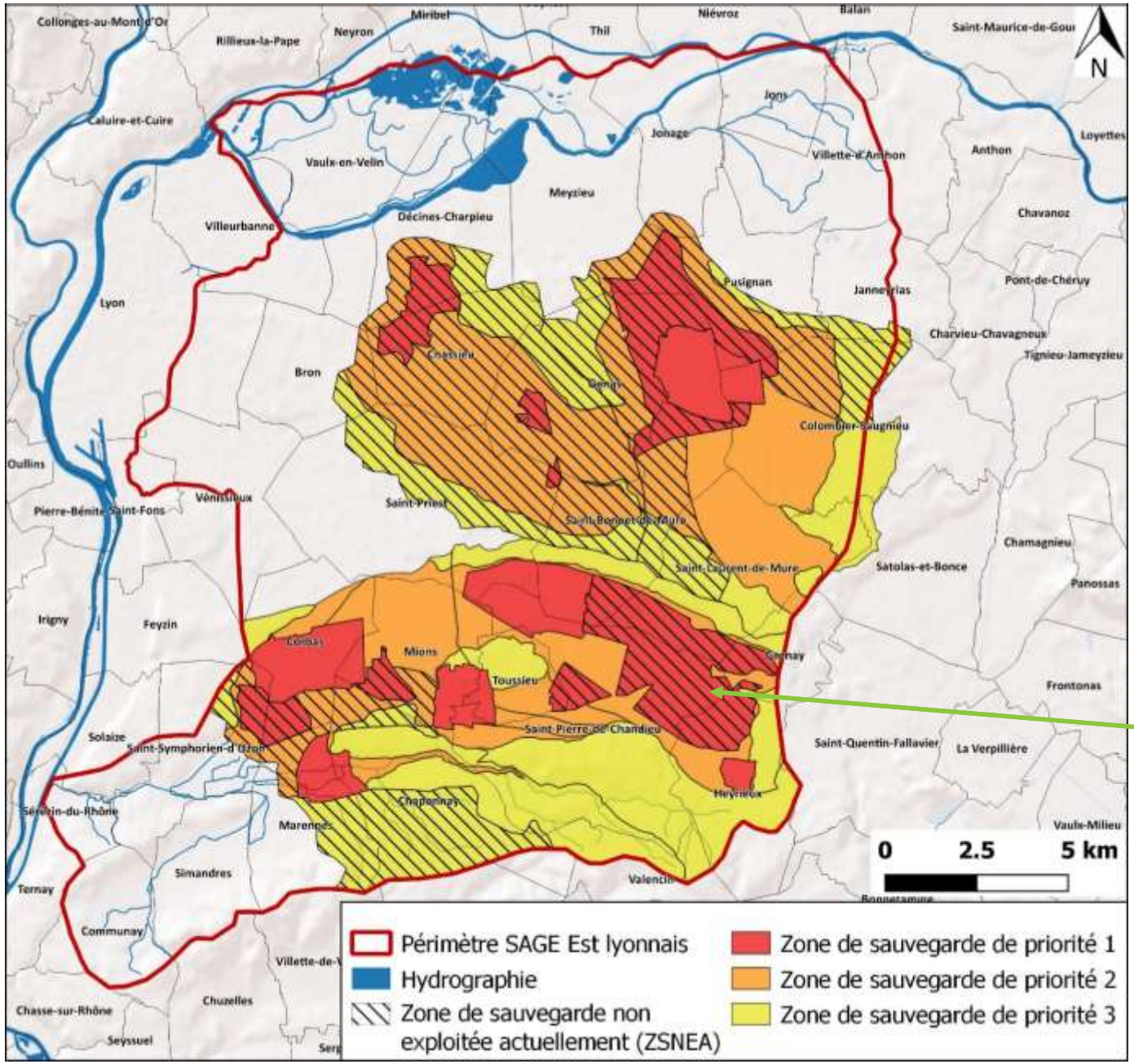
Des rapports de COMPATIBILITE ou PRISE EN COMPTE



Une « démarche SDAGE »

GINGER BURGEAP

Zones de sauvegarde définies en 2018-2019



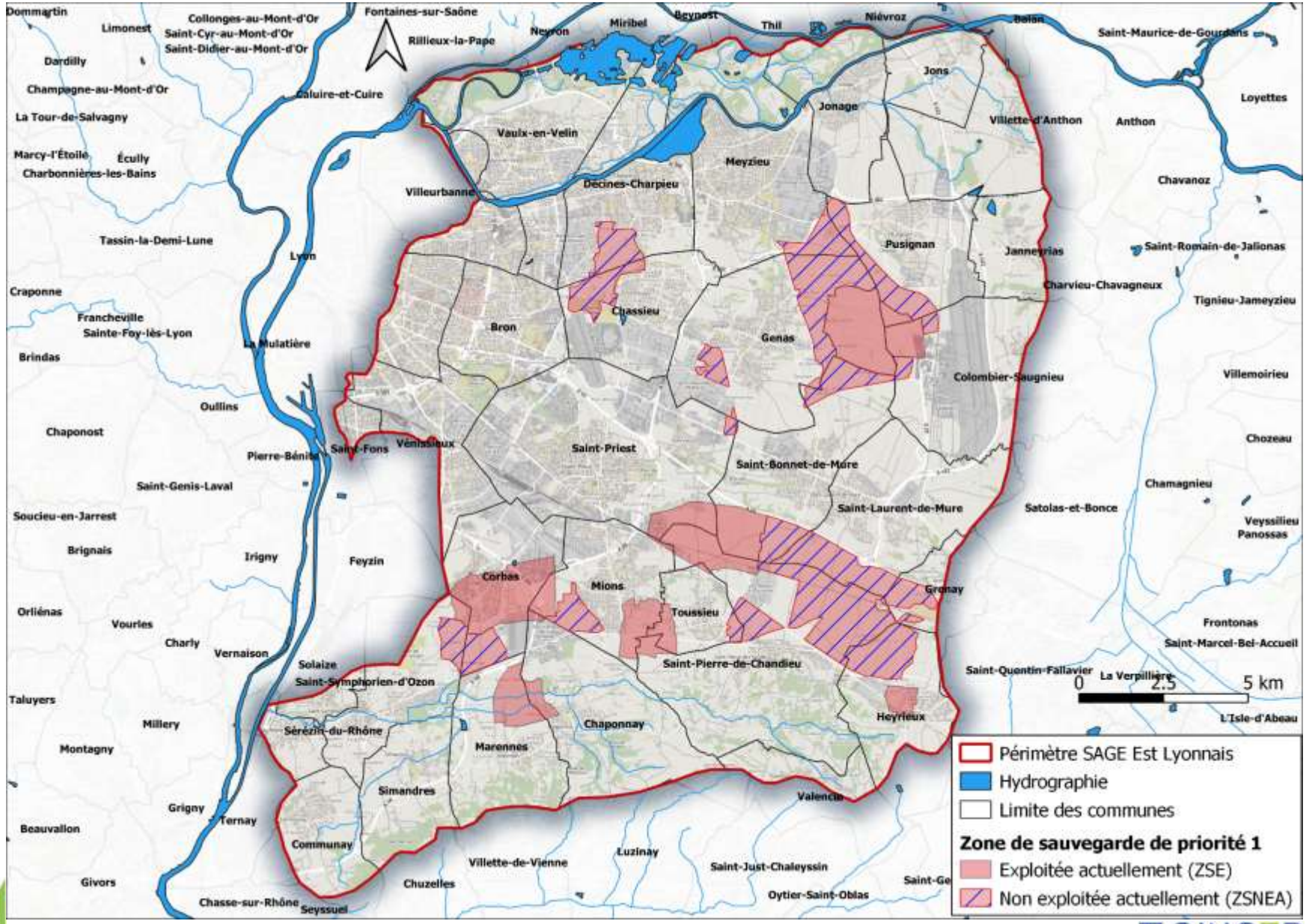
Dans l'Est lyonnais :

3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes

Une zone retravaillée cette année : ZSNEA1 - Heyrieux amont

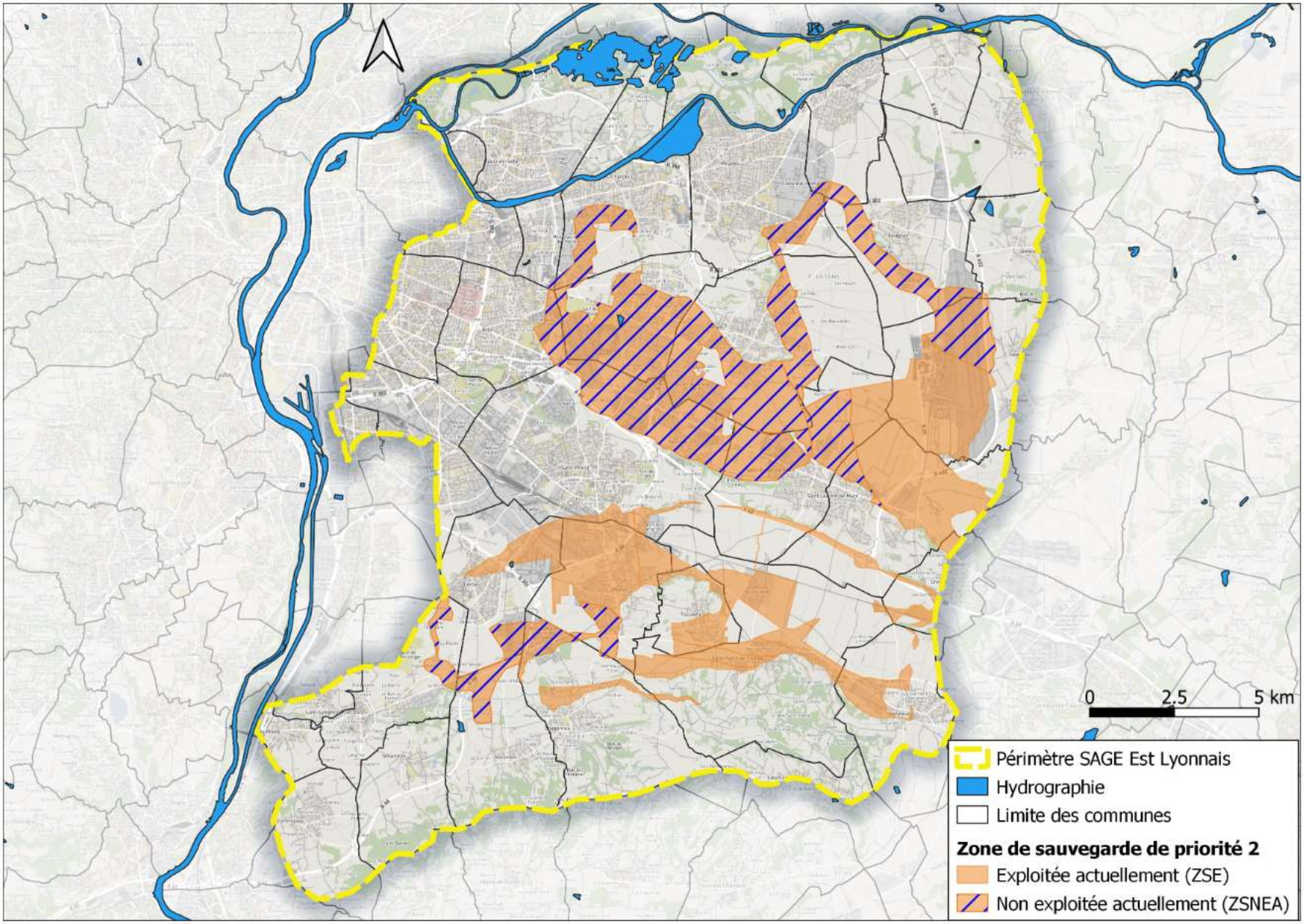
GINGER BURGEAP

Zones de sauvegarde de priorité 1

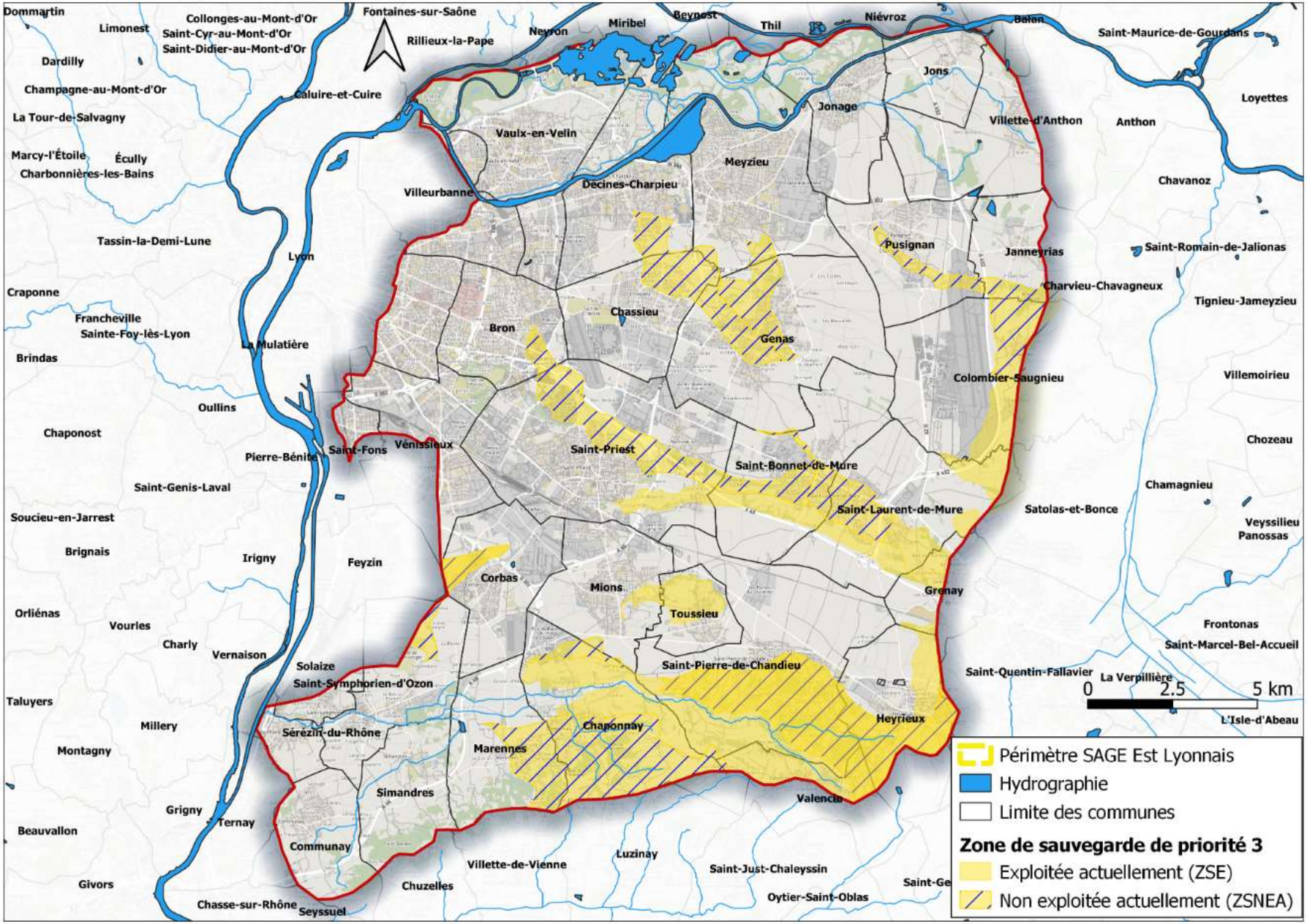


GINGER BURGEAP

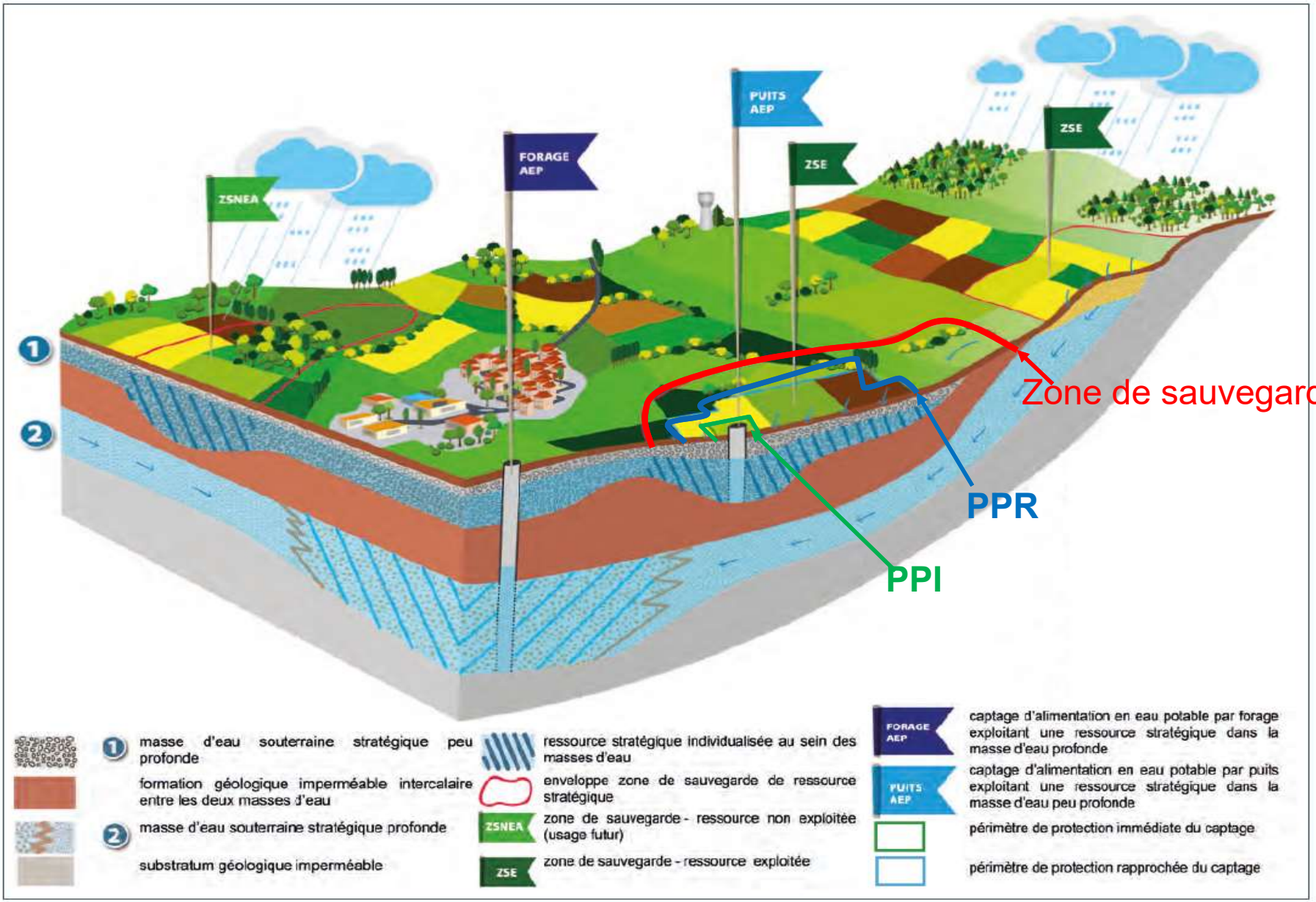
Zones de sauvegarde de priorité 2



Zones de sauvegarde de priorité 3



Deux démarches complémentaires

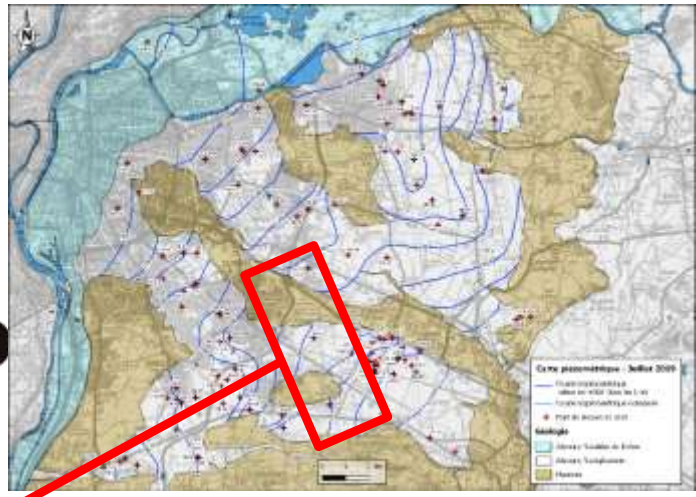


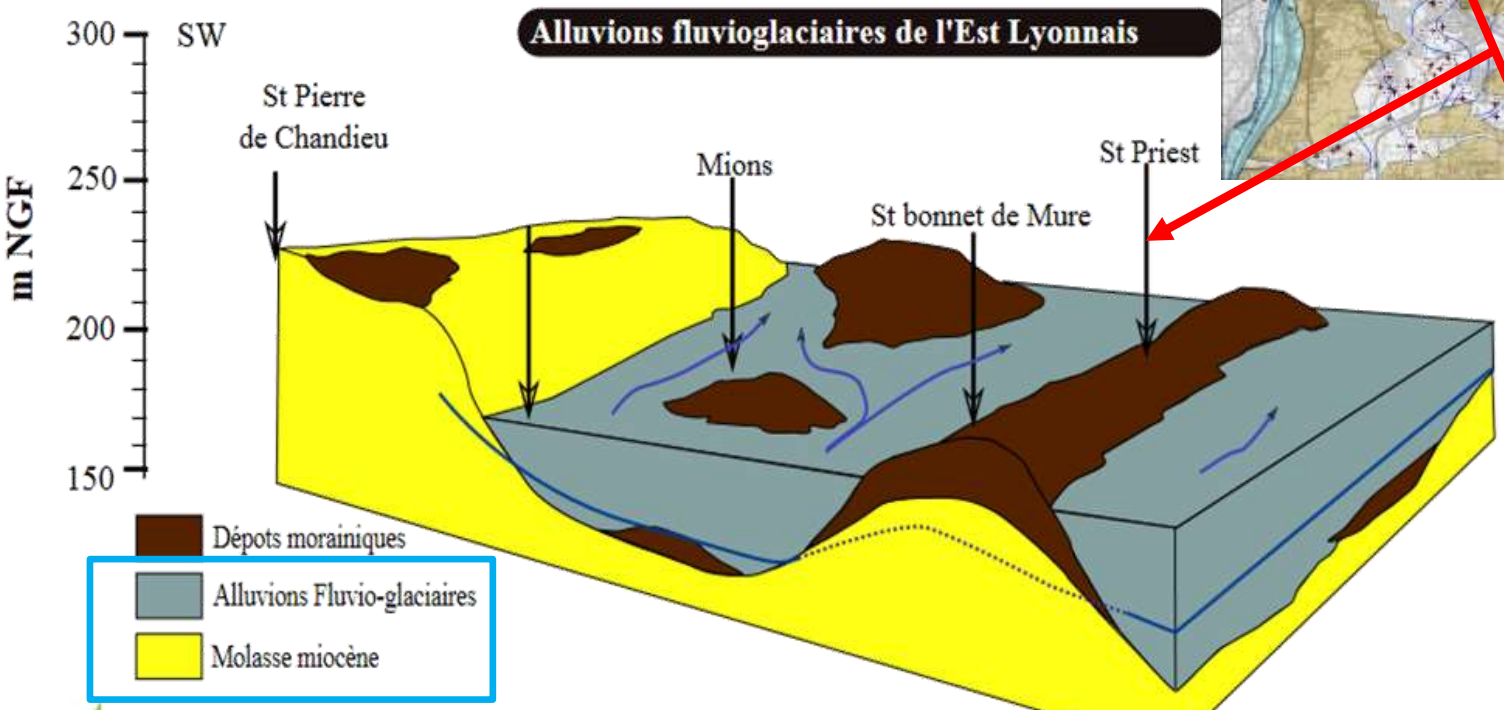


Hydrogéologie, qualité de l'eau et vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais

Hydrogéologie : 3 aquifères sur le territoire du SAGE

- Nappe alluviale du Rhône à Miribel → non concernée
- Alluvions fluvioglaciaires → zone étude
- Molasse miocène → non concernée





Formations aquifères

Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone non saturée d'épaisseur moyenne à forte :

– 5 à 50 m

– moyenne autour de 15 à 25 m

MAIS très perméable :

- peu à pas argileuse en surface,

-> pouvant laisser s'infiltrer rapidement les écoulements de surface

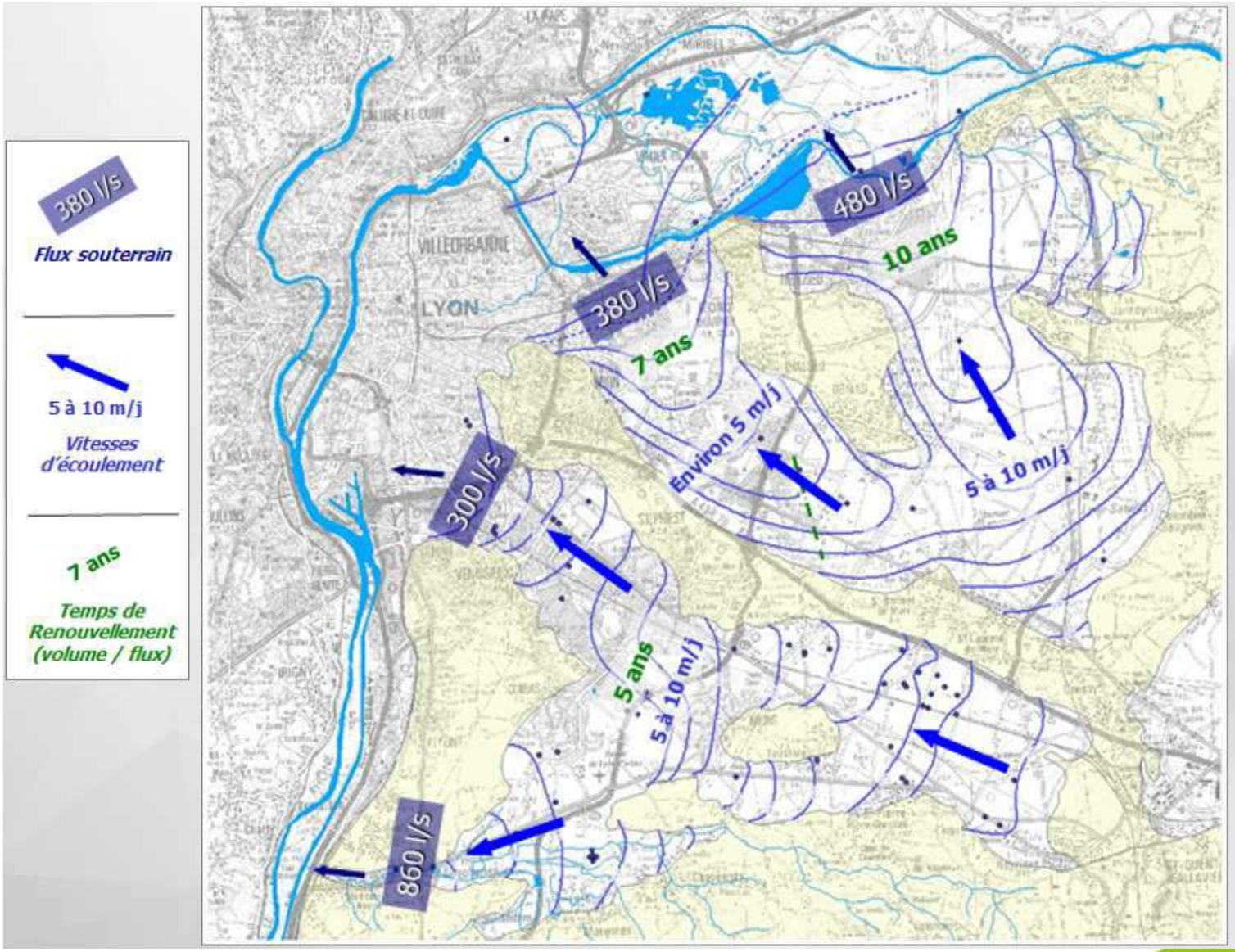
Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone saturée très perméable

Vitesse d'écoulement de l'ordre de 5 à 10 m/j

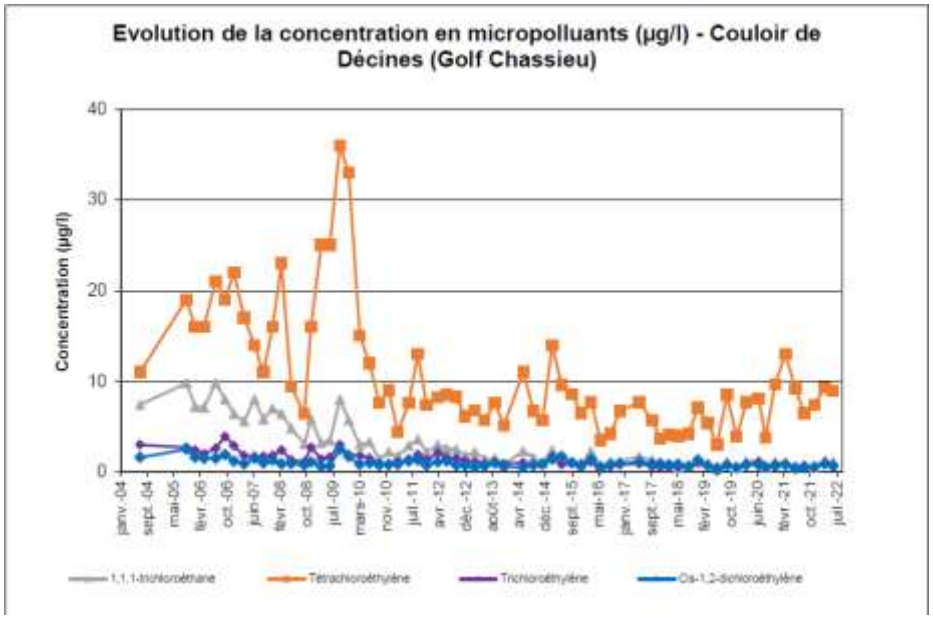
Soit 500 m en 50 j

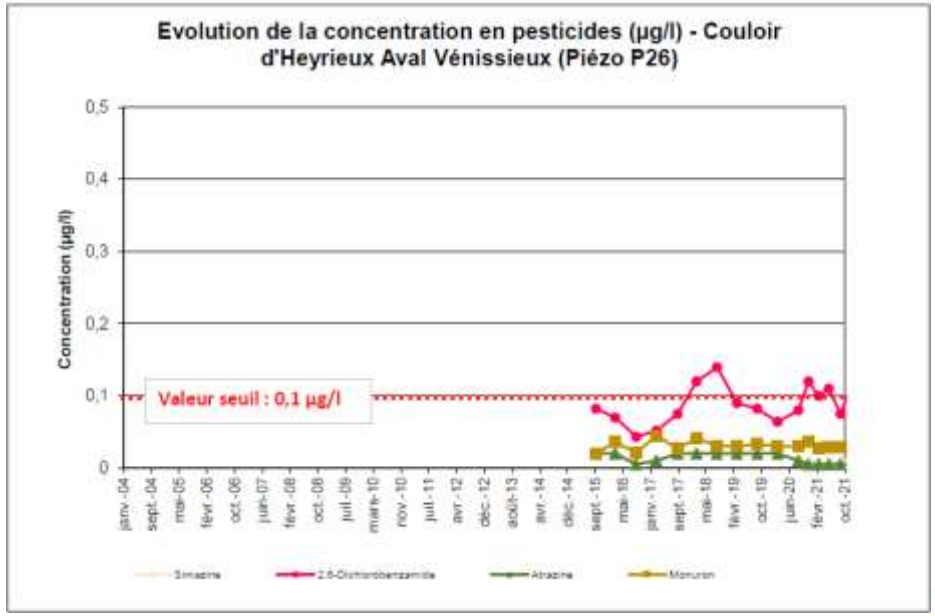


Etat des lieux qualitatif

Une bonne qualité globale mais les pressions anthropiques sont visibles

NB : les concentrations augmentent d'amont en aval des couloirs



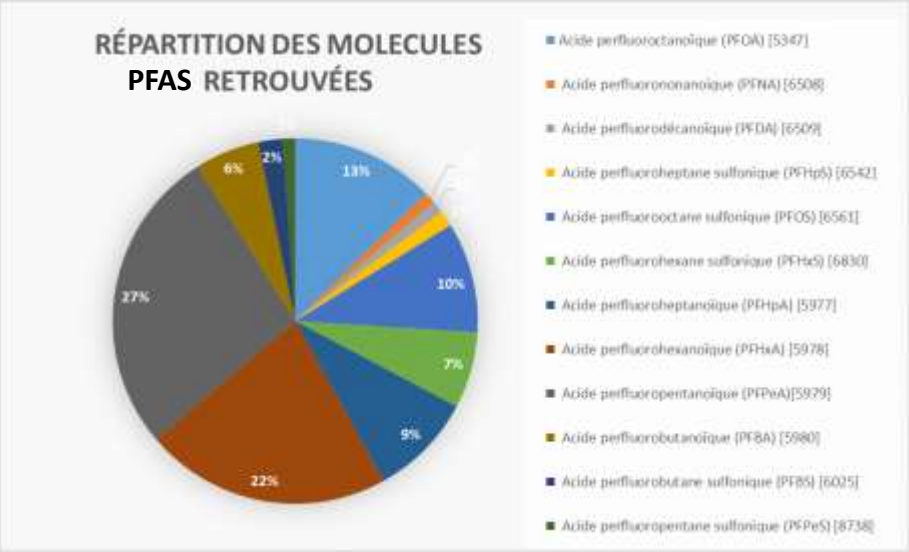


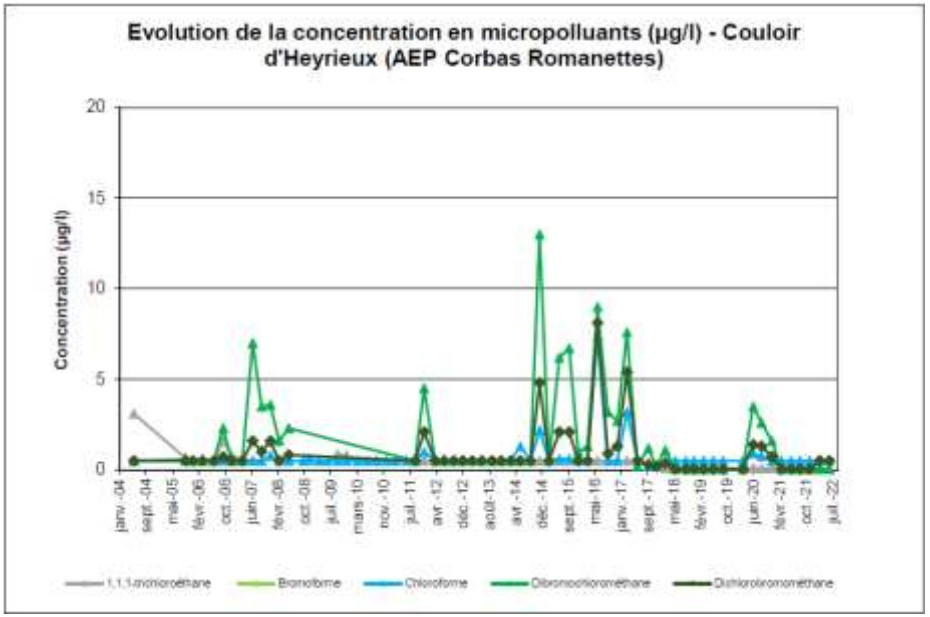
Ces incidences locales attestent de la nécessité de protéger les secteurs stratégiques.

GINGER BURGEAP

Etat des lieux qualitatif

Prise en compte de « nouveaux » polluants





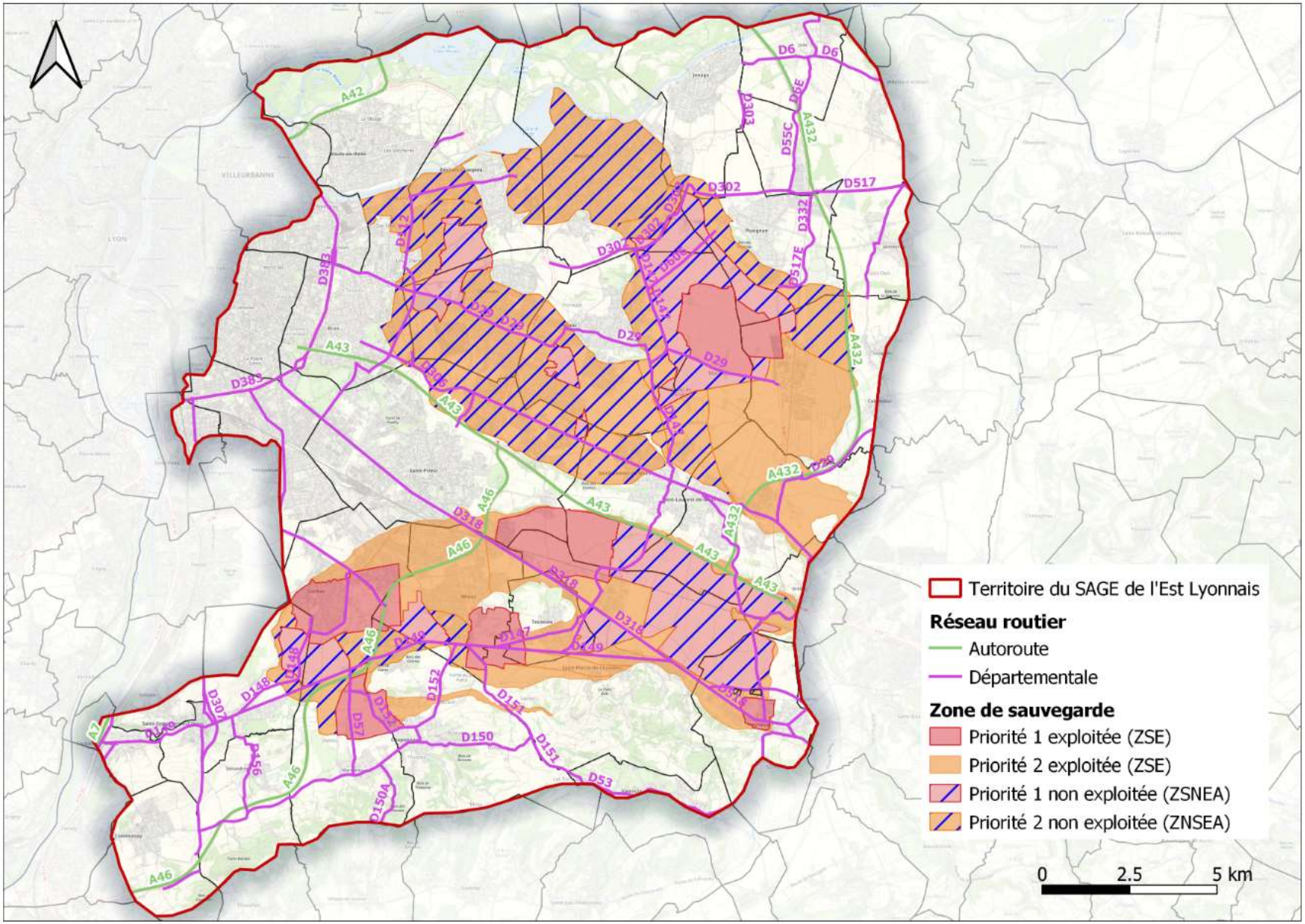
Evolution des paramètres dangereux à considérer
-> principe de précaution

GINGER BURGEAP



Infrastructures linéaires au droit des zones de sauvegarde

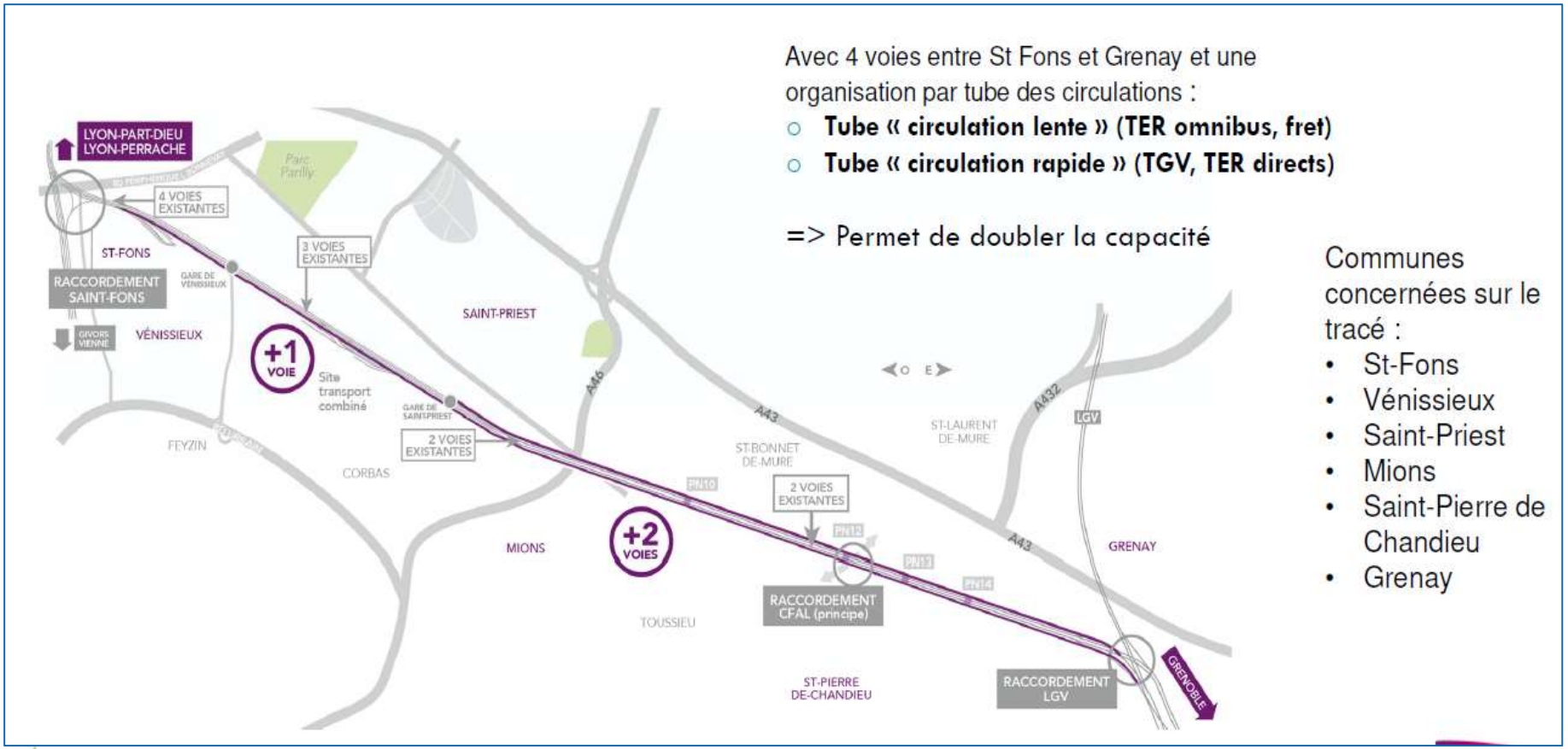
Etat des lieux pour les routes départementales



Occupation future du territoire

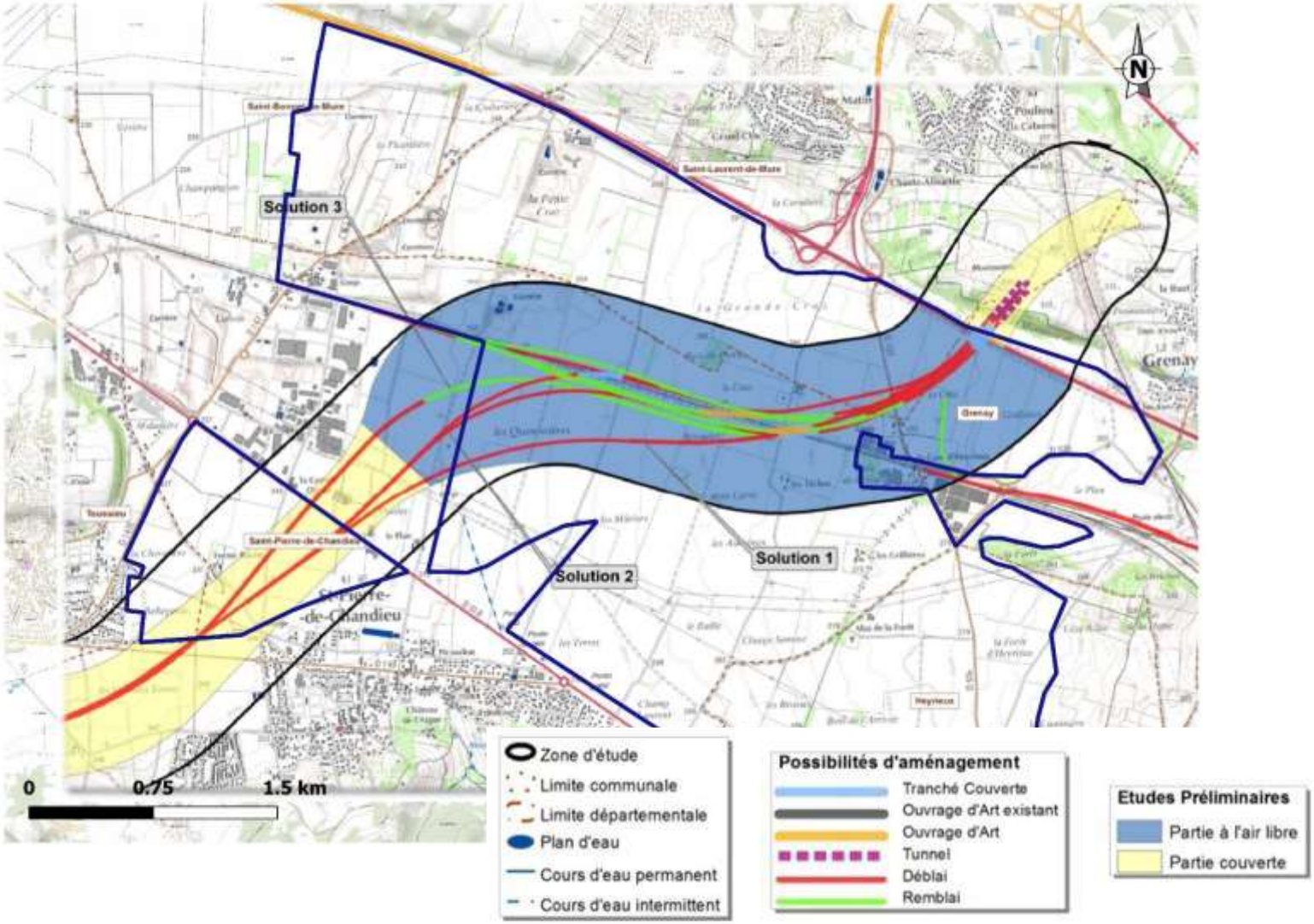
– Mise à 4 voies de la voie ferrée Saint-Fons Grenay

Projet de mise à 4 voies prévu pour 2028-2032. 2 tracés à l'étude (rouge et bleu) avec des impacts légèrement différents (le bleu étend les voies uniquement sur la partie nord).



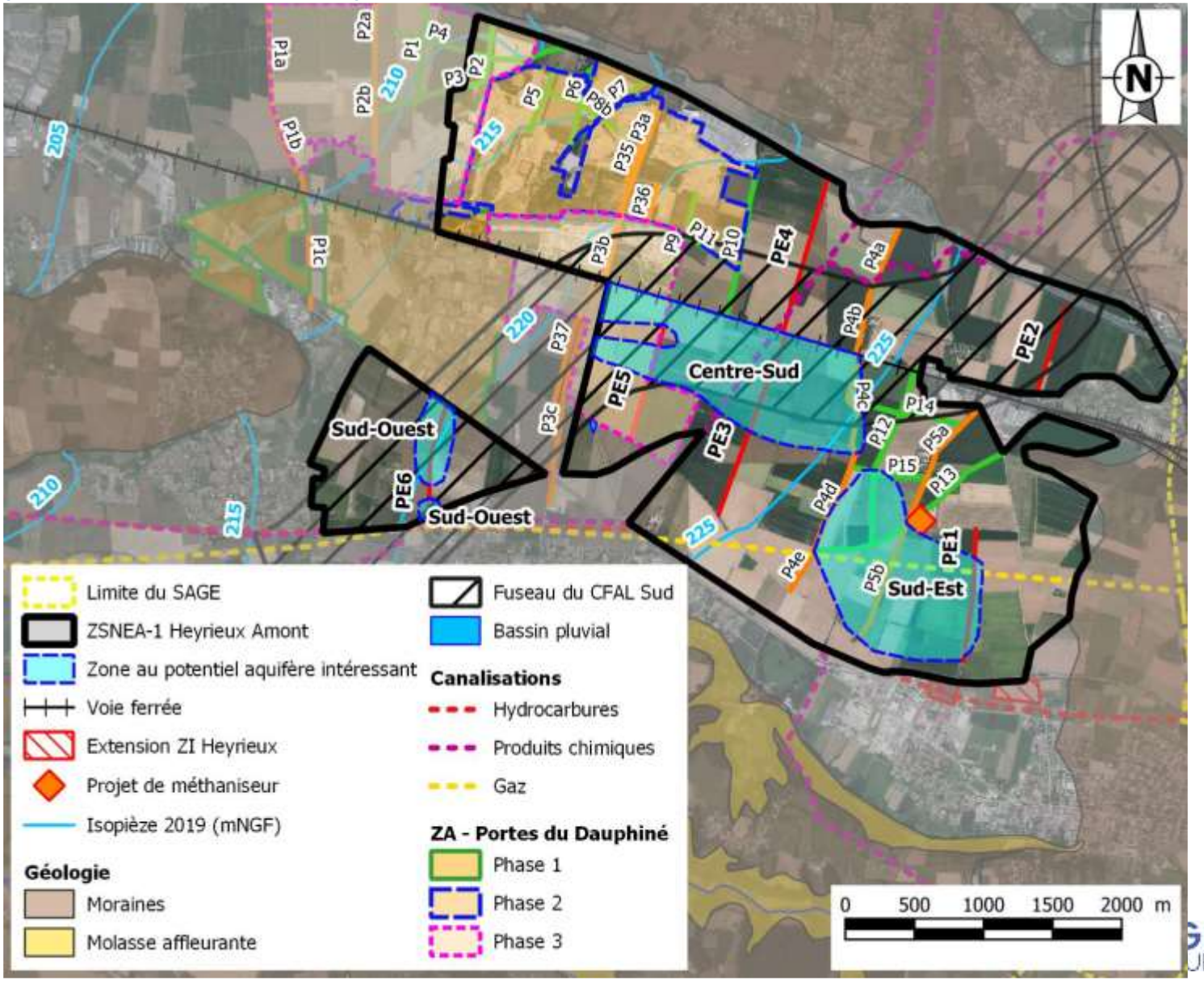
– Le CFAL Sud

Projet de contournement ferroviaire agglomération lyonnaise prévu pour 2033-2037.
Un fuseau avec une emprise foncière existe, plusieurs solutions sont étudiées (en date de 2012).



Occupation future du territoire

– Synthèse sur Heyrieux Amont





Quels risques liés aux infrastructures linéaires et transport matières dangereuses ?

La notion de risque



L'aléa



L'enjeu



Le risque

En l'occurrence

L'aléa + L'enjeu = Le risque

Dégradation de la qualité de la nappe par l'arrivée de micropolluants dans l'eau souterraine

La bonne qualité de l'eau au droit des secteurs stratégiques

De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des :

- **9 captages stratégiques Est lyonnais,**
- **6 captages des alluvions du Rhône,**
- **ZSNEA-1.**

Eviter ou réduire l'aléa

L'aléa + L'enjeu = Le risque

Dégradation de la qualité de la nappe par l'arrivée de micropolluants dans l'eau souterraine

La bonne qualité de l'eau au droit des secteurs stratégiques

De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des :

- **9 captages stratégiques Est lyonnais,**
- **6 captages des alluvions du Rhône,**
- **ZSNEA-1.**

Levier sur lequel nous pouvons agir

-> Éviter ou réduire cet aléa

Défini par les études 2018 : réalité hydrogéologique et occupation du territoire

Ce que l'on souhaite éviter

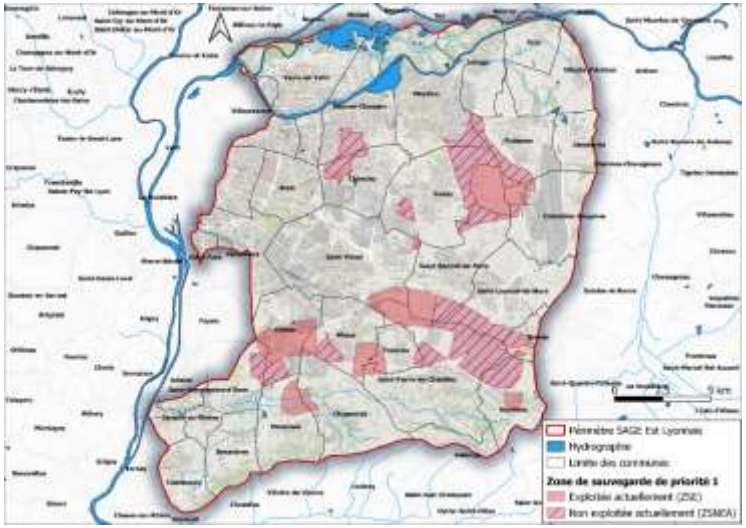
Aléas à éviter ou réduire

Source polluante	Voie de transfert	Cibles
Déversement accidentel / chronique	Infiltration	Captages : pas de marge de manœuvre



Travail sur les prescriptions

A compléter en ZS1 et ZSNEA1



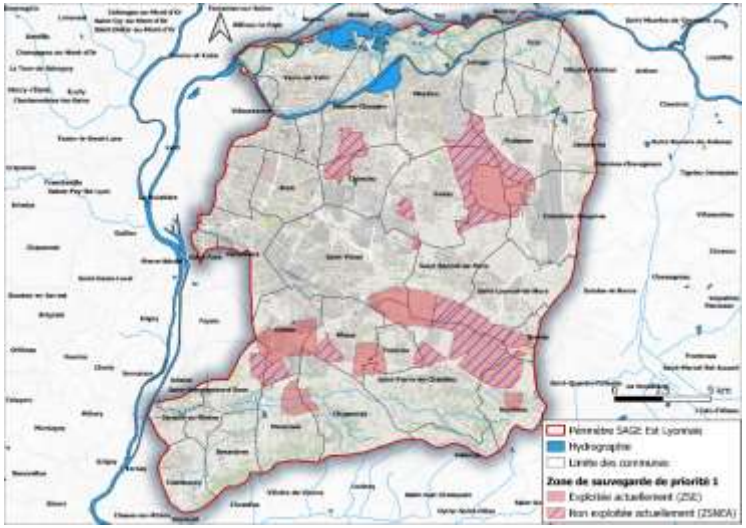
Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

- Interdiction de création toute nouvelle structure de TMD (type pipeline…) ;
- Mise en place d'un système d'assainissement étanche le long des infrastructures de type route et voies SNCF à construire ;
- Réalisation d'un suivi de la qualité des eaux souterraines pendant la phase travaux et définitive (pour les RD, autoroutes et voies SNCF…) ;
- Validation de chaque nouveau projet par un BE compétent en environnement ;
- Mise en place d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux (analyse des risque et plan d'alerte).

Prescriptions complémentaires ?

A compléter en ZS1 et ZSNEA1



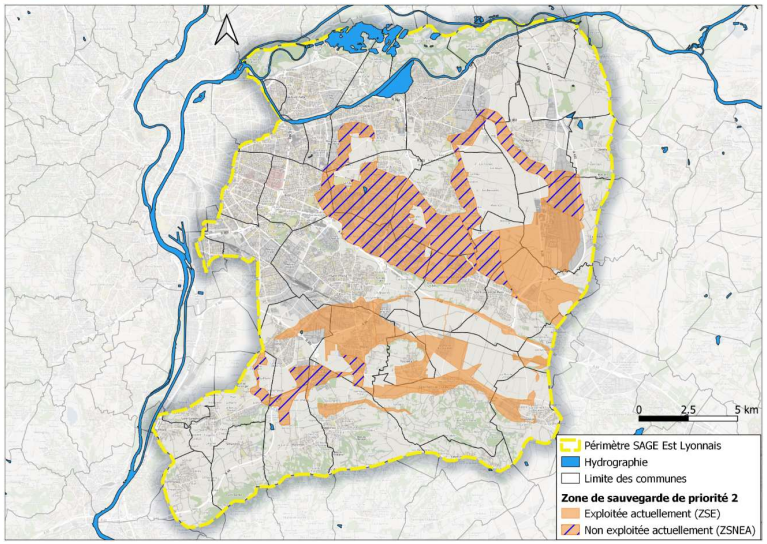
Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

Recommandations à intégrer au PAGD du SAGE :

- Faire réaliser un diagnostic de l'intégrité des TMD à minima tous les 5 ans ;
- Faire réaliser un diagnostic des systèmes d'assainissement à minima tous les 5 ans.

Prescriptions complémentaires ?

A compléter en ZS2 et ZSNEA2



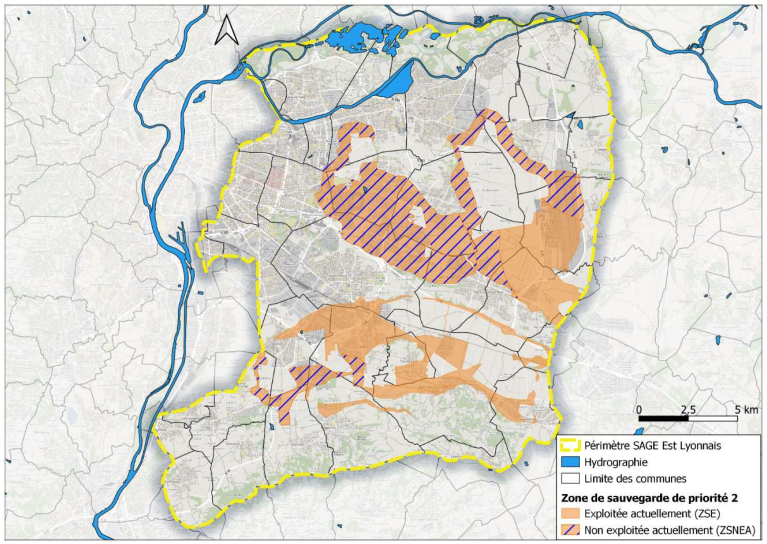
Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

- Mise en place d'un système d'assainissement étanche le long des infrastructures de type route et voies SNCF à construire ;
- Réalisation d'un suivi de la qualité des eaux souterraines pendant la phase travaux et définitive ;
- Validation de chaque nouveau projet par un BE compétent en environnement ;
- Mise en place d'une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux (analyse des risque et plan d'alerte).

Prescriptions complémentaires ?

A compléter en ZS2 et ZSNEA2



Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

Recommandations à intégrer au PAGD du SAGE :

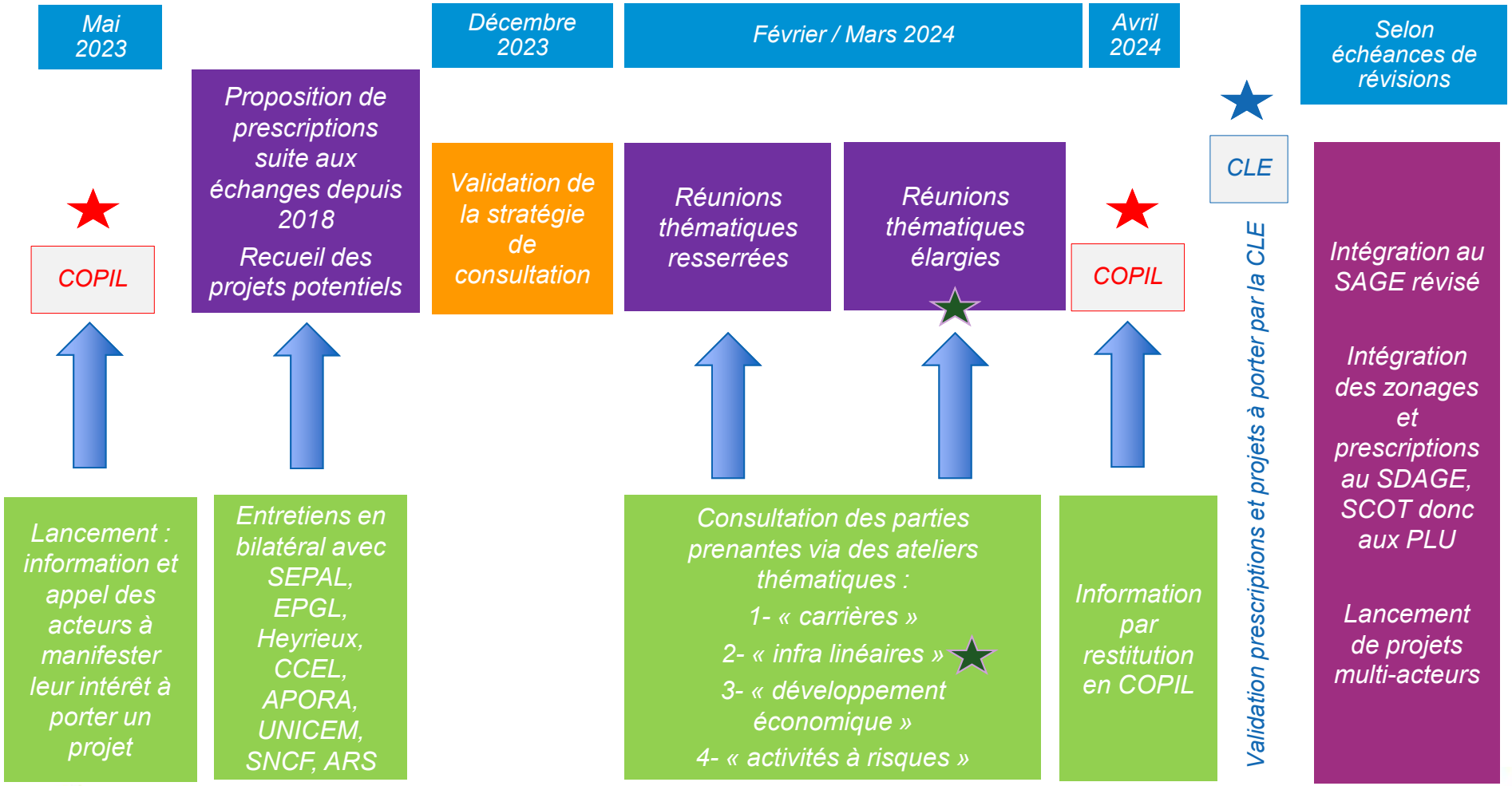
- Faire réaliser un diagnostic de l'intégrité des TMD à minima tous les 5ans ;
- Faire réaliser un diagnostic des systèmes d'assainissement à minima tous les 5 ans.

Prescriptions complémentaires ?



Suites et clôture

Echanges avec les parties prenantes / planning



Merci pour votre participation !

GINGER BURGEAP

Étude Heyrieux amont – Phase 2

COMPTE-RENDU
Réunion de consultation
Encadrement des projets de développement économique
du 11 mars 2024 9h30-12h

Étude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP future de Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

ORDRE DU JOUR :

9h30-9h45 : Introduction et tour de table

9h45-10h30 : Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?

- *Définitions*
- *Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais*
- *Occupation des sols dans les zones de sauvegarde*
- *Notion de risque*

10h30-11h30 : Groupes de travail sur les prescriptions

- *En zones de priorité 1*
- *En zones de priorité 2*

11h30-12h15 : Restitutions

12h15-12h30 : Perspectives et clôture

PRÉSENTS

Raphaël IBANEZ	Mairie Saint-Pierre-de-Chandieu et CCEL
Jean-David ATHENOL	Mairie Saint-Laurent-de-Mure
Claude HUMBERT	Mairie de Toussieu et SIEPEL
Paul COSTE	CAEL
Véronique HARTMANN	Métropole de Lyon
Micheline DESSEIGNE	ACER
François BATAILLE	Régie des Eaux EPGL
Elodie RENOUF	Régie des Eaux EPGL
Perrine DEMOULE BARIAL	CCEL
Jérémie TOURTIER	SEPAL
Stéphane PEILLET	Chambre d'agriculture du Rhône
Mathieu CHAMPAULT	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Mélanie CAPÉRAN	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais

Adrien GARIOUD	GINGER BURGEAP
Aurélia NOUVEL	IDDEST

PIÈCES JOINTES :
- Présentation support de la réunion

1. Questions de clarification en cours de présentation

Stéphane PEILLET : Il est question des PFAS dans la presse. ARKEMA est mis en cause mais peuvent-ils être produits par d'autres industries ?
Adrien GARIOUD : Oui ces composés peuvent être produits par de nombreuses activités. Même le fart des skis en contient et ces composés sont retrouvés dans les sols des stations de ski.
Paul COSTE : Les PFAS sont par exemple présents dans les mousses d'extinction incendie.

Paul COSTE : Les périmètres PENAP n'apparaissent pas sur vos cartes mais ils sont voués à rester naturels et ne devraient pas être modifiés.

Stéphane PEILLET : A noter que le méthaniseur proposé dans le secteur d'Heyrieux était un méthaniseur agricole, de 10 000 tonnes, pas un méthaniseur industriel de 50 à 60 000 tonnes.
Elodie RENOUF : ces installations sont-elles classées ? Disposent-elles de seuils ?
Stéphane PEILLET : Ce serait à vérifier.

Précision du SAGE : *Le projet de méthaniseur situé sur la commune d'Heyrieux (en travaux actuellement) est soumis à enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement selon la rubrique 2781 (Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production) :*
- *Rubrique 2781-1 : Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires :*
  Déclaration (quantité de matières traitées < 30 t/j)
- *Rubrique 2781-2 : Méthanisation d'autres déchets non dangereux :*
  Enregistrement (quantité de matières traitées < 100 t/j)

Jérémie TOURTIER : Dans les projets de développement du secteur, il faudrait citer le Lyon -Turin également.

Stéphane PEILLET : Confirmez-vous que la zone d'aménagement pour l'aéroport n'existe plus ?
Perrine DEMOULE BARIAL : Oui elle n'existe plus depuis juin 2022.
Jérémie TOURTIER : Les aéroports ont l'interdiction de s'étendre tant qu'une modification de technologie permettant une diminution des émissions de GES n'est pas en place. En attendant, la maitrise foncière est conservée pour garder le potentiel à long terme.
Perrine DEMOULE BARIAL : C'est le seul aéroport où il existe un potentiel de développement donc l'état souhaite sanctuariser ces fonciers, par la mise en place d'un projet d'intérêt général (PIG) par exemple.

Raphaël IBANEZ : Il faut ajouter le doublement des voies et la gare de Saint Pierre de Chandieu.
Paul COSTE : Où serait située la nouvelle gare ?
Perrine DEMOULE BARIAL : Elle serait positionnée au niveau de la gare historique qui n'est malheureusement pas dimensionnée pour accueillir des voyageurs ni de la multimodalité. C'est pourquoi des changements sont prévus.

Paul COSTE : Dans ces projets de développement il faudra être attentifs aux entrepôts. Pour ce type de sites, dans le meilleur des cas on connait la première destination puis lorsqu'il y a des changements d'usages il n'y a pas de suivi.
Adrien GARIOUD : C'est pour cela qu'un entrepôt peut être classé ICPE, car cela permet un suivi et des contrôles et précautions en fonction des produits stockés.
Stéphane PEILLET : Cela concernerait les zones d'activités mais elles ont été exclues des zones de sauvegarde.

Adrien GARIOUD : En effet. Nous reviendrons sur ces sujets lors de la réunion sur les activités à risques où on abordera ce sujet des sites « sous les seuils ICPE » mais dont les activités peuvent tout de même être risquées pour la nappe.

Raphaël IBANEZ : On a connu l'année dernière un agriculteur à Toussieu qui a dû jeter des litres de lait car il était contaminé, sans doute du fait d'installations polluantes en amont de son installation. Il a eu du mal à boucler son année. Il y a eu une problématique de PCB. Il faut être attentifs aux types d'installations qui arrivent. Et ensuite aux contrôles pour les installations classées.
Elodie RENOUF : Nous n'avons pas forcément les informations de ce type d'incident et c'est regrettable car cela peut avoir des liens avec la qualité de la ressource.

Jérémie TOURTIER : À long terme il est prévu une plateforme multimodale en amont d'Heyrieux, pour mettre des camions sur des rails et inversement. Il pourrait y avoir des entrepôts également. Il faudra être attentif si on imagine implanter un nouveau captage dans ce secteur qui sera proche. Pour l'instant ce projet n'est pas précisé.

Jean-David ATHENOL : Il faut trouver un juste milieu pour accueillir des activités et créer de l'emploi, sans pour autant compromettre la ressource.
Raphaël IBANEZ : Oui, on ne souhaite pas tout geler.

Jean-David ATHENOL : Quand vous parlez d'assainissement s'agit-il d'assainissement collectif ou ANC ?
Elodie RENOUF : Il est plutôt question ici de la gestion des eaux pluviales, à différencier de l'assainissement qui est assez cadré sur le territoire. Et de s'interroger sur les liens et l'équilibre entre qualité et quantité. On ne peut pas, et il n'est pas souhaitable, de renvoyer toutes les eaux pluviales au réseau. Toutefois, il s'agit d'être prudent quant à la qualité des eaux que l'on oriente vers l'infiltration dans les zones de sauvegarde. La doctrine des eaux pluviales existe mais ne prend peut-être pas suffisamment de précautions sur les zones de sauvegarde. Les activités à risques par exemple n'y sont pas encadrées.
Adrien GARIOUD : Oui en effet. Pour donner un exemple : si un parking doit être construit, vaut-il mieux imperméabiliser ou prévoir un enrobé poreux ? Faut-il privilégier la recharge ou la maitrise de la qualité des eaux ? Quel curseur faut-il prendre entre ces polarités ?
Raphaël IBANEZ : Cela peut en effet paraitre contradictoire.
Perrine DEMOULE BARIAL : L'équilibre entre ces enjeux peut aussi évoluer dans le temps, ou en fonction des périodes (changement climatique…).
Mathieu CHAMPAULT : C'est bien l'objet de la réunion de ce jour : comment planifier nos zones d'aménagement pour obtenir in fine le meilleur équilibre ?
Paul COSTE : Un des enjeux est également la pérennité à long terme des prescriptions. On peut établir de nouvelles règles sur une zone, il faut s'assurer que cela sera bien maintenu.

Stéphane PEILLET : En zone de carrière, il y aura des matériaux moins perméables qu'avant.
Mélanie CAPERAN : En effet mais il faut bien avoir en tête que ces remblaiements vont prendre du temps.
Stéphane PEILLET : Dans ces secteurs l'enjeu est d'éviter l'enfouissement sauvage. Sur la partie intrants, il faut avoir en tête que 5 à 10% des exploitations sont passées au biologique mais qu'il n'y a pas le marché en face. Concernant l'agriculture conventionnelle et les teneurs en nitrates, il faut tenir compte du temps de lessivage des sols. Il y a eu beaucoup de progrès réalisés mais les teneurs résiduelles sont encore présentes dans les sols. Le fait de rendre obligatoire une mesure a un impact.
On ne peut pas jouer sur la recharge, ni les pluies qui vont évoluer avec le changement climatique, mais les agriculteurs ont travaillé sur leurs prélèvements en mettant en place des pompages dans le Rhône. Deux secteurs d'irrigation sont présents dans l'Est lyonnais : 1- au Nord : il est au maximum de ce que permettent les pompes en place. 2- A Ternay, il est limité par le diamètre des canalisations mais cela permet que les agriculteurs prélèvent moins dans la nappe.
Sur les voies de transfert, les couvertures photovoltaïques des parkings pourraient-elles être une option pour que les voitures soient en zone sèche et que les eaux non polluées s'écoulant sur les panneaux soient dirigées vers des noues d'infiltration ?

Jean-David ATHENOL : Sur le territoire, l'habitude des zones d'emprunt est prégnante : Lorsqu'un bâtiment est construit, les matériaux de la parcelle voisine sont utilisés puis celle-ci est remblayée avec n'importe quoi.
Stéphane PEILLET : Le service urbanisme de chaque commune doit vérifier s'il existe bien un permis de construire pour faire cela (concernant les remblais). Les moyens de contrôle, sanction et coercition doivent être présents.

2. Ateliers en sous-groupe

Les participants se répartissent en deux groupes pour travailler sur :

- Les risques supplémentaires pour la ressource en eau à considérer en lien avec les grands projets ;
- Les propositions de prescriptions et recommandations formulées par le SAGE.

Réflexions des 2 groupes de travail sur les risques pour la ressource en eau à considérer :

- Besoin d'eau pendant le process industriel ;
- Ouvrages susceptibles de polluer ;
- Entreprises à risque présentant un risque majeur même si très encadrées par la réglementation.

Propositions de prescriptions et recommandations formulées par le SAGE :
Une synthèse des échanges est fournie via les tableaux suivants.

Sur le sujet des activités à risques, la question des sites non classés apparait comme un sujet de préoccupation : comment identifier et travailler avec ces sites qui passent sous les seuils ?

À noter que pour l'utilisation des intrants, les collectivités présentes ont une volonté de les limiter. Mais y a-t-il une contrainte réglementaire imposant le zéro phyto ? Pour quels sites ? Qui sont les acteurs ?

Prescriptions proposées	**Secteur d'application**	**Cette mesure vous semble-t-elle pertinente pour la protection de la ressource ?**	**Selon vous quelles contraintes représente-elle pour les usages du secteur ?**
Interdire les activités à risque (cf. réunion volet activités à risque)	ZS1 et ZSNEA1	Oui pour les ZS1. Certaines activités ou installations sont risquées : il faudrait par exemple interdire d'enterrer des cuves ou certaines canalisations de produits dangereux. Quand ces installations sont enterrées, les fuites sont détectées avec beaucoup plus de délais et les dégâts/pollutions sont présent(e)s. Les doubles peaux ne suffisent pas. Si on autorise en mettant des contraintes et que finalement il y a un accident c'est quasiment systématiquement le contribuable qui paie in fine pour de la dépollution ou des traitements engendrés. Donc le principe d'interdiction dans les secteurs stratégiques semble pertinent. Quid des mutations d'usages si on n'interdit pas ? c'est difficile à cadrer, à suivre puis à contrôler. Il n'existe pas de système d'information en cas de changement d'usage. Possibilité d'utiliser l'alerte du changement d'abonnement à la distribution d'eau ? Cela permettrait une rencontre et une sensibilisation, pour s'assurer a minima que le règlement est bien connu. Il faut réaliser une animation régulière du règlement de ZAC (rôle des EPCI pour diffusion des prescriptions et bonnes pratiques lors des changements d'usage).	En termes de vitrine et de développement, certaines activités comme le stockage ou la gestion de déchets ne seront plus favorisées dans ces secteurs. L'interdiction est délicate pour le maintien de l'attractivité du territoire. A discuter lors de la réunion du 26/03 en fonction des activités concernées. Limiter avec des contraintes fortes parait plus adapté. Interdire gène l'entreprenariat. Les attentes de développement pour ce territoire sont une activité productive respectueuse de l'environnement en première couronne de l'agglomération. Actuellement le sujet de l'attractivité n'est pas majeur, il y a beaucoup de demandes pour des implantations de nouvelles activités. Il semble possible de faire un choix pour favoriser les moins risquées pour la nappe.
Mettre en place un système de gestion des eaux de pluie à l'échelle de la zone d'activité à créer, avec une zone tampon de stockage des eaux	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui - différentes échelles à prendre en considération : celle de la ZAC et celle de la parcelle. Par exemple, voiries à gérer de façon globale et mutualisée. Pour l'infiltration : plutôt multiplier les points d'infiltration de façon déportée (le plus loin possible de la ZS1) en ZS1 En ZS2 : favoriser l'infiltration avec analyse au cas par cas pour les ICPE et en cohérence avec la doctrine du SAGE - principe de précaution à mettre en place. Nécessité de mettr**e à jour la doctrine eaux pluviales du SAGE** qui est bien connue et utilisée des aménageurs mais qui n'intègre pas à ce jour les zones de sauvegarde et leurs spécificités. Mener des réflexions pour proposer des **dispositions spécifiques et adaptées aux enjeux dans ces secteurs**. Compléter la doctrine eaux pluviales sur les **actions d'entretien** des dispositifs mis en place. C'est pour l'instant trop léger sur ce volet. Il faudrait imposer des rendus (voire présentation en commissions ?) au SAGE sur les conceptions des dispositifs d'entretien prévus. Et ensuite sur les opérations de suivi réalisées. Volet animation de la doctrine suite à sa mise à jour très important. S'assurer que les PLU fassent bien référence à la doctrine eaux pluviales qui devrait intégrer une boite à outils pour les aménageurs (par exemple des zooms sur certains sujets avec la façon de retranscrire le SAGE dans le PLU). Besoin d'une boite à outils pour les architectes qui sont de bonne volonté mais n'ont pas forcément toutes les compétences - à intégrer à la doctrine pluviale. Par exemple : parler des bandes passantes - à imperméabiliser ou non ? C'est à concevoir au démarrage.	Sur des petits tènements de 4 à 5 ha il est possible que l'interco mette en place des systèmes de gestion des eaux pluviales à l'échelle de la zone. Les zones d'aménagement peuvent faire l'objet de baux à construction. Il est donc possible de garder la maitrise foncière de certains aménagements tels de que des noues, des clôtures. Pour 30 à 40 ha cela semble toutefois trop coûteux - à réfléchir - plutôt trouver des outils de contrôles - à inclure dans les permis de construire ? La ZAC permet de garder un regard sur l'aménagement. Compliqué à mettre en œuvre pour l'existant mais OK pour les nouveaux projets. Intérêt de faire référence à la doctrine du SAGE dans les PLU : un document beaucoup plus facile à amender qu'un PLU -> possibilité de le faire évoluer plus facilement.
Faire réaliser l'entretien des systèmes de gestion des eaux pluviales a minima une fois par an	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui mais proposition à reformuler (assurer le bon état de fonctionnement et l'analyse (échantillonnage) des systèmes d'assainissement pluvial). Nécessité de s'assurer du bon état de fonctionnement via des contrôles et des visites (séparateurs hydrocarbures souvent mal gérés mais peut concerner des volumes importants) - bien définir le type d'ouvrage dont il est question (déversoirs d'orages ? bassins de rétention ? infiltration ? ...). Quid du retour au SAGE pour vérification de la donnée ? Fait pour les ICPE mais à demander pour les installations plus "petites" (demander un plan d'entretien) ? Mettre en place un indicateur sur le nombre de documents collectés indépendamment de la lecture de leur contenu ? Autonomiser les gestionnaires et se fixer des objectifs sur le nombre de retours ?	Quels moyens humains dédiés à la réception de ces contrôles ? Intégration dans le tableau de bord du SAGE ? Quid du rôle de l'aménageur pour des actions de suivi une fois l'aménagement passé ? Quid des petites installations ou particuliers ?
Réaliser un suivi de la qualité des eaux souterraines pendant la phase travaux et définitive (en particulier au niveau des BI).	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui avec configuration amont / aval et une analyse par trimestre en ZS1 et par semestre en ZS2. Il faudrait suivre un panel de paramètres large en phase travaux. Et ensuite, suivre une gamme plus restreinte de paramètres (HAP et en fonction des activités présentes). Toutefois : si pollution présente : trop tard, l'objectif de préservation ne sera pas atteint.	Bien définir ce que l'on entend par grand projet - il existe déjà des obligations pour certains projets, il faudrait donc inclure ceux qui ne sont pas obligatoires dans la réglementation. Pour les projets listés en début de réunion - coûts à intégrer dans la conception. Faut-il inclure d'autres projets (dans ce cas définir des critères cumulatifs : surface et/ou activité ?) ?

Prescriptions proposées	**Secteur d'application**	**Cette mesure vous semble-t-elle pertinente pour la protection de la ressource ?**	**Selon vous quelles contraintes représente-elle pour les usages du secteur ?**
Réaliser un diagnostic de la qualité des sols avant création des zones d'activité afin de valider ou non la pertinence de l'infiltration des eaux de pluies	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui - pertinent et doit faire partie de l'étude d'impact et de l'état initial. **Mettre à jour la doctrine pluviale du SAGE** pour qu'elle intègre cet aspect. Elle impose actuellement déjà des investigations pour vérifier la perméabilité des sols mais pas leur qualité - **rendre une analyse qualité obligatoire dans les ZS1 et ZS2.**	Surcoût pour l'aménageur mais qui peut lui éviter de mauvaises surprises - souvent fait de manière systématique - attention car analyses parfois liées à l'usage fait ensuite - voir si demande de certains paramètres de manière systématique ?
Mettre en place une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux (analyse des risques et plan d'alerte) – procédure à mettre en œuvre par l'aménageur	ZS1/2 et ZSNEA1/2	Oui. Demander à l'aménageur d'établir le protocole, de le faire évoluer et de l'animer. Important de prévenir les acteurs de l'eau.	Possibilité d'inclure cette procédure au règlement de la ZAC comme recommandations mais délicat de l'imposer. Pas sûr qu'il soit juridiquement possible d'imposer cette procédure d'alerte. L'indiquer dans le règlement de la ZAC serait toutefois intéressant pour s'assurer du passage d'information du gestionnaire.

Prescriptions supplémentaires proposées en séance	**Secteur d'application**	**Cette mesure vous semble-t-elle pertinente pour la protection de la ressource ?**	**Selon vous quelles contraintes représente-elle pour les usages du secteur ?**
Imposer un confinement des eaux d'incendie - prévoir les aménagements à l'échelle de la ZAC et élaborer un dispositif d'alerte	ZS1	Prévoir des zones de rétention étanches et contrôlées rigoureusement pour les exercices incendie.	
Prévoir une infiltration des eaux de toiture en les isolant bien des autres eaux	ZS1	Systèmes de noues pour réinfiltrer.	
Demander des études d'impact cumulatives pour les grandes surfaces d'aménagement	ZS1 etZS2	Oui - existe déjà - cf. projet urbain partenarial à Décines/ Vaulx en Velin sur 10 ha. Obligatoire sur ZAC multisite ou à un site, puis à mettre à jour s'il y a évolution du site.	
Lorsque c'est possible, interdire l'enterrement de cuves ou de canalisations de produits dangereux sur les sites		Permettrait de détecter des fuites plus facilement.	Il peut être obligatoire d'enterrer les canalisations et cuves pour certains produits en raison du risque technologique

f

3. Dates des prochaines échéances

Retours sur les prescriptions : Jeudi 4 avril.

Réunion COPIL phase 2 étude Heyrieux amont : Vendredi 12 avril de 14h à 17h.



Dispositions applicables dans les zones de sauvegarde AEP de la nappe de l'Est lyonnais

Réunion de consultation – Encadrement des projets de développement économique
11/03/2024

Objectifs de la réunion

- *Expliquer ce que sont les zones de sauvegarde et partager (ou rediffuser) les raisons amenant à en définir dans l'Est lyonnais*

- *Partager les propositions de prescriptions prévues sur l'encadrement des projets de développement économique*

- *Recueillir les avis et réactions des participants pour les présenter au COPIL (instance décisionnaire) du 12 avril en même temps que ces propositions de prescriptions*
  - » *échanges en séance*
  - » *possibilité de transmettre des avis jusqu'au 4 avril*

Déroulé de la réunion

- *9h30-9h45 : Introduction et tour de table*
- *9h45-10h30 : Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?*
  - » Définitions
  - » Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais
  - » Occupation des sols dans les zones de sauvegarde
  - » Notion de risque
- *10h30-11h30 : Groupes de travail sur les prescriptions*
  - » *En zones de priorité 1*
  - » *En zones de priorité 2*
- *11h30-12h15 : Restitutions*
- *12h15-12h30 : Perspectives et clôture*

Tour de table des participants





Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?



Démarches de préservation de l'alimentation en eau potable

Définitions

Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection des **captages existants** : les DUP (régionales) et périmètres de protection associés

» Protection de la **ressource en eau souterraine** en amont des captages actuels ou futurs : les zones de sauvegarde (exploitées / non exploitées actuellement),

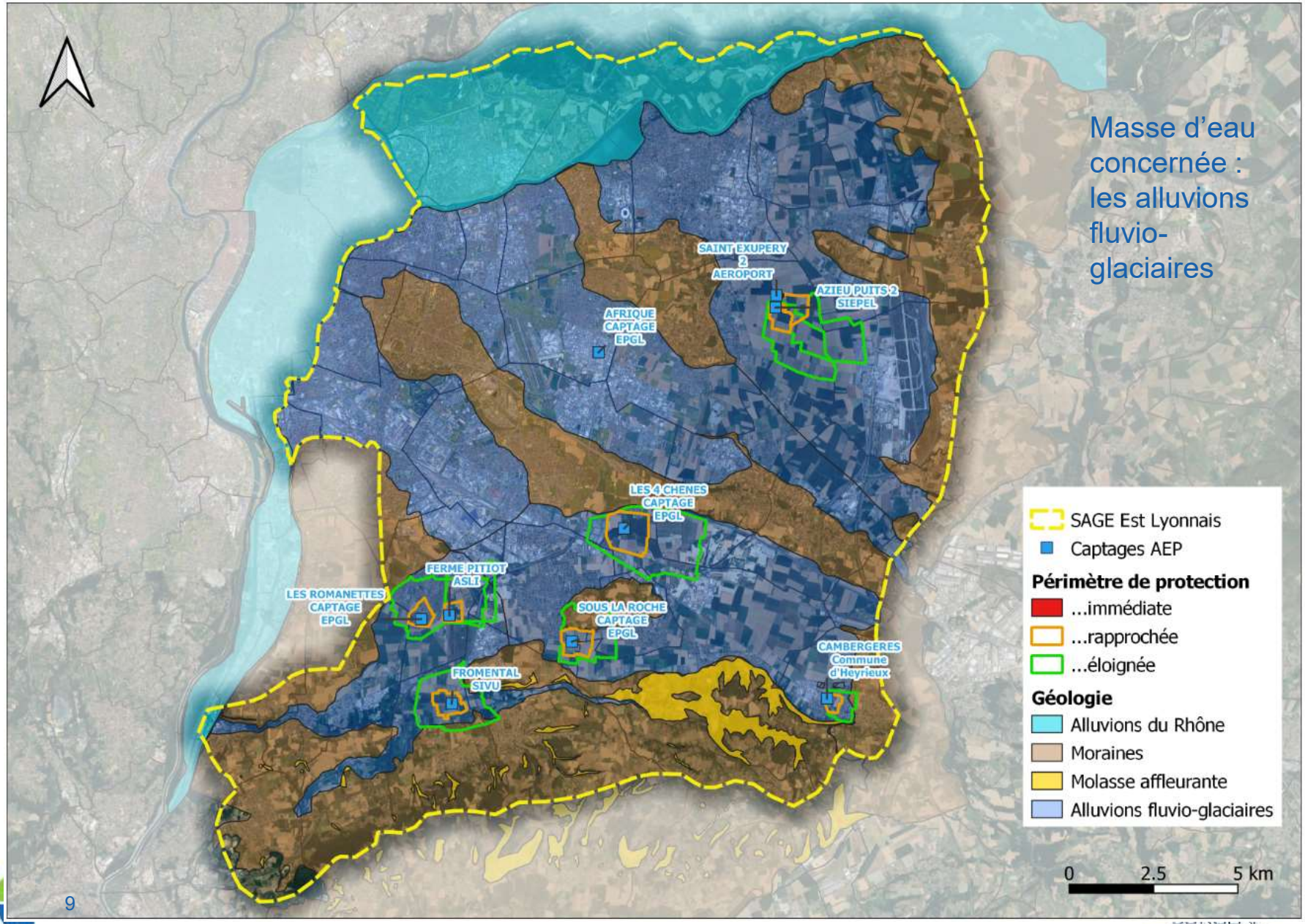
Définitions : DUP et périmètres de protection

Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection des **captages existants** : les DUP (régionales) et périmètres de protection associés
- existent depuis des dizaines d'années
- 3 périmètres avec des contraintes décroissantes
- définis en fonction du temps de transfert au puits en pompage
- portée réglementaire forte via une instruction ARS, les PLU, de la maitrise foncière sur les PPI
- portage par les exploitants

9 captages existants et stratégiques dans l'Est lyonnais

9 captages existants et stratégiques dans l'Est lyonnais



Masse d'eau concernée : les alluvions fluvio-glaciaires

Définitions : zones de sauvegarde

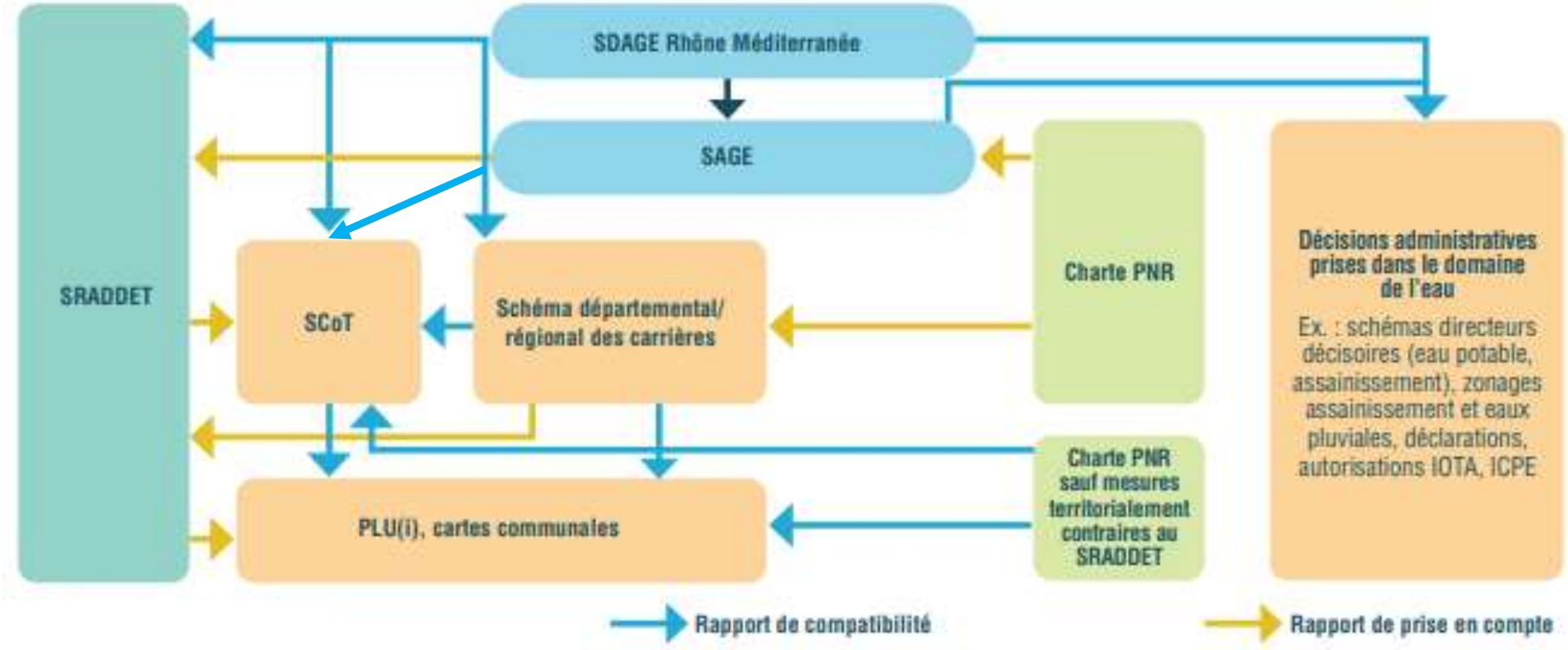
Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection de la **ressource en eau souterraine** en amont des captages actuels ou futurs : **les zones de sauvegarde**

- démarche créée il y a une dizaine d'année
- concerne des zones déjà exploitées ou non exploitées actuellement
- vise une hiérarchisation des ressources pour concentrer les efforts de préservation sur les secteurs stratégiques
- les secteurs stratégiques =
  - *ressource de qualité suffisamment bonne pour être distribuée sans traitements trop lourds*
  - *en quantité suffisante*
  - *à proximité des populations*
- zonages + prescriptions et/ou plan d'actions
  - *dans l'Est lyonnais : 3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes*
  - *prescriptions : sujet du jour*
- portée réglementaire : via la révision du SAGE
  - *règlement du SAGE*
  - *mise en compatibilité / conformité des documents d'urbanisme*

Portée réglementaire des zones de sauvegarde

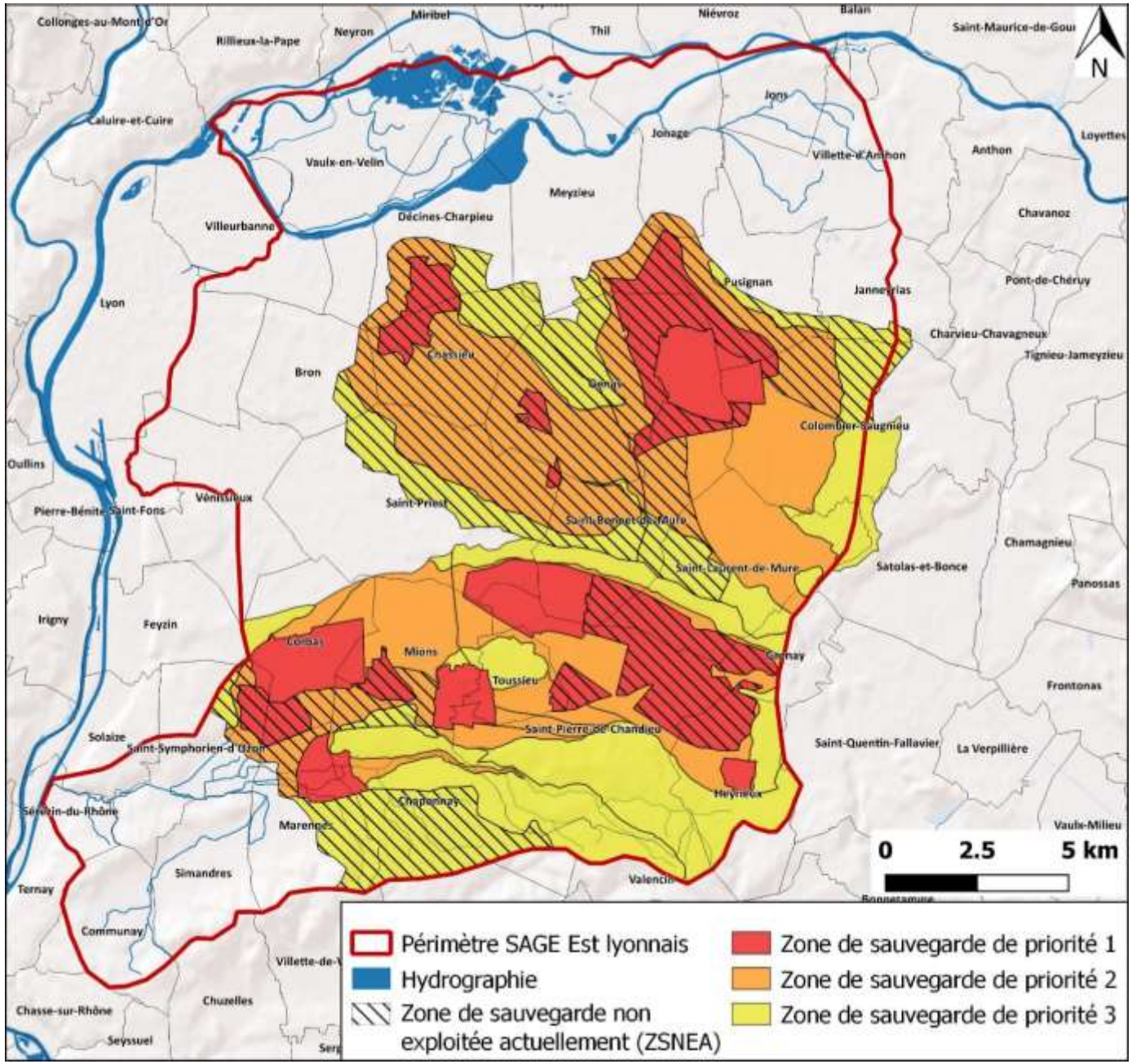
Des rapports de COMPATIBILITE ou PRISE EN COMPTE



Une « démarche SDAGE »

GINGER BURGEAP

Zones de sauvegarde définies en 2018-2019



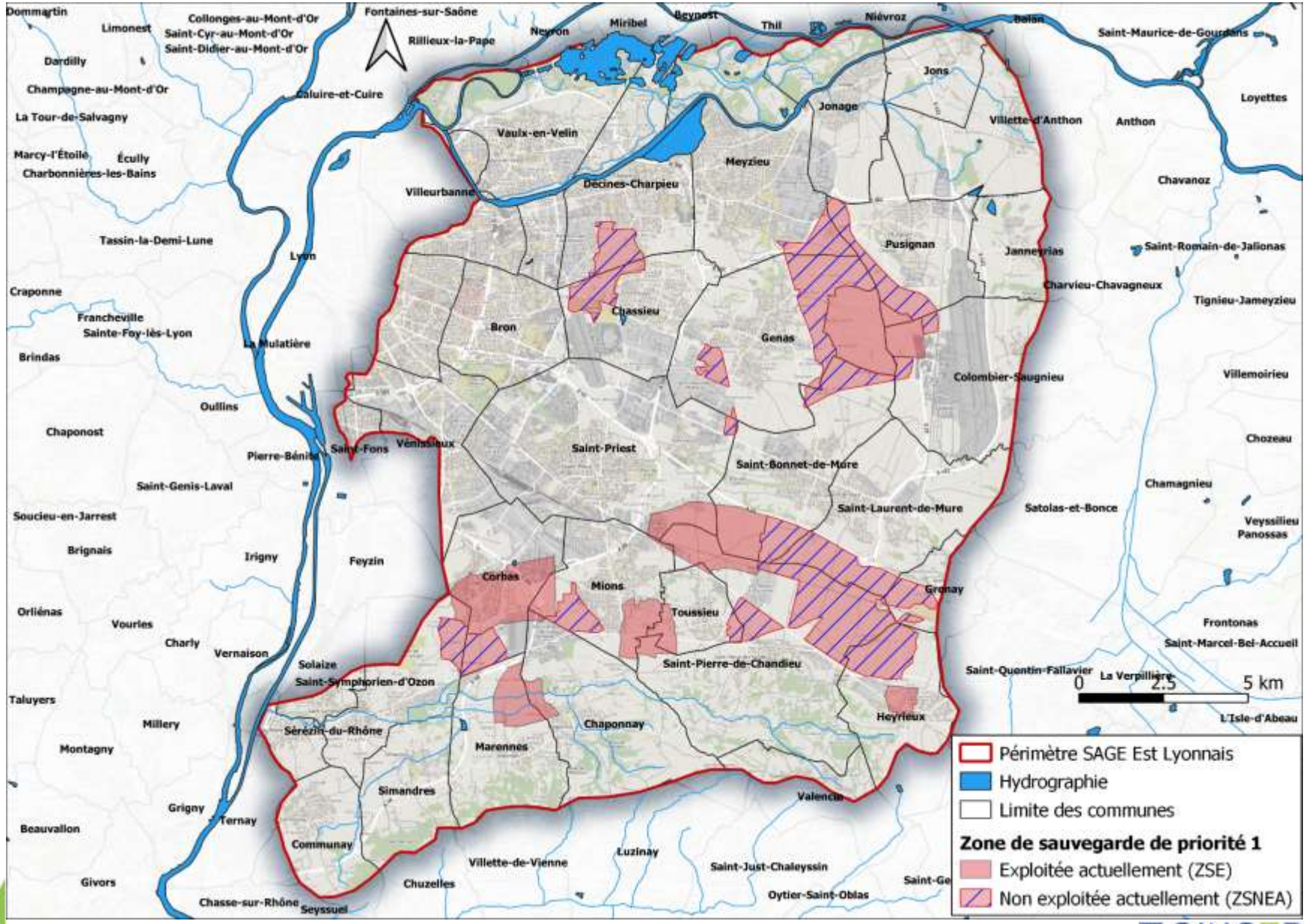
Dans l'Est lyonnais :

3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes

Une zone retravaillée cette année : ZSNEA1 - Heyrieux amont

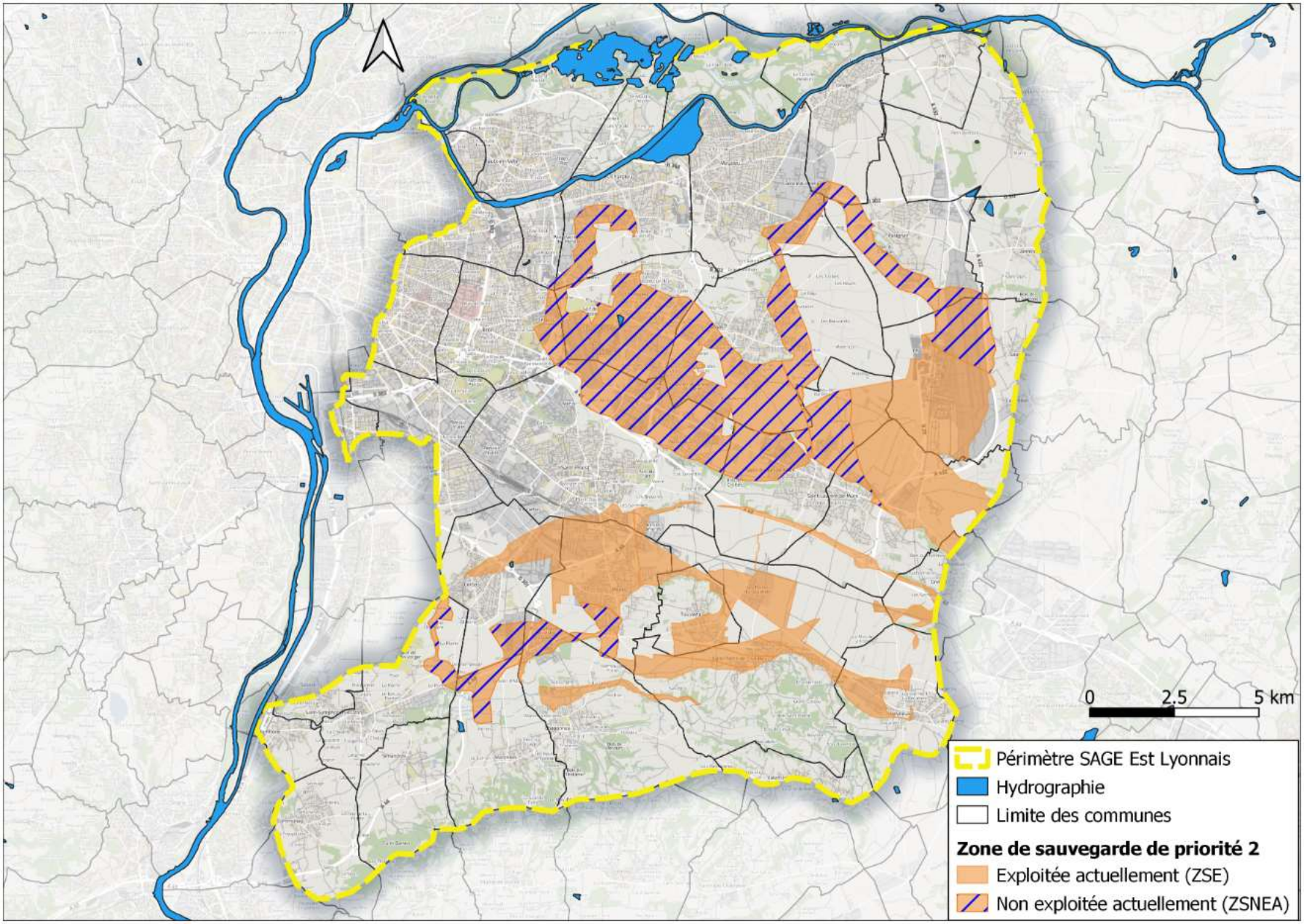
GINGER BURGEAP

Zones de sauvegarde de priorité 1

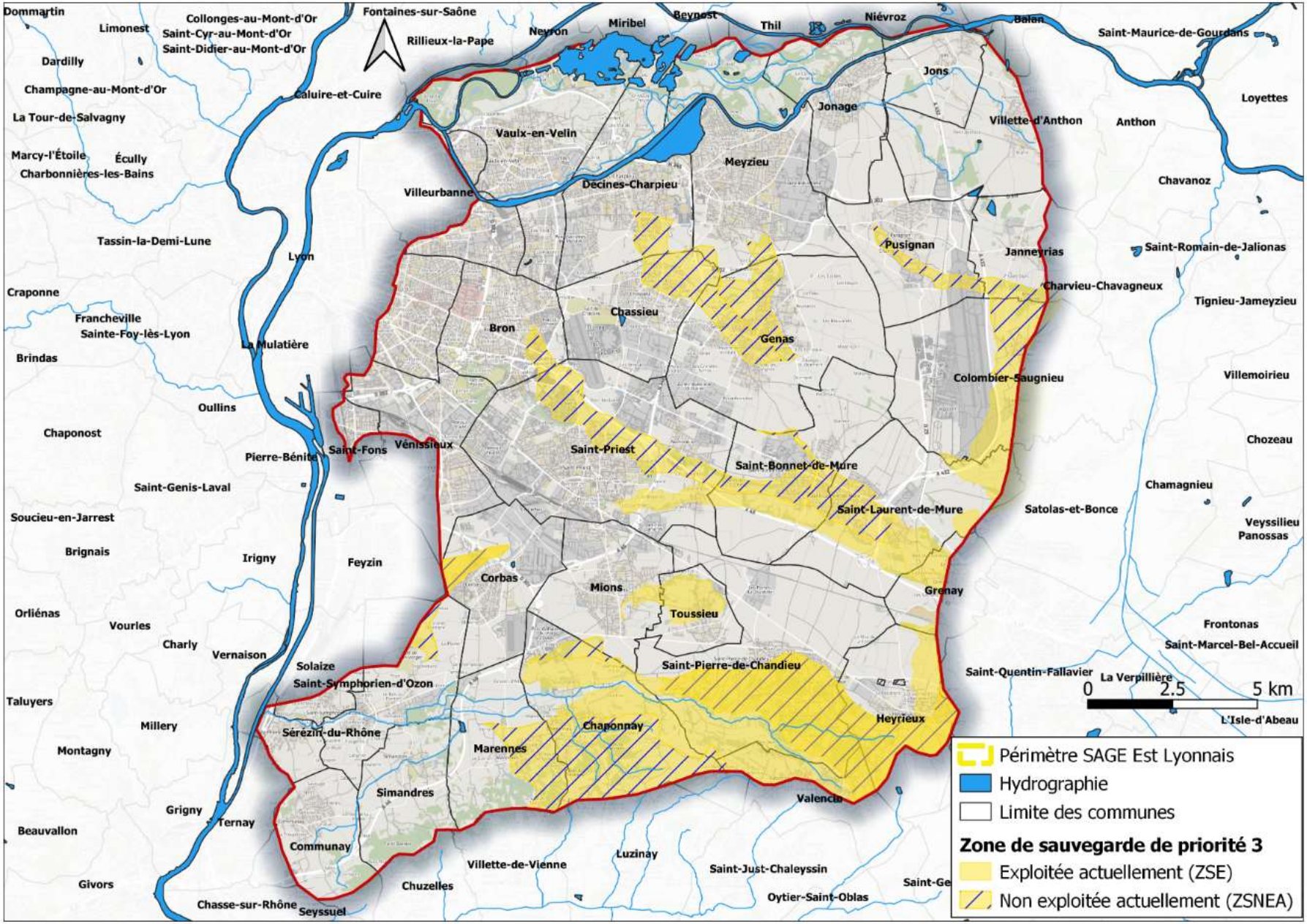


GINGER BURGEAP

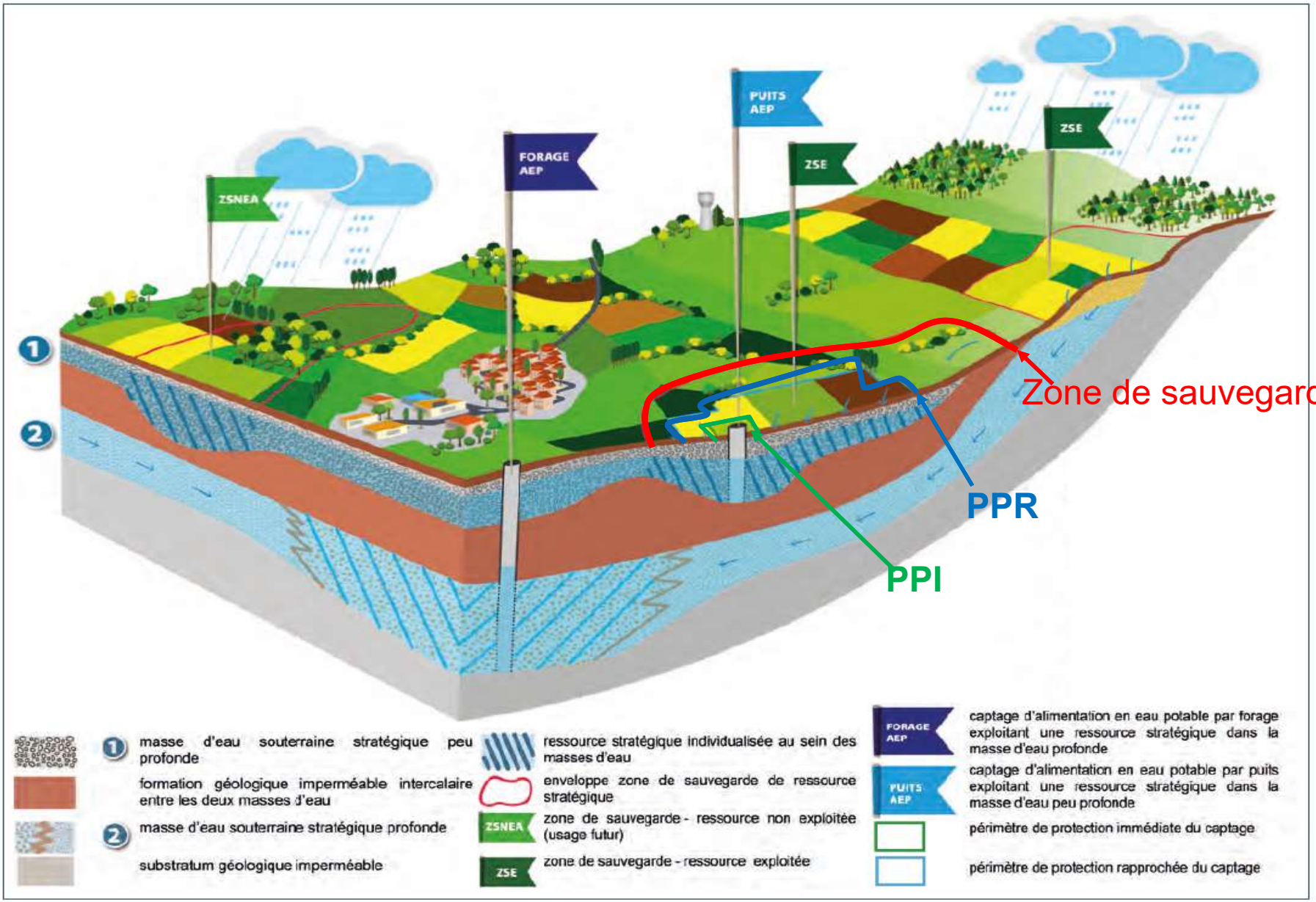
Zones de sauvegarde de priorité 2



Zones de sauvegarde de priorité 3



Deux démarches complémentaires

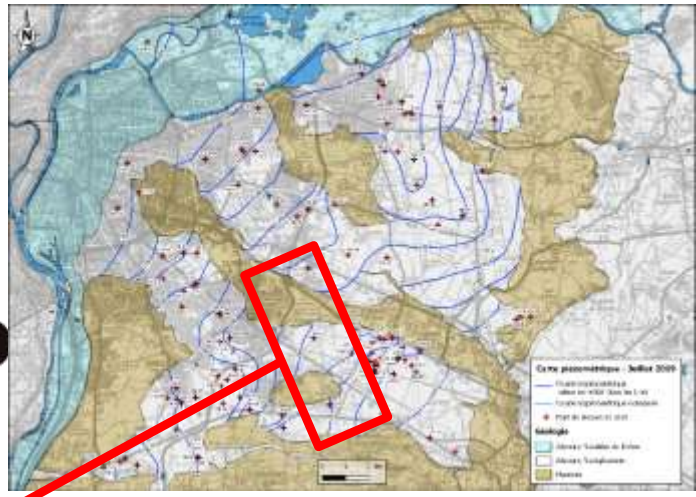


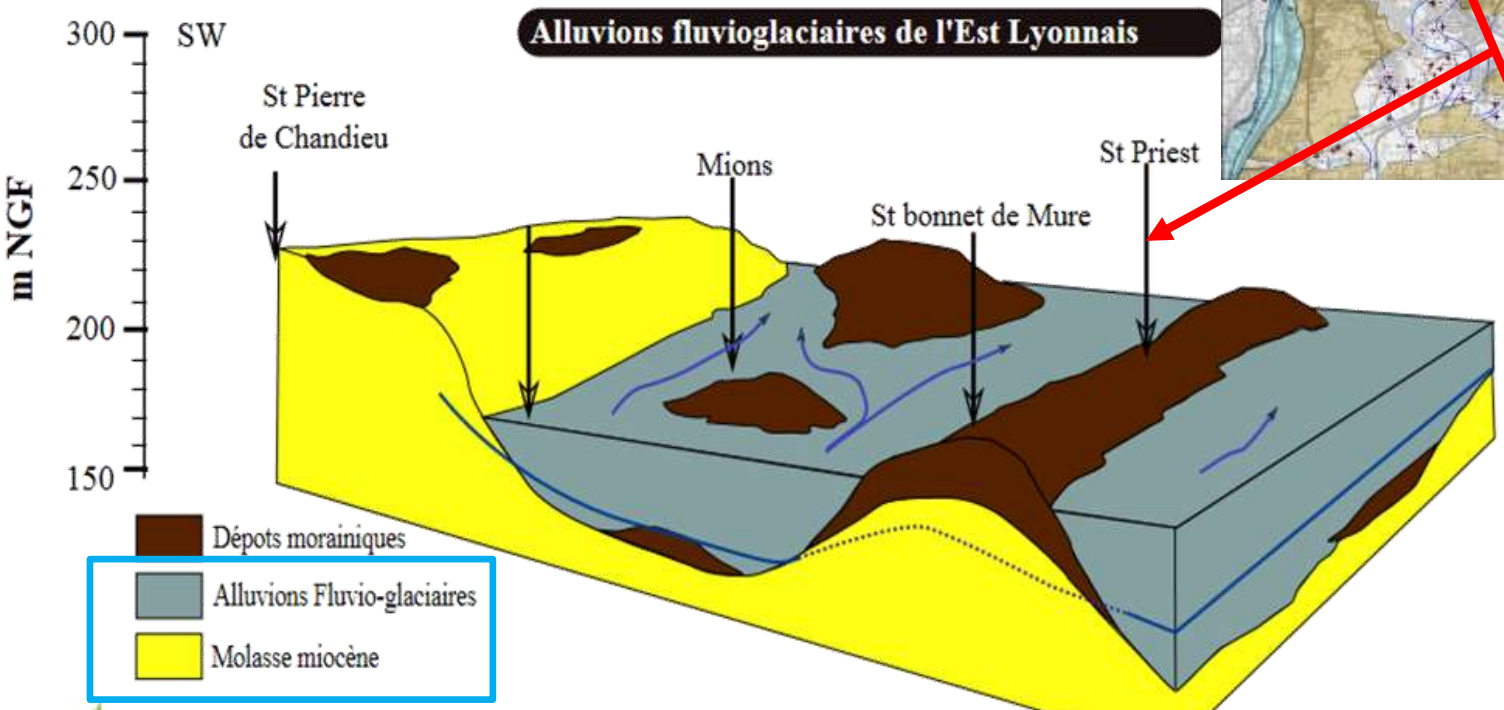


Hydrogéologie, qualité de l'eau et vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais

Hydrogéologie : 3 aquifères sur le territoire du SAGE

- Nappe alluviale du Rhône à Miribel → non concernée
- Alluvions fluvioglaciaires → zone étude
- Molasse miocène → non concernée





Formations aquifères

Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone non saturée d'épaisseur moyenne à forte :

– 5 à 50 m

– moyenne autour de 15 à 25 m

MAIS très perméable :

- peu à pas argileuse en surface,

-> pouvant laisser s'infiltrer rapidement les écoulements de surface

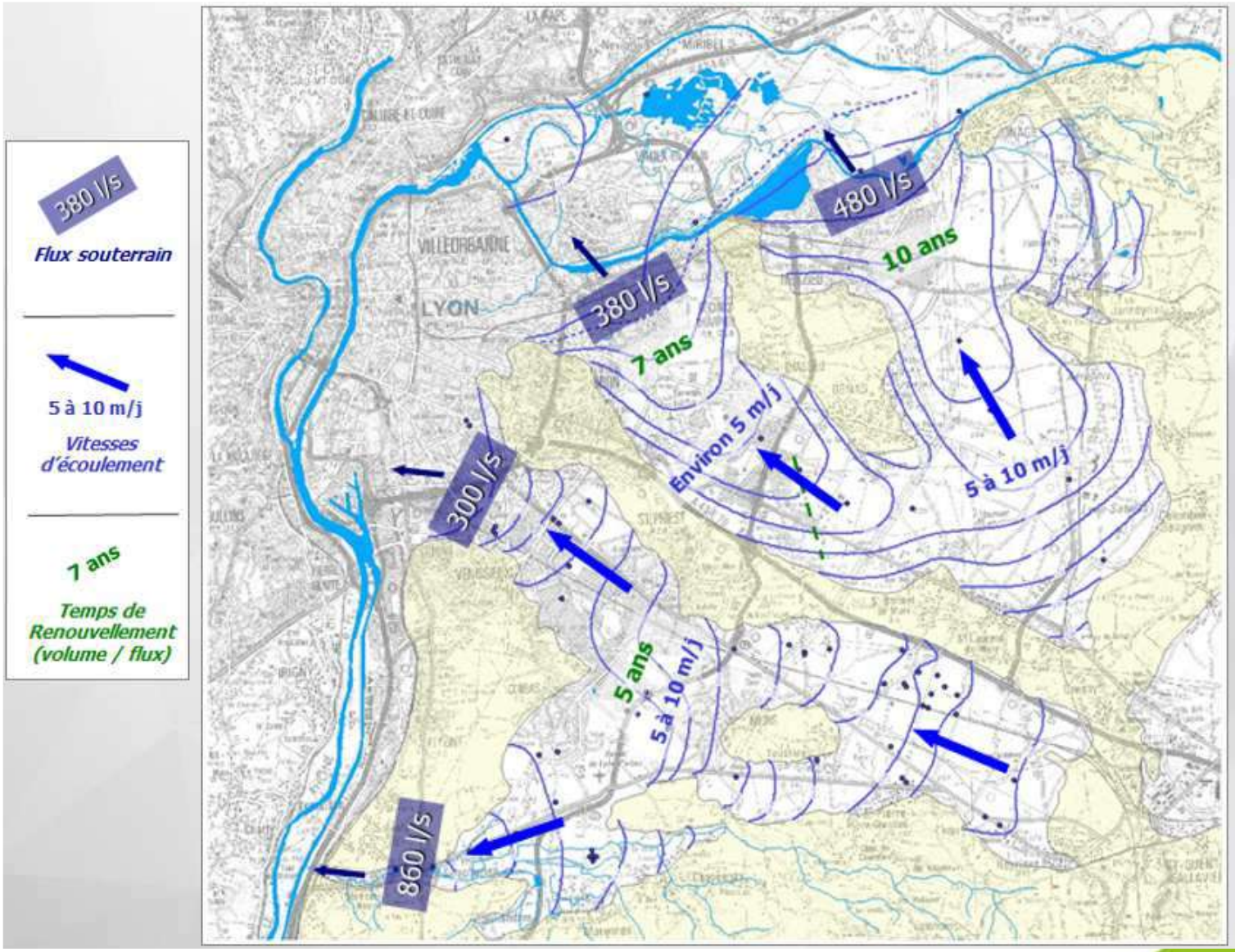
Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone saturée très perméable

Vitesse d'écoulement de l'ordre de 5 à 10 m/j

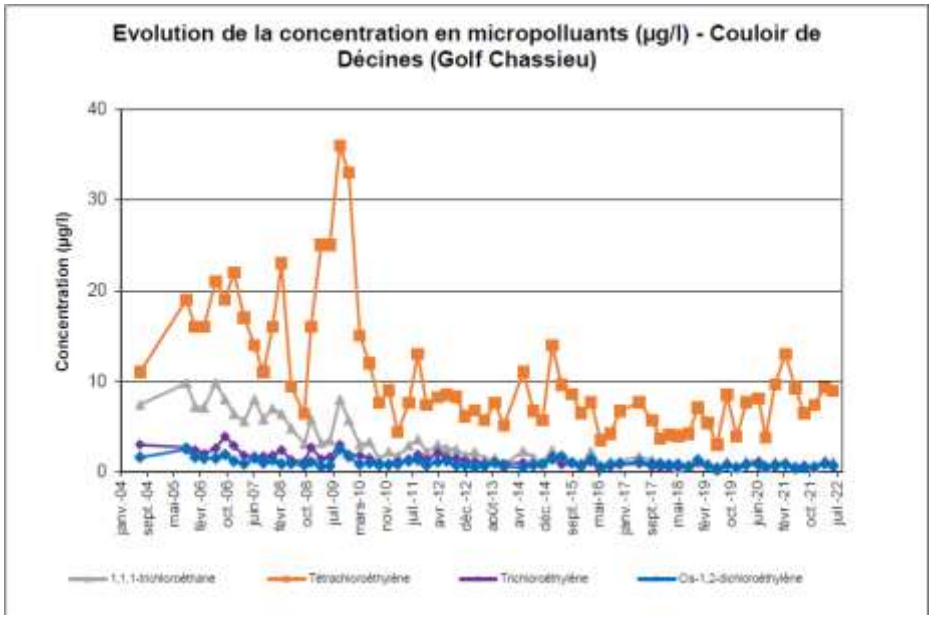
Soit 500 m en 50 j

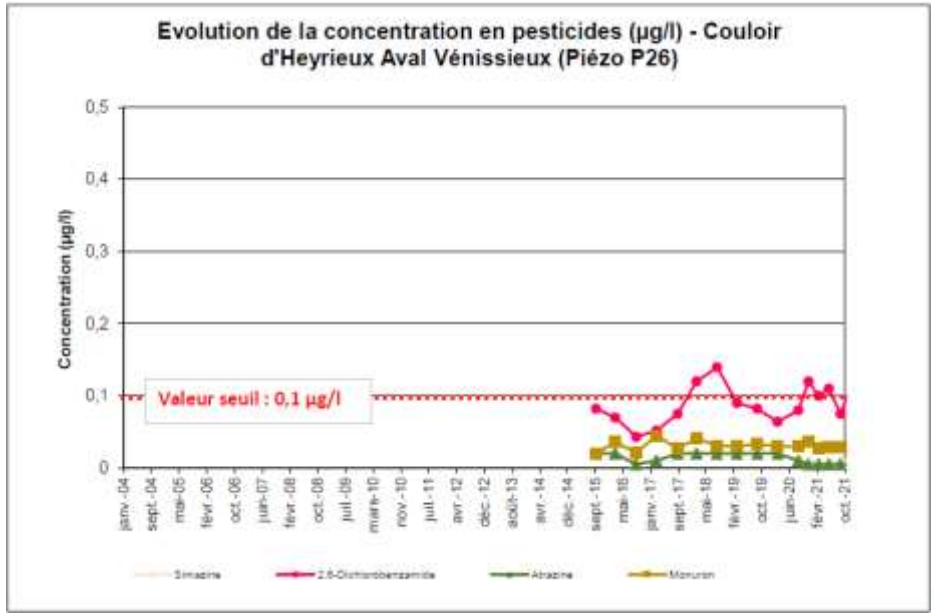


Etat des lieux qualitatif

Une bonne qualité globale mais les pressions anthropiques sont visibles

NB : les concentrations augmentent d'amont en aval des couloirs



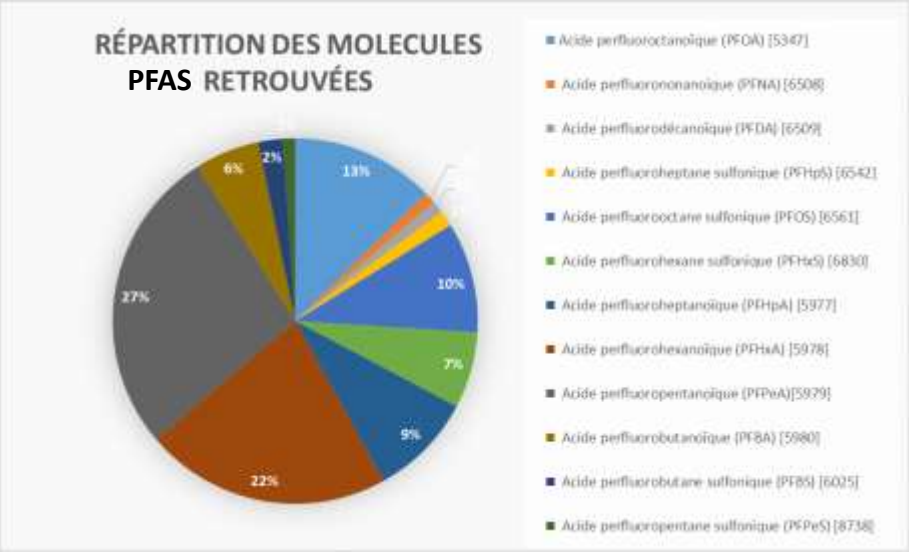


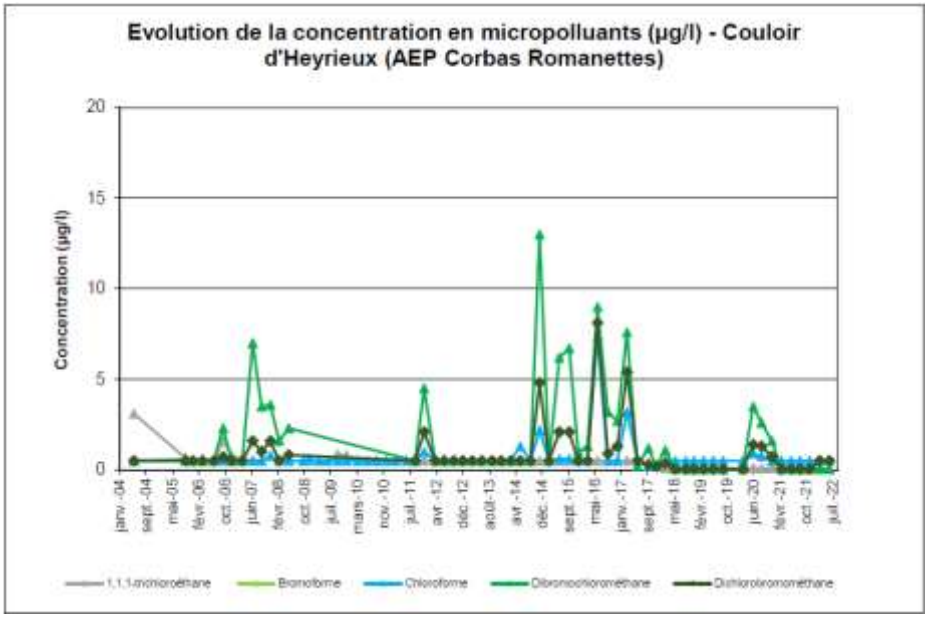
Ces incidences locales attestent de la nécessité de protéger les secteurs stratégiques.

GINGER BURGEAP

Etat des lieux qualitatif

Prise en compte de « nouveaux » polluants





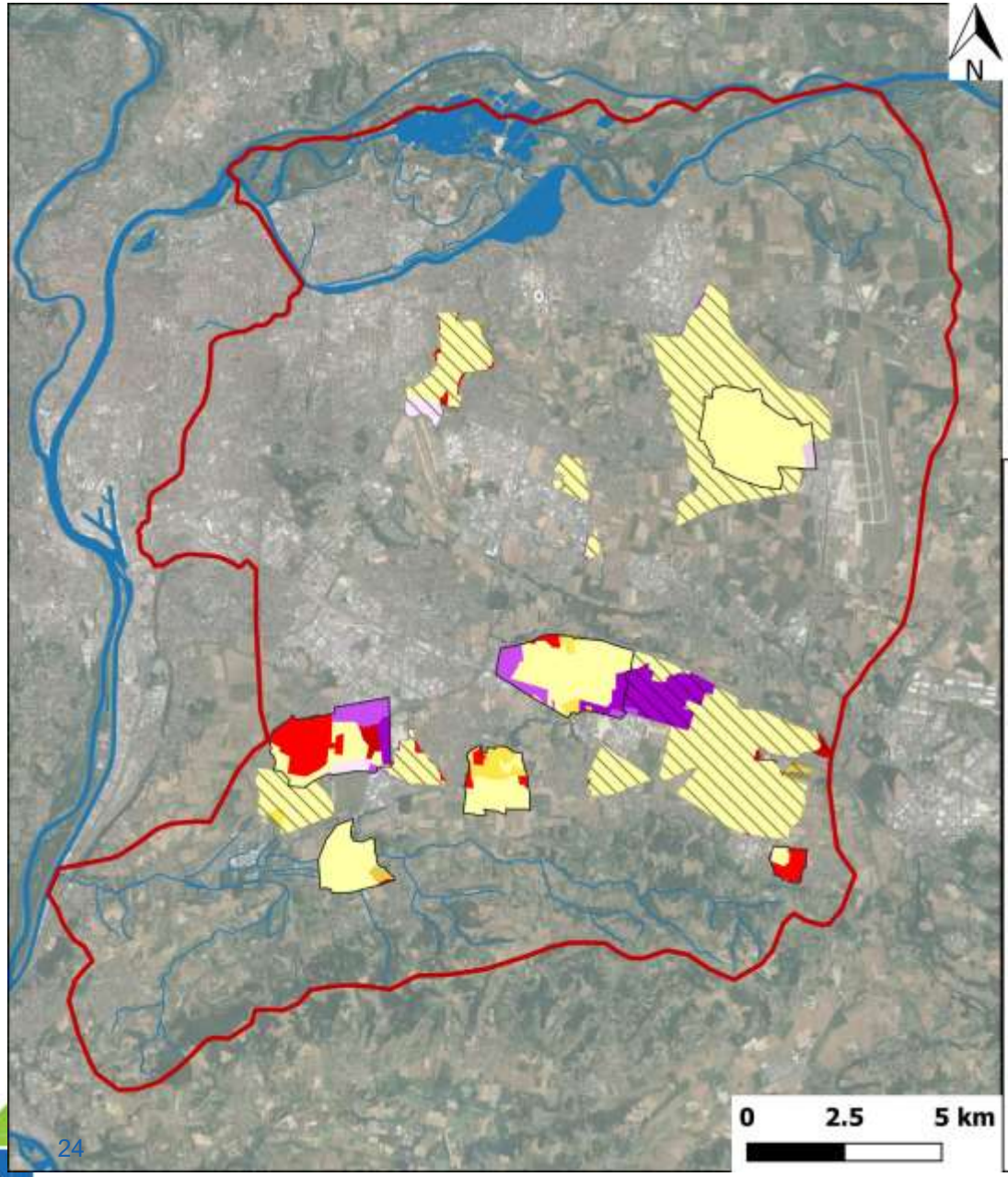
Evolution des paramètres dangereux à considérer
-> principe de précaution

GINGER BURGEAP



Projets de développement économique au droit des zones de sauvegarde

Occupation actuelle du territoire au droit des ZS de priorité 1



Principalement :

- Agricole
- Carrières
- Les ZI avaient déjà été exclues lors du zonage 2018

Périmètre SAGE Est lyonnais

Zones de sauvegarde de priorité 1

Exploitées

Non exploitées actuellement

Occupation des sols (Corine Land Cover 2018)

Tissu urbain discontinu

Zones industrielles ou commerciales et installations publiques

Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés

Aéroports

Extraction de matériaux

Equipements sportifs et de loisirs

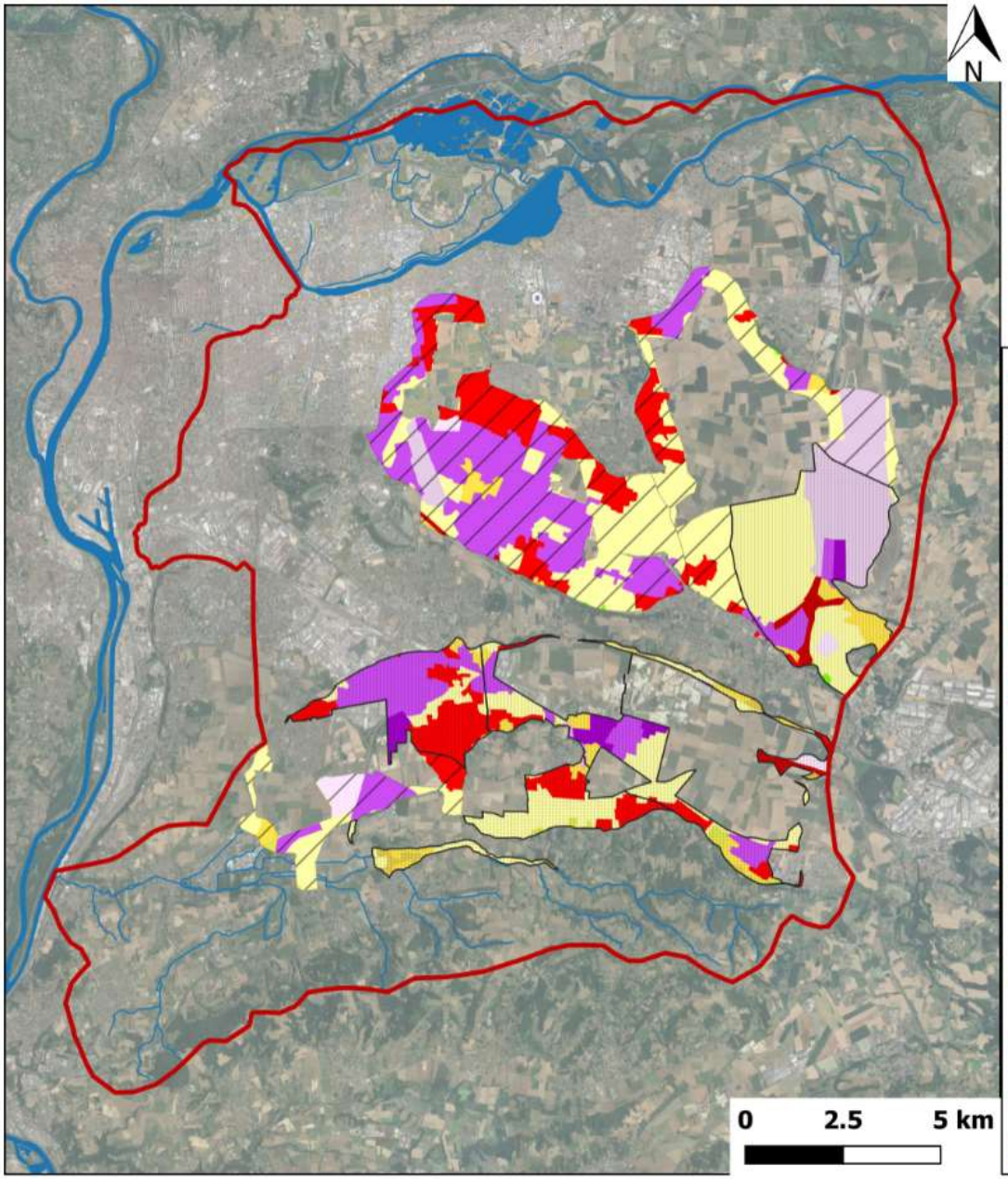
Terres arables hors périmètres d'irrigation

Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole

Systèmes culturaux et parcellaires complexes

Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Occupation actuelle du territoire au droit des ZS de priorité 2



Principalement :

- ZI et ZAC
- Agricole
- Tissu urbain

Périmètre SAGE Est lyonnais

Zones de sauvegarde de priorité 2

Exploitées (ZSE)

Non exploitées actuellement (ZSNEA)

Occupation des sols (Corine Land Cover 2018)

Tissu urbain discontinu

Zones industrielles ou commerciales et installations publiques

Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés

Aéroports

Extraction de matériaux

Décharges

Espaces verts urbains

Equipements sportifs et de loisirs

Terres arables hors périmètres d'irrigation

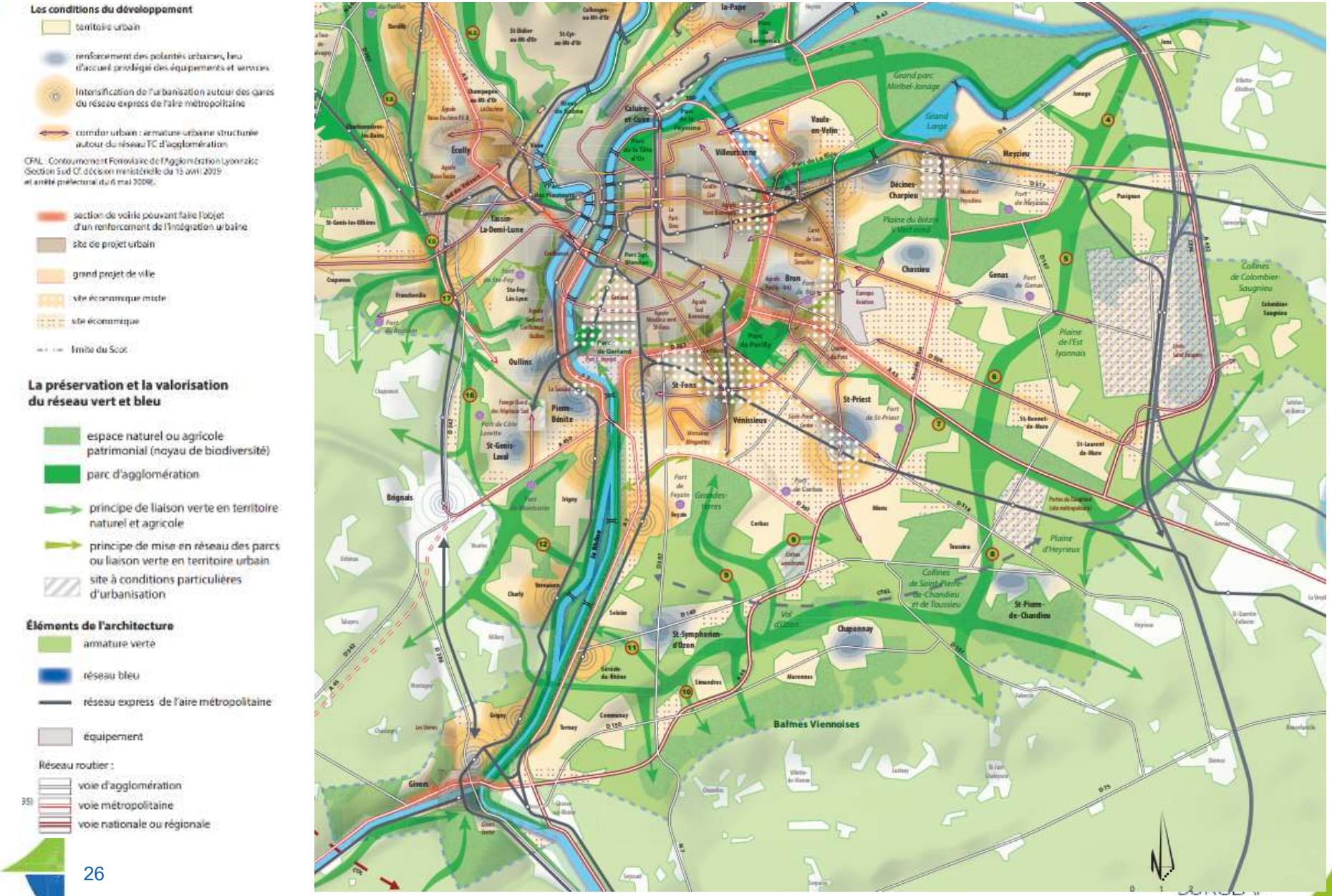
Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole

Systèmes culturaux et parcellaires complexes

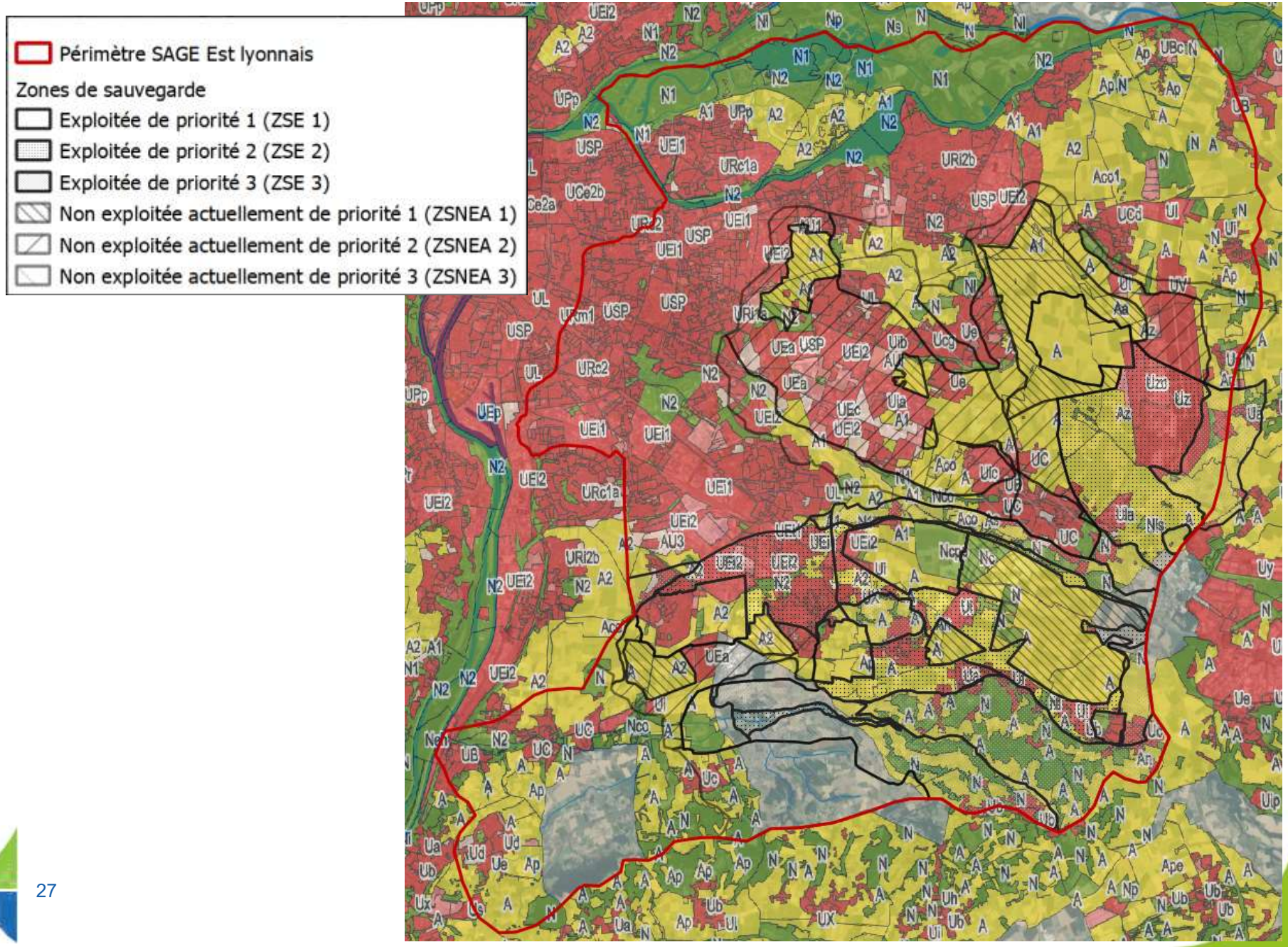
Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Forêts de feuillus

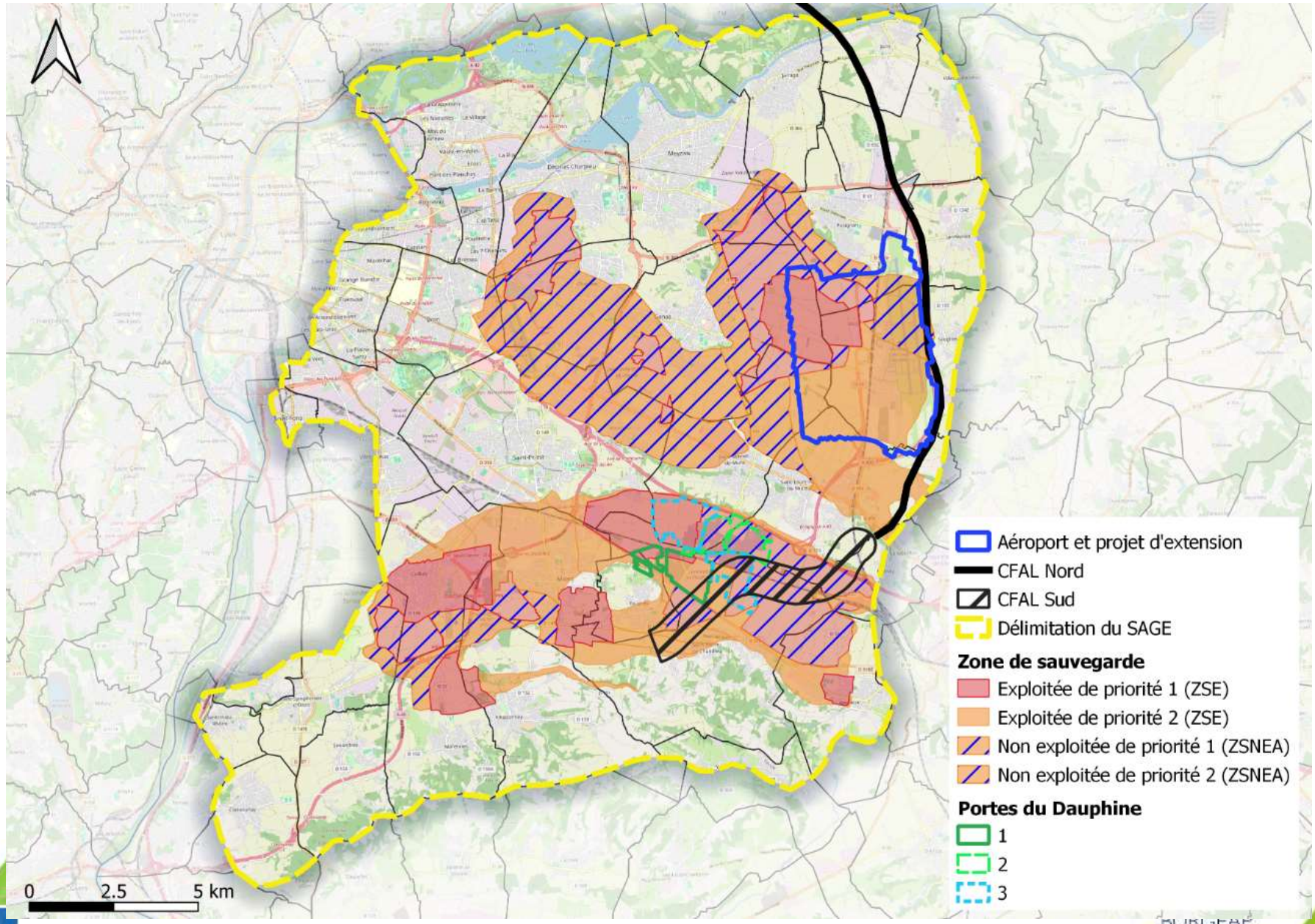
Croisement des zones de sauvegarde avec le SCOT



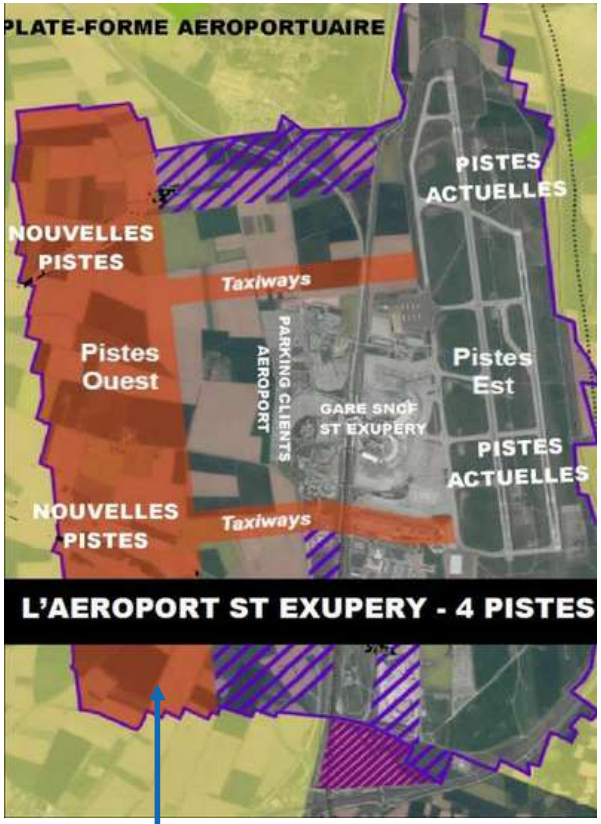
Zonages PLU à ce jour dans les zones de sauvegarde 1 et 2



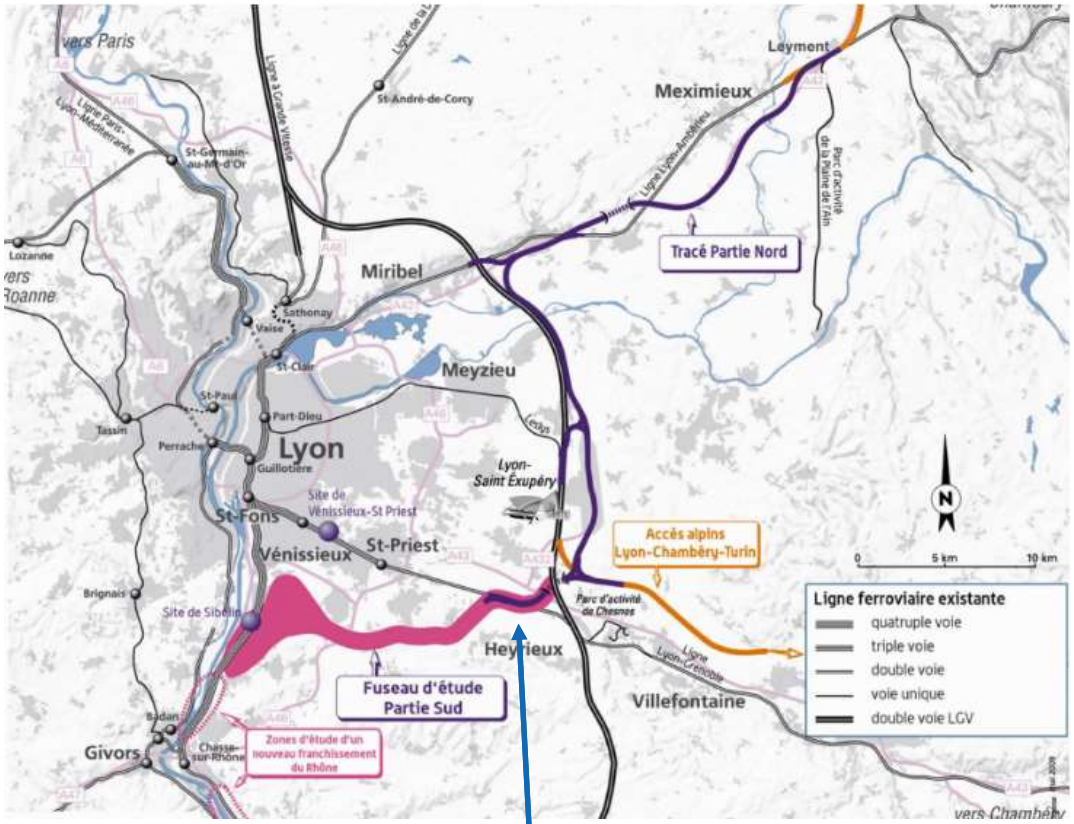
Projets de développement économique connus à ce jour



Projets de développement économique connus à ce jour



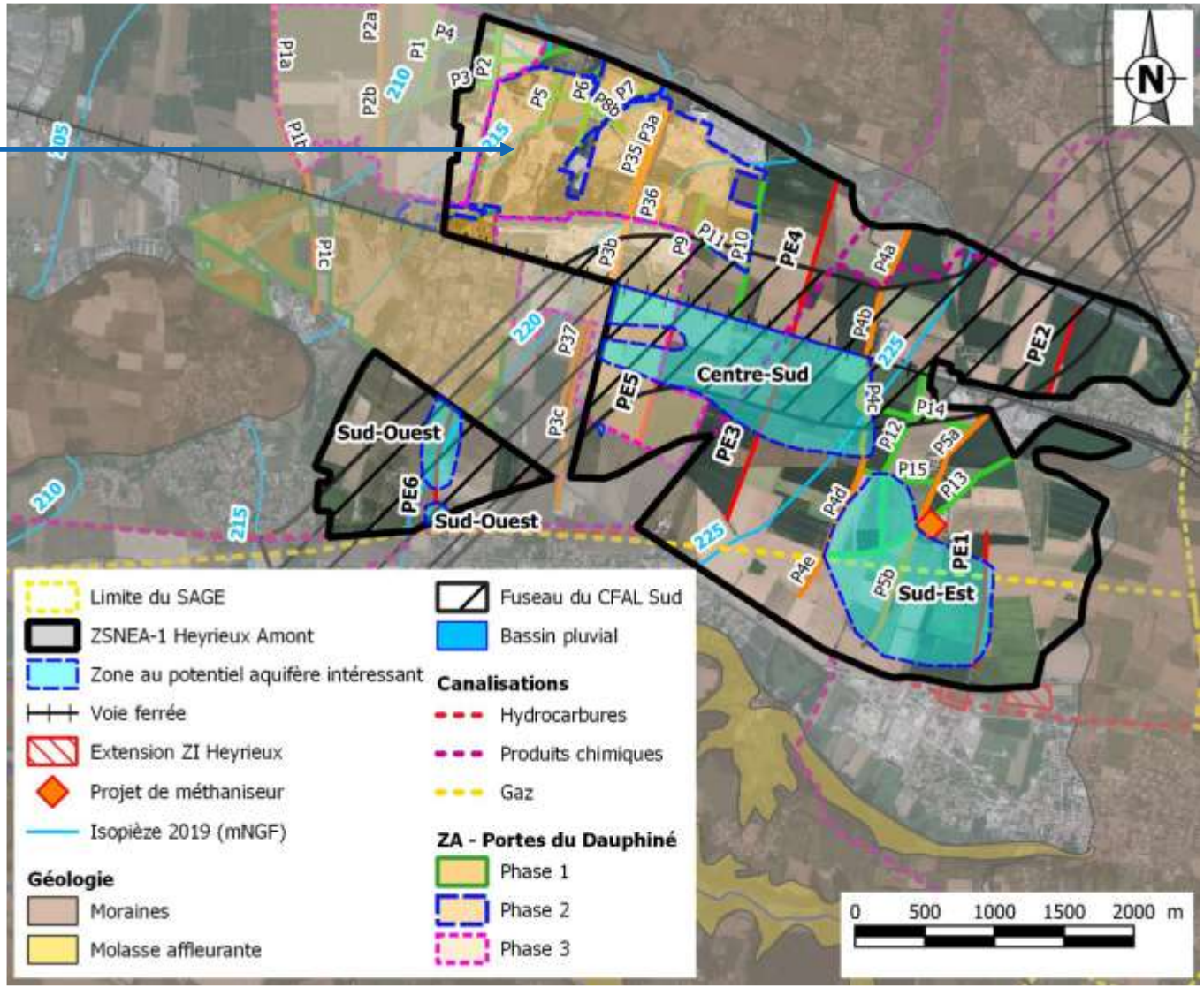
Projet d'extension de l'aéroport



CEFAL

Projets de développement économique connus à ce jour

Projet des portes du Dauphiné





Quelles précautions pour les projets de développement ?

La notion de risque



L'aléa



L'enjeu



Le risque

En l'occurrence

L'aléa		L'enjeu		Le risque
Dégradation de la qualité de la nappe par l'arrivée de micropolluants dans l'eau souterraine Diminution des volumes disponibles	+	La bonne qualité de l'eau au droit des secteurs stratégiques De l'eau en quantité suffisante	=	De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des : • 9 captages stratégiques Est lyonnais, • 6 captages des alluvions du Rhône, • ZSNEA-1. Moins d'eau disponible

Eviter ou réduire l'aléa

L'aléa + L'enjeu = Le risque

Dégradation de la qualité de la nappe par l'arrivée de micropolluants dans l'eau souterraine

Diminution des volumes disponibles

La bonne qualité de l'eau au droit des secteurs stratégiques

De l'eau en quantité suffisante

De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des :

- **9 captages stratégiques Est lyonnais,**
- **6 captages des alluvions du Rhône,**
- **ZSNEA-1.**

Moins d'eau disponible

Levier sur lequel on peut agir

-> Éviter ou réduire cet aléa

Défini par les études 2018 : réalité hydrogéologique et occupation du territoire

Ce que l'on souhaite éviter

Aléas à éviter ou réduire

Dégradation qualité

Déversement accidentel si activités ou transports à risques ou stationnements ?

Apports d'intrants

Assainissement non conforme

Voie de transfert

Diminution de la zone non saturée

Création d'accès préférentiels à la nappe

Diminution du volume disponible

Diminution de la recharge :
Imperméabilisation et rejets hors aire d'alimentation de captage

Nouveaux prélèvements :
Nouveaux captages liés au projet

Voie de transfert

Diminution des perméabilités étanchéification

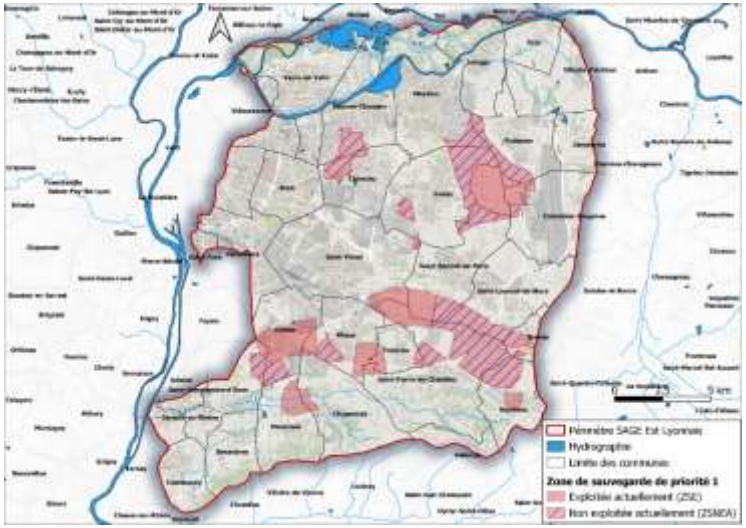
Cibles

Captages :
pas de marge de manœuvre



Travail sur les prescriptions

Prescriptions en ZS1 et ZSNEA1

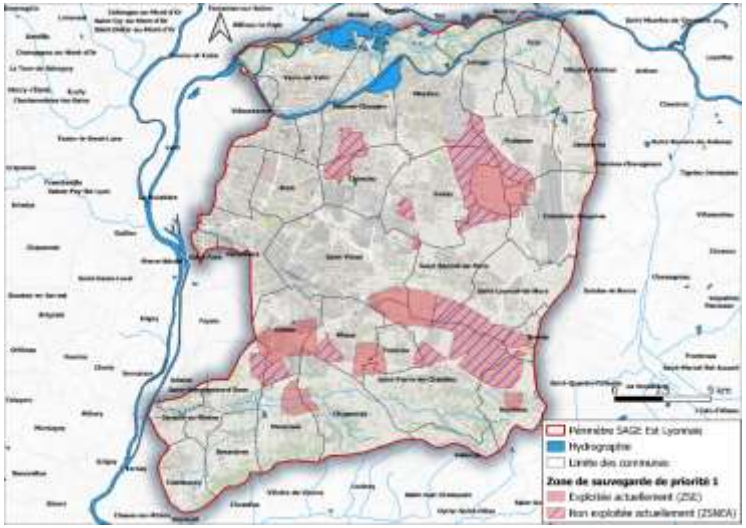


Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

- Interdire les activités à risque (cf. réunion volet activités à risque) ;
- Mettre en place un système de gestion des eaux de pluie à l'échelle de la zone d'activité à créer, avec une zone tampon de stockage des eaux ;
- Faire réaliser l'entretien des systèmes de gestion des eaux pluviales a minima une fois par an ;
- Réaliser un suivi de la qualité des eaux souterraines pendant la phase travaux et définitive (en particulier au niveau des BI).

Prescriptions en ZS1 et ZSNEA1



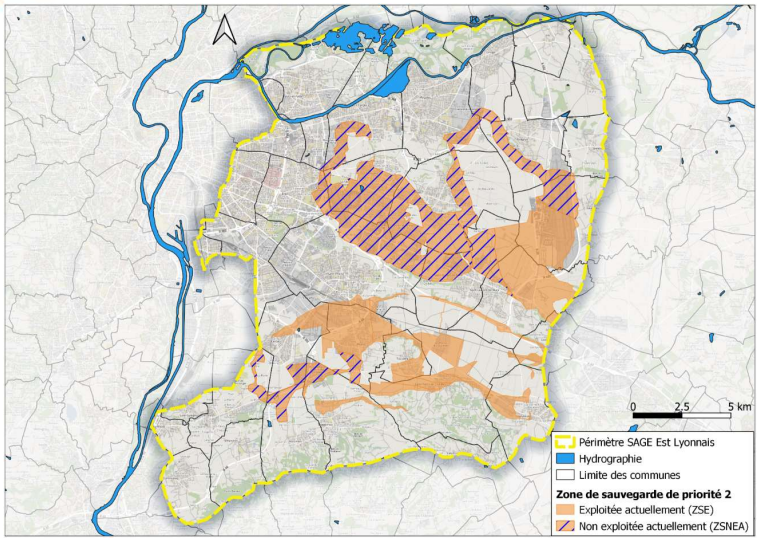
Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

- Réaliser un diagnostic de la qualité des sols avant création des zones d'activité afin de valider ou non la pertinence de l'infiltration des eaux de pluies ;
- Mettre en place une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux (analyse des risques et plan d'alerte) – procédure à mettre en œuvre par l'aménageur.

Prescriptions complémentaires ?

Prescriptions en ZS2 et ZSNEA2

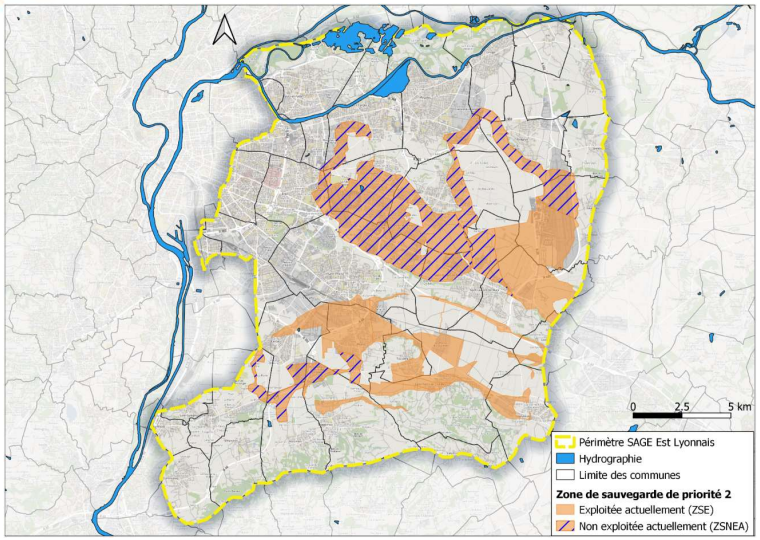


Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

- Mettre en place un système de gestion des eaux de pluie à l'échelle de la zone d'activité à créer, avec une zone tampon de stockage des eaux ;
- Faire réaliser l'entretien des systèmes de gestion des eaux pluviales a minima une fois par an ;
- Réaliser un suivi de la qualité des eaux souterraines pendant la phase travaux et définitive (en particulier au niveau des BI).

Prescriptions en ZS2 et ZSNEA2



Objectif : Limiter au maximum l'aléa chronique et accidentel (probabilité et gravité)

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

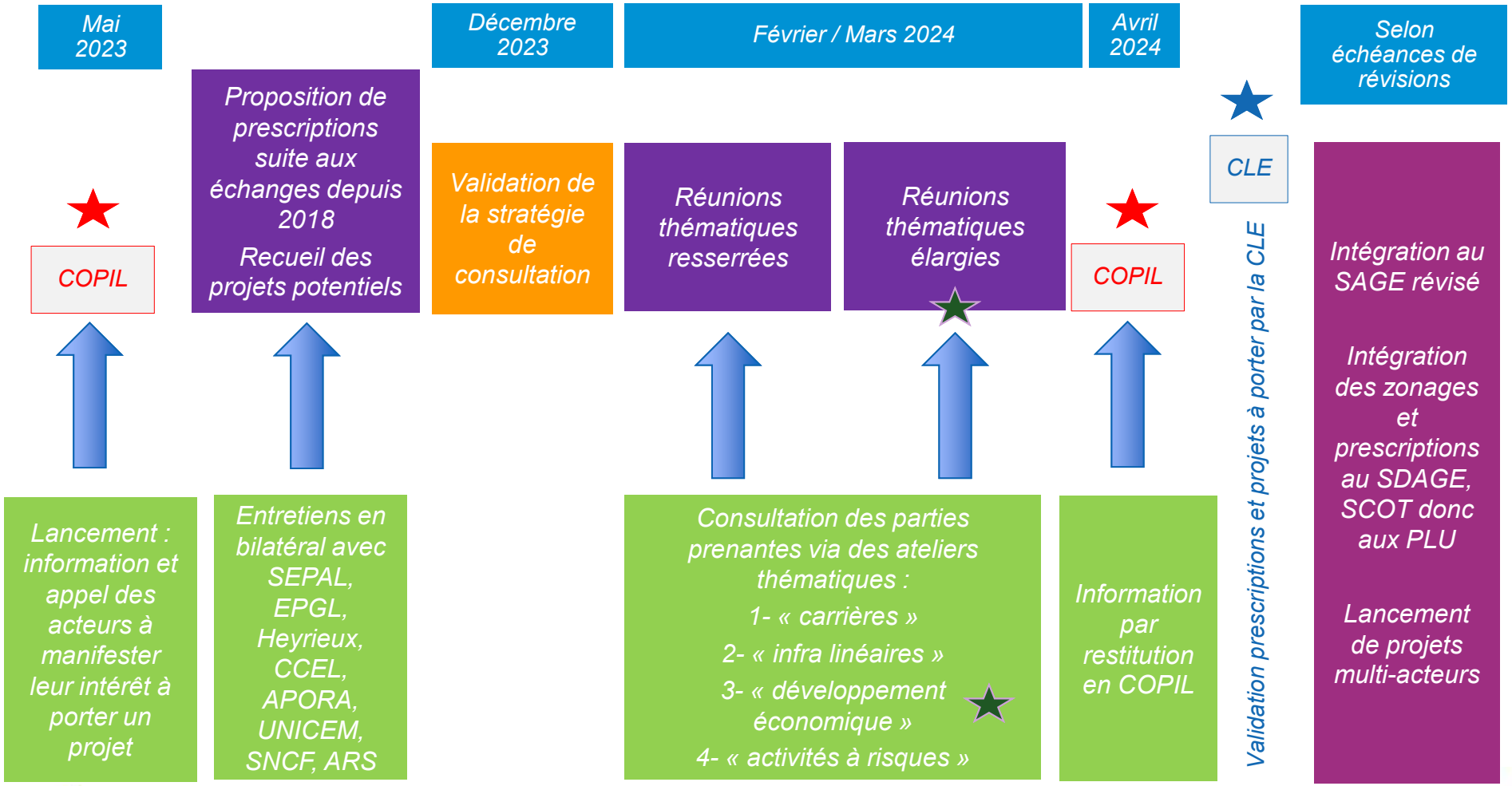
- Réaliser un diagnostic de la qualité des sols avant création des zones d'activité afin de valider ou non la pertinence de l'infiltration des eaux de pluies;
- Mettre en place une procédure de gestion du risque chronique et accidentel en lien avec les enjeux de ressource en eaux (analyse des risques et plan d'alerte) – procédure à mettre en œuvre par l'aménageur

Prescriptions complémentaires ?



Suites et clôture

Echanges avec les parties prenantes / planning



Merci pour votre participation !

GINGER BURGEAP

Étude Heyrieux amont – Phase 2

COMPTE-RENDU
Réunion de consultation
Activités à risques
du 26 mars 2024 9h-12h

Étude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP future de Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

ORDRE DU JOUR :

9h15-9h25 : Introduction et tour de table

9h25-10h40 : Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?

- *Définitions*
- *Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais*
- *Occupation des sols dans les zones de sauvegarde*
- *Notion de risque*
- *Activités à risques : quelles activités ?*

10h40-11h55 : Echanges sur les prescriptions

- *Zones de priorité 1*
- *Zones de priorité 2*

11h55-12h : Perspectives et clôture

PRÉSENTS

Andréa LAMBERT	DREAL – UD Rhône
Valéry MERCIER	AIRM
Marie BUFFIN	AIRM
Benoit BOUCHER	APORA
Paul COSTE	CAEL
Christophe FEINT	UNICEM
François BATAILLE	Régie des Eaux EPGL
Véronique HARTMANN	Métropole de Lyon
Elodie RENOUF	Régie des Eaux EPGL
Carine VAVRE	ASLI
Mathieu CHAMPAULT	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Mélanie CAPÉRAN	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Adrien GARIOUD	GINGER BURGEAP

Aurélia NOUVEL	IDDEST

PIÈCES JOINTES :

- Présentation support de la réunion
- Liste des activités à risques

Précision : Vous trouverez des cartographies de contexte complémentaires à celles présentées dans la présentation support en fin de ce compte-rendu.

1. Questions de clarification en cours de présentation

Sur la différence entre les DUP de captages et les zones de sauvegarde :

Benoit BOUCHER : Un des 9 captages prioritaires n'a pas de DUP.
Mélanie CAPERAN : En effet il s'agit du captage de l'Afrique.
Elodie RENOUF : Il ne peut pas faire l'objet d'une DUP du fait de l'urbanisation trop proche. En termes de qualité il est à la limite pour les nitrates mais pour des raisons foncières, il est considéré comme « non protégeable ».
Mathieu CHAMPAULT : Cela témoigne de l'enjeu de préservation nécessaire et des contraintes à poser sur l'occupation des sols pour permettre l'implantation de nouveaux captages.

Valéry MERCIER : Ces 9 captages sont-ils tous utilisés ?
Elodie RENOUF : Le captage de l'Afrique sert uniquement pour de l'approvisionnement de secours, par dérogation. Tous les autres sont utilisés de manière permanente. Concernant 4 Chênes, il est peu utilisé en ce moment pour des questions de pesticides et perfluorés, mais c'est temporaire.

Valéry MERCIER : Pour les DUP sur les puits existants, quels sont les critères ? Est-ce les mêmes que pour les zones de sauvegarde exploitées (ZSE) ?
Adrien GARIOUD : Pour les DUP, les périmètres de protection sont tracés sur la base des isochrones (temps de transfert), souvent 10 j, 30 j et 50 j mais c'est au cas par cas. Ces périmètres ne couvrent pas toute l'aire d'alimentation de captage. Les zones de sauvegarde exploitées concernent les aires d'alimentation en totalité.
Elodie RENOUF : L'objectif est le même : la préservation de l'aire d'alimentation mais à différentes échelles et avec des portées réglementaires différentes. Les zones de priorité 2 correspondent aux aires d'alimentation des captages dans les alluvions fluvio-glaciaires (nappe de l'Est lyonnais) et les zones de priorité 3 sont les secteurs qui alimentent via le ruissellement.
Mathieu CHAMPAULT : A noter que comme nous affinons la connaissance sur les zones de sauvegarde non encore exploitées, les zonages pourront être réduits pour les zones de priorité 1. Les zones déclassées de la priorité 1 passeraient en zone de priorité 2.
Benoit BOUCHER : En résumé : pour les zones de sauvegarde exploitées, les zones de priorité 1 correspondent aux PPE, les zones de priorité 2 aux aires d'alimentation de captages et les zones de priorité 3 sont de nouveaux zonages pour prendre en compte le ruissellement.
Elodie RENOUF : Les zonages pour les zones de sauvegarde exploitées ne seront pas modifiés, ni les enveloppes extérieures des ZSNEA de priorités 2 et 3.
Mathieu CHAMPAULT : Le SAGE révisé prendra en compte l'ensemble de ces zonages sauf pour la ZSNEA de Heyrieux amont qui devrait être affinée d'ici là. Les autres ZSNEA pourraient être affinées lors de prochaines révisions de SAGE.
Benoit BOUCHER : Le SAGE révisé comportera d'une part les zonages et d'autre part les prescriptions.
Elodie RENOUF : Oui un peu comme pour un PLU, il s'agit de zonages et de prescriptions associées.
Christophe FEINT : Cela signifie qu'il pourra y avoir superposition entre les prescriptions des PPE et celles des zones de sauvegarde de priorité 1. Il faudra faire attention à la cohérence.
Mathieu CHAMPAULT : Oui et en théorie les zones de sauvegarde sont là pour permettre une protection un peu supérieure à celle des PPE actuels.
François BATAILLE : Et dans les ZSNEA il y aurait à terme des DUP et des périmètres de protection associés.

Sur les prescriptions et recommandations dans les zones de sauvegarde déjà actées dans le SAGE révisé :

Benoit BOUCHER : Concernant les prescriptions déjà prises en compte par le SAGE et l'urbanisation dans les zones AU, est-ce que cela concerne aussi les activités économiques et commerciales ? Les acteurs économiques et aménageurs ont-ils bien été associés à ces décisions ?
Véronique HARTMANN : Oui, les trois communautés de communes étaient présentes et un débat a eu lieu en CLE de décembre 2023. De mémoire les seules zones concernées sont sur le territoire de la Métropole de Lyon qui a donné son accord. De plus, avec la Loi Résilience et la ZAN, toute réduction des espaces naturels ou agricoles passera par des validations.
Paul COSTE : On parle aujourd'hui des activités à risques, mais pas d'interdire toutes les activités. Ce qui m'inquiète ce sont plus les petits sites, soumis à déclaration, où il y a peu de contrôle, plutôt que les ICPE.

Valéry MERCIER : Quels secteurs reste-t-il pour les industriels ?
Mathieu CHAMPAULT : Les interdictions ne s'appliqueraient que sur les zones de priorité 1.

Benoit BOUCHER : Des PFAS sont retrouvés dans la nappe mais d'autres composés sont-ils retrouvés ?
Adrien GARIOUD : Oui, des COV sont présents de manière récurrente dans la nappe. Il existe un bruit de fond, avec une signature industrielle non négligeable dans l'Est lyonnais.

Benoit BOUCHER : Il n'est pas fait mention du captage de la Garenne mais c'est un sujet qui nous préoccupe. Est-ce qu'il sera envisagé d'appliquer les mêmes prescriptions sur les zones de sauvegarde de la nappe des alluvions du Rhône que sur celles de la nappe de l'Est lyonnais ?
Mathieu CHAMPAULT : Le présent travail ne s'applique qu'aux zones de sauvegarde des alluvions de l'Est lyonnais. A ce jour il n'est pas programmé d'entamer une définition des zones de sauvegarde pour les alluvions du Rhône. Si cela devait être réalisé, cela ferait l'objet à nouveau d'une concertation et d'échanges préalables.

Benoit BOUCHER : Sur la zone de sauvegarde de Corbas, s'agit-il d'une zone de carrières ou de la zone industrielle que l'on voit sur la carte ?
Mélanie CAPERAN : On a bien les 2 activités sur la zone de sauvegarde exploitée de priorité 1 de Corbas :

- Une zone de carrière à l'Est (violet foncé),
- Une partie de la zone industrielle au nord-est (violet clair).

Sur la liste des activités à risques présentée :

Andréa LAMBERT : En 2020, lorsque le SAGE nous a sollicités sur ce sujet des activités à risques, nous avons recherché des critères objectifs. Nous avons défini des rubriques ICPE puisque c'est notre façon de travailler, selon 3 critères :

- Celles soumises à une surveillance des eaux souterraines, soit par arrêté ministériel, soit par arrêté sectoriel,
- Celles qui étaient soumises à des garanties financières. Ce dispositif a disparu avec les dernières réglementations non pas car le risque a disparu, mais car ce dispositif n'était pas jugé efficace,
- D'avis d'expert : les rubriques pour lesquelles nous avions connaissance de sites et sols pollués traités localement.

Nous n'avons pas distingué de régimes car cela semblait trop compliqué.

Valéry MERCIER : In fine sur les deux pages fournies, lesquelles seraient conservées ?
Adrien GARIOUD : Sur la base de ces explications et de ces critères objectifs, toutes les rubriques indiquées seraient conservées.
Valéry MERCIER : Cela parait énorme, surtout si c'est indépendamment des seuils.
Adrien GARIOUD : Il faut garder en tête que l'on parle de petites surfaces et donc de peu de sites. Cela peut faire peur mais in fine il est question de 160ha en ZSE et 16ha en ZSNEA. De plus, actuellement la plupart des zones sont en zonage A ou N.

Benoit BOUCHER : Je crains que l'on ne se fasse de grosses illusions avec cette interdiction. On récupère un historique d'activité aux captages. Ce qu'il faut maitriser ce sont les petits sites, pas les ICPE.
Adrien GARIOUD : En effet, les sites non classés sont difficiles à traiter. Mais une erreur humaine est possible même sur les ICPE. Et vu le positionnement par rapport aux captages un principe de précaution est de mise car même s'il y a une très faible probabilité d'accident, sa gravité serait importante sur la ressource et l'alimentation en eau potable.

Andréa LAMBERT : D'un point de vue réglementaire, il n'est pas possible d'imposer des procédures ICPE avec des seuils plus bas. Pour cela il faudrait modifier les décrets et cela se ferait au niveau national, pour tous les sites ICPE. Les activités non classées sont un vrai sujet mais il semble compliqué de les traiter via les procédures ICPE.
Véronique HARTMANN : C'est pourquoi il semble pertinent de vouloir être restrictif sur un secteur en particulier plutôt que de peser plus globalement.
Andréa LAMBERT : Si le principe est de supprimer l'aléa, nous constatons d'expérience que dans la plupart des cas les prescriptions générales sont suffisantes pour maitriser les risques mais que le risque existe tout de même. Il peut apparaitre maitrisé mais il ne sera pas nul. En considérant ce que nous voyons sur le terrain, des bonnes pratiques sont présentes dans la grande majorité des cas mais il n'est pas possible de garantir l'absence de risque. Le risque n'existerait pas si tout le monde faisait les choses comme il faut, mais ce n'est pas le cas. Dans le cas des sites à déclaration, on va inspecter uniquement ceux liés à un signalement ou une plainte. Il y a des cas où les règles ne sont pas respectées. Attention car nous ne vérifions pas l'ensemble des prescriptions lors de ces visites, nous travaillons généralement par thématique.

Benoit BOUCHER : Dans votre analyse avez-vous distingué les incendies des accidents ? Si l'on considère le risque incendie, alors il faudrait tout interdire.
Andréa LAMBERT : Pour nous un incendie est un accident. Le risque de déversement accidentel aussi peut concerner de nombreux sites, dont certains qui ne sont pas dans la liste. Nous avons justement fait un travail en 2023 sur les rétentions. Il s'est avéré que les stockages de produits hors rétention ne sont pas exceptionnels, même pour les sites où des rétentions sont présentes. Sur la question de l'incendie, cela concerne en effet tous les sites mais les risques associés à l'incendie sont jugés spécifiquement en fonction des produits présents sur site qui pourraient aggraver les effets de l'incendie (comme par exemple les rubriques du titre 4 de la nomenclature). Nous n'avons pas fait d'analyse spécifique mais cela ne nous semble pas nécessaire, la liste est déjà conséquente.
Paul COSTE : Lors d'un incendie, il peut être utilisé des produits d'extinction polluants, comme par exemple avec les PFAS. Ne vaut-il parfois pas mieux laisser brûler certains sites plutôt que de chercher à éteindre l'incendie ?
Andréa LAMBERT : L'analyse n'a pas été faite installation par installation dans l'Est lyonnais mais pour des sites à l'extérieur de ce périmètre où un enjeu milieu est identifié, cela peut arriver. Dans certains cas, la DREAL préférerait que les pompiers n'interviennent pas car le site est situé juste à côté d'un cours d'eau par exemple. Mais l'enjeu environnemental est à mettre en balance avec les risques accidentels ou toxiques qui peuvent être prioritaires (explosion, liquides inflammables à proximité par exemple). Il peut aussi exister une pression médiatique associée aux incendies, il n'est pas anodin de laisser brûler un site.
Benoit BOUCHER : Les préoccupations des pompiers ne sont pas les mêmes, ils sont là pour sauver des vies.

Paul COSTE : Sur des grands entrepôts, la DREAL a-t-elle l'information des évolutions de la nature des produits stockés ?
Andréa LAMBERT : Oui normalement s'il y a des modifications notables, un porté à connaissance doit être adressé à la préfète. Dans les entrepôts construits « à blanc » par des promoteurs, sans savoir ce qui sera stocké, les calculs de rétention incendie sont calculés en majorant les risques pour que cela reste acceptable ensuite. Le scénario le plus pessimiste est pris en compte et les entrepôts sont bien cadrés. C'est finalement plus compliqué sur les sites existants, il vaut mieux que la rétention incendie soit prévue dès la construction.
Des évolutions non substantielles sur un site peuvent également amener à des évolutions de rubriques.
Il est de la responsabilité de l'exploitant de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral.

Christophe FEINT : Les stockages d'hydrocarbures feront-ils partie des activités à risques interdites ? Si oui comment cela va se passer pour les sites qui en utilisent à la marge de leur activité ? Ces activités constituent souvent une activité connexe à l'activité principale.
Andréa LAMBERT : Ce qui avait été proposé concernait les nouvelles installations, pas celles existantes. Cela ne s'appliquerait pas pour les modifications, extensions ou renouvellements. Si c'est retenu ainsi il faudra en effet bien le préciser.
Christophe FEINT : En effet, car a priori je ne vois pas les rubriques des activités de carrières (2510, 2515 ou 2517) donc ces activités ne sont pas considérées comme étant à risques. Toutefois, nous avons besoin de stockages d'hydrocarbures sur sites, même si c'est marginal. Sera-t-il possible de disposer de la liste avec les différents critères ?
Benoit BOUCHER : Je maintiens la position déjà exprimée qui est que nous sommes contre l'interdiction d'activités ICPE même si l'on est bien conscient qu'il faut protéger la ressource. Il est important de retravailler la liste. Il est ingérable d'arrêter tout ce qu'il se passe car il y aura forcément un bout de rubrique applicable. C'est une manière de dire que l'on interdit les industries dans ces zones. Il vaut mieux et il est important d'améliorer la façon de travailler de certains sites plutôt que de tout bloquer.

2. Échanges sur les prescriptions

Sur les zones de sauvegarde de priorité 1 (ZS1) : Interdiction des nouvelles activités à risque (mais autorisation sous conditions pour les extensions et changement d'activité des ICPE déjà existantes sur ce périmètre (absence d'impact sur la nappe à démontrer)).

Benoit BOUCHER : Nous sommes favorables à une autorisation sous conditions, pas à l'interdiction.

Véronique HARTMANN : Quels sites seraient concernés : s'agirait-il de toute entreprise quelle que soit sa taille qui devrait fournir une étude de danger ou une étude d'impact ?
Andréa LAMBERT : Non, dans la réglementation toutes les entreprises n'ont pas à fournir de telles études. Seulement celles soumises à autorisation. Pour les enregistrements, ce n'est pas le même type de document, une pièce de compatibilité avec le SAGE peut être attendue en fonction de la sensibilité.
Véronique HARTMANN : Il faudrait être plus précis sur les conditions, les pièces à fournir et le niveau d'étude attendu.
Andréa LAMBERT : On ne pourra pas via les ICPE demander une étude d'impact à un site qui n'y est pas soumis. Une suggestion est de demander via le règlement du SAGE une note d'incidence dont le contenu serait cadré. A voir si cela pourrait être demandé, et à quels sites vous souhaitez le demander. Vous pourriez ainsi peut-être aussi viser les sites soumis à déclaration. Dans les dossiers soumis à enregistrement ou autorisation, ces documents sont habituels. Il faudrait vérifier que cela est faisable et réaliste vu les moyens du SAGE et de la CLE.
Elodie RENOUF : On pourrait donc envisager plusieurs scénarios à soumettre pour discussion au COPIL et à la CLE :

- Scénario 1 : Interdiction des activités figurant dans la liste des activités à risques
    - Avec interdiction d'évolution vers un changement de rubrique ?
    - Si extension d'activité existante, autorisé sous conditions, quelles conditions ?
- Scénario 2 : Autorisation sous conditions pour les sites sous régime d'enregistrement (E) ou autorisation (A)
- Scénario 3 : Note d'incidence à fournir pour les sites à déclaration et sous les seuils ? Vérifier ce qui est faisable d'un point de vue juridique. Sensibiliser l'aménageur, le maire, pour éviter la création d'une activité à risques.

Il faut vérifier si ces scénarios sont possibles d'un point de vue juridique.
Valéry MERCIER : Il existe parfois des examens au cas par cas pour des sites soumis à déclaration n'est-ce pas ?
Andréa LAMBERT : Vous parlez sans doute des autorisations environnementales supplétives. Il faut pour cela repérer la déclaration au bon moment. Aujourd'hui la DREAL n'a pas les moyens de regarder les déclarations. Les services de l'état ne sont pas outillés pour cela, les déclarations sont faites en ligne (télédéclaration), les récépissés sont envoyés automatiquement au pétitionnaire. Pour information il vient juste, à la demande de l'Europe, d'être rajoutée une case à cocher par le pétitionnaire pour indiquer s'il s'agit d'une création de dossier ou d'une procédure pour un projet déjà existant. Ceci a été ajouté pour permettre un regard sur les projets. Les infos sont automatiquement entrées dans une base de données qui n'est pas vérifiée.

Paul COSTE : Les communes ont-elles leur mot à dire et pourraient-elles jouer un rôle d'alerte ?
Véronique HARTMANN : Le permis de construire ne se préoccupe pas de ce qui se passe à l'intérieur d'un bâtiment (dans le cas d'un changement d'usage).
Andréa LAMBERT : Oui, tous les projets de changement ne sont pas soumis à permis de construire.

Aurélia NOUVEL : Le consensus ne sera pas trouvé aujourd'hui sur ce sujet. Il faudra soumettre un arbitrage au COPIL. Il faudra également vérifier juridiquement si via le règlement du SAGE, opposable aux tiers, une autorisation sous conditions peut s'envisager pour des sites soumis à déclaration.
Elodie RENOUF : Peut-être pourrait-on ouvrir une nuance entre les ZSE-1 et les ZSNEA-1. Pour les captages actuels, dont les implantations sont connues il y a finalement peut-être moins d'enjeux que pour les futurs captages qui pourraient être rendus infaisables si le foncier et l'occupation du sol se durcissent. Il serait peut-être nécessaire d'être plus restrictifs en ZSNEA-1 pour préserver le foncier.
Benoit BOUCHER : Plutôt que d'interdire les industries dans ces secteurs, ne faut-il pas interdire les changements de zonage dans les PLU, pour geler les parcelles naturelles ou agricoles ?
Véronique HARTMANN : Cela semble beaucoup plus contraignant que d'interdire des industries sur les quelques surfaces considérées. Un projet comme celui des Portes du Dauphiné pourrait être complètement empêché avec une telle disposition.

Sur les zones de sauvegarde de priorité 1 (ZS1) : Interdiction des rejets d'eaux usées traitées par des stations d'épuration collectif ou non devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 12kg de DBO5 (au sens du titre 2.1.1.0 de la loi sur l'eau).

Benoit BOUCHER : Il faudrait préciser qu'il s'agit d'un rejet au milieu naturel. Dans ce cas, ok pour nous.
Andréa LAMBERT : Cela est induit par la rubrique citée qui concerne les rejets au milieu naturel.
Elodie RENOUF : Pour les eaux souterraines cela ne devrait pas arriver mais nous pouvons l'ajouter pour éviter ce genre de situation.
Adrien GARIOUD : Le rejet des eaux de STEP en nappe est de plus en plus d'actualité d'où la discussion sur la mesure.

Interdiction des travaux de recherche, de création, d'essais, d'aménagement ou exploitation des stockages souterrains soumis aux dispositions du décret n°2006-649 du 2 juin 2006 (au sens du titre 5.1.3.0 de la loi sur l'eau).

Mélanie CAPERAN : Cela correspond à la disposition 4-1-P2 déjà proposée pour le SAGE révisé et validée dans la stratégie de 2021 qui concerne les stockages souterrains et dont la fiche avait été envoyée aux membres de la Commission Qualité du SAGE lors des réunions de 2023.

Mise en place d'un guide de bonnes pratiques comprenant : (ZS1 et ZS2)

- **Procédure d'alerte du SAGE en cas d'incident pouvant induire une pollution des sols et/ou de la nappe**
- **Procédure gestion du risque de pollution de l'environnement**

Mathieu CHAMPAULT : Il existe déjà un guide mais à voir s'il mérite d'être mis à jour avec ce sujet des zones de sauvegarde. Il mériterait dans tous les cas plus d'animation.
Benoit BOUCHER : Peut-être faudrait-il envisager de toucher les industriels via leurs conventions de rejet avec les gestionnaires d'assainissement ? Pour Crépieux-Charmy, une étude sur les risques industriels a été réalisée.
Elodie RENOUF : En effet, et il faut faire vivre ces études et les mettre à jour régulièrement, dont celle-ci.
Paul COSTE : Voir ce qui est prévu dans les procédures d'alerte des communes : il y aurait peut-être des ajouts à faire au plan communal de sauvegarde (PCS).
Véronique HARTMANN : Il faut ajouter les gestionnaires de captage dans l'alerte.

Recommandation : Eviter la création de nouvelles activités à risque, même celles étant sous le seuil ICPE (ZS1 et ZS2)

Benoit BOUCHER : Les maires risquent plutôt d'avoir envie d'accueillir des activités sur leur commune. Ne vaut-il mieux pas viser les zones industrielles ou autres interlocuteurs ?
Andréa LAMBERT : De même qu'il n'est pas possible de modifier des seuils ICPE localement, le maire aura la contrainte du PLU qui encadre ses actions et autorisations… Pour refuser quelque chose, le maire doit pouvoir le justifier.
Il y a un besoin d'accompagnement des petites activités (sensibilisation).

Sur les zones de sauvegarde de priorité 2 (ZS2) : Mise en place d'un suivi de la qualité des eaux souterraines pour les nouvelles ICPE à créer et aussi en cas d'extension et changement d'activité des entreprises déjà existantes. Démontrer l'absence d'impact sur la nappe d'un projet d'activité à risques.

Benoit BOUCHER : Le suivi doit être porté par le SAGE. Les industriels n'y prendront pas part. Ils prennent en charge le suivi lié à leur activité, pas un suivi élargi. Une mise à disposition des points de suivi et résultats est envisageable mais c'est au SAGE de prendre la responsabilité et la charge d'un suivi complémentaire.
Andréa LAMBERT : Actuellement les résultats de suivi sont renseignés sous électroniquement sous GIDAF, ou en format papier. Il n'est pas possible pour la DREAL de mettre à disposition facilement les résultats de suivi. Il peut être proposé de venir les consulter sur place mais pour faire des extractions c'est très lourd, il faut aller les chercher donnée par donnée.
Benoit BOUCHER : Etes-vous tenus de fournir ces informations si demandées ?
Andréa LAMBERT : Oui, c'est pourquoi nous proposons de la consultation sur place. Il est plus facile de passer directement par l'industriel.
Elodie RENOUF : Ce qui serait déjà utile serait un partage d'information facilité. Serait-il possible qu'il y ait des échanges directs entre les industriels et les gestionnaires d'eau potable en cas de besoin ?
Benoit BOUCHER : Cela est envisageable mais c'est bien différent que de mettre en place des suivis supplémentaires ou que de vouloir uniformiser tous les suivis.
Andréa LAMBERT : A noter que les modifications d'arrêtés en masse ne sont pas gérables par la DREAL. Cela a par exemple été le cas suite au PGRE, ce n'est toujours pas fini. Si un suivi complémentaire était exigé, il faudrait le faire directement via le règlement du SAGE, pas via des révisions d'arrêtés préfectoraux des sites. Il faudrait vérifier si cela est possible juridiquement.

Sur les zones de sauvegarde de priorité 2 (ZSE2 et ZSNEA2) : Mise en place d'un système de confinement des eaux incendies pour les nouvelles ICPE à créer et aussi en cas d'extension et changement d'activité des entreprises déjà existante.

Christophe FEINT : Parle-t-on d'extension géographique ou d'extension d'activité ?

Carine VAVRE : Pour ce sujet il faudrait rester sur la base du volontariat. Attention à ne pas fermer des portes en imposant aux industriels des contraintes trop importantes.

Adrien GARIOUD : Dans ce cas cela pourrait s'intégrer au guide de bonnes pratiques.

Andréa LAMBERT : Tous les arrêtés préfectoraux n'imposent pas aujourd'hui un confinement des eaux incendie. Cela dépend du régime de l'installation et de la rubrique. Il existe des dispositifs d'isolement mais pas de confinement, cela n'est pas prévu par tous les arrêtés ministériels. J'ai vérifié pour la liste ciblée, il y aurait en effet certaines activités qui n'y seraient pas soumises. Les activités sous régime de déclaration n'y sont pas soumises.

Une autre alerte est qu'en cas de modification, cette prescription pourrait s'avérer très contraignante, voire impossible à mettre en œuvre pour certains sites, notamment pour les sites où une extension géographique n'est pas prévue. Dans la plupart des cas, le confinement se fait par un bassin étanche. Néanmoins, certains sites disposant de peu de place réussissent à mettre en place des solutions alternatives à des bassins, plus économes en espace. Il existe également des nouveaux projets avec des grosses capacités de confinement enterrées pour gagner de la place en surface.

Il faudrait à minima ouvrir la possibilité de démontrer que ce n'est pas possible techniquement ou économiquement.

Christophe FEINT : A-t-on une idée sur le pourcentage de sites équipés d'un dispositif de confinement ?

Andréa LAMBERT : Non, ceci est difficile à savoir.

Une précision sur l'intérêt du règlement du SAGE est que celui-ci s'oppose aux tiers, ce qui pourrait pallier les difficultés de la DREAL à réviser les arrêtés préfectoraux.

Conclusions :

Andréa LAMBERT : Explorer ce qui est possible d'imposer via le règlement du SAGE car les arrêtés en masse ou les modifications de seuils ne sont pas possibles via les ICPE et la DREAL.

Valéry MERCIER : Sur le fond, ce type de concertation est intéressant mais notre crainte est la superposition des contraintes imposées aux industriels : entre celles sur le paysage, celles sur l'eau, etc… Nous aurions plutôt besoin de réunions où l'on nous dise : « venez ici, voici un secteur où vous pouvez vous installer ». Là on ressent surtout de la pression pour faire disparaitre les sites industriels.

Paul COSTE : Cela est étudié dans le cadre du SCOT.

Aurélia NOUVEL : Un rappel de ce qui avait été dit par l'AERMC au COTECH : Il faut faire une hiérarchisation des secteurs où il y a un souhait de préservation maximal.

Véronique HARTMANN : Il faut également prendre en compte l'évolution des connaissances. Il y a 50 ans, on n'imaginait pas ce qu'il allait se passer aujourd'hui.

3. Dates des prochaines échéances

Réunion COPIL phase 2 étude Heyrieux amont : Vendredi 12 avril de 14h à 17h.

4. Précisions complémentaires

Surfaces concernées par les mesures proposées en zones de sauvegarde de priorité 1 (occupation des sols) :

Pour les zones de sauvegarde actuellement exploitées (ZSE) de priorité 1, la répartition approximative des surfaces selon les données du Corine Land Cover de 2018 est la suivante :

Occupation des sols en ZSE de priorité 1	Surface en ha	% surface totale ZSE1
Tissu urbain discontinu	279	13.2%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	**160**	**7.6%**
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	27	1.3%
Aéroports	20	1.0%
Extraction de matériaux	80	3.8%
Équipements sportifs et de loisirs	33	1.5%
Surfaces agricoles	1519	71.7%
Total	2119	

Pour les zones de sauvegarde non exploitées actuellement (ZSNEA) de priorité 1, la répartition approximative des surfaces selon les données du Corine Land Cover de 2018 est la suivante :

Occupation des sols en ZSNEA de priorité 1	Surface en ha	% surface totale ZSNEA1
Tissu urbain discontinu	21	0.7%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	**16**	**0.5%**
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	16	0.5%
Extraction de matériaux	235	7.6%
Équipements sportifs et de loisirs	44	1.4%
Surfaces agricoles	2743	89.2%
Total	3076	

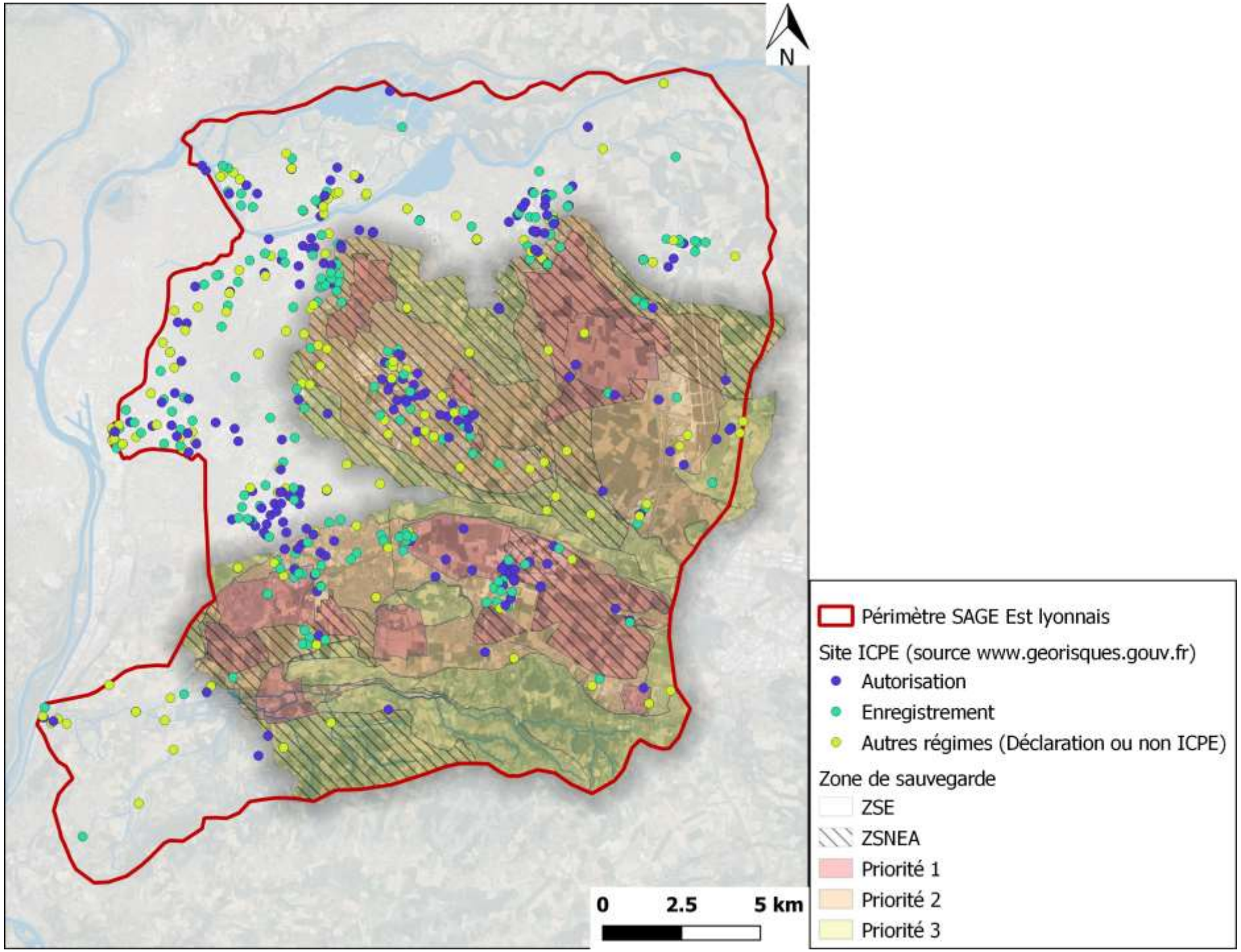
Occupation des sols dans les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais :

L'occupation des sols selon les données du Corine Land Cover de 2018 dans les différents types de zones de sauvegarde est détaillée dans les tableaux suivants :

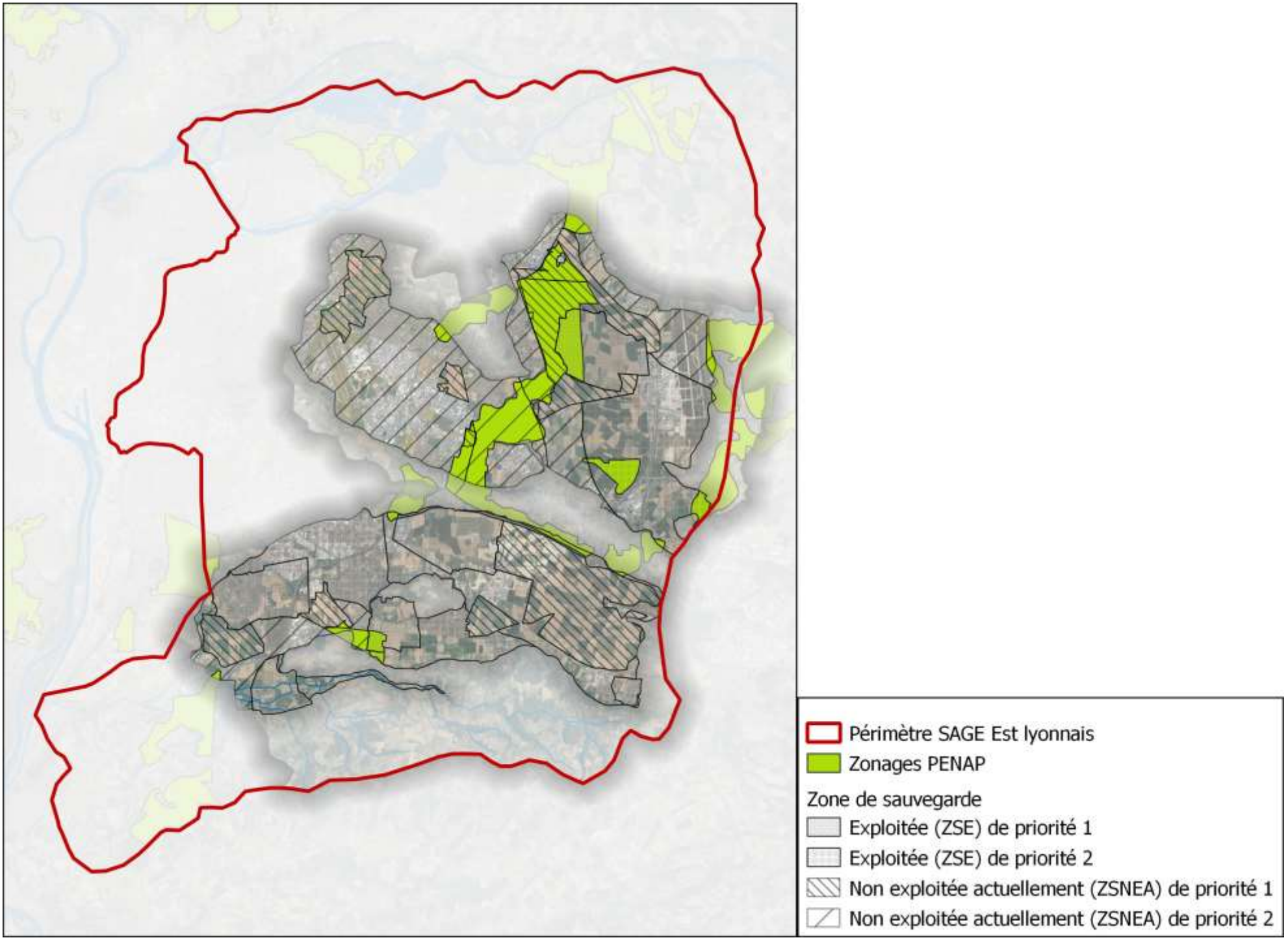
Zones de sauvegarde exploitées (ZSE)	**ZSE 1**		**ZSE 2**		**ZSE 3**	
Occupation des sols	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale
Tissu urbain discontinu	279	13.2%	589	15.0%	581	13.7%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	**160**	**7.6%**	**649**	**16.5%**	**60**	**1.4%**
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	27	1.3%	121	3.1%	20	0.5%
Aéroports	20	1.0%	487	12.4%	97	2.3%
Extraction de matériaux	80	3.8%	156	4.0%	0	0.0%
Équipements sportifs et de loisirs	33	1.5%	47	1.2%	0	0.0%
Surfaces agricoles	1 519	71.7%	1 884	47.9%	3 073	72.3%
Espaces naturels	0	0.0%	4	0.1%	423	9.9%
Total	2 119		3 937		4 253	

Zones de sauvegarde non exploitées actuellement (ZSNEA)	**ZSNEA 1**		**ZSNEA 2**		**ZSNEA 3**	
Occupation des sols	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale	Surface en ha	% surface totale
Tissu urbain discontinu	21	0.7%	924	19.4%	1 118	29.5%
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques	**16**	**0.5%**	**1 522**	**31.9%**	**178**	**4.7%**
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	16	0.5%	13	0.3%	96	2.5%
Aéroports	0	0.0%	365	7.6%	33	0.9%
Extraction de matériaux	235	7.6%	0	0.0%	0	0.0%
Équipements sportifs et de loisirs	44	1.4%	113	2.4%	31	0.8%
Surfaces agricoles	2 743	89.2%	1 830	38.4%	1 990	52.5%
Espaces naturels	0	0.0%	3	0.1%	347	9.2%
Total	3 075		4 769		3 793	

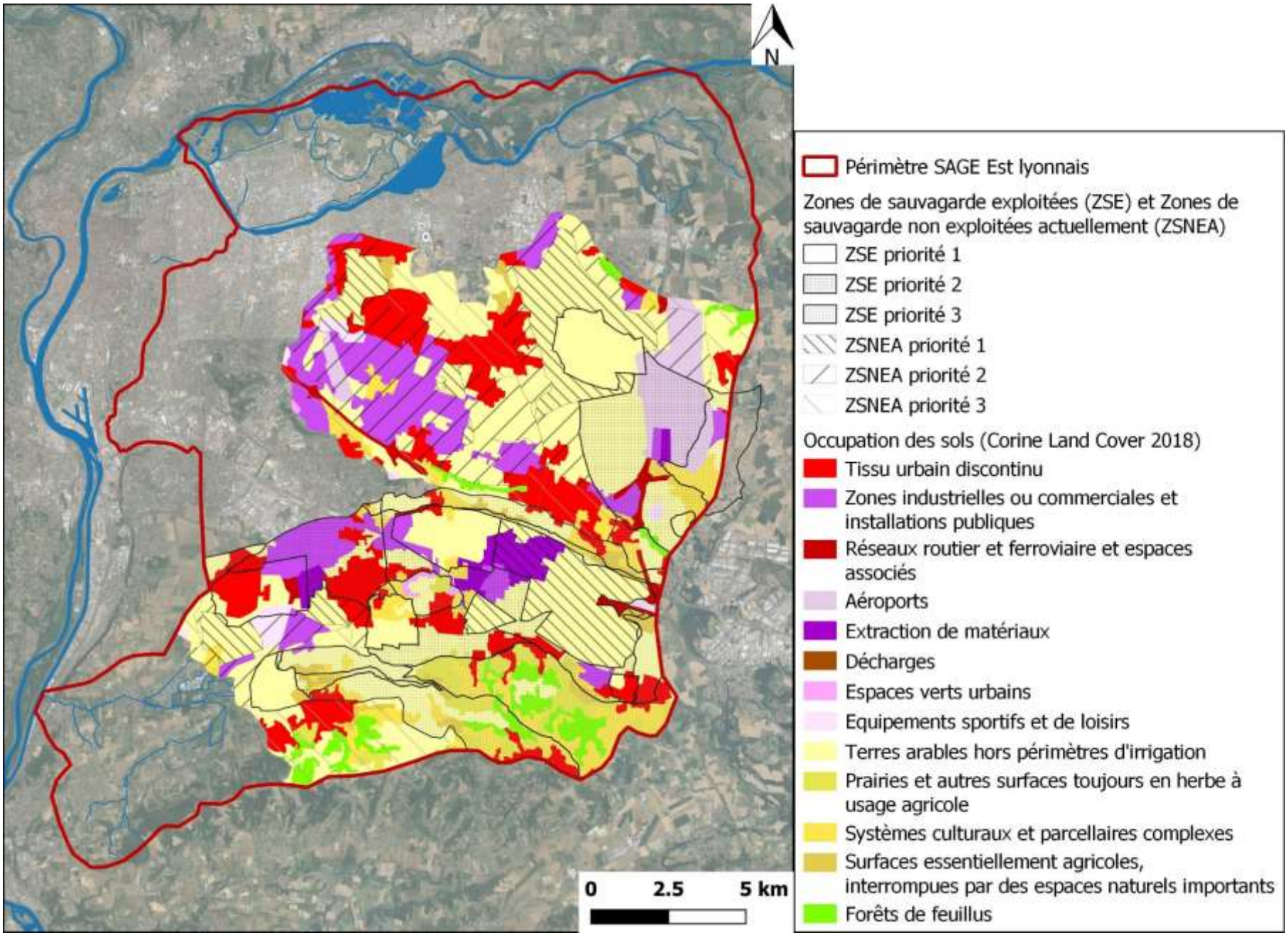
Une carte en fin de rapport permet d'avoir un aperçu des surfaces concernées.


N
0
2.5
5 km
Périmètre SAGE Est lyonnais
Site ICPE (source www.georisques.gouv.fr)
Autorisation
Enregistrement
Autres régimes (Déclaration ou non ICPE)
Zone de sauvegarde
ZSE
ZSNEA
Priorité 1
Priorité 2
Priorité 3


Périmètre SAGE Est lyonnais
Zones d'activité économique du Rhône
(source DDT du Rhône)
Active
Extension
Création
Zone de sauvegarde
Exploitée (ZSE) de priorité 1
Exploitée (ZSE) de priorité 2
Non exploitée actuellement (ZSNEA) de priorité 1
Non exploitée actuellement (ZSNEA) de priorité 2


Périmètre SAGE Est lyonnais
Zonages PENAP
Zone de sauvegarde
Exploitée (ZSE) de priorité 1
Exploitée (ZSE) de priorité 2
Non exploitée actuellement (ZSNEA) de priorité 1
Non exploitée actuellement (ZSNEA) de priorité 2

Occupation des sols dans les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais :





Dispositions applicables dans les zones de sauvegarde AEP de la nappe de l'Est lyonnais

Réunion de consultation – Activités à risques
26/03/2024

Objectifs de la réunion

- *Expliquer ce que sont les zones de sauvegarde et partager (ou rediffuser) les raisons amenant à en définir dans l'Est lyonnais*

- *Partager les propositions de prescriptions prévues sur l'encadrement des projets de développement économique*

- *Recueillir les avis et réactions des participants pour les présenter au COPIL (instance décisionnaire) du 12 avril en même temps que ces propositions de prescriptions*
  - » *échanges en séance*
  - » *possibilité de transmettre des avis jusqu'au 3 avril*

Déroulé de la réunion

- *9h30-9h45 : Introduction et tour de table*
- *9h45-10h30 : Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?*
  - » Définitions
  - » Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais
  - » Occupation des sols dans les zones de sauvegarde
  - » Notion de risque
  - » Activités à risques : quelles activités ?
- *10h30-11h30 : Groupes de travail sur les prescriptions*
  - » En zones de priorité 1
  - » En zones de priorité 2
- *11h30-12h15 : Restitutions*
- *12h15-12h30 : Perspectives et clôture*

Tour de table des participants





Pourquoi des zones de sauvegarde dans l'Est lyonnais ?



Démarches de préservation de l'alimentation en eau potable

Définitions

Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection des **captages existants** : les DUP (régionales) et périmètres de protection associés

» Protection de la **ressource en eau souterraine** en amont des captages actuels ou futurs : les zones de sauvegarde (exploitées / non exploitées actuellement),

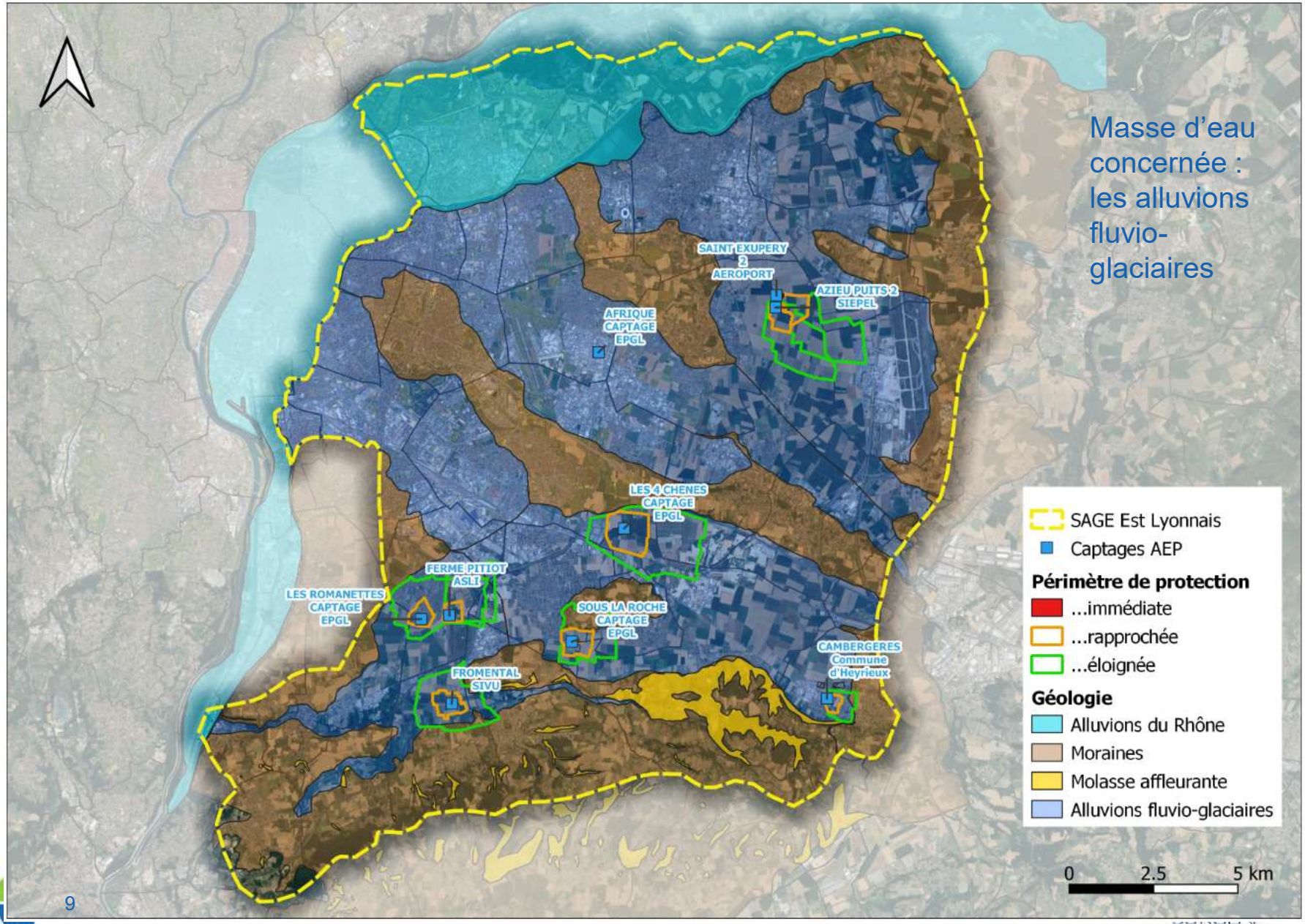
Définitions : DUP et périmètres de protection

Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection des **captages existants** : les DUP (régionales) et périmètres de protection associés
- existent depuis des dizaines d'années
- 3 périmètres avec des contraintes décroissantes
- définis en fonction du temps de transfert au puits en pompage
- portée réglementaire forte via une instruction ARS, les PLU, de la maitrise foncière sur les PPI
- portage par les exploitants

9 captages existants et stratégiques dans l'Est lyonnais

9 captages existants et stratégiques dans l'Est lyonnais



Masse d'eau concernée : les alluvions fluvio-glaciaires

Définitions : zones de sauvegarde

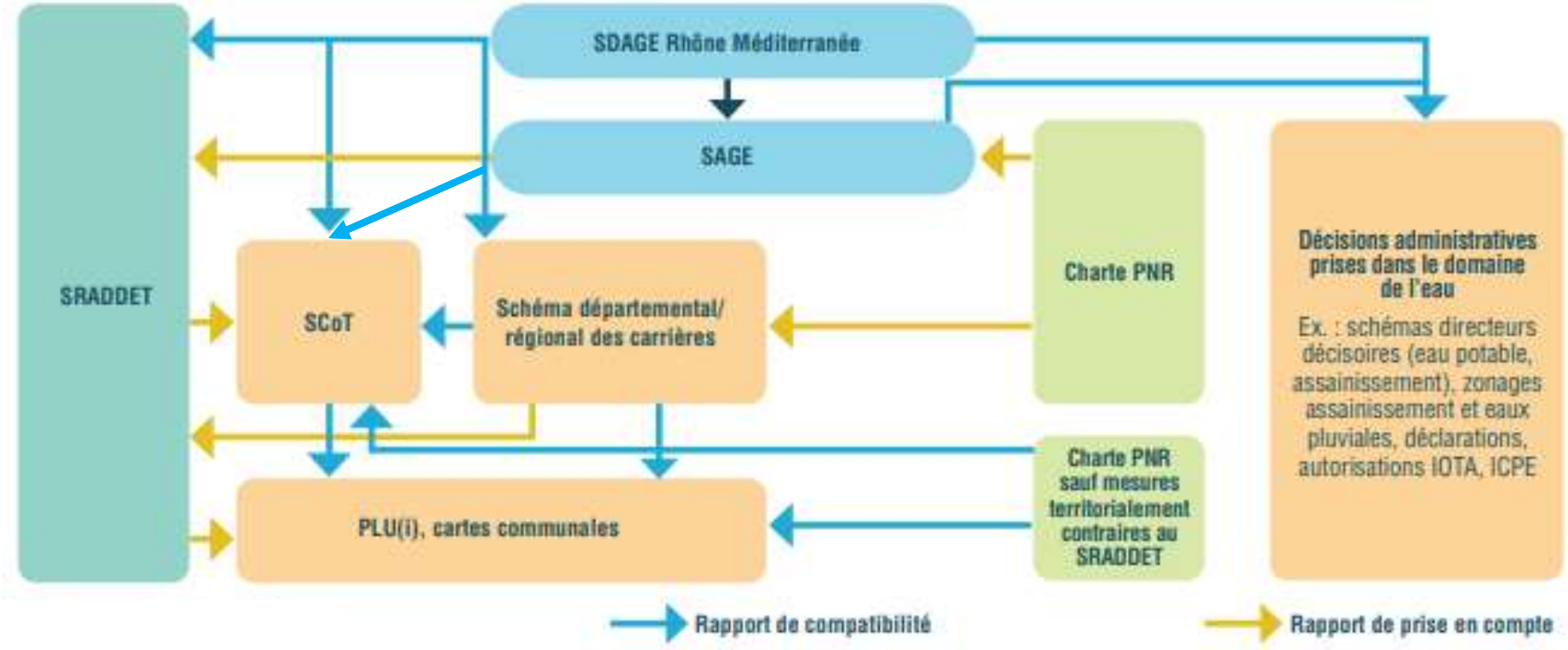
Deux moyens différents et complémentaires pour préserver durablement l'alimentation en eau potable :

» Protection de la **ressource en eau souterraine** en amont des captages actuels ou futurs : **les zones de sauvegarde**

- démarche créée il y a une dizaine d'année
- concerne des zones déjà exploitées ou non exploitées actuellement
- vise une hiérarchisation des ressources pour concentrer les efforts de préservation sur les secteurs stratégiques
- les secteurs stratégiques =
  - *ressource de qualité suffisamment bonne pour être distribuée sans traitements trop lourds*
  - *en quantité suffisante*
  - *à proximité des populations*
- zonages + prescriptions et/ou plan d'actions
  - *dans l'Est lyonnais : 3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes*
  - *prescriptions : sujet du jour*
- portée réglementaire : via la révision du SAGE
  - *règlement du SAGE*
  - *mise en compatibilité / conformité des documents d'urbanisme*

Portée réglementaire des zones de sauvegarde

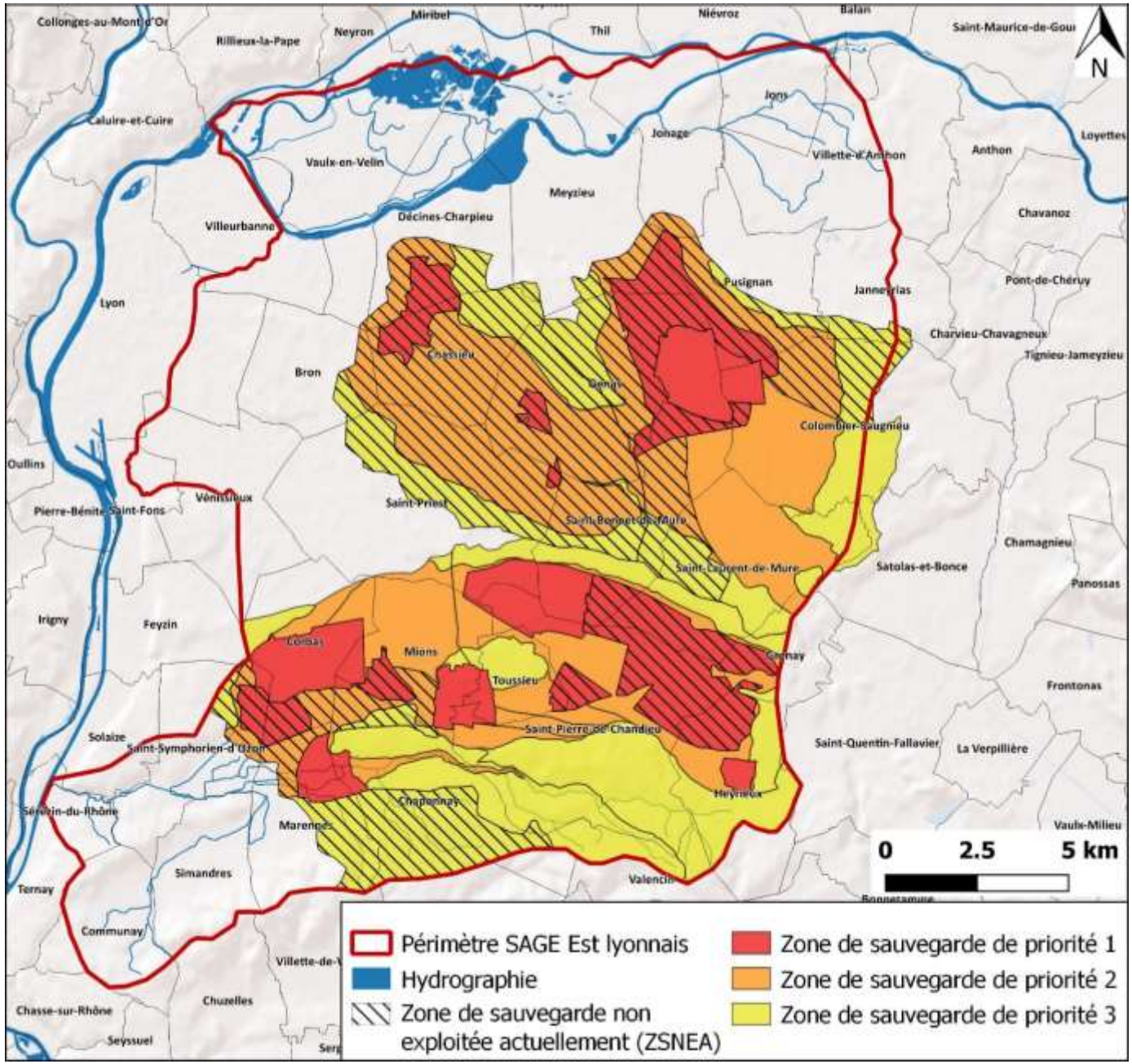
Des rapports de COMPATIBILITE ou PRISE EN COMPTE



Une « démarche SDAGE »

GINGER BURGEAP

Zones de sauvegarde définies en 2018-2019



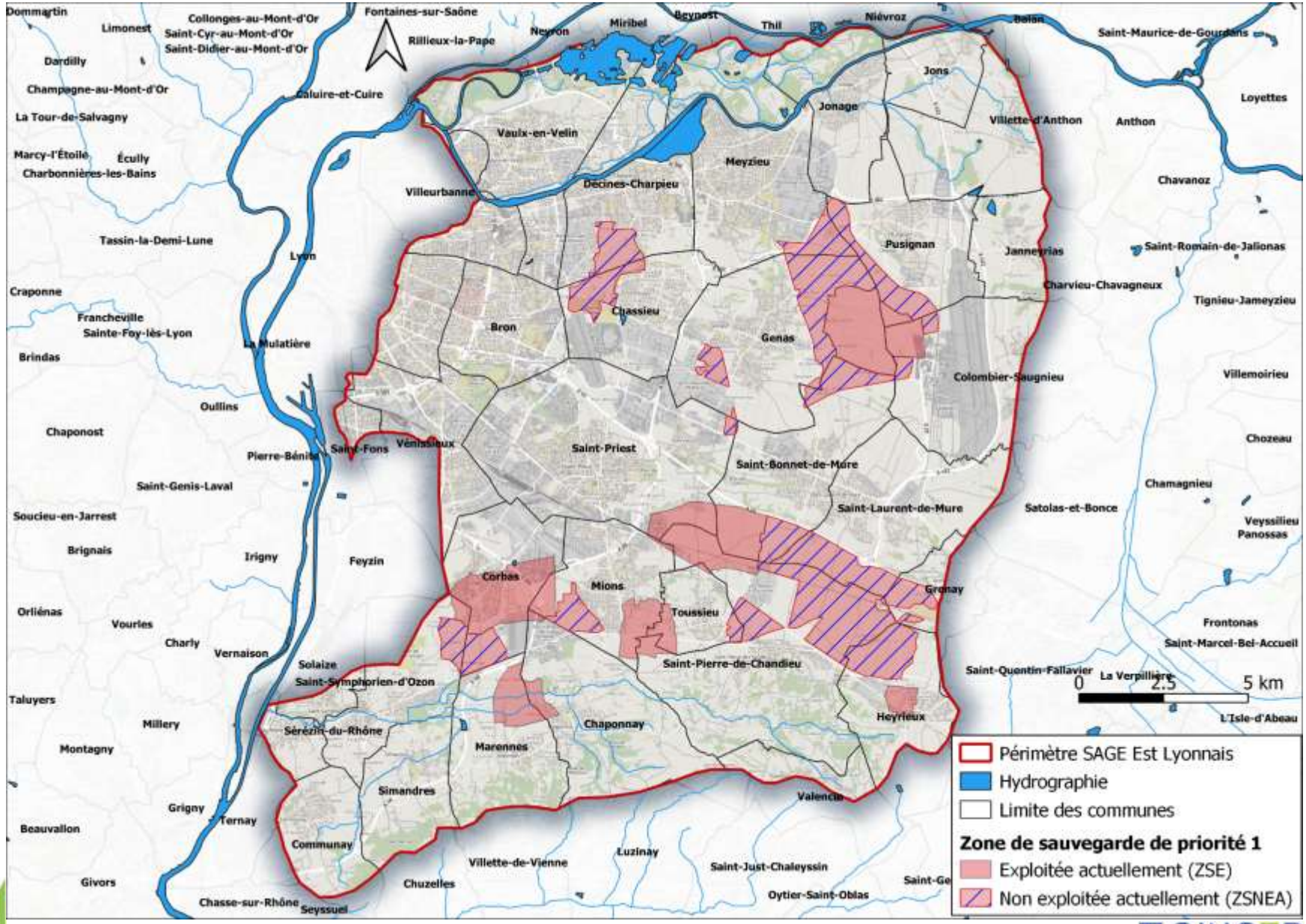
Dans l'Est lyonnais :

3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes

Une zone retravaillée cette année : ZSNEA1 - Heyrieux amont

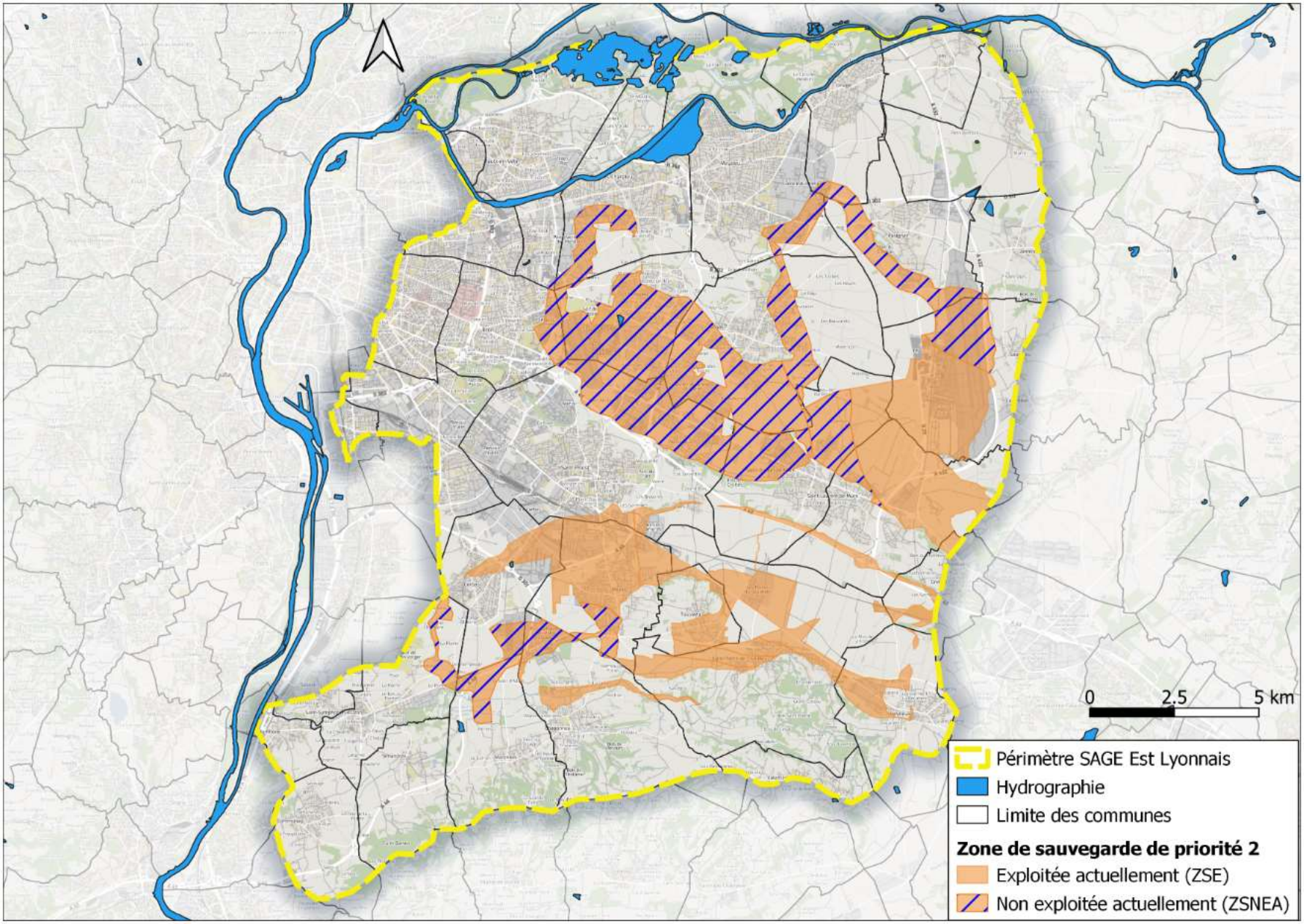
GINGER BURGEAP

Zones de sauvegarde de priorité 1

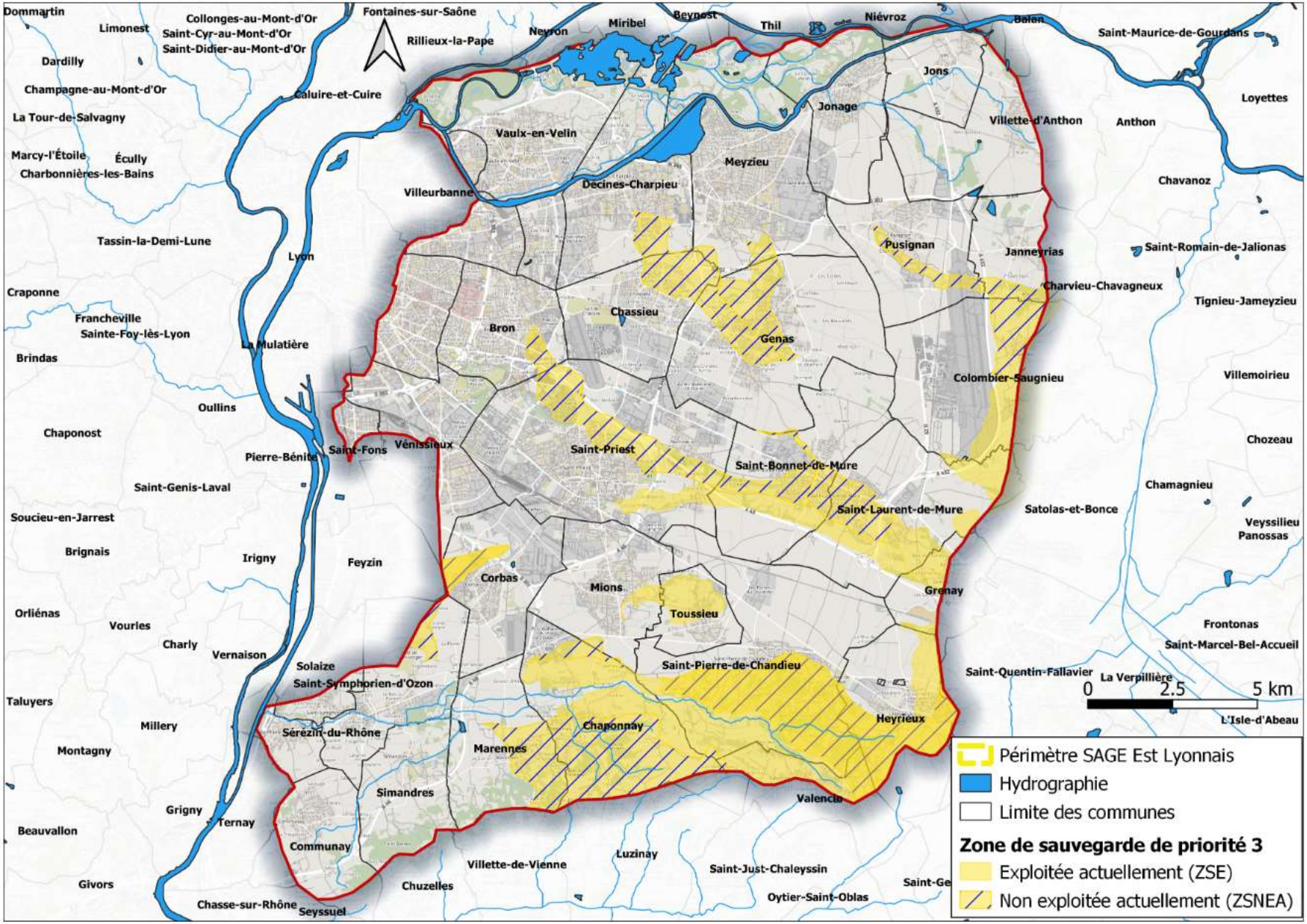


GINGER BURGEAP

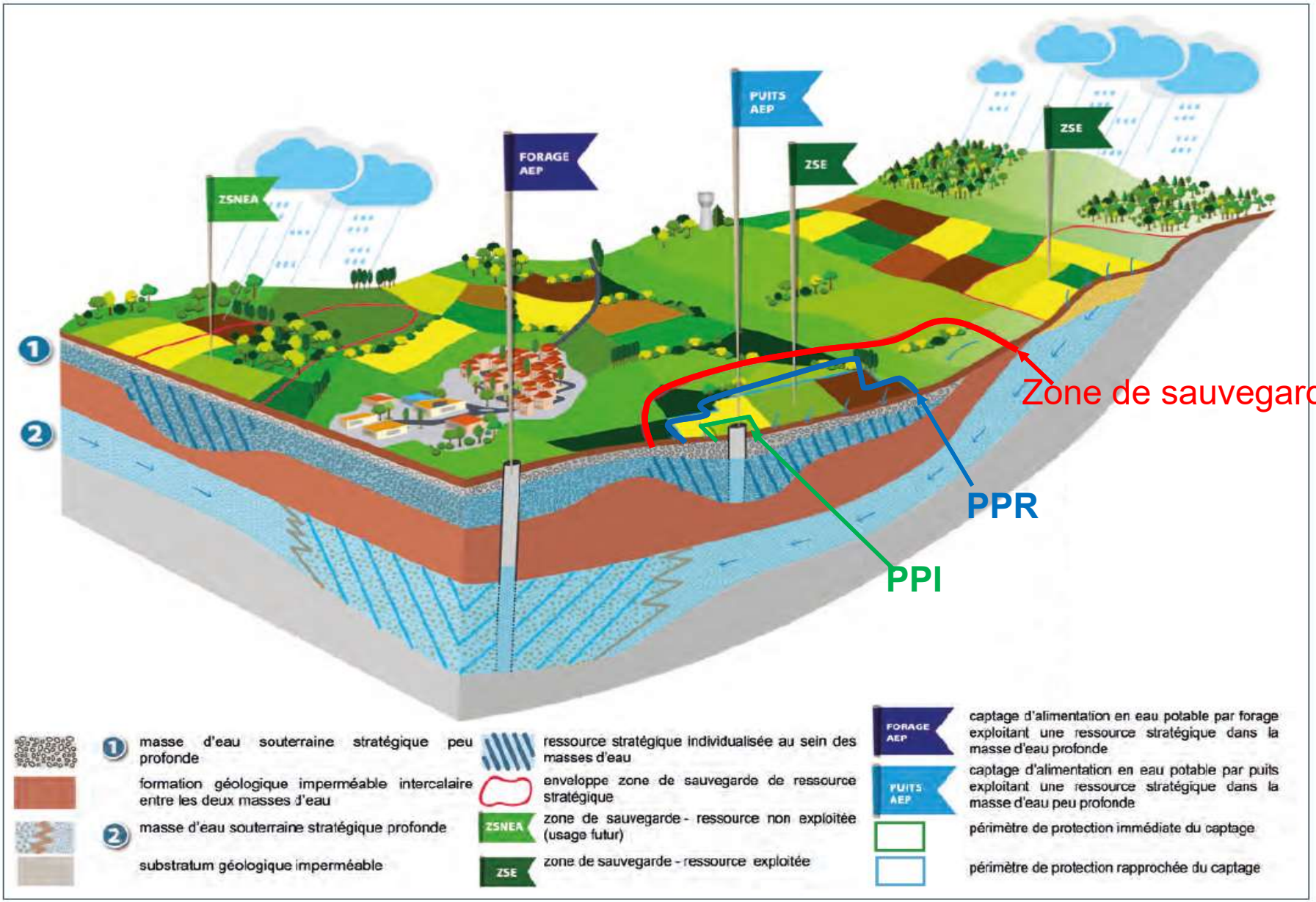
Zones de sauvegarde de priorité 2



Zones de sauvegarde de priorité 3



Deux démarches complémentaires



Prescriptions en zones de sauvegarde validées dans la stratégie de 2020

Un certain nombre de dispositions sur les zones de sauvegarde déjà actées dans la stratégie de 2020 et discutées en CLE et CT qualité

Activités	ZS Priorité 1	ZS Priorité 2	ZS Priorité 3	Reste périmètre SAGE	Disposition SAGE révisé
Activités industrielles, artisanales et commerciales	Interdiction des activités à risques	Encadrement et suivi des activités			4_4_P-1
		Mise en place de pratiques vertueuses pour les professionnels		**A discuter**	4_4_R-1
	Dispositions spécifiques stations-services				4_1_P-1
	Interdiction des projets de stockage souterrain	Encadrement des projets de stockage souterrain			4_1_P-2
	Interdiction de tout nouvel ouvrage souterrain/forage industriel				4_4_P-2
	Règlements pour les futures activités au sein des programmes d'aménagement, particulièrement en ZS				4_4_R-2
	Mise en place de bonnes pratiques de gestion des eaux pluviales susceptibles d'entrainer des pollutions par ruissellement pour les ICPE soumis à déclaration et les activités sous les seuils ICPE				4_10_R-2
	Contrôle des IOTA/ICPE optimisé, notamment en ZS				4_0_A-1
	Conventions de rejet pour eaux de process et contrôles, en priorité en ZS				4_4_R-3
Urbanisation	Interdiction d'urbanisation de nouvelles surfaces en zones AU différées et encadrement en zone AU sous conditions en ZS1 et maintien de zones naturelles et agricoles en ZSNEA 1	Evaluation environnementale obligatoire pour urbanisation de nouvelles zones		**Acté en CLE du 18/12/2023**	4_6_R-3, 4_6_R-1
	Interdiction de nouveaux forages <1000 m3/an				4_7_P-1
Eaux pluviales et eaux usées	Obligation de respect de la doctrine eaux pluviales pour nouveaux projets et réhabilitations				4_10_P-1
	Adaptation de la doctrine eaux pluviales pour intégrer l'enjeu qualité, notamment selon le zonage ZS				4_10_A-1
	Renforcement et priorisation des contrôles sur assainissement pluvial en ZS				4_10_R-1
	Révision des schémas directeurs et des zonages d'assainissement				4_8_A-3, 4_8_A-4
	Mise en conformité des réseaux d'assainissement et des installations ANC et contrôle des ANC, priorité en ZS				4_8_R-1, 4_8_R-2

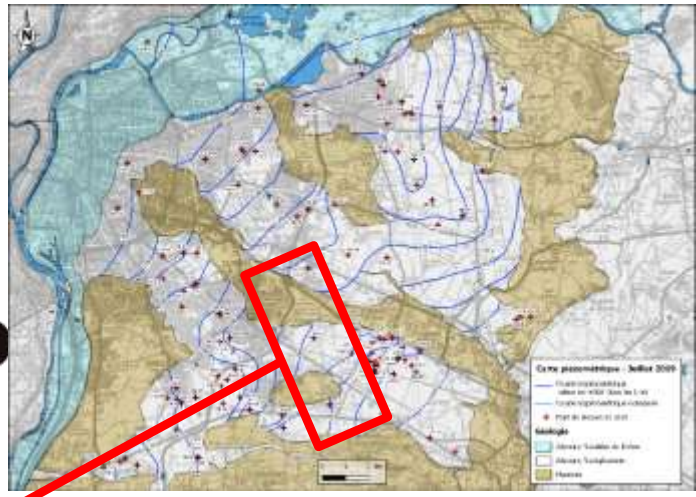
4 sujets en suspens remis en dialogue.

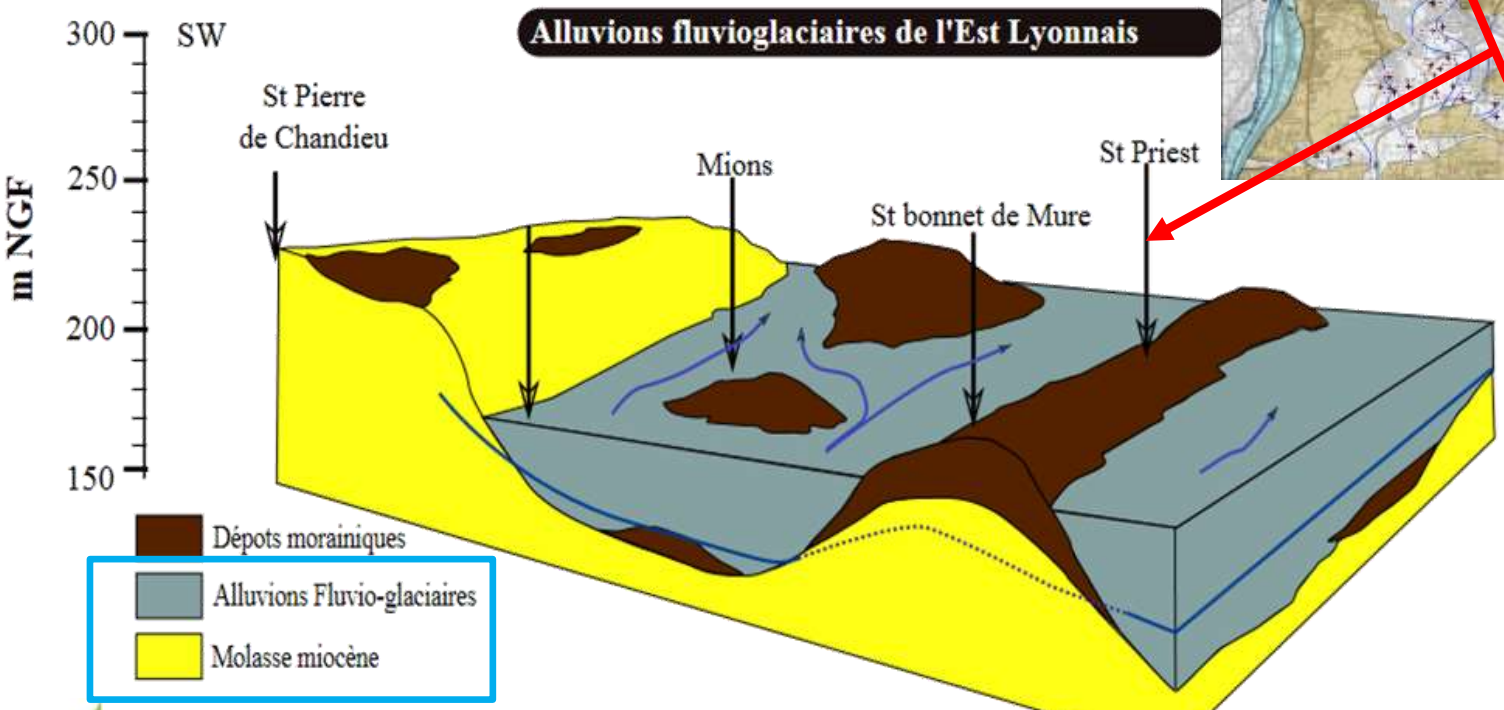


Hydrogéologie, qualité de l'eau et vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais

Hydrogéologie : 3 aquifères sur le territoire du SAGE

- Nappe alluviale du Rhône à Miribel → non concernée
- Alluvions fluvioglaciaires → zone étude
- Molasse miocène → non concernée





Formations aquifères

Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone non saturée d'épaisseur moyenne à forte :

– 5 à 50 m

– moyenne autour de 15 à 25 m

MAIS très perméable :

- peu à pas argileuse en surface,

-> pouvant laisser s'infiltrer rapidement les écoulements de surface

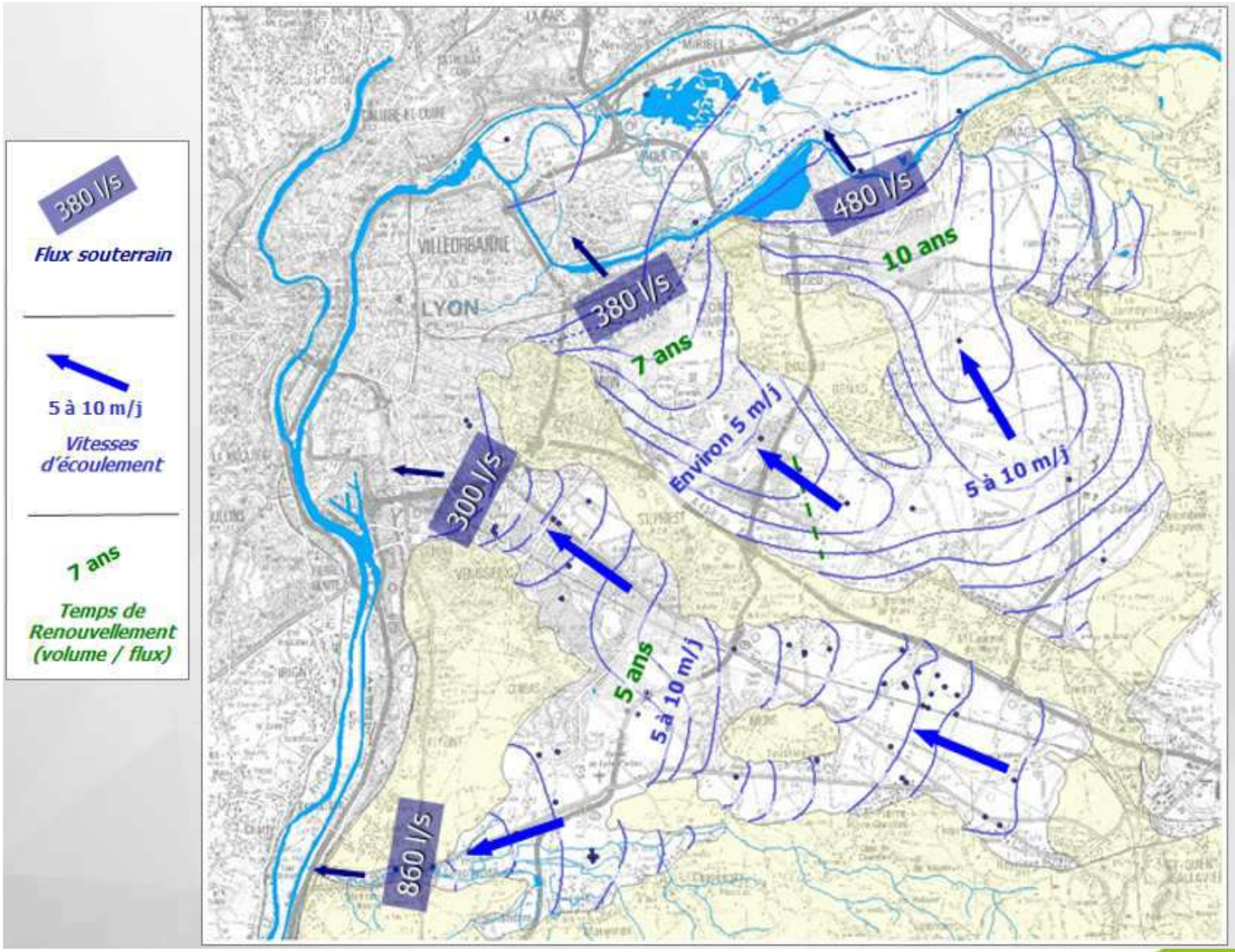
Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone saturée très perméable

Vitesse d'écoulement de l'ordre de 5 à 10 m/j

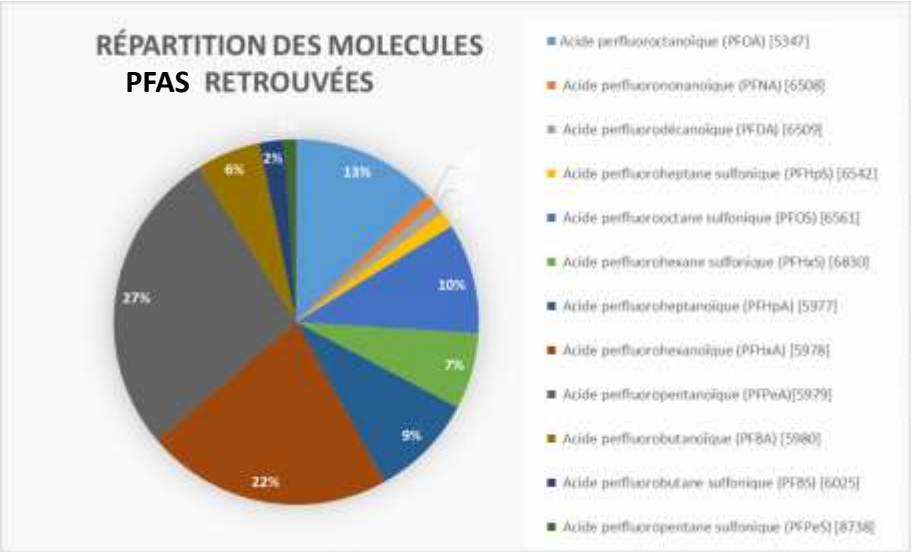
Soit 500 m en 50 j



Etat des lieux qualitatif

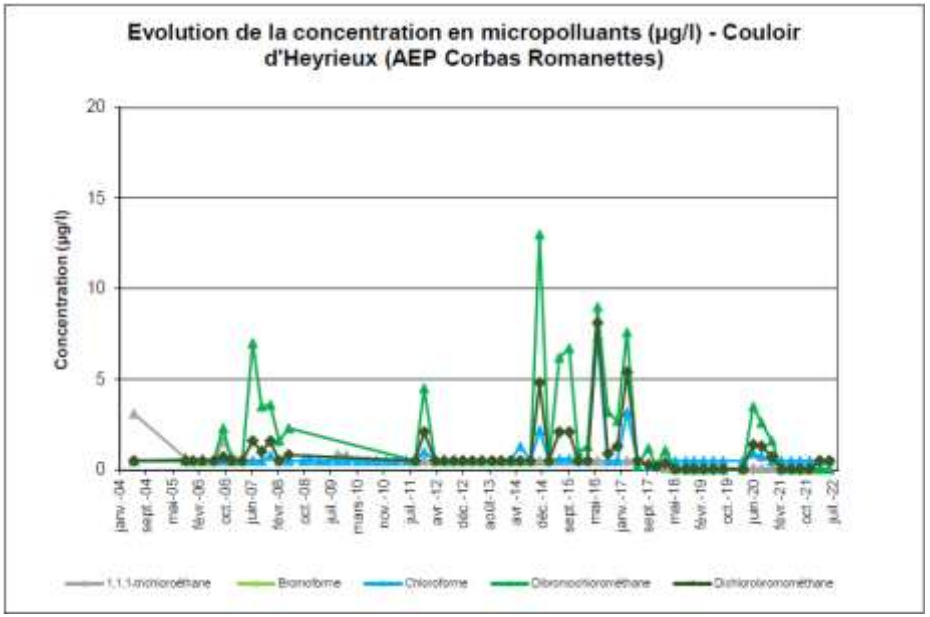
Une bonne qualité globale mais les pressions anthropiques sont visibles

NB : les concentrations augmentent d'amont en aval des couloirs



Ces incidences locales attestent de la nécessité de protéger les secteurs stratégiques.

Prise en compte de « nouveaux » polluants



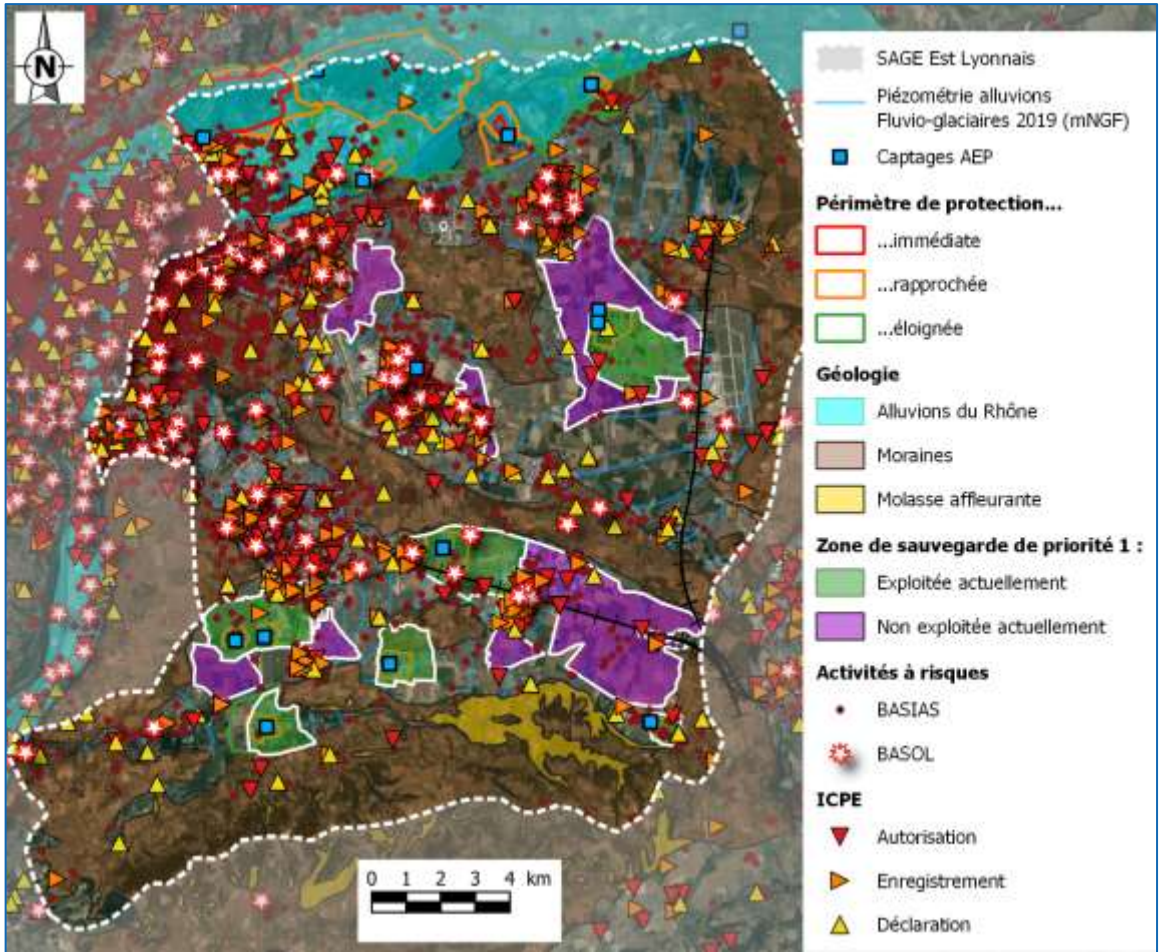
Evolution des paramètres dangereux à considérer -> principe de précaution

GINGER BURGEAP

Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Pressions du territoire :

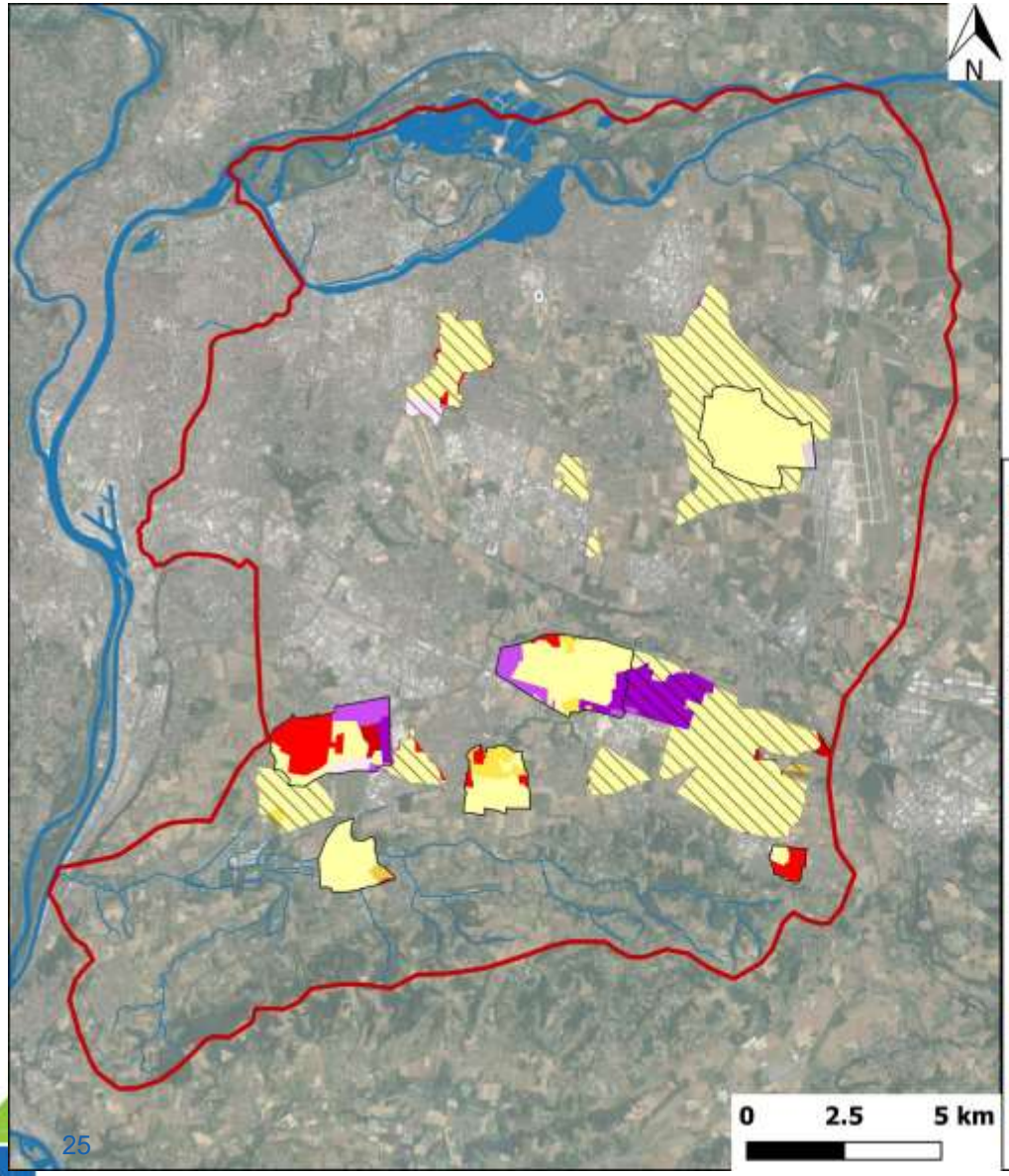
- Plusieurs « hotspots » ressortent, dont certains **en amont de ZS-1** : ZI Meyzieu, Pusignan, Saint-Jean, Décines, **Chassieu**, **Aéroport**, **Grenay**, **Heyrieux**, **Portes du Dauphiné**, **Saint-Priest**, **ASLI**, **Mions**, Saint-Symphorien, Vénissieux.
- ZSE et ZSNEA 1 = secteurs actuellement plutôt préservés, pas forcément leur amont.





Occupation des sols actuelles et futures sur les zones de sauvegarde

Occupation actuelle du territoire au droit des ZS de priorité 1



5200 ha : Principalement :

- Agricole
- Carrières
- Les ZI avaient déjà été exclues lors du zonage 2018

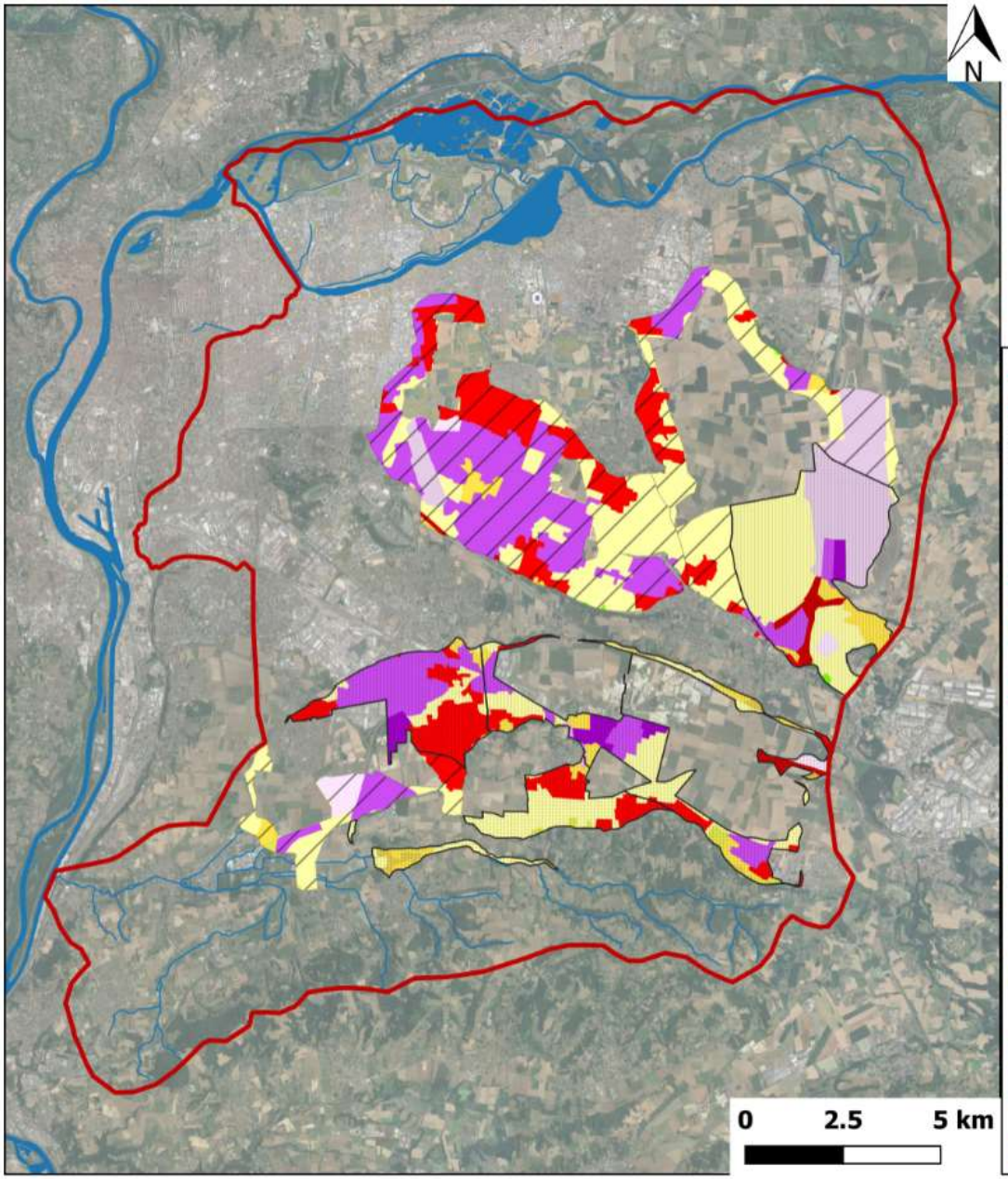
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques :
en ZSE-1 : 160 ha / en ZSNEA-1 : 16 ha
(Corine Land cover 2018)

Périmètre SAGE Est lyonnais

Zones de sauvegarde de priorité 1
- Exploitées
- Non exploitées actuellement

Occupation des sols (Corine Land Cover 2018)
- Tissu urbain discontinu
- Zones industrielles ou commerciales et installations publiques
- Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés
- Aéroports
- Extraction de matériaux
- Equipements sportifs et de loisirs
- Terres arables hors périmètres d'irrigation
- Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole
- Systèmes culturaux et parcellaires complexes
- Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Occupation actuelle du territoire au droit des ZS de priorité 2



Principalement :

- ZI et ZAC
- Agricole
- Tissu urbain

Périmètre SAGE Est lyonnais

Zones de sauvegarde de priorité 2

Exploitées (ZSE)

Non exploitées actuellement (ZSNEA)

Occupation des sols (Corine Land Cover 2018)

Tissu urbain discontinu

Zones industrielles ou commerciales et installations publiques

Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés

Aéroports

Extraction de matériaux

Décharges

Espaces verts urbains

Equipements sportifs et de loisirs

Terres arables hors périmètres d'irrigation

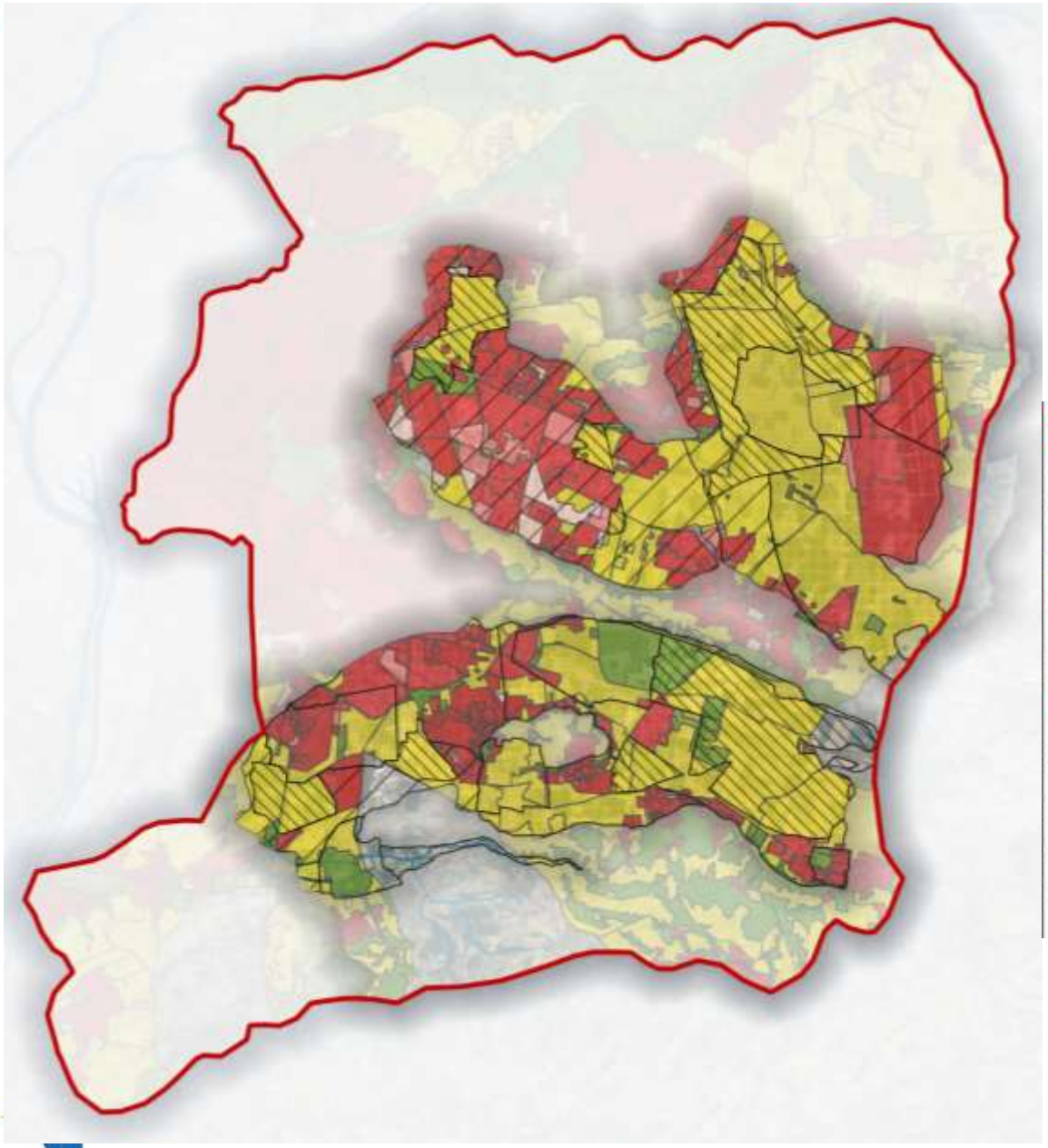
Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole

Systèmes culturaux et parcellaires complexes

Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Forêts de feuillus

Zonages PLU à ce jour dans les zones de sauvegarde 1 et 2



GINGER BURGEAP



Quelles précautions pour les projets de développement ?

La notion de risque



L'aléa



L'enjeu



Le risque

En l'occurrence

L'aléa		L'enjeu		Le risque
Dégradation de la qualité de la nappe par l'arrivée de micropolluants dans l'eau souterraine Diminution des volumes disponibles	+	La bonne qualité de l'eau au droit des secteurs stratégiques De l'eau en quantité suffisante	=	De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des : • 9 captages stratégiques Est lyonnais, • 6 captages des alluvions du Rhône, • ZSNEA-1. Moins d'eau disponible

Eviter ou réduire l'aléa



Dégradation de la qualité de la nappe par l'arrivée de micropolluants dans l'eau souterraine

Diminution des volumes disponibles

La bonne qualité de l'eau au droit des secteurs stratégiques

De l'eau en quantité suffisante

De l'eau non consommable (ou suite à traitement) au droit des :

- **9 captages stratégiques Est lyonnais,**
- **6 captages des alluvions du Rhône,**
- **ZSNEA-1.**

Moins d'eau disponible

Levier sur lequel on peut agir -> Éviter ou réduire cet aléa

Défini par les études 2018 : réalité hydrogéologique et occupation du territoire

Ce que l'on souhaite éviter

Définition de l'aléa

L'aléa

Dégradation de la qualité de l'eau de la nappe suite à l'arrivée de micropolluants organiques dans l'eau souterraine

- **Rejets accidentels de produits polluants** (fuite de cuve, de canalisation, de flexible, d'engin, déversement…)
- **Incendie** (eaux d'extinction, poussières, dioxines, furanes, gestion dégradée du site, sur-accident, fuites…)

→ Aléas à éviter

Eviter, réduire, compenser l'aléa ?

Demande politique : protection garantie dans les ZS-1

-> **éviter l'aléa** : sa suppression

Réduire l'aléa serait : Réduire la probabilité | Réduire la gravité

Compenser n'a pas de sens ici car justement pas de ressource de substitution possible

Activités à risques : définition ?

Nomenclature ICPE = Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Quid de la protection spécifique de la ressource en eau ?

- des arrêtés ministériels
- des arrêtés sectoriels par rubrique

→ si risque pour la nappe : demande d'un suivi à définir par les DREAL qui instruisent en détail les dossiers

Travail réalisé par la DREAL et la DDPP : extraction des rubriques présentant un risque pour la nappe

=> liste fournie

Activités à risques définies par la DREAL et la DDPP

Rubrique ICPE	Nomenclature ICPE
1185-1	Gaz a effet de serre fluorés vises par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi
1434	Remplissage, distribution de liquides inflammables (a l'exception des stations-service)
1435	Stations-service
1436	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de)
1511	Entrepôts couverts
1531	Stockage par voie humide de bois non traités chimiquement
1532	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse
1716	Substances radioactives
1735	Dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives sous forme de résidus solides de minerai d'uranium, de radium ou de thorium…
1978	Solvants organique (utilisation)
3120	Raffinage de petrole et de gaz
3130	Production de coke
3140	Gazeification ou liquefaction de charbon et autres combustibles
3220	Production de fonte ou d'acier
3230-c	Transformation de metaux ferreux
3240	Fonderie de metaux ferreux
3250	Transformation de metaux non ferreux
3260	Traitement de surface
3310	Production de ciment, chaux et oxyde de magnesium
3330	Fabrication du verre
3410	Fabrication de produits chimiques organiques
3420	Fabrication de produits chimiques inorganiques
3430	Fabrication d'engrais
3440	Fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides
3460	Fabrication d'explosifs
3510	Elimination ou valorisation de dechets dangereux
3520	Elimination ou valorisation de dechets par incineration
3531	Elimination de dechets non dangereux non inertes
3532	Valorisation de dechets non dangereux non inertes
3540	Installation de stockage de déchets (ordures ménagères et déchets urbains)
3550	Stockage temporaire de dechets dangereux
3560	Stockage souterrain de dechets dangereux
3610-a et b	Fabrication de papier, carton, pate a papier
3620	Pretraitement et teinture de textiles
3630	Tannage des peaux
3641	Exploitation d'abattoir
3642	Traitement et transformation de produits alimentaires
3643	Traitement et transformation du lait
3650	Elimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux
3660	Elevage intensif de porcs ou de volailles
3670	Traitement de surface a l'aide de solvants
3700	Preservation du bois
41XX	Toxiques
45XX	Dangereux pour l'environnement
4710	Chlore
4734	Produits petroliers specifiques et carburants de substitution

Activités à risques définies par la DREAL et la DDPP

2101	Bovins (élevage, vente, transit)
2102	Porcs (élevage, vente, transit)
2110	Lapins (élevage, vente, transit)
2111	Volailles, gibiers à plumes (élevage, vente, transit)
2112	Couvoirs
2113	Carnassiers à fourrure (élevage, vente, transit)
2120	Chiens (élevage, vente, transit, pension, fourrière…)
2130	Pisciculture
2140	Animaux d'espèces non domestiques (présentation au public)
2150	Verminière
2170	Engrais et supports de culture (fabrication d')
2171	Dépôts de fumier, engrais et supports de culture
2180	Tabac (fabrication et dépôt de)
2210	Abattage d'animaux
2220	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale
2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale
2230	Lait (réception, stockage, transformation)
2240	Huiles végétales et animales (extraction ou traitement)
2251	Vins (préparation et conditionnement de)
2260	Broyage, concassage, criblage….. de substances végétales et de matière organique
2265	Fermentation acétique en milieu liquide
2275	Fabrication de levures
2355	Dépôt de peaux
2311	Traitement des fibres textiles
2330	Teinture, impression, appret, enduction, blanchiment et delavage de matieres textiles
2345	Nettoyage a sec, …
2350	Tanneries, megisseries
2351	Teintureries et pigmentation de peaux
2410	Travaux du bois et matériaux combustibles analogues
2415	Mise en oeuvre de produits de preservation de bois
2420	Fabrication de charbon de bois
2430	Preparation de la pate a papier
2440	Fabrication de papier carton
2450	Imprimerie ou atelier de reproduction graphique …
2520	Fabrication de ciments, chaux, platres
2521	Enrobage de materiaux routiers
2530	Fabrication et travail du verre
2531	Travail chimique du verre ou du cristal
2540	Lavoirs a houille, minerais, mineraux …
2542	Fabrication de coke
2545	Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliage
2546	Traitement des minerais non ferreux, elaboration des metaux et alliages non ferreux
2550	Fonderie de produits moules … contenant du plomb
2551	Fonderie de metaux et alliages ne contenant pas de plomb
2552	Fonderie de metaux et alliages non-ferreux
2564	Nettoyage, degraissage, decapage des metaux et matieres plastiques
2565	Traitement des metaux et matieres plastiques
2566	Decapage des metaux par traitement thermique
2567	Galvanisation, etamage de metaux
2630	Fabrication de detergents et de savons
2640	Fabrication de matieres colorantes
2660	Fabrication ou regeneration de polymeres
2670	Accumulateurs et piles (Pb, Cd, Hg)
2680	Organismes génétiquement modifiés (lorsque la fabrication concerne les produits agricoles ou agroalimentaire
2681	Micro organismes naturels pathogènes (production industrielle à des fins d'usage vétérinaire)
2690	Produits opothérapiques (préparation à des fins d'usage vétérinaire)
2711	Transit, regroupement, tri, desassemblage, remise en etat d'equipements electriques et electroniques mis au rebut
2712	Installation d'entreposage, depollution, demontage ou decoupage ou broyage de vehicules hors d'usage
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses
2719	Installation temporaire de transit de dechets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de dechets issus de catastrophes naturelles
2730	Sous-produits d'origine animale
2731	Sous-produits animaux
2740	Incinération de cadavres d'animaux
2751	Station d'épuration collective de déjections animales
2760	Installation de stockage de déchets non dangereux autres qu'inertes
2770	Installation de traitement thermique de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses
2771	Installation de traitement thermique de dechets non dangereux.
2780	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matières végétales, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation
2781	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production
2790	Installation de traitement de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses
2791	Installation de traitement de dechets non dangereux
2792	Installations de transit, tri, regroupement de dechets contenant des PCB/ PCT
2793	Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de dechets de produits explosifs
2795	Installation de lavage de futs, conteneurs et citernes de transport de matieres alimentaires, de matieres dangereuses (sauf aires de remplissage et lavage des pulvérisateurs)
2797	Gestion des dechets radioactifs
2798	Installation temporaire de transit de dechets radioactifs issus d'un accident nucleaire ou radiologique
2930-2	Ateliers de reparation et d'entretien de vehicules a moteurs 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur
2940	Application de vernis et peintures

Rappels sur les seuils de classement

Pour rappel : selon les rubriques, un ou plusieurs seuils existent :

- **Non soumis (donc non ICPE)**
- **Déclaration**
- **Déclaration avec contrôle périodique**
- **Enregistrement**
- **Autorisation**

En pratique :

- **Site non soumis**
- **Déclaration**
- **Déclaration avec contrôle périodique**
- **Enregistrement**
- **Autorisation**

Sites très peu suivis -> risque fort

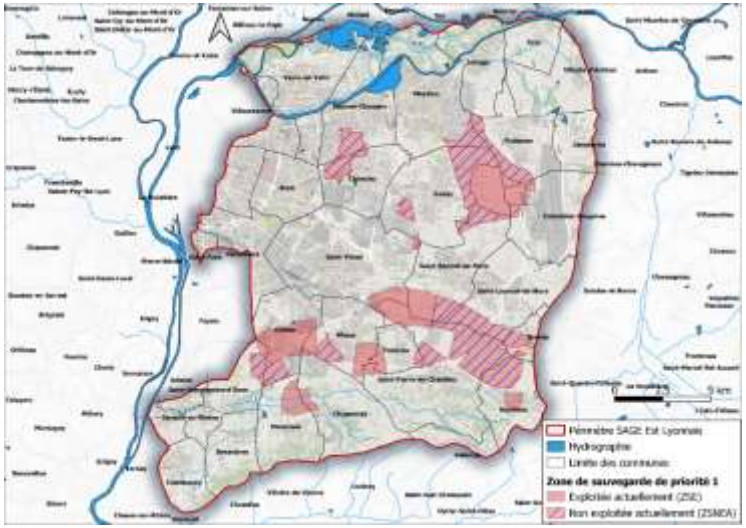
Expertise et conscience du risque
+ bien suivis -> risque mieux maitrisé

→ Peu de leviers prescriptifs pour limiter les risques pour les « petits » sites



Travail sur les prescriptions

Prescriptions en ZS1 et ZSNEA1



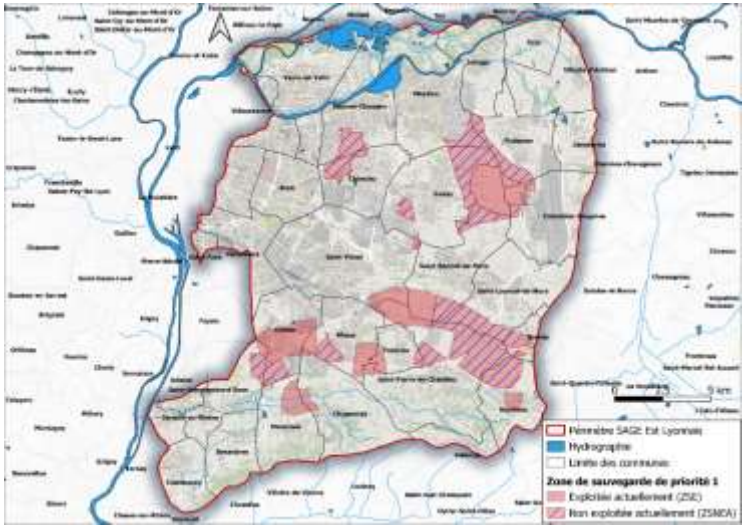
Objectif : Protéger la nappe d'une pollution accidentelle ou chronique

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

Interdiction des nouvelles activités à risque (mais autorisation sous conditions pour les extensions et changement d'activité des ICPE déjà existantes sur ce périmètre (absence d'impact sur la nappe à démontrer)).

Interdiction des rejets d'eaux usées traitées par des stations d'épuration collectif ou non devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 12kg de DBO5 (au sens du titre 2.1.1.0 de la loi sur l'eau).

Prescriptions en ZS1 et ZSNEA1



Objectif : Protéger la nappe d'une pollution accidentelle ou chronique

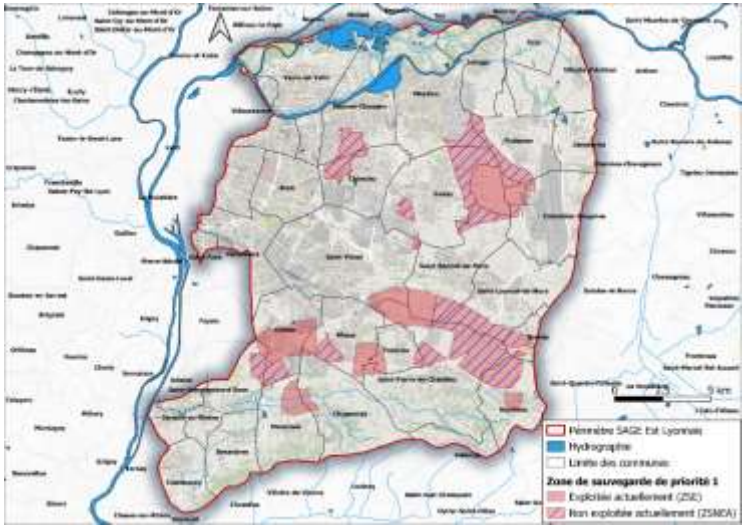
Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

Interdiction des travaux de recherche, de création, d'essais, d'aménagement ou exploitation des stockages souterrains soumis aux dispositions du décret n°2006-649 du 2 juin 2006 (au sens du titre 5.1.3.0 de la loi sur l'eau).

Mise en place d'un guide de bonnes pratiques comprenant :

- Procédure d'alerte du SAGE en cas d'incident pouvant induire une pollution des sols et/ou de la nappe
- Procédure gestion du risque de pollution de l'environnement

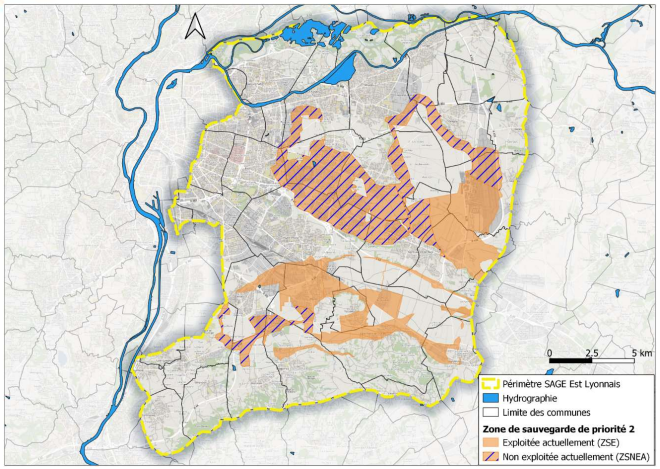
Recommandations en ZS1 et ZSNEA1



Objectif : Protéger la nappe d'une pollution accidentelle ou chronique

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

Eviter la création de nouvelles activités à risque, même celles étant sous le seuil ICPE



Prescriptions en ZS2 et ZSNEA2

Objectif : Protéger la nappe d'une pollution accidentelle ou chronique

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :

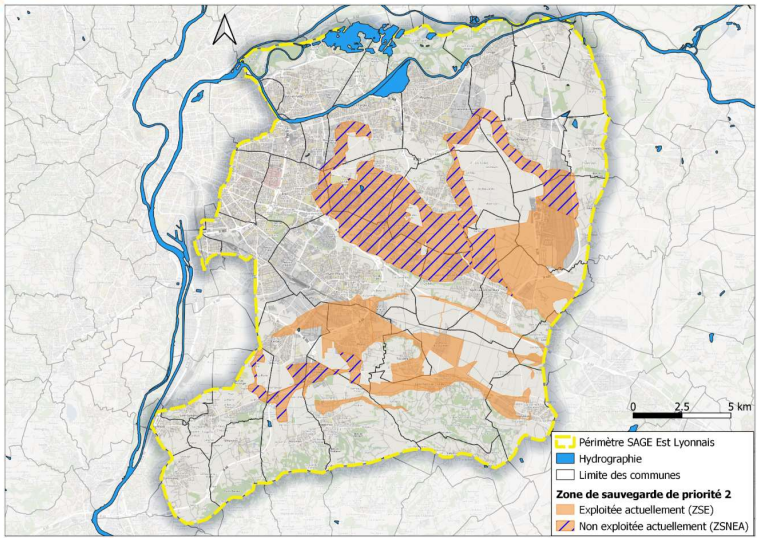
Mise en place d'un suivi de la qualité des eaux souterraines pour les nouvelles ICPE à créer et aussi en cas d'extension et changement d'activité des entreprises déjà existantes.

Démontrer l'absence d'impact sur la nappe d'un projet d'activité à risques.

Mise en place d'un système de confirment des eaux incendies pour les nouvelles ICPE à créer et aussi en cas d'extension et changement d'activité des entreprises déjà existantes.

Mise en place d'un guide de bonnes pratiques comprenant :

- Procédure d'alerte du SAGE en cas d'incident pouvant induire une pollution des sols et/ou de la nappe
- Procédure gestion du risque de pollution de l'environnement



Recommandations en ZS2 et ZSNEA2

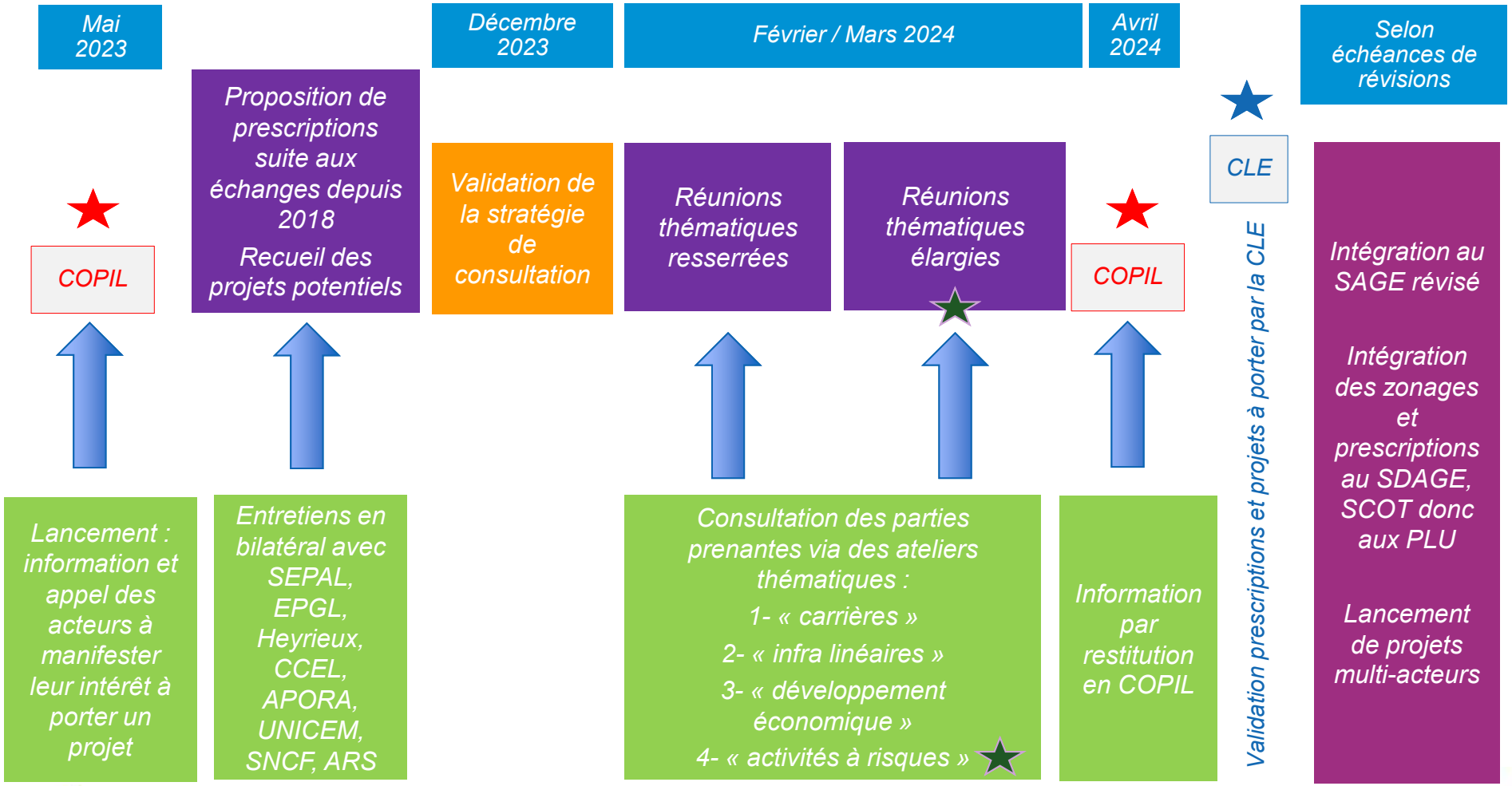
Objectif : Protéger la nappe d'une pollution accidentelle ou chronique

Prescriptions à intégrer au règlement du SAGE ou/et au PLU :
Eviter la création de nouvelles activités à risque, même celles étant sous le seuil ICPE



Suites et clôture

Echanges avec les parties prenantes / planning

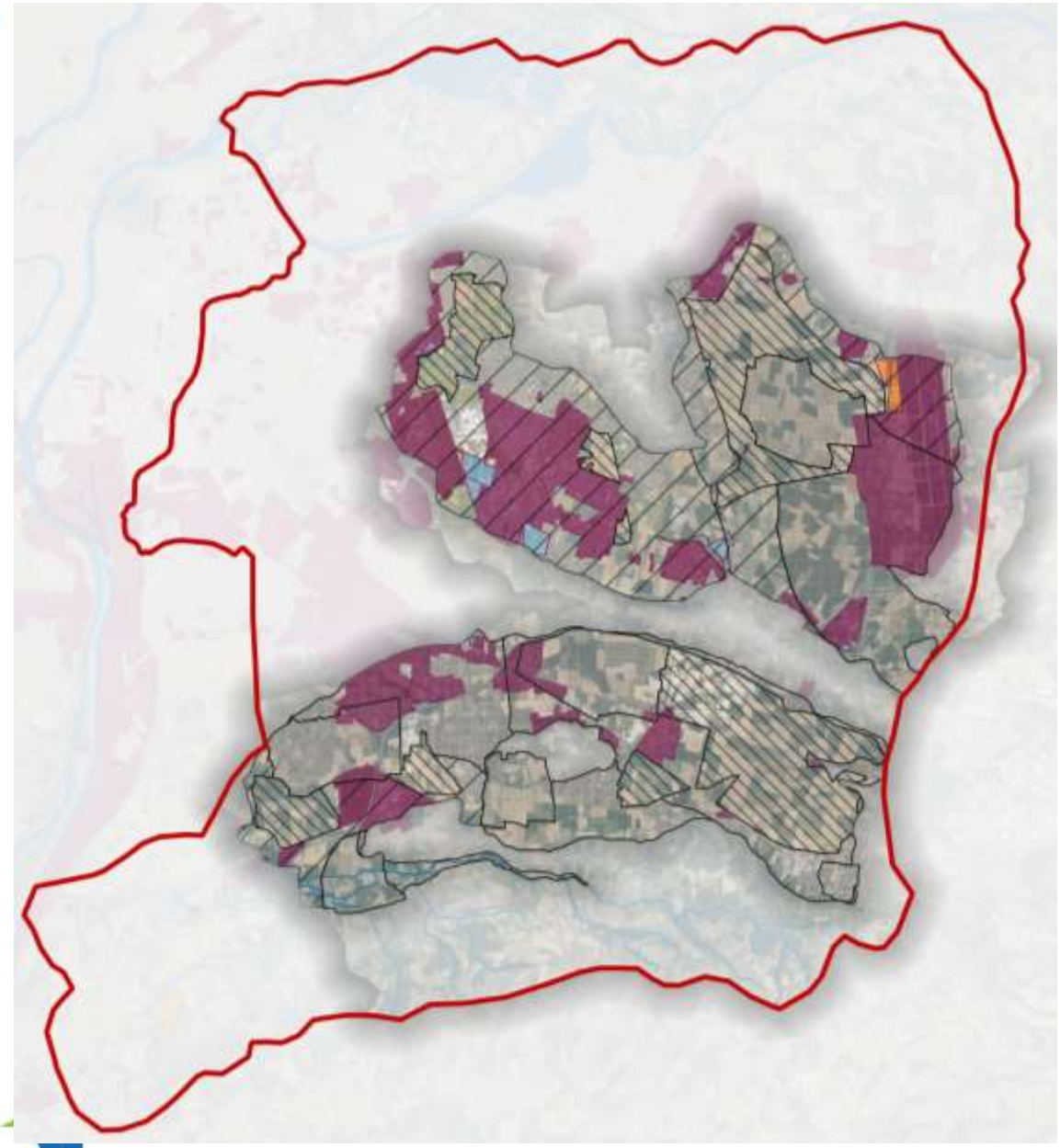


→ Retours pour le 4 avril

Merci pour votre participation !

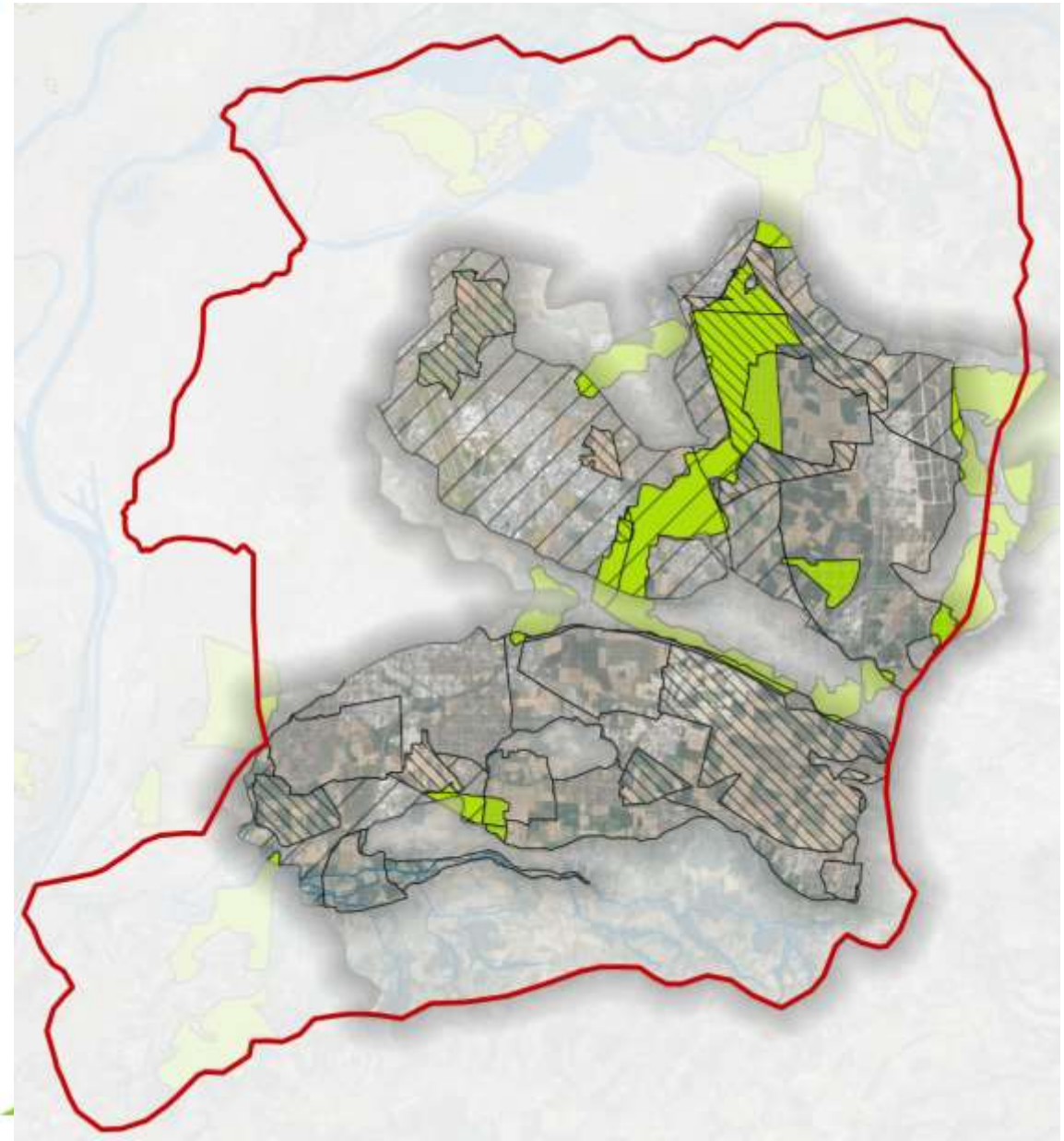
GINGER BURGEAP

Zones d'activités économiques dans les ZS de priorité 1 et 2



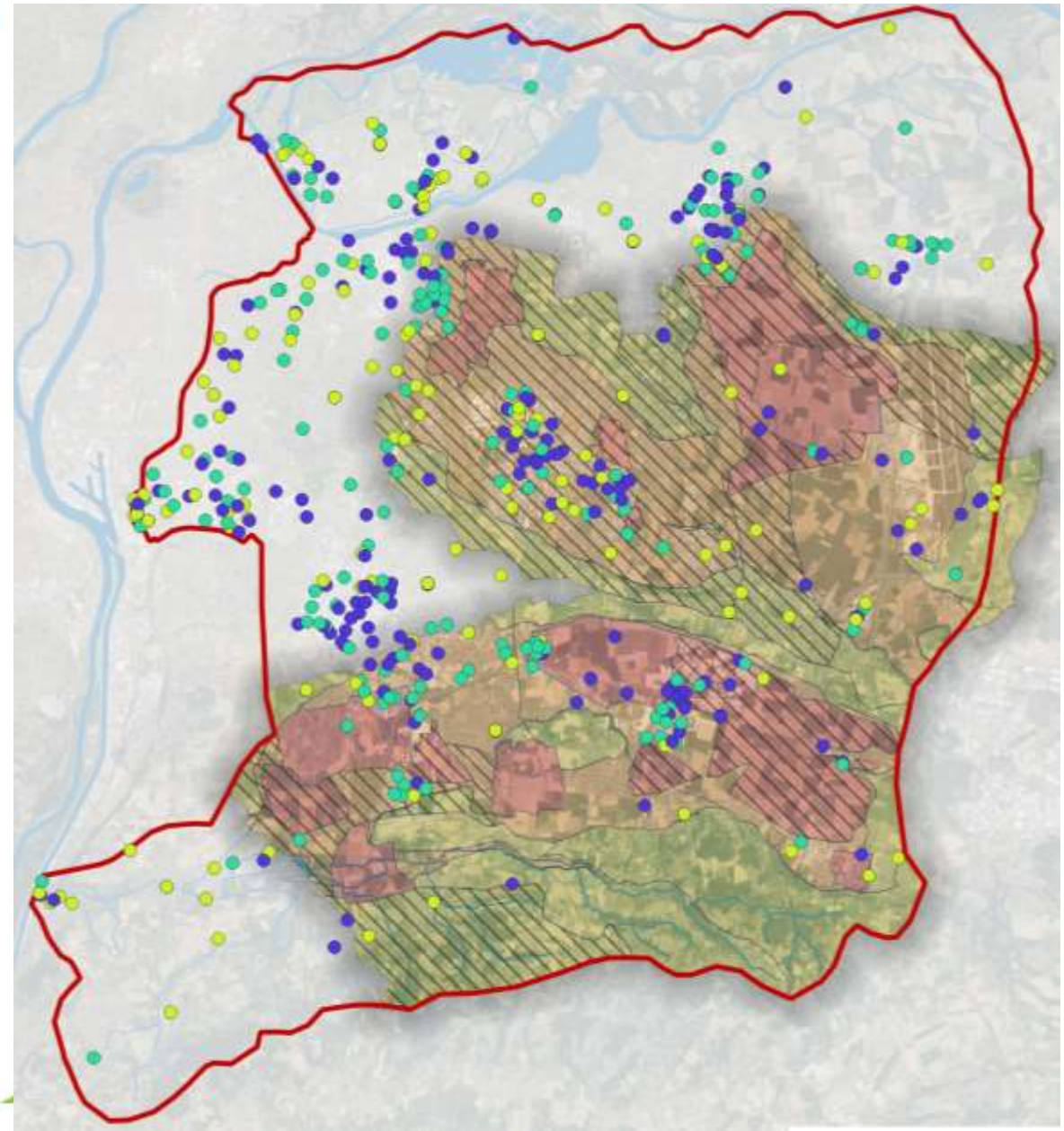
GINGER BURGEAP

Zonages PENAP dans les ZS de priorité 1 et 2



GINGER BURGEAP

Sites ICPE dans les zones de sauvegarde



GINGER BURGEAP

SAGE Est lyonnais - Liste des activités à risques

Classification ICPE			Rubrique ICPE	Nomenclature ICPE	Raison de l'intégration dans la liste
Classement par substances	Toxiques	Gaz à effet de serre fluoré ou substance appauvrissant la couche d'ozone	**1185-1**	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension	Enjeu
	Explosibles	Explosifs	**1312**	Mise en œuvre de produits explosifs à des fins industrielles	Enjeu
	Inflammables	Liquides inflammables	**1434**	Remplissage, distribution de liquides inflammables (a l'exception des stations-service)	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98 – si > 200 m3/h)
			1435	Stations-service (carburants)	Enjeu
			1436	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de)	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines si capacité >1500 m3 (article 55, AM sectoriel du 03/10/10)
	Combustibles		**1511**	Entrepôts exclusivement frigorifiques	Enjeu
			1532	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues	Enjeu
	Corrosives		**1630**	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse	Enjeu
	Radioactives		**1716**	Substances radioactives	Enjeu
			1735	Dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives sous forme de résidus solides de minerai d'uranium, de radium ou de thorium…	Enjeu
	Solvants organiques (directive IED)		**1978**	Solvants organique (utilisation)	Enjeu
Classement par activités	Activités agricoles, animaux		**2101**	Bovins (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2102	Porcs (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2110	Lapins (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2111	Volailles (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2112	Couvoirs	Enjeu
			2113	Carnassiers à fourrure (élevage, vente, transit)	Enjeu. Interdit en périmètre de protection de captage (article 1, AM sectoriel 15/09/86).
			2120	Chiens (élevage, vente, transit, garde, détention, refuge, fourrières, …)	Enjeu
			2130	Pisciculture	Enjeu
			2140	Animaux d'espèces non domestiques (présentation au public)	Enjeu
			2150	Coléoptères, diptères, orthoptères (activité d'élevage de)	Enjeu
			2170	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication d') à partir de matières organiques	Enjeu
			2171	Dépôts de fumier, engrais et supports de culture	Enjeu
	Agroalimentaire		**2210**	Abattage d'animaux	Enjeu
			2220	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 14/12/13, article 58)
			2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 23/03/12, article 59)
			2230	Traitement et transformation du lait ou des produits issus du lait	Enjeu
			2240	Extraction ou traitement des huiles et corps gras d'origine animale ou végétale	Enjeu
			2251	Vins (préparation et conditionnement de)	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 26/11/12, article 65)
			2260	Broyage, concassage, criblage….. de substances végétales et de matière organique	Enjeu
			2265	Fermentation acétique en milieu liquide	Enjeu
			2275	Levure et autres productions fongiques à vocation alimentaire (fabrication de)	Enjeu
	Textiles, cuirs et peaux	Textiles	**2311**	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.)	Garanties financières
			2330	Teinture, impression, appret, enduction, blanchiment et delavage de matieres textiles	Garanties financières
			2345	Nettoyage a sec, …	Garanties financières
		Cuirs et peaux	**2350**	Tanneries, megisseries	Garanties financières
			2351	Teintureries et pigmentation de peaux	Enjeu
	Bois, papier, carton, imprimerie		**2410**	Travaux du bois et matériaux combustibles analogues	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 02/09/14, article 53)
			2415	Mise en oeuvre de produits de preservation de bois	Surveillance des eaux souterraines (article 9.3, AM sectoriel enregistrement 02/03/23 – si > 1000 l)
			2420	Fabrication de charbon de bois	Enjeu
			2430	Preparation de la pate a papier	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel 10/09/20), dont après arrêt
			2440	Fabrication de papier carton	Enjeu + Garanties financières
			2450	Imprimerie ou atelier de reproduction graphique …	Garanties financières
	Matériaux, minerais et métaux		**2520**	Fabrication de ciments, chaux, platres	Garanties financières
			2521	Enrobage de materiaux routiers	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 09/04/19, article 9.7)
			2530	Fabrication et travail du verre	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel du 12/03/03, article 78 – selon quantité de produits toxiques stockés).
			2531	Travail chimique du verre ou du cristal	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel du 12/03/03, article 78 – selon quantité de produits toxiques stockés).
			2540	Lavoirs a houille, minerais, mineraux …	Garanties financières
			2545	Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliage	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
			2546	Traitement des minerais non ferreux, elaboration des metaux et alliages non ferreux	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
			2550	Fonderie de produits moules … contenant du plomb	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98 – si > 100 kg/j) + Garanties financières
			2551	Fonderie de metaux et alliages ne contenant pas de plomb	Garanties financières
			2552	Fonderie de metaux et alliages non-ferreux	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98 – si > 2 t/j) + Garanties financières
			2564	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel – selon quantité de produits toxiques) + Garanties financières
			2565	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel – selon quantité de produits toxiques) + Garanties financières
			2566	Decapage des metaux par traitement thermique	Enjeu. Déversement en PPR interdit (AM sectoriel)
			2567	Galvanisation, etamage de metaux	Enjeu. Déversement en PPR interdit (AM sectoriel) + Garanties financières
	Chimie, parachimie, caoutchouc		**2630**	Fabrication de detergents et de savons	Garanties financières
			2640	Fabrication de matieres colorantes	Garanties financières
			2660	Fabrication ou regeneration de polymeres	Garanties financières
			2670	Accumulateurs et piles (Pb, Cd, Hg)	Garanties financières
			2680	Organismes génétiquement modifiés (lorsque la fabrication concerne les produits agricoles ou agroalimentaire	Enjeu
			2681	Micro organismes naturels pathogènes (production industrielle à des fins d'usage vétérinaire)	Enjeu
			2690	Produits opothérapiques (préparation à des fins d'usage vétérinaire)	Enjeu

SAGE Est lyonnais - Liste des activités à risques

Classification ICPE		Rubrique ICPE	Nomenclature ICPE	Raison de l'intégration dans la liste
Activités IED (visées spécifiquement par la réglementation sur les émissions industrielles (directive IED))	Déchets	**2711**	Transit, regroupement, tri, desassemblage, remise en etat d'equipements electriques et electroniques mis au rebut	Garanties financières
		2712	Installation d'entreposage, depollution, demontage ou decoupage ou broyage de vehicules hors d'usage	Garanties financières
		2718	Installation de transit, regroupement ou tri de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses	Garanties financières
		2719	Installation temporaire de transit de dechets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de dechets issus de catastrophes naturelles	Enjeu
		2730	Sous-produits d'origine animale	Enjeu
		2731	Sous-produits animaux	Enjeu
		2740	Incinération de cadavres d'animaux	Enjeu
		2751	Station d'épuration collective de déjections animales	Enjeu
		2760	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720	Enjeu
		2770	Installation de traitement thermique de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses	Garanties financières
		2771	Installation de traitement thermique de dechets non dangereux.	Garanties financières
		2780	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matières végétales, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation	Enjeu
		2790	Installation de traitement de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses	Garanties financières
		2791	Installation de traitement de dechets non dangereux	Enjeu
		2792	Installations de transit, tri, regroupement de dechets contenant des PCB/ PCT	Enjeu
		2793	Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de dechets de produits explosifs	Garanties financières
		2795	Installation de lavage de futs, conteneurs et citernes de transport de matieres alimentaires, de matieres dangereuses (sauf aires de remplissage et lavage des pulvérisateurs)	Garanties financières
		2797	Gestion des dechets radioactifs	Enjeu
		2798	Installation temporaire de transit de dechets radioactifs issus d'un accident nucleaire ou radiologique	Enjeu
	Divers	**2930-2**	Ateliers de reparation et d'entretien de vehicules a moteurs 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur	Parallélisme avec rubrique 2940
		2940	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	Garanties financières
		3120	Raffinage de petrole et de gaz	Garanties financières
		3130	Production de coke	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières
		3140	Gazeification ou liquefaction de charbon et autres combustibles	Enjeu
		3220	Production de fonte ou d'acier	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3230-c	Transformation de metaux ferreux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3240	Fonderie de metaux ferreux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3250	Transformation de metaux non ferreux	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3260	Traitement de surface	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3310	Production de ciment, chaux et oxyde de magnesium	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Enjeu. Parallélisme avec rubrique 2530.
		3410	Fabrication de produits chimiques organiques	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 26XX
		3420	Fabrication de produits chimiques inorganiques	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières
		3430	Fabrication d'engrais	Garanties financières
		3440	Fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides	Garanties financières
		3460	Fabrication d'explosifs	Garanties financières
		3510	Elimination ou valorisation de dechets dangereux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 27XX
		3520	Elimination ou valorisation de dechets par incineration	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 27XX
		3531	Elimination de dechets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour	Enjeu. Parallélisme avec rubrique 2791
		3532	Valorisation de dechets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes	Enjeu. Parallélisme avec rubrique 2791
		3540	Installation de stockage de déchets (ordures ménagères et déchets urbains) autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3	Enjeu
		3550	Stockage temporaire de dechets dangereux	Parallélisme avec rubriques 27XX
		3560	Stockage souterrain de dechets dangereux	Parallélisme avec rubriques 27XX
		3610-a et b	Fabrication de papier, carton, pate a papier	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel 10/09/20) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 2430
		3620	Pretraitement et teinture de textiles	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 23XX
		3630	Tannage des peaux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 23XX
		3641	Exploitation d'abattoir	Parallélisme avec rubrique 2210
		3642	Traitement et transformation de produits alimentaires	Parallélisme avec rubriques 2220 et 2221
		3643	Traitement et transformation du lait	Parallélisme avec rubrique 2230
		3650	Elimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux	Parallélisme avec rubriques 2730, 2731, 2740
		3660	Elevage intensif de porcs ou de volailles	Enjeu. Parallélisme avec rubriques 21XX
		3670	Traitement de surface a l'aide de solvants	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 2XXX
		3700	Preservation du bois	Parallélisme avec rubriques 24XX
Classement par Substances et mélanges dangereux (réglementation Seveso)	Toxiques	**41XX (4110, 4120, 4130, 4140, 4150)**	Toxiques	Propriétés toxiques pour la santé humaine + Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
	Dangereux pour l'environnement	**45XX (4510, 4511)**	Dangereux pour l'environnement	Propriétés toxiques pour l'environnement aquatique. Surveillance des eaux souterraines si capacité >1500 m3 (article 55, AM sectoriel du 03/10/10)
	Substances et mélanges nommément désignés	**4733**	Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2 naphthylamine et/ou ses sels, 4 nitrodiphényle et 1,3-propanesultone	Enjeu
		4734	Produits petroliers specifiques et carburants de substitution	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
		4741	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]	Enjeu
	Autres substances et mélanges nommément	**4801**	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	Enjeu

ANNEXE 4 – Support et compte-rendu du COPIL 3 du 12/04/2024

Étude Heyrieux amont – Phase 2

COMPTE-RENDU
COPIL
du 12 avril 2024 14h-17h

Étude de délimitation de la zone de sauvegarde pour l'AEP future de Heyrieux amont et définition des dispositions applicables dans ces zones sur la nappe de l'Est lyonnais

ORDRE DU JOUR :

14h-14h15 : Introduction et tour de table
14h15-14h45 : Présentation phase 1
14h45-15h : Contexte de la phase 2
- *Révision du SAGE*
- *Zones de sauvegarde*
- *Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais*

15h-16h30 : Prescriptions
- *Leviers de prévention : interdictions ou autorisations sous conditions*
- *Facilitation de la gestion de crise : suivis et procédures d'alerte*

16h30-16h45 : Dispositions
16h45-17h : Perspectives et clôture

PRÉSENTS

Andréa LAMBERT	DREAL – UD Rhône
Emma BREDIN	DREAL AURA
Anne MARTELAT	DREAL AURA
Benoit BOUCHER	APORA
Paul COSTE	CAEL
Micheline DESSEIGNE	ACER
Jean-Louis LINOSSIER	ACER
Christophe FEINT	UNICEM
François BATAILLE	Régie des Eaux EPGL
Véronique HARTMANN	Métropole de Lyon
Jérémie TOURTIER	SEPAL
Claire BROSSAUD	Vice-présidente du SEPAL

Caroline MARCHAL	CD38
Anna KARAS	DDT38
Laurent CADILHAC	AERMC
Laurent VERNAY	DDT 69 - eau
Jean-David ATHENOL	Mairie Saint Laurent de Mure
Stéphane PEILLET	Chambre d'agriculture
Pierre ATHANAZE	Vice-président de la Métropole de Lyon
Jean-Jacques BRUN	Président de CLE – Conseiller départemental du Rhône
Mathieu CHAMPAULT	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Mélanie CAPÉRAN	Département du Rhône – SAGE Est Lyonnais
Adrien GARIOUD	GINGER BURGEAP
Franck BONNET	GINGER BURGEAP
Aurélia NOUVEL	IDDEST

PIÈCES JOINTES :

- Présentation support de la réunion
- Liste des activités à risques

1. Questions sur la phase 1

Résultats des investigations :

Paul COSTE : Pourquoi l'analyse d'eau n'a-t-elle pas été faite au droit de la zone à investiguer pour le secteur sud-est ?
Franck BONNET : Il existe très peu d'ouvrage dans le secteur d'étude et nous n'avons pas pu obtenir d'autorisation pour accéder aux captages existants au droit de la zone. La création d'un nouvel ouvrage étant très couteuse, ces premières analyses avaient pour vocation de disposer de premières informations sans toutefois investir dans un nouvel ouvrage.
Mathieu CHAMPAULT : Les analyses d'eaux effectuées sur le forage de BUCLAY montrent une signature de la molasse. La géophysique peut-elle confirmer s'il y a ou non des alluvions mouillées dans ce secteur ?
Franck BONNET : Seul un forage pourrait permettre de lever cette incertitude sur l'épaisseur saturée des alluvions. Je précise que les prix annoncés sont des enveloppes estimatives.
Jean-Jacques BRUN : A noter qu'il y a encore dans ce secteur une incertitude sur le tracé du CFAL. Des terrains sont « gelés pour l'urbanisation » mais qu'est-ce que cela signifie pour, d'une part, l'autorisation du forage d'essai et, à plus long terme, l'implantation potentielle d'un nouveau champ captant ?
Franck BONNET : En effet, il faudrait vérifier ces éléments, nous ne disposons pas de réponse certaine à ce jour. Notamment pour le long terme : quelle DUP serait prioritaire ? probablement celle du CFAL ?
Claire BROSSAUD : A l'heure actuelle, l'ensemble des élus du SEPAL plébiscite un tracé alternatif au fuseau actuel sur le tronçon Est-Ouest, qui longerait la LGV située à l'Est. Aussi, il est possible que le secteur concerné sorte de l'emprise foncière prévisionnelle, mais rien n'est acté à ce jour.
Laurent CADILHAC : Pour rappel sur les alternatives et les objectifs recherchés, il s'agit par ces investigations de collecter des informations sur la productivité de la nappe et non d'obtenir toutes les données nécessaires à la mise en place d'un forage AEP, ces informations seront obtenues plus tard si besoin. Il serait donc possible de tester à 60 m^3/h et de limiter le piézomètre en profondeur, en gardant une garantie de ne pas le dénoyer bien entendu.
Sur les autres secteurs, c'est la qualité qui pèche. Même sur le secteur le plus à l'Ouest on retrouve des traces de pesticides proches des seuils. Il y a donc peu d'alternatives. La sagesse serait de privilégier le secteur qui du point de vue de la qualité offre le plus de garanties.

Par rapport à l'extension de la ZSNEA, l'intérêt est de compléter sur la partie amont la réalité des épaisseurs d'alluvions disponibles. La géophysique n'a pas donné d'informations suffisantes donc il faut bien vérifier avec un piézomètre a minima.
Benoit BOUCHER : Concernant l'extension de la zone de sauvegarde, pour rappel l'objectif est de la restreindre le plus possible et non de l'étendre. Il ne faudrait pas privilégier le scénario 2 et rester dans le flou.
Mélanie CAPERAN : Concernant l'extension de la ZSNEA, pour rappel les profils géophysiques sur la zone Nord ont permis d'écarter déjà trois secteurs au Nord de la voie ferrée pour l'implantation d'un captage.
Jean-Jacques BRUN : En conclusion, il semble que le scénario 1 puisse être retenu mais faut-il attendre d'avoir plus de certitudes concernant le tracé du CFAL ?
Claire BROSSAUD : Malheureusement, il risque d'être très difficile d'avoir une réponse de l'État dans le délai de l'étude ; Il faut sans doute prendre cette décision en situation d'incertitude.

Jean-Louis LINOSSIER : On parle aujourd'hui des concentrations en nappe qui sont liées aux activités d'il y a 20 ou 30 ans. Peut-on avoir une idée des quantités de polluants présentes aujourd'hui dans les sols et des risques de percolation ? Pourrait-on faire des mesures dans les sols qui permettraient d'anticiper les risques de relargage de polluants présents depuis la zone non saturée vers la nappe dans 20 ou 30 ans ? Cela permettrait de prévoir les besoins de traitement éventuels et les coûts à prévoir pour une usine de traitement.
Franck BONNET : La géophysique ne permet pas d'avoir des informations sur la qualité des sols et les stocks de produits dans la zone non saturée. Il faudrait faire des sondages avec de l'échantillonnage. On se trouve face à deux complexités : celle de modéliser l'évolution des paramètres dans le temps (aujourd'hui cela s'étudie mais via des thèses et pour des molécules isolées car c'est très compliqué à modéliser) et la seconde est que l'on se base aujourd'hui sur les molécules qui entrent en compte dans les critères de potabilité d'une eau (Code de la Santé Publique). Or, comme nous pouvons le voir avec les PFAS, ces critères peuvent être amenés à évoluer et il est donc difficile d'anticiper.
Laurent CADILHAC : C'est bien pour cela que l'on essaie de protéger les secteurs alimentant les champs captant du futur. Les efforts dont on parle aujourd'hui doivent permettre de réduire les entrées. Aujourd'hui il y a du stock mais si on diminue les entrées, on peut faire le pari que cela va s'améliorer pour l'avenir.
Paul COSTE : Des mesures des polluants présents dans les sols ont-elles été faites ?
Franck BONNET : Non, seules des mesures de la qualité des eaux ont été faites. Elles n'étaient initialement pas prévues dans le cahier des charges mais cela a semblé pertinent pour réduire les risques d'investir dans des investigations couteuses inappropriées.
Paul COSTE : Est-il possible d'anticiper les vitesses de transfert des stocks présents dans la zone non saturée vers la nappe ?
Franck BONNET : Non, ce n'est pas possible et c'est bien pour cela qu'il faut protéger les secteurs. Le but de l'étude est bien de définir ce qu'il faut faire pour le futur pour protéger la qualité dans ces zones.
Jean-Jacques BRUN : Pour rappel l'objectif était de faire des investigations pour réduire l'extension de la zone et de définir la zone où l'implantation d'un captage serait intéressante. L'objectif de l'étude n'est pas de disposer d'un nouvel ouvrage à court ou moyen termes. Si l'emplacement est défini, on protégera ces zones. On voit que c'est très important puisque des puits existants sont actuellement mis en difficulté par des activités situées en amont.
Pierre ATHANAZE : Effectivement, les sols peuvent être pollués dans ces secteurs. Aujourd'hui il faut arrêter de les polluer et trouver des solutions plus efficaces que ce que l'on fait actuellement. Hier, j'étais en CODERST pour une ancienne carrière du secteur remblayée avant 2010 et qui pollue la nappe actuellement. Il faut éviter cela dans le futur.

Stéphane PEILLET : Je reviens sur la question du secteur le plus à l'Est et du puits Buclay. Je comprends que la qualité de la nappe est meilleure en aval qu'en ce point amont. Ceci est difficile à comprendre. Il semblerait logique de voir en amont une meilleure qualité vu qu'il y a moins de pression. A la création de 4 Chênes, on a déplacé le puits de 1 km 25 ans après pour le positionner plus en amont. Le secteur de Toussieu me semble trop en aval. Ne faudrait-il pas aller voir dans la zone qui est située la plus à l'amont et donc moins soumise à des pollutions ?
Laurent CADILHAC : Il semble en effet y avoir un problème de représentativité sur le puits de Buclay, avec l'absence de renouvellement de l'eau. Que l'on retrouve des concentrations inférieures aux limités de quantification pour les nitrates montre que l'on doit être dans un système réducteur.
Franck BONNET : La comparaison de la chimie de ce captage avec d'autres captages à la molasse montre qu'il est très ressemblant et capte probablement la molasse. Il n'est donc pas représentatif de la nappe des alluvions fluvio-glaciaires. Il donne tout de même un minimum d'informations car ces 2 nappes sont en communication.
Benoit BOUCHER : S'il n'est pas dans les alluvions, il ne faut pas tenir compte de ces résultats.
Stéphane PEILLET : Sur la zone il y a le puits de M. Walter.
Mélanie CAPERAN : En effet il a été contacté mais son ouvrage n'a pas pu être prélevé en raison de problèmes d'accès à son puits.

Laurent CADILHAC : Cela va dans le sens de bien faire à minima un nouveau piézomètre dans ce secteur.

Choix des investigations complémentaires à mener :

Jean-Jacques BRUN : On n'aura pas plus de données en juin pour décider donc nous vous proposons d'acter aujourd'hui les investigations à mener. Vu les discussions le scénario 1 semble à privilégier.

Benoit BOUCHER : Le scénario 1 semble en effet le plus intéressant mais quid des 50 k€ de budget supplémentaire non initialement prévus ?

Mathieu CAHMPAULT : Il n'est pas prévu d'aller chercher des financements supplémentaires donc la version optimisée serait favorisée. Il faut rester dans une enveloppe globale de 125 k€ TTC.

Pierre ATHANAZE : Attention de ne pas prévoir des investigations qui ne permettraient pas de lever les doutes. S'il y a un risque de doute à limiter la taille des ouvrages et du pompage il vaut mieux rechercher un budget complémentaire. On a besoin d'un éclairage pour savoir si techniquement ces 50 k€ supplémentaires vous semblent indispensables.

Laurent CADILHAC : L'objectif premier est la reconnaissance, le second est la qualité de la nappe. Avec 60 m^3/h on aura déjà des éléments. On peut sans doute réduire un peu la taille du piézomètre sans prendre de risque. Dans l'enveloppe budgétaire on peut ainsi créer un piézomètre complémentaire en amont pour mieux connaitre la géologie et la qualité.

Mathieu CHAMPAULT : L'objectif n'est pas de réaliser le futur captage mais de resserrer la zone.

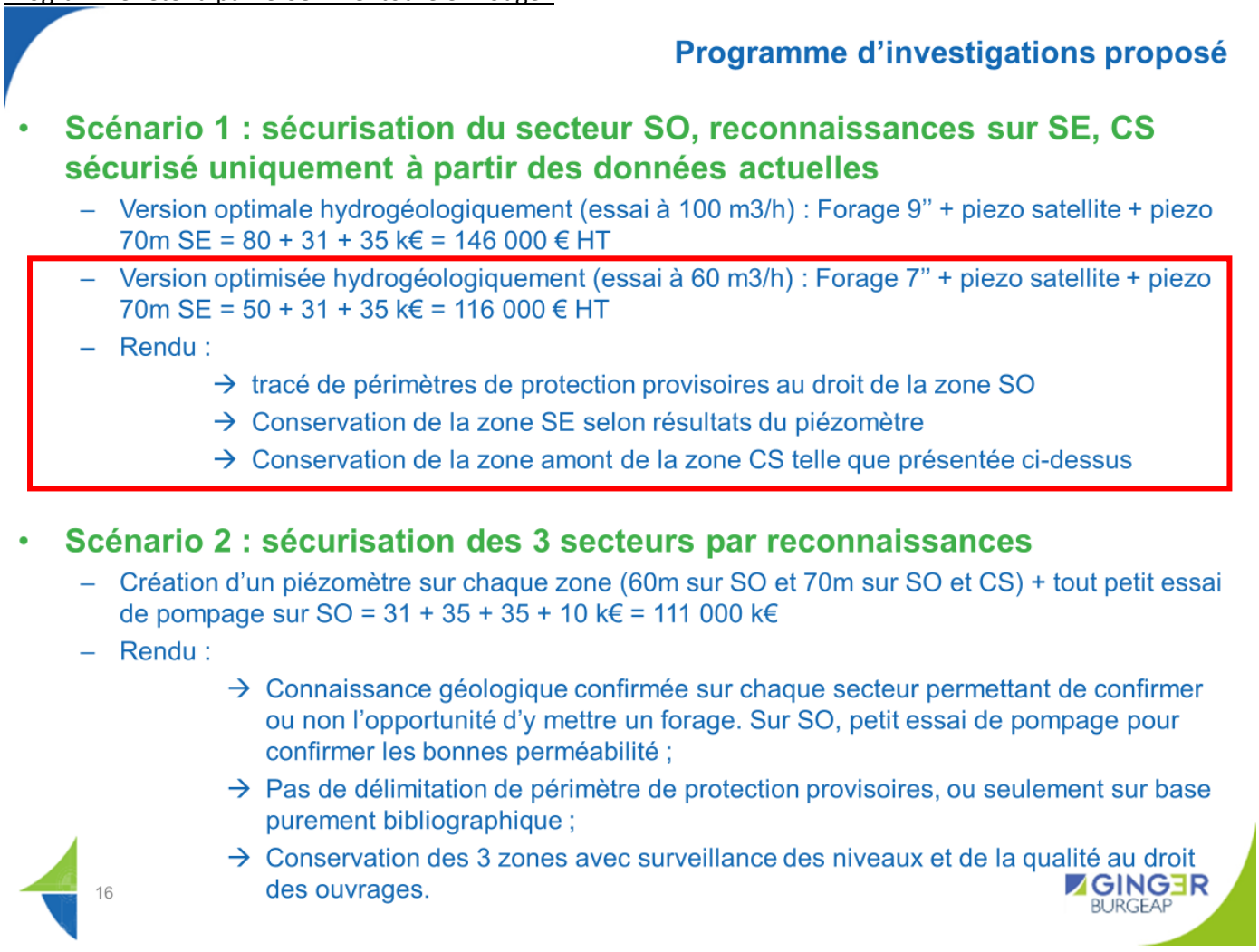
Jean-Jacques BRUN : Il faut avoir en tête également que l'on réfléchit ici sur des estimations, il faudra voir avec les devis fermes ce qui pourra être envisagé.

Franck BONNET : Ginger Burgeap a la suite de la mission en maitrise d'œuvre. Nous pensons monter un marché avec différentes options pour choisir in fine le meilleur compromis.

Benoit BOUCHER : Pour récapituler la version optimisée serait retenue avec un forage à Toussieu et un piézomètre à proximité pour la réalisation d'un essai de pompage à 60 m^3/h et enfin la réalisation d'un piézomètre en amont (vers Heyrieux, sur le secteur SE). Les analyses d'eau sont-elles incluses au budget ?

Mélanie CAPERAN : C'est bien ce programme que l'on retiendrait, sachant que l'on reste dans un budget assez serré pour le réaliser. Les analyses d'eau sont prévues via le marché du réseau de suivi du SAGE. Il sera fait les mêmes analyses que celles du suivi habituel.

Programme retenu par le COPIL entouré en rouge :



2. Échanges sur la phase 2

2.1. Leviers de prévention : interdictions ou autorisations sous conditions

Interdiction des nouvelles activités à risque (en ZS1)

Laurent CADILHAC : Pouvez-vous préciser ce qui est entendu par le « risque d'exemple » évoqué par M. BOUCHER ?
Adrien GARIOUD : Par exemple la zone industrielle de Meyzieu est concernée par le périmètre de protection éloigné du captage de Garenne. La question de Monsieur BOUCHER était, si une étude zone de sauvegarde était réalisée sur les alluvions du Rhône, un copier/coller serait-il fait des prescriptions ?
Aurélia NOUVEL : La réponse formulée a été : non il y aurait une étude et une concertation dédiées.
Benoit BOUCHER : Un copier-coller sera toujours possible sur la zone de Meyzieu et les captages des alluvions du Rhône.
Aurélia NOUVEL : Un regard sur les autres territoires est en effet possible. Mais une concertation sera menée pour aboutir aux prescriptions.

Benoit BOUCHER : Pouvez-vous préciser les 15 sites sur les 40 ?
Mélanie CAPERAN : Ce sont des éléments donnés pour ordre de grandeur. Une recherche a été faite sur le site internet Géorisques pour identifier les sites ICPE présents dans les ZS1 et voir si les rubriques associées à ces sites étaient dans la liste proposée. Il s'agit donc de sites soumis à autorisation, à enregistrement, à déclaration ou non classés. Cela n'est pas exhaustif mais permet d'appréhender l'impact potentiel de la prescription.
Benoit BOUCHER : Encore un fois on ne s'intéresse ici qu'aux ICPE qui sont suivies.
Andréa LAMBERT : Il manquerait donc des sites à déclaration mais ce travail est intéressant. Merci de l'avoir fait.

Benoit BOUCHER : Concernant les scénarios à soumettre en CLE, il pourrait aussi être envisagé de retravailler la liste des activités retenues. Une piste pourrait être de voir ce qui est interdit dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des captages.
Andréa LAMBERT : Pour rappel, cette liste a été élaborée en se basant sur 3 critères : les rubriques soumises à la surveillance des eaux souterraines prescrite dans les arrêtés ministériels ; les rubriques soumises aux garanties financières (même si cette mesure n'existe plus) ; et un dernier critère, qui peut être considéré comme subjectif, a été la prise en compte de rubriques pour lesquelles on considère qu'elles constituent un risque pour la nappe ou pour lesquelles des accidents dans la région ont entrainé une pollution des sols et des nappes. Pour quelques-unes de ces rubriques l'enjeu avait été plus difficile à déterminer par la DREAL.
À noter que dans la liste proposée, deux points pourraient être considérés si la liste devait être retravaillée :

- les rubriques 1511 et 1532 correspondant à des stockages,
- la rubrique 2760 correspondant au stockage de déchets inertes qui contraindrait les installations de stockages de type ISDI.

Ces rubriques concernent ou concernaient peut-être la DDPP.
Mélanie CAPERAN : Sur les rubriques 1511 et 1532, elles sont en effet instruites par la DDPP. C'était également le cas pour la 2760 en 2020.
Benoit BOUCHER : Les critères de surveillance et de garanties financières concernent des installations soumises à autorisation, voire enregistrement, donc les sites d'une certaine taille. La quantité de produit n'est ici pas prise en compte, or les installations utilisant plus de produit sont plus surveillées et donc moins impactantes. Encore une fois, ces critères considèrent et vont contraindre les ICPE, et donc les installations d'une certaine taille, pas les petits sites.
Andréa LAMBERT : Lors de la dernière réunion, le principe de l'interdiction a plus été discuté que la liste elle-même. Mais si besoin, elle peut être mise en discussion. Nous n'avons pas fait de distinctions entre les régimes car il n'est pas possible de dire à partir de quel niveau il y a un risque. Il parait trop compliqué techniquement et administrativement de faire des distinctions de traitement en fonction du régime. Tout fonctionne sur un principe de respect des prescriptions, or celles-ci ne sont pas toujours respectées.

Jean-Jacques BRUN : Pour les sites à construire (en particulier les petits sites), il y a bien une demande de permis de construire à la mairie via le PLU. C'est à ce moment-là que nous souhaiterions agir et que le SAGE puisse être associé. Le SAGE pourrait-il devenir personne associée aux demandes de permis de construire ?
Benoit BOUCHER : Il a été dit que cela n'est pas possible.
Mélanie CAPERAN : Dans les autres dispositions du SAGE révisé on a également une partie sensibilisation (dans les fiches existantes 1_1_A1 et 1_1_A2). Deux de ces fiches sont rattachées d'une part aux petits sites et d'autre part aux services instructeurs de permis de construire. La sensibilisation sur ce volet-là a donc bien été identifiée. Il faudra peut-être modifier ces fiches.

Claire BROSSAUD : De quel type d'entreprises parle-t-on pour ces petits sites ? Qui cherche-t-on à toucher ? Quand ils seront identifiés, il s'agirait de les sensibiliser, ainsi que les mairies, sur la dangerosité de leur activité.
Adrien GARIOUD : Il s'agit de garages automobiles par exemple.
Jean-Jacques BRUN : La difficulté, s'il n'y a pas de liste, est que ce ne sera pas opposable.
Claire BROSSAUD : Il faudrait identifier ces activités de manière générique a minima.
Jean-David ATHENOL : À noter que les permis de construire ne concernent que les projets de construction. Les changements d'activité ne seront pas connus. Par ailleurs dans les mairies il n'y a pas de sachant sur ces sujets. Les mairies ne peuvent pas tout faire.
Jean-Jacques BRUN : Nous aimerions que les avis du SAGE soient opposables aux PLU (et donc aux permis de construire) dans les zones de sauvegarde.
Jean-David ATHENOL : Attention on ne peut pas tout interdire sur nos territoires. Pour toute activité, il faut que ce soit bien fait. N'importe quelle activité pourrait avoir un stockage de fioul par exemple.
Jean-Jacques BRUN : Question à la DREAL : sur le nombre d'inspections que vous faites, combien d'infractions sont constatées ?
Andréa LAMBERT : Il serait difficile de se prononcer sur le seul sujet eau car nous faisons des inspections globales. Mais sur les inspections réalisées personnellement l'année dernière, il y avait systématiquement des non-conformités. Il ne s'agit pas forcément de non-conformités risquant d'amener à des accidents « graves ».
Christophe FEINT : Dans les 15 activités qui auraient été interdites, quelles étaient les activités ?
Mélanie CAPERAN : De mémoire il s'agit d'une majorité de sites soumis à autorisation ou enregistrement. Il y a quelques sites de carrières dans la liste.
Adrien GARIOUD : À noter que pour une carrière déjà existante, un principe d'antériorité existerait.
Jean-David ATHENOL : Est-on en train de dire qu'un hôpital ne pourrait pas s'installer car ils ont des stockages ?
Andréa LAMBERT : Le seuil de classement serait pris en compte donc un hôpital ne serait forcément pas concerné par l'interdiction.
Emma BREDIN : Il faut être attentifs aux activités connexes.
Jérémie TOURTIER : On parle de secteurs géographiques restreints.
Benoit BOUCHER : Ce type d'argument n'a pas sa place. Il faut travailler sur le global et non sur le local.
Jérémie TOURTIER : Mon propos était de dire qu'il faut regarder les secteurs concernés. Il n'y a par exemple pas de zones concernées par un projet d'hôpital sur ces secteurs.
Jean-Jacques BRUN : Pour rappel les zones de sauvegarde sont là pour permettre de garantir l'accès à l'eau potable dans le futur. On a des exemples qui montrent que l'on peut payer très cher les conséquences d'accidents. On souhaite prévenir cela pour la suite. Si on avait mis des protections plus importantes il y a des années, on n'en serait pas là. Nous sommes présents ici pour trouver les bons compromis.
Pierre ATHANAZE : En effet il ne faut pas tout interdire. Mais nous voyons qu'il y a des secteurs où on est obligé d'interdire la consommation d'eau car elle n'est plus potable. Au-delà de l'AEP, l'eau est également indispensable pour la vie économique. Sans eau, il n'y a pas de vie tout court.
Benoit BOUCHER : Nous sommes bien conscients des enjeux et sommes justement présents en CLE car nous accordons beaucoup d'importance au sujet.
Paul COSTE : Sur les 9 captages stratégiques de l'Est lyonnais, combien sont actuellement à l'arrêt pour des questions de qualité ?

Information postérieure au COPIL : À titre d'information, les 4 captages en activité gérés par EPGL sont actuellement en sous-utilisation en raison de problèmes liés à la qualité de l'eau.

Jean-Jacques BRUN : Ce sujet sera partagé en CLE qui est l'instance décisionnelle.

Nota : Pour rappel, la carte en page 74 de la présentation montre les secteurs concernés par cette disposition.

Interdiction de rejets de STEP au milieu naturel (en ZS1)
Pas de réactions particulières

Interdiction de nouveaux pipelines (en ZS1, et ZS2)
Emma BREDIN : Attention à la formulation finale où il faudra bien préciser les matières dangereuses non autorisées associées aux pipelines. Par exemple s'agit-il d'interdire les canalisations de gaz ?
Christophe FEINT : En l'état les canalisations d'eau potable risqueraient d'être interdites.
Mélanie CAPERAN : On parle ici de canalisations de transport de matières dangereuses.

Interdiction de nouveaux chemins de fer et routes (en ZS1)
Pas de réactions particulières

Autorisation d'extraction de granulats sous conditions du maintien d'un zone non saturée de 5 m au-dessus du NPHE (en ZS1)
Pas de réactions particulières

Remblaiement de carrières (en ZS1 et ZS2) – matériaux acceptés
Adrien GARIOUD : La valeur proposée pour les PFAS est expérimentale. Nous ne disposons pas à l'heure actuelle de valeur de bruit de fond. L'UPDS va lancer des discussions dès cet été. Cette valeur de 0,2 correspond à une valeur estimée en imaginant une lixiviation des terrains pour atteindre la valeur limite de 100 nanogrammes par litre dans l'eau (seuil de potabilité). La valeur limite proposée pour les COHV découle du Guide de caractérisation des terres excavées du BRGM qui elle-même est issue d'une note de 2010 par la FNADE.
Pierre ATHANAZE : Pour la prise en compte des PFAS, ne pas parler que des 20 réglementaires car il pourrait s'avérer que d'autres soient utiles à prendre en compte. Il faudrait trouver une autre formulation qui prenne en compte l'évolution de la règlementation.
Benoit BOUCHER : Il serait souhaitable d'avoir une idée des teneurs mesurées aujourd'hui et du nombre de refus de camions que cela représenterait. Que ferait-on des camions non autorisés ?
Adrien GARIOUD : Il faudrait en effet avoir un retour des carriers sur les teneurs. Comme indiqué, la proposition serait d'avoir un seuil à consolider et faire évoluer en fonction des futurs retours d'expériences, en local et en national.
Pierre ATHANAZE : On se cantonne à limiter aux zones de sauvegarde, on ne parle pas de tous les sites ISDI de la région. Pour information, nous sommes en train de dépenser 6 à 10 millions d'euros au Syndicat Rhône Sud pour rendre le taux de PFAS acceptable dans l'eau.
Emma BREDIN : Cette proposition semble mélanger plusieurs choses. Il faut éviter de réécrire de la réglementation existante. Il existe des réglementations, il faut y faire référence. En l'occurrence, l'arrêté pour les déchets inertes qui garantit l'absence d'impact sur les milieux.
Vous dites qu'il faut intégrer des paramètres supplémentaires : en effet. Toutefois, il faut savoir ce que l'on mesure et il faut être très prudents avec les notions de test sur matières sèches ou sur lixiviats.
Enfin, le test ISDI prévoit que les déchets soient adaptés aux terrains en présence. Le bruit de fond est donc à connaitre pour déterminer les seuils d'acceptabilité. Aujourd'hui, le bruit de fond n'est pas connu.
Une des préoccupations majeures de la DREAL est la lutte contre les dépôts illégaux. Ce sujet concerne les sites ISDI mais également les projets d'aménagement qui nécessitent du remblaiement. Il serait utile de s'intéresser également à ces sites qui semblent présenter plus de risques puisque moins encadrés à l'heure actuelle. Il faut persuader les élus et les collectivités.
Enfin, il est important de rappeler que ce sont les producteurs de déchets qui doivent réaliser les analyses. Aujourd'hui, votre proposition signifierait de persuader l'ensemble de la chaine à monter en gamme, dont les aménageurs. Cela semble compliqué. Les camions partiront ailleurs.
Pour les COHV, j'ai d'autres références à vous proposer qui me semblent plus pertinentes. Si on se positionne sur des chiffres, il faut que ceux-ci soient justifiés scientifiquement.
Pour les PFAS, je pense qu'il sera compliqué de demander des tests supplémentaires. Si on parle des PFAS, on pourrait également parler des furanes ou autres composés.
Adrien GARIOUD : On peut en effet attendre que la réglementation statue sur les PFAS mais pour rappel il a fallu de nombreuses années avant que les plâtres soient interdits en décharge et on retrouve aujourd'hui dans la nappe des concentrations en sulfates supérieures aux seuils. À la vue de la polémique sur les PFAS, il semble utile d'inscrire quelque chose en prévention. On parle d'un secteur en amont immédiat d'un captage.
Benoit BOUCHER : Il existe une réglementation et celle-ci évolue et se consolide au fur et à mesure des retours d'expériences. Il vaut mieux faire confiance et référence à la réglementation que de vouloir inventer des seuils à partir d'hypothèses.
Emma BREDIN : On ne peut pas fixer de seuils si on ne connait pas le bruit de fond. Cela risque d'engendrer des demandes de mesures en réalité non exigibles de la part des producteurs de déchets, qui vont donc se répercuter sur les carriers. Mon métier est d'avoir une vision globale et je vois dans cette proposition le risque d'augmenter les dépôts sauvages dans le secteur.
Jean-Jacques BRUN : La proposition serait donc de se cantonner à la réglementation existante ?
Pierre ATHANAZE : Actuellement les avancées réglementaires et législatives sur les PFAS n'en sont pas encore aux déchets. Or on parle de polluants « éternels ». Est-on sûrs de vouloir attendre les évolutions de réglementation ? Que l'on fixe des seuils dans les zones de sauvegarde ne me choque pas du tout. Il faut trouver une rédaction habile pour permettre de l'adaptation et de la souplesse. En tant que responsables politiques, nous sommes interpellés sur ces

sujets en permanence et les attentes des concitoyens sont fortes. On ne peut pas attendre la réglementation nationale. Quand on nous dit : il nous faut à minima 5 ans, c'est trop long.
Jean-David ATHENOL : Le sujet des aménagements autres, du type aménagements ferroviaires, modifications de passages à niveau etc… tels qu'on a aujourd'hui dans le secteur nécessiterait en effet des contraintes supplémentaires. Ces projets nécessiteront des remblais.

Remblaiement de carrières (en ZS1 et ZS2) – suivis pour futurs sites et sites existants
Benoit BOUCHER : Pour la question des suivis, il semble qu'il y ait 2 niveaux : ce qui est imposé par la réglementation / ce que le SAGE veut suivre en plus. Les exploitants sont d'accord pour donner libre accès à leurs ouvrages mais pas pour supporter des coûts supplémentaires de suivi.
Paul COSTE : Dans les discussions, c'est surtout le sujet du post-exploitation qui avait été soulevé, quand l'exploitation et le remblaiement sont terminés mais que des incidences sur la nappe peuvent apparaitre. Ces suivis peuvent être prévus dans les clauses de fermeture de carrières.
Emma BREDIN : Pour les suivis, le fait de rajouter des paramètres semble possible. Il existe déjà des sites où des suivis post-exploitation sont imposés. La DREAL ne pourra toutefois pas reprendre les arrêtés préfectoraux des sites existants (trop de travail). Il peut être imposé un protocole global sur la zone. Des suivis volontaires peuvent également être envisagés par les carriers.
Christophe FEINT : En effet, les exploitants pourront mettre leurs ouvrages à disposition si souhaité. Sans pour autant imposer des suivis réglementaires, il pourrait être exploré des actions sur la base du volontariat.
Jean-David ATHENOL : Attention car les analyses PFAS coutent cher. Le protocole est très lourd à mettre en œuvre.

Remblaiement de carrières (en ZS1 et ZS2) – retour à l'agriculture
Stéphane PEILLET : Je ne vois pas d'incompatibilités entre agriculture biologique et terres remaniées, même si ce n'est pas la seule agriculture vertueuse. Il y a aussi l'agriculture raisonnée. Quel que soit le terrain, il faut 3 ans pour une conversion en bio.
Par ailleurs, il n'y a pas que les baux environnementaux qui permettent de mettre en place des démarches. Par exemple la Métropole a d'autres programmes ambitieux sur le sujet. Les baux à clauses environnementales dépendent du propriétaire.
Véronique HARTMANN : En effet, cela passe par une maitrise foncière. Il faut être propriétaire de la parcelle.
Christophe FEINT : Les carriers sont rarement propriétaires des terrains qu'ils exploitent.
Stéphane PEILLET : Je ne vois décidément pas d'impossibilité et les pratiques agricoles ont bien évolué depuis une vingtaine d'années.
Christophe FEINT : A noter que pour l'instant les carriers essaient des remises à l'agriculture dès que possible, y compris en fond de fouille car les rythmes de remblaiement sont plus lents que les rythmes d'extraction. Il y a donc des étapes intermédiaires. Il est prévu actuellement un retour à l'agriculture en attendant le remblaiement.
Adrien GARIOUD : Ce qui a amené à cette proposition d'obligation de remblaiement est que la zone non saturée est alors plus importante et présente donc une meilleure protection de la nappe via un pouvoir de filtration plus important.

Nouvelles infrastructures (en ZS1 et ZS2) – collecte étanche des eaux de ruissellement
Pas de réactions particulières.

Projets de développement économique en ZS1 et ZS2 – confinement des eaux incendie / étude d'impact cumulative / suivi en phase travaux
Pas de réactions particulières.

Gestion des eaux pluviales
Benoit BOUCHER : Les zones de sauvegarde ont été délimitées en enlevant toutes les zones urbanisées. Il y a une polarisation sur les zones de sauvegarde de priorité 1 et la proposition de report des eaux pluviales dans d'autres zones. Attention lorsqu'on fait cela à ne pas diminuer la recharge.
Aurélia NOUVEL : Ce qui est listé sur la présentation dont la possibilité de report à l'aval est une proposition faite par un des participants. Mais la proposition faite ici est de retravailler spécifiquement ce sujet.

2.2. Facilitation de la détection et gestion de crise

Suivis renforcés de la nappe

Emma BREDIN : Bien rajouter les suivis des remblaiements dans le cadre de projets d'aménagement. Sur les projets d'aménagement il faut avoir les mêmes contraintes que sur les terres des zones remblayées des carrières.

Procédures d'alerte en ZS1 et ZS2

- **Procédure d'alerte du SAGE en cas d'incident pouvant induire une pollution des sols et/ou de la nappe**
- **Procédure gestion du risque de pollution de l'environnement**

Benoit BOUCHER : Comme cela a été dit en réunion, il serait possible de passer par les conventions eaux usées pour toucher les différents sites.

Andréa LAMBERT : A noter que ces procédures peuvent être exigées via le règlement du SAGE, cela ne passera pas par une mise à jour des arrêtés préfectoraux. Pour les futurs arrêtés préfectoraux, même si cela n'est pas spécifié dedans, toute la réglementation existante est applicable et opposable.

2.3. Dispositions, bonnes pratiques, actions partenariales

Pas de réactions particulières.

3. Dates des prochaines échéances

Mélanie CAPERAN : Un compte rendu sera envoyé sur lequel vous pourrez réagir. Des échanges en bilatéral seront également programmés. La date de la CT qualité de juin sera rapidement arrêtée. Il y aura ensuite la CLE de septembre.

Jean-Jacques BRUN et Pierre ATHANAZE remercient les participants et clôturent la réunion.

COPIL complémentaire (CT qualité) : Mardi 18 juin 2024 de 14h à 16h30.

CLE de délibération du projet de SAGE révisé : Jeudi 26 septembre 2024 matin.



Dispositions applicables dans les zones de sauvegarde AEP de la nappe de l'Est lyonnais

COPIL de restitution
12/04/2024

Objectifs de la réunion

– *Phase 1: Présentation des résultats et proposition de programme de travaux*

Phase 2:

– *Informer sur les 7 réunions de consultation réalisées en mars/avril 2024*

– *Soumettre les éléments retenus :*

» *Prescriptions*

» *Dispositions*

qui seront intégrées en l'état au SAGE révisé (Règlement / PAGD) sous réserve de l'approbation de la CLE

– *Soumettre les prescriptions qui font encore débat et les arguments associés :*

» *Ces prescriptions (et les arguments associés) seront soumises à la CLE d'approbation du projet de révision du SAGE pour arbitrage en septembre 2024*

Déroulé de la réunion

14h-14h15 : Introduction et tour de table

14h15-14h45: Présentation phase 1

14h45-15h : Contexte de la réunion phase 2

- » Révision du SAGE
- » Zones de sauvegarde
- » Hydrogéologie, qualité, vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais

15h-16h30 : Prescriptions

- » Leviers de prévention : interdictions ou autorisations sous conditions
- » Facilitation de la gestion de crise : suivis et procédures d'alertes

16h30-16h45 : Dispositions

16h45-17h : Perspectives et clôture

Tour de table des participants





Phase 1 – mesures complémentaires et programme de travaux prévisionnel

Identification des secteurs à potentiel aquifère lors de la phase 1

Rappel des 3 secteurs non retenus

Qualité des eaux, alluvions en partie dénoyées, secteur exploité et projets futurs

Alluvions dénoyées, futur CFAL

Potentiel intéressant mais trop peu connu et pressions du territoire actuelles et futures. Petit bassin versant.

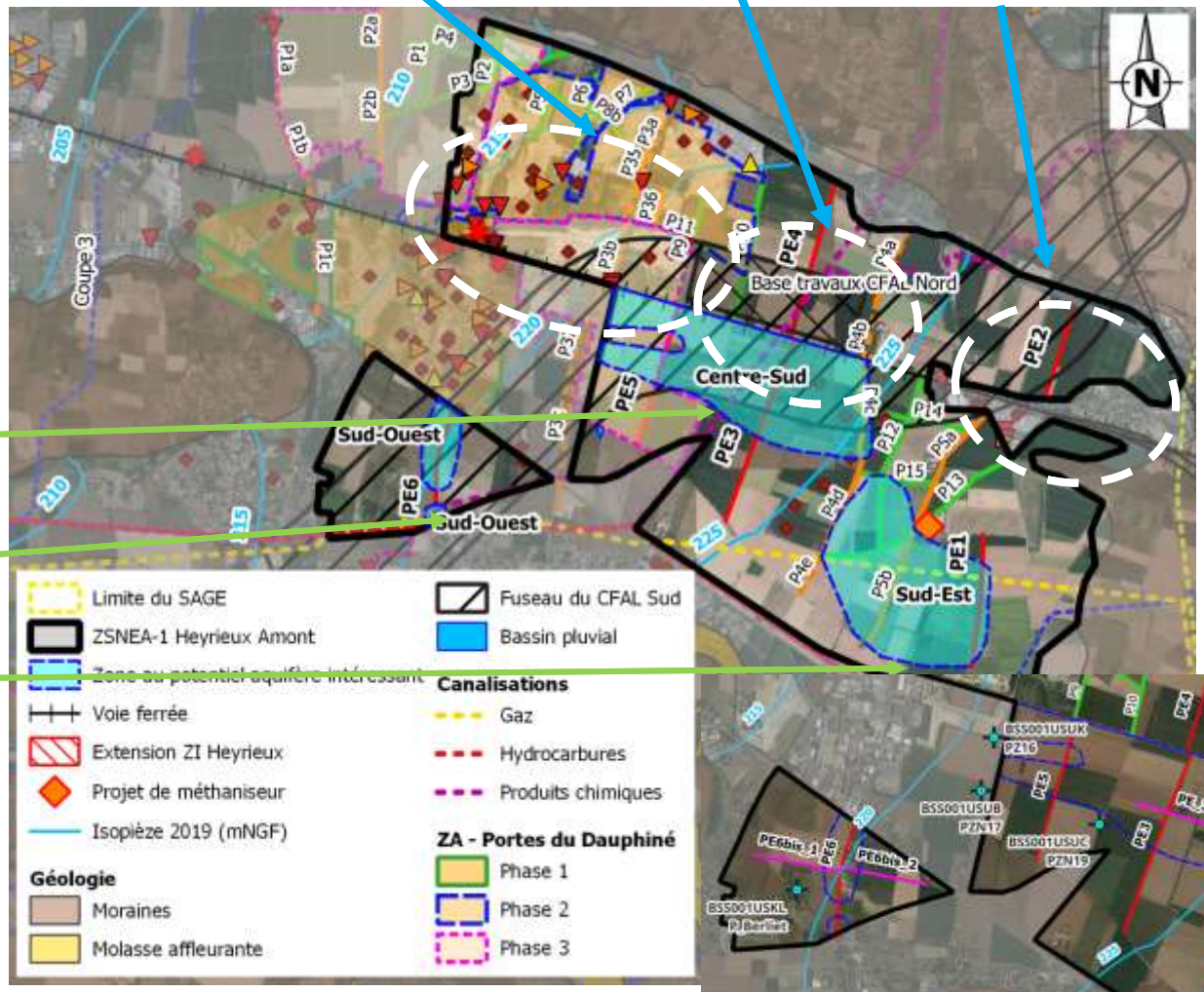
Rappel des 3 secteurs à investiguer

(panneaux géophysiques et prélèvements d'eau)

Centre-Sud
Panneau PE3 bis

Sud- Ouest
Panneau PE6 bis

Sud-Est
Panneau PE1 bis



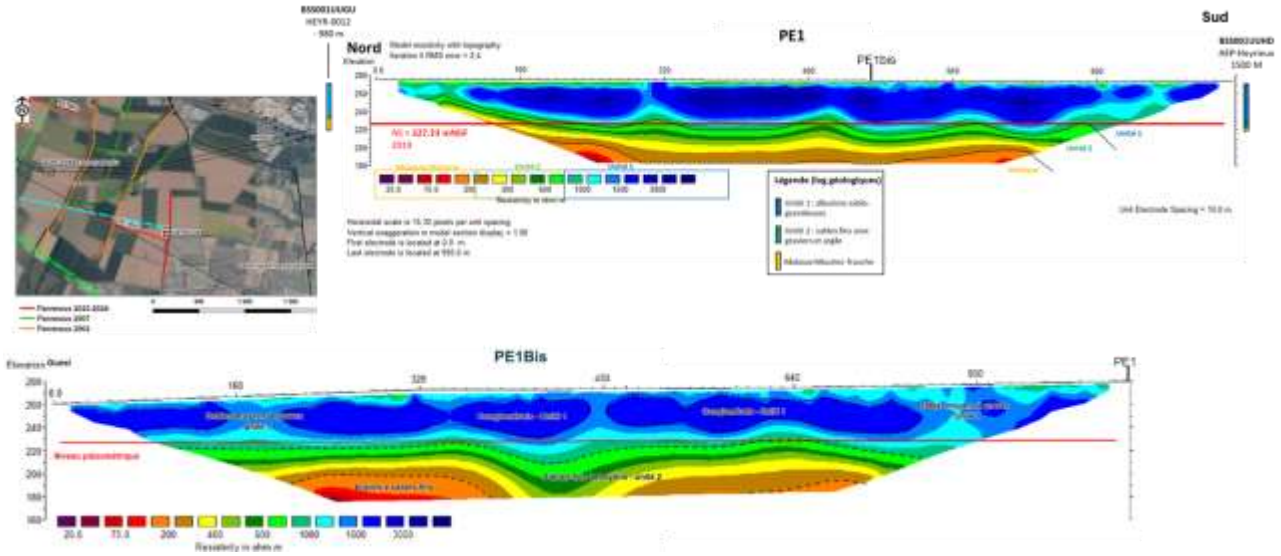
Résultats des investigations complémentaires – Secteur Sud-Est

Secteur Sud-Est – Réalisation du panneau PE1 bis



Zone de potentiel aquifère moins certain – « nécessiterait une reconnaissance complémentaire »

Zone de potentiel aquifère confirmé. « si un ouvrage doit être placé, ce serait ici »



Résultats des investigations complémentaires – Secteur Sud-Est

Secteur Sud-Est – Réalisation d'un prélèvement d'eau sur Buclay

BSS	BSS001UUFE	Arrêté du 11/01/2007
BSS ancien	07231C0252/ BUCLAY	Limites de qualité eaux distribuées
Date prélèvement	01/03/2024	
Heure prélèvement	12h30	
Turbidité (NFU)	**22.3**	1
Nitrates	< 0.1	50
Naphtalène (ug/l)	< 0.005	
Somme pesticides (ug/l) calcul SAGE inclus métabolites non pertinents	**0.542**	
Somme pesticides (ug/l) calcul SAGE sans métabolites non pertinents	**0.363**	0.5
Somme pesticides (ug/l) calcul SAGE sans métabolites non pertinents sans chlorothalonil R471811	**0.316**	0.5
Atrazine déséthyl	< 0.005	0.1
Prosulfocarbe (ug/l)	**0.008**	0.1
Dimetachlore CGA (CGA 369873)	< 0.020	0.9
Oxadixyl	< 0.005	0.1
Propyzamide	**0.25**	0.1
Alachlore-OXA	< 0.030	0.1
Acetochlore-OXA (sulfinylacetic acid)	**0.179**	0.9
Metolachlor- ESA (metolachlor ethylsulfonic acid)	< 0.020	0.9
Metolachlor- OXA (metolachlor oxalinic acid)	< 0.020	0.9
Alachlore-ESA	< 0.030	0.9
Dimethenamide-ESA	< 0.010	0.9
2,6-dichlorobenzamide	**0.01**	0.1
Métolachlor (dont S-metolachlor)	< 0.005	0.1
Bentazone	< 0.020	0.1
Chlorothalonil R 471811	**0.047**	0.1
Flurtamone	**0.033**	0.1
Isoproturon	**0.015**	0.1
Acide perfluoro n-heptanoique (PFHpA)	**3.1**	
Acide perfluoro n-octanoique (PFOA)	**4.5**	
Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)	**1**	
Acide perfluorobutane sulfonique (PFBS)	**1.1**	
Acide perfluoro n-butanoique (PFBA)	**7.6**	
Perfluorooctane sulfonate (calcul)	**1**	
Acide perfluoro n-hexanoique (PFHxA)	**7.7**	
Acide perfluorohexanesulfonique (PFHxS)	**1.5**	
Acide perfluoro n-pentanoique (PFPA),PFPeA)	**5.9**	
Somme des 20 PFAS selon la Dir.Eur.. (ng/l)	**32.4**	100
Bis (2-éthyl hexyl) phtalate (DEHP)	< 0.20	
Bisphénol A (ug/l)	**0.265**	2.5
Benzotriazole (ug/l)	**12.764**	

Signature géochimique de la molasse

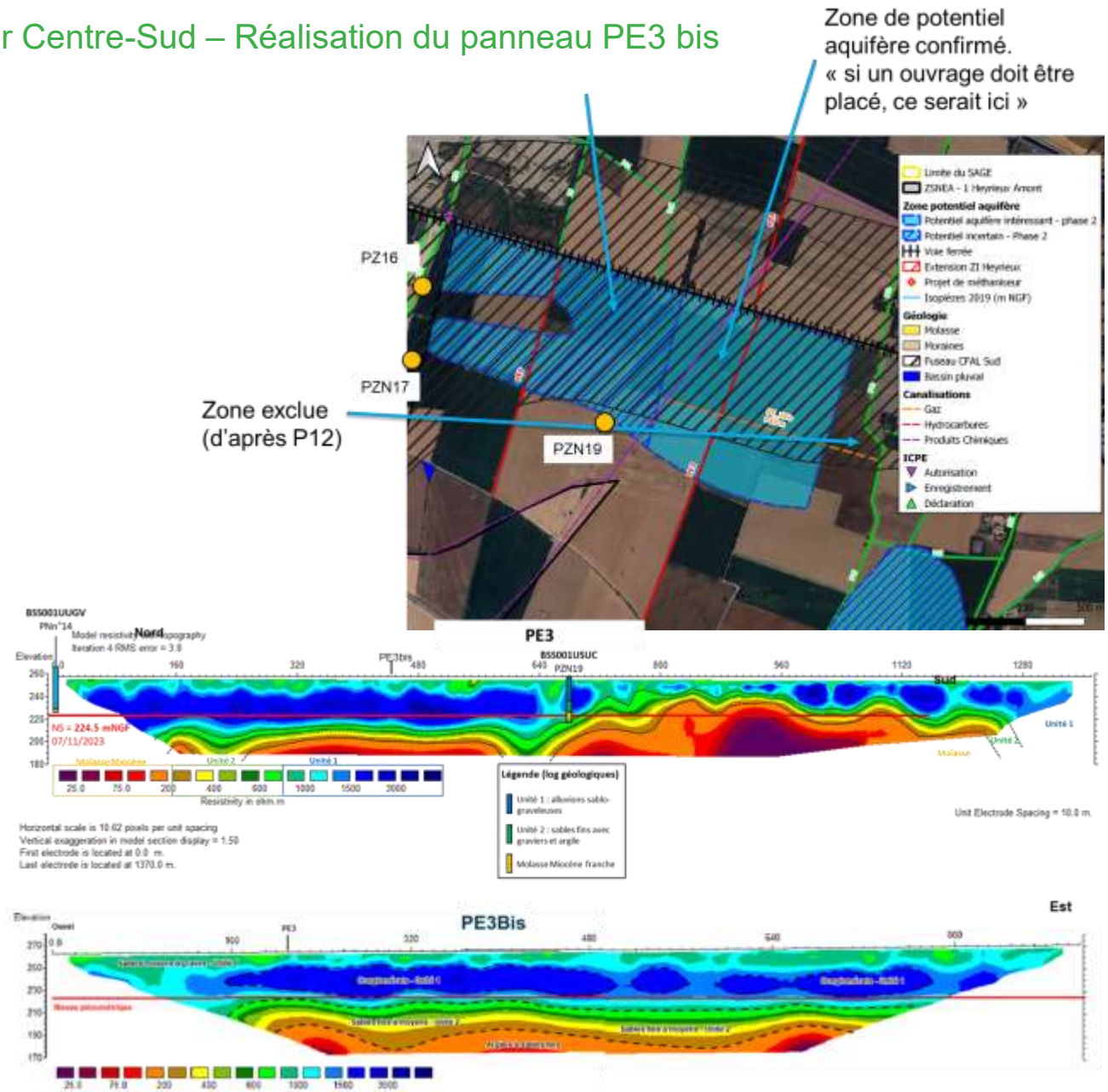
Donc prélèvement peu représentatif pour les alluvions de la zone étudiée

Teneurs en pesticides importantes

GINGER BURGEAP

Résultats des investigations complémentaires – Secteur Centre-Sud

Secteur Centre-Sud – Réalisation du panneau PE3 bis



Résultats des investigations complémentaires – Secteur Centre-Sud

Secteur Centre-Sud – Réalisation de 3 prélèvements d'eau sur PZ16-17-19

BSS	BSS001USUC	BSS001USUB	BSS001USUK	Arrêté du 11/01/2007
BSS ancien	07224X0246/PZN19	07224X0245/PZN17	07224X0253/PZ16	Limites de qualité eaux distribuées
Date prélèvement	01/03/2024	01/03/2024	01/03/2024	
Heure prélèvement	11h	9h	10h	
Turbidité (NFU)	**0.6**	**1.7**	**5**	1
Nitrates	**43**	**66**	**80**	50
Naphtalène (ug/l)	**0.005**	**0.005**	**0.162**	
Somme pesticides (ug/l) calcul SAGE inclus métabolites non pertinents	**2.196**	**5.277**	**3.102**	
Somme pesticides (ug/l) calcul SAGE sans métabolites non pertinents	**2.05**	**2.588**	**1.904**	0.5
Somme pesticides (ug/l) calcul SAGE sans métabolites non pertinents sans chlorothalonil R471811	**0.197**	**0.015**	**0.065**	0.5
Atrazine déséthyl	< 0.005	< 0.005	**0.005**	0.1
Prosulfocarbe (ug/l)	< 0.005	< 0.005	< 0.005	0.1
Dimetachlore CGA (CGA 369873)	**0.024**	**0.87**	**0.185**	0.9
Oxadixyl	**0.019**	< 0.005	< 0.005	0.1
Propyzamide	< 0.005	< 0.005	< 0.005	0.1
Alachlore-OXA	**0.178**	< 0.030	< 0.030	0.1
Acetochlore-OXA (sulfinylacetic acid)	< 0.020	< 0.020	< 0.020	0.9
Metolachlor- ESA (metolachlor ethylsulfonic acid)	**0.075**	**1.742**	**0.823**	0.9
Metolachlor- OXA (metolachlor oxalinic acid)	< 0.020	**0.026**	**0.042**	0.9
Alachlore-ESA	**0.047**	**0.051**	**0.132**	0.9
Dimethenamide-ESA	< 0.010	< 0.010	**0.016**	0.9
2,6-dichlorobenzamide	< 0.005	< 0.005	< 0.005	0.1
Métolachlor (dont S-metolachlor)	< 0.005	**0.015**	< 0.005	0.1
Bentazone	< 0.020	< 0.020	**0.06**	0.1
Chlorothalonil R 471811	**1.853**	**2.573**	**1.839**	0.1
Flurtamone	< 0.005	< 0.005	< 0.005	0.1
Isoproturon	< 0.005	< 0.005	< 0.005	0.1
Acide perfluoro n-heptanoique (PFHpA)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	
Acide perfluoro n-octanoique (PFOA)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	
Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	
Acide perfluorobutane sulfonique (PFBS)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	
Acide perfluoro n-butanoique (PFBA)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	
Perfluorooctane sulfonate (calcul)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	
Acide perfluoro n-hexanoique (PFHxA)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	
Acide perfluorohexanesulfonique (PFHxS)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	
Acide perfluoro n-pentanoique (PFPA),PFPeA)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	
Somme des 20 PFAS selon la Dir.Eur.. (ng/l)	< 1.0	< 1.0	< 1.0	100
Bis (2-éthyl hexyl) phtalate (DEHP)	< 0.20	< 0.20	**0.43**	
Bisphénol A (ug/l)	< 0.020	< 0.020	< 0.020	2.5
Benzotriazole (ug/l)	< 0.020	< 0.020	< 0.020	

Fortes teneurs en nitrates et en pesticides, notamment en chlorothalonil R471811

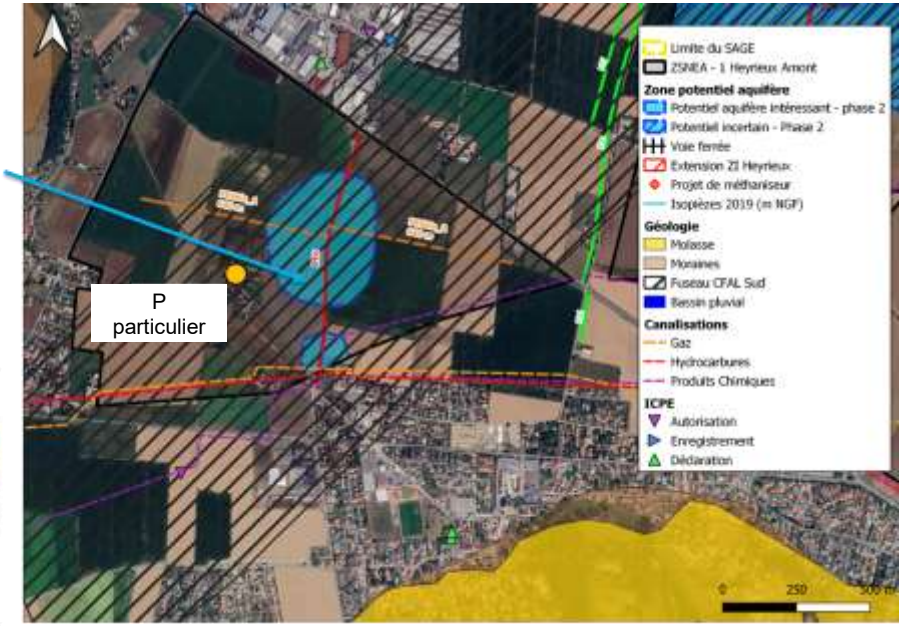
Présence de naphtalène

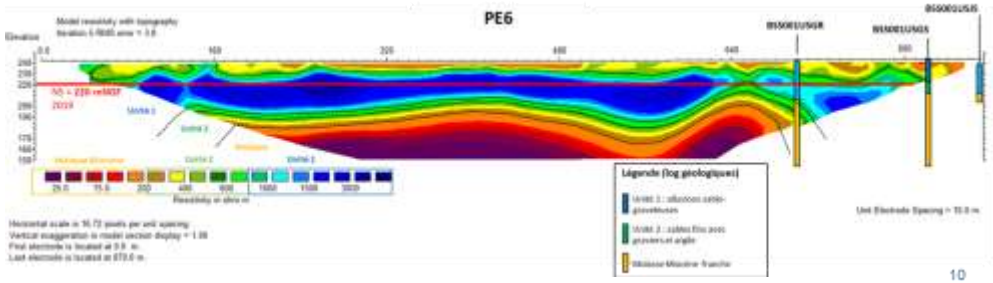
GINGER BURGEAP

Résultats des investigations complémentaires – Secteur Sud-Ouest

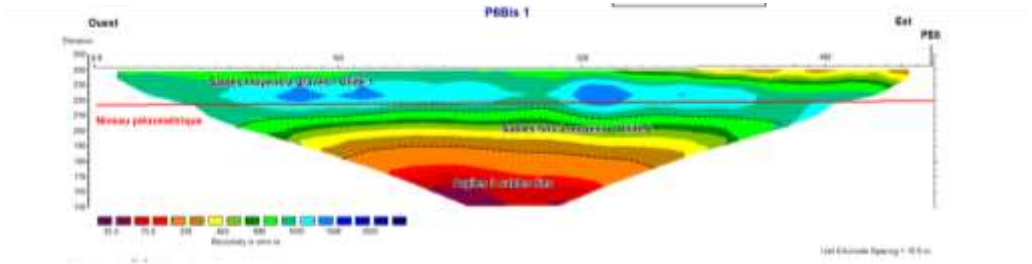
Secteur Sud-Ouest – réalisation des PE6bis_1 et PE6bis_2

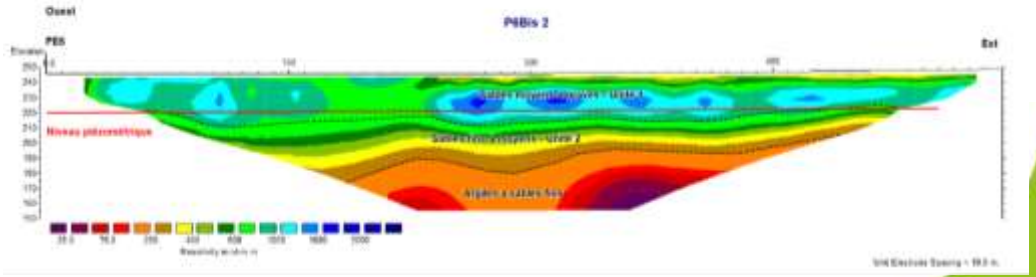
Zone de potentiel aquifère confirmé





10





11

Résultats des investigations complémentaires – Secteur Centre-Sud

Secteur Centre-Sud – Réalisation de 3 prélèvements d'eau sur P_Particulier

BSS	BSS001USKL	Arrêté du 11/01/2007
BSS ancien	07224X0032/S Particulier	Limites de qualité eaux distribuées
Date prélèvement	01/03/2024	
Heure prélèvement	14h	
Turbidité (NFU)	**0**	1
Nitrates	**26**	50
Naphtalène (ug/l)	< 0.005	
Somme pesticides (ug/l) calcul SAGE inclus métabolites non pertinents	**0.39**	
Somme pesticides (ug/l) calcul SAGE sans métabolites non pertinents	**0.319**	0.5
Somme pesticides (ug/l) calcul SAGE sans métabolites non pertinents sans chlorothalonil R471811	**0.005**	0.5
Atrazine déséthyl	**0.005**	0.1
Prosulfocarbe (ug/l)	< 0.005	0.1
Dimetachlore CGA (CGA 369873)	**0.023**	0.9
Oxadixyl	< 0.005	0.1
Propyzamide	< 0.005	0.1
Alachlore-OXA	< 0.030	0.1
Acetochlore-OXA (sulfinylacetic acid)	< 0.020	0.9
Metolachlor- ESA (metolachlor ethylsulfonic acid)	**0.048**	0.9
Metolachlor- OXA (metolachlor oxalinic acid)	< 0.020	0.9
Alachlore-ESA	< 0.030	0.9
Dimethenamide-ESA	< 0.010	0.9
2,6-dichlorobenzamide	< 0.005	0.1
Métolachlor (dont S-metolachlor)	< 0.005	0.1
Bentazone	< 0.020	0.1
Chlorothalonil R 471811	**0.314**	0.1
Flurtamone	< 0.005	0.1
Isoproturon	< 0.005	0.1
Acide perfluoro n-heptanoique (PFHpA)	< 1.0	
Acide perfluoro n-octanoique (PFOA)	< 1.0	
Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)	**1.6**	
Acide perfluorobutane sulfonique (PFBS)	**2.6**	
Acide perfluoro n-butanoique (PFBA)	**1.2**	
Perfluorooctane sulfonate (calcul)	**1.6**	
Acide perfluoro n-hexanoique (PFHxA)	**2.1**	
Acide perfluorohexanesulfonique (PFHxS)	**1.6**	
Acide perfluoro n-pentanoique (PFPA),PFPeA)	**2.7**	
Somme des 20 PFAS selon la Dir.Eur.. (ng/l)	**11.8**	100
Bis (2-éthyl hexyl) phtalate (DEHP)	< 0.20	
Bisphénol A (ug/l)	< 0.020	2.5
Benzotriazole (ug/l)	< 0.020	

Teneur moyenne en nitrates

Présence de pesticides :

- Somme « tolérable » si on ne prend pas en compte le chlorothalonil R471811
- chlorothalonil R471811 en teneur importante

Détection de PFAS (12ng/L)

GINGER BURGEAP

Résultats des investigations complémentaires

Secteur Sud-Ouest – Synthèse

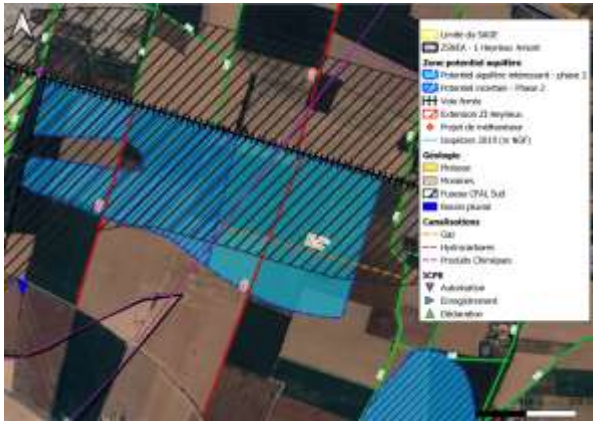
Les points forts :
- forte épaisseur d'alluvions confirmée ;
- piézométrie connue.

Les incertitudes :
- risque géologique lié à l'hétérogénéité des terrains fortement diminué grâce à PE6 et PE6bis ;
- concernant la qualité de l'eau, faible signature en PFAS et présence de pressions phytosanitaires « tolérables » selon la considération du R471811.

Occupation des sols :
- **secteur à fortes pressions agricoles et de développements**
- secteur en aval du couloir à fortes pressions agricoles et de développements ;
- secteur vulnérable au bassin d'eaux pluviales de la ville de Saint-Pierre-de-Chandieu situé juste en amont. 2 canalisations de transport de produit chimique ;
- projets de développement : le secteur traversé de part en part par le CFAL sud. Projet de la zone d'activité des Portes du Dauphiné en latéral voire amont hydrogéologique.



Secteur Centre-Sud – Synthèse



Les points forts :
- forte épaisseur d'alluvions confirmée ;
- piézométrie connue.

Les incertitudes :
- risque géologique lié à l'hétérogénéité des terrains **désormais limité** grâce aux PE. Manque tout de même de données géologiques ;
- concernant la qualité de l'eau, **secteur très dégradé** vis-à-vis des pressions agricoles (nitrates et pesticides).

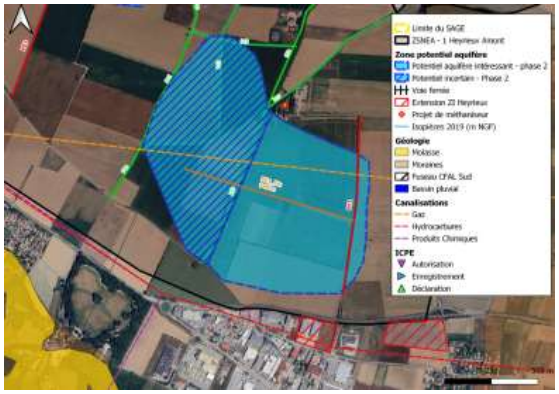
Occupation des sols :
- **secteur à fortes pressions agricoles et de développements**
- zone actuellement agricole, les pressions seront sur la qualité de l'eau vis-à-vis des produits phytosanitaires et des nitrates ;
- secteur traversé par une canalisation de produits chimiques, bordé par la voie ferrée au nord et par le bassin des eaux pluviales de Saint-Pierre-de-Chandieu ;
- projets de développement : phase 3 de la zone d'activité des Portes du Dauphiné, le CFAL sud et la mise à 2x2 voie de la voie ferrée Saint-Fons Grenay au nord.

Secteur Sud-Est – synthèse

Les points forts :
- forte épaisseur d'alluvions confirmée.

Les incertitudes :
- absence de données piézométriques dans ce secteur ;
- faible bassin de réalimentation : il est probable que l'on trouve de l'eau, mais potentiel incertain (en terme de débit) ;
- concernant la qualité de l'eau, le point Buclay est déporté de la zone et semble capter la molasse. Les risques liés à la forte activité agricole du secteur restent importants.

Occupation des sols :
- **secteur à fortes pressions agricoles**
- zone actuellement agricole, les pressions seront essentiellement sur la qualité de l'eau vis-à-vis des produits phytosanitaires et des nitrates.
- secteur à l'écart des principaux projets majeurs du territoire (zone d'extension d'une zone d'activité sur la commune d'Heyrieux au Sud et prochaine d'une usine de méthanisation).

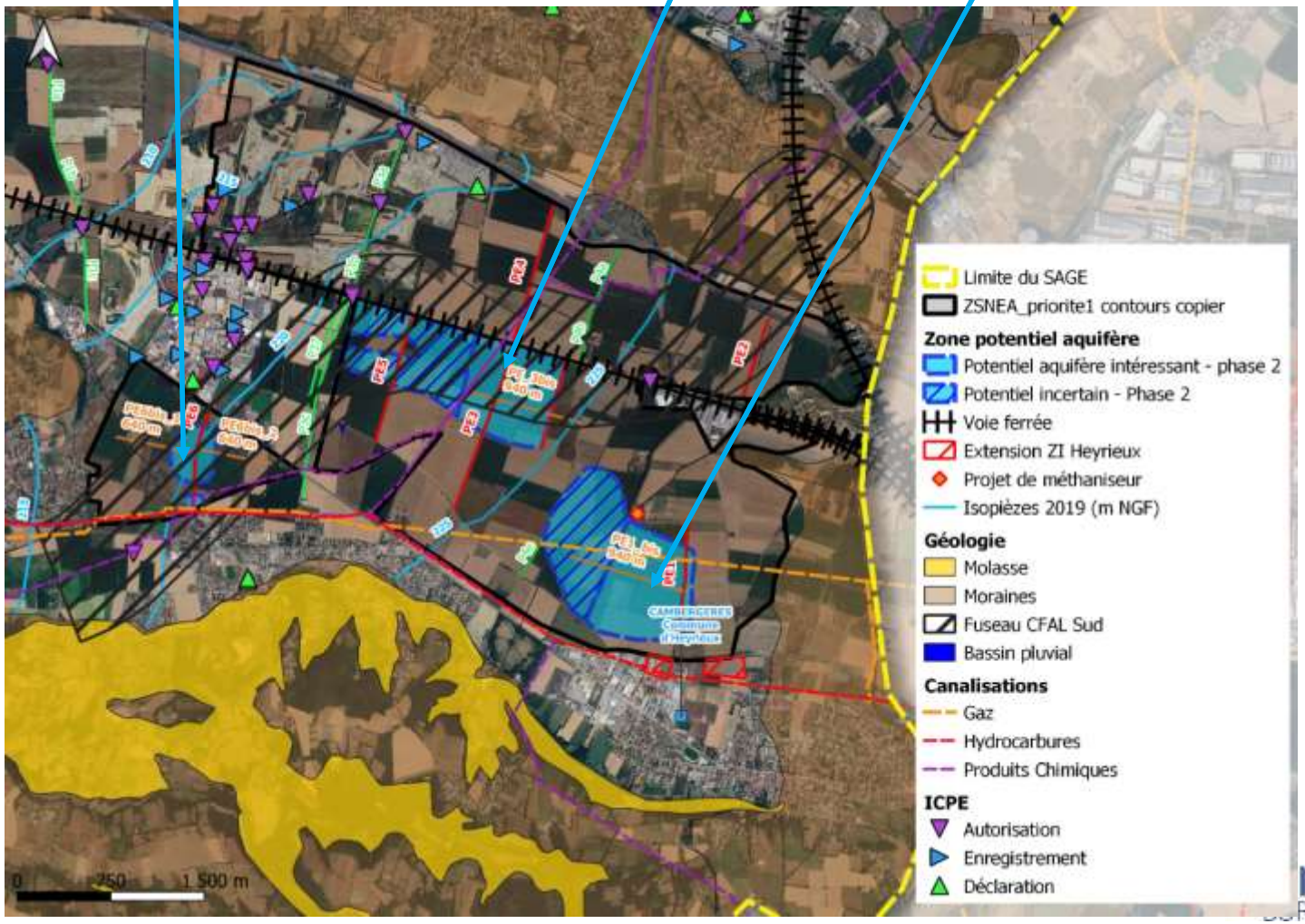


Synthèse des investigations complémentaires réalisées fév-mars 2024

Secteur à fort potentiel aquifère confirmé + qualité « tolérable » mais risque CFAL

Secteur à potentiel aquifère mais qualité dégradée

Secteur à potentiel aquifère mais qualité et géologie inconnue



Programme d'investigations proposé

Zone investiguée	Ouvrage et essai	Débit d'essai de pompage	Prix (€ HT)	intérêts	Priorité	Optimisation financière
Sud-Ouest	Forage 9'' – 60m (inclus A/R + pompages)	100 m^3/h	80 000	Débit proche d'un débit d'exploitation, le piezo réagira clairement, et l'aquifère sera « testé » (drainance de la molasse notamment)	++++++	Réduire le diamètre pour un 8'', ne pas forer l'unité 2
	Forage 7'' – 60m (inclus A/R + pompages)	60 m^3/h	+/- 50 000	Débit + faible, moins de sollicitation de l'aquifère, piezo + proche pour réagir (donc complexifie la zone d'appel). Mais permet de connaitre le potentiel.	+++++	ne pas forer l'unité 2
	Piézomètre satellite (112mm) – 60m	-	31 000	Permet d'évaluer le cône de rabattement, la zone d'appel, le calcul de l'emmagasinement.	++++	Le raccourcir pour n'avoir que 10m d'eau (35m), réduire le diamètre
Sud-Est	Piézomètre de reconnaissance (112mm) – 70m	-	35 000	Reconnaissance géologique importante + suivi piézométrique pour caractériser l'amont du couloir	+++	Ne pas diminuer, risque de ne pas trouver d'eau…
Centre-Sud	Piézomètre de reconnaissance (112mm) – 70m	-	35 000	Reconnaissance géologique permettant de surveiller la qualité en amont de ce secteur et de sanctuariser un potentiel aquifère	+	

- **Scénario 1 : sécurisation du secteur SO, reconnaissances sur SE, CS sécurisé uniquement à partir des données actuelles**
  - Version optimale hydrogéologiquement (essai à 100 m3/h) : Forage 9'' + piezo satellite + piezo 70m SE = 80 + 31 + 35 k€ = 146 000 € HT
  - Version optimisée hydrogéologiquement (essai à 60 m3/h) : Forage 7'' + piezo satellite + piezo 70m SE = 50 + 31 + 35 k€ = 116 000 € HT
  - Rendu :
    - → Tracé de périmètres de protection provisoires au droit de la zone SO
    - → Conservation de la zone SE selon résultats du piézomètre
    - → Conservation de la zone amont de la zone CS telle que présentée ci-dessus

- **Scénario 2 : sécurisation des 3 secteurs par reconnaissances**
  - Création d'un piézomètre sur chaque zone (60m sur SO et 70m sur SO et CS) + tout petit essai de pompage sur SO = 31 + 35 + 35 + 10 k€ = 111 000 k€
  - Rendu :
    - → Connaissance géologique confirmée sur chaque secteur permettant de confirmer ou non l'opportunité d'y mettre un forage. Sur SO, petit essai de pompage pour confirmer les bonnes perméabilités ;
    - → Pas de délimitation de périmètre de protection provisoires, ou seulement sur base purement bibliographique ;
    - → Conservation des 3 zones avec surveillance des niveaux et de la qualité au droit des ouvrages.



Phase 2 - Contexte de la réunion

Révision du SAGE et Zones de sauvegarde pour l'AEP

Le SAGE de l'Est lyonnais approuvé en 2009 fait l'objet d'une révision.

- Approbation du SAGE révisé : septembre 2024
  - 6 orientations fondamentales dont:
    - Orientation 1: Mobilisation des acteurs du territoire
    - Orientation 4: Améliorer et préserver la qualité de l'eau
  - Les zones de sauvegarde pour l'AEP : zonages et prescriptions

La démarche « Zones de sauvegarde pour l'AEP » lancée par l'Agence de l'Eau dans le cadre du SDAGE a débuté en 2018.

- 2018 : premiers zonages et propositions de prescriptions associées
- 2019 : validation en CLE des zonages issus de l'étude ressources stratégiques de 2018-2019
- 2021 - 2024 : validation en CLE de la majorité des prescriptions
- 2024 : dialogue partenarial autour des prescriptions sur 4 sujets à approfondir avec les acteurs

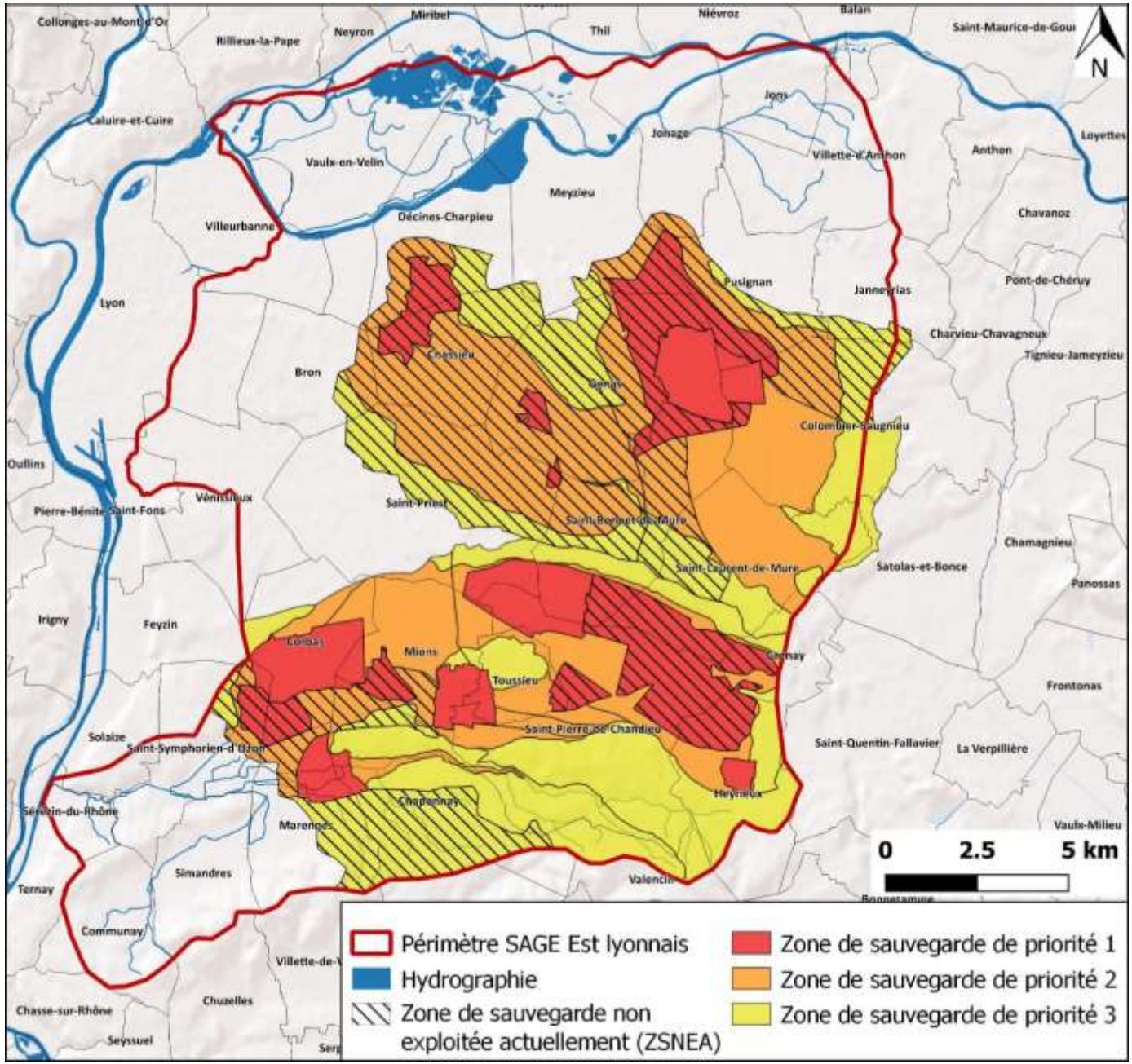
-> Intégration des zones de sauvegarde dans le SAGE révisé

Définition des zones de sauvegarde

Moyen pour préserver durablement les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable :

- Protection de la **ressource en eau souterraine** en amont des **captages actuels ou futurs :**
  - démarche créée il y a une dizaine d'année
  - concerne des zones déjà exploitées ou non exploitées actuellement
  - vise une hiérarchisation des ressources pour concentrer les efforts de préservation sur les secteurs stratégiques
  - les secteurs stratégiques =
    - *ressource de qualité suffisamment bonne pour être distribuée sans traitements trop lourds*
    - *en quantité suffisante*
    - *à proximité des populations*
  - zonages + prescriptions et/ou plan d'actions
    - *dans l'Est lyonnais : 3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes*
    - *prescriptions : sujet du jour*
  - portée réglementaire : via la révision du SAGE
    - *règlement du SAGE*
    - *mise en compatibilité / conformité des documents d'urbanisme*

Zones de sauvegarde définies en 2018-2019



Dans l'Est lyonnais :

3 niveaux de zonage avec des contraintes décroissantes

Une zone retravaillée cette année : ZSNEA1 - Heyrieux amont

GINGER BURGEAP

Prescriptions en zones de sauvegarde validées dans la stratégie de 2020

Un certain nombre de dispositions sur les zones de sauvegarde déjà actées dans la stratégie de 2020 et discutées en CLE et CT qualité

Activités	ZS Priorité 1	ZS Priorité 2	ZS Priorité 3	Disposition
Carrières	Respect de cote de fond de fouille et de règle d'implantation selon les zonages associés à l'alimentation en eau potable du territoire			4_11_P-1
	Assurer bonne déclinaison du SRC dans documents d'urbanisme et vigilance sur les zones de report			4_11_A-1
Agriculture	Maintien/Renforcement des dispositifs en place (PAEC/PENAP/ZAE/Conversion bio/appel à projet AERMC) avec couverture totale ZS			4_2_R-1
	Accompagnement projets type PSE, priorité en ZS			4_2_A-2
	Accompagnement de plans d'actions associés aux captages prioritaires			4_2_A-1
Activités industrielles, artisanales et commerciales		Mise en place de pratiques vertueuses pour les professionnels, aménageurs et collectivités		4_4_R-1
	Mise en place de règlements pour les futures activités au sein des projets d'aménagement, particulièrement en ZS			4_4_R-2
	Mise en place de bonnes pratiques de gestion des eaux pluviales susceptibles d'entrainer des pollutions par ruissellement pour les ICPE soumis à déclaration et les activités sous le seuil de déclaration			4_10_R-2
	Contrôle des IOTA/ICPE optimisé, notamment en ZS			4_0_A-1
		Dispositions spécifiques stations-services		4_1_P-1
	Interdiction des projets de stockage souterrain	Encadrement des projets de stockage souterrain et absence d'impact sur la nappe à démontrer		4_1_P-2
	Conventions de rejet pour eaux de process et contrôles, en priorité en ZS			4_4_R-3
Infrastructures linéaires et TMD	S'assurer du dimensionnement suffisant des bassins d'orage lors de la création de bassins ou lors de modification sur ceux existants			4_5_R-1
Urbanisation	Interdiction d'urbanisation de nouvelles surfaces en zones AU différées et encadrement en zone AU sous conditions en ZS1 et maintien de zones naturelles et agricoles en ZSNEA 1	Évaluation environnementale obligatoire pour urbanisation de nouvelles surfaces		4_6_R-3, 4_6_R-1
	Élaboration d'une stratégie foncière à l'échelle du SAGE			4_0_A-2
	Matérialisation et déclinaison des principes de préservation des ZS dans documents d'urbanisme			4_6_R-2
	Interdiction de nouveaux forages hors AEP, connaissances, surveillance			4_7_P-1
Eaux pluviales et eaux usées	Application de la doctrine eaux pluviales et de son guide de recommandations			4_10_P-1
	Adaptation de la doctrine eaux pluviales pour intégrer l'enjeu qualité, notamment selon le zonage ZS			4_10_A-1
	Renforcement et priorisation des contrôles sur assainissement pluvial en ZS			4_10_R-1
	Mise en place de bonnes pratiques de gestion des eaux pluviales susceptibles d'entrainer des pollutions par ruissellement pour certaines activités			4_10_R-2
	Révision des schémas directeurs et des zonages d'assainissement			4_8_A-3, 4_8_A-4
	Accompagner la mise en place d'une gouvernance assainissement adaptée et favoriser la conformité des systèmes assainissement			4_8_A-5
	Mise en conformité des réseaux d'assainissement, priorité en ZS			4_8_R-1
Eau potable	Mise en cohérence DUP captages et ZS			4_1_A-3

4 sujets en suspens remis en dialogue.

GINGER BURGEAP

Sujets dont les prescriptions ont été remises en dialogue cette année

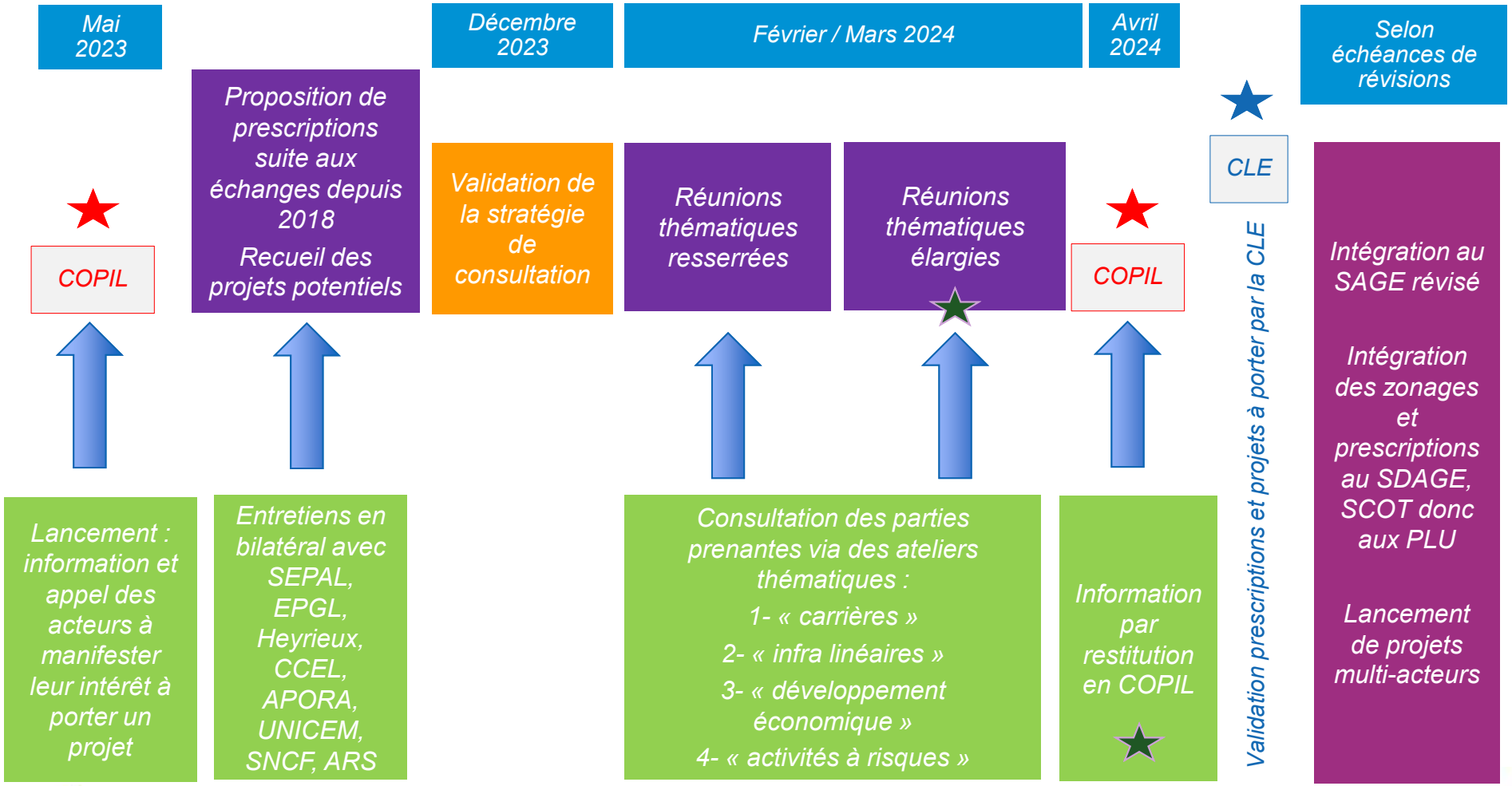
- Activités et infrastructures compatibles avec la préservation de la qualité de l'eau et la recharge de la nappe

- Modalités d'encadrement des nouveaux projets d'aménagement et de développement économique

- Modalités d'encadrement des infrastructures linéaires et du transport de matières dangereuses

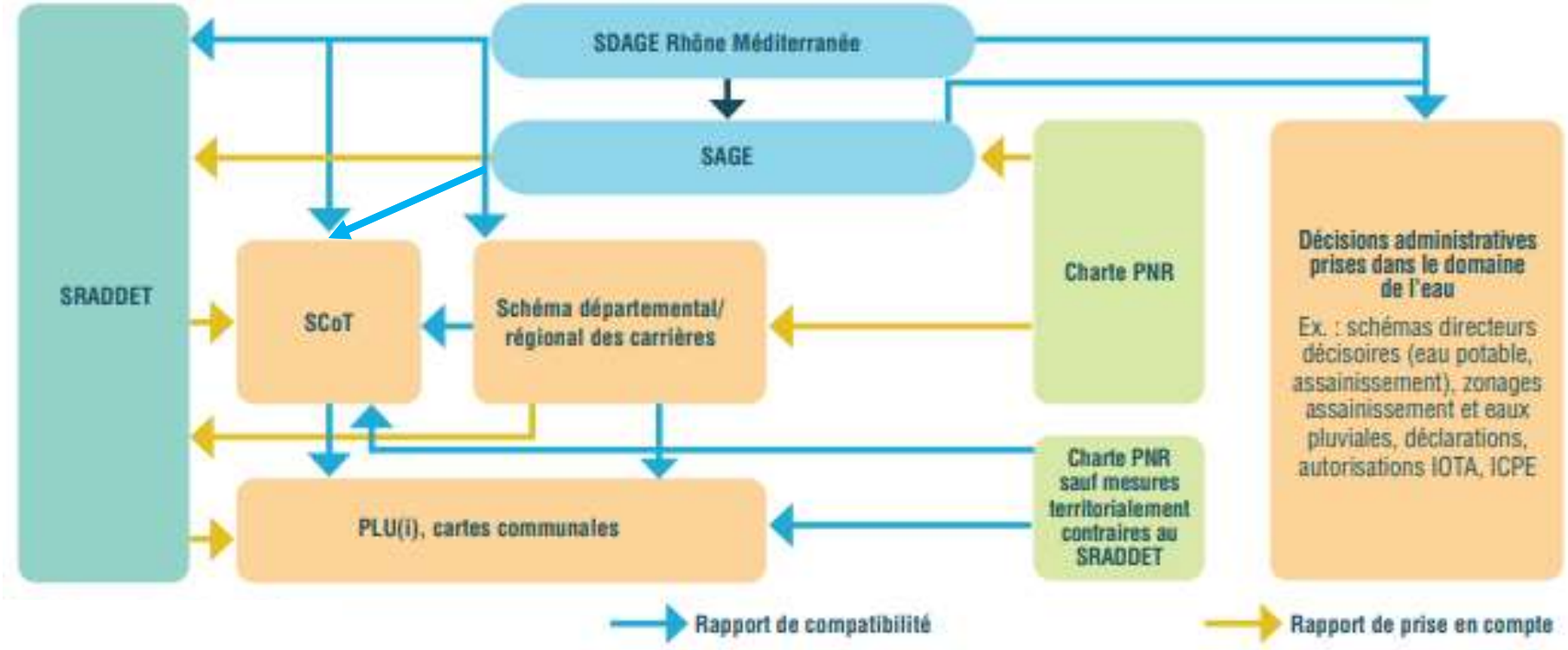
- Modalités de remblaiement et réaménagement des carrières après exploitation, des activités compatibles avec la préservation et l'exploitation des futurs captages ainsi que l'encadrement nécessaire pour les activités nouvellement installées jugées compatibles.

Echanges avec les parties prenantes



Portée réglementaire des zones de sauvegarde

Des rapports de COMPATIBILITE ou PRISE EN COMPTE



-> Intégration dans le règlement du SAGE opposable aux tiers et les documents d'urbanisme (PLU, SCOT…)

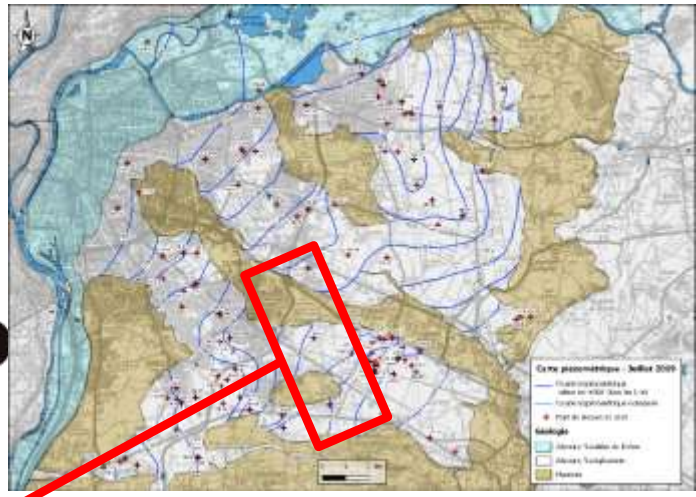
GINGER BURGEAP

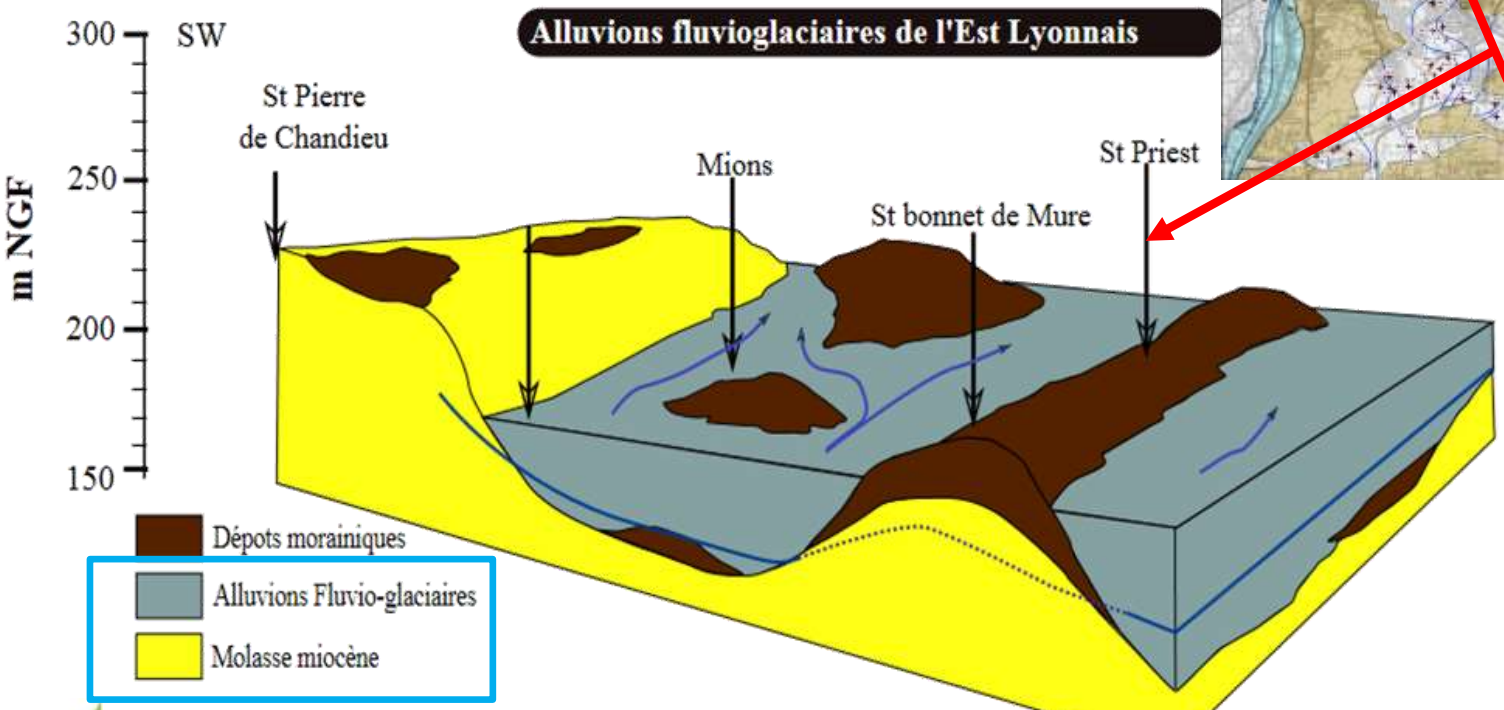


Hydrogéologie, qualité de l'eau et vulnérabilité de la nappe de l'Est lyonnais

Hydrogéologie : 3 aquifères sur le territoire du SAGE

- Nappe alluviale du Rhône à Miribel → non concernée
- Alluvions fluvioglaciaires → zone étude
- Molasse miocène → non concernée





Formations aquifères

Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone non saturée d'épaisseur moyenne à forte :

– 5 à 50 m

– moyenne autour de 15 à 25 m

MAIS très perméable :

- peu à pas argileuse en surface,

-> pouvant laisser s'infiltrer rapidement les écoulements de surface

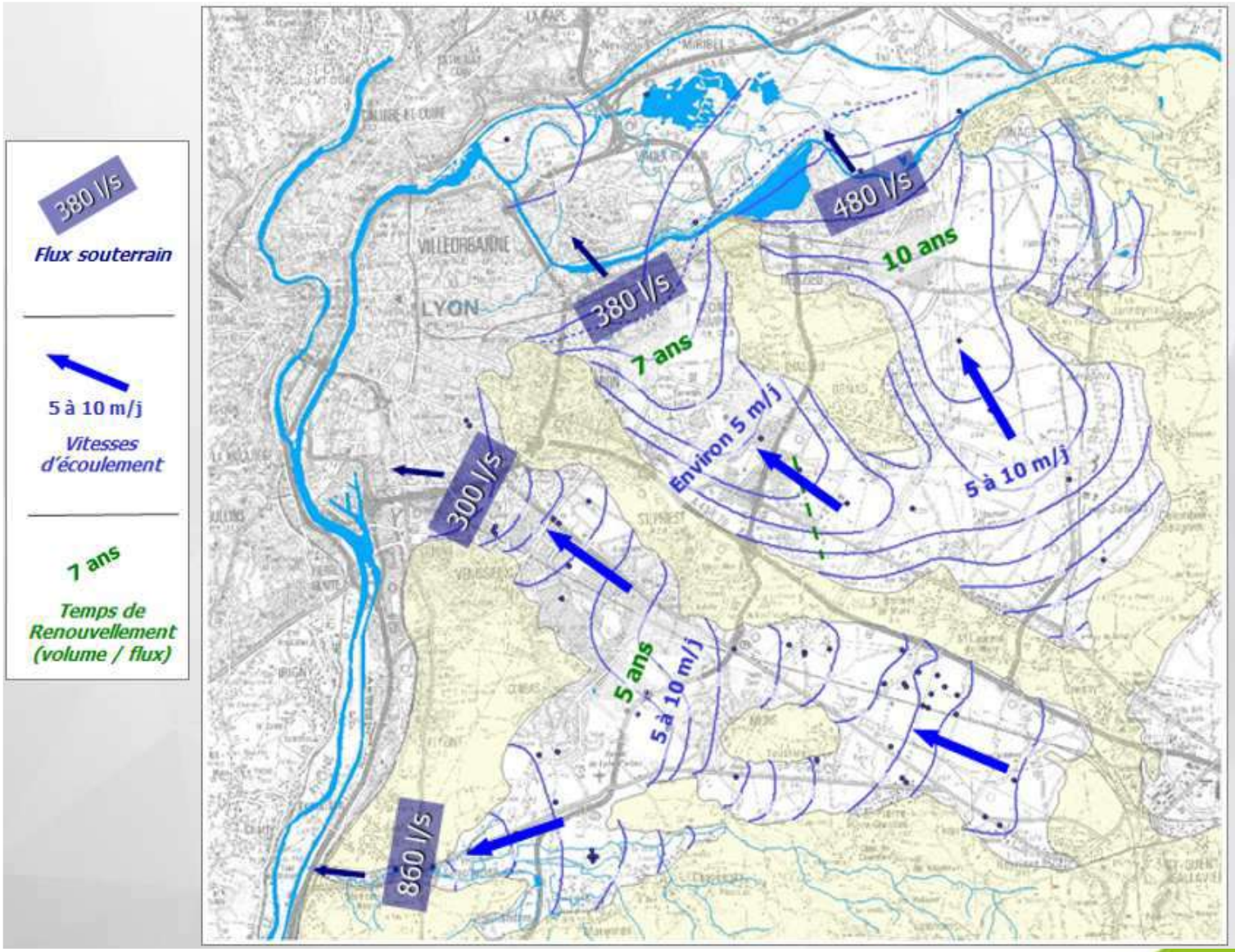
Vulnérabilité des alluvions fluvioglaciaires

Des terrains peu protégés et très perméables

Une zone saturée très perméable

Vitesse d'écoulement de l'ordre de 5 à 10 m/j

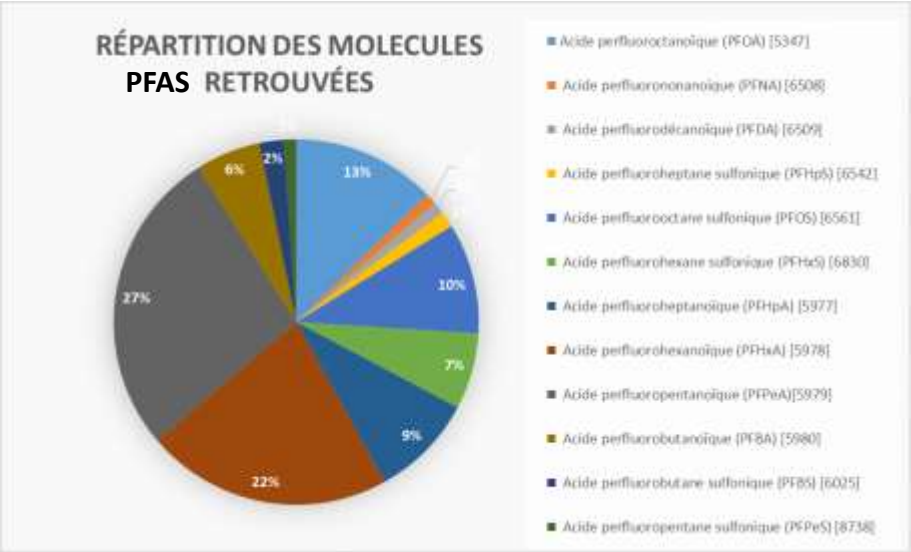
Soit 500 m en 50 j



Etat des lieux qualitatif

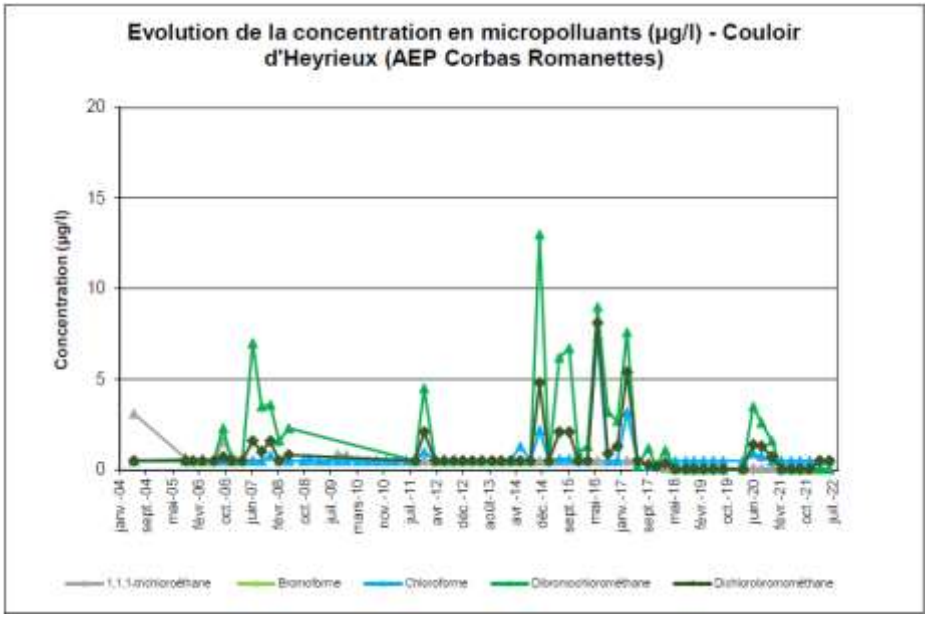
Une bonne qualité globale mais les pressions anthropiques sont visibles

NB : les concentrations augmentent d'amont en aval des couloirs



Ces incidences locales attestent de la nécessité de protéger les secteurs stratégiques.

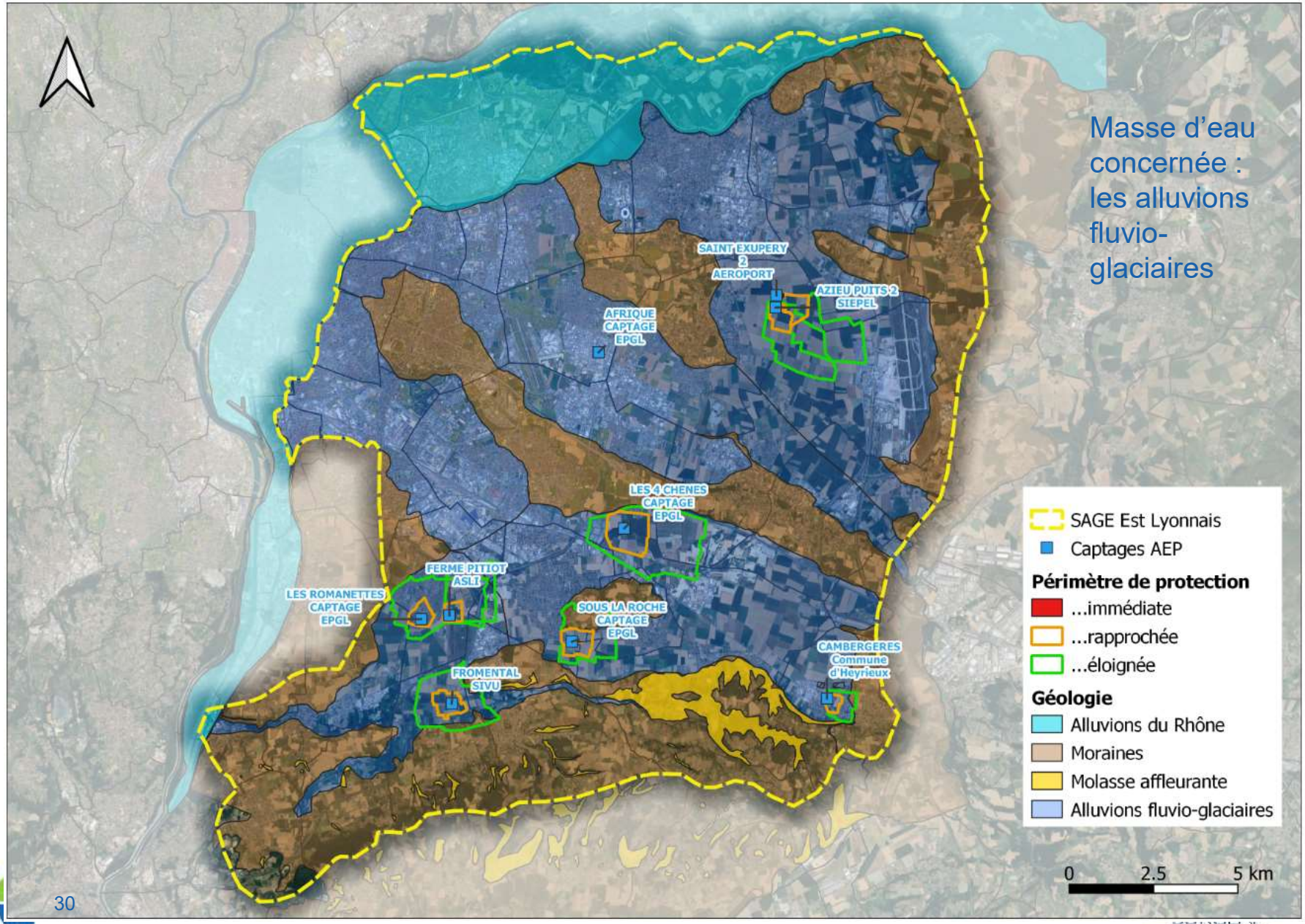
Prise en compte de « nouveaux » polluants



Evolution des paramètres dangereux à considérer -> principe de précaution ?

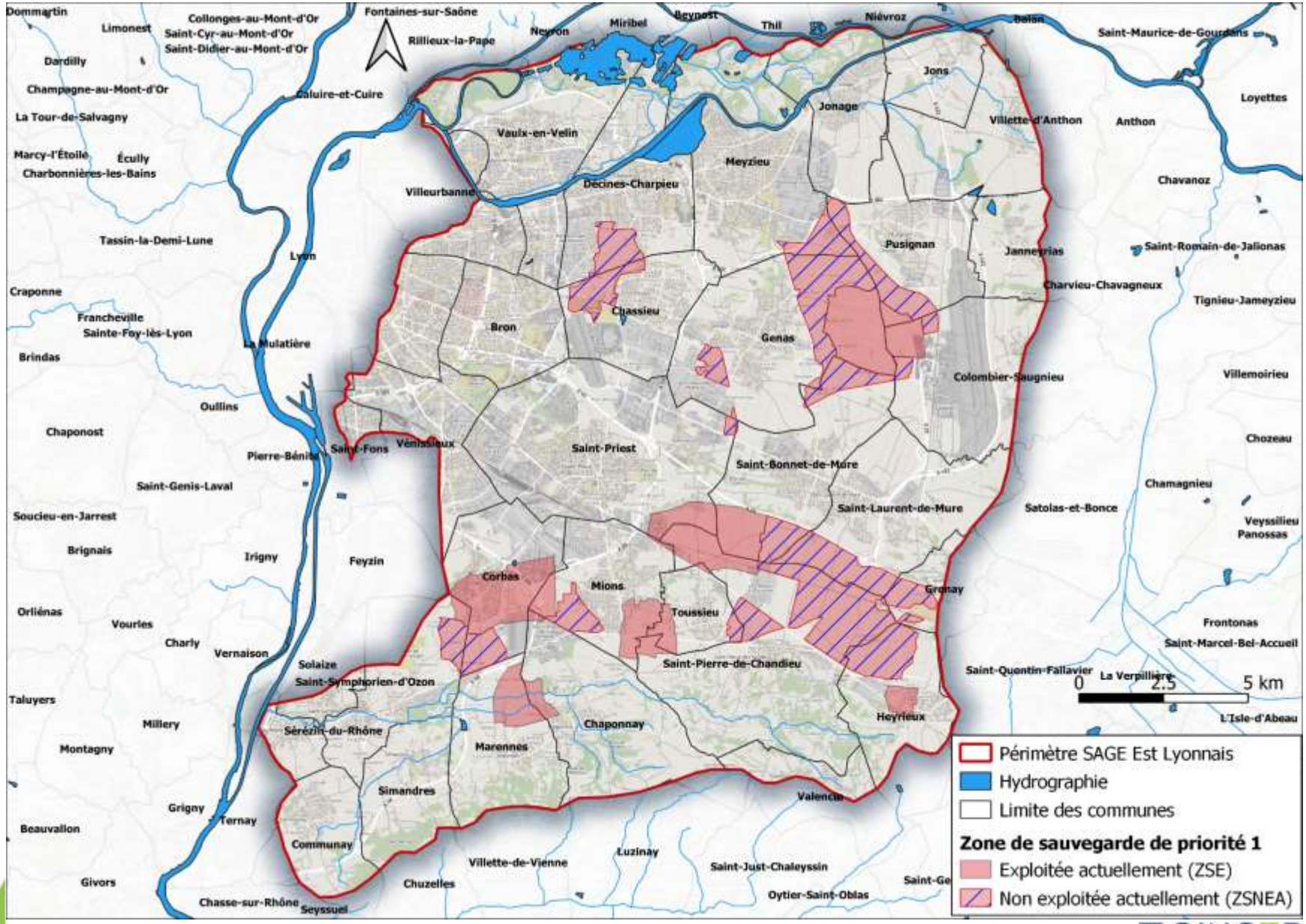
GINGER BURGEAP

9 captages existants et stratégiques dans l'Est lyonnais



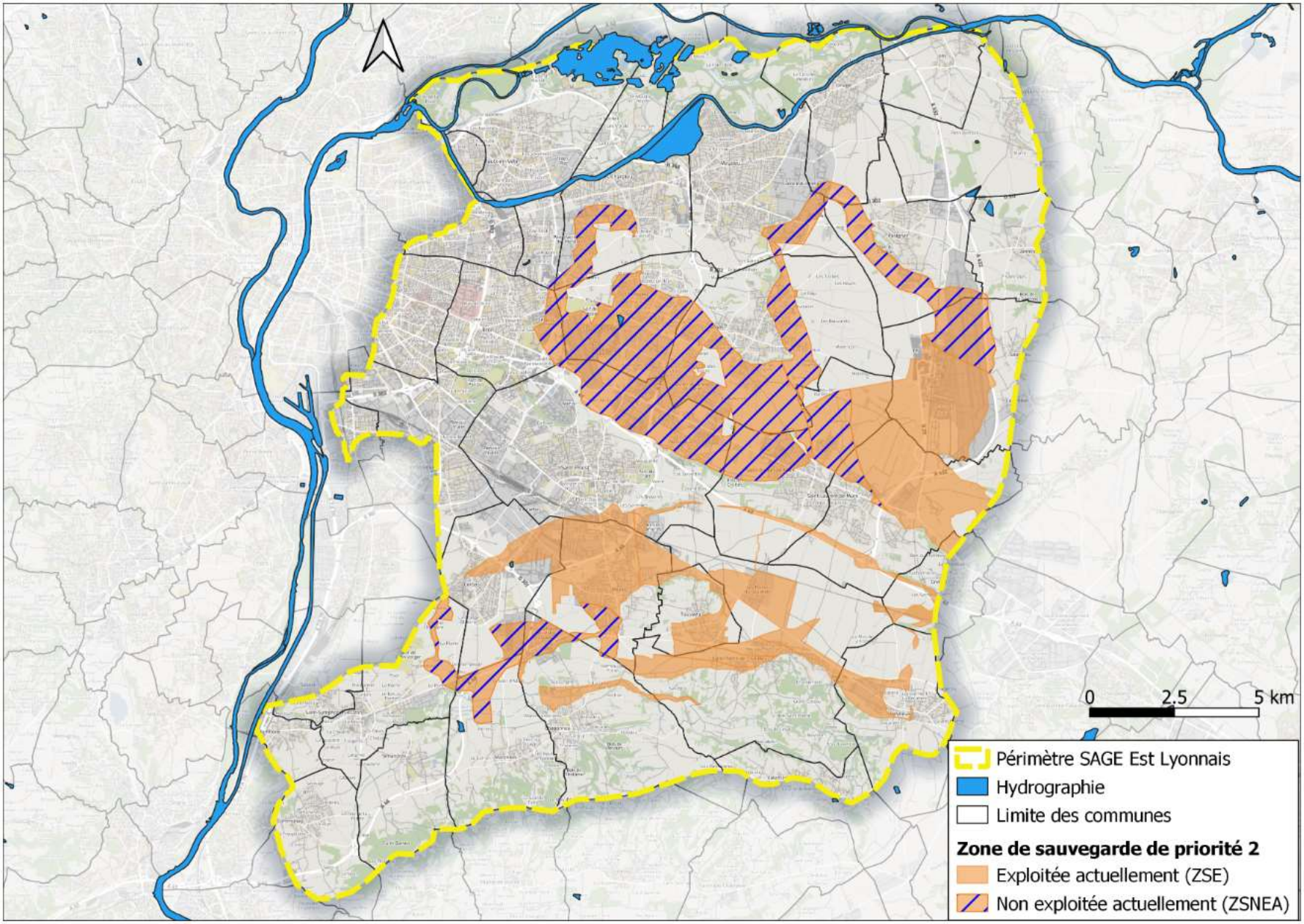
Masse d'eau concernée : les alluvions fluvio-glaciaires

Zones de sauvegarde de priorité 1

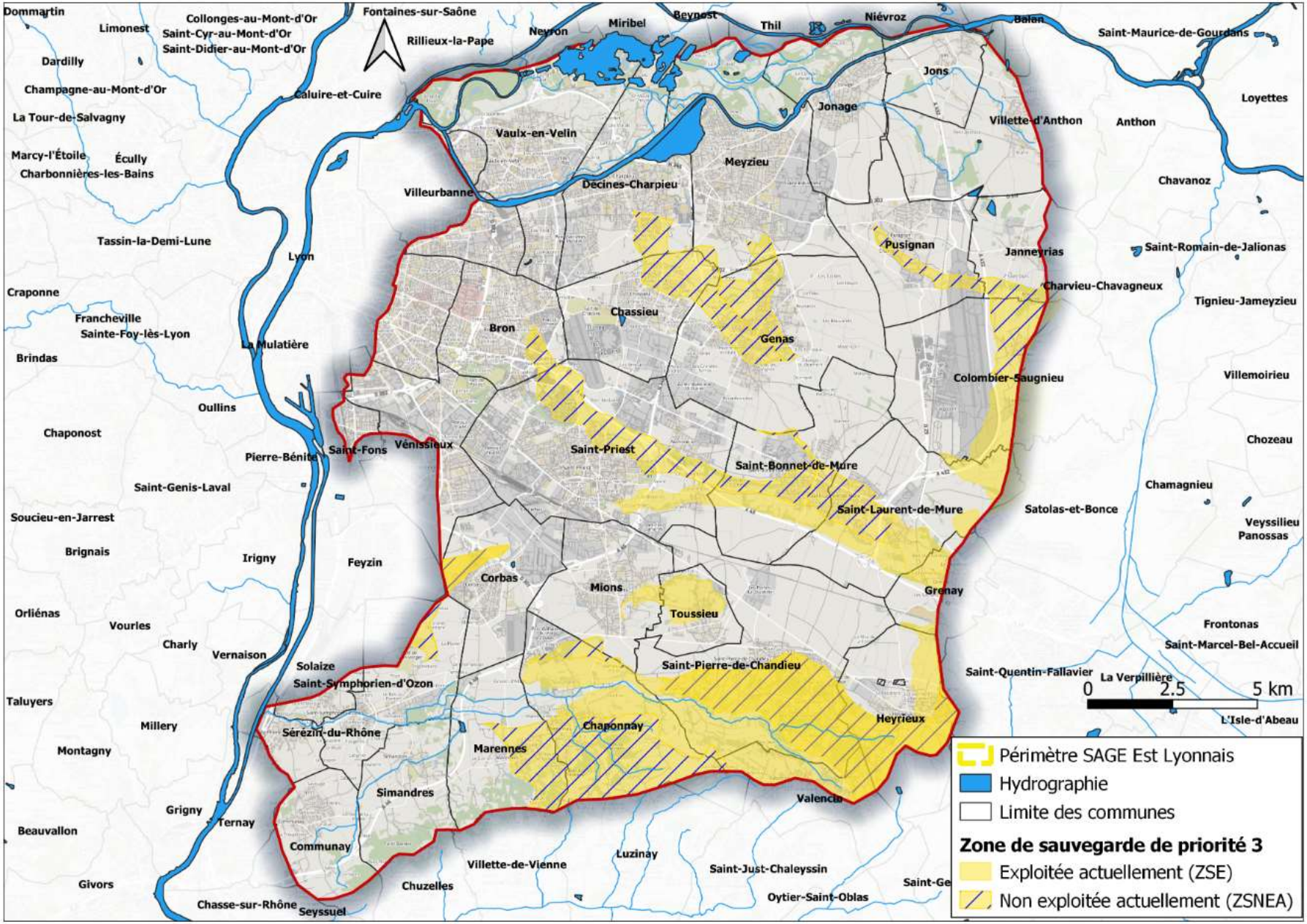


GINGER BURGEAP

Zones de sauvegarde de priorité 2



Zones de sauvegarde de priorité 3



Propositions de prescriptions



Réunions réalisées et participation

Sujet	Date	Lieu	Nb invités	Nb participants	Structures présentes	Nb de retours reçus sur le CR
Réunions bilatérales						
Activtés à risques	01/02/2024	Département du Rhône - Lyon	7	5	AIRM, ASLI, APORA, CCI	3
Post-carrières	08/02/2024	CCEL - Colombier-Saugnieu	6	5	CCEL, UNICEM, Chambre d'agriculture	1
Infrastructures linéaires	01/03/2024	Visio	4	1	Routes départementales	
Réunions de concertation						
Post-carrières	04/03/2024	St Pierre de Chandieu	98	12	CCEL UNICEM EPGL, Métropole de lyon CAEL, ACER 4 Communes (St Pierre de Chandieu, St Laurent de Mure, St Bonnet de Mure, Toussieu)	1
Infrastructures linéaires	08/03/2024	Chaponnay	111	9	SNCF Réseaux EPGL, Métropole de lyon CAEL, ACER 3 Communes (St Laurent de Mure, Chaponnay, Toussieu)	0
Développement économique	11/03/2024	CCEL - Colombier-Saugnieu	100	11	SEPAL, CCEL, Chambre d'agriculture EPGL, Métropole de lyon CAEL, ACER 3 Communes (St Laurent de Mure, St Pierre de Chandieu, Toussieu)	0
Activtés à risques	26/03/2024	Genas	105	9	DREAL AIRM, ASLI, APORA, UNICEM CAEL EPGL, Métropole de Lyon	2

Deux types de prescriptions et des dispositions

Des prescriptions leviers de prévention

Des interdictions ?

- Activités « à risques »
- Transport de matières dangereuses

+ gestion des eaux pluviales ou rejets aux milieux naturels

➔ Des contraintes spécifiques ?

Des autorisations sous conditions ?

- Remblaiement des carrières
- Projets de développement économique

➔ Positionnement du SAGE par rapport aux autres services de l'état ?

➔ Peu de levier sur les pratiques agricoles…

Des prescriptions facilitant la détection et gestion de crise

Des suivis complémentaires ?

➔ Qui finance ces suivis ? …

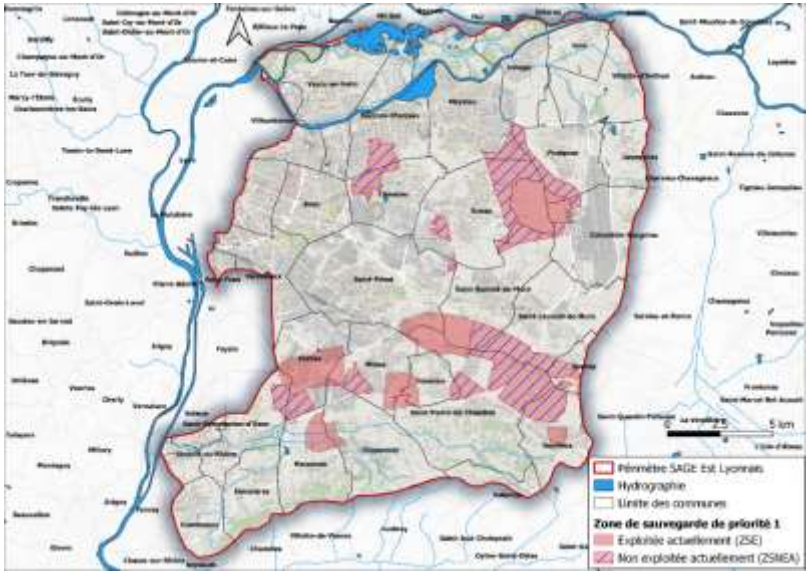
Des procédures d'alerte, d'information



Interdictions proposées

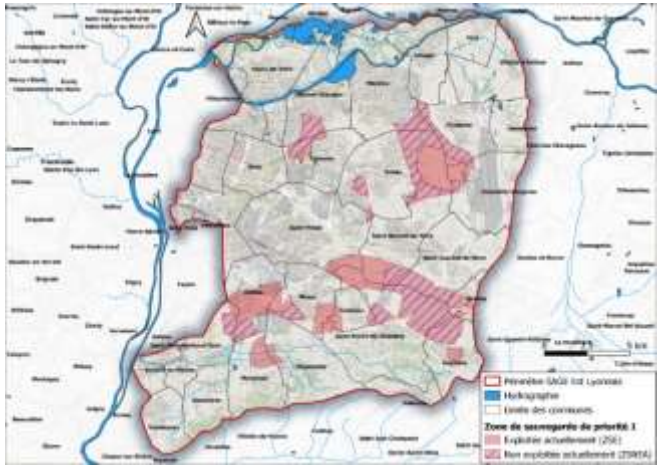
Réactions et arguments associés

Interdiction d'activités « à risques » en ZS1
(ZSE et ZSNEA)



Demandes de précisions soulevées par cette proposition :

- Surface concernée ?
- Risque d'exemple pour des surfaces plus importantes (PPE Garenne) ?
- Quelles activités interdites ?
- Quid des sites existants (y compris les activités connexes) ?



Interdiction d'activités « à risques » en ZS1

(ZSE et ZSNEA)

Questions soulevées par cette proposition / Réponses du SAGE

- Surface concernée ?

Selon CORINE LAND COVER 2018 : 160 ha en ZSE et 16 ha en ZSNEA

- Risque d'exemple pour des surfaces plus importantes (PPE Garenne) ?

Alluvions du Rhône -> étude et concertation spécifiques si sujet traité

- Quelles activités interdites ?

Cf liste établie par la DREAL et la DDPP

- Quid des sites existants (y compris les activités connexes) ?

Non concernés

Sur 40 sites présents, une quinzaine seraient interdits aujourd'hui

Interdiction d'activités « à risques » en ZS1
(ZSE et ZSNEA)

Arguments défavorables entendus

Contrainte pour le développement économique et l'emploi

Ne concernera que les ICPE alors que, via expertise et suivis : risques maitrisés

Et pour les « petits » sites plus risqués : pas d'interdiction

Pratiques industrielles en progrès depuis 20 ans

Injustice de sanctionner de futurs sites pour des passifs chez d'autres exploitants -> supprimer de la liste les rubriques « à enjeux »

Le SAGE n'a pas vocation à pallier des manques de moyens des services de l'état (contrôles / sanctions)

Activités interdites via des activités connexes (carrières par exemple)

Interdiction d'activités « à risques » en ZS1
(ZSE et ZSNEA)

Arguments favorables entendus

Principe de précaution // risque d'accident – le risque zéro n'existe pas – des exemples de sites impactant la nappe y compris ICPE, récemment, et dans le secteur

Principe de précaution // polluants émergents - non-maitrise des substances polluantes potentiellement dangereuses pour la santé (ex : PFAS)

Moyens des services de l'état insuffisants pour s'intéresser aux sites soumis à déclaration -> intérêt d'utiliser un autre levier via le règlement du SAGE

Surfaces industrielles déjà soustraites au maximum des zones de sauvegarde lors des zonages

Exemples de captages non protégeables si activités à risques voisines (ex : Afrique) -> besoin de hiérarchiser pour sanctuariser

Interdiction d'activités « à risques » en ZS1
(ZSE et ZSNEA)

Suggestions faites par les participants

Autorisation sous conditions pour les ICPE soumises à autorisation ou enregistrement + les sites ISO 14001

➔ Quelles conditions ? Quels moyens de vérification ?

Interdiction des activités à haut risque mais en leur proposant des solutions d'implantation ailleurs

Augmentation des suivis et sanctions dans ces secteurs spécifiques, y compris de la part des mairies

➔ Pouvoir de police du maire ?

➔ Implication plus forte de la cellule d'animation du SAGE via le règlement ?

Enlever les rubriques « à enjeux » de la liste des activités à interdire

Interdiction d'activités « à risques » en ZS1
(ZSE et ZSNEA)

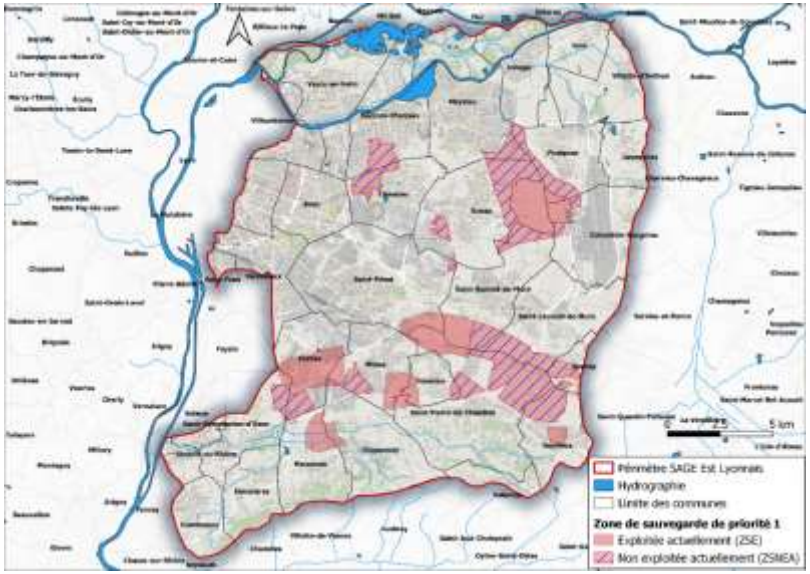
Plusieurs scenarios pour cette prescription

Interdiction pour les futurs sites

Autorisation sous conditions (à préciser) pour sites ICPE Autorisation ou Enregistrement

Autorisation sous conditions (à préciser) pour sites ICPE Autorisation ou Enregistrement + ISO 14001

➔ A soumettre en CLE



Interdiction de rejets de STEP au milieu naturel en ZS1 (ZSE et ZSNEA)

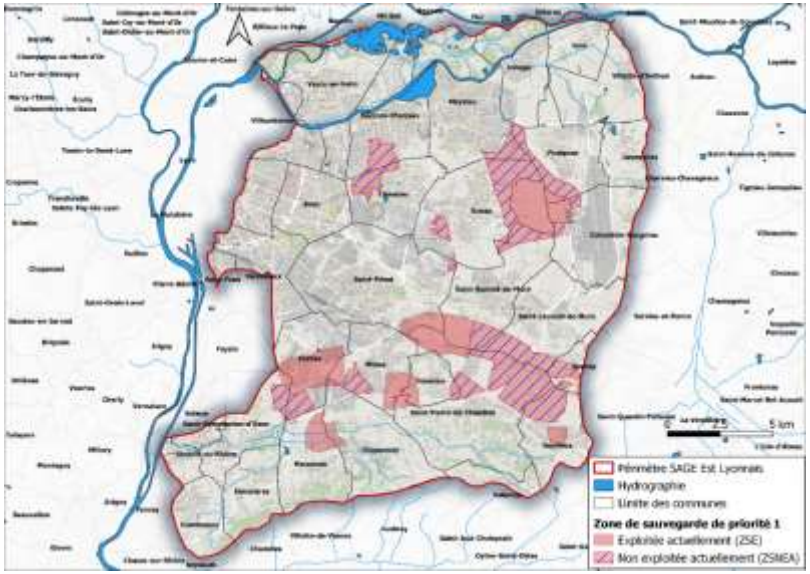
Nouvelles installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) soumis à autorisation ou déclaration, en application de la législation sur l'eau (visées à l'article R214-1 du Code l'Environnement) et correspondant à la nomenclature suivante :

2.1.1.1 : rejets d'eaux traitées par les stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs de pollution organique au sens de l'article R2224-6 du code général des collectivités territoriales si supérieure à 12 kg de DBO5 (seuil déclaratif).

➔ Pas d'objections particulières

➔ Retenue

Interdiction de nouveaux pipelines en ZS1 (ZSE et ZSNEA)



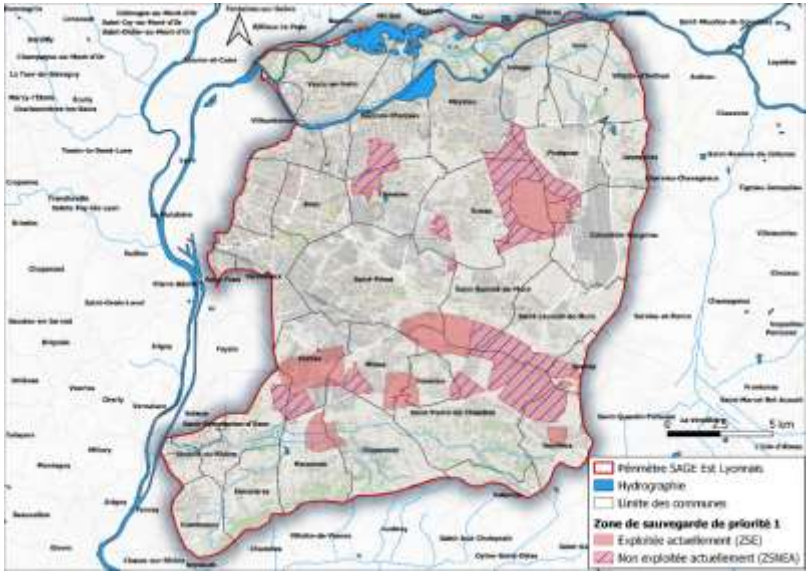
➔ Pas d'objections particulières

➔ Retenue

<u>Proposition des participants : Etendre aux ZS2</u>

➔ Proposition d'étendre aux ZS2

Interdiction de nouveaux chemins de fer et routes en ZS1 (ZSE et ZSNEA)



Points abordés en réunion :

Interdiction **existante en PPR** via le règlement du SAGE 2009

Pour les projets comme le CFAL : des DUP nationales
Interdiction inutile ? Plutôt accompagner la gestion des eaux pluviales / assainissement

Distinguer infrastructure et usage de l'infrastructure
➔ Possibilité d'interdire le transport de matières dangereuses sur certains tronçons par arrêté mais difficultés d'application, contrôles et sanctions

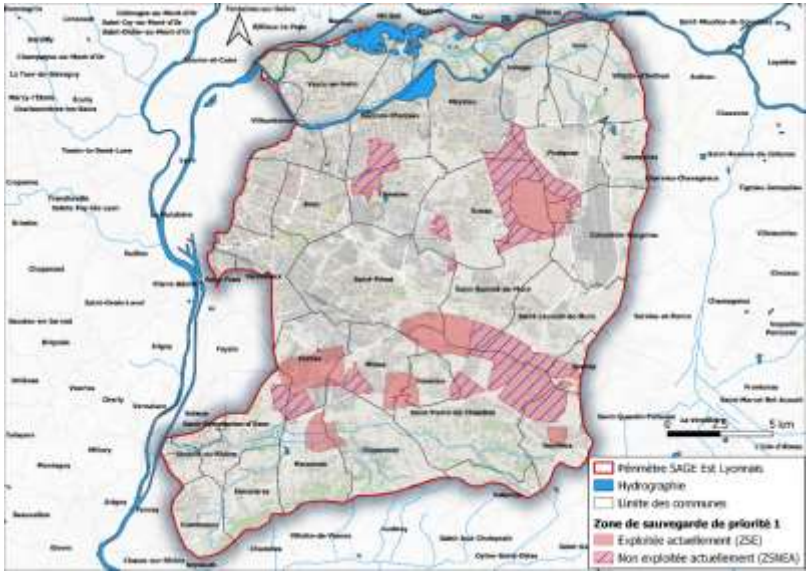
➔ Extension de l'interdiction aux ZS1 à envisager ?



Autorisations sous conditions proposées

Réactions et arguments associés

Extraction de granulats en ZS1 (ZSE et ZSNEA)



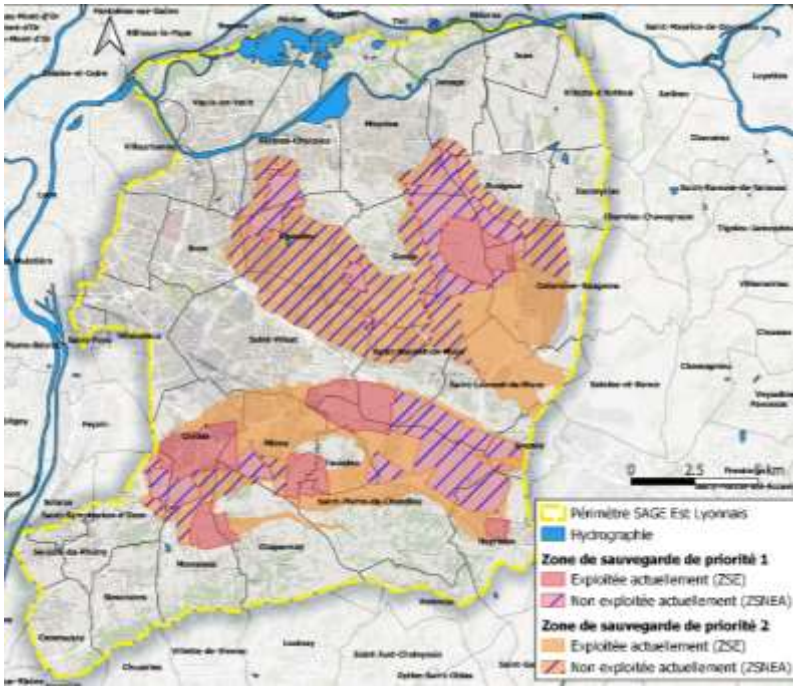
<u>Maintien de la zone non saturée à 5 m au-dessus du niveau des plus hautes eaux</u>

Prescription existante en PP.

➔ Pas d'objections particulières

➔ Retenue

Remblaiement carrières en ZS1 et ZS2 (ZSE et ZSNEA)



3 conditions proposées sur :

- Matériaux acceptés
- Suivis complémentaires notamment en fin d'exploitation
- Retour à l'agriculture

Remblaiement carrières en ZS1 et ZS2 (ZSE et ZSNEA)

Matériaux acceptés

Proposition envisagée en réunion : abaissement des seuils ISDI

- Faisabilité réglementaire ?
- Étude de refus de camions ?

-> Non retenue en l'état - propositions d'ajustements

Remblaiement carrières en ZS1 et ZS2 (ZSE et ZSNEA)

Matériaux acceptés

Existant

Après exploitation : remblaiement préconisé avec des matériaux propres, inertes et naturels. Les matériaux admissibles sont ceux précisés en annexes de l'arrêté du 12/12/2014 relatif aux installations de stockage de déchets inertes et en complément sont exclus :

- Des mélanges bitumineux, goudrons et produits goudronnés (code déchets : 17 03),
- De la fraction fine des matériaux de déconstruction,
- Des terres provenant de sites contaminés ou ayant pu être en contact avec des terres contaminées,
- Des concentrations en COHV (12) supérieures à 1 mg/kg,
- Des concentrations en PFAS (20 réglementaires) supérieures à 0,2 mg/kg.

+ réaliser, a minima, une analyse de sols par surface excavée de 500 m^3.

+ contrôle visuel et olfactif lors du déchargement du camion et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

En cas de doute / absence de justificatifs : refus de l'exploitant

Matériaux acceptés – questions restantes

Clarifications à apporter :

- Retours sur ces propositions ?
- Consolidation de la valeur pour les PFAS : modalités d'ajustement à moyen terme ?

Demandes formulées par les participants en réunion :

- Information de la filière à faire par le SAGE
- Analyses complémentaires à faire par le producteur des déchets (aménageur)

Remblaiement carrières en ZS1 et ZS2 (ZSE et ZSNEA)

Suivis complémentaires pour les futurs sites

Pendant l'exploitation : *Existant*

Suivi semestriel sur deux points aval du site.

Paramètres à suivre : COHV, HAP, 8 Métaux, HCT, BTEX et les 20 PFAS

Après l'exploitation : Prolonger le suivi de 5 années en fin d'exploitation

Suivi semestriel sur deux points aval du site.

Paramètres à suivre : COHV, HAP, 8 Métaux, HCT, BTEX et les 20 PFAS

➔ A intégrer aux AP des futurs sites via le règlement du SAGE

Remblaiement carrières en ZS1 et ZS2 (ZSE et ZSNEA)

Suivis complémentaires pour les sites existants

Pendant l'exploitation :

Suivi semestriel sur deux points aval du site.

Paramètres à suivre : COHV, HAP, 8 Métaux, HCT, BTEX et les 20 PFAS

➔ Possibilité d'harmoniser les périodes de suivi ?

Après l'exploitation : Prolonger le suivi de 5 années en fin d'exploitation

Suivi semestriel sur deux points aval du site.

Paramètres à suivre : COHV, HAP, 8 Métaux, HCT, BTEX et les 20 PFAS

➔ Mobiliser le règlement du SAGE pour imposer ces suivis complémentaires aux sites existants ? Procédure partenariale ?

Suivis complémentaires

Pour les futurs sites :

- Faisabilité réglementaire d'imposer des paramètres non propres aux activités ?

-> Via règlement du SAGE

- Prise en charge des coûts ?

-> Futur exploitant

➔ Retenue

Pour l'existant :

- Il existe déjà un suivi coordonné organisé par l'UNICEM
- Carrier : dernier maillon de la filière
- Exploitants proposent de mettre à disposition leurs ouvrages

➔ A soumettre en CLE / Démarche partenariale à creuser

Remblaiement carrières en ZS1 et ZS2 (ZSE et ZSNEA)

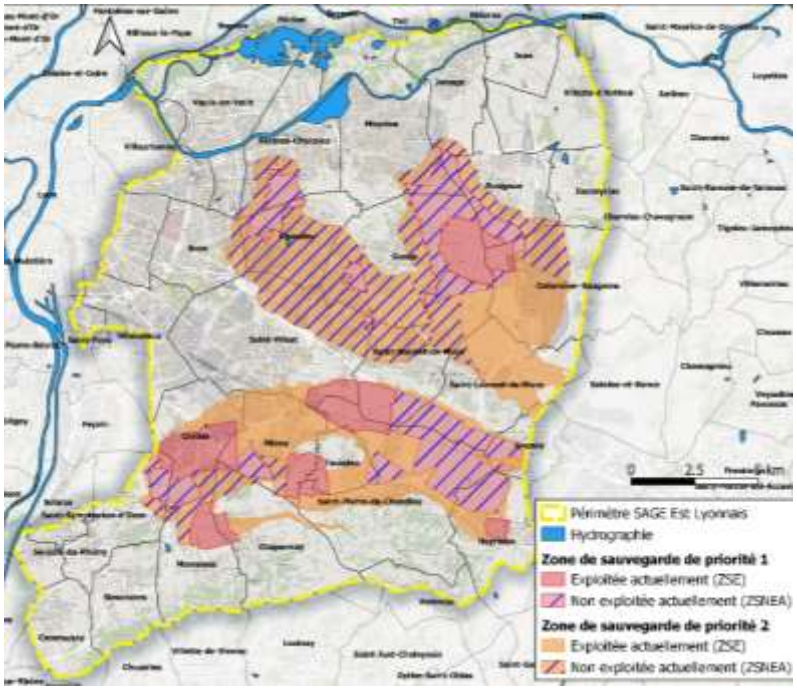
Retour à l'agriculture

Propositions en réunion :

- Interdit sans remblaiement (plutôt fixer une cote au-dessus du NPHE ?)
- Agriculture biologique

Objections formulées – clarifications en attente :

- Agriculture biologique impossible sur terrains remaniés ?
- Encadrement des pratiques agricoles nécessite des baux environnementaux : pas une évidence, peu de leviers



Nouvelles infrastructures linéaires en ZS1 et ZS2

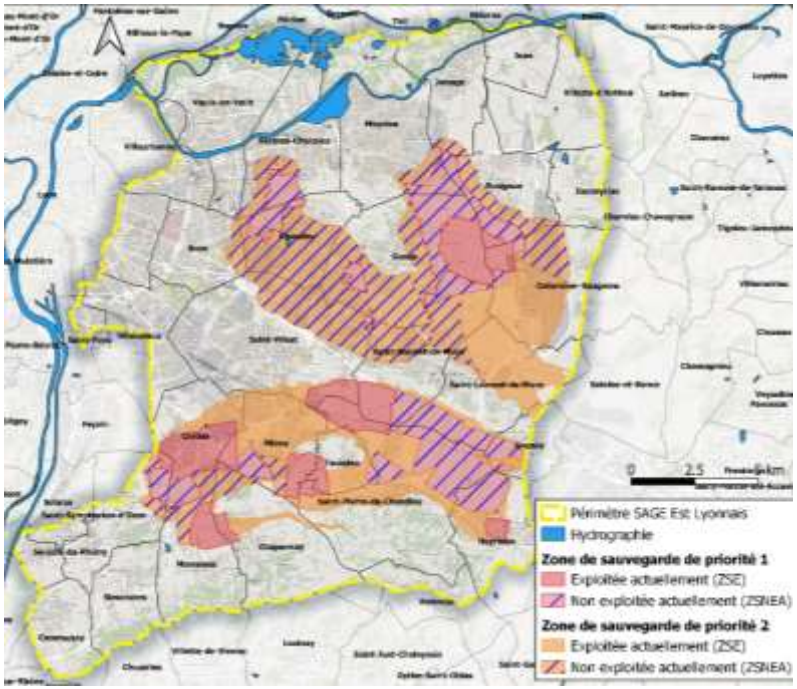
(ZSE et ZSNEA)

Mise en place d'une collecte étanche des eaux de ruissellement

➔ Difficulté de mise en œuvre vu les linéaires concernés

➔ Possibilité de restreindre aux secteurs accidentogènes en ZS2

➔ Retenue pour les ZS1 et restreinte aux zones accidentogènes pour les ZS2



Projets d'aménagement – développement économique en ZS1 et ZS2 (ZSE et ZSNEA)

Imposer un confinement des eaux incendie à l'échelle de la ZAC

Réaliser une étude d'impact cumulative pour les grandes surfaces aménagées

Réaliser un suivi de la nappe en phase travaux

➔ Proposées par les participants en séance
➔ Déjà existant en partie

➔ Retenues



Gestion des eaux pluviales

Doctrine de gestion des eaux pluviales en ZS1, ZS2 et ZS3
(ZSE et ZSNEA)

Doctrine à retravailler sur :

- Imperméabilisation dans les secteurs sensibles pour privilégier la protection de la qualité
- Report de la recharge en aval des captages ? Infiltration des eaux de toiture
- Actions d'entretien à renforcer et préciser
- Diagnostic de sols qualité obligatoire pour valider l'infiltration

➔ Action d'étude à intégrer à la révision du SAGE



Prescriptions facilitant la détection et gestion de crise

Suivis de la nappe renforcés
(ZSE et ZSNEA)

Nouvelles activités « à risques » et extension ou changement d'activités en ZS2

Carrières en phase de remblaiement en ZS1 et ZS2

Infrastructures linéaires en phase travaux en ZS1 et ZS2

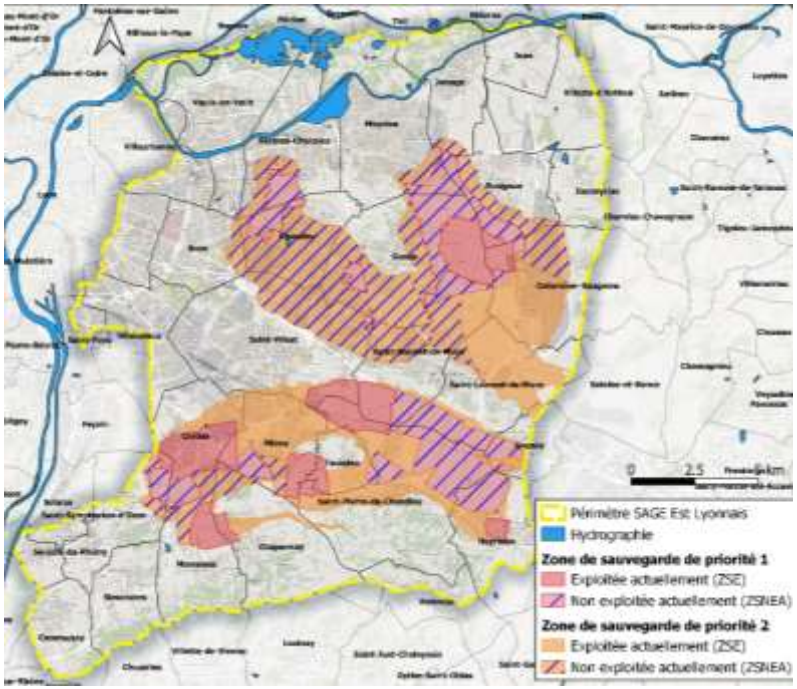
Suivi semestriel sur deux points aval du site
(Quid de l'aval pour les infra linéaires ? Ouvrages géotechniques à utiliser ?)

Paramètres suivants : COHV, HAP, 8 Métaux, HCT, BTEX et les 20 PFAS règlementaires

➔ Objections sur la prise en charge des coûts et la faisabilité réglementaire

➔ A soumettre en CLE

Procédures d'alerte en ZS1 et ZS2 (ZSE et ZSNEA)



ICPE « à risques » /carriers / infrastructures linéaires / projets d'aménagement

Fournir une procédure :

- d'alerte du SAGE et de EPGL en cas d'incident pouvant induire une pollution des sols et/ou de la nappe
- de gestion du risque de pollution de l'environnement en fonction de l'analyse du risque environnemental du site.

A demander via les AP ou les règlements de ZAC

➔ Pas d'objections particulières

➔ Retenue



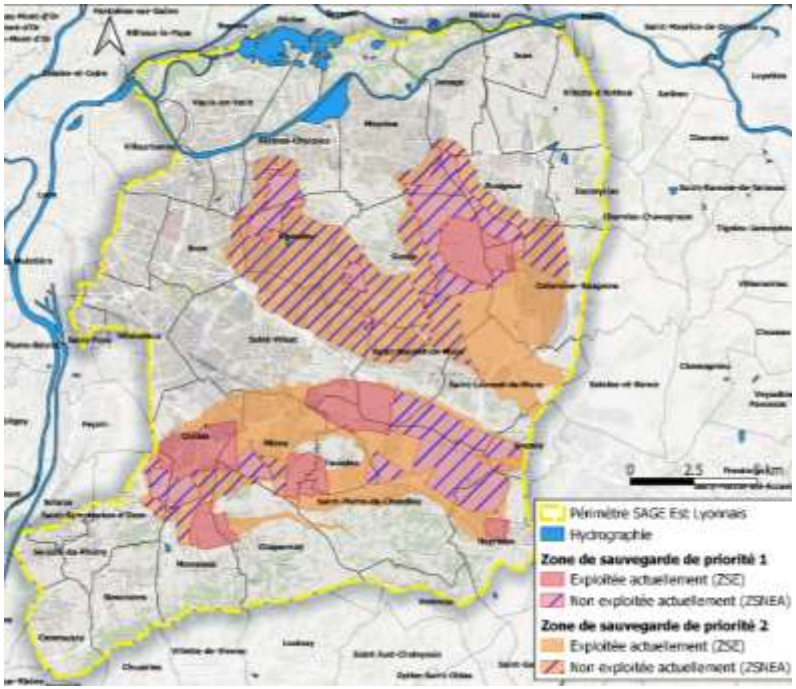
Recommandations dispositions ou bonnes pratiques

Propositions des participants

Guide de bonnes pratiques à compléter et faire vivre par le SAGE

Partage facilité des suivis qualité des eaux souterraines entre acteurs du territoire ?

Diagnostic des collectes d'infrastructures linéaires existantes dans les secteurs accidentogènes en ZS1 et ZS2 ?



➔ Actions partenariales à envisager



Suites et clôture

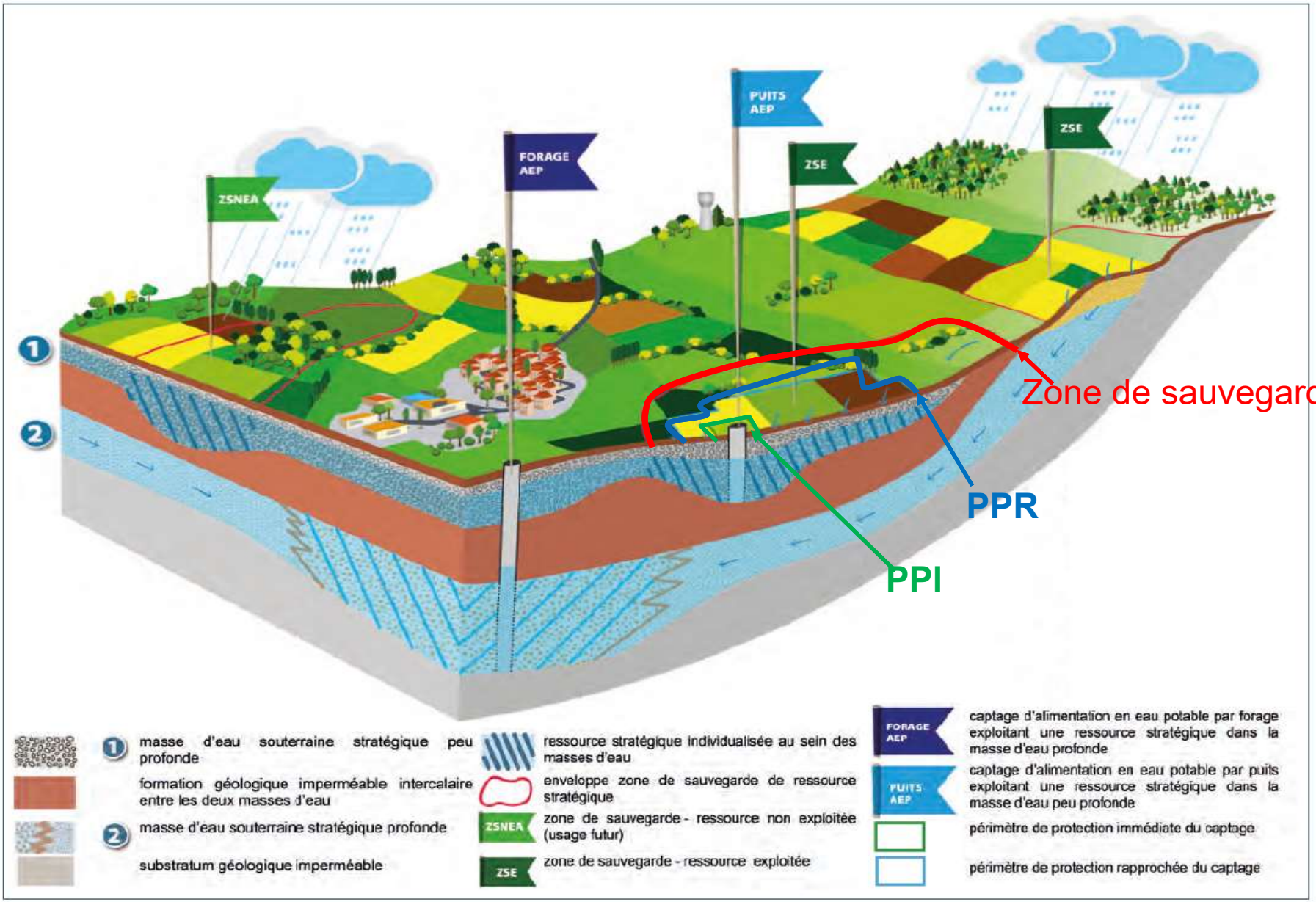
Prochaines étapes

- CLE de révision du SAGE : septembre 2024
- Intégration des zonages et prescriptions dans :
  - *règlement du SAGE*
  - *mise en compatibilité / conformité des documents d'urbanisme*

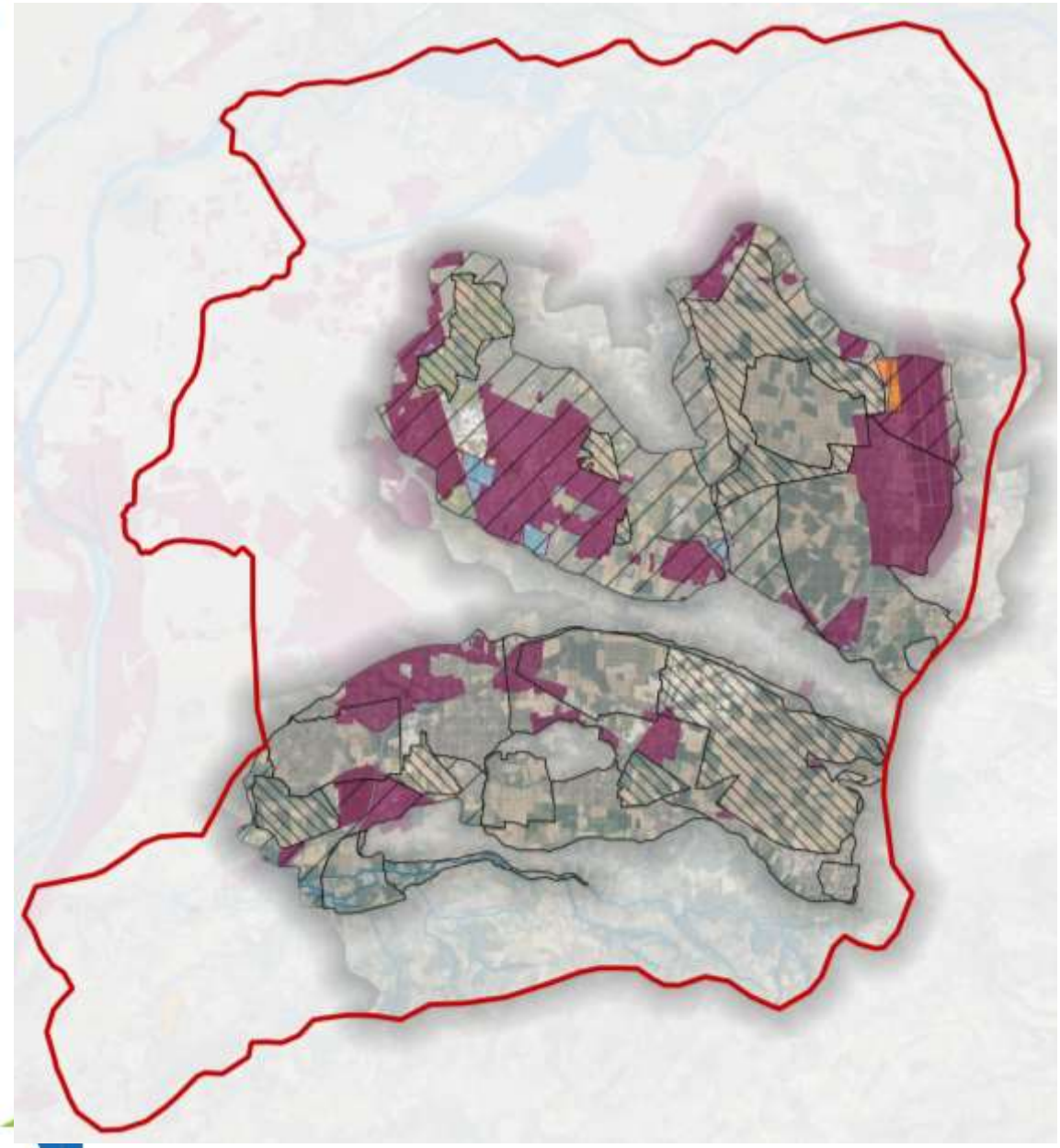
Merci pour votre participation !

GINGER BURGEAP

Deux démarches complémentaires

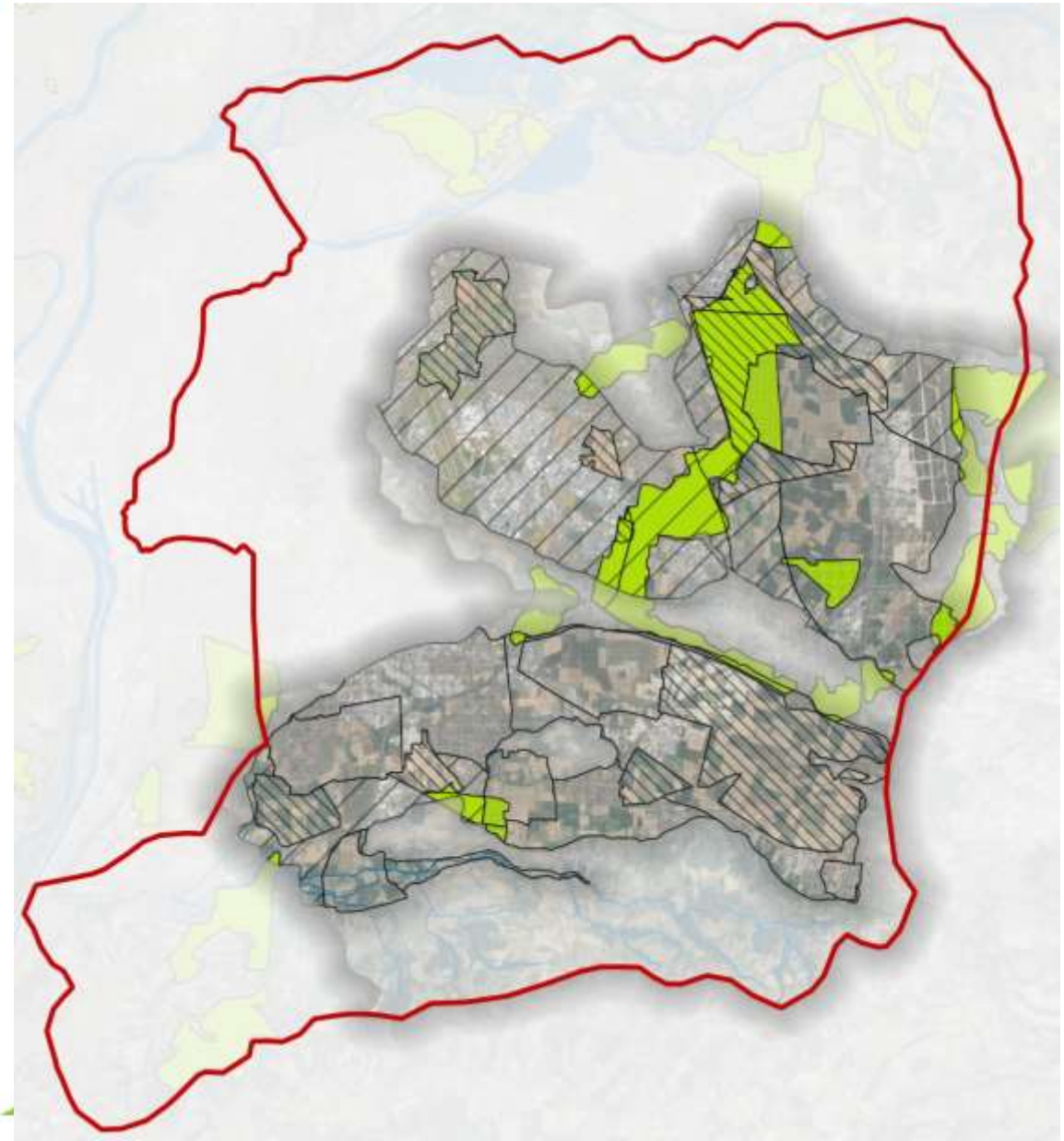


Zones d'activités économiques dans les ZS de priorité 1 et 2



GINGER BURGEAP

Zonages PENAP dans les ZS de priorité 1 et 2



GINGER BURGEAP

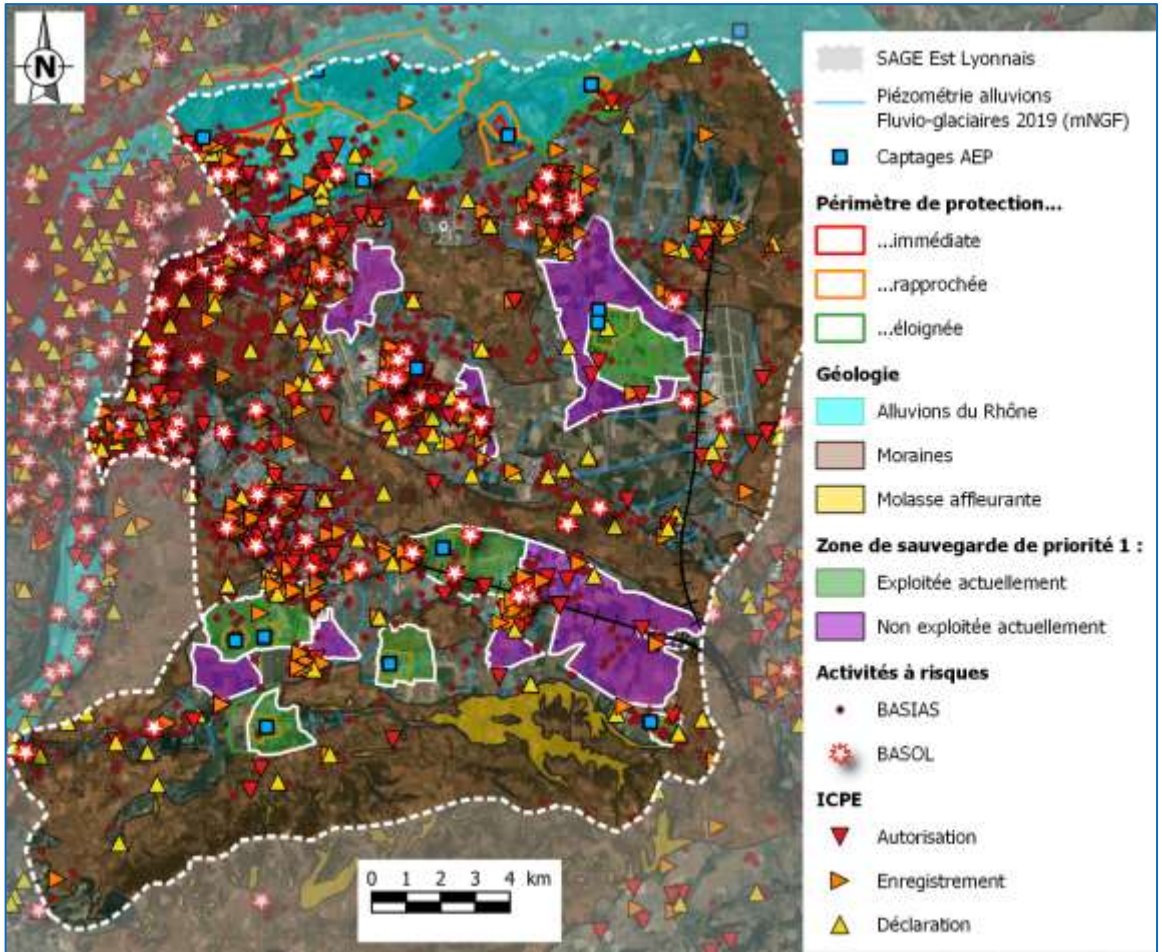


Occupation des sols actuelles et futures sur les zones de sauvegarde

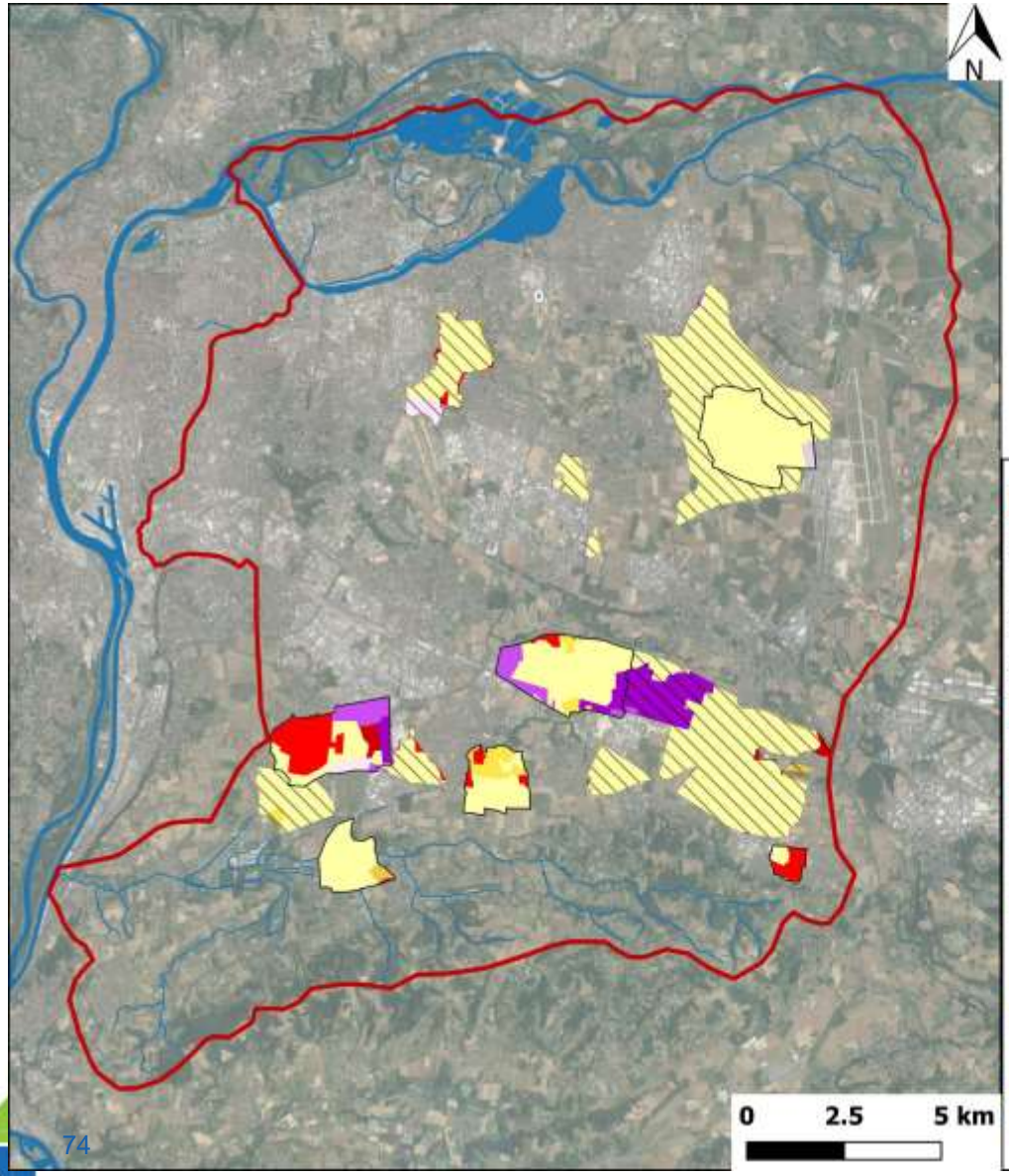
Vulnérabilité de la nappe de l'Est Lyonnais

Pressions du territoire :

- Plusieurs « hotspots » ressortent, dont certains **en amont de ZS-1** : ZI Meyzieu, Pusignan, Saint-Jean, Décines, **Chassieu**, **Aéroport**, **Grenay**, **Heyrieux**, **Portes du Dauphiné**, **Saint-Priest**, **ASLI**, **Mions**, Saint-Symphorien, Vénissieux.
- ZSE et ZSNEA 1 = secteurs actuellement plutôt préservés, pas forcément leur amont.



Occupation actuelle du territoire au droit des ZS de priorité 1



4860 ha : Principalement :

- Agricole
- Carrières
- Les ZI avaient déjà été exclues lors du zonage 2018

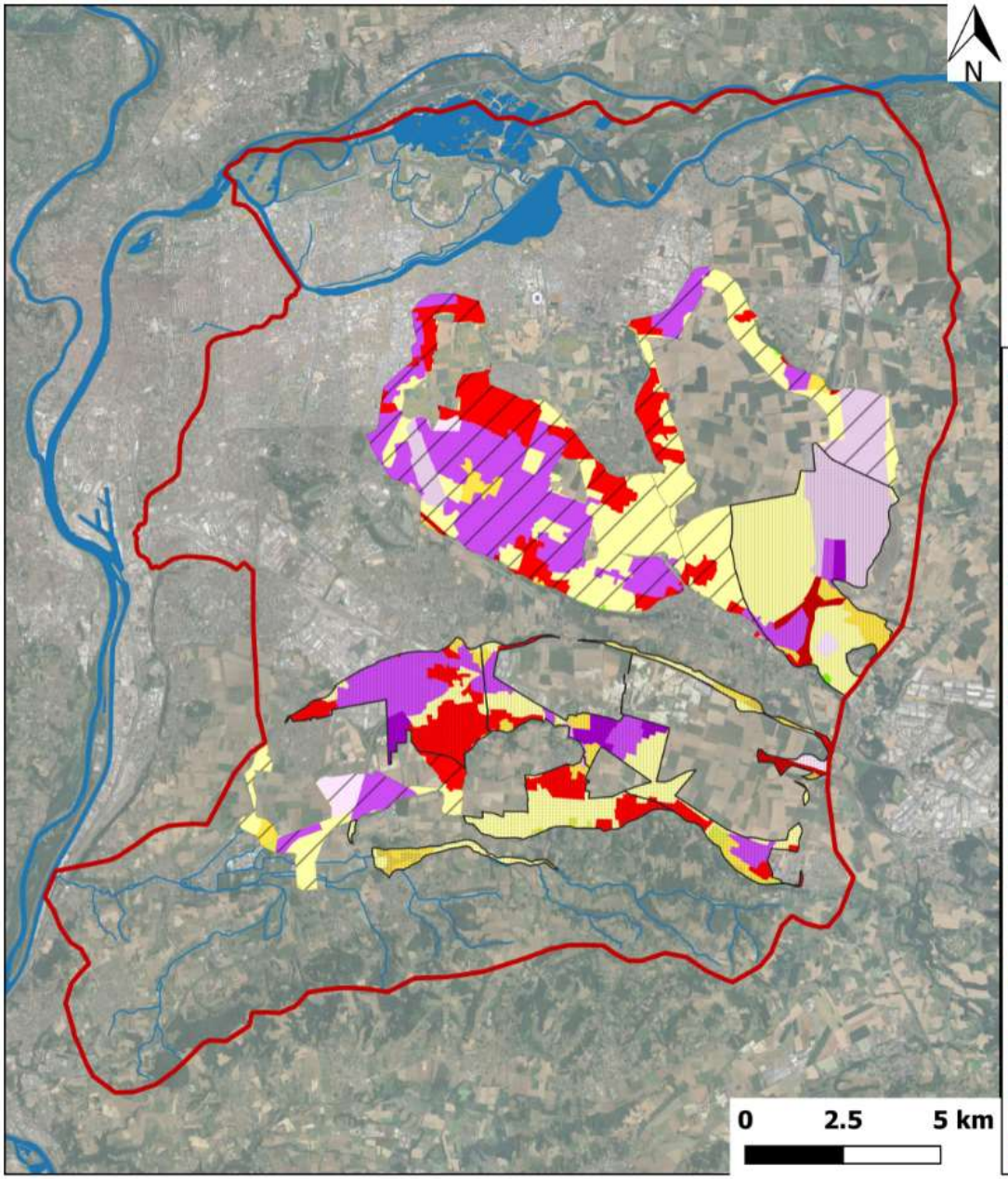
Zones industrielles ou commerciales et installations publiques :
en ZSE-1 : 160 ha / en ZSNEA-1 : 16 ha
(Corine Land cover 2018)

Périmètre SAGE Est lyonnais

Zones de sauvegarde de priorité 1
- Exploitées
- Non exploitées actuellement

Occupation des sols (Corine Land Cover 2018)
- Tissu urbain discontinu
- Zones industrielles ou commerciales et installations publiques
- Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés
- Aéroports
- Extraction de matériaux
- Equipements sportifs et de loisirs
- Terres arables hors périmètres d'irrigation
- Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole
- Systèmes culturaux et parcellaires complexes
- Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Occupation actuelle du territoire au droit des ZS de priorité 2



Principalement :

- ZI et ZAC
- Agricole
- Tissu urbain

Périmètre SAGE Est lyonnais

Zones de sauvegarde de priorité 2

Exploitées (ZSE)

Non exploitées actuellement (ZSNEA)

Occupation des sols (Corine Land Cover 2018)

Tissu urbain discontinu

Zones industrielles ou commerciales et installations publiques

Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés

Aéroports

Extraction de matériaux

Décharges

Espaces verts urbains

Equipements sportifs et de loisirs

Terres arables hors périmètres d'irrigation

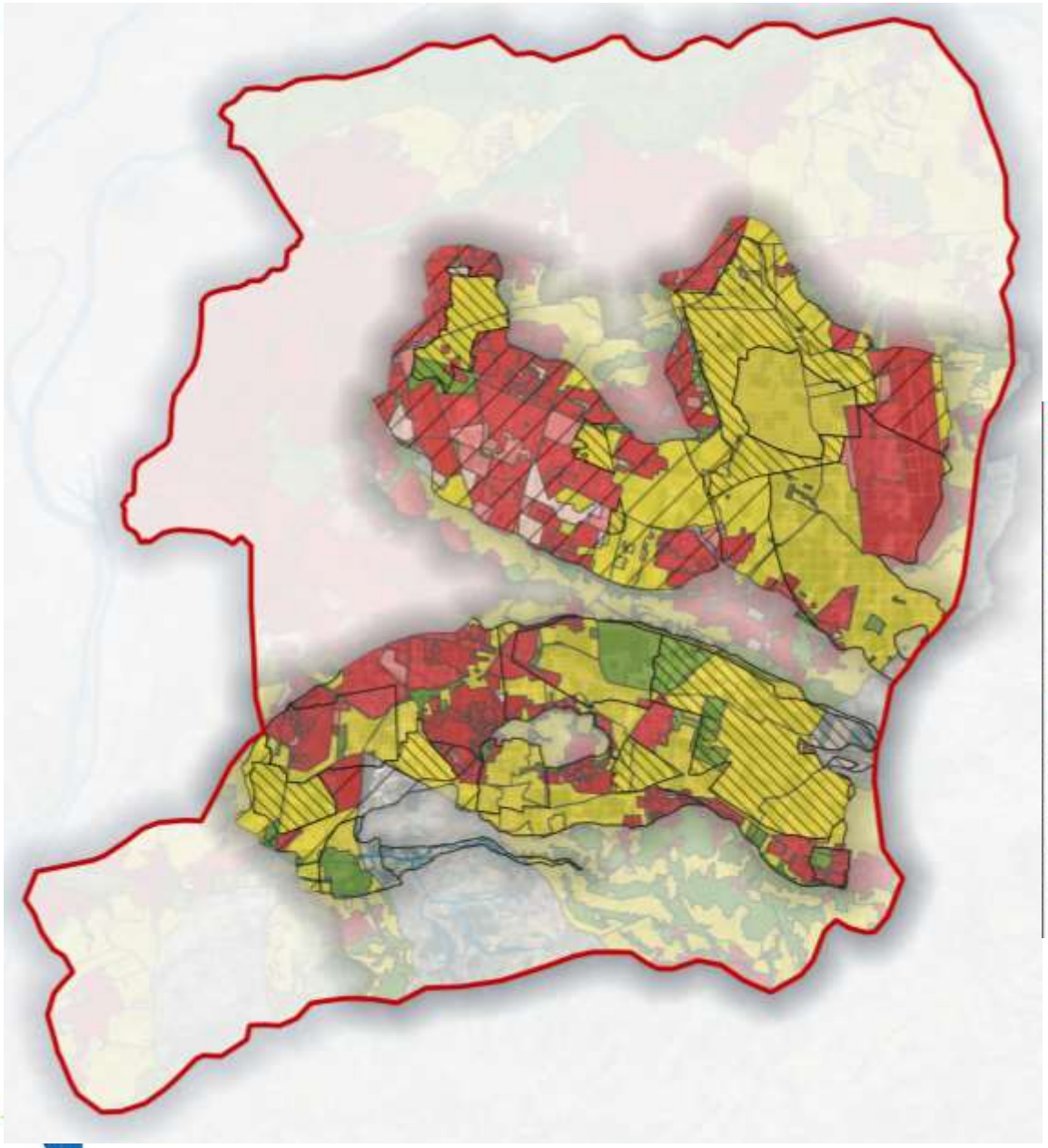
Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole

Systèmes culturaux et parcellaires complexes

Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Forêts de feuillus

Zonages PLU à ce jour dans les zones de sauvegarde 1 et 2



GINGER BURGEAP

SAGE Est lyonnais - Liste des activités à risques

Classification ICPE			Rubrique ICPE	Nomenclature ICPE	Raison de l'intégration dans la liste
Classement par substances	Toxiques	Gaz à effet de serre fluoré ou substance appauvrissant la couche d'ozone	**1185-1**	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension	Enjeu
	Explosibles	Explosifs	**1312**	Mise en œuvre de produits explosifs à des fins industrielles	Enjeu
	Inflammables	Liquides inflammables	**1434**	Remplissage, distribution de liquides inflammables (a l'exception des stations-service)	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98 – si > 200 m3/h)
			1435	Stations-service (carburants)	Enjeu
			1436	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de)	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines si capacité >1500 m3 (article 55, AM sectoriel du 03/10/10)
	Combustibles		**1511**	Entrepôts exclusivement frigorifiques	Enjeu
			1532	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues	Enjeu
	Corrosives		**1630**	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse	Enjeu
	Radioactives		**1716**	Substances radioactives	Enjeu
			1735	Dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives sous forme de résidus solides de minerai d'uranium, de radium ou de thorium…	Enjeu
	Solvants organiques (directive IED)		**1978**	Solvants organique (utilisation)	Enjeu
Classement par activités	Activités agricoles, animaux		**2101**	Bovins (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2102	Porcs (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2110	Lapins (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2111	Volailles (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2112	Couvoirs	Enjeu
			2113	Carnassiers à fourrure (élevage, vente, transit)	Enjeu. Interdit en périmètre de protection de captage (article 1, AM sectoriel 15/09/86).
			2120	Chiens (élevage, vente, transit, garde, détention, refuge, fourrières, …)	Enjeu
			2130	Pisciculture	Enjeu
			2140	Animaux d'espèces non domestiques (présentation au public)	Enjeu
			2150	Coléoptères, diptères, orthoptères (activité d'élevage de)	Enjeu
			2170	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication d') à partir de matières organiques	Enjeu
			2171	Dépôts de fumier, engrais et supports de culture	Enjeu
	Agroalimentaire		**2210**	Abattage d'animaux	Enjeu
			2220	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 14/12/13, article 58)
			2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 23/03/12, article 59)
			2230	Traitement et transformation du lait ou des produits issus du lait	Enjeu
			2240	Extraction ou traitement des huiles et corps gras d'origine animale ou végétale	Enjeu
			2251	Vins (préparation et conditionnement de)	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 26/11/12, article 65)
			2260	Broyage, concassage, criblage….. de substances végétales et de matière organique	Enjeu
			2265	Fermentation acétique en milieu liquide	Enjeu
			2275	Levure et autres productions fongiques à vocation alimentaire (fabrication de)	Enjeu
	Textiles, cuirs et peaux	Textiles	**2311**	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.)	Garanties financières
			2330	Teinture, impression, appret, enduction, blanchiment et delavage de matieres textiles	Garanties financières
			2345	Nettoyage a sec, …	Garanties financières
		Cuirs et peaux	**2350**	Tanneries, megisseries	Garanties financières
			2351	Teintureries et pigmentation de peaux	Enjeu
	Bois, papier, carton, imprimerie		**2410**	Travaux du bois et matériaux combustibles analogues	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 02/09/14, article 53)
			2415	Mise en oeuvre de produits de preservation de bois	Surveillance des eaux souterraines (article 9.3, AM sectoriel enregistrement 02/03/23 – si > 1000 l)
			2420	Fabrication de charbon de bois	Enjeu
			2430	Preparation de la pate a papier	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel 10/09/20), dont après arrêt
			2440	Fabrication de papier carton	Enjeu + Garanties financières
			2450	Imprimerie ou atelier de reproduction graphique …	Garanties financières
	Matériaux, minerais et métaux		**2520**	Fabrication de ciments, chaux, platres	Garanties financières
			2521	Enrobage de materiaux routiers	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 09/04/19, article 9.7)
			2530	Fabrication et travail du verre	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel du 12/03/03, article 78 – selon quantité de produits toxiques stockés).
			2531	Travail chimique du verre ou du cristal	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel du 12/03/03, article 78 – selon quantité de produits toxiques stockés).
			2540	Lavoirs a houille, minerais, mineraux …	Garanties financières
			2545	Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliage	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
			2546	Traitement des minerais non ferreux, elaboration des metaux et alliages non ferreux	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
			2550	Fonderie de produits moules … contenant du plomb	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98 – si > 100 kg/j) + Garanties financières
			2551	Fonderie de metaux et alliages ne contenant pas de plomb	Garanties financières
			2552	Fonderie de metaux et alliages non-ferreux	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98 – si > 2 t/j) + Garanties financières
			2564	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel – selon quantité de produits toxiques) + Garanties financières
			2565	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel – selon quantité de produits toxiques) + Garanties financières
			2566	Decapage des metaux par traitement thermique	Enjeu. Déversement en PPR interdit (AM sectoriel)
			2567	Galvanisation, etamage de metaux	Enjeu. Déversement en PPR interdit (AM sectoriel) + Garanties financières
	ie,		**2630**	Fabrication de detergents et de savons	Garanties financières
			2640	Fabrication de matieres colorantes	Garanties financières

SAGE Est lyonnais - Liste des activités à risques

Classification ICPE		Rubrique ICPE	Nomenclature ICPE	Raison de l'intégration dans la liste
	Chimie, parachim caoutchouc	**2660**	Fabrication ou regeneration de polymeres	Garanties financières
		2670	Accumulateurs et piles (Pb, Cd, Hg)	Garanties financières
		2680	Organismes génétiquement modifiés (lorsque la fabrication concerne les produits agricoles ou agroalimentaire	Enjeu
		2681	Micro organismes naturels pathogènes (production industrielle à des fins d'usage vétérinaire)	Enjeu
		2690	Produits opothérapiques (préparation à des fins d'usage vétérinaire)	Enjeu
	Déchets	**2711**	Transit, regroupement, tri, desassemblage, remise en etat d'equipements electriques et electroniques mis au rebut	Garanties financières
		2712	Installation d'entreposage, depollution, demontage ou decoupage ou broyage de vehicules hors d'usage	Garanties financières
		2718	Installation de transit, regroupement ou tri de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses	Garanties financières
		2719	Installation temporaire de transit de dechets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de dechets issus de catastrophes naturelles	Enjeu
		2730	Sous-produits d'origine animale	Enjeu
		2731	Sous-produits animaux	Enjeu
		2740	Incinération de cadavres d'animaux	Enjeu
		2751	Station d'épuration collective de déjections animales	Enjeu
		2760	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720	Enjeu
		2770	Installation de traitement thermique de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses	Garanties financières
		2771	Installation de traitement thermique de dechets non dangereux.	Garanties financières
		2780	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matières végétales, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation	Enjeu
		2790	Installation de traitement de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses	Garanties financières
		2791	Installation de traitement de dechets non dangereux	Enjeu
		2792	Installations de transit, tri, regroupement de dechets contenant des PCB/ PCT	Enjeu
		2793	Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de dechets de produits explosifs	Garanties financières
		2795	Installation de lavage de futs, conteneurs et citernes de transport de matieres alimentaires, de matieres dangereuses (sauf aires de remplissage et lavage des pulvérisateurs)	Garanties financières
		2797	Gestion des dechets radioactifs	Enjeu
		2798	Installation temporaire de transit de dechets radioactifs issus d'un accident nucleaire ou radiologique	Enjeu
	Divers	**2930-2**	Ateliers de reparation et d'entretien de vehicules a moteurs 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur	Parallélisme avec rubrique 2940
		2940	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	Garanties financières
	Activités IED (visées spécifiquement par la réglementation sur les émissions industrielles (directive IED))	**3120**	Raffinage de petrole et de gaz	Garanties financières
		3130	Production de coke	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières
		3140	Gazeification ou liquefaction de charbon et autres combustibles	Enjeu
		3220	Production de fonte ou d'acier	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3230-c	Transformation de metaux ferreux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3240	Fonderie de metaux ferreux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3250	Transformation de metaux non ferreux	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3260	Traitement de surface	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3310	Production de ciment, chaux et oxyde de magnesium	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Enjeu. Parallélisme avec rubrique 2530.
		3410	Fabrication de produits chimiques organiques	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 26XX
		3420	Fabrication de produits chimiques inorganiques	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières
		3430	Fabrication d'engrais	Garanties financières
		3440	Fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides	Garanties financières
		3460	Fabrication d'explosifs	Garanties financières
		3510	Elimination ou valorisation de dechets dangereux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 27XX
		3520	Elimination ou valorisation de dechets par incineration	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 27XX
		3531	Elimination de dechets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour	Enjeu. Parallélisme avec rubrique 2791
		3532	Valorisation de dechets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes	Enjeu. Parallélisme avec rubrique 2791
		3540	Installation de stockage de déchets (ordures ménagères et déchets urbains) autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3	Enjeu
		3550	Stockage temporaire de dechets dangereux	Parallélisme avec rubriques 27XX
		3560	Stockage souterrain de dechets dangereux	Parallélisme avec rubriques 27XX
		3610-a et b	Fabrication de papier, carton, pate a papier	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel 10/09/20) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 2430
		3620	Pretraitement et teinture de textiles	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 23XX
		3630	Tannage des peaux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 23XX
		3641	Exploitation d'abattoir	Parallélisme avec rubrique 2210
		3642	Traitement et transformation de produits alimentaires	Parallélisme avec rubriques 2220 et 2221
		3643	Traitement et transformation du lait	Parallélisme avec rubrique 2230
		3650	Elimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux	Parallélisme avec rubriques 2730, 2731, 2740
		3660	Elevage intensif de porcs ou de volailles	Enjeu. Parallélisme avec rubriques 21XX
		3670	Traitement de surface a l'aide de solvants	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 2XXX
		3700	Preservation du bois	Parallélisme avec rubriques 24XX
(réglementation	Toxiques	**41XX (4110, 4120, 4130, 4140, 4150)**	Toxiques	Propriétés toxiques pour la santé humaine + Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
	Dangereux pour l'environnement	**45XX (4510, 4511)**	Dangereux pour l'environnement	Propriétés toxiques pour l'environnement aquatique. Surveillance des eaux souterraines si capacité >1500 m3 (article 55, AM sectoriel du 03/10/10)

SAGE Est lyonnais - Liste des activités à risques

Classification ICPE		Rubrique ICPE	Nomenclature ICPE	Raison de l'intégration dans la liste
Classement par Substances et mélanges dangereux Seveso)	Substances et mélanges nommément désignés	**4733**	Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2 naphthylamine et/ou ses sels, 4 nitrodiphényle et 1,3-propanesultone	Enjeu
		4734	Produits petroliers specifiques et carburants de substitution	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
		4741	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]	Enjeu
	Autres substances et mélanges nommément désignés	**4801**	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	Enjeu

ANNEXE 5 – Tableau de synthèse de l'état d'adhésion aux dispositions présentées en COPIL 3 (12/04/2024) : dispositions proposées et niveau de consensus atteint

Disposition proposée aux membres du COPIL	en ZS1	en ZS2	en ZS3	site existant	nouveau site	Consensus des participants	A retravailler	Commentaires
Interdictions								
Activités à risques	X				X	NON	Liste	
Rejets de STEP au milieu naturel	X			X	X	OUI		
Nouveaux pipelines de matières dangereuses	X	X			X	OUI		préciser les matières dangereuses concernées
Interdiction nouveaux chemins de fer et routes	X				X	OUI		crainte sur faisabilité (DUP + AP de voiries ?)
Autorisations sous conditions								
Extraction granulats - 5m de zone non saturée	X				X	OUI		
Matériaux acceptés en remblaiement de carrières	X	X		X	X	NON	Seuils ? PFAS ?	proposer plusieurs options ?
Interdiction d'agriculture en fond de fouille	X	X			X	NON		A passer en recommandations ?
Agriculture biologique	X	X		X	X	?	Levier réglementaire disponible	rééchanger avec la chambre d'agriculture en direct
Réseau de récupération des eaux pluviales étanche pour nouvelles infrastructures linéaires	X	(X)			X	OUI ?		vérifier auprès du contact routes départementales
Projets d'aménagement (confinement eaux incendie, étude d'impacts cumulés, suivi en phase travaux)	X	X			X	OUI		
Prescriptions de détection et gestion de crise								
Suivis renforcés de la nappe pour activités à risques		X			X	NON	Coûts financiers du suivi proposé	vérifier avec la DREAL au préalable
Suivis renforcés de la nappe pour carrières en remblaiement	X	X		X	X	NON		
Suivis complémentaires pour les carrières en remblayées - post exploitation	X	X			X	NON		
Suivis renforcés de la nappe pour les infrastructures linéaires	X	X		X	X	NON		
Procédures d'alerte	X	X		X	X	OUI		
Autres - Etudes ou actions partenariales								
Retravailler la doctrine "eaux pluviales" du SAGE pour intégrer les ZS						OUI	A intégrer aux études à mener dans le prochain SAGE	
Guide de bonnes pratiques du SAGE						OUI		A préciser par le SAGE
Partage facilité des suivis qualité des eaux souterraines						?	A creuser avec les acteurs concernés	
Diag collecte infra linéaires secteurs accidentogènes						?	A creuser avec les acteurs concernés	

ANNEXE 6 – Fiches dispositions proposées pour le COPIL 4 (juin 2024)

Règle 11 : Interdiction et encadrement de certaines activités identifiées à risques au sein des zones de sauvegarde de priorité 1 de la nappe de l'Est lyonnais

Acteurs ciblés

Industriels et Représentants industriels ; Services de l'État, en charge de l'instruction des dossiers ICPE et IOTA

Contexte d'application de la règle

Les zones de sauvegarde, ou ressources stratégiques, sont définies dans un objectif de préservation d'une ressource en eau de qualité compatible avec un usage eau potable, en quantité suffisante. La non-dégradation de ces ressources doit permettre une utilisation des eaux sans traitement ou avec un traitement limité. Il existe 2 types de zones de sauvegarde :

- les ZSE (Zones de Sauvegarde Exploitées) visant à la préservation de ressources d'ores et déjà exploitées pour l'AEP actuellement ;
- les ZSNEA (Zones de Sauvegarde Non Exploitées Actuellement) visant à la préservation de ressources présentant un fort intérêt pour un approvisionnement futur, mais non encore exploitées pour l'eau potable.

Sur la nappe de l'Est lyonnais, pour chacun de ces 2 types, 3 zonages de priorité ont été définis selon l'impact potentiel de pollutions sur les captages actuels ou futurs, allant d'un impact jugé plus élevé pour la priorité 1, à un impact jugé plus faible pour la priorité3. Des niveaux d'intervention, de prescriptions ou de vigilance différents sont donc à adopter dans ces zones pour répondre aux objectifs de préservation de la ressource.

Malgré les précautions prises par les exploitants pour en diminuer les incidences néfastes, les activités identifiées à risques par la CLE du SAGE Est lyonnais sont considérées comme susceptibles de porter atteinte à la nappe de l'Est lyonnais et de compromettre sa capacité de production d'eau potable, particulièrement lorsqu'elles sont situées à proximité des captages existants ou futurs. Les zonages de priorité 1 des zones de sauvegarde font l'objet de prescriptions strictes sur les usages en raison de la localisation d'un captage existant ou futur directement en leur sein.

Les activités à risques ont été déterminées selon une combinaison des critères suivants :

- Surveillance des eaux souterraines imposée pour cette activité dans la réglementation nationale en vigueur ;
- Activités susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux et anciennement soumises à des obligations de constitution de garanties financières par la réglementation nationale ;
- Activités présentant un risque de pollution pour la nappe en raison des substances et produits utilisés sur le site, et des usages du site.

Contenu détaillé de la règle

A) Interdiction des activités à risque en zones de sauvegarde de priorité 1

1) Installations classées pour l'environnement (ICPE)

Dans les zones de sauvegarde de priorité 1 (exploitées et non exploitées actuellement) sont interdites les nouvelles installations soumises à autorisation, enregistrement, déclaration, visées à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement, et correspondant aux installations de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) mentionnées en annexe 1 du présent Règlement.

Annexe 1 du Règlement : Listes des activités à risques pour la nappe de l'Est lyonnais identifiées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Pour tout autre projet de nouvelle installation soumise à la législation ICPE et situé en zone de sauvegarde de priorité 1, dont la rubrique n'est pas comprise dans la liste des activités à risques, le pétitionnaire devra démontrer dans son dossier l'absence d'impact négatif du projet sur la nappe de l'Est lyonnais.

Cette règle ne s'applique pas aux projets d'extension ou renouvellement de sites ICPE existants soumis à autorisation, enregistrement, déclaration, en application de la législation ICPE (articles L.511-1 et suivants du Code de l'Environnement), sous réserve que le pétitionnaire, dans le cadre de son document d'incidence ou de son étude d'impact, réalise une réévaluation du risque pour la nappe et démontre l'absence d'impact négatif du projet sur la nappe, et ce pour tout type de régime (autorisation, enregistrement et déclaration).

De plus, la CLE pourra solliciter les services de l'État pour vérifier :

- la compatibilité de l'activité avec les objectifs du SAGE ;
- la conformité de l'entreprise vis-à-vis de son arrêté préfectoral ;
- le respect et la mise en application des mesures pour la protection de l'environnement évoquées dans son étude d'impact.

Cette règle ne s'applique pas aux projets de nouvelles installations dont le dossier complet et régulier a été déposé avant la date d'approbation du SAGE.

2) **Installations, Ouvrage, Travaux ou activités (IOTA)**

Dans les zones de sauvegarde de priorité 1 (exploitées et non exploitées actuellement) sont interdites les nouvelles installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) soumis à autorisation ou déclaration, en application de la législation sur l'eau (visées à l'article R214-1 du Code l'Environnement) et correspondant à la nomenclature suivante :

- Rejets des systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R2224-6 du code général des collectivités territoriales ;
- Épandage et stockage en vue d'épandage de boues produites dans un ou plusieurs systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif ;
- Épandage et stockage en vue d'épandage d'effluents ou de boues.

B) Interdiction de fabrication ou utilisation de substances PFAS en zone de sauvegarde de priorité 1

Par ailleurs, les activités fabricant ou utilisant des substances PFAS (per- et polyfluoroalkylées) sont interdites dans les zones de sauvegarde de priorité 1 de la nappe de l'Est lyonnais. Cela concerne notamment l'utilisation de mousses d'extinction d'incendie contenant des PFAS.

Ces mesures répondent à un véritable principe de précaution pour la préservation de la nappe de l'Est lyonnais et l'usage eau potable sur l'Est lyonnais.

Nota : A date du SAGE les IOTA visés dans le A) 2) de cette règle, correspondent aux rubriques de la nomenclature IOTA 2.1.1.0, 2.1.3.0 et 2.1.4.0.

Référence réglementaire • Article R.212-47 du Code de l'Environnement • Article R.511-9 du Code de l'Environnement • Article R.214-1 du Code de l'Environnement	Localisation : Zones de sauvegarde de priorité 1 de la nappe de l'Est lyonnais Cf atlas cartographique (XXX)
Indicateurs de suivi : • Nombre de dossiers d'activités à risques sollicités en zone de sauvegarde de priorité 1 (dont refusés en considération de la prescription)	

SAGE Est lyonnais - Liste des activités à risques

Classification ICPE			Rubrique ICPE	Nomenclature ICPE	Raison de l'intégration dans la liste
Classement par substances	Toxiques	Gaz à effet de serre fluoré ou substance appauvrissant la couche d'ozone	~~**1185-1**~~	~~Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)~~ ~~1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension~~	~~Retiré de la liste.~~
	Explosibles	Explosifs	~~**1312**~~	~~Mise en œuvre de produits explosifs à des fins industrielles~~	~~Retiré de la liste.~~
	Inflammables	Liquides inflammables	**1434**	Remplissage, distribution de liquides inflammables (a l'exception des stations-service)	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98 – si > 200 m3/h)
			1435	Stations-service (carburants)	Enjeu
			1436	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de)	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines si capacité >1500 m3 (article 55, AM sectoriel du 03/10/10)
	Combustibles		~~**1511**~~	~~Entrepôts exclusivement frigorifiques~~	~~Retiré de la liste.~~
			~~**1532**~~	~~Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues~~	~~Retiré de la liste.~~
	Corrosives		**1630**	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse	Enjeu
	Radioactives		**1716**	Substances radioactives	Enjeu
			1735	Dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives sous forme de résidus solides de minerai d'uranium, de radium ou de thorium…	Enjeu
	Solvants organiques (directive IED)		**1978**	Solvants organiques (utilisation)	Enjeu
	Activités agricoles, animaux		**2101**	Bovins (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2102	Porcs (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2110	Lapins (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2111	Volailles (élevage, vente, transit)	Enjeu
			2112	Couvoirs	Enjeu
			2113	Carnassiers à fourrure (élevage, vente, transit)	Enjeu. Interdit en périmètre de protection de captage (article 1, AM sectoriel 15/09/86).
			2120	Chiens (élevage, vente, transit, garde, détention, refuge, fourrières, …)	Enjeu
			2130	Pisciculture	Enjeu
			2140	Animaux d'espèces non domestiques (présentation au public)	Enjeu
			2150	Coléoptères, diptères, orthoptères (activité d'élevage de)	Enjeu
			2170	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication d') à partir de matières organiques	Enjeu
			2171	Dépôts de fumier, engrais et supports de culture	Enjeu
			2175	Engrais liquide (dépôt d') - Engrais liquide en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l	Enjeu
	Agroalimentaire		**2210**	Abattage d'animaux	Enjeu
			2220	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 14/12/13, article 58)
			2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 23/03/12, article 59)
			2230	Traitement et transformation du lait ou des produits issus du lait	Enjeu
			2240	Extraction ou traitement des huiles et corps gras d'origine animale ou végétale	Enjeu
			2251	Vins (préparation et conditionnement de)	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 26/11/12, article 65)
			2260	Broyage, concassage, criblage….. de substances végétales et de matière organique	Enjeu
			2265	Fermentation acétique en milieu liquide	Enjeu
			2275	Levure et autres productions fongiques à vocation alimentaire (fabrication de)	Enjeu
	Textiles, cuirs et peaux	Textiles	**2311**	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.)	Garanties financières
			2330	Teinture, impression, appret, enduction, blanchiment et delavage de matieres textiles	Garanties financières
			2345	Nettoyage a sec, …	Garanties financières
		Cuirs et peaux	**2350**	Tanneries, megisseries	Garanties financières
			2351	Teintureries et pigmentation de peaux	Enjeu
	Bois, papier, carton, imprimerie		~~**2410**~~	~~Travaux du bois et matériaux combustibles analogues~~	~~Retiré de la liste. Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 02/09/14, article 53)~~
			2415	Mise en oeuvre de produits de preservation de bois	Surveillance des eaux souterraines (article 9.3, AM sectoriel enregistrement 02/03/23 – si > 1000 l)
			2420	Fabrication de charbon de bois	Enjeu
			2430	Preparation de la pate a papier	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel 10/09/20), dont après arrêt
			2440	Fabrication de papier carton	Enjeu + Garanties financières
			2450	Imprimerie ou atelier de reproduction graphique …	Garanties financières
	Matériaux, minerais et métaux		**2520**	Fabrication de ciments, chaux, platres	Garanties financières
			2521	Enrobage de materiaux routiers	Enjeu. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (AM sectoriel du 09/04/19, article 9.7)
			2530	Fabrication et travail du verre	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel du 12/03/03, article 78 – selon quantité de produits toxiques stockés).
			2531	Travail chimique du verre ou du cristal	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel du 12/03/03, article 78 – selon quantité de produits toxiques stockés).
			2540	Lavoirs a houille, minerais, mineraux …	Garanties financières
			2545	Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliage	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
			2546	Traitement des minerais non ferreux, elaboration des metaux et alliages non ferreux	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
			2550	Fonderie de produits moules … contenant du plomb	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98 – si > 100 kg/j) + Garanties financières
			2551	Fonderie de metaux et alliages ne contenant pas de plomb	Garanties financières
			2552	Fonderie de metaux et alliages non-ferreux	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98 – si > 2 t/j) + Garanties financières
			2564	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel – selon quantité de produits toxiques) + Garanties financières
			2565	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel – selon quantité de produits toxiques) + Garanties financières
			2566	Decapage des metaux par traitement thermique	Enjeu. Déversement en PPR interdit (AM sectoriel)
			2567	Galvanisation, etamage de metaux	Enjeu. Déversement en PPR interdit (AM sectoriel) + Garanties financières
	Chimie, parachimie, caoutchouc		**2630**	Fabrication de detergents et de savons	Garanties financières
			2640	Fabrication de matieres colorantes	Garanties financières
			2660	Fabrication ou regeneration de polymeres	Garanties financières
			2670	Accumulateurs et piles (Pb, Cd, Hg)	Garanties financières
			2680	Organismes génétiquement modifiés (lorsque la fabrication concerne les produits agricoles ou agroalimentaire	Enjeu
			2681	Micro organismes naturels pathogènes (production industrielle à des fins d'usage vétérinaire)	Enjeu
			2690	Produits opothérapiques (préparation à des fins d'usage vétérinaire)	Enjeu
			2711	Transit, regroupement, tri, desassemblage, remise en etat d'equipements electriques et electroniques mis au rebut	Garanties financières
			2712	Installation d'entreposage, depollution, demontage ou decoupage ou broyage de vehicules hors d'usage	Garanties financières

	Déchets	**2718**	Installation de transit, regroupement ou tri de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses	Garanties financières
		2719	Installation temporaire de transit de dechets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de dechets issus de catastrophes naturelles	Enjeu
		2730	Sous-produits d'origine animale	Enjeu
		2731	Sous-produits animaux	Enjeu
		2740	Incinération de cadavres d'animaux	Enjeu
		2751	Station d'épuration collective de déjections animales	Enjeu
		2760 à l'exception du 2760-3	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720: 1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 3. Installation de stockage de déchets inertes 4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique	Enjeu
		2770	Installation de traitement thermique de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses	Garanties financières
		2771	Installation de traitement thermique de dechets non dangereux.	Garanties financières
		2780	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matières végétales, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation	Enjeu
		2781	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production	Enjeu
		2790	Installation de traitement de dechets dangereux ou de dechets contenant des substances dangereuses ou preparations dangereuses	Garanties financières
		2791	Installation de traitement de dechets non dangereux	Enjeu
		2792	Installations de transit, tri, regroupement de dechets contenant des PCB/ PCT	Enjeu
		2793	Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de dechets de produits explosifs	Garanties financières
		2795	Installation de lavage de futs, conteneurs et citernes de transport de matieres alimentaires, de matieres dangereuses (sauf aires de remplissage et lavage des pulvérisateurs)	Garanties financières
		2797	Gestion des dechets radioactifs	Enjeu
		2798	Installation temporaire de transit de dechets radioactifs issus d'un accident nucleaire ou radiologique	Enjeu
	Divers	**2930-2**	Ateliers de reparation et d'entretien de vehicules a moteurs 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur	Parallélisme avec rubrique 2940
		2940	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	Garanties financières
Activités IED (visées spécifiquement par la réglementation sur les émissions industrielles (directive IED))		**3120**	Raffinage de petrole et de gaz	Garanties financières
		3130	Production de coke	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières
		3140	Gazeification ou liquefaction de charbon et autres combustibles	Enjeu
		3220	Production de fonte ou d'acier	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3230-c	Transformation de metaux ferreux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3240	Fonderie de metaux ferreux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3250	Transformation de metaux non ferreux	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 25XX
		3260	Traitement de surface	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 256X
		3310	Production de ciment, chaux et oxyde de magnesium	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 2520
		3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Enjeu. Parallélisme avec rubrique 2530.
		3410	Fabrication de produits chimiques organiques	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 26XX
		3420	Fabrication de produits chimiques inorganiques	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98) + Garanties financières
		3430	Fabrication d'engrais	Garanties financières
		3440	Fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides	Garanties financières
		3450	Fabrication de produits pharmaceutiques	Enjeu
		3460	Fabrication d'explosifs	Garanties financières
		3510	Elimination ou valorisation de dechets dangereux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 27XX
		3520	Elimination ou valorisation de dechets par incineration	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 27XX
		3531	Elimination de dechets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour	Enjeu. Parallélisme avec rubrique 2791
		3532	Valorisation de dechets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes: - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Enjeu. Parallélisme avec rubrique 2791
		3540	Installation de stockage de déchets (ordures ménagères et déchets urbains) autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3	Enjeu
		3550	Stockage temporaire de dechets dangereux	Parallélisme avec rubriques 2718
		3560	Stockage souterrain de dechets dangereux	Parallélisme avec rubriques 2718
		3610-a et b	Fabrication de papier, carton, pate a papier	Surveillance des eaux souterraines (AM sectoriel 10/09/20) + Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 2430
		3620	Pretraitement et teinture de textiles	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 2330
		3630	Tannage des peaux	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 2350
		3641	Exploitation d'abattoir	Parallélisme avec rubrique 2210
		3642	Traitement et transformation de produits alimentaires	Parallélisme avec rubriques 2220 et 2221
		3643	Traitement et transformation du lait	Parallélisme avec rubrique 2230
		3650	Elimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux	Parallélisme avec rubriques 2730, 2731, 2740
		3660	Elevage intensif de porcs ou de volailles	Enjeu. Parallélisme avec rubriques 2102 et 2111
		3670	Traitement de surface a l'aide de solvants	Garanties financières + Parallélisme avec rubriques 2XXX
		3700	Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques	Parallélisme avec rubrique 2415 + Surveillance des eaux souterraines
ngereux (réglementation Seveso)	Toxiques	**4110**	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés	Propriétés toxiques pour la santé humaine + Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
		4120	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition	Propriétés toxiques pour la santé humaine + Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
		4130	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	Propriétés toxiques pour la santé humaine + Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
		4140	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale	Propriétés toxiques pour la santé humaine + Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
		4150	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1	Propriétés toxiques pour la santé humaine
	Dangereux pour l'environnement	**4510**	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Propriétés toxiques pour l'environnement aquatique. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (article 55, AM sectoriel du 03/10/10)
		4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Propriétés toxiques pour l'environnement aquatique. Surveillance des eaux souterraines dans certains cas (article 55, AM sectoriel du 03/10/10)

Classement par Substances et mélanges dar	Substances et mélanges nommément désignés	**4733**	Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2 naphthylamine et/ou ses sels, 4 nitrodiphényle et 1,3-propanesultone	Enjeu
		4734	Produits petroliers specifiques et carburants de substitution: essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	Surveillance des eaux souterraines (article 65, AM 02-02-98)
		4741	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]	Enjeu
	Autres substances et mélanges nommément désignés	**4801**	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	Enjeu

Règle 12 : Encadrement des infrastructures linéaires et du transport de matières dangereuses dans les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2 et les périmètres de protection de captages

Acteurs ciblés

Services de l'État (DDT 69/38 ; DREAL ; DDP 69/38) ; Gestionnaires des infrastructures linéaires ; Collectivités

Contexte d'application de la règle

La caractérisation des zones de sauvegarde sur la nappe de l'Est lyonnais a permis de distinguer 3 zonages de priorité selon l'impact potentiel de pollutions vers un captage actuel ou futur et ainsi le niveau d'intervention, de prescription ou de vigilance à adopter.

Les zonages de **priorité 1** font l'objet de prescriptions strictes sur les usages pour la préservation de la ressource en eau, en raison de la présence d'un captage existant ou futur en leur sein. Les zonages de **priorité 2** et de **priorité 3** correspondent quant à eux à la zone d'alimentation du captage (actuel ou futur) respectivement, au droit de la nappe des alluvions fluvioglaciaires, et au droit des moraines ou de la molasse sub-affleurante. Dans ces zones, toute pollution, même dans un temps plus long, peut parvenir au captage d'eau potable. Au sein de ces zones de sauvegarde, une vigilance particulière doit être adoptée sur les différents usages pouvant impacter la ressource en eau et la capacité de production de l'eau potable.

Les infrastructures linéaires (autoroutes, routes nationales et départementales, infrastructures ferroviaires, structures aéroportuaires, canalisations, stationnement, transport en site propre) sont particulièrement présentes sur l'Est lyonnais, en lien avec l'expansion urbaine et industrielle de l'Est lyonnais. Des risques de pollution sont associés à ces infrastructures et nécessitent d'être encadrés.

Contenu détaillé de la règle

Par infrastructures linéaires on entend : les nouvelles voiries de liaison, hors desserte de proximité et modes doux, les infrastructures ferroviaires, hors modes doux, et les canalisations.

A) Interdiction des nouvelles canalisations de transport de matière dangereuse en zones de sauvegarde de priorité 1

Les nouvelles canalisations de transport de matière dangereuse sont interdites au sein des zones de sauvegarde de priorité 1, hors transport de gaz.

B) Interdiction et/ou encadrement des infrastructures linéaires autres que les canalisations de transport de matières dangereuses en zones de sauvegarde de priorité 1 et 2

Les nouvelles infrastructures linéaires sont interdites dans les périmètres de protection rapprochés établis des captages existants.

Concernant les zones de sauvegarde non exploitées actuellement (ZSNEA) de priorité 1, l'interdiction porte sur :

- toute la ZSNEA de priorité 1 (hors voiries de desserte du captage) tant qu'un périmètre de protection rapproché « futur » n'a pas été délimité au travers d'une étude approfondie (cf. disposition 4-1-A1) ;
- le périmètre de protection rapproché « futur » délimité dans la ZSNEA de priorité 1 si celui-ci a été délimité par une étude approfondie (cf. disposition 4-1-A1).

Dans les zones de sauvegarde de priorité 1 et 2, hors périmètres de protection rapproché de captage, les documents d'incidence et les études d'impact devront fournir une justification du tracé retenu en indiquant les raisons pour lesquelles, notamment au regard des objectifs du SAGE, parmi les options envisagées qui font l'objet d'une description, le projet présenté a été retenu. Le dossier loi sur l'eau du projet d'infrastructure devra mettre en avant des mesures de conception, de réalisation, d'entretien permettant d'assurer une protection des eaux souterraines vis-à-vis des

risques de pollution diffuse et accidentelle, et ce pendant la phase travaux et la phase d'exploitation. Le dossier proposera également un plan d'alerte (et actions associées) à mettre en place en cas de pollution accidentelle.

Dans le cas où un projet déclaré d'utilité publique ou d'intérêt général s'implantait, en sus des prescriptions précédemment exposées, il sera attendu à minima la mise en place d'un système d'assainissement étanche le long des infrastructures à construire permettant de collecter les eaux potentiellement polluées, ou de mesures alternatives permettant d'éviter toute pollution de la nappe. Le projet devra prendre en compte les enjeux de la ressource en eau et des échanges du pétitionnaire avec la CLE en amont du projet devront se faire. S'il est démontré pour des raisons techniques qu'il n'est pas possible de réaliser ces infrastructures, le pétitionnaire devra démontrer que le projet ne constitue pas un risque de pollution pour la nappe

La mise en place d'un suivi de la qualité des eaux souterraines adaptée au contexte et aux enjeux du projet dans l'espace et dans le temps, durant les phases travaux et exploitation, est encouragée.

Par ailleurs, au sein des zones de sauvegardes de la nappe de l'Est lyonnais :

- Pour les infrastructures de transport de matières dangereuses nouvelles comme pour les infrastructures existantes, le gestionnaire devra se doter d'un plan d'alerte (avec les mesures et les actions associées pour la protection des eaux souterraines) pour toute traversée d'une zone de sauvegarde de priorité 1 et 2 ;
- La réalisation d'un suivi de la qualité des eaux souterraines en phase travaux trimestriel à minima à l'aval des travaux en zone de sauvegarde de priorité 1 (exploitée ou non actuellement exploitée). Les ouvrages de prélèvements devront être réalisés dans les règles de l'art et pourront être par la suite réutilisés pour réaliser un suivi plus global de la nappe.

Par ailleurs, une actualisation de l'étude SAGE intitulée « Action 28 – État des lieux de l'assainissement pluvial des infrastructures linéaires » de septembre 2010 sera réalisée par le secrétariat technique du SAGE, avec priorisation dans les zones de sauvegarde. Les gestionnaires d'infrastructures linéaires seront sollicités pour la mise à jour des données figurant dans cette étude. Sur la base de ce document, un travail d'amélioration des points noirs identifiés sera réalisé avec les gestionnaires.

C) Interdiction de l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des infrastructures linéaires en zones de sauvegarde de priorité 1 et 2

L'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des infrastructures linéaires en zones de sauvegarde de priorité 1 et 2, est interdite, y compris pour les talus SNCF.

Par ailleurs, en complément de cette règle, des actions de sensibilisation auprès des gestionnaires d'infrastructures linéaires sont prévues dans la disposition 1-1-A3.

Référence réglementaire	Localisation : Zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2
• À DEFINIR	Cf atlas cartographique (XXX)
Indicateurs de suivi : • Nombre d'infrastructures linéaires prenant en compte les modalités d'encadrement du SAGE	

Orientation 4 : Améliorer et préserver la qualité de l'eau des masses d'eau souterraines et superficielles du territoire

Objectif 6 : Réduire le risque de contamination lié à l'urbanisation

Règle 13 : Prescriptions sur la nature des remblais utilisés pour les projets d'aménagement et le remblaiement post-carrières dans les zones de sauvegardes de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2

Acteurs ciblés :

Gestionnaires des projets d'aménagements ; Activités de carrières ; Représentants des carriers (UNICEM…) et du BTP ; Services de l'État (DDT 69/38 ; DREAL ; DDP 69/38)

Contexte d'application de la règle

La caractérisation des zones de sauvegarde sur la nappe de l'Est lyonnais a permis de distinguer 3 zonages de priorité selon l'impact potentiel de pollutions vers un captage actuel ou futur et ainsi le niveau d'intervention, de prescription ou de vigilance à adopter.

Les zonages de **priorité 1** font l'objet de prescriptions strictes sur les usages pour la préservation de la ressource en eau, en raison de la présence d'un captage existant ou futur en leur sein. Les zonages de **priorité 2** et de **priorité 3** correspondent quant à eux à la zone d'alimentation du captage (actuel ou futur) respectivement, au droit de la nappe des alluvions fluvioglaciaires, et au droit des moraines ou de la molasse sub-affleurante. Dans ces zones, toute pollution, même dans un temps plus long, peut parvenir au captage d'eau potable. Au sein de ces zones de sauvegarde, une vigilance particulière doit être adoptée sur les différents usages pouvant impacter la ressource en eau et la capacité de production de l'eau potable.

Plusieurs projets d'aménagement structurants sont prévus sur le territoire Est lyonnais. Il s'agit notamment du projet des Portes du Dauphiné, situé en partie sur la zone actuelle des carrières de Heyrieux amont, des projets de la plaine de Saint Exupéry, autour de l'aéroport, du projet de contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL) sur ses parties Nord et Sud et ayant vocation à être connecté au projet de ligne TGV Lyon-Turin et pressenti pour le transport de matières dangereuses, du projet de mise à 4 voies de la ligne de train Saint-Fons Grenay, ou encore de l'extension potentielle des carrières existantes du fait de la zone de gisement identifiée dans le Schéma Régional des Carrières (SRC).

Ces différents projets de territoire nécessitent un encadrement spécifique afin de diminuer autant que possible leur impact sur la ressource en eau de l'Est lyonnais, et particulièrement au sein des zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais.

Contenu détaillé de la règle

Dans les zones de sauvegarde de priorité 1 et 2, pour tout projet d'aménagement impliquant l'utilisation de remblais et toute activité de remblaiement post-exploitation de carrières, le remblai devra être réalisé avec des matériaux propres, inertes, naturels et non contaminés. Les seuls matériaux admissibles en sus de ceux cités précédemment sont ceux respectant les prescriptions de l'arrêté du 12/12/2014 en vigueur relatif aux installations de stockage de déchets inertes à l'exception :

- Des mélanges bitumineux (code déchets 17 03 02 à date d'approbation du SAGE),
- De la fraction fine des matériaux de déconstruction,
- Des terres provenant de sites contaminés ou potentiellement contaminés ou ayant pu être en contact avec des terres contaminées,
- Des matériaux présentant des concentrations des 19 COHV supérieures à XXX mg/kg. (Valeur en cours de définition)

Le SAGE sera attentif à l'application des prescriptions de l'arrêté du 12/12/2014 relatif aux installations de stockage de déchets inerte en vigueur et toute autre réglementation nationale s'appliquant aux activités de remblais à date du projet.

Un contrôle visuel et olfactif des déchets doit être réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant ou l'aménageur doit refuser l'admission des matériaux de remblais sur son site.

Au même titre que l'exploitant ou aménageur doit s'informer sur l'origine des matériaux de remblais apportés sur son site, celui-ci doit s'informer sur les usages potentiels ou connus de substances PFAS (per- et polyfluoroalkylées) sur le site de provenance et refuser les matériaux si tel est le cas.

Par ailleurs, il est recommandé aux exploitants et aménageurs de prendre connaissance des guides nationaux de gestion des terres excavées applicables à date du projet et d'en appliquer les recommandations, notamment sur les analyses de contrôle des matériaux.

A date d'approbation du SAGE, il s'agit des guides suivants :

- Guide de valorisation hors site des terres excavées non issues de sites et sols pollués dans des projets d'aménagement, Avril 2020, MTES ;
- Guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués dans des projets d'aménagement, Avril 2020, MTES.

<table>
<tr><td>Référence réglementaire
• Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées</td><td>Localisation : Zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2
Cf atlas cartographique (XXX)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de suivi :
• Nombre de projets d'aménagement et de carrières prenant en compte les prescriptions du SAGE</td></tr>
</table>

Orientation 4 : Améliorer et préserver la qualité de l'eau des masses d'eau souterraines et superficielles du territoire

Objectif 6 : Réduire le risque de contamination lié à l'urbanisation

Règle 17 : Suivi des eaux souterraines pour les carrières en zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2

Acteurs ciblés :
Activités de carrières ; Représentants des carriers (UNICEM…) ; Services de l'État

Contexte d'application de la règle

L'extraction de granulats est très présente sur le territoire de l'Est Lyonnais du fait de la nature géologique de son sous-sol. L'essentiel des carrières se trouve sur les communes de Saint-Pierre-de-Chandieu, Saint-Laurent-de-Mure et Saint-Bonnet-de-Mure. Cette activité d'extraction de granulats présente sur l'Est-Lyonnais représente environ 60% de la production totale sur le département du Rhône.

En fin d'autorisation d'exploitation, les carrières sont remises en état selon les dispositions prévues par leurs arrêtés préfectoraux. Cette réhabilitation se fait progressivement, selon les conditions de remblaiement prévues et les niveaux topographiques visés. Il est à noter que les rythmes annuels de remblaiement sont généralement plus lents que les cadences annuelles d'extraction.

Le SAGE de 2009 identifiait déjà la nécessité de réaménager les carrières en espaces non urbanisés à faible pression polluante. Dans la plaine d'Heyrieux, selon une note de cadrage du préfet du Rhône datant de 2012, il est prévu que certaines zones (spécifiées dans l'arrêté préfectoral propre à chaque site) de carrières en fin d'exploitation soient remblayées pour permettre l'accueil d'activités agricoles ou bien l'installation d'activités économiques. D'autres zones prévoient quant à elles des restitutions sans remblaiement, en fond de fouille, ou à remblayer de façon ultérieure. Les sites exploités en périmètres de protection éloignés de captages sont quant à eux systématiquement remblayés avant retour à l'agriculture ou en espace naturel. Cette note de cadrage prévoit notamment des hauteurs minimales de remblai à respecter pour la remise en état en fin d'activité (hauteurs par rapport aux plus hautes eaux décennales) et impose un remblaiement jusqu'au niveau du terrain naturel pour les zones qui seront dédiées aux activités économiques. Elle prévoit également que les carriers intègrent dans les dossiers de cessation d'activité partielle des mesures incitatives pour le développement d'une agriculture à haute valeur environnementale. Les recommandations de cette note de cadrage ont été retranscrites dans les prescriptions imposées aux carriers dans leurs arrêtés préfectoraux respectifs.

Au-delà des prescriptions imposées sur les matériaux de remblais dans la Règle 13 du SAGE et dans les arrêtés préfectoraux des carriers, des prescriptions sont imposées par le SAGE sur le suivi des eaux souterraines pendant et après le remblaiement des carrières, en lien avec la nature des matériaux de remblais utilisés.

Contenu détaillé de la règle

Dans les zones de sauvegarde de priorité 1 et 2, le SAGE demande de compléter le suivi de la qualité des eaux souterraines pour toutes les carrières (existantes et futures) en phase de remblaiement du fait de l'utilisation de remblais contenant potentiellement des substances polluantes (cf. alinéa III de l'article 12.3 « Remblayage de carrière » de l'arrêté du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières), selon les modalités suivantes :

- Implantation d'un réseau de piézomètres adapté à la configuration de la carrière avec notamment un nombre suffisant de points de suivi à l'aval du site ;
- Le suivi des paramètres suivants à minima est demandé : 19 COHV, HAP, 8 Métaux toxiques, HCT, BTEX et les 20 PFAS règlementaires (selon la définition de la directive européenne 2020/2184 du 16 décembre 2020), à fréquence semestrielle.

Il est recommandé de poursuivre ce suivi pendant un minimum de 10 ans après la fin du remblaiement de la carrière.

En sus de cette règle, chaque exploitant doit respecter les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral s'imposant au site.

Commenté [CM1]: Dichlorométhane, Chlorure de Vinyle, 1,1-Dichloroethene, 1,2-Dichloroéthylène (cis + trans), Chloroforme, Tétrachlorure de Carbone, 1,1-dichloroéthane, 1,2-dichloroéthane, 1,1,1-trichloroéthane, 1,1,2-Trichloroéthane, Trichloroéthylène, Tetrachloroéthylène, Bromochlorométhane, Dibromométhane, 1,2-Dibromoéthane, Bromoforme, Bromodichlorométhane, Dibromochlorométhane

Référence réglementaire • À DEFINIR	Localisation : Zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2 Cf atlas cartographique (XXX)
Indicateurs de suivi : • Nombre de carrières prenant en compte les prescriptions du SAGE pour le suivi des eaux souterraines	

SAGE EST LYONNAIS	**Orientation 1 : Mobiliser les acteurs du territoire**
	Objectif 1 : Accompagner la mise en œuvre des bonnes pratiques
Type **Action**	**Disposition 4-4-G4 : Sensibiliser les acteurs du BTP et les aménageurs aux enjeux de la qualité des remblais pour la ressource en eau**

Porteur de l'action

Aménageurs ; Collectivités ; Services de l'État

Partenaires institutionnels ou techniques : SAGE Est lyonnais ; Représentants des carriers et du BTP

Contexte d'application de la disposition

Le territoire de l'Est lyonnais, par sa topographie et son réseau de transport, est propice au développement d'activités industrielles, artisanales et commerciales. Il constitue un territoire dynamique où ces zones ont tendance à s'étendre et, pour partie, directement sur les couloirs de la nappe de l'Est lyonnais. En 2010, les zones d'activités occupaient 3 900 ha sur le territoire Est lyonnais, soit moins de 10% du territoire. En 2020, ces zones d'activités occupent plus de 4 300 ha du périmètre du SAGE, soit environ 11% du territoire. Or ces activités sont susceptibles de constituer un risque de pollution pour les eaux souterraines, notamment par l'utilisation de remblais en provenance d'autres sites potentiellement pollués.

Ce risque est identifié et encadré par la Règle 13 du SAGE. Néanmoins, la sensibilisation et l'accompagnement des acteurs des bâtiments et travaux publics (BTP) et des aménageurs, notamment à travers la valorisation et le partage des bonnes pratiques, demeurent essentiels pour pouvoir appliquer cette règle dans la durée.

Contenu détaillé de la disposition

Le SAGE impliquera les représentants du BTP, les représentants des carriers et les aménageurs (collectivités, …) pour sensibiliser les entreprises du BTP et les aménageurs aux enjeux, dispositions et règles du SAGE, notamment la Règle 13, et promouvoir le partage d'expériences entre professionnels.

Pour cela, le SAGE élaborera, avec l'aide de ses partenaires, une documentation (plaquette, note…) et son plan de diffusion. L'objectif sera de présenter à minima les enjeux qualité et quantité du territoire avec un focus particulier sur les zones de sauvegardes et la Règle 13 du SAGE sur les remblais.

Calendrier de mise en œuvre : En continu

2026	*2027*	*2028*	*2029*	*2030*	*2031*	*2032*	*2033*	*2034*	*2035*	*2036*
X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Aspect financiers (Coût et financeurs potentiels)

À DEFINIR

Localisation : Périmètre SAGE

Cf atlas cartographique (XXX)

Référence réglementaire

- À DEFINIR

Indicateurs de suivi :

- À DEFINIR

SAGE EST LYONNAIS	**Orientation 4 : Améliorer et préserver la qualité de l'eau des masses d'eau souterraines et superficielles du territoire** **Objectif 4 : Réduire le risque de contamination lié aux activités industrielles, artisanales et commerciales**
Type **GESTION**	**Disposition 4-4-G4 : Encadrement des activités à risques au sein des zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2**

Porteur de l'action

Services de l'État, exploitants/représentants industriels, SAGE Est lyonnais (via sa structure porteuse : le département du Rhône)

Partenaires institutionnels ou techniques : SAGE Est lyonnais ; Services de l'État

Contexte d'application de la disposition

Les zones de sauvegarde, ou ressources stratégiques, sont définies dans un objectif de préservation d'une ressource en eau de qualité compatible avec un usage eau potable, en quantité suffisante. La non-dégradation de ces ressources doit permettre une utilisation des eaux sans traitement ou avec un traitement limité. Il existe 2 types de zones de sauvegarde :

- les ZSE (Zones de Sauvegarde Exploitées) visant à la préservation de ressources d'ores et déjà exploitées pour l'AEP actuellement ;
- les ZSNEA (Zones de Sauvegarde Non Exploitées Actuellement) visant à la préservation de ressources présentant un fort intérêt pour un approvisionnement futur, mais non encore exploitées pour l'eau potable.

Sur la nappe de l'Est lyonnais, pour chacun de ces 2 types, 3 zonages de priorité ont été définis selon l'impact potentiel de pollutions sur les captages actuels ou futurs, allant d'un impact jugé plus élevé pour la priorité 1, à un impact jugé plus faible pour la priorité3. Des niveaux d'intervention, de prescriptions ou de vigilance différents sont donc à adopter dans ces zones pour répondre aux objectifs de préservation de la ressource.

Les zonages de priorité 1 des zones de sauvegarde font l'objet de prescriptions strictes sur les usages en raison de la localisation d'un captage existant ou futur directement en leur sein (cf. Règle 11 du SAGE).

Malgré les précautions prises par les exploitants pour en diminuer les incidences néfastes, certaines activités sont considérées comme susceptibles de porter atteinte à la nappe de l'Est lyonnais et à la capacité de production d'eau potable sur la nappe de l'Est lyonnais au sein des zones de sauvegarde, particulièrement dans les zones de priorité 1 et 2, situées au droit des alluvions fluvio-glaciaires. Une surveillance accrue de l'impact de ces activités sur la nappe et des bonnes pratiques de gestion des sites sont donc à mettre en place et/ou développer par les exploitants.

Contenu détaillé de la disposition

A) Suivi de la qualité des eaux souterraines en zones de sauvegarde 1 et 2 :

Pour toutes les activités ICPE et IOTA, ainsi que les activités artisanales, commerciales et industrielles pouvant avoir un impact négatif sur les sols et la nappe, et situées en zones de sauvegarde de priorité 1 et 2, les porteurs de projet et/ou les exploitants de sites existants et/ou les services de l'État devront porter une attention particulière à la mise en place de réseaux de surveillance de la qualité des eaux souterraines adaptés aux risques générés par le site (prenant en compte toutes les substances utilisées sur le site). Il est recommandé d'adapter en continu ces réseaux de surveillance et les paramètres suivis aux évolutions de pratiques et usages présents sur le site, en sus des prescriptions fixées dans les arrêtés préfectoraux des sites. Cette mesure de gestion concerne notamment les activités figurant dans la liste des activités à risques et les IOTA présentés dans la Règle 11 du SAGE, ainsi que les activités de carrière (rubrique ICPE 2510 à date de l'approbation du SAGE).

Le pétitionnaire veillera à bien transmettre aux Services instructeurs de l'État dans les délais imposés par les arrêtés préfectoraux les résultats du suivi, et à mettre en avant toute anomalie constatée dans le suivi. En cas de suspicion de pollution des sols ou de la nappe par un composé, il est recommandé à l'exploitant d'adapter la liste des paramètres et/ou la fréquence du suivi, à minima selon les prescriptions fixées par la DREAL.

Par ailleurs, la mise en place de réseaux de surveillance collectifs de la qualité de la nappe à l'échelle d'une zone d'activité ou d'une zone industrielle, gérés par exemple sous l'égide d'un organisme unique, est recommandée. Ce suivi est demandé en considération des impacts cumulés significatifs sur les sols et la nappe en termes de prélèvement et de rejet que peuvent avoir des opérations diverses situées dans une même zone d'activité.

B) Mise en place d'un guide de bonnes pratiques pour les activités en zones de sauvegarde 1 et 2 :

Dans les zones de sauvegarde de priorité 1 et 2 il est demandé aux exploitants d'activités ICPE et IOTA, ainsi que d'activités artisanales, commerciales et industrielles pouvant avoir un impact négatif sur les sols et la nappe :

- L'établissement d'une procédure d'alerte du SAGE et des gestionnaires de captages d'eau potable en cas d'incident pouvant induire une pollution des sols et/ou de la nappe ;
- L'établissement d'une procédure de gestion du risque de pollution de l'environnement, en particulier des eaux souterraines, en fonction de l'analyse du risque environnemental du site.

Les sites existants disposant déjà de tels documents devront s'assurer que l'enjeu ressources en eau y a bien été pris en compte.

Pour aider les exploitants dans la rédaction de ces documents, le SAGE mettra à disposition des exploitants un guide synthétique d'aide à la rédaction de ces documents. Ce guide sera rédigé notamment grâce aux retours d'expérience des services de l'État, des gestionnaires de captages d'eau potable et des exploitants des sites (dont représentants des industriels, CCI et CMA).

Calendrier de mise en œuvre : En continu

2026	*2027*	*2028*	*2029*	*2030*	*2031*	*2032*	*2033*	*2034*	*2035*	*2036*
X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Aspect financiers (Coût et financeurs potentiels)
À DEFINIR

Localisation : Zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2
Cf atlas cartographique (XXX)

Référence réglementaire
- Articles R.212-46 et 47 du Code de l'Environnement
- À DEFINIR

Indicateurs de suivi :
- Nombre de sites ayant mis en place ou adapté son réseau de suivi des eaux souterraines
- Nombre de sites disposant d'un guide de bonnes pratiques

SAGE EST LYONNAIS	**Orientation 4 : Améliorer et préserver la qualité de l'eau des masses d'eau souterraines et superficielles du territoire**
	Objectif 6 : Réduire le risque de contamination lié à l'urbanisation
Type **MISE EN COMPATIBILITE**	**Disposition 4-6-MC5 : Encadrement des projets d'aménagement structurants dans les zones de sauvegardes de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2**

Porteur de l'action
Structures porteuses de SCOT
Services de l'état en charge de l'instruction des dossiers d'ouverture à l'urbanisation
Gestionnaires des projets d'aménagements

Partenaires institutionnels ou techniques : SAGE Est lyonnais ; Collectivités

Contexte d'application de la disposition

La caractérisation des zones de sauvegarde sur la nappe de l'Est lyonnais a permis de distinguer 3 zonages de priorité selon l'impact potentiel de pollutions vers un captage actuel ou futur et ainsi le niveau d'intervention, de prescription ou de vigilance à adopter.

Les zonages de **priorité 1** font l'objet de prescriptions strictes sur les usages pour la préservation de la ressource en eau, en raison de la présence d'un captage existant ou futur en leur sein. Les zonages de **priorité 2** et de **priorité 3** correspondent quant à eux à la zone d'alimentation du captage (actuel ou futur) respectivement, au droit de la nappe des alluvions fluvioglaciaires, et au droit des moraines ou de la molasse sub-affleurante. Dans ces zones, toute pollution, même dans un temps plus long, peut parvenir au captage d'eau potable. Au sein de ces zones de sauvegarde, une vigilance particulière doit être adoptée sur les différents usages pouvant impacter la ressource en eau et la capacité de production de l'eau potable.

Plusieurs projets d'aménagement structurants sont prévus sur le territoire de l'Est lyonnais. Il s'agit notamment, mais pas exclusivement, du projet des Portes du Dauphiné, situé en partie sur la zone actuelle des carrières de Heyrieux amont, des projets de la plaine de Saint Exupéry, autour de l'aéroport, du projet de contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL) sur ses parties Nord et Sud et ayant vocation à être connecté au projet de ligne TGV Lyon-Turin et pressentie pour le transport de matières dangereuses, du projet de mise à 4 voies de la ligne de train Saint-Fons Grenay, ou encore de l'extension potentielle des carrières existantes du fait de la zone de gisement identifiée dans le Schéma Régional des Carrières (SRC).

En général, un projet structurant se distingue par son coût élevé, l'importance des moyens mis en œuvre, son ampleur ou sa complexité et son impact sur l'aménagement du territoire local.

Ces différents projets de territoire nécessitent un encadrement spécifique afin de diminuer autant que possible leur impact sur la ressource en eau de l'Est lyonnais, et particulièrement au sein des zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais. Ainsi, l'aménageur devra rechercher un aménagement compatible avec la préservation de la ressource en eau impliquant une implantation d'activités : non polluantes, ne présentant pas de risques pour la nappe, adaptées aux enjeux eau, et en cohérence sur l'ensemble du site. De plus, la mise en place d'aménagements pour la gestion des eaux incendie et des eaux pluviales est préconisée.

Contenu détaillé de la disposition

En zone de sauvegarde de priorité 1 et 2, il est recommandé que les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et, le cas échéant, le règlement des documents d'urbanisme, définissent des ambitions fortes en matière de protection de la ressource en eau pour les secteurs dévolus à la création de zones d'aménagement. Les documents d'urbanisme pourront par exemple demander dans le cadre de ces projets :

- en accord avec la doctrine eaux pluviales du SAGE (Règle 5) et son guide de recommandations :
    - la réalisation de diagnostics de la qualité des sols avant création de toute zone d'activité, l'étude de l'impact d'une pollution éventuelle sur la nappe et la possibilité d'une dépollution des sols puis l'étude de la pertinence de l'infiltration in-situ des eaux de pluies et de son dimensionnement ;

    - l'entretien régulier des systèmes de gestion des eaux pluviales, selon une fréquence adaptée au type d'ouvrage de gestion, permettant d'assurer son bon fonctionnement ;
- des exigences en termes d'équipements pour la gestion et le confinement des eaux incendie et la gestion des eaux potentiellement polluées (ruissellement sur les aires de stationnement par exemple) ;
- la réalisation d'études d'impact cumulatives à l'échelle de la zone d'aménagement ;
- aux aménageurs de se doter d'un plan d'alerte en cas de pollution accidentelle (avec les mesures et les actions associées pour la protection des eaux souterraines) ;
- la mise en place de réseaux de suivi de la qualité des eaux souterraines adaptés aux activités présentes sur la zone d'aménagement et/ou d'activité, par exemple sous l'égide d'un organisme unique ;
- la mise en place de règlements sur les zones d'activité et/ou d'aménagement (en lien avec la disposition 4-4-G2).

Par ailleurs, il est recommandé d'interdire les activités fabricant ou utilisant des substances PFAS (per- et polyfluoroalkylées) dans les zones de sauvegarde de priorité 1 et 2 de la nappe de l'Est lyonnais. Cela concerne notamment l'utilisation de mousses d'extinction d'incendie contenant des PFAS.

Lors de la rédaction des documents d'urbanisme, les collectivités pourront notamment s'appuyer sur :

- l'étude réalisée par le SAGE en 2010 de recensement des sites d'anciennes décharges et des activités sauvages, d'évaluation du risque de pollution de l'eau et de proposition d'actions et sur les travaux réalisés dans le cadre de la disposition 4-3-A1 ;
- le document synthétique de mise en compatibilité des documents d'urbanismes avec le SAGE et les actions de sensibilisation du SAGE mentionnés dans les dispositions 1-3-A1 et 1-3-G1.

Calendrier de mise en œuvre : En continu

2026	*2027*	*2028*	*2029*	*2030*	*2031*	*2032*	*2033*	*2034*	*2035*	*2036*
X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Aspect financiers (Coût et financeurs potentiels)	Localisation : Zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2
À DEFINIR	Cf atlas cartographique (XXX)

Référence réglementaire
À DEFINIR

Indicateurs de suivi :
- Nombre de documents d'urbanisme prenant en compte les modalités d'encadrement du SAGE

SAGE EST LYONNAIS	**Orientation 4 : Améliorer et préserver la qualité de l'eau des masses d'eau souterraines et superficielles du territoire**
	Objectif 11 : Limiter les risques de contamination liés à l'exploitation des matériaux du sous-sol
Type **GESTION**	**Disposition 4-11-G1 : Gérer les carrières pendant leur phase de remblaiement en zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2**

Porteur de l'action

Activités de carrières ; Représentants des carriers (UNICEM…) ; Service de l'État instructeurs ; Exploitants agricoles

Partenaires institutionnels ou techniques : SAGE Est lyonnais ; Services de l'État

Contexte d'application de la disposition

L'extraction de granulats est très présente sur le territoire de l'Est Lyonnais du fait de la nature géologique de son sous-sol. L'essentiel des carrières se trouve sur les communes de Saint-Pierre-de-Chandieu, Saint-Laurent-de-Mure et Saint-Bonnet-de-Mure. Cette activité d'extraction de granulats présente sur l'Est-Lyonnais représente environ 60% de la production totale sur le département du Rhône.

En fin d'autorisation d'exploitation, les carrières sont remises en état selon les dispositions prévues par leurs arrêtés préfectoraux. Cette réhabilitation se fait progressivement, selon les conditions de remblaiement prévues et les niveaux topographiques visés. Il est à noter que les rythmes annuels de remblaiement sont généralement plus lents que les cadences annuelles d'extraction.

Le SAGE de 2009 identifiait déjà la nécessité de réaménager les carrières en espaces non urbanisés à faible pression polluante. Dans la plaine d'Heyrieux, selon une note de cadrage du préfet du Rhône datant de 2012, il est prévu que certaines zones (spécifiées dans l'arrêté préfectoral propre à chaque site) de carrières en fin d'exploitation soient remblayées pour permettre l'accueil d'activités agricoles ou bien l'installation d'activités économiques. D'autres zones prévoient quant à elles des restitutions sans remblaiement, en fond de fouille, ou à remblayer de façon ultérieure. Les sites exploités en périmètres de protection éloignés de captages sont quant à eux systématiquement remblayés avant retour à l'agriculture ou en espace naturel. Cette note de cadrage prévoit notamment des hauteurs minimales de remblai à respecter pour la remise en état en fin d'activité (hauteurs par rapport aux plus hautes eaux décennales) et impose un remblaiement jusqu'au niveau du terrain naturel pour les zones qui seront dédiées aux activités économiques. Elle prévoit également que les carriers intègrent dans les dossiers de cessation d'activité partielle des mesures incitatives pour le développement d'une agriculture à haute valeur environnementale. Les recommandations de cette note de cadrage ont été retranscrites dans les prescriptions imposées aux carriers dans leurs arrêtés préfectoraux respectifs.

Au-delà des prescriptions imposées sur les matériaux de remblais dans la Règle 13 du SAGE et dans les arrêtés préfectoraux des carriers, des recommandations sont faites par le SAGE sur la gestion des carrières pendant et après leur remblaiement.

Contenu détaillé de la disposition

A) Phase remblaiement

1) Il est recommandé de mettre en place des groupes de travail impliquant les Services de l'État et les carriers et leurs représentants (UNICEM, …) afin de renforcer les procédures d'acceptation préalables et revoir éventuellement les seuils d'acceptation des déchets inertes de chaque exploitant. Ces réunions sont l'occasion de rappeler les exigences sur la nature et la qualité des remblais au regard de l'enjeu qualité de la ressource en eau sur les zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais.

2) Dans les zones de sauvegarde de priorité 1 et 2, lorsque l'extraction des matériaux est terminée et en attendant la phase de remblaiement il est recommandé de réaliser une restitution temporaire du site à de l'agriculture biologique ou sans usage de produits phytosanitaires.

B) Après carrière

Au droit des zones de sauvegarde de priorité 1 et 2, dans le cas d'une restitution des parcelles remblayées à l'agriculture, il est recommandé d'y favoriser une agriculture biologique afin de limiter les transferts de polluants vers la nappe. La mise en place de l'agriculture biologique pourra se faire par le biais de démarches partenariales entre propriétaires et exploitants de type convention tripartite ou par le biais des obligations réelles environnementales (ORE) ou de baux ruraux à clauses environnementales (BRE).

Calendrier de mise en œuvre : En continu

2026	*2027*	*2028*	*2029*	*2030*	*2031*	*2032*	*2033*	*2034*	*2035*	*2036*
X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Aspect financiers (Coût et financeurs potentiels)
À DEFINIR

Localisation : Zones de sauvegarde de la nappe de l'Est lyonnais de priorité 1 et 2
Cf atlas cartographique (XXX)

Référence réglementaire

- À DEFINIR

Indicateurs de suivi :

- Nombre de carriers mettant à jour les procédures d'acceptation préalable des déchets sur leurs sites
- Nombre de carriers modifiant le suivi de leurs exploitations
- Nombre d'exploitations en agriculture biologique sur les anciennes carrières

Cette étude a été réalisée sous la maitrise d'ouvrage du Département du Rhône et est financée par :